

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 120

Mars 1995

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## SOMMAIRE

- ACCORD D'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE
- NOUVELLE OPÉRATION TURQUE AU KURDISTAN D'IRAK, BONN SUSPEND DE NOUVEAU SON AIDE MILITAIRE A LA TURQUIE
- SANGLANTE RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS ALEVIES A ISTANBUL
- LE PARLEMENT EUROPÉEN CONDAMNE L'INCULPATION DE YACHAR KEMAL
- SITUATION AU KURDISTAN D'IRAK
- «EUROPALIA 96» ANNULE
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

---

### ACCORD D'UNION DOUANIÈRE AVEC LA TURQUIE

**A** PRES de longues négociations et un premier veto d'Athènes, l'Accord sur l'Union douanière entre Ankara et l'Union européenne a été signé le 6 mars. Cet accord qui devrait entrer en vigueur le premier janvier 1996 apportera, dans un premier temps, des avantages sensibles aux investisseurs européens, avant de permettre à Ankara d'accroître ses exportations vers l'Union. Mais l'enjeu pour la Turquie n'est pas uniquement d'ordre économique. Il

est aussi, voire surtout politique, puisque l'Accord officialise la reconnaissance de la Turquie comme un membre virtuel de l'Union européenne.

La signature de cet accord a grandement soulagé le gouvernement Çiller qui n'a pas hésité à le présenter comme la reconnaissance, par l'Europe, du bien-fondé de sa politique. Il a sans doute aussi satisfait l'administration américaine qui, par la voix de Richard Holbrooke, secrétaire d'État adjoint,

avait qualifié la situation du Moyen Orient d'explosive et qui avait demandé, au nom de la «sécurité européenne» l'inclusion de la Turquie dans l'Union douanière (cf. notre *Bulletin*, p. 15)

Toutefois, sa signature par les 15 et le gouvernement turc ne suffit pas pour que l'Accord entre automatiquement en vigueur. Il doit également être ratifié par le Parlement turc et par le Parlement européen. Or, de nombreuses questions épineuses qui ne relèvent pas du domaine économique, peuvent obstruer ce processus de ratification. Parmi celles-ci figurent bien entendu le futur statut de Chypre, occupée à 40% par l'armée turque depuis 1974,

mais surtout la question des droits de l'homme en Turquie et la question kurde. Alain Juppé, ministre des Affaires Étrangères précisait d'ailleurs lors de la signature de l'Accord que dans le domaine des droits de l'homme «les progrès sont insuffisants puisqu'on continue d'observer des cas de violation de droit de l'homme, d'interdiction de journaux, de poursuite de journalistes et d'hommes de lettres, d'emprisonnement de députés pour délit d'opinion». La liste, déjà longue, de M. Juppé était loin d'être complète comme le souligne le rapport annuel d'Amnesty International, publié au même moment.

Ces violations des droits de l'homme n'ont néanmoins pas empêché les Quinze de signer l'Accord. Toutefois, l'amélioration de la situation des droits de l'homme et l'abrogation de l'article 8 de la loi dite anti terreur dont la stricte application peut aboutir à la mise en examen de n'importe quel intellectuel pour cause de «terrorisme», semblent être des conditions *sine qua non* de sa ratification par le Parlement. Ainsi, les responsables de la Commission et du Parlement européens interrogés par le *Turkish Daily News* ont clairement expliqué que la ratification nécessiterait, au préalable, la libération des députés du DEP. D'autres sources n'ont pas hésité à exprimer leur indignation par rapport au procès intenté contre Yachar Kemal et ont évoqué ses possibles retombées sur la ratification de cet accord (*Turkish Daily News*, repris à la p. 30 de notre Bulletin).

Le correspondant de *Turkish Daily News* ajoutait que ces interlocuteurs lui avaient donné des leçons plutôt sèches en matière des droits de

l'homme. En clair, -pour reprendre l'expression de l'un de ses interlocuteurs- «que cela vous plaise ou

non, la démocratisation figure parmi les conditions préalables de l'intégration à l'Europe».

## NOUVELLE OPÉRATION TURQUE AU KURDISTAN D'IRAK BONN SUSPEND DE NOUVEAU SON AIDE MILITAIRE A LA TURQUIE

COMME une deuxième réponse aux attentes du Parlement européen avant la ratification de l'Union douanière, et à la veille du Nouvel an kurde du 21 mars, Ankara a lancé, selon les termes de Yildirim Aktuna, porte-parole du gouvernement, «la plus grande opération de l'armée de la République turque» à l'étranger, y compris l'intervention à Chypre de 1974. L'opération qui couvre une zone de 130 km de longueur et 40 km de profondeur dans le Kurdistan irakien, vise, officiellement, à déloger quelque 2000 combattants du PKK. Près de 35.000 hommes, des véhicules blindés et l'aviation participent à cette opération que la presse turque compare à l'opération «Tempête de Désert» (ainsi, le général qui commande l'opération, Hasan Kundakçi, est baptisé «Schwarzkopf Hasan Pacha»). Aucune information n'a été donnée sur la durée éventuelle de l'opération. Les déclarations officielles sur ce sujet sont contradictoires : «le temps qu'il faut», «quelques semaines», voire «un an» selon le Président Süleyman Demirel qui a «remercié les Américains pour leur compréhension» et a espéré que «l'Europe comprendra le problème qui est celui de la Turquie» (*Turkish Daily News*, du 27.03.1995, repris à la p. 182 de notre Bulletin).

Le gouvernement Çiller a assuré qu'il n'y aurait pas de victimes civiles, mais les reporters ont fait état des bombardements aériens et le Haut Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU a exprimé, selon l'AFP, «son inquiétude sur le sort des populations dans le nord de l'Irak», signalant que «des centaines de réfugiés avaient déjà fui la région de Zakho vers les camps d'Atroush, plus au Sud». Cette inquiétude est d'autant plus justifiée que plusieurs milliers de paysans kurdes, fuyant les combats en Turquie et dont les villages ont été détruits par l'armée turque se trouvent réfugiés au Kurdistan irakien.

En Occident, dans un premier temps, seule l'Administration américaine a exprimé sa «compréhension» à l'égard de cette opération. Toutefois, dans un deuxième temps, probablement surprise par son ampleur et surtout des rapports qui signalaient que les «forces turques pourraient se préparer pour un séjour prolongé dans le nord de l'Irak» elle a révisé sa position et demandé à la Turquie de se retirer dans les meilleurs délais. L'Union européenne a sévèrement condamné la Turquie en qualifiant l'opération de «violation des lois internationales les plus élémentaires». L'Allemagne, a annoncé le même jour sa décision d'expulser des Kurdes qui seraient

mêlés aux actes de violence vers la Turquie, et d'interrompre son aide militaire à Ankara. Elle a également suspendu son aide de 150 millions de DM destinée à subventionner la construction par les chantiers navals du nord de la R.F.A. de deux frégates pour la Turquie. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires étrangères a rappelé, au nom de son gouvernement, que *«la question kurde doit être résolue en premier lieu par des moyens politiques et légaux, et non militaires»*.

De son côté, raison d'État oblige, la France a décidé de maintenir son programme de vente d'hélicoptères de transport de troupes pour la Turquie qui seront livrés à raison de deux appareils par mois et s'étaler, selon *France-Soir* du 30 mars, jusqu'au premier semestre 1996. Toutefois, Alain Juppé, au nom de l'Union, a expliqué son inquiétude devant cette opération se singularisant *«par son caractère massif qui va au-delà du simple exercice du droit de suite, ainsi que par les dommages causés aux populations civiles»*. Le 23 mars, trois ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, Alain Juppé et ses homologues allemand et espagnol, se sont rendus à Ankara pour renouveler leur exigence de retrait immédiat.

Les journaux occidentaux ont défini comme un *«fiasco militaire»* cette énième opération coûteuse de la Turquie. Les observateurs turcs eux-mêmes ne semblaient pas être convaincus des résultats obtenus de ce nouveau sursaut de *«solution militaire»*. Reste que, protégées par les opérations de *Provide Comfort* contre Bagdad, les Kurdes irakiens semblent se trouver, de nouveau, *«victimes de leurs protecteurs»* comme le relève le journal *Jeune Afrique*.

## SANGLANTE RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS ALEVIES A ISTANBUL



QUELQUES jours après la signature de l'accord d'Union douanière, le quartier alévi de Gaziosmanpasa à Istanbul a vécu, du 12 au 15 mars, de graves troubles réprimés dans le sang par la police. La communauté confessionnelle alévie, représentant quelque 20% de la population de Turquie, est composée aussi bien des Kurdes que des Turcs. Elle se singularise par rapport à son environnement sunnite par une religion hautement mystique et par des mœurs libérales. Cette communauté a connu une histoire remplie de répressions et de soulèvements durant des siècles. Plus proche de nous, dans les années 70, elle a été prise comme cible par des *Loups Gris* du Colonel Türkes. Les massacres de décembre 1978 perpétrés par ces militants d'extrême-droite ont provoqué la mort de plus de cent d'entre eux. Poussées par la pauvreté et surtout la répression, de millions d'Alévis, dont des Kurdes de la région de Dersim où la destruction des villages se poursuit de plus belle, se sont réfugiés à Istanbul ou dans d'autres grandes villes et vivent dans des bidonvilles appelés *Gecekondu*.

Les événements de mars 1995 ont commencé par la fusillade de l'un des cafés de Gaziosmanpasa par des agresseurs non-identifiés. Cette tuerie, qui rappelait les méthodes sinistres de l'extrême droite dans les années 70, a fait cinq victimes. Elle a naturellement déclenché une vague

de colère au sein de la communauté. Les manifestants, non armés, se sont regroupés devant le commissariat pour demander que toute la lumière soit faite sur ce massacre. Il y a eu des débordements, mais aucune attaque contre les policiers. La réponse des autorités a cependant été une répression féroce faisant au moins 25 nouvelles victimes parmi les civils. Curieusement, alors que les autorités ont qualifié ces manifestations d'*«émeutes»*, aucun membre de la police ou de la gendarmerie n'y a trouvé la mort.

Pour dédramatiser ce bilan et surtout le deuil qui a été infligé à la communauté alévie, les autorités d'Ankara ont tout simplement expliqué que *«les forces de l'ordre étaient prises de panique»* et qu'elles avaient réagi en conséquence. Dans leur effort de déculpabiliser les responsables de cette sanglante répression, ils ont inventé des *«auteurs»* présumés de la fusillade du café : selon certaines déclarations officielles les *«comploteurs»* étaient des Grecs, selon d'autres, peut-être des Arméniens, à moins qu'il se soit agi des Russes qui aient ainsi voulu punir les Turcs de leur soutien aux Tchétchènes.... Certaines voix n'ont pas hésité à soupçonner les Alévis (en majorité kurde dans ce quartier), qui auraient sciemment fusillé les membres de leur propre communauté pour provoquer ensuite une émeute. D'autres, enfin, ont accusé le PKK ou des organisations turques d'extrême-gauche. A son tour, le président de la République,

Süleyman Demirel, n'a rien trouvé de mieux que de recommander d'enterrer les victimes et de passer à autres chose : «rien de grave n'est arrivé à notre nation» a-t-il commenté.

Cette tuerie perpétrée par des policiers a suscité la colère des Alévis

à la fois en Turquie et à l'étranger. Elle a surtout affaibli la confiance des Alévis dans l'Etat. En donnant une preuve supplémentaire de son incapacité à gérer les crises, et en montrant le peu de cas qu'il faisait de la vie humaine, l'Etat turc n'a fait que pousser les Alévis, déjà largement

exclus du domaine politique, inquiets de la montée de l'islam radical et de l'extrême-droite, vers des positions plus radicales. L'attitude irresponsable des autorités ne peut qu'aggraver les tensions intra-communautaires dans un pays déjà miné par la guerre au Kurdistan.

---

## LE PARLEMENT EUROPÉEN CONDAMNE L'INCULPATION DE YACHAR KEMAL

**L**ES réactions contre l'inculpation de Yachar Kemal qui dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, avait dénoncé la politique kurde d'Ankara se multiplient. Ainsi, après des écrivains renommés, le Parlement européen dans une résolution datant du 16 février a pris acte des

«persécutions systématiques d'écrivains, de journalistes et d'intellectuels» qui continuent sous l'actuel gouvernement et que l'écrivain turc le plus connu à l'étranger Yachar Kemal risque de deux à cinq ans de prison et une lourde amende à cause d'un entretien où il «dénonce la répression d'Ankara contre la minorité kurde de Turquie et critique le double langage des

autorités, conciliantes avec l'Occident, mais impitoyables à l'intérieur de leurs frontières». Le Parlement a condamné «avec vigueur» l'inculpation de l'écrivain et a estimé «qu'il s'agit d'un procès politique et d'une grave atteinte aux droits de l'homme et au droit à l'expression» (cf. pour le texte intégral de la résolution, p. 1 de la revue de presse de notre Bulletin).

---

## SITUATION AU KURDISTAN D'IRAK

**L**A situation au Kurdistan d'Irak, marquée par des affrontements fratricides entre les formations kurdes ne cesse de se dégrader. Les tentatives de médiation entre les deux formations belligérantes (UPK de Jalal Talabani et PDK de Masoud Barzani), incluant désormais aussi les Etats-Unis n'ont toujours pas abouti à des résultats escomptés. Cette situation empêche

l'établissement d'une administration kurde efficace et accroît l'insécurité dans la région, notamment dans des villes. L'explosion, le 27 février, d'une voiture piégée qui a fait 80 victimes en plein Zakho est la preuve flagrante de cette insécurité meurtrière. L'attentat n'a pas été revendiqué et il serait difficile d'en identifier les auteurs.

Il n'y a certes aucune raison de lier

cet acte de barbarie au conflit kurde. Il ne fait cependant pas de doute qu'il profite à Bagdad, qui, une fois de plus, peut jouer sur le sentiment de l'insécurité qui règne désormais dans les villes kurdes. Il est aussi évident que la responsabilité de l'insécurité qui règne et qui permet aux forces obscures de perpétrer de tels actes incombe largement aux dirigeants kurdes irakiens.

## «EUROPALIA 96» ANNULE

**L**ES organisateurs de l'«Euro-palia», festival culturel international, ont décidé d'en annuler l'«édition 96» qui devait se dérouler en Turquie. Le gouvernement turc espérait beaucoup de cette manifestation qui devait servir de vitrine pour le pays dans l'arène culturelle internationale. Une loi adoptée par l'Assemblée nationale turque, le 22 septembre 1994, transformait le festival en une affaire d'Etat et précisait que le festival comprendrait «des événements à caractère politique, économique, commercial, culturel et touristique». Cette mainmise gouvernementale interdisait aux milieux culturels turcs de disposer d'une autonomie dans son organisation, d'autant plus que, selon la même loi, le «Conseil national Euro-palia de Turquie» devrait être présidé par un secrétaire d'Etat et inclure des représentants des ministères des Affaires Etrangères, des Finances, de la Culture et du Tourisme. Indépendamment de sa personnalité, Bülent Eczacıbasi, commissaire turc d'«Euro-palia-Turquie» disposait donc d'un champ d'action bien étroit et se trouvait prisonnier d'une politique décidée par le gouvernement.

Les raisons officiellement évoquées par la «Fondation Euro-palia» pour annuler cette manifestation sont d'ordre financier. Toutefois, les observateurs remarquent qu'il s'agit surtout d'une décision politique. En effet, l'essentiel du budget du festival provient des subventions officielles belges. Mais le gouvernement de ce pays biculturel exige en contrepartie que le principe

fondateur du festival -la représentation de toute la diversité culturelle du pays hôte- soit respectée. Concernant la Turquie, cela revenait clairement à exiger que la culture kurde (mais aussi, d'autres cultures minoritaire comme arménienne,

grecque, juive...) soit pleinement représentées lors du festival. Or, la Turquie ne pouvait accepter cette condition, car, selon M. Bülent Eczacıbasi cité par *l'Info-Türk* «quiconque connaît la Turquie sait qu'il est impossible d'en dégager une composante et de lui consacrer un événement indépendant. Notre philosophie est claire : la culture turque est un ensemble avec de multiples facettes».

---

### BILAN MENSUEL DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ASSASSINATS POLITIQUES AU KURDISTAN DE TURQUIE

#### 1<sup>er</sup> mars

L'Imam Hasan Hüseyin Kıymıs est condamné par une cour pénale d'Istanbul à un an de prison pour avoir insulté le fondateur de la République Atatürk.

#### 3 mars

Nebil Polat, 18 ans, a été assassiné par des tueurs non-identifiés à Adana.

#### 4 mars

Resit Simsek et Hüseyin Kurt ont été assassinés par des tueurs non-identifiés à Adana.

#### 5 mars

La détenue Latife Ereren est retrouvée assassinée à la prison de Bayrampasa à Istanbul.

#### 7 mars

A Gebze, des militants néo-fascistes du MHP provoquent un conflit entre Turcs et Kurdes au cours duquel quatre personnes sont poignardées.

#### 11 mars

Le président de Tarsus du Parti des Travailleurs (IP), Hüseyin Parlatici, est abattu par des tueurs non identifiés.

#### 12 mars

A Batman, Selim Müjdecı, victime d'un attentat survenu le premier mars, a succombé à ses blessures.

#### 13 mars

Un chauffeur de Taxi, Tahsin Kaplan, est assassiné à la hache par des assaillants inconnus.

#### 14 mars

Ihsan Özbay a été assassiné par des tueurs non-identifiés à Siverek. Sa soeur Meryem Özbay a été blessée. Le même jour à Diyarbakır, Aslan Kabaaltında a été victime d'un attentat dont les auteurs non pas été identifiés.

#### 21 mars

Le chauffeur Haci Polat qui n'avait

pas obéi aux ordres de stopper son véhicule est abattu par une patrouille militaire.

27 mars

A Cizre, six Allemands, Ute Rotermund, Marco Mayenschen, Helmut Klaas Sem, Thorsten Muller, Albrecht Müller et Olivier Kontany, ainsi qu'une Belge, Koem Raat Opgeuhaffen, sont arrêtés par la police et expulsés de la ville.

30 mars

A Samandag, l'ancien président de HADEP, Mehmet Latifci, est abattu par des tueurs inconnus.

31 mars

A Yüregir, des assaillants inconnus ouvrent le feu contre un café, tuent Ercan Agver et blessent trois autres personnes.

l'opposition. (A.F.P., 3 mars 1995), p. 11.

MOUVEMENT DE TROUPES À LA FRONTIÈRE IRAKIENNE. (*The European*, 3-9 mars 1995), p. 11.

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SERAIT EN AUGMENTATION en Turquie. — «LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME SE DÉGRADE» selon Amnesty International. (*The New York Times*, 6 mars; *Le Monde* 8 mars 1995), p. 12-13, 21.

22 REBELLES KURDES ET QUATRE PERSONNES TUÉS LORS DE COMBATS EN TURQUIE. (A.F.P., 5 mars 1995), p. 14.

FERMETURE DES BASES DES FORCES AÉRIENNES AMÉRICAINES EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1995), p. 14.

EXCLURE LA TURQUIE DE L'UNION DOUANIÈRE SERAIT UN RECU CONSIDÉRABLE POUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1995), p. 15.

LA TURQUIE DANS L'ANTICHAMBRE DES QUINZE. L'Union européenne a signé un accord d'Union douanière avec la Turquie. Pour marquer l'importance de l'événement, la Première ministre turque, Tansu Çiller, s'est rendue en personne dans la capitale belge. — L'EUROPE S'ENTROUVRE SANS ENTHOUSIASME À LA TURQUIE. — Ankara se félicite de l'accord de Bruxelles. Seuls les islamistes sont opposés à une union douanière que les Turcs voient comme un premier pas vers l'intégration européenne. — LA TURQUIE ET L'EUROPE. (*Libération*; *InfoMatin*, 7 mars; *Le Monde*; *Le Figaro*, 8 mars 1995), p. 16, 19-20, 21.

LA TURQUIE MODERNE FAIT PARTIE DE L'EUROPE ET CONTINUERA DE L'ÊTRE. (*International Herald Tribune*, 7 mars 1995), p. 17.

LES ÉCRIVAINS TURCS DE «L'UNIVERSITÉ FERMÉE» SONT

## EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

RÉSOLUTIONS SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE ET SUR L'INCULPATION DE L'ÉCRIVAIN Yachar Kemal par la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul, pour «propagande séparatiste». (*Journal officiel des Communautés européennes*, 6 mars 1993), p.1.

LETTRES: DES ÉCRIVAINS EMPRISONNÉS EN TURQUIE écrivent au Comité International de PEN Club. (*La Lettre de PEN Club*, Mars 1995), p. 2.

UN ATTENTAT FAIT 80 MORTS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. L'explosion d'une voiture piégée à Zakho, dans le nord de l'Irak, accentue l'instabilité de cette région où une guerre fratricide oppose, depuis dix mois, les deux principales formations kurdes. (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> mars 1995), p. 3.

INSPIRONS-NOUS DE CAMUS : Témoignons pour les Kurdes ! (*Tribune de Genève*, 2 mars 1995), p. 4.

L'IRAN AFFIRME QUE LES MISSILES SUSPECTS SONT «DÉFENSIVES». — La position sur la Turquie s'est clarifiée. (*International Herald Tribune*, 2 mars 1995), p. 5.

ANKARA MASSE DES TROUPES À LA FRONTIÈRE IRAKIENNE. (*Libération*, 2

mars 1995), p. 5.

LES ÉTATS-UNIS RÉCLAMENT UNE AIDE DE 450 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA TURQUIE EN 1996. (*Turkish Daily News*, 2 mars 1995), p. 6.

ARRESTATION D'UN SUPPOSÉ LEADER DU PKK. (*The European*, 3 mars 1995), p. 6.

LA MONTÉE DU FONDAMENTALISME MUSULMAN EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 3 mars 1995), p. 7-8.

BONN INTERDIT LE BUREAU D'INFORMATION DU KURDISTAN ET CINQ AUTRES ASSOCIATIONS KURDES EN ALLEMAGNE. (*Basler Zeitung*, 3 mars 1995), p. 9.

DES COMBATS ONT OPPOSÉ L'ARMÉE IRAKIENNE AUX REBELLES KURDES. (*Le Monde*, 4 mars 1995), p. 9.

LES KURDES TRAUMATISÉS. — LA POPULATION DU KURDISTAN IRAKIEN, dans le nord de l'Irak, reste sous le choc de l'attentat à la voiture piégée qui a fait 76 morts et 150 blessés lundi à Zakho. (A.F.P., 3 mars 1995), p. 10.

POURSUITE DES BOMBARDEMENTS IRAKIENS SUR LE KURDISTAN, selon



DERRIÈRE LES BARREAUX. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1995), p. 18.

LA TURQUIE POSSÈDE LA CLÉ DU JEU DU POUVOIR EN IRAK. — RENCONTRE SECRÈTE ENTRE BARZANI ET UN COMMANDANT TURC À SILOPI. (*Turkish Daily News*, 8 mars 1995), p. 22-23.

LES AVOCATS DU DEP SAISISSENT LA COUR DE CASSATION À LA SUITE DU VERDICT DE LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT D'ANKARA. (*Turkish Daily News*, 8 mars 1995), p. 24.

DIX TUÉS DANS DES COMBATS IRAKO-KURDES. — Au moins dix combattants kurdes irakiens ont été tués et plus de trente personnes blessées lors de combats entre l'armée irakienne et des opposants kurdes dans le nord de l'Irak. — LES KURDES AURAIENT TUÉ 200 IRAKIENS selon l'UPK. (*A.F.P.*, 8 mars; *A.F.P.*, 9 mars 1995), p.24, 25.

L'IRAK A ÉTÉ CONDAMNÉ PAR LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME À GENÈVE pour sa violation «massive et extrêmement grave» des droits. (*A.F.P.*, 8 mars 1995), p.25.

KURDES: LES BOURREAUX DE DIYARBAKIR. Le gouvernement turc, qui veut à tout prix accrocher son wagon au train de l'Europe démocratique, mène dans son arrière-cour du Sud-Est anatolien une «guerre totale» contre la population kurde et privilégie la répression massive au détriment de toute tentative de dialogue. (*Le Nouvel Observateur*, 9 mars 1995), p.26-28.

SOULAGEMENT TURC APRES L'ACCORD SUR L'UNION DOUANIÈRE. LA POSITION DU PREMIER MINISTRE TANSU ÇILLER EST RENFORCÉE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 8 mars 1995), p.29.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 10 mars 1995), p.31.

NOUVELLE BATAILLE DIPLOMATIQUE ENTRE WASHINGTON ET

BAGDAD. Bill Clinton est déterminé à maintenir l'embargo en l'état. (*Le Monde*, 11 mars 1995), p.32.

LE PARTI SOCIALISTE DU KURDISTAN RÉCLAME UNE SOLUTION PACIFIQUE À LA QUESTION KURDE. (*Turkish Daily News*, 11 mars 1995), p. 33.

L'ANCIEN DÉPUTÉ DU DEP, ALI YIGIT, PARLE DU PARLEMENT KURDE AU SÉNATEUR AMÉRICAIN DOLE. (*Turkish Daily News*, 12 mars 1995), p. 34.

UNE MISSION RENNAISE EN TURQUIE. — Des milliers de Kurdes en prison pour délit d'opinion. (*Ouest France*, 11-12 mars 1995), p. 35.

LE PARLEMENT TURC A RECONDUIT POUR QUATRE MOIS, À COMPTER DU 19 MARS, L'ÉTAT D'URGENCE DANS LE SUD-EST ANATOLIEN À MAJORITÉ KURDE. (*A.F.P.*, 14 mars 1995), p. 36.

ANKARA ATTIRE L'ATTENTION DE LA BELGIQUE SUR LES ACTIVITÉS DU «PARLEMENT KURDE». (*A.F.P.*, 15 mars 1995), p. 36.

HALABJA ABANDONNÉE À LA MISÈRE SEPT ANS APRÈS LE BOMBARDEMENT CHIMIQUE. Les Kurdes de Halabja, dans le nord de l'Irak accusent le monde entier de les avoir oubliés, sept ans après le bombardement de leur ville à l'arme chimique par l'aviation du président irakien Saddam Hussein. (*A.F.P.*, 15 mars 1995), p. 37.

CONFLIT KURDE: TROIS JURISTES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME sont actuellement en visite au Kurdistan turc pour y recueillir des témoignages concernant des allégations de violations des droits de l'homme dans le cadre du conflit entre les forces gouvernementales et les nationalistes kurdes. (*A.F.P.*, 15 mars 1995), p. 38.

L'IRAK DÉNONCE LE

RENOUVELEMENT DE L'AMBARGO ONUSIEN. (*International Herald Tribune*, 15 mars 1995), p. 38.

CLINTON: PAS DE CONTRAT PÉTROLIER AVEC L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 15 mars 1995), p. 39.

ISTANBUL SOUS LE CHOC DES VIOLENCES RELIGIEUSES. Plusieurs centaines d'alévis se sont de nouveau rassemblés hier après-midi dans le Quarter Gaziosmanpasa d'Istanbul, où vingt-trois personnes au moins ont trouvé la mort lundi dans de violents affrontements avec les forces de l'ordre après un attentat qui avait fait trois victimes dans leur communauté. (*Libération*, 15 mars 1995), p. 40-41.

LE GÉNÉRAL IRAKIEN A ESSAYÉ DE RENVERSER SADDAM, MAIS ÉCHOUÉ. (*International Herald Tribune*, 15 mars 1995), p. 42.

L'ONU A RECONDUIT LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. Le Conseil de sécurité attend maintenant le rapport bisannuel que doit lui présenter le président de la Commission spéciale chargée du désarmement du pays. (*Le Monde*, 15 mars 1995), p. 43.

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME EN VISITE À DIYARBAKIR. (*Turkish Daily News*, 15 mars 1995), p. 44.

ONZE BLESSÉS DANS DES AFFRONTEMENTS ENTRE MANIFESTANTS TURCS ET LA POLICE ALLEMANDE. (*A.F.P.*, 16 mars 1995), p.44.

HALABJA: DES MILLIERS DE KURDES ONT COMMÉMORÉ JEUDI À HALABJA, DANS LE NORD DE L'IRAK, le massacre perpétré par l'armée de Saddam Hussein qui, le 16 mars 1988, avait bombardé à l'arme chimique la ville faisant 5.000 morts. (*A.F.P.*, 16 mars 1995), p.45.

L'ÉCRIVAIN TURC (Yachar Kemal), CONNU POUR SON FRANC PARLER,

EN PROCÈS. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1995), p. 47.

EN EXCLUANT L'IRAN DE CONTRATS PÉTROLIERS, LES ETATS-UNIS EMPLOIENT DES SIGNES CONFLICTUELS. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1995), p. 48.

L'IRAK DÉVELOPPE SON PROGRAMME NUCLÉAIRE ET POSÈDE UN SITE AÉRIEN EN ALLEMAGNE. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1995), p. 49-50.

DE NOUVEAUX HEURTS SE SONT PRODUITS À ANKARA ET DANS SA BANLIEUE. (*Le Monde*, 16 mars 1995), p. 50.

LA RÉVOLTE DES ALEVIS EMBRASE ISTANBUL. La communauté des Alevis, d'origine chiite, manifeste avec violence son mécontentement face aux brimades dont elle s'estime l'objet. MASSACRE EN TURQUIE. (*La Croix*, 16 mars 1995), p. 51, 52.

YACHAR KEMAL: L'HONNEUR D'UN PAYS EST PLUS IMPORTANT QUE SON TERRITOIRE. — Belgique: pas de reconnaissance et pas d'entrave au Parlement kurde en exil. — ANKARA DIT QU'ERBIL DEVRAIT ÊTRE OUVERT À TOUS LES GROUPES. (*Turkish Daily News*, 16 mars 1995), p. 53.

ALLEMAGNE: PREMIÈRE EXPULSION D'UN KURDE VERS LA TURQUIE DEPUIS LA LEVÉE D'UN MORATOIRE. — L'Allemagne n'interdit plus les expulsions de réfugiés kurdes vers la Turquie. (*A.F.P.*, 17 mars 1995), p. 54.

FERMER LES YEUX ? Leyla Zana, l'un des députés kurdes emprisonnés en Turquie. (*Témoignage Chrétien*, 17 mars 1995), p. 55.

BELGIQUE: PAS DE DÉCISION SUR L'INSTALLATION À BRUXELLES D'UN PARLEMENT KURDE EN EXIL. — Ankara met Bruxelles en garde. - LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT TURC ANNULE UNE VISITE EN BELGIQUE À CAUSE DE «PARLEMENT KURDE

EN EXIL» - Un Parlement kurde à Bruxelles ? (*A.F.P.*, 17 mars; *Le Soir*, 18-19 mars 1995), p. 56, 58, 67.

ALLEMAGNE : VERS DES EXPULSIONS DE KURDES ? Bonn l'exige mais les Länder à majorité social-démocrate s'y opposeront. — L'ALLEMAGNE N'INTERDIT PLUS LES EXPULSIONS DE RÉFUGIÉS KURDES VERS LA TURQUIE. (*Libre Belgique; Le Monde*, 17 mars 1995), p. 57, 63.

VIENNE : L'INTERDICTION DU PKK N'AIDERA PAS À RÉSOUDRE LE PROBLÈME KURDE, SELON UN REPRÉSENTANT DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE. (*A.F.P.*, 17 mars 1995), p. 59.

LE VATICAN SOUTIEN L'EFFORT IRAKIEN POUR METTRE UN TERME AUX SANCTIONS DE L'ONU. (*International Herald Tribune*, 17 mars 1995), p. 49.

LES ETATS-UNIS SONT RÉTICENTS A PRENDRE DES MESURES FORTES À L'ÉGARD DE L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 17 mars 1995), p. 60.

ISTANBUL, VILLE REFUGE POUR LES KURDES. Les manifestations d'Istanbul peuvent être lues comme le contrecoup de déséquilibres migratoires jetant dans les banlieues des grandes villes de l'Ouest du pays des masses d'exclus venus pour l'essentiel du Kurdistan. (*Journal de Genève*, 17 mars 1995), p. 61.

TURQUIE: LA TENSION MONTE À ISTANBUL OU LES ÉMEUTES ONT PROVOQUÉ LA MORT D'AU MOINS QUINZE PERSONNES. La brutalité de la répression contribue à créer une situation explosive. — LA TURQUIE SECOUÉE. — L'INQUIÉTUDE DES ALÉVIS DE TURQUIE. — Bonn durcit le ton face à la poursuite des attentats contre des intérêts turcs. — DEUIL ET COLÈRE DANS LA COMMUNAUTÉ ALEVIE. (*Le Monde*, 17 mars; *Le Soir; Le Journal de Genève; L'Humanité*, 20 mars 1995), p. 62, 63, 68-69, 70.

L'UNION DOUANIÈRE AVEC LA

TURQUIE. (*Parlement européen, session parlementaire*, 13-17 mars 1995), p. 64-65.

L'ALLEMAGNE DÉCIDE DE REPRENDRE L'EXPULSION DES KURDES VERS LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 17 mars 1995), p. 65.

TENSION DANS LES RELATIONS ENTRE LA TURQUIE ET LA BELGIQUE. (*Turkish Daily News*, 18 mars 1995), p. 66.

EMBUSCADE DU PKK: 15 SOLDATS ET 12 REBELLES TUÉS, 20 SOLDATS BLESSÉS. (*A.F.P.*, 18 mars 1995), p. 66.

FINANCIAL TIMES: ÇILLER NE PEUT PAS DIRIGER LE PAYS. (*Turkish Daily News*, 18 mars 1995), p. 66.

LE PDK (DE MASSOUD BARZANI) CONDAMNE L'INTERVENTION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK. — Opération turque en Irak du Nord: la frontière fermée pour 15 jours. — La Turquie lance sa plus grande opération militaire à l'étranger. (*A.F.P.*, 20 mars 1995), p. 71-72, 73.

ÖCALAN VOIT EN BOYNER QUELQU'UN FAISANT PARTIE DU SYSTÈME CAPITALISTE. — DES HÉLICOPTÈRES À LA CHASSE DU PKK À TUNCELI. (*Turkish Daily News*, 20 mars 1995), p. 74.

L'ALLEMAGNE DÉCLARE VOULOIR METTRE FIN À LA TERREUR KURDE. (*International Herald Tribune*, 20 mars 1995), p. 75.

LA TURQUIE EST PRÊTE POUR CONFRONTER LES TROUBLES DU NOUVEAU AN KURDE. (*International Herald Tribune*, 21 mars 1995), p. 75.

MADAME MITTERRAND TIENDRA SON FORUM SUR LES KURDES À WASHINGTON. (*Turkish Daily News*, 20 mars 1995), p. 76.

LA TURQUIE LANCE DES RAIDS MASSIFS SUR LES BASES KURDES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 21 mars 1995), p. 77.

OFFENSIVE TURQUE CONTRE LES BASES ARRIÈRE DES SÉPARATISTES KURDES EN IRAK DU NORD. L'armée turque a lancé hier matin, à la veille de Newroz, le nouvel an kurde, une vaste opération aéroterrestre en Irak du Nord contre «les bases des terroristes séparatistes» du PKK. — LES TURCS EN IRAK POUR BRISER LES KURDES. Près de 35 000 hommes, l'aviation et des blindés participent à l'opération qui «se poursuivra jusqu'à l'extermination totale de la présence de l'organisation terroriste» affirme Ankara. — ANKARA À LA POURSUITE DES SÉPARATISTES KURDES. (*Libération; Le Figaro*, 21 mars 1995), p. 77-79, 80-81.

LES ALLEMANDS REDOUTENT UNE NOUVELLE FLAMBÉE DE VIOLENCES DU PKK SUR LEUR SOL. — LA VIOLENCE POLITIQUE TURQUE TROUBLE LES NUITS ALLEMANDES. — Bonn soupçonne les Kurdes des attentats contre les intérêts turcs. (*Libération; A.F.P.; Le Monde*, 21 mars 1995), p. 79, 82-81, 87.

L'AVANCE DE L'ARMÉE TURQUE EN IRAK DU NORD: FORTE RÉSISTANCE DU PKK, selon l'opposition irakienne. (*A.F.P.*, 21 mars 1995), p. 83.

UN NOUVEL AN «DÉTOURNÉ». Pour éviter les accrochages avec les forces de l'ordre, les autorités turques organisent les festivités kurdes. (*Le Figaro*, 21 mars 1995), p. 84.

L'ONU LANCE UN APPEL À DONATEURS DE 183 MILLIONS DE DOLLARS POUR L'IRAK. (*A.F.P.*, 21 mars 1995), p. 84.

PAS DE VICTIMES CIVILES DANS L'OPÉRATION TURQUE EN IRAK, ASSURE MME. ÇILLER. (*A.F.P.*, 21 mars 1995), p. 85.

L'ENTREE DE L'ARMÉE TURQUE AU NORD DE L'IRAK. OPERATION D'ENVERGURE AVANT LA FETE KURDE DE NEWROZ. (*Neue Zürcher Zeitung*, 21 mars 1995), p. 86.

LES TROUBLES KURDES CONTIN-

UENT À L'ÉTRANGER. (*Turkish Daily News*, 21 mars 1995), p. 87.

ÇILLER PANIQUÉE, DEMANDE L'APPLICATION DE LA LOI MARCIALE À ISTANBUL, KARADAYI DIT NON. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1995), p. 88-89.

KURDES ET TURCS CÉLÈBRENT LE NEWROZ SÉPARÉMENT. — (*Turkish Daily News*, 22 mars 1995), p. 89-90.

UNE RÉACTION INTERNATIONALE MITIGÉE À L'ÉGARD DE L'INCURTION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1995), p. 90-91.

L'ARMÉE TURQUE COMBAT LES KURDES EN IRAK. Washington déclare «comprendre» les raisons de l'opération militaire contre les bases du PKK. (*Le Monde*, 22 mars 1995), p. 92.

LES KURDES SONT SOUS LE FEU DES FORCES D'ANKARA ET DE BAGDAD. L'armée turque a lancé une vaste offensive dans le nord de l'Irak alors que les combattants du Kurdistan se heurtent toujours aux troupes de Saddam Hussein. — Les Etats-Unis attiseraient les différentes rébellions en Irak. (*Le Monde*, 22 mars 1995), p. 93-94.

SELON LA TURQUIE 200 REBELLES ONT ÉTÉ TUÉS EN IRAK. (*International Herald Tribune; The Times*, 22 mars 1995), p. 95, 104.

CRITIQUE INTERNATIONALE CONTRE L'OFFENSIVE TURQUE EN IRAK DU NORD. L'opération des forces turques au nord de l'Irak où Ankara annonce vouloir constituer une «bande de sécurité» a continué hier, suscitant les critiques croissantes de la communauté internationale. (*Libération*, 22 mars 1995), p. 96.

LA DIFFICILE MUTATION DE L'ÉTAT KÉMALISTE. Turcs contre Kurdes, alévis contre sunnites, laïcs contre islamistes... La république centralisée, fondée par Kemal Atatürk, achève à peine sa construction que ses

fondements sont mis en cause par la multiplication des divisions. (*Libération*, 22 mars 1995), p. 97.

L'INVASION TURQUE CONTINUE. Bombardements, ratissages, arrestation de réfugiés: les militaires turcs ont continué hier leur sale boulot au nord de l'Irak. — COMPLICITÉS RÉGIONALES ET EXTRA-RÉGIONALES. — «OPÉRATION» TURQUE EN IRAK. — LA TURQUIE POURSUIT SON OPÉRATION EN IRAK DU NORD. Les grandes puissances ne protestent pas - à l'exception de la France, l'Irak se tait, ravi de voir son «problème kurde» traité par d'autres. — ANKARA FAIT LA CHASSE AUX KURDES. — Un coup de fore par-dessus la frontière. (*L'Humanité; Ouest France; La Croix; Le Soir, Le Figaro*, 22 mars 1995), p. 98-99, 100, 101, 102-103.

LE PKK EXISTE EN IRAK, MAIS «SOUS CONTRÔLE DU PDK» AFFIRME M. TALABANI. (*A.F.P.*, 22 mars 1995), p. 103.

LES RAIDS CONTRE LES KURDES SERONT LIMITÉS DANS LE TEMPS, SELON LA TURQUIE. (*The Wall Street Journal Europe*, 22 mars 1995), p. 105.

L'UNION EUROPÉENNE DEMANDE DES «CLARIFICATIONS» AU GOUVERNEMENT TURC SUR L'OPÉRATION MILITAIRE MENÉE AU NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 22 mars 1995), p. 106.

ALLEMAGNE: M. KINKEL, LE MINISTRE ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A CONDAMNÉ L'OPÉRATION DE L'ARMÉE TURQUE DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. (*A.F.P.*, 22 mars 1995), p. 106.

LA POPULATION CIVILE N'A PAS SOUFFERT DE L'INTERVENTION TURQUE AU NORD DE L'IRAK, selon le lieutenant-colonel danois Paul Dahl, chef du contingent des gardes de la paix de l'ONU. (*A.F.P.*, 22 mars 1995), p. 107-108.

OPÉRATION TURQUE: 200 REBELLES

TUÉS, DONT 89 CORPS RETROUVÉS, selon l'armée turque. (*A.F.P.*, 22 mars 1995), p. 108.

L'ARMÉE TURQUE RESTERA EN IRAK DU NORD «PEUT-ÊTRE UN MOIS, PEUT-ÊTRE UN AN» affirme un officier turc. (*A.F.P.*, 22 mars 1995), p. 109.

LES TROUPES TURQUES AVANCENT DANS LE NORD DE L'IRAK. LA PLUS GRANDE OPERATION TURQUE DEPUIS DES DECENNIES. (*Neue Zürcher Zeitung*, 22 mars 1995), p. 110.

LE PKK: LA LUTTE ARMÉE POUR LE «GRAND KURDISTAN». (*La Croix*, 23 mars 1995), p. 111.

ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE: M. Jean-Pierre Kucheida appelle l'attention de M. Le ministre des Affaires Étrangères sur le sort des parlementaires kurdes condamnés à quinze années d'emprisonnement par les autorités turques. (*Assemblée Nationale*, 20 mars 1995), p. 111.

SÉGOLÈNE ROYAL CRITIQUE LA VISITE DE M. JUPPÉ À ANKARA. Mme. Royal estime dans un communiqué que «la présence officielle à Ankara de la délégation présidée par M. Juppé porte atteinte gravement aux principes que la France devrait avoir le courage de défendre». (*A.F.P.*, 23 mars 1995), p. 112.

COMANDOS TURCS POURSUIVENT LES REBELLES ENFUIS. (*International Herald Tribune*, 23 mars 1995), p. 113.

LA TURQUIE POURRAIT GARDER SES TROUPES ENCORE PLUSIEURS SEAMAINES EN IRAK DU NORD. (*The New York Times*, 23 mars 1995), p. 114.

L'ARMÉE TURQUE S'ENFONCE DANS LE KURDISTAN. Selon les experts, sa méthode «lourde» risque de toucher les réfugiés plus que les rebelles. (*Libre Belgique*, 23 mars 1995), p. 115.

TURQUIE: LE DOUBLE LANGAGE D'ANKARA. L'intervention turque en Irak ne facilitera pas l'approbation de

l'accord d'union douanière. (*The Times*, 23 mars 1995), p. 116.

LES TURCS RESSEMBLENT LES VILLAGEOIS KURDES EN IRAK. (*The Guardian*, 23 mars 1995), p. 117.

MISE EN GARDE DES EUROPÉENS À LA TURQUIE. Les Européens ont mis en garde, jeudi à Ankara, le gouvernement turc contre la poursuite de son intervention dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 23 mars 1995), p. 118-119.

POURSUITE DE L'OPÉRATION MILITAIRE TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK.— Bagdad appelle au retrait des forces turques du nord de l'Irak. — Vingt-trois rebelles kurdes et deux soldats turcs tués en Turquie. (*A.F.P.*, 23 mars 1995), p. 119,120.

L'ARMÉE TURQUE CONTINUE DE POURCHASSER LES REBELLES KURDES EN IRAK. Déterminé à «supprimer les terroristes», le gouvernement d'Ankara, qui poursuit son opération militaire aéroterrestre, envisage de créer une «bande de sécurité» à la frontière. (*Le Monde*, 23 mars 1995), p. 121-122.

KURDISTAN: UN CRIME PRESQUE PARFAIT. Éditorial du Franz-Olivier Giesbert sur l'intervention de l'armée turque dans le nord de l'Irak. (*Le Figaro*, 23 mars 1995), p. 122.

CES KURDES TELLEMENT GÉNANTS. Commentaire de Robert Verdussen, sur l'intervention turque en Irak du Nord. (*La Libre Belgique*, 23 mars 1995), p. 122.

L'INTERVENTION DANS LE «NOMANSLAND» KURDE ? (*Neue Zürcher Zeitung*, 23 mars 1995), p. 123.

SECRETARE D'ETAT AMÉRICAIN À LA DEFENSE, WILLIAM PERRY, déclare que le mouvement de troupes iraniennes pourrait menacer le pétrole dans le golfe. (*Turkish Daily News*, 23 mars 1995), p. 124.

LA TURQUIE POURSUIT SON OPÉRATION, ET VIE ET ALORS.

(*Turkish Daily News*, 23 mars 1995), p. 125-126.

DES PRESSIONS MONTENT CONTRE LA TURQUIE POUR LIMITER SES OPÉRATIONS DU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 23 mars 1995), p. 127.

SELON UN SÉNATEUR AMÉRICAIN LA TURQUIE EST DIRIGÉE PAR DES «BRUTES». — Selon le PUK de Talabani les camps du PKK sont dans les régions contrôlées par le PDK. (*Turkish Daily News*, 23 mars 1995), p. 128.

L'UNION EUROPÉENNE SE MONTRE FERME À L'ÉGARD DE LA TURQUIE. — Le temps de frapper du poing sur table. (*The European*, 24 mars 1995), p. 129-130.

LA TURQUIE FRANCHIT UNE LIMITE. — ANKARA DÉCLARE GARDER SES PROCES INDÉFINIEMENT EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 24 mars 1995), p. 131-133.

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES: PARIS DOIT CONDAMNER L'INTERVENTION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*L'Humanité*, 24 mars 1995), p. 133.

TERREUR ANTI-KURDE. Bombardements aériens, utilisation massive de blindés, tirs d'artillerie, le tout appuyé par quelque trente mille hommes: depuis trois jours, l'armée turque mène dans le nord de l'Irak une opération d'ampleur sans précédent contre les rebelles kurdes de Turquie réfugiés dans cette région montagneuse. (*Le Monde*, 24 mars 1995), p. 133.

L'IRAK A CONDAMNÉ L'INTERVENTION TURQUE AU NORD DE SON TERRITOIRE. Ankara reste sourd aux pressions européennes. (*Le Monde*, 24 mars 1995), p. 134.

LA TROÏKA EUROPÉENNE SERMONNE ANKARA SUR SON INTERVENTION EN IRAK. Les représentants de la «troïka» européenne, venu à Ankara, ont exprimé «leurs

préoccupations» sur la massive opération militaire menée depuis lundi par l'armée turque en Irak du Nord et ont lancé un sérieux avertissement, notamment en matière de droits de l'homme, aux autorités turques. (*Libération*, 24 mars 1995), p. 135.

NOUVEAUX RAIDS DE L'AVIATION TURQUE CONTRE LES KURDES. — L'EUROPE MET EN GARDE LA TURQUIE. Selon Alain Juppé, le Parlement européen pourrait ne pas ratifier l'accord d'union douanière avec Ankara. (*Le Figaro*, 24 mars 1995), p. 136.

LE FESTIVAL D'ANKARA REND UN HOMMAGE SPÉCIAL À YILMAZ GÜNEY. «Salut à un vieil ami»: tel est le nom de l'espace spécial, réservé cette année au VII<sup>ème</sup> Festival International du film d'Ankara (qui vient de s'achever) à Yilmaz Güney, cinéaste jusque-là banni en Turquie. (*Libération*, 24 mars 1995), p. 137.

NORD IRAKIEN: ALORS QUE LA TURQUIE POURSUIT SON OPÉRATION MILITAIRE. Les Quinze entre menaces et compréhension envers Ankara. — Le CICR toujours interdit d'accès. — ANKARA EST APPAREMMENT INSENSIBLE AUX PRESSIONS INTERNATIONALES. (*Le Journal de Genève*; *A.F.P.*, 24 mars 1995), p. 138, 141.

L'EUROPE ET LES GÉNÉRAUX TURCS. Kurdistan: mais que cherche l'armée turque ? Éditorial d'Antoine Bosshard. (*Le Journal de Genève*, 24 mars 1995), p. 139.

L'INTERVENTION TURQUE: A TRENTE KILOMÈTRES DE LA TURQUIE, trois villages pittoresques, perchés sur les hautes montagnes du Kurdistan irakien, portent les traces du passage cette semaine de l'aviation turque. (*A.F.P.*, 24 mars 1995), p. 140.

L'UNION EUROPÉENNE DEMANDE A LA TURQUIE DE SE RETIRER DU KURDISTAN. BAGDAD PROTESTE CONTRE LA VIOLATION DE SON INTEGRITE TERRITORIALE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 24 mars 1995), p. 142-143.

LA TURQUE TESTE UNE PETITE GUERRE AU MOYEN-ORIENT. (*The Christian Science Monitor*, 24 mars 1995), p. 144-145.

LA TROÏKA EUROPENNE SE PENCHE SUR LA QUESTION DU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 24 mars 1995), p. 146.

OSLO MET UN EMBARGO SUR LES VENTES D'ARMES À DESTINATION DE LA TURQUE APRÈS SES RAIDS EN IRAK. — L'Irak dénonce l'intervention turque dans le nord du Pays. — Durent les réactions internationale, les troupes continuent à réprimer le PKK en Irak du Nord. (*Turkish Daily News*, 24 mars 1995), p. 147-149.

UN CIVIL IRAKIEN TUÉ ET DEUX BLESSÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 25 mars 1995), p. 149.

L'ARMÉE TURQUE RATISSE SA «ZONE DE SÉCURITÉ» DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. — Bagdad a réclamé le retrait des forces turques qui ont pénétré sur 40 km à l'intérieur de «son» Kurdistan pour y réduire la résistance du PKK à la politique turque d'assimilation. (*InfoMatin*, 24-25 mars 1995), p. 150.

LES CIVILS KURDES FUIENT LES ATTAQUES TURQUES. (*The Independent*, 25 mars 1995), p. 151.

COMBATS ENTRE LES KURDES ET LES TROUPES DE SADDAM. ANKARA N'ENVISAGE PAS DE SE RETIRER RAPIDEMENT DU KURDISTAN IRAKIEN. (*Neue Zürcher Zeitung*, 25-26 mars 1995), p. 152-154.

LA TRAGÉDIE KURDE. (*Basler Zeitung*, 25 mars 1995), p. 155.

L'ARMÉE TURQUE DANS L'OMBRE DE MME. ÇILLER. — L'Union européenne s'inquiète de l'ampleur de l'opération turque au Kurdistan irakien. Ankara est invité à mettre fin à l'intervention «le plus tôt possible». — PREMIÈRES CRITIQUES EN TURQUIE CONTRE L'INTERVENTION EN IRAK.

— LE CICR RESTE ÉCARTÉ DES ZONES DE COMBAT. — L'armée semble en passe d'atteindre ses objectifs. (*Le Monde*; *Libération*, 25 mars 1995), p. 146, 157, 158.

L'ARMÉE TURQUE S'APPRÊTE A NETTOYER LES DERNIÈRES POCHEs KURDES. (*International Herald Tribune*, 25-26 mars 1995), p. 157.

QUEL EST LE BUT EXACT DE L'OPÉRATION TURQUE ? Ankara parle de rétablir l'autorité dans le Kurdistan. Mais il y a risque d'enlèvement. (*Libre Belgique*, 25 mars 1995), p. 159.

LES RÉFUGIÉS KURDES DE TURQUIE EN IRAK DU NORD CRAignent LES TROUPES D'ANKARA. Quelque 13.000 réfugiés kurdes de Turquie réfugiés en Irak du nord, terrorisés par l'arrivée des troupes d'Ankara cherchent la protection du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés. (*A.F.P.*, 25 mars 1995), p. 160.

L'OPÉRATION TURQUE MENACE LE RAVITAILLEMENT ALIMENTAIRE DES KURDES D'IRAK. (*A.F.P.*, 25 mars 1995), p. 161-162.

LA TURQUIE POURSUIT SON OFFENSIVE EN IRAK. Selon Ankara, les opérations contre les indépendantistes kurdes auraient fait 161 morts dans les rangs du PKK. — Après cinq jours d'offensive turque en Irak. Ankara cherche une porte de sortie. (*Le Monde*; *Le Figaro*, 26 mars 1995), p. 162, 163-164.

UN GROUPE KURDE MENACE LA TURQUIE ET MET EN GARDE LES TOURISTES. — Le chef du PKK Öcalan déclare qu'ils s'attendaient à cette offensive. — La Turquie accélère son offensive en Irak du Nord et nie l'utilisation des armes allemandes. (*Turkish Daily News*, 25 mars 1995), p. 164-165.

L'IRAK DU NORD: LES STRATÉGIES DE L'OPÉRATION MILITAIRE TURQUE EN IRAK DU NORD AFFIRMENT AVOIR RÉUSSI À PRENDRE DANS UNE NASSE LES

REBELLES KURDES DU PKK. — LA TURQUIE EST PRESSÉE D'EN FINIR AU KURDISTAN IRAKIEN. — IRAK: LES REBELLES KURDES DANS LA NASSE. L'armée turque encercle une zone de 8 000 km<sup>2</sup>. (A.F.P., 26 mars; *Libération*; *Le Figaro*, 27 mars 1995), p. 167, 169, 173.

LA LOGIQUE DE L'IRAK REND CLINTON PERPLEXE. Washington a protesté après la condamnation de deux Américains à Bagdad. (*Libération*; *Le Figaro*, 27 mars 1995), p. 168, 174.

THEATRE DES COMBATS. L'opération contre les séparatistes kurdes s'avère être un fiasco. Les conséquences militaires sont douteuses, le dégât politique, immense. (*Der Spiegel*, 27 mars 1995), p. 170-172.

ALLEMAGNE: PAS DE SANCTUAIRE POUR LE PKK. Les autorités de Bonn sont déterminées à expulser les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit sur le territoire fédéral. (*Le Figaro*, 27 mars 1995), p. 174.

LA GUERRE, DESTIN DES KURDES IRAKIENS. Enfants d'une région déshéritée, les Kurdes irakiens se trouvent de nouveau pris au milieu d'une guerre, coincés depuis une semaine entre l'armée turque et les rebelles kurdes de Turquie, pour un problème qui n'est pas le leur. (A.F.P., 27 mars 1995), p. 175.

LES TURCS S'INSTALLENT EN IRAK. L'offensive militaire turque contre les rebelles du PKK réfugiés en Irak du nord continue et il se confirme qu'elle pourrait être de très longue haleine. — Çiller: «De la légitime défense»... — LES TURCS POURSUIVENT LE «NETTOYAGE» DU KURDISTAN. — L'armée d'Ankara s'enterre et contrôle les grands axes. Le «nettoyage» prendrait plusieurs semaines. (*Le Soir*, 27 mars; *Le Figaro*, 28 mars 1995), p. 176, 186-187.

LES TURCS SEMBLANT VOULOIR

RESTER LONGTEMPS AU KURDISTAN IRAKIEN. (*The Independent*, 27 mars 1995), p. 177.

DES KURDES INQUÊTS SE DÉPLACENT VERS DES ENDROITS PLUS SÛRS. — L'ONU ÉLOIGNE LES KURDES MENACÉS PAR L'OFFENSIVE TURQUE. (*The Independent*, 29 mars; *International Herald Tribune*; *The Guardian*, 27 mars 1995), p. 177, 179, 180.

UN APPEL EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ. (*The Independent*, 27 mars 1995), p. 178.

EN TRASPORTANT DE NOUVEAUX SOLDATS, LES AVIONS TURCS RÉNFORCENT LEURS POSITIONS EN IRAK DU NORD. — Demirel déclare que l'intervention au Nord de l'Irak pourrait durer plus qu'un an. (*Turkish Daily News*, 27 mars 1995), p. 180-181, 182.

SELON LE MINISTRE ALLEMAND DU TRAVAIL, NORBERT BLEUEM, les Turcs traitent les Kurdes pire que les animaux. (*Turkish Daily News*, 27 mars 1995), p. 182.

LA LIGUE ARABE DÉNONCE L'INTERVENTION TURQUE AU NORD DE L'IRAK. — LE PSK (PARTI SOCIALISTE DU KURDISTAN-TURQUIE) CONDAMNE L'INTERVENTION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK. — Bonn peut geler les crédits, destinés à la construction des frégates turques. (*Turkish Daily News*, 28 mars 1995), p. 183-184.

L'ÉQUIPE DE CLINTON DIT QU'IL N'Y AURA PAS D'USAGE DE LA FORCE POUR LIBÉRER LES DEUX AMÉRICAINS EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 28 mars 1995), p. 184.

LES TURCS ONT POUSSÉ LES KURDES VERS DES FRONTIÈRES LOINTAINES DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 28 mars 1995), p. 185.

TURQUIE: KOHL PRÊT À SANCTIONNER FINANCIÈREMENT ANKARA. — Bonn suspend une aide à

la Turquie en réponse à l'intervention en Irak. (*La Tribune Desfossés*; *Libération*, 28 mars 1995), p. 184, 189.

LA MAJORITÉ DE LA CLASSE POLITIQUE TURQUE SOUTIENT L'INTERVENTION DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. Mme. Çiller insiste sur le caractère temporaire de l'opération. (*Le Monde*, 28 mars 1995), p. 188.

MANIFESTATION KURDE: QUELQUE 200 KURDES MILITANT EN FAVEUR DU RETRAIT TURC DU NORD DE L'IRAK ont pénétré de force dans l'enceinte de l'ONU à Genève, au cours d'une manifestation qui a fait sept blessés parmi les forces de l'ordre, a indiqué la police cantonale. (A.F.P., 28 mars 1995), p. 189.

DOUGLAS HURD DÉCLARE QUE L'INTERVENTION DE LA TURQUIE EN IRAK MENACE SES RAPPORTS AVEC L'U.E. — L'Occident fait pression sur les Turcs pour arrêter leur attaque contre les rebelles du PKK. (*The Times*, 29 mars 1995), p. 190-191.

LA TURQUIE MINIMISE L'IMPORTANCE DES CRITIQUES À L'ÉGARD DE SON OFFENSIVE. (*International Herald Tribune*, 29 mars 1995), p. 192.

LE RÊVE EN MIETTES D'UN ÉTAT KURDE. Le Kurdistan irakien est miné par la guerre civile et la misère. (*Libération*, 29 mars 1995), p. 193-194.

LE PREMIER MINISTRE TURC PROCÈDE À UN IMPORTANT REMANIEMENT DE SON GOUVERNEMENT. — Des violents combats opposent les formations kurdes dans le nord de l'Irak. (*Le Monde*, 29 mars 1995), p. 195.

L'ARMÉE TURQUE BÉNÉFICIE DANS SON OFFENSIVE CONTRE LES KURDES SÉPARATISTES DES PHOTOS AÉRIENNES DU KURDISTAN IRAKIEN prises par les appareils de la force multinationale chargée du contrôle de cette zone, ont affirmé des sources du

ministère britannique de la Défense. (A.F.P., 29 mars 1995), p. 196.

ÇILLER: PAS D'OCCUPATION DU NORD DE L'IRAK. Les États-Unis ne veulent pas d'une présence militaire turque prolongée. (*Libre Belgique*, 29 mars 1995), p. 197.

TURQUIE: BONN ET WASHINGTON HAUSSENT LE TON. — L'OFFENSIVE CONTRE LES KURDES S'INTENSIFIE. — L'offensive anti-kurdes embarrasse l'Europe. (*Le Figaro*, 29 mars; *Le Nouvel Économiste*, 30 mars 1995), p. 198-199.

L'ALLEMAGNE GÊLE SES LIVRAISONS VERS LA TURQUIE APRÈS SON OFFENSIVE CONTRE LES KURDES. — Les États-Unis préviennent que Moscou regrettera en cas de désaccord avec l'Iran. — DÉCISIONS SUR LA TURQUIE. — L'Iran: la politique américaine du «double indignement» a prouvé sa fuite. — L'Irak: Les Américains doivent supporter les coûts d'une guerre non-terminée. (*International Herald Tribune*, 30 mars 1995), p. 199-201.

L'ARRÊT ALLEMAND DE LIVRAISON D'ARMES A LA TURQUIE. D'autres mesures de protestations contre Ankara vont suivre. (*Neue Zürcher Zeitung*, 30 mars 1995), p. 202.

NORD IRAKIEN: LE HCR ÉVACUE DES KURDES «PANIQUÉS». Alors que les Européens durcissent le ton, Washington veut ménager Ankara. (*Journal de Genève*, 30 mars 1995), p. 202.

BONN COUPE L'AIDE MILITAIRE À ANKARA. L'Allemagne contre les Kurdes en Irak. (*Libération*, 30 mars 1995), p. 203.

TURQUIE: L'INTERVENTION DE L'ARMÉE D'ANKARA DANS LE NORD IRAKIEN APPARAÎT COMME L'UN DES MULTIPLES EFFETS PERVERS DE LA GUERRE DU GOLFE. Les Kurdes victimes de leurs protecteurs. (*Jeune Afrique*, 30 mars 1995), p. 204-206.

WASHINGTON PRESSE ANKARA DE

METTRE «RAPIDEMENT» FIN À SON INTERVENTION. — Les combats entre les troupes turques et les combattants kurdes s'intensifient. (*Le Monde*, 30 mars 1995), p. 207.

L'INTERVENTION, ET APRÈS ? Ankara envisage une «zone tampon» au Kurdistan irakien. (*Courrier International*, 30 mars 1995), p. 208.

ET 20 HÉLICOS POUR LES TURCS... — ... alors que l'Allemagne a décidé hier d'interrompre ses livraisons d'armes à Ankara suite à l'escalade des opérations anti-kurdes. (*France Soir*, 30 mars 1995), p. 209.

PDK: L'UPK (TALABANI) OCCUPE LE PARLEMENT KURDE. — Le Comité de protection des journalistes condamne l'interdiction des journalistes étrangers par les Turcs. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1995), p. 209-210.

LES TROUPES POURSUIVENT LE PKK AU NORD DU L'IRAK, ANKARA PRÉPARE UNE CAMPAGNE DIPLOMATIQUE. Les États-Unis discuteront du Nord du l'Irak avec Gönenç et le Premier ministre Çiller. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1995), p. 211.

L'ALLEMAGNE DEMANDE À IHD (Association turque des droits de l'homme) DE PRENDRE SOIN DES KURDES EXPULSÉS. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1995), p. 212.

L'ALLEMAGNE COUPE SES LIVRAISONS D'ARMES VERS LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1995), p. 213.

LA COOPÉRATION NUCLÉAIRE ENTRE MOSCOU ET TÉHÉRAN ASSOMBRIT LES RELATIONS RUSSO-AMÉRICAINES. Ce différend risque d'affecter la rencontre-Eltsine du 9 mai. (*Le Monde*, 31 mars 1995), p. 214.

LA TURQUIE DOIT QUITTER L'IRAK ET RÉGLER LE PROBLÈME CHEZ-ELLE. (*International Herald Tribune*, 31 mars 1995), p. 215.

LES TURCS RISQUENT DE RATER L'UNION DOUANIÈRE. — Voyage au cœur de la bataille avec les Kurdes. (*The European*, 31 mars 1995), p. 216-217.

ANKARA MET BONN DANS UNE SITUATION INCONFORTABLE. — Ankara cherche à sortir vite du bourbier kurde. L'Europe critique sévèrement l'intervention en Irak. (*Journal de Genève; Libération; Le Soir*, 31 mars 1995), p. 218, 221.

LA TURQUIE VEUT S'APPUYER SUR LES FORMATIONS KURDES IRAKIENNES APRÈS SON RETRAIT DU NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 31 mars 1995), p. 219.

LA BATAILLE CONTRE LES KURDES «PEUT DURER UN AN». (*The European*, 31 mars 1995), p. 220.

LA FLEXIBILITÉ MORALE «JUSTIFIÉE» L'INVASION TURQUE EN IRAK., éditorial de Peter Ustinov. (*The European*, 31 mars 1995), p. 222.

LA TURQUIE ÉVALUE LA POSSIBILITÉ DE PROLONGER LA PRÉSENCE DE SES TROUPES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Al Hayat*, 31 mars 1995), p. 224.

DEUX TÉMOIGNAGES SUR LA TORTURE EN TURQUIE délivrés par un homme politique kurde et un renégat du système. (Mehdi Zana, La prison n° 5, Arléa, 1995, Paris & Michael Suphi, Farac dans les salles de torture de la Turquie, Exp, 1994, Bruxelles). (*Al Hayat*, 31 mars 1995), p. 223.

QUI COMBLERA LE VIDE DU POUVOIR ? (*Al Hayat*, 31 mars 1995), p. 226.

JUPPÉ S'OPPOSE À LA PRÉSENCE DES FORCES TURQUES EN IRAK ET ENVISAGE D'ÉCARTER ANKARA DE L'UNION DOUANIÈRE. (*Al Hayat*, 30 mars 1995), p. 227.

KURDISTAN-KURDISTAN. (inscription des panneaux). (*Al Hayat*, 31 mars 1995), p. 228.

# Revue de Presse

Institut Kurde de Paris  
**IKP**  
Bulletin de liaison et d'information



## f) B4-0220/95

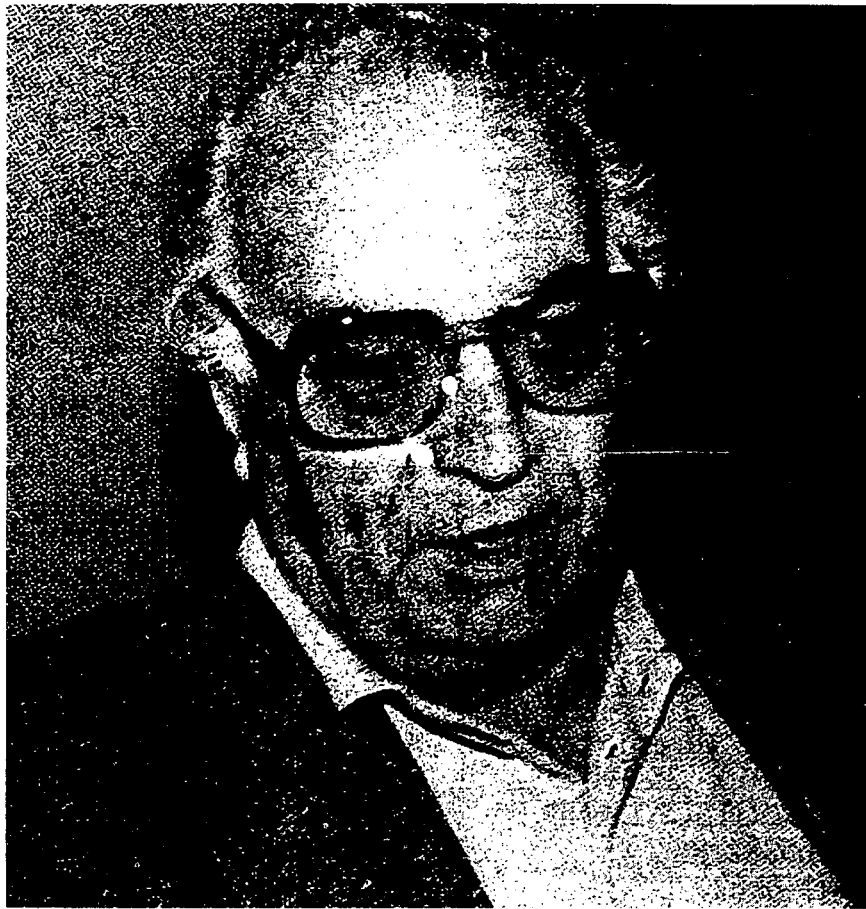
**Résolution sur les droits de l'homme en Turquie et l'inculpation de l'écrivain Yashar Kemal par la Cour de sûreté de l'État, à Istanbul, pour «propagande séparatiste»***Le Parlement européen,*

- A. considérant que, le 13 janvier 1995, la Cour de sûreté de l'État, à Istanbul, ordonnait une enquête à l'encontre de l'écrivain turc Yashar Kemal et que, le 23 janvier, elle décidait d'ouvrir un procès pour «propagande séparatiste»,
- B. considérant qu'est en cause un article que ledit écrivain a publié dans l'édition du 2 janvier 1995 de l'hebdomadaire allemand «Der Spiegel», dans lequel il dénonce la répression d'Ankara contre la minorité kurde de Turquie et critique le double langage des autorités, conciliantes avec l'Occident, mais impitoyables à l'intérieur de leurs frontières,
- C. considérant que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe et qu'elle a signé et ratifié la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH),
- D. considérant que les persécutions systématiques d'écrivains, de journalistes et d'intellectuels continuent sous l'actuel gouvernement turc,
- E. considérant que le nombre des personnes arrêtées et emprisonnées en Turquie pour «délit d'opinion» ne fait que croître,
- F. considérant que, selon la loi antiterroriste turque, le «délit de propagande séparatiste», invoqué contre Yashar Kemal, est passible d'une peine de deux à cinq ans de prison et d'une lourde amende,
- G. considérant que l'auteur, âgé de 72 ans, est une sorte de conscience dans son pays et qu'il a été envoyé en prison, au lendemain du putsch militaire de mars 1971, pour avoir dénoncé la situation sociale en Turquie;
1. dénonce avec vigueur l'inculpation de Yashar Kemal;
  2. estime que la charge de «propagande séparatiste» invoquée contre l'intéressé est totalement injustifiée et que l'article de l'hebdomadaire «Der Spiegel» ne contient aucun élément objectif qui permette une telle accusation;
  3. estime, dès lors, qu'il s'agit d'un procès politique et d'une grave atteinte aux droits de l'homme et au droit à la libre expression;
  4. estime un tel procès indigne d'un État qui se veut démocratique et qui est associé à l'Union européenne;
  5. invite le Conseil et la Commission à intervenir auprès des autorités turques, afin que la Turquie devienne plus respectueuse des droits de l'homme et que toutes les poursuites contre l'écrivain Yashar Kemal soient levées;
  6. rappelle et réaffirme ses résolutions du 29 septembre 1994 <sup>(1)</sup> sur le procès de membres de la Grande Assemblée Nationale de Turquie et 15 décembre 1994 <sup>(2)</sup> sur le procès des députés turcs d'origine kurde de la Grande Assemblée Nationale de Turquie;
  7. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission et au gouvernement turc.

<sup>(1)</sup> JO C 305 du 31.10.1994, p. 95.<sup>(2)</sup> PV de cette date, partie II, point 12.

March 1995

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN



Turkey's most well-known writer, **Yasar Kemal**, is facing two court cases for articles he has written concerning the Kurds. On 23 January, he was charged with 'disseminating separatism' for an article entitled 'The Journey of Lies' published in 'Der Spiegel'. Kemal, a former Turkish PEN President, stated at the Istanbul court: "Either I will be convicted or the Republic of Turkey. If I am convicted, the Republic of Turkey will be condemned to a more shameful sentence." A few days later, he was charged with 'advocating racism' for two articles in a book entitled 'Freedom of Thought in Turkey'. He could face prison terms if found guilty. The 'Der Spiegel' case comes to court on 5 May 1995.

**AYSEUR ZARAKOLU, Turkey**

**Aysenur Zarakolu**, reportedly the first and only woman director of a Turkish book distribution house, was sentenced to two and a half years in prison on 30 January 1995 for the publication of two books, including *The Armenian Tabo*, a translation from the French of Yves Ternon's book *Les Arméniens, Histoire d'une genocide* (The Armenians, History of a genocide). Belge claims to be the first publishing house in Turkey to draw attention to the mass killings of Armenians by the Turkish army in 1915. It has also published a series revealing the extent of the Turkish government's violations of human rights.

Since 1980, Zarakolu has been the director of Belge Publishing, an independent company which "attaches importance to the struggle against 'taboos' as a principle of publishing". She was first detained for a month and a half in 1984 for employing "leftist" personnel in her distribution house. In 1993, she was sentenced under the "Law to Fight Terrorism" to a five-month prison sentence for publishing Ismail Besiki's book, *CHP Programme -1931, Kurdish Problem*. Existing legislature made no provision for the imprisonment of book publishers, so Zarakolu was served her sentence on the grounds that her book looked like a magazine.

In a statement made before her imprisonment in 1994, Zarakolu said, "After the writers, the publishers are also preparing their suitcases - not for new studies and works but for prisons. Today Turkey's 'democratization' means this! After me, almost ten publishers will be put behind iron railings." Addressing the government's violation of the right to freedom of thought and expression, she urged fellow publishers to "do what the state does not do, even impedes. They must present all possibilities to the writer who wants to explain his/her thought. If the cost thereof is imprisonment, they must bear it."

**LETTERS**

**Edip Polat** was released in January 1995, on expiry of two-year sentence for 'disseminating separatist propaganda' in connection with his book, 'The Kurds and Kurdistan in the Language of Science'. He wrote to the WiPC on his release.

*"I received your last card of Christmas. I did not reply, because I was due to be released in a short time. I thought that I would write a letter from outside.*

*Now, I am free and I am writing this letter in my home. In fact freedom is a wonderful thing! I am now in Diyarbakir. But I will return to Ankara.*

*With my best wishes and warmest greetings from Diyarbakir!"*

**Michael Aris** is the husband of Aung San Suu Kyi, leader of the National League for Democracy. She has been held under house arrest by the SLORC regime since 20 July 1989. He wrote to English PEN in February.

*"...When [your letter] arrived I was in fact visiting Suu in Rangoon over a period of one month. Our two sons were there with us for part of that time....*

*Suu's spirits are as strong as ever even though the end is still nowhere in sight. She is very much the same person despite five and a half years of isolated detention. She still has a strong sense of humour and I think it is this which helps to keep her going along with the knowledge of so much support around the world.*

*Doubtless you will have heard of the release of the poet Tin Moe last week. This happened because of external pressure, and only for that reason. It justifies everything that you do in PEN.*

*I'm sure Suu would want me to say how much she values your constant efforts to obtain her release and that of her many colleagues. With all good wishes, Yours ever, Dr. Michael Aris."*



Appeals for the dropping of the sentence against Aysenur Zarakolu on the grounds that it is against the right to freedom of expression to: Tansu Ciller, Prime Minister, Basbakanlik, 06753 Ankara, Turkey.

# Un attentat fait 80 morts dans le Kurdistan irakien

L'explosion d'une voiture piégée à Zakho, dans le nord de l'Irak, accentue l'instabilité de cette région où une guerre fratricide oppose, depuis dix mois, les deux principales formations kurdes

Quatre-vingts personnes, toutes civiles selon l'ONU, ont été tuées et quelque deux cents autres blessées, dans l'explosion d'une voiture piégée, lundi 27 février, dans la ville de Zakho, dans le Kurdistan irakien, à proximité

de la frontière turque. Le véhicule, chargé de cent à deux cents kilos d'explosifs, était garé à proximité d'un marché très fréquenté, à une heure de grande affluence. Certains responsables kurdes en ont déjà imputé la responsabilité au gouvernement irakien. Mais quels qu'en soient les auteurs, cet attentat déstabilise davantage encore cette région, supposée être un havre de paix, depuis avril 1991, grâce à l'instauration, par les trois principaux pays

de la coalition anti-irakienne (Etats-Unis, Grande-Bretagne et France), d'une zone d'exclusion pour l'aviation de Saddam Hussein, mais qui est troublée, depuis des mois, par une guerre fratricide interkurde.

L'ATTENTAT n'avait pas encore été revendiqué, mardi 28 février en fin de matinée, mais l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) s'est empressée de « condamner » cet « acte de terrorisme révoltant », d'en rejeter la responsabilité sur « les services de renseignement irakiens » et d'annoncer l'ouverture d'une enquête.

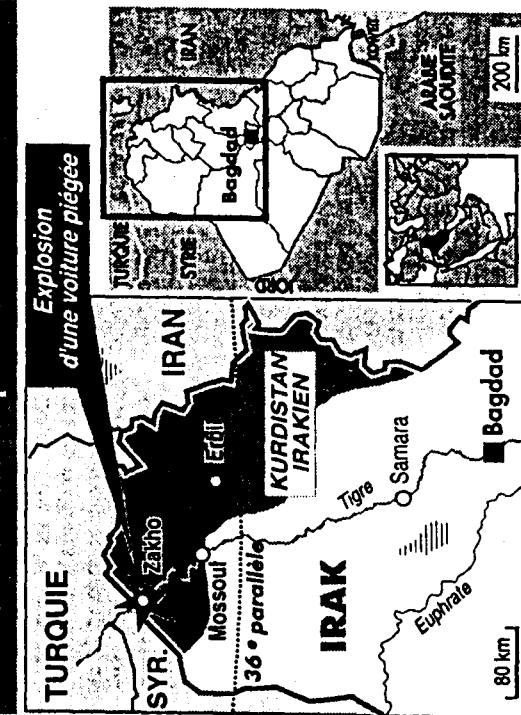
Cette hâte et la vigueur du ton de l'UPK s'expliquent par le fait que Zakho est contrôlée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), que des combats meurtriers opposent, depuis le mois de mai 1994, aux miliciens de l'UPK. Le PDK a été invité à participer à cette enquête et à prendre conscience de l'urgence d'une solution pacifique du conflit interkurde, « en vue d'empêcher les forces hostiles » aux Kurdes de sé-

vir. Il est vrai que dans leur lutte fratricide les deux mouvements n'ont pas eu recours à ce genre de pratique. En revanche, des attentats à la voiture piégée ou des meurtres d'étrangers, antérieurs au conflit entre Kurdes, avaient été imputés par ces derniers au pouvoir irakien. L'Irak a aussi parfois été soupçonné d'être à l'origine d'actes de sabotage.

## LA PROTECTION ALLIÉE

Quels que soient ses commanditaires, l'attentat de Zakho montre les limites de la protection par les Occidentaux de la partie du Kurdistan située au nord du 36<sup>e</sup> parallèle. Officiellement interdite à l'aviation du régime irakien, depuis le 7 avril 1991, par les trois principaux pays de la coalition occidentale anti-irakienne (Etats-

## Une zone troublée par le conflit interkurde



talement le « gouvernement » kurde - issu d'élections générales organisées en juin 1992, mais non reconnu par la communauté internationale (*Le Monde* du 5 janvier).

A deux reprises déjà, en décembre et en janvier, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont intervenus pour convaincre les belligérants de cesser les combats. Selon des sources de l'UPK, Washington et Londres ont informé les dirigeants des deux formations qu'elles « ne se considéreraient plus comme liées par l'opération « Provide comfort » (en vertu de laquelle la zone d'exclusion aérienne a été instaurée) si les combats interkurdes continuaient ». Leur pouvoir de persuasion n'a duré que l'espace de quelques jours, et, après une relative accalmie, les combats ont repris.

Sous différents prétextes, la lutte pour le pouvoir et le contrôle du Kurdistan entre l'UPK et le PDK - historiquement rivaux et que seule la répression du gouvernement de Bagdad avait réussi à rapprocher - a rapidement repris le dessus. Il faut dire que la menace des Occidentaux n'avait pas de quoi faire vraiment réfléchir les intéressés, dans la mesure où, au-delà de la protection des Kurdes, la coalition anti-irakienne, les Etats-Unis en particulier, a intérêt au maintien de la zone d'exclusion, qui leur permet de contenir le pouvoir du régime de M. Hussein.

Les Occidentaux ne sont pas du reste à un embarras près, dans le Kurdistan irakien dont ils entendaient faire un havre de paix. Au mépris de la souveraineté irakienne et de la quiétude des

Kurdes, la Turquie, pays allié, pourchasse épisodiquement avec son artillerie et son aviation ses propres rebelles kurdes, réfugiés de l'autre côté de la frontière. L'Irak, tenu en grande suspicion, n'hésite pas à en faire autant avec « ses » opposants kurdes. Combien de l'ironie, Téhéran, selon une source de l'UPK, a proposé, en décembre, à l'UPK et au PDK le déploiement de « gardiens de la révolution » dans le Kurdistan irakien, pour séparer les belligérants.

Qui plus est, au nez et à la barbe des alliés, l'Irak exporte clandestinement son pétrole via, entre autres, le Kurdistan irakien et la Turquie. L'Irak serait, dans le sud, l'autre voie d'acheminement du brut. Selon certaines informations, d'autres quantités transitent par l'émirat de Doubaï. Les ventes à prix réduit, pour la seule année 1994, se sont élevées à 800 millions de dollars. Les bénéficiaires de l'opération, selon le *New York Times*, sont Oudai Hussein, l'un des fils du président irakien, et Hussein Kamel, son gendre.

Le président Bill Clinton a exprimé son indignation lors de la divulgation de l'information par le *New York Times*, le 16 février. Mais les milliers de camions qui font la navette quotidienne entre la Turquie et l'Irak sont visibles à l'œil nu. Le scoop du *New York Times* tenait davantage à l'importance du volume des exportations irakiennes et des bénéfices qu'en ont tirés les proches de Saddam Hussein.

Mounia Naim

## L'attentat de Zakho s'est produit au cœur de la zone interdite à l'aviation de Bagdad par les occidentaux depuis 1991

Unis, Grande-Bretagne et France), sanctions imposées; en août 1990, à Bagdad par le Conseil de sécurité des Nations unies (*Le Monde* du 28 février).

Il y a quelques jours, le quotidien *El Saoura*, organe du parti Baas, au pouvoir en Irak, invitait les formations kurdes à « revenir à la raison », à rejeter la protection des Occidentaux et à engager le dialogue avec le gouvernement de Bagdad. Le conflit interkurde « est le fruit de la présence colonialiste », ajoutait le journal.

## ZONE D'EXCLUSION

La protection alliée n'a pas non plus empêché les Kurdes de s'entretuer. La guerre qui oppose l'UPK de Jalal Talabani et le PDK de Massoud Barzani paralyse to-

L'INVITÉ

# Inspirons-nous de Camus: témoignons pour les Kurdes!

**A** lors que la Commission des Nations Unies siège en nos murs et discute, entre autres, des innombrables souffrances et abus dont sont victimes les Kurdes du Moyen-Orient, deux écrivains kurdes livrent leurs témoignages (1).

Au plus profond de la nuit de l'occupation nazie de l'Europe, Antoine de Saint-Exupéry avait écrit dans sa *Lettre à un otage* (première publication en zone libre, 1942): «Il n'y a pas de commune mesure entre la lutte, libre et l'écrasement dans la nuit.»

**L'**occupation nazie de l'Europe a cessé de puis un demi-siècle. Mais la torture systématique, le mensonge d'Etat, les persécutions des civils kurdes par l'armée et la police turques rappellent fréquemment certaines pratiques de cette époque. Les bouleversants témoignages, lucides, pudiques mais, hélas, si précis et irréfutables d'Ali Ekber Gurgoz et de Mehdi Zana le prouvent.

A quoi sert la mémoire? Je serais tenté de dire: à rien du tout! Février 1995: la libération de plusieurs camps de la mort nazis est commémorée à juste titre par les chefs d'Etat et une opinion publique distraite.

Mais au même instant, sur le même continent, sous nos yeux endormis, devant l'écran de nos intelligences indifférentes, la terreur dévastée le Kurdistan.

**L**a Suisse pays de liberté et de démocratie participative? Elle l'est. Réellement. Mais seulement à l'intérieur de son étroit territoire national de 41 000 km<sup>2</sup>. Les principes fondateurs de notre Etat s'arrêtent aux frontières de notre Etat. C'est-à-dire: leur valeur universelle est un mensonge.

Le 14 juin 1994, j'ai interpellé au Parlement notre gouvernement libre et démocratique sur les livraisons d'armes suisses à la Turquie. Réponse du gouvernement fédéral par la

conseiller national à dénoncer le permanent scandale de la complicité helvétique avec son excellent client d'Ankara. Angelina Fankhauser, Nils de Dardel, d'autres encore, mènent le même combat. Et échouent comme moi.

**U**niversité de Genève, cours d'introduction à la sociologie lundi 13 février 1995: parlant de la constitution de la raison d'Etat dans les Etats nationaux d'Europe, je cite l'exemple du «terrorisme d'Etat turc». Une jeune étudiante se lève, quitte l'aula. Je la revois dans les couloirs. Elle est turque, intelligente, fine, blessée profondément. Elle m'accuse de falsifier l'histoire contemporaine et d'insulter son pays. Je me rends alors compte qu'elle refoule de sa conscience ce qui s'accroît au Kurdistan en son nom. L'armée turque - qui, après le génocide pratiqué en 1915 contre les Arméniens, a toujours eu une

influence prépondérante dans son pays - crée sur sa propre pratique, face à sa propre opinion, l'intransparence la plus opaque. Le mensonge d'Etat, s'il est désormais inopérant en Europe occidentale, paraît donc encore efficace en Turquie même: je vais en voyer à cette étudiante les livres d'Ali Ekber Gurgoz et de Mehdi Zana.

**F**ace au silence, à l'indifférence qui rendent l'horreur possible, que peut la victime? Albert Camus - sous forme d'interrogation - propose la solution: «Qui répondrait en ce moment à la terrible obstination du crime, si ce n'est l'obstination du témoignage?»

Ali Ekber Gurgoz qui a survécu à la torture subie à Diyarbakir et qui aujourd'hui vit parmi nous, à Genève, nous honore de sa présence, obéit à l'interrogation de Camus. Il témoigne. Avec son talent d'écrivain, sa mémoire

blessée et son courage d'homme. Mehdi Zana fait de même. Nous leur devons une reconnaissance profonde.

J. Z. □

(1) Mehdi Zana, «Prison Numéro 5, 11 ans dans les geôles turques», Editions Arfa, Paris, 1995.

Ali Ekber Gurgoz, «La nuit de Diyarbakir, être Kurde en Turquie», Adaptation française de Daniel et Monique Grin, Editions Labor et Fides, Genève, 1995.

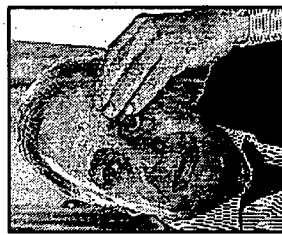
2

TRIBUNE DE GENÈVE

JEUDI 2 MARS 1995

par JEAN ZIEGLER

Conseiller national



LDD

voix de Kaspar Villiger: «La société *Oertikon Contraves* a cédé il y a quelque temps à la fabrique d'armes MKEK du Ministère turc de la Défense, à Ciankiri, la licence de fabrication de pièces prévues pour des canons, etc.» A la fin de la réponse du Conseil fédéral, la phrase coutumière: «La loi fédérale en vigueur sur le matériel de guerre du 30 juin 1972 ne permet pas d'interdire de telles ceptions».

Je ne suis pas le seul

Libération - 2 mars 1995

## Ankara masse des troupes à la frontière irakienne

LA TURQUIE a massé depuis dimanche près de 20.000 hommes le long de sa frontière avec l'Irak, a affirmé hier le Congrès national irakien, une coalition des principaux adversaires au régime de Saddam Hussein. Ankara aurait concentré ses troupes près de la ville irakienne de Zakho, éensanglantée lundi par un attentat.

Selon l'AFP, trois ou quatre convois de l'armée de terre formés chacun d'une quarantaine de véhicules blindés et de canons ont été vus sur la route entre Mardin et Cizre, dernière localité avant la frontière irakienne. Il s'agit du plus gros déploiement de forces depuis l'offensive lancée en octobre 1992 par Ankara contre des bases du PKK (le

Parti des travailleurs du Kurdistan), un mouvement séparatiste kurde du Sud-Est anatolien.

Ces mouvements militaires témoignent de l'inquiétude du gouvernement turc devant la dégradation de la situation au Kurdistan irakien, une région en proie depuis des mois à de violents combats interkurdes. Mardi, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) avait accusé son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), d'être à l'origine de l'explosion d'une voiture piégée lundi à Zakho, qui a fait 76 morts et plus de 100 blessés. Les médias turcs ont attribué de leur côté cette attaque au PKK, qui continue d'opérer de part et d'autre de la frontière. (AFP et Reuter)

The European - March 3, 1995

## Position on Turkey clarified

*The following words were omitted from the letter published in The European (20 January) from Dr Reinhard Budde of Begnins, Switzerland, commenting on an interview with Tansu Ciller, the Turkish prime minister:*

"Mrs Ciller correctly stated that she had no right to intervene in the trial of Kurdish MPs. But no country of the EU would allow MPs to be put in prison for years because their opinion differs from others. Mrs Ciller has perhaps the competence to propose that the constitution, laws and practices of a country where those things are possible be changed. She certainly has enough independent sources of information to tell her that terrorist groups in Germany ... were not fought by numerous cases of torture, by civilians being driven away from their houses without trial and of their homes being destroyed by the army, as is the case in Turkey."

• *We regret that the omission of these words meant that the letter as published did not accurately reflect Dr Budde's opinions.*

HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 2, 1995

## Iran Calls Suspected Missiles 'Defensive'

Agence France-Presse

TEHRAN — Iran on Wednesday implicitly confirmed a U.S. report that it had deployed anti-aircraft missiles on its islands at the entrance to the Gulf but insisted such actions were strictly for defense.

A Foreign Ministry spokesman, Morteza Sarmadi, said: "It is surprising to us that the United States would start such noisy propaganda against our air defense readiness, as if U.S. officials have forgotten recent threats of attack by the Zionist regime."

The head of the U.S. Joint Chiefs of Staff, General John M. Shalikashvili, said Tuesday that U.S. reconnaissance had spotted Iran putting Hawk missiles on the islands.

Iran is involved in a territorial dispute with the United Arab Emirates over three islands, Abu Musa and Greater and Lesser Tunb, which it controls at the entrance to the waterway.

General Shalikashvili said the reconnaissance had also detected the Iranians moving artillery into forward positions on the islands, which are in the Strait of Hormuz. One-fifth of the world's crude oil is shipped via the strait.

Mr. Sarmadi said the United

States was "undertaking a vain effort to portray Iran's defensive readiness as a threat against its Gulf Arab neighbors and as a threat to world trade."

"Our neighbors are well aware of the destructive role of the Zionist regime and its threats against security and stability of the region," he said.

Israeli officials have been quoted as saying that Israel could be forced to consider attacking Iran's nuclear reactors if it did not stop an alleged program for nuclear weapons.

General Shalikashvili said Iran had the potential of replacing Iraq as the main military threat in the Gulf region around the turn of the century.

Iranian radio responded by saying, "The United States wants to portray Iran as a menace to the Gulf countries and limit the influence of its Western rivals in the region."

Reacting to a report that 25 U.S. senators had backed a bill for economic sanctions against Iran, the radio said: "America has once again shown its anger against our revolution and resorted to its old ploys."

The United States, accusing Tehran of seeking to procure nuclear weapons and supporting terrorism, has launched a campaign to isolate it on economic and military fronts.

"This is not the first time that the United States seeks to undermine relations between Iran and the Persian Gulf Arab states as well as Europe and Asia," the radio said. "But our relations with other countries are based on mutual respect and interest and that's why other countries emphasize on their ties with Iran."

# US asks for \$450 million aid for Turkey in 1996

The 'aid' in question is actually loans provided at the ongoing market rates

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The U.S. State Department today disclosed its official figures for the aid proposed for different countries for the fiscal year 1996. The foreign military financing or "foreign aid" as it is commonly known, requested for Turkey is \$450 million, as previously reported in TDN. This represents an increase of \$85.5 million over the \$364.5 million designated for 1995. The final amount for 1996 is subject to Congressional approval.

The department also asked for \$315 million for Greece, thus maintaining the 7-to-10 ration between aid given to Turkey and Greece. The ratio

was arbitrarily imposed by the U.S. Congress in the aftermath of the 1974 Turkish intervention in Cyprus, stipulating that Greece has to get \$7 for every \$10 Turkey gets from the U.S.

The "aid" in question is actually loans provided at the ongoing market rates and paid back over periods up to 20 years. Currently Turkey owes a total of \$6.8 billion to the U.S. in unpaid foreign aid loans.

In addition to foreign aid loans, the U.S. also asked the Congress to approve \$100 million for the Economic Support Fund (ESF), again as reported earlier in TDN.

The State Department said this amount "is

intended to support the [Turkish] government's economic reform and privatization policies, and to sustain Turkey's support for the Provide Comfort humanitarian relief mission in northern Iraq." Last year Turkey received \$120 million in ESF.

The department praised Turkey and said money given would be money well spent: "as a democratic Muslim nation, a committed member of NATO, and a moderate, secular pro-Western country in a politically unstable region, our support for Turkey's economic program will be critical in safeguarding important ongoing U.S. security interests at the critical intersection of Europe, Asia and the Middle East."

## Suspected PKK leader held

A DUTCH man of Kurdish origin - believed to be a high-ranking leader in Europe of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) - has been arrested and charged with being a member of a terrorist group.

Identified only as Mehmet A, the man was held in Stuttgart on 22 February and charged the following day, the German prosecutor's office said.

As the alleged full-time PKK official in charge of the Stuttgart region and acting under a party pseudonym, he is said to have been responsible for the PKK's "action service" in southern



GERMANY

Germany. He is thought to be responsible for actions such as "damage or arson of Turkish property and punitive acts against traitors", the authorities said.

Fourteen Turkish-owned travel agents' in Bremen, Cologne and Berlin were attacked with Molotov cocktails between 25-28 February. Police found leaflets referring to the Kurdish independence struggle.

The PKK was outlawed in Germany in November 1993.

**Gallery crimes:** A Russian architect went on trial on 27

February accused of killing a compatriot and stealing icons worth Dm1.5 million (\$1m) from the victim's Berlin gallery.

The defendant, identified as Vladimir S, is charged with shooting the dealer in the head in January last year and taking 65 valuable pieces, prosecutors said.

The 44-year-old man is alleged to have taken part in the murder of another icon dealer six weeks earlier. Authorities are also investigating whether he may have killed a ballet dancer missing since 1991 and used her credit cards to buy antique books worth Dm220,000.

*The European - March 3, 1995*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 3, 1995

*A Country at the Crossroads* | Reason for Alarm

# Islamic Fundamentalism Is on the Rise in Turkey



Isan Unutmaz/For The New York Times

Women in Muslim garb in Istanbul are a symbol of growing fundamentalist influence.

By John Darnton  
*New York Times Service*

**I**STANBUL — For years a strategic ally in the containment of Soviet Communism, Turkey has now become a bulwark against dictators, terrorists and Islamic radicals.

In this it is aided by geography. With such neighbors as Iraq, Syria and Iran, it seems an enclave of relative stability in a zone of political earthquakes.

But those with an ear to the ground are beginning to hear rumblings of discontent in Turkey itself, a sprawling democracy of 60 million people, most of them Muslims.

Its economy is going haywire. Its politics are mired in personal power struggles. A Kurdish insurrection is raging in the south-east. And an Islamic fundamentalist movement is spreading through the shantytowns that encircle Ankara and Istanbul.

Many diplomats and Turks say they believe that this strategically placed country is at its most decisive turning point since 1923, when Mustafa Kemal Atatürk founded the republic on the ashes of the Ottoman Empire.

Acknowledging some of the problems and defensively rebutting others, top officials from the prime minister and the president on down are sanguine about the future one moment and alarmist the next.

Flashing the sly smile of blackmail, they warn that it is now up to the West to help preserve Turkey's security.

In particular, the officials say, the European Union must admit Turkey into its customs union, the antechamber to full membership, at a meeting set for some time after March 6. If not, they assert, the rebuff will add fuel to

the popular conviction that the West is rejecting Turkey out of religious bias.

That conviction is hammered home in television pictures of Bosnia and Chechnya, conflicts in which Muslim populations are being crushed. It feeds a rapidly growing, anti-Western, fundamentalist movement. Already, polls indicate, the political party raising the fundamentalist banner is the strongest in the country.

**T**HE prime minister, Tansu Ciller, said in an interview that there were "whisperings" of discontent in February when the threat of a Greek veto upset an arrangement for Turkey to sail into the customs union unopposed.

"People were very vocal, saying that Europe will never accept Turkey because we happen to be a Muslim country," Mrs. Ciller said. "If our European friends reject us on the grounds that we come from a different religion, then they will make themselves a Christian club, and there will be a confrontation in the world."

With the end of the Cold War, Turkey lost its strategic position as a North Atlantic Treaty Organization member defending Europe's southern flank against Soviet communism. Instead, it had hopes of becoming the vital middleman, exporting goods to the new hinterland of Turkic republics to the east and bringing out the untapped resources of oil and natural gas.

Now, with conflicts multiplying in Azerbaijan and elsewhere, the east conjures up danger as well as riches. Turkey is recasting itself as a buffer state and bulwark, only this time against revolutionary Islam.

The U.S. State Department has heightened its diplomacy, lobbying actively on Turkey's

behalf in European capitals and appointing a special presidential envoy, Richard I. Beattie, to work on the 21-year-old Cyprus dispute between Greece and Turkey.

"We haven't paid enough attention to Turkey," said Assistant Secretary of State Richard C. Holbrooke, who has visited the region several times. "This area — southern Europe, the Balkans, the eastern Mediterranean, the Caucasus — this is the most volatile portion of the world today."

Turkish officials play to the fears of upheaval and a new global religious schism, which enhances its status as a broker.

"In this part of the world, there are two models," Mrs. Ciller said. "One is the Khomeini model of Iran and the forces of the uprising trend of radicalism. The other is Turkey, with the first woman prime minister, the only country among 52 Muslim countries that is secular and democratic."

She added, "If Turkey is rejected or if my people feel we are rejected, fundamentalism will find a fertile land to flourish in, and then this will be the last fortress which will fall."

The fundamentalist rise is already very real. The Welfare Party, a militant Islamic group, has taken control of local governments in Ankara, Istanbul and other municipalities. The party offers subsidized bread, health clinics, hostels for students and other services that the exhausted old order cannot supply.

Many Turks, especially those in the middle class, are worried and angered by some of its actions: closing shelters for battered women, trying to segregate buses by sex, attacking ballet as a degenerate art form and advocating but disavowing a proposal after it created a storm — that Istanbul's ancient walls be torn down as a symbol of Byzantine Christendom.

**T**URKEY'S most immediate problem is economic. After a boom in the late 1980s under Turgut Ozal, who was prime minister and then president, heavy government spending and borrowing got out of hand, but the crisis was disguised by foreign money flowing in for quick investment in Treasury bills.

Under Mrs. Ciller, a 48-year-old economist who studied at the University of Connecticut and Yale and took over as prime minister in June 1993, things went into a tailspin.

The Turkish lira plummeted. Investment fled. Inflation reached an annual rate of 150 percent. Gross domestic product fell by 6 percent in the first nine months of last year. And debt reached \$62 billion.

Now, an International Monetary Fund austerity program is, at least nominally, in place. And the government is half-heartedly pressing a privatization program to bring in \$5 billion to retire some debt. But inflation has spawned widespread discontent.

The enthusiasm that greeted Mrs. Ciller's sudden rise to prominence, when she was instantly popular as the first woman to lead

Turkey and someone who seemed tailor-made to appeal to the West, has disappeared. In its place are disillusionment and an almost personal dislike.

"She's a national disaster," said Mesut Yilmaz, who heads the opposition Motherland Party. "She doesn't have the experience, the ability or the team to run the country."

**H**ER tenure, which is to last until elections in the fall of 1996, will be difficult because she faces considerable opposition. With parties spread across the spectrum, Turkey's political life is paralyzed because what would normally be the largest bloc of votes — right of center — is split between two parties, the Motherland and Mrs. Ciller's True Path.

The economic outlook and political stability of Turkey would improve with its entry into the European Union's customs bloc. That accession to the markets of the European Union, a struggle that Turkey began in 1963 and seems destined to continue long after former Soviet-bloc countries like Poland and Hungary are expected to gain admittance, involves more than Greek opposition.

The European Parliament recently passed a resolution condemning Turkey for its dismal human rights record, indicating that it would block the customs union accord unless Ankara improves its behavior. Most of the flagrant violations come from the brutal attempt to suppress Kurdish guerrillas who use terrorism to further their goal of secession in the southeast.

The war has gone on for 10 years and left about 14,000 people dead, including several thousand civilians. The civilians are caught in the middle, suffering under the hard-line separatists of the Kurdish Workers Party but mostly under the security forces.

In a scorched-earth strategy to deny the guerrillas refuge from the local population, the security forces have razed 1,494 villages and forced civilians into protected government villages, human rights groups say.

Police, army, paramilitary groups and special security forces carry out summary executions, disappearances and torture, according to Amnesty International, the U.S. State Department and the United Nations Committee on Torture.

Turkey denies committing violations on such a scale. But the authorities seem to court international opprobrium by actions like putting eight Kurdish members of Parliament on trial on charges of spreading "separatist propaganda."

Mrs. Ciller appeared open to negotiating the conflict when she became prime minister. But as the economy worsened and her popularity began to fall, she seems to have left the war entirely in the hands of the military. The military, a shadowy entity in Turkish life, stepped in to take over three times in the post-World War II years when it deemed that things had gotten out of hand.

Turkish officials, including the few army officers willing to talk with journalists, insist that they are on the offensive. They say they are able to conduct winter operations and cut the supply lines of the Kurdish Workers Party from Syria, Iran and Iraq.

"The situation has improved quite a bit," said Sadi Erguven, a recently retired lieutenant general who commanded Turkish air forces as part of the U.S.-led coalition in the Gulf War. "The terrorists are out of the towns and villages. They have to confine themselves to the mountains."

Still, since the strategy relies on repression, and repression begets further resistance, the government is unable to stamp out the rebels, who are thought to number fewer than 20,000. This spring, many here predict, they will resume their hit-and-run operations.

The main effect is to touch off a vast migration out of the impoverished southeast, reaching as high as 2 million over the decade since the conflict began. Turkey's 10 million to 15 million Kurds — roughly a fifth of the population — are now spread throughout the country, mostly on the outskirts of the big cities. Istanbul, already home to about 10 million people and growing by about 500,000 a year, is the city with the world's largest Kurdish population, about 3 million.

As newcomers to the city, unable to find work in a contracting economy and bringing conservative rural values, they are ripe for recruitment under the fundamentalist banner. The fundamentalists court the Kurds and other poor people by saying Western influences brought the economy to ruin. The Kurdish insurrection will be solved, they say, when Islam is the governing principle of political life.

As a way to modernization, secularism was a basic principle of the republic founded by Ataturk 72 years ago. It is a cardinal tenet of the governmental philosophy that bears his name, Kemalism. In a country where 98 percent of the population is Muslim, it coexisted with religion, which was a powerful force but confined to the private sphere and outside state affairs.

**O**VER the last decade the steady gains of a religious revival and fundamentalism were visible. They could be seen in countless ways — the number of women wearing traditional head scarves and veils, the workers' cafeterias closing during daylight fasting hours for the holy month of Ramadan and the construction of new mosques, some 1,500 a year.

Today Ankara and Istanbul are vast, throbbing and polluted urban sprawls, with a core of fancy shops and malls, movie theaters and restaurants patronized by middle-class men in loose-fitting business suits and women in designer dresses.

Beyond the ministries and office buildings lies an outer ring of shacks slotted into hill-sides. There, women draped in layers of dark clothing draw water from communal taps.



## Bonn verbietet kurdische Vereine

Der Innenminister Nordrhein-Westfalens kritisiert den Entscheid der Bundesregierung.

**Bonn.** AP/DPA. Das Kurdistan-Informationsbüro (KIB) und fünf weitere kurdische Vereine in Deutschland sind am Donnerstag verboten worden. Sie werden von den Sicherheitsbehörden mit der bereits seit November 1993 verbotenen kurdischen Arbeiterpartei PKK in Verbindung gebracht. Bei Durchsuchungen der Vereinsräume in Köln, Hagen, Braunschweig, Berlin, Nürnberg, Ingolstadt und München wurden Vermögenswerte und Propagandamaterial beschlagnahmt. Ausserdem wurden in Wohnungen von KIB-Gründungsmitgliedern zwei Pistolen mit Magazinen und Munition sichergestellt.

Wie das deutsche Innenministerium nach Abschluss der Aktionen in Bonn mitteilte, belegt das beschlagnahmte Material, dass das KIB eine Ersatzorganisation des verbotenen Kurdistan Komitees Köln ist. Es habe offenkundig dessen Rolle als bedeutende zentrale Propaganda-Einrichtung über-

nommen. In den Kölner Vereinsräumen seien die PKK-Zeitschrift «Kurdistan-Report» sowie der «Kurdistan-Rundbrief» entworfen worden.

Der bayerische Innenminister Günther Beckstein verbot gleichzeitig fünf kurdische Vereine in Nürnberg, Ingolstadt und München. Das Ministerium erklärte auch in diesen Fällen, die Organisationen seien strukturell und personell eng mit der PKK verknüpft. Der Bonner Innenminister Manfred Kanther erklärte, auch die jüngsten Brandanschläge auf türkische Einrichtungen machten deutlich, wie notwendig der konsequente Vollzug des Verbots der kurdischen Arbeiterpartei PKK und ihrer Nebenorganisationen durch die Länder sei.

Der nordrhein-westfälische Innenminister Herbert Schnoor betonte in Düsseldorf, die Landesregierung werde die von Bonn verhängten Verbote gegen die PKK und ihre Nachfolgeorgani-

sationen konsequent vollziehen. Der SPD-Politiker äusserte jedoch gleichzeitig Zweifel an der Effektivität des KIB-Verbotes. «Die Entscheidung ist juristisch nicht zu beanstanden, die PKK wird deshalb aber keine einzige Straftat weniger begehen», meinte Schnoor. Wichtiger als Verbote in Deutschland sei die Verbesserung der Menschenrechtssituation in der Türkei. «Ich hätte es für sinnvoller gehalten, wenn die Bundesregierung die Waffenlieferungen in die Türkei weiter ausgesetzt hätte», meinte Schnoor. Am Vortag hatte auch eine Gruppe deutscher Parlamentarier nach einem Besuch in der Türkei die Missachtung der Menschenrechte in diesem Land kritisiert. Allerdings bezeichneten auch diese Parlamentarier die PKK als terroristische Organisation

Nur wenige Stunden vor dem Verbot wurden erneut Anschläge auf türkische Reisebüros verübt.

Le Monde - 4 mars 1995

## Des combats ont opposé l'armée irakienne aux rebelles kurdes

**L'OPPOSITION IRAKIENNE** a fait état, jeudi 2 mars, de combats entre l'armée irakienne et les rebelles kurdes, dans le nord du pays, à la lisière du Kurdistan irakien, qui échappe, depuis 1991, au contrôle de Bagdad.

Le Congrès national irakien (CNI), coalition de l'opposition, indique, dans un communiqué, que l'armée irakienne « a continué, jeudi, à masser des troupes face au Kurdistan et a avancé vers la localité de Bani Maqqan, dans la région de Chamchamal », sur la route entre Kirkouk - aux mains de l'armée - et Souleymaniyé, tenue par les Kurdes. Des combats ont alors éclaté dans la localité de Choriche, a ajouté le CNI.

De son côté, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani a affirmé, dans un communiqué, que les récents mouvements de troupes irakiennes dans le *no man's land*, à la lisière du Kurdistan, « suggèrent une offensive imminente » contre la région kurde. L'armée irakienne a déclenché, jeudi, un barrage d'artillerie et de tirs d'armes automatiques sur les positions des Kurdes, lesquels ont riposté, précise l'UPK.

Ces échanges de tirs ont eu lieu trois jours après un attentat à la voiture piégée dans la ville de Zakho, que l'UPK a imputé au régime de Bagdad, tandis qu'une formation rivale, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, en a rejeté la responsabilité sur l'UPK.

La Turquie, dont des troupes avaient été vues en train de faire mouvement, mercredi 1<sup>er</sup> mars, dans le Sud-Est anatolien, à proximité de la frontière avec l'Irak, a affirmé qu'il ne s'agissait là que de « déplacements de routine ». La semaine dernière, l'armée turque avait mené une opération contre les milices du Parti des travailleurs kurdes (PKK), dans la région du mont Cudi, tout près de la frontière irakienne, pour empêcher les rebelles de passer la frontière dans les deux sens. La fin des opérations militaires contre le PKK n'est jamais annoncée. - (AFP)

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0289 4 I 0532 IRK /AFP-AE38

Irak-Kurdes

Les Kurdes traumatisés par les combats fratricides et le terrorisme  
par Tolle ARAM

SALAHEDDINE (Irak), 3 mars (AFP) - La population du Kurdistan irakien, dans le nord de l'Irak, restait vendredi sous le choc de l'attentat à la voiture piégée qui a fait 76 morts et 150 blessés lundi à Zakho, à la frontière turque, après des semaines d'affrontements sanglants interkurdes.

"Quelle vie peut-on mener, en craignant en permanence d'aller au marché. C'est vraiment désespérant de voir que personne ne peut garantir la sécurité", déclarait Amina, une vieille dame rencontrée par l'AFP à Erbil, à quelque 150 km de Zakho.

"La situation n'a jamais été aussi mauvaise. Sous le régime irakien, nous pouvions considérer les partis kurdes comme une alternative. Aujourd'hui, nous n'avons même plus cet espoir", estimait pour sa part un autre résident d'Erbil.

Erbil, la "capitale" du Kurdistan, a été récemment le théâtre d'affrontements entre les deux principales formations kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

Les affrontements entre ces deux formations dans le Kurdistan qui échappe depuis 1991 au contrôle de Bagdad, ont fait des centaines de morts depuis le 24 décembre. Le dernier incident grave a fait une centaine de morts des deux côtés, le 22 février à Kasnezan, un faubourg du nord-est d'Erbil, contrôlé par l'UPK.

Le PDK, qui contrôle la zone frontalière avec la Turquie --et donc Zakho--, perçoit d'importantes recettes douanières du commerce turco-irakien toléré en dépit de l'embargo contre l'Irak. L'UPK réclame une part de cette source de revenus.

Le PDK a accusé l'UPK d'être responsable de l'attentat de lundi, alors que l'UPK en a fait porter la responsabilité à Bagdad. "On voit mal pourquoi Bagdad chercherait à terroriser Zakho, alors que les Irakiens ont besoin de sécurité pour leurs centaines de camions qui vont de Kirkouk en Turquie", a estimé pour sa part un responsable d'une organisation non-gouvernementale.

Selon le PDK, un des auteurs de l'attentat, Kerim Shinshari, a été identifié, mais n'a pas pu être arrêté.

Un responsable des Nations unies ayant requis l'anonymat a affirmé à l'AFP que l'UPK avait attaqué --sans succès jusqu'ici-- les positions du PDK qui assiège Erbil. "L'expérience kurde de la démocratie a totalement échoué", a-t-il ajouté.

Le bâtiment qui abrite le "Parlement" kurde, formé de 100 députés représentant à égalité l'UPK et le PDK, était presque vide vendredi. Une cinquantaine d'élus, se disant en grève, passaient leur temps à la cafétéria, a-t-on constaté.

"Nous voulons que la guerre cesse entre les deux parties et que le gouvernement puisse reprendre ses activités", a déclaré le président du "Parlement" Jawad Namek.

Selon le président du Congrès national irakien (CNI, coalition d'opposition irakienne) Ahmad Chalabi, qui a entrepris il y a près d'un an une médiation entre les belligérants, "la situation semble paralysée, mais en réalité elle ne l'est pas". "Aucune nouvelle rencontre" entre factions rivales n'est toutefois prévue, a indiqué à l'AFP M. Chalabi.

ta-ag/jmc

AFP /J00245/031209

MAR 95

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0924 4 I 0372 IRK /AFP-EE87

Irak-Kurdes

Poursuite des bombardements irakiens sur le Kurdistan, selon l'opposition

SALAHEDDINE (Irak), 3 mars (AFP) - L'armée irakienne a bombardé vendredi, pour la troisième journée consécutive, les régions sous contrôle des rebelles kurdes irakiens dans le nord de l'Irak, a affirmé l'opposition irakienne, sans faire état de victimes.

La radio du Congrès national irakien (CNI), une coalition d'opposition basée à Salaheddine, dans le Kurdistan, a indiqué que les forces irakiennes ont pilonné en soirée les quartiers sud d'Erbil, principale ville de la région.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), l'une des deux principales formations kurdes irakiennes, a affirmé pour sa part, dans un communiqué parvenu à l'AFP, que l'armée irakienne a poursuivi ses bombardements sur les localités de Chorich et de Chamchamal, sur la route reliant les villes de Kirkouk, aux mains de l'armée, et Souleimanieh, tenue par les Kurdes.

Jeudi, le CNI avait fait état d'une avance de l'armée irakienne sur cette route, en direction du village de Bani Maqqan, suivie de combats avec les peshmergas (combattants kurdes) et de bombardements.

L'UPK a également accusé vendredi l'artillerie irakienne d'avoir pilonné la localité de Kifri, à l'extrémité sud-est du Kurdistan d'Irak.

En réaction à ses attaques, M. Talabani a affirmé vendredi soir à la radio de son parti que les peshmergas "vont attaquer et conquérir Kirkouk", ville pétrolière à population mixte arabe et kurde.

Les bombardements surviennent alors que le régime du président irakien Saddam Hussein continuait de masser des troupes à la lisière du Kurdistan, affirme l'opposition. Selon des sources de l'UPK et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), plusieurs dizaines de milliers de soldats irakiens ont été déployés à Kirkouk et à Mossoul, la grande ville du nord.

Un responsable du PDK, M. Sami Abdel Rahman, a précisé à l'AFP que des unités de la Garde républicaine (troupes d'élite) ont été par ailleurs massées face à Erbil.

L'opposition avait commencé mercredi à faire état des préparatifs et des bombardements irakiens. Bagdad garde, pour sa part, un mutisme total sur tous ces développements.

ta-elf/mfo

AFP /JO0245/032303

MAR 95

*The European - March 3-9, 1995*

## Troops on Iraqi border

■ ANKARA: Around 20,000 Turkish troops - backed by tanks and heavy artillery - were reported to be

massing on Iraq's northern border on 28 February.

The Iraqi National Congress (INC), an alliance of Iraqi groups opposed to President Saddam Hussein, said the build-up was taking place across the border from the Iraqi city of Zakho, where a car-bomb blast on 27 February killed 76 people and wounded more than 100.

The INC said the

movements were similar to those by Turkish troops before they pushed over the border in October 1992 to strike Turkish-Kurd guerrilla bases in northern Iraq.

The Turkish media has blamed the bomb in Zakho, 20km from the Turkish border, on the Kurdistan Workers' Party, which still operates in northern Iraq.

# Rights Violations in Turkey Said to Rise

By JOHN DARNTON

ANKARA, Turkey — To the concern of Western allies and international human rights organizations, reports of rights violations in Turkey have increased markedly in recent months, along with attempts by the Government to crush the Kurdish separatist insurrection in the south-east.

The number of people who have been disappearing while in the custody of the police and security forces, the reports of torture, killings by unknown assailants that appear to be political and arrests and convictions of writers, intellectuals and politicians under a law against separatist propaganda are all on the rise, Turkish human rights groups say.

"The main reason is the war in the southeast," said Yavuz Onen, a 56-year-old architect who is president of the Human Rights Foundation, a Turkish group that was set up in 1989 to aid victims and document abuses.

"The state uses the argument that they are in a struggle with terrorists



Ankara denies widespread human rights violations in Turkey.

and that they are defending the indivisibility of the territory," he said. "Of course the state can defend its borders. But most of the violations are against civilians.

"Torture is now widespread and systematic, not only for political

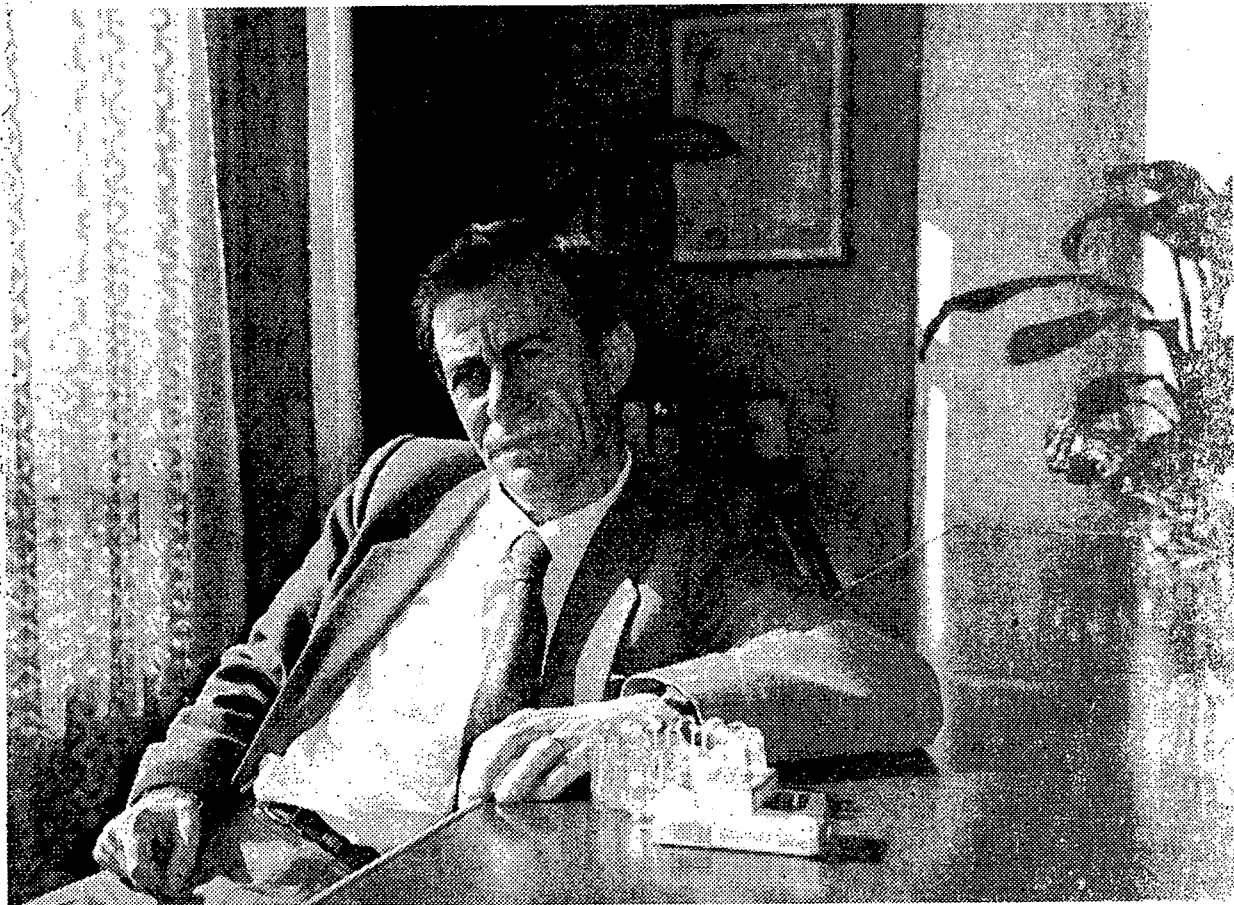
crime but for common crime as well."

Prime Minister Tansu Ciller, in an interview, denied that there had been widespread violations.

Allegations of torture are not new in Turkey. The foundation cited the cases of Yasar Kanbur, 35, an engineer, and Yusuf Yukdirim, 35, a health union worker. The two men said they had been picked up as leftist students after the military takeover of 1980 and were held nine and a half years in prison. During that time, they said, they were suspended by their chained arms, kept without food and sleep, beaten repeatedly and subjected to electric shock.

They scoffed at the idea that torture would ever be eliminated from Turkey. "Not by this regime," Mr. Kanbur said. "Torture is universal here."

The war against the Kurds, who constitute about one-fifth of Turkey's 60-million people, has been going on for a decade. The Kurds were



John Darnont/The New York Times

Turkish rights groups are concerned about reports of human rights violations by the Government. Despite an insurrection by separatist Kurds, an

"armed struggle by someone else cannot be accepted as the reason for delaying democracy," said Husnu Ondul, a leader of one of the rights organizations.

THE NEW YORK TIMES INTERNATIONAL MONDAY, MARCH 6, 1995

originally concentrated in the southeast, but many are now scattered all over the country. The fighting has claimed an estimated 14,000 lives.

The Kurdish Workers' Party, or P.K.K., has used terrorism in its fight for an independent homeland. It does not shrink from killing teachers who instruct in Turkish and so-called "village guards," who defend hamlets of Government supporters, and their families. The party is believed to have killed over 200 civilians in 1993, and it took responsibility for at least 167 deaths in the first 10 months of 1994.

But attempts to eradicate the P.K.K., whose leader, Abdullah Ocalan, is based in Syria, have taken even more civilian lives. Western diplomats stationed here say security forces have been granted a free hand by the Mrs. Ciller's Government to deal with the insurrection.

The security forces have turned to brutal methods, especially in the 10 southeastern provinces that have been under a state of emergency since 1987 because of the insurrection. The emergency grants quasi-martial law powers to a regional governor and suspends the few modest constitutional safeguards in effect elsewhere. A suspect, for instance, can be held for 30 days without access to relatives or a lawyer.

Army and paramilitary groups sweep through whole areas of the southeast, destroying villages that they suspect of aiding the P.K.K. and burning many of them to the ground. The province of Tunceli has been a battleground this winter, where some 40,000 Turkish troops are pursuing guerrillas who may number up to 3,000, by estimates of Western diplomats.

More than 60 villages there have been wiped out. The estimates of the number of villages destroyed over the last decade vary among the human rights groups, but usually run between 1,500 and 2,500.

Reports by the United States State Department, Amnesty International, the United Nations Committee Against Torture and the European Committee for the Prevention of Torture have all condemned Turkey for human rights violations.

A report by Amnesty International, "A Policy of Denial," said at least 50 "disappearances" in custody were reported in the first 10 months of 1994, nearly double the number in 1993. It said the number of people shot down in the street by unknown assassins had soared from more than 20 in 1991 to 362 in 1992, more than 400 in 1993 and 380 for the first 10 months of 1994.

Visitors to the southeastern region say four or five people a day are now being killed on the streets. They include journalists investigating human rights violations and members of trade unions and political parties, including the People's Democracy Party, which has a largely Kurdish membership and is anathema to the Government.

Leaders of human rights organizations rebut the Government's argument that the Kurdish insurrection is in any way a valid reason for curtailing civil liberties. "The continuation of the armed struggle by someone else cannot be accepted as the reason for delaying democracy," said Husnu Ondul, secretary general of the Human Rights Association.

In 1991 and 1992, the number of what Amnesty calls "prisoners of conscience" — people jailed for expressing nonviolent beliefs — fell to close to zero. But that number has mounted again. Now 118 are in jail; according to the Human Rights Association, a grass-roots organization, with 2,139 convicted but appealing their sentences and 5,600 more awaiting trial.

In a four-month trial that ended in December, eight Kurdish members of Parliament were tried on capital charges of treason. They were stripped of their parliamentary immunity so charges could be filed, and their party was banned. While they were convicted, the charges were changed at the last minute to such things as assisting the P.K.K. and spreading separatist propaganda, and they got sentences ranging from 3 years and 6 months to 15 years.

"It wasn't a real trial," said Sirri Sakik, one of the two of the eight who is out pending appeal. He said that the prosecutor had built a case

around various speeches he had made and that some of his relatives had been tortured to try to force them to give testimony against him. "In court they recanted, and now they are going on trial for murders they didn't commit," he said.

Seven journalists from a Kurdish pro-separatist newspaper, *Ozgur Ulke*, or *Free Land*, have been shot dead by unknown assailants. In December the newspaper's offices in Istanbul and Ankara were damaged by explosions. On Feb. 3 the paper was closed by orders of the Istanbul State Security Court.

The human rights organizations are especially concerned that many human rights monitors themselves are now bearing the brunt of prosecutions. "We used to have 14 bureaus and an additional seven representatives in the southeast and now none of them can function," said Akin Birdal, president of the Human Rights Association. "Some are in jail, and the others are on the run."

Maryam Elahi, an Amnesty official who went to Diyarbakir this week to attend a trial of four human rights workers, said the persecution of the rights workers "closes off the last avenue."

"It's a definite pattern" she said. "Before, the Government was investigating cases against people they thought were P.K.K. or at least political in some way. Now the human rights people themselves are getting it. Even health professionals who treat victims are disappearing."

Mrs. Ciller defended her Government's action and asserted in the interview that the P.K.K. itself destroyed the villages. "A lot of it is theater, in the sense that we have found — and I've seen official documentation — of the terrorists wearing the clothes of the soldiers, attacking the villages and burning them," she said.

"This is not to say that there has been nothing wrong on the side of this fight against terrorism," she added. "It's very hard sometimes to discriminate. There is a lot of bombing or fire coming out of the houses and villages and for the military approaching it's very hard to tell who the terrorist is and who the villager is."

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0212 4 I 0316 TUR /AFP-JI48

Turquie-Kurdes

22 rebelles kurdes et quatre personnes tués lors de combats en Turquie

ANKARA, 5 mars (AFP) - 22 rebelles kurdes et quatre personnes dont trois "protecteurs de village" (miliciens pro-gouvernementaux armés par l'Etat) ont été tués lors de combats dans la région de Kulp dans la province de Diyarbakir (sud-est), a-t-on annoncé dimanche de source officielle.

Les combats ont éclaté lorsqu'un groupe de maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont attaqué samedi le village de Hamzali dans cette région, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir cité par l'agence turque Anatolie.

Cinq miliciens ont été blessés lors de ces combats qui se sont poursuivis samedi et dimanche, selon le document.

Le premier bilan annoncé samedi soir par Anatolie faisait état de 15 rebelles du PKK et un soldat turc tués et de cinq miliciens blessés.

Hamzali avait été attaqué le 1er janvier par les rebelles du PKK qui avaient tué 19 villageois, dont sept enfants et huit femmes.

Le communiqué de cette super-préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK, ajoute que les "terroristes" (maquisards kurdes) tués faisaient partie du groupe de rebelles du PKK qui avaient attaqué et brûlé le village de Hamzali le 1er janvier.

Les opérations militaires se poursuivaient dimanche dans la région.

Le PKK mène une rébellion contre le gouvernement d'Ankara depuis 1984 dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée turque ont fait plus de 15.000 morts.

Près de 230 personnes - rebelles kurdes et six soldats turcs et trois protecteurs de village - ont été tués depuis une vingtaine de jours lors d'opérations militaires ou combats, selon les bilans annoncés par les autorités.

ce/nev/cc

AFP /JO0245/051324

MAR 95

## US is closing down all USAF air bases in Turkey

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- The United States Department of Defense has decided to close down and vacate all U.S. Air Force (USAF) bases in Turkey as a part of a general "draw down" of U.S. forces both at home and abroad. A total of 953 U.S. overseas sites will be returned to the host countries or reduced in operation.

The TDN learned that the Pentagon will close down 19 (out of a total of 21) airforce sites in Turkey including 13 in Ankara, 4 in Incirlik, 1 in Izmir, and 1 in Diyarbakir (Pirinçlik). The operations in one site in Ankara and another in Izmir will also be ended but these two sites will be maintained on a "standby status," ready for future use. All six sites at Vicenza, Italy, but attached to SIXATAF in Izmir, will also be closed down. The general draw down aims at reducing 57 percent of all U.S. facilities overseas, eliminating job positions for 176,300 U.S. military personnel, 23,300 U.S. civilian, and 49,000 local nationals.

*Turkish Daily News - March 6, 1995*

Turkish Daily News - March 6, 1995

# US: Excluding Turkey from customs union would be a 'tremendous setback' for European security

## Richard Holbrooke defines Turkey's region as 'very, very explosive'

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Richard Holbrooke, U.S. Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs, today expressed full U.S. support for Turkey's accession to the European customs union. Holbrooke made his comments during his testimony on expansion of NATO before the Senate Appropriations Foreign Operations Subcommittee chaired by Sen. Mitch McConnell (R) of Kentucky.

Holbrooke, who has just paid an official 3-day visit to Turkey about ten days ago, said he believed the European Union (EU) Association Council meeting on March 6 and 7 to discuss Turkey's chances of becoming a full member of the customs union, will decide in favor of Turkey.

He said the State Department was in touch continuously with Brussels on the issue, and that this was one of the topics that President Clinton personally discussed with German Chancellor Helmut Kohl when the latter visited Washington last month. If Turkey is rejected, that would be a "tremendous setback for stability in Europe," Holbrooke said. He explained that such an outcome would strengthen fundamentalist forces which oppose Turkey's accession to EU, and also would have a negative effect on the resolution of the Cyprus issue. "But we are working hard on it and ask for your active support," he told Sen. McConnell.

Concerning the regional challenges Turkey is faced with, "Turkey is, in our view, apart of Europe but she is not admitted into the EU," he said. Holbrooke presented a geostrategic model of Europe divided into four quadrants. He said almost all threats to European security and stability originated from the "southeastern quadrant" where Ukraine, Macedonia, Greece, Bosnia, Chechnya, Greece, Turkey and Cyprus are located.

He described it as a "very, very explosive region" and stressed the need for normalization between the countries of the region. He said, for example, that Greece was taking positive steps towards lowering tensions with Albania.

Greece and Turkey, on the other hand, "need a historical breakthrough," Holbrooke said, nothing short of the kind realized between France and Germany after the Second World War. Replying to McConnell's inquiry concern-



Richard Holbrooke

ing the internal politics in Turkey, Holbrooke repeated his recently expressed views that Turkey was faced with a serious security threat posed by the PKK.

"Turkey is a democracy [and] the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) is a terrorist organization for the United States and its allies," he said. But he also added that the Turkish government and military were acting "well beyond legitimate boundaries." He also criticized the way the case of the former DEP deputies had been handled. What made things even worse, he said, is that two of the DEP deputies were arrested due to speeches they had made while they were in the United States as guests of a former U.S. ambassador, Morton Abramowitz (of Carnegie Endowment).

Yet, despite his criticism of the human rights violations in Turkey, Holbrooke opposed a direct linkage between such "extraneous conditions" and U.S.-Turkish relations. In the written part of his testimony, Holbrooke said "it is important that we do not encumber our security assistance with extraneous conditions. This is not an effective way to promote progress in sensitive areas such as human rights. In fact, it tends to undermine our leverage on such issues— as well as the

overall political credit we gain from our assistance."

"Turkey in particular is now at the crossroads of almost every issue of importance to the United States on the Eurasian continent — including NATO, the Balkans, the Aegean, Iraq sanctions, Russian relations with the New Independent States, peace in the Middle East, and transit routes for Central Asian oil and gas," he said.

"As a democratic Muslim nation, a committed member of NATO, and a moderate, secular, pro-Western country in a politically unstable region, our support for Turkey's economic program will be critical in safeguarding important ongoing U.S. security interests at the critical intersections of Europe, Asia and the Middle East." The Assistant Secretary responded to a question on Turkish-Armenian relations as well, describing the recent attempts at rapprochement as "mildly encouraging."

He pointed at the pipeline project as a means to bridge the differences between the two countries. "Several U.S. companies have come to us with maps and routing plans" already, he said. U.S. ambassador to Ankara Marc Grossman has recently announced that the U.S. was supporting a pipeline to carry the Caspian Sea and Azerbaijan oil to Turkey through Armenia.

"Such cooperation is valuable" because it can bring peace to the region in a similar manner to the Israeli-Jordanian economic cooperation, he said. Holbrooke added that the State Department was currently working on a project in that regard the effects of which could be seen as soon as within two weeks. "But it is too early to announce anything yet" on the project, he said.

Concerning Cyprus, Holbrooke did not hide his support for Cyprus' accession to the EU. Moreover, he drew an interesting parallel between troubles in Cyprus and another island at the other corner of Europe, Ireland. He said that Ireland's accession to EU helped to reconcile the differences between parties in the Irish conflict because "the Irish did not see themselves as isolated anymore." He suggested that Cyprus' accession to the EU might have a similar positive effect on resolving the conflict.

# La Turquie dans l'antichambre des Quinze

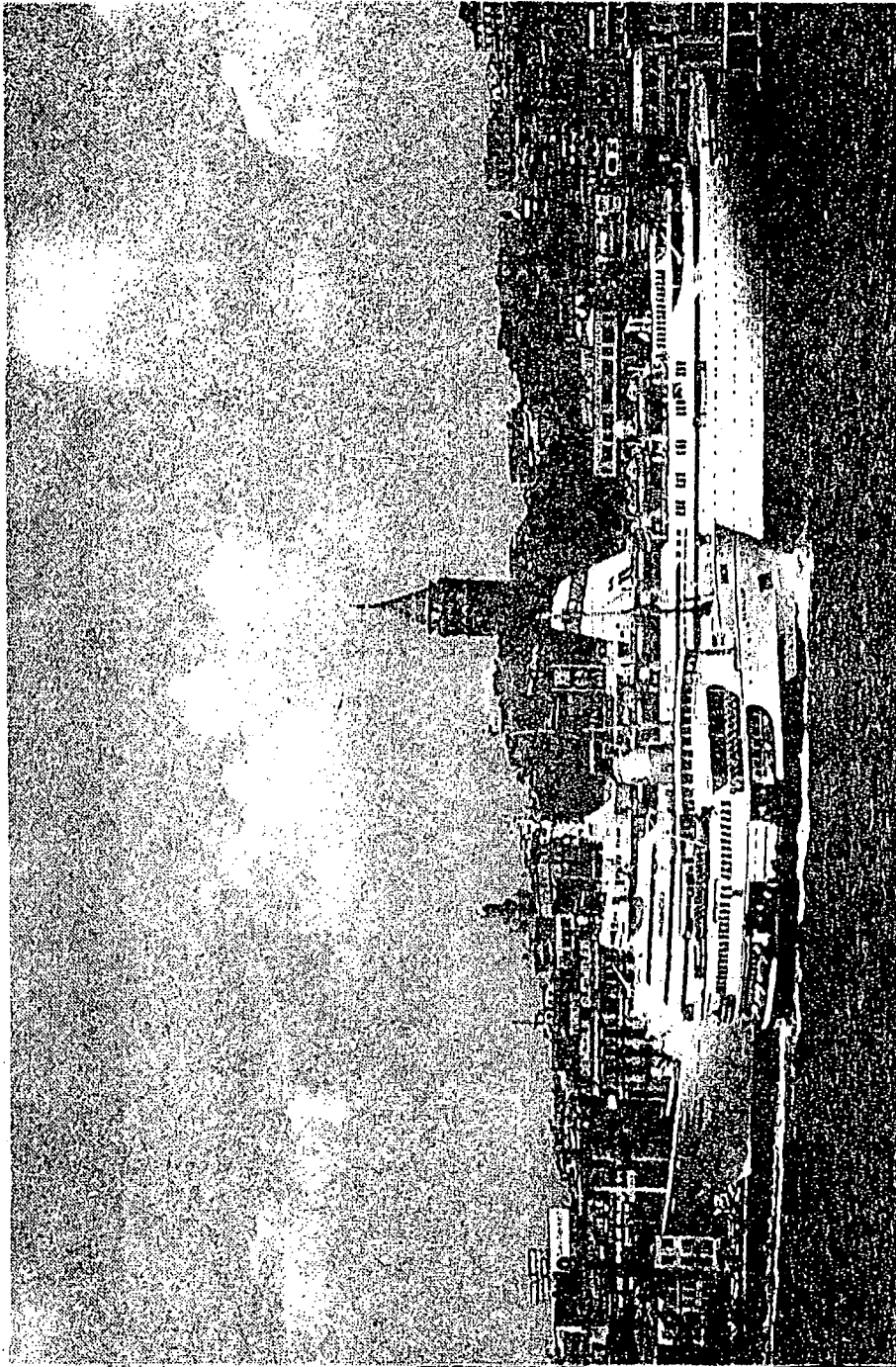
**Breuxelles (UE).**  
de notre correspondant

L'Union européenne a signé, hier soir, un accord d'union douanière avec la Turquie. Pour marquer l'importance de l'événement, la Première ministre turque, Tansu Çiller, s'est rendue en personne dans la capitale belge.

Pour Ankara, cela ne fait aucun doute: l'union douanière, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, est l'antichambre de l'adhésion à l'Union européenne. Les Turcs n'ont pas tout à fait tort. Car c'est la première fois que les Quinze signent un tel traité avec un pays non membre: même s'il ne prévoit pas textuellement la perspective d'une adhésion en bon et due forme, il va beaucoup plus loin que les accords européens conclus avec les anciennes démocraties post-soviétiques qui, eux, ne visent qu'à instaurer une zone de libre-échange.

## Pas de libre circulation des personnes

Il faut, en effet, se rappeler qu'au départ la Communauté économique européenne était avant tout une union douanière. La Turquie va donc adopter le «tarif



Le port d'Istanbul. Avec l'accord, la Turquie va supprimer les barrières tarifaires qui frappent les produits de l'UE importés sur son territoire.

extérieur douanier» des Quinze (les droits de douane qui protègent le marché européen) et la libre circulation des personnes et, bien sûr, les politiques communes qui frappent en core les produits communautaires importés sur son territoire. Mieux: les règles du système législatif et économique. Bref, l'Union européenne comptera en quelque sorte un seizième membre, même si ce dernier n'aura pas les mêmes droits que les autres puisqu'il ne participera pas aux prises de décision.

Mais si la Turquie réunit son union douanière et donc sa modernisation, il deviendra difficile aux Quinze de la maintenir très longtemps aux portes de l'UE. Même si Ankara a un long chemin à parcourir pour se hisser au niveau de ses partenaires, le

précédent de l'espace économique européen est là pour le démontrer: conçu au départ pour faire pa-tienter les pays scandi-naves et l'Autriche, il n'a pu remplir très longtemps son office.

L'union douanière n'est toutefois pas encore to-

talement acquise: après avoir obtenu des assurances sur l'adhésion de Chypre à l'Union, la Grèce a finalement levé son veto, mais le Parlement européen a voté en février dernier une résolution liant son «avis conforme» à une amélioration sensible de la situation des droits de l'homme en Turquie.

## Menaces à propos de Chypre

D'ailleurs, une déclaration en ce sens sera annexée au traité. Or, une partie de l'appareil d'Etat turc ne semble pas disposée à faire de concessions en la matière, comme l'ont récemment montré les condamnations à de lourdes peines de prison de députés kurdes ou les interdictions frappant régulièrement des journaux. Une rigidité que l'on retrouve à propos de Chypre: la Grande Assemblée nationale vient de voter une résolution, il y a quelques jours, laissant entendre qu'une adhésion de Chypre à l'Union serait suivie d'une annexion du nord de l'île, actuellement occupée par la Turquie. Autant dire que le chemin vers l'adhésion de la Turquie s'annonce long et chaotique.

Jean QUATREMER



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 7, 1995

EDITORIALS/OPINION

# Modern Turkey Is Part of Europe, and Increasingly So

**ANKARA** — Some people claim that Turkey is not part of Europe. They are wrong on two counts.

First, they perhaps do not know the Turkey of today, recognizable as a modern and European country where young people, for example, have the same lifestyle and interests, concerns and hopes as the rest of their generation across Europe.

Second, without Turkey, Europe would be a continent that chooses to amputate nearly 3,000 years of its own history and culture.

The Turks and Turkey have been a part of the life of the continent for many centuries. It is the idea that Turkey is not European which is new. A strong and prosperous Turkey, firmly integrated into the mainstream life of Europe, will be a beacon of stability over a wide region rolling with religious and ethnic antagonisms. It will give the lie to prejudice and extremism on every side.

A historic step in this direction takes place in Brussels this week, as Turkey and the European Union complete a customs union agreement that has been more than three decades in the making. Starting in January, goods and services will be able to circulate freely between Turkey and the rest of Europe. It is an exciting opportunity for both sides.

Turkey is a young country with a population of 62 million. Inside the European Union, only Germany has a larger market. The EU, with Turkey, will form a vast consumer market.

Turkey and the EU designed the cus-

By **Tansu Ciller**  
*The writer is prime minister of Turkey.*

toms union in the 1960s and 1970s. We have come a long way since then. In 1963, when the treaty linking Turkey to the European Economic Community was signed, Turkey was mainly an agricultur-

**Turkey's secularism is simply the liberty of conscience that people in advanced, democratic countries take for granted.**

al country. Today we are predominantly an urban and industrial nation. Some of our industries, particularly textiles and steel, are considered world leaders.

The customs union, however, represents more than just an opportunity to compete economically. It is part of a much broader trend all over the world toward convergence and partnership.

In the closing years of 20th century, regional free trade blocs such as the European Union and the North America have appeared on every continent. They are stepping stones toward a world of almost unlimited opportunities, built on democratic values, the free market system and the miracles of new technology.

Adaptable and pragmatic regional economic groupings are the best way to

overcome historical suspicions and rivalries. They provide a framework in which business communities in every country cooperate freely to generate prosperity.

Turkey is situated on the edge of both Europe and the Middle East. So it has an almost unique combination of experience and insights where regional groupings are concerned.

We are working hard with Israel and the leading Arab states to ensure that the endemic conflict of the Middle East is replaced by cooperation and the elimination of poverty and insecurity.

Our geographic position enables us to share in similar ventures elsewhere. The Black Sea Economic Cooperation Organization is forging links between countries in the Black Sea region. At its meetings, even hostile countries such as Azerbaijan and Armenia sit around the same table to discuss ways of peaceful cooperation. Elsewhere, we are trying to promote trade and cooperation in the Caucasus and among the newly independent countries of Central Asia.

There are two reasons we stress trade and cooperation this way.

The first is economic. As a newly industrialized country, we know that faster growth and greater prosperity can come only if we stimulate international trade and capital flows. This is the only way to ensure that all of our citizens enjoy the standard of living to which they aspire.

The second is geopolitical. Unfortunately, one does not have to look far outside Western Europe to see serious

threats to international order. Turkey is a democratic and stable country, but, unlike North Americans or West Europeans, we live close to several of the world's trouble spots.

Ancient hatreds, ethnic grudges and fanaticism based on differences of religion and nationality still stalk the world. They are claiming millions of innocent victims even today. Bosnia has shown us how much suffering can be caused by nationalism based on religious and ethnic strife.

Some trends in the Middle East cause anxiety. One is the spread of extremist fundamentalism. Here I strongly believe that Turkey has an important contribution to make. Its population is Muslim and devout, but also European and overwhelmingly moderate. A cardinal principle of the Turkish republic has been that religion and politics must be firmly separated. Turkey's secularism is simply the liberty of conscience that people in advanced, democratic countries take for granted.

Laying prejudices and fear to rest takes time and effort. Building prosperity is also something that is not accomplished in a single day. Setting up a customs union between Turkey and the European Union presents tough challenges to all involved. But it is an important new doorway being opened to a better and more secure world. The benefits will be felt not just in Europe and Turkey but far beyond.

*New Perspectives Quarterly.*

Turkish Daily News - March 7, 1995

# Turkish writers form 'closed university' behind bars

Fikret Başkaya: The de facto situation is that things are getting worse in Turkey and from whatever angle.. democracy, human rights, I do not see anything to be hopeful about

Haluk Gerger: The state is scared of democracy because then their lies will be exposed

By Aliza Marcus

Reuters

**HAYMANA.** Behind the stone and steel walls of Turkey's Haymana Prison, set in gentle hills an hour's drive from the capital Ankara, some of Turkey's most dangerous intellectuals languish behind bars.

There is Fikret Başkaya, a 55-year-old economics professor schooled in France, who wanders this prison of small cells and open courtyards in a sweater and button-down shirt. Başkaya's cell-mate, Haluk Gerger, is a middle-aged writer with a paunch and an English honed to fluency as a student at Johns Hopkins University in Washington and Oxford in Britain. Just across the concrete corridor is the poet and journalist Yılmaz Odabaşı, 32, who spends his days hunched over a pad of paper churning out verses.

Their crimes? Başkaya wrote a book critical of Turkey's socio-economic development and its ideological underpinnings. Gerger theorised violent movements erupt when peaceful channels for dissent are closed. And Odabaşı wrote poems.

The charges? Separatist propaganda or racism — because they criticised Turkey's policies towards its Kurdish minority and the 10-year Kurdish guerrilla war in the country's southeast.

"In Turkey, the philosophical concept 'I think, therefore I am' is understood as 'I think, therefore I am a terrorist,'" said

Gerger, who like Başkaya will spend 15 months in this prison now dubbed the "closed university" because of its rollcall of distinguished intellectuals.

"I was trying to understand the reasons for the war (with Kurdish guerrillas) but even trying to understand this has become a crime of terrorism," the bespectacled Gerger told Reuters during a recent interview in the prison.

Turkey has never enjoyed total freedom of expression in its 70-year history as a modern state. Longstanding laws can jail people for insulting the military, state authorities and the republic's founder Mustafa Kemal Atatürk.

But human rights watchers and lawyers say over the past two years the state, nervous that the Kurdish issue and the Kurdistan Workers Party (PKK) insurgency in the southeast is spiralling out of control, is taking a harder line.

The war, in which more than 14,000 people have been killed, costs an estimated \$7 billion a year and has led to allegations of massive abuses by the security forces against civilians.

The fate of the three men is not uncommon in Turkey, where both the U.S. State Department and Amnesty International have said dissent, especially over the Kurdish issue, is stifled.

Zealous prosecutors armed with a wide-ranging penal code have put over 110 peo-

ple behind bars for saying or writing something contrary to official views, mainly about the Kurds, said Turkey's Modern Journalists Association.

Consider the couplets that got Odabaşı four months behind bars: "What an unjust place I am in; I say I am a Kurd; my songs are full of pain; I am a melody of pain; Kurdistan..." And another 4,000 people — including trade unionists, lawyers, journalists and human rights workers — are on trial for separatist propaganda, according to figures collected by the Human Rights Foundation of Turkey.

Turkey, on the point of a customs union with the European Union in what it hopes is a first step to full membership, is under pressure from its Western allies to make changes. But draft legislation, which in any case would only remove some restrictions on freedom of expression, languishes unprocessed in parliament. Allowing Kurdish-language education or television is not even on the agenda.

"The de facto situation is that things are getting worse in Turkey and from whatever angle.. democracy, human rights, I do not see anything to be hopeful about," said Başkaya. Last December, eight Kurdish parliamentarians were convicted of supporting the illegal PKK on the basis of their public statements in favour of Kurdish rights. Six drew sentences of up to 15 years in a case that alarmed the West.

This year, Yaşar Kemal, one of Turkey's most famous writers, was charged in connection with an article accusing Turkey of "a campaign of lies" to justify oppression of the Kurds. In February, the leading pro-Kurdish newspaper was forced to shut down.

"The state is scared of democracy, because then their lies will be exposed," said Gerger.

But observers in Turkey say if the goal of the state is to frighten people into speechlessness, it is backfiring. As the war hits home — the PKK has set off numerous bombs in Turkey's western provinces — discussion is growing. Some publishers regularly issue books about Kurdish history in Turkey and even publish interviews with PKK leader Abdullah Öcalan from exile.

The imprisonment of Başkaya and Gerger was satirised on television and bemoaned in newspaper cartoons and columns, while Turkey's overall human rights record is proving a stumbling block in its relations with Europe and the United States. This is a consolation to Gerger, whose time in prison will stretch into an additional three years if he refuses to pay a fine of 200 million TL (\$5,000).

"If I think my protest means something, then I will not pay. I want to live in a country where people can be ordinary, but at times in Turkey you have to act like a hero," he said.

Union douanière entre l'Union européenne et la Turquie

# L'Europe s'entrouvre sans enthousiasme à la Turquie

La Turquie a franchi un grand pas vers l'adhésion à l'Union européenne. C'est du moins ce qu'espère Tansu Ciller, le Premier ministre turc, qui s'est personnellement déplacée hier soir à Bruxelles pour signer l'accord d'union douanière que les Européens promettent à Ankara depuis 1963. Une union douanière que les Quinze veulent d'abord digérer avant d'aller plus loin. D'autant que les Grecs veillent. Et que le Parlement européen pourrait bien mettre son veto à toute relation privilégiée avec un pays qui prend quelques

libertés avec les droits de l'homme.

L'Europe est le premier partenaire économique de la Turquie avec 44 % de ses importations et 47 % de ses exportations. Le solde commercial est très nettement en faveur des Quinze. L'union douanière, qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, permettra aux deux parties d'abolir leurs droits de douane respectifs. Pour son commerce extérieur, la Turquie appliquera les tarifs douaniers en vigueur en Europe. La libre circulation des marchandises – à l'exclusion des produits

agricoles dans un premier temps –, des investissements et des services sera donc totale. Par exemple, entre la Turquie et la France, elle s'effectuera sur des bases similaires à celles qui existent entre la France et l'Allemagne.

Une « offensive » turque est notamment attendue dans le secteur du textile et de l'habillement. En revanche, rien n'est modifié pour l'immigration. Les ressortissants turcs restent soumis à l'obligation de visa et de permis de travail.

Ce saut qualitatif dans les relations euro-turques n'est toutefois pas encore

définitivement acquis. Le Parlement de Strasbourg doit en effet donner son feu vert. Or, dans une résolution adoptée en février, les eurodéputés avaient annoncé leur intention de voter contre l'accord d'union douanière en raison des violations des droits de l'homme commises par les autorités d'Ankara, notamment au Kurdistan. En outre, l'accord devra être ratifié par les Parlements nationaux. Une épreuve qui ne sera pas facile à franchir à l'Assemblée nationale grecque. Seule la promesse d'engager des négociations d'adhésion avec Chypre dès 1996 a finalement convaincu le gouvernement grec de ne pas s'opposer à la décision européenne.

Yannick Laude à Bruxelles

Infomatin

7 mars 1995

LE MONDE / MERCREDI 8 MARS 1995

## Ankara se félicite de l'accord de Bruxelles

### Seuls les islamistes sont opposés à une union douanière que les Turcs voient comme un premier pas vers l'intégration européenne

ISTANBUL

de notre correspondante

L'accord sur l'union douanière, signé lundi 6 mars à Bruxelles, marque une étape importante du processus d'intégration de la Turquie en Europe, entamé en 1963 avec la signature de l'accord d'association. Jusqu'au dernier moment, des doutes ont subsisté sur la levée du veto grec, et c'est avec un soulagement évident que la presse et les politiciens turcs ont salué la conclusion des négociations, qualifiée d'« événement historique ». « Un rêve centenaire »; titrait, lundi, le quotidien *Hürriyet*, se référant à une vocation occidentale du pays qui daterait des sultans de l'empire ottoman.

Les Turcs n'entendent d'ailleurs pas en rester là. Le ministre des affaires étrangères, Murat Karayalçın, a clairement laissé entendre que son pays percevait l'union douanière, qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, comme une simple étape vers une participation à part entière – à plus long terme – de son pays à l'Union européenne. Plus encore qu'un impact économique, l'accord conclu à Bruxelles aura certainement, dans l'immédiat, un impact psychologique important – difficilement quantifiable – sur la Turquie. Pour les Turcs, qui se sentent mal-aimés et rejetés de toute part, l'union douanière représente un sceau officiel apposé sur leurs relations avec les Européens, une preuve symbolique de leur ac-

ception. Dans un premier temps, l'accord bénéficiera plus aux Européens, qui obtiendront enfin le libre accès au vaste marché turc, qu'à l'industrie turque, forcée de s'adapter pour se mesurer aux standards de prix et de qualité imposés par une concurrence accrue. L'arrivée massive de produits européens risque de fragiliser certains secteurs industriels, notamment l'automobile et l'alimentaire, déjà sérieusement affectés par une forte récession et une inflation qui atteint 150 %.

ENTHOUSIASME

La levée des tarifs douaniers et de taxes pourrait également coûter annuellement entre 2,6 et 3 milliards de dollars au gouvernement turc. La Turquie espère obtenir des crédits européens, qui pourraient aller jusqu'à 3 milliards de dollars au cours des cinq années à venir, pour compenser ces pertes qu'elle espère temporaires, puisqu'une augmentation substantielle des exportations turques, dont la moitié est déjà absorbée par le marché européen, est attendue à moyen terme.

Malgré les difficultés supplémentaires que la Turquie, déjà affaiblie économiquement et politiquement, se prépare à affronter lors de la mise en place de l'union douanière, le gouvernement et les milieux d'affaires turcs se sont, dans l'ensemble, embarqués avec enthousiasme dans cette aventure européenne qui de-

vrait avoir un effet tonique sur l'économie turque.

Cet enthousiasme n'est pas partagé par tous : le vice-président du Parti de la prospérité (RP, islamiste) a déclaré que son mouvement annulerait l'accord s'il accédait au pouvoir. Les islamistes, qui estiment que la Turquie n'a pas sa place dans un « club chrétien », ne sont d'ailleurs pas les seuls opposants. Certains nationalistes, craignant la domination européenne, ont critiqué les concessions de leur gouvernement, notamment en ce qui concerne la candidature chypriote à l'Union européenne.

L'aboutissement des négociations marquait le passage de l'examen théorique. Le plus difficile reste à accomplir avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996 : la préparation des examens pratiques, soit la mise en place de réformes législatives – notamment dans le domaine des droits de l'homme, qui dominent les relations extérieures de la Turquie – avant une revue de la situation qui aura lieu à l'automne et l'examen de passage devant le Parlement européen.

Le premier ministre, Tansu Ciller, qui s'est rendu à Bruxelles lundi, a admis devant les ministres européens que la Turquie aurait fort à faire au cours des mois à venir. « Pour la Turquie, la vraie bataille pour l'Europe commence », a-t-elle déclaré.

Nicole Pope

# L'Europe conclut une union douanière avec la Turquie

Les Grecs ont levé leur veto à cet accord avec Ankara en contrepartie des ouvertures faites par les Européens en direction de Chypre

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

C'est fait. Lundi 6 mars, l'Union européenne a repris le fil d'une coopération avec la Turquie interrompue depuis quinze ans. Les Grecs, qui bloquaient toute vraie normalisation depuis leur adhésion à la Communauté en 1981, se sont fait prier, mais ont accepté finalement de lever leur obstruction. En contrepartie de cet effort, les Grecs obtiennent l'assurance que l'Union engagera des négociations d'adhésion avec Chypre, comme d'ailleurs avec Malte, dans les six mois qui suivront la conclusion de la Conférence intergouvernementale (CIG) convoquée en 1996 pour réformer les institutions européennes.

Cependant, l'entrée de Chypre dans l'Union demeurera en principe subordonnée à la conclusion d'un règlement du conflit qui oppose depuis 1974 les deux communautés de l'île. La stratégie de l'Union européenne est donc un renfort pour l'ONU, toujours à la recherche d'une solution au problème chypriote : avec cette perspective d'adhésion et les promesses d'assistance financière de l'Union aux régions les plus pauvres (c'est-à-dire le nord de l'île, occupé par les Turcs), l'Europe espère bien enclencher le processus devant conduire, ainsi que l'a souligné Alain Juppé, à une fédération chypriote bicommunautaire et bizonale.

Les accords qui ont été signés lundi, au cours d'un Conseil d'association exceptionnel, suivi d'un dîner auquel assistait le premier ministre turc, Tansu Ciller, décrivent les conditions de mise en œuvre d'une union douanière entre les Quinze et la Turquie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Si l'on considère l'ensemble de ses partenaires extérieurs, c'est avec la Turquie que l'Union européenne a son plus important excédent commercial : ses exportations atteignent 12,5 milliards d'écus, alors que ses importations s'élèvent à 7,5 milliards d'écus. L'union douanière implique, dans de larges proportions, l'alignement de la législation turque sur celle de l'Union, notamment l'application de son tarif douanier commun.

Il y a là un facteur de développement des échanges considérables, avec moins de dérogations, de clauses de sauvegarde, de freins de toute nature que dans la situation

actuelle. Le rapprochement économique devrait être sensible, le flux d'investissements vers la Turquie s'intensifier, à condition bien sûr que l'économie turque parvienne à surmonter sa phase de désordre actuelle.

L'aide financière, bloquée elle aussi depuis 1980, sera reprise, les montants budgétaires pouvant être mis à la disposition de la Turquie au titre de protocoles conclus dans le passé s'élevant à 375 millions d'écus, auxquels viendraient s'ajouter entre 300 et 400 millions d'écus de prêts provenant de la Banque européenne d'investissements (BEI). La coopération instaurée entre les deux parties devrait être multiforme, mais générer en particulier un dialogue politique, avec une réunion par an au niveau des chefs d'état et de gouvernement et deux au niveau des ministres des affaires étrangères.

## « PROGRÈS INSUFFISANT »

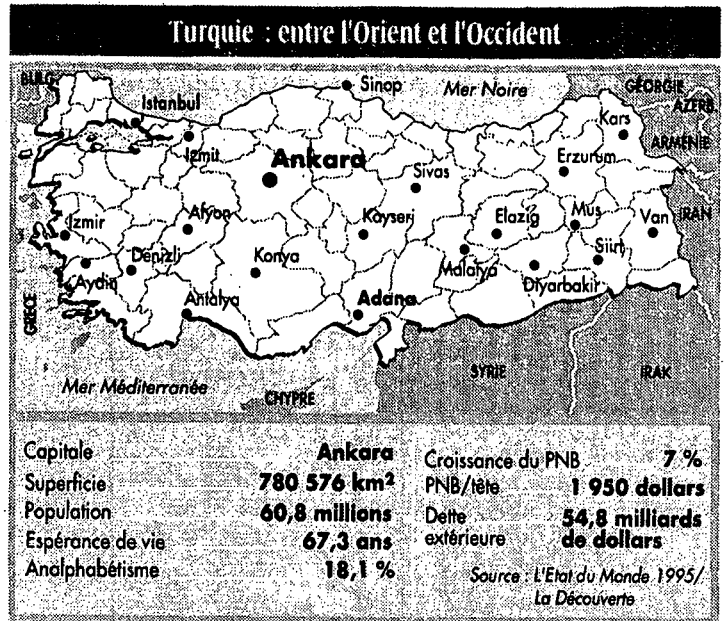
Dans son intervention, faite au nom des Quinze, M. Juppé a abordé le problème des droits de l'homme et de la répression au Kurdistan. « L'Union européenne constate que les progrès dans ce domaine sont insuffisants puisqu'on continue d'observer des cas de violation de droit de l'homme, d'interdiction de journaux, de poursuite de journalistes et d'hommes de lettres

(Yashar Kemal), Akim Birdal (président de l'association des droits de l'homme), d'emprisonnement de députés pour délit d'opinion. »

Murat Karayalçin, le ministre des affaires étrangères, s'est voulu rassurant, indiquant que des voies de recours seraient ouvertes, y compris devant la Cour européenne des droits de l'homme, pour donner une chance aux députés kurdes emprisonnés d'être libérés. « Nous sommes décidés à respecter les décisions de la Cour européenne », a souligné M. Karayalçin. Il a fait état d'initiatives en cours pour modifier les législations ainsi que les pratiques les plus répressives.

« L'établissement d'une union douanière entre l'Union européenne et la Turquie violerait les droits de l'homme et le droit communautaire », avait estimé lundi, dans un communiqué, l'association Reporters sans frontières. Alain Juppé a rappelé la position du Parlement européen, qui hésite à donner son « avis conforme », nécessaire pour que l'Union douanière devienne effective, en raison précisément de la situation des droits de l'homme. Une pression supplémentaire pour que les autorités d'Ankara manifestent de manière crédible leur volonté de rétablir les pratiques d'un Etat de droit.

Philippe Lemaître



## « La situation des droits de l'homme se dégrade » selon Amnesty International

A L'HEURE où l'Europe fait un pas vers la Turquie, Amnesty International, dans son rapport annuel publié en février, condamne une fois de plus le sort fait aux droits de l'homme dans ce pays, déplorant la « *persistance de graves violations* » de ces derniers. Villages incendiés, disparitions, exécutions sommaires, tortures sont le lot quotidien des populations civiles du Sud-Est anatolien, victimes du conflit qui oppose, depuis dix ans, les forces gouvernementales turques au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ainsi, en mars 1994, plusieurs villages de la région de Sirnak, un des dix départements du Kurdistan soumis à l'état d'exception, ont été bombardés par des avions à réaction. A l'automne 1994, 17 villages kurdes de la région de Tunceli ont été « *rayés de la carte* » lors d'une offensive de l'armée régulière. D'après l'association turque des droits de l'homme, en dix ans, 1341 hameaux et villages kurdes ont été « *évacués* » ou « *incen-*

*diés* », selon la politique de la terre brûlée menée par Ankara pour priver le PKK de tout soutien logistique. Ce chiffre, pourtant cité par un membre du gouvernement turc, ainsi que d'autres révélations sur les violations des droits de l'homme au Kurdistan valent aujourd'hui à Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'homme, d'être poursuivi pour « *propagande indépendantiste* ».

Le rapport dénonce aussi les exactions du PKK, responsable de l'assassinat de nombreux civils, dont les « *protecteurs de villages* » (remunérés et armés par l'Etat pour lutter contre les peshmergas) et leurs familles. Auteur de nombreux attentats visant des civils, l'organisation séparatiste s'en prend désormais aux enseignants en poste dans les régions kurdes.

Outre le Sud-Est anatolien, Amnesty International déplore la dégradation des droits de l'homme « *dans tout le reste du pays* ». Dénonçant « *l'usage systématique de la torture* » dans les commissariats

de police, l'organisation révèle que le bilan annuel des « *morts en détention s'est de nouveau aggravé* » et que les « *disparitions* » de personnes gardées à vue ont été multipliées par deux par rapport à 1993. Enfin, malgré la création récente d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la pratique des « *exécutions extrajudiciaires* », 380 personnes ont, en 1994, été victimes de « *mystérieux homicides* » aux mobiles politiques évidents.

Tout en condamnant l'attitude d'Ankara qui, « *au lieu de prendre des mesures* » pour mettre fin aux violations, « *choisit de tout nier* », Amnesty International appelle les pays occidentaux qui fournissent des équipements militaires à la Turquie à plus de vigilance. La Commission des droits de l'homme des Nations unies et le Conseil de l'Europe ont, pour leur part, « *failli à leur devoir d'agir* », estime le rapport.

Marie Jégo

LE FIGARO - 8 MARS 1995

## La Turquie et l'Europe

Raymond Barre invoquait lundi la confusion qui règne sur la scène politique française pour expliquer sa non-candidature. L'argument est sévère, mais qui oserait le contester ? Un sujet aussi important que la construction européenne est absent du débat présidentiel, alors qu'à la faveur de son tour de présidence, la France a l'occasion d'insuffler une nouvelle vigueur à l'Union. Fort heureusement, dans la cacophonie électorale, le gouvernement vient de montrer qu'il gardait le sens des réalités. Grâce à son initiative, l'accord qui prévoyait en 1993 l'établissement progressif d'une union douanière entre la Turquie et l'Union européenne vient de se concrétiser.

PAR CHARLES REBOÏS

Située dans le contexte géopolitique actuel, cette adhésion revêt une signification importante pour notre pays. La poursuite de discussions pendant plus de trente ans montre les difficultés qu'il a fallu surmonter. Il restait à la Turquie à prouver ses capacités économiques et, surtout, à démontrer sa volonté de respecter les droits de l'homme. Les opérations de l'armée contre les Kurdes ont entraîné de sanglants excès. Le problème s'est encore compliqué après l'adhésion de la Grèce. Athènes opposait son veto à toutes les demandes d'Ankara.

Dans sa marche historique vers l'Ouest, la Turquie s'est résignée à cette longue attente à la porte de l'Europe tant qu'elle a trouvé une compensation en constituant l'avant-garde de l'Otan face à l'Est. Depuis l'effondrement de l'URSS, ce rôle paraît moins essentiel. Une autre menace a surgi avec l'expansionnisme de l'Islam par le bassin méditerranéen.

Le temps presse. L'influence des islamistes ne cesse de s'étendre en Turquie. Ils ont gagné les élections municipales à Ankara, à Istanbul et à Smyrne... Si on laissait la contagion s'étendre dans un pays où Atatürk avait imposé la laïcité, c'est tout le pourtour méditerranéen qui serait emporté par la vague intégriste. Déjà confronté à cette menace en Algérie, la France a tout intérêt à aider les dirigeants d'Ankara à conjurer le péril. Encore faut-il que l'armée et la police turques ne se trompent pas d'adversaires. Il y a beaucoup à dire sur les méthodes employées pour pacifier les minorités kurdes. Seule la pression extérieure peut mettre fin à ces excès.

Selon l'accord paraphé lundi, l'union douanière entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996. A cette date, la Turquie devra avoir adopté les règles du marché unique européen. Elle bénéficiera de la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux, à l'exception de la libre circulation des travailleurs. Cette dernière restriction a été introduite à la demande de l'Allemagne qui compte déjà sur son territoire de nombreux immigrants turcs. La France, elle, voit s'ouvrir de nouvelles possibilités d'investissements dans un pays où elle a déjà conquis une position privilégiée, notamment pour son industrie automobile.

Maintenant que les réserves grecques paraissent apaisées, Athènes ayant obtenu l'adhésion à terme de Chypre à l'Union, il reste à la Turquie à prouver par son respect des libertés publiques qu'elle est digne de participer au concert européen.

C. R.

Exclusive interviews

# Turkey holding the key to Iraqi power game

**Talabani:** Tansu Çiller has been saying she is a mother and sister to the Kurds. We see that she is a stepmother

**Barzani:** We are pleased with the position Turkey has taken

By Raşit Gürdilek  
*Turkish Daily News*

ARBIL- With the rival Iraqi Kurdish leaders locked in a bloody power struggle for supremacy, Turkey, possessing powerful trumps, has come under cross pressure from the Kurdish chiefs trying to recruit its support.

In an exclusive interviews with the Turkish Daily News at their war headquarters, Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader, both made it clear that the revenues from the Iraqi oil entering Turkey from the Habur border gate were the key to the resolution of the conflict, while the close aides of the two leaders blamed the other side for assisting the Turkish Kurdish rebels entrenched in northern Iraq in a bid to draw Turkey's sympathies onto their own side.

Talabani, who has called on Turkey to ensure the continuous flow of Iraqi diesel — and hence the flow of tax revenues into Kurdish coffers — in the past, this time saw it as a breach of the international sanctions against Iraq and urged a crackdown on the diesel traffic as the KDP refused to supply a share to his party. Barzani, meanwhile, found Turkey's attitude commendable and praised its efforts for peace, although he made clear that he would agree to a peaceful settlement only after PUK forces were completely evacuated from Arbil, the seat of the local Kurdish

parliament and the regional government. Barzani and his aides called on Turkey to keep the diesel traffic going. "We will be choked without the Ibrahim Halil (Habur) revenues," said Sami Abdurrahman, a senior KDP official in an interview in Salahudin, the Barzani's mountain stronghold near Arbil.

Abdurrahman and other KDP officials openly blamed the PUK for siding with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) — which has been fighting a separatist war in southeastern Turkey since 1983 — saying the PKK was operating from a camp at Bote mountain near the PUK-held town of Rania close to the Iranian border. They said PKK militants at camps inside the KDP territory, meanwhile, were not allowed to operate against Turkey and that they remained neutral.



Talabani, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader



Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP)

in the fighting with the PUK. Talabani disputed this, saying the PKK also assisted the KDP forces beside Turkey.

"If they had fired a single bullet in the KDP area in the north, they (the KDP) would not be able to send so many of their peshmergas to Arbil," complained the PUK leader in his own war headquarters at Qala Chwalan, north of Sulaymania. Talabani also blamed Turkey for having an open tilt for the KDP while, he said "certain circles" in Turkey were unjustly prejudiced against him.

While paying tribute to the friendly attitudes of the late Turgut Özal and of President Süleyman Demirel, Talabani said he saw no chances of an improvement in his ties with Turkey under Tansu Çiller's Prime Ministry. He said he had twice written letters to Çiller

but she had not deigned to reply. "She is saying she is a mother and sister to the Kurds; we think she is a stepmother," Talabani said jokingly.

The PUK leader also called for more active Turkish intervention to stop the bloodshed in northern Iraq. "They (the Turkish leaders) should invite me and Mr. Barzani for negotiations," he said. The anti-PUK bias was not confined to the Turkish politicians but to the soldiers as well, whom, he accused of not keeping to their promises (of aid) and snubbing his calls for meetings. In contrast, he said the KDP was getting support from Turkey, as well as from Iran and the Baghdad government. In respect to their dealings with Turkey, the only point they seemed to be in agreement on was their opposition to Ankara's reported

probes for chances of mediation between the Kurds and the Iraqi government, although they accused each other of secretly seeking an accommodation with Baghdad.

The two leaders used unprecedentedly strong invective, accusing each other of stealing government funds, or being agents or mercenaries in foreigners' service, thus making an early peaceful settlement a distant prospect.

**Editor's note:** TDN Editor Raşit Gürdilek travelled to Northern Iraq last week and made on the spot observations about the troubled area. He interviewed Iraqi Kurdish leaders. His analysis about the situation in the area is on B1. The full texts of his exclusive interviews with Jalal Talabani and Massoud Barzani are on pages B4 and B5.

## Barzani, Turkish commander meet secretly in Silopi

By Hayri Birlir  
*Turkish Daily News*

ANKARA - Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party of Iraq, has recently had a "secret" meeting with a senior Turkish commander at Silopi in southeastern Turkey, the Turkish Daily News learned from reliable sources on Tuesday.

The meeting between Barzani and Lt. Gen. Hasan Kundakçı, the commanding general of security forces in the emergency law area in southeastern Turkey, was held on March 4 without the knowledge of the foreign ministry, sources said.

The meeting, held while the mainstream Kurdish groups are fighting each other in northern Iraq and the Turkish forces are engaged in operations against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), was seen as a surprise development in official circles.

The meeting was held after Barzani, on his way to Zakho from

his headquarters in Serirash near Salahudin, crossed into Turkey to meet Kundakçı at Silopi, 16 kilometers from the border, according to these sources, who did not say who

had requested the meeting. The KDP leader, accompanied by two aides, was on his way to Zakho to attend the funeral ceremony for 76 people killed in a car bomb explosion. Barzani reportedly briefed the Turkish commander on the progress of the fighting between the forces of the KDP and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) as well as the situation of the PKK entrenched in the Kurdish area across the

Turkish border in Iraq. In return, Kundakçı reportedly assured Barzani that the recent build-up of the Turkish forces in the border area was to prevent the PKK militants from infiltrating Turkey from Iraq, seizing the opportunity provided by the clashes between the main Iraqi Kurdish groups. Foreign ministry officials said they were not "officially informed" of the meeting although they confirmed it had taken place.

WEDNESDAY, MARCH 8, 1995

Turkish Daily News

## DEP lawyers to apply to Court of Appeals over Ankara DGM verdict

'Under these circumstances who could believe that the trial was a just one and the court was objective and the trial did not have a political aim'

*Turkish Daily News*

ANKARA- The official text of the Ankara State Security Court (DGM) decision on the banned pro-Kurdish Democracy Party's (DEP) deputies was finally given to the defense lawyers, 10 days after it was leaked to the Turkish press.

Yusuf Alataş, head of the lawyers representing the former DEP deputies, said they would be applying to the Court of Appeals in the week and criticized the DGM in a press conference on Tuesday.

Sırrı Sakık, former DEP deputy, and Mahmut Alınak, former DEP now independent deputy, who were jailed with other six DEP members but later released, were also present at the press conference.

Alataş said the Ankara DGM's judgment, comprising 697 pages and given to the defense on Monday, provided yet more evidence that the DEP trial was not a judicial case.

He said of the 697 pages, only six pages gave justification for the Ankara DGM's decision, whereas the other pages contained the indictment, defense arguments and some so-called evidence not presented during the DEP trial.

The head of the DEP defense lawyers said some reports prepared by the intelligent service were also included in the detailed verdict and these had not even been discussed during the DEP trial.

Alataş also criticized the Ankara DGM for its decision to demand copy right fees for the document, as specified on the first page of the verdict.

"For the first time in our judicial history, a court is asking for a copyright on the legal document. Moreover it is said on the first page that the copyright fee will be donated to the Zübeyde Hanım Martyrs' Mothers Foundation, which has been helping the mothers of soldiers killed in the Southeast," he commented, adding that this was aimed at giving the impression that there was a relationship between their clients and those killed in the ongoing violence. "Under these circumstances who could believe that the trial was a just one and the court was objective and the trial had not had a political aim," Yusuf Alataş added.

The DEP was closed by the Constitutional Court and its eight deputies were put on trial accused of promoting separatism and jailed, while six of the DEP deputies fled to Europe and were given political asylum. The DEP case has continued to be one of the most significant obstacles in Turkey's relationship with the international community in terms of human rights.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0524 4 I 0277 IRK /AFP-EZ37

Irak-Kurdes

Au moins dix tués dans des combats irako-kurdes, selon l'UPK

SALAHEDDINE (Irak), 8 mars (AFP) - Au moins dix combattants kurdes irakiens ont été tués et plus de trente personnes blessées lors de combats entre l'armée irakienne et des opposants kurdes dans le nord de l'Irak, a indiqué mercredi l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Ce bilan est le premier depuis l'annonce il y a huit jours par l'UPK, une des principales factions kurdes irakiennes, de la reprise des combats et des bombardements par l'armée irakienne du Kurdistan irakien échappant au contrôle de Bagdad. Des civils figurent parmi les blessés, selon un responsable de l'UPK, Faraydoun Abdel Kader.

Les autorités irakiennes ont démenti ces bombardements, faisant seulement état d'accrochages dimanche dernier provoqués selon elles par l'UPK.

Les combattants kurdes ont capturé quarante soldats irakiens, a ajouté M. Abdel Kader, selon lequel ces prisonniers doivent être remis au Congrès national irakien (CNI), une coalition d'opposition regroupant des formations d'opposition kurdes et arabes et basée à Salaheddine, dans le Kurdistan.

Un communiqué de l'UPK affirmait mardi que les combattants du parti avaient capturé soixante-dix militaires irakiens et plusieurs pièces d'artillerie.

Le rival kurde de l'UPK, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), qui ne participe pas à ces combats, a annoncé mercredi que le bilan était d'au moins treize morts. Le parti de M. Barzani, pourtant lui aussi ennemi du régime de Saddam Hussein, a affirmé que ce sont l'UPK et le CNI qui ont pris l'initiative de l'escalade.

ta-elf/tp/mfo

AFP /JO0245/081639

MAR 95



A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0360 4 I 0296 SUI /AFP-DR62

Irak-ONU-droits

L'Irak condamné devant la Commission des droits de l'homme à Genève

GENEVE (ONU), 8 mars (AFP) - L'Irak a été condamné mercredi par la commission des droits de l'homme à Genève pour sa violation "massive et extrêmement grave" des droits.

Trente-et-un pays ont approuvé la motion, seul le Soudan votant contre et 21 pays s'abstenant.

Le texte, lu par le représentant français et soutenu par l'Union européenne, les Etats-Unis, le Canada et le Japon étale une longue série d'atteintes, dressant selon la représentant irakien à la Commission "une image de mon pays qui part de mauvaises intentions, alors que l'embargo occidental a des conséquences très graves pour les Irakiens".

La résolution se déclare notamment préoccupée par le déplacement forcée de centaines de milliers de civils irakiens et la destruction de villes et villages.

Dans la région des marais (sud), la poursuite des opérations militaires et de vastes travaux d'assèchement ont provoqué une détérioration contraignant des milliers de personnes à se réfugier en Iran, constate la résolution.

La commission demande que le gouvernement mette fin à la répression contre des Kurdes irakiens et qu'il coopère au recensement des champs de mines dans le Nord de la région kurde.

Constatant que le gouvernement est responsable de ce que partout règnent la répression et l'oppression - tortures, exécutions sommaires, châtiments cruels - la commission demande à Bagdad d'éclaircir le cas de disparitions de Koweïtiens et d'indemniser les familles de personnes mortes en cours de détention.

Elle souhaite enfin que soit rétablie l'indépendance du pouvoir judiciaire et que le comportement des services de sécurité soit désormais conforme aux normes internationales.

gl/jmc

AFP /JO0245/081341

MAR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0347 4 I 0170 CHY /AFP-KG39

Irak-Kurdes

Les Kurdes auraient tué 200 soldats irakiens mercredi, selon l'UPK

NICOSIE, 9 mars (AFP) - Les combats entre l'armée irakienne et les forces de l'opposition kurde auraient fait quelque 200 tués parmi les troupes de Bagdad, selon une source de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani).

Le représentant de l'UPK en Europe a affirmé jeudi à l'AFP que les combats à la lisière du Kurdistan irakien échappant au contrôle de Bagdad s'étaient soldés mercredi par la mort de 200 soldats irakiens et la capture de 200 autres à 12 km de la ville de Kirkouk tenue par les troupes de Bagdad.

L'UPK avait indiqué mercredi soir avoir pris "le contrôle du 53e régiment d'artillerie et son quartier général et saisi seize canons de 152 mm et deux batteries de DCA, et fait prisonniers plusieurs militaires".

L'UPK avait également fait état de combats opposant ses forces et celles du Congrès national irakien (CNI, coalition d'opposition) à l'armée irakienne au sud-ouest de Suleimanieh.

ea/ms

AFP /JO0245/091300

MAR 95

De notre envoyé spécial en Turquie, Henri Guirchoun

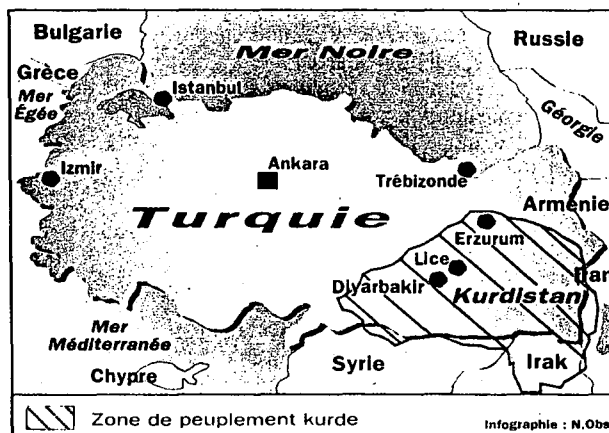
# Kurdes : les bourre

*Le gouvernement turc, qui veut à tout prix accrocher son wagon au train de l'Europe démocratique, mène dans son arrière-cour du Sud-Est anatolien une « guerre totale » contre la population kurde et privilégie la répression massive au détriment de toute tentative de dialogue*

**L**e 5 janvier dernier, à 1 heure du matin, Hikmet et sa femme dorment profondément quand on tambourine à la porte. Des coups violents, des voix qui s'interpellent, un brouhaha dans l'escalier. A peine Hikmet a-t-il le temps de se lever que la porte d'entrée vole en éclats. Une quinzaine de policiers font irruption dans l'appartement, tous en civil : ce sont les fameux « rambos » des brigades spéciales antiterroristes.

En quelques minutes, l'appartement est mis sens dessus dessous, les matelas arrachés, les meubles fracassés, la bibliothèque renversée. Puis, menottes aux poignets, c'est le départ vers le siège de la brigade antiterroriste. A peine arrivés, on les conduit dans une cave, et l'attente commence : debout face à un mur sur lequel il est interdit de s'appuyer, les yeux bandés et silence obligatoire. A la fin de la matinée, ils sont conduits dans de minuscules cellules individuelles, les yeux toujours bandés. Plus tard, dans l'après-midi, un gardien vient chercher la femme. Fou d'angoisse, Hikmet ressasse les scénarios les plus noirs. Autour des cellules, le mouvement est incessant. On vient chercher des gens, on en ramène d'autres, qui sanglotent et geignent pendant des heures. La soirée est déjà avancée lorsque le tour d'Hikmet arrive. « *En route pour un petit tour en bas* », lui lance, gouguenard, un garde qui le pousse en avant, en prenant bien soin de resserrer le bandeau qui l'aveugle. « *En bas* », d'après leurs voix, ils sont quatre ou cinq à l'accueillir par une bordée d'insultes. Bourrades, hurlements à l'oreille, on l'installe sur une chaise, c'est la mise en condition. « *On a les preuves, des livres interdits ont été trouvés chez toi. On te connaît, tu appartiens à l'Organisation. Signe ta déposition, enjoiré !* »

A 32 ans, marié, sans enfants, Hikmet vit une partie de l'année à Istanbul, l'autre à Malatya, une petite ville de ce Sud-Est anatolien où l'état d'urgence est instauré depuis dix ans déjà. Dix années d'une guerre totale menée par l'État turc, son armée, sa gendarmerie et ses brigades spéciales, près de 300 000 hommes au total, contre les 12 000 à 15 000 guérilleros marxistes-léninistes du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, qui a opté pour la lutte armée depuis le mois



**Manifestation contre l'arrestation de militants kurdes. Entre le début de l'année 89 et août 94, 2 689 personnes ont été torturées dans les locaux des forces spéciales antiterroristes.**

d'août 1984. Un conflit qui aurait déjà fait plus de 14 000 morts.

Hikmet est chômeur, comme de nombreux jeunes de cette région qui demeure la plus déshéritée de Turquie. Il survit comme il peut, grâce à de petits boulots à la journée ou en vendant des bricoles par-ci par-là. Est-il membre du PKK ? Soutient-il le terrorisme ? Souhaite-t-il l'établissement d'un État indépendant ? Rêve-t-il au moins d'un Kurdistan libre ? Hikmet admet qu'il a un temps flirté avec les idées de l'extrême-gauche, au début des années 80, et qu'il a sans doute été fiché au moment des grandes rafles du dernier coup d'État militaire. Pour lui, c'est du passé. Aujourd'hui, son seul objectif est de trouver un emploi

stable. Son rêve : fonder une vraie famille, avec des enfants qui ne manqueraient de rien et qui ne seraient pas réveillés la nuit par le vrombissement des avions ou par le passage des tanks. Mais Hikmet est l'un des 12 millions de Kurdes de Turquie, qui plus est un Kurde du Sud-Est, ce qui est suffisant pour faire de lui un suspect potentiel, un criminel probable.

« *Signe, salopard !* » Sous une pluie de coups, on le déshabille entièrement, puis, les mains liées dans le dos, on le pend par les bras. A intervalles réguliers, un mécanisme le repose au sol sur la pointe des pieds puis l'élève de nouveau en l'air. A chaque évanouissement on l'asperge d'eau glacée, et ça recommence. Cela s'appelle « l'hélicoptère ». A la fin de la séance, nouvelle volée de coups sur les parties génitales. Et on le plaque sur un sol humide et gluant, vraisemblablement recouvert d'excréments. « *Dis-nous la vérité et on arrête. Simon...* » Retour en cellule. Pour environ deux heures. Et un autre gardien arrive : « *Tu vas en haut maintenant, ils t'attendent.* » Toujours les mêmes questions et les mêmes aveux qu'on tente de lui arracher. Hikmet entend une machine à écrire et comprend qu'« en haut » il s'agit d'une salle d'interrogatoire plus conventionnelle. Hélas, devant son refus de céder, le verdict tombe : « *En bas !* » Cette fois, après « l'hélicoptère », les bourreaux passent à une autre technique : le maintenant fermement au sol, on le frappe sur la plante des pieds jusqu'à ce que la peau éclate. Puis, pour raviver la douleur, on lui trempe les pieds dans de l'eau salée. C'est la

# aux de Diyarbakir



*falaka*, une très ancienne torture ottomane. De temps en temps, un gardien lui broie les testicules pendant qu'un autre tente de le violer avec sa matraque. Pour ne pas devenir fou, Hikmet s'applique à compter mentalement, mais très vite il perd le contrôle. Quand il est au bout du rouleau, on le reconduit en cellule, où il demeure parfois une demi-journée. Et les séances reprennent : « en haut », « en bas », pendant une semaine.

Au matin du neuvième jour, un médecin l'examine superficiellement et rédige un rapport précisant que son état est normal, bien qu'il ne puisse plus bouger le bras droit. Puis on le conduit d'abord chez le procureur, qui l'incolpe pour appartenance à une organisation terroriste, et ensuite chez le juge, qui décide de le laisser en liberté jusqu'au procès. C'est en rentrant chez lui qu'il apprendra que sa femme a elle aussi été libérée...

« Il n'y a pas d'exception. Tous les détenus sont systématiquement torturés », assure M<sup>e</sup> Sezgin Tanrikulu, vice-bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est anatolien. « Avec

**Opération de maintien de l'ordre dans le Sud-Est anatolien. La Turquie supporte de moins en moins une guerre qui, dans un pays rongé par le chômage et l'inflation, a coûté près de 7 milliards de dollars l'an dernier.**

*l'état d'urgence, un suspect peut être placé en garde à vue pendant trente jours. Quand ensuite nous apprenons qu'il est encore en vie, eh bien, nous sommes déjà très heureux.* » Attablés un peu à l'écart dans la salle de restaurant de cet hôtel Demir qui grouille de policiers en civil, M<sup>e</sup> Tanrikulu et son ami le docteur Necdet Ipeyuz, secrétaire de l'Ordre des Médecins du canton, décrivent d'une voix égale cette horreur qui est leur lot quotidien depuis plus de dix ans : les 4 000 détenus de la prison de Diyarbakir ; les 3 000 assassinats non élucidés, dont 174 l'année dernière ; les cinq médecins, les quatre avocats tués en deux ans, les trente autres qui ont été arrêtés, emprisonnés, torturés. Et les

villages brûlés, les dispensaires fermés pour raison de sécurité, les enfants victimes de troubles psychologiques, les femmes qui n'ont plus leurs règles.

Le docteur Ipeyuz évoque aussi les nombreuses pressions dont sont victimes les médecins, qui doivent sous la menace signer des rapports d'expertise taisant des signes évidents de torture. Etat de non-droit. Procès scandaleux. Justice inique. « Un jour, un médecin de garde à l'hôpital soigne un patient qui souffre violemment d'hémorroïdes. Quelques semaines plus tard, la police vient l'arrêter et l'accuse d'appartenir à une organisation terroriste : son patient aurait été membre du PKK... » La conversation est ponctuée par le survol incessant des hélicoptères.

A Diyarbakir, cette ville qui suinte la méfiance et la peur, où personne ne parle aux étrangers par crainte des représailles de la police et où tous les correspondants des grands journaux d'Istanbul portent une arme, la liberté de ton de Sezgin Tanrikulu et de Necdet Ipeyuz a de quoi surprendre. Tous deux appartiennent à l'Association des

Droits de l'Homme de Turquie, et M<sup>e</sup> Tanrikulu est aussi le défenseur de Mehdi Zana, l'ex-maire de la ville, dont le livre-témoignage sur plus de quinze années passées en prison a eu un impact international (1). « Certes, nous sommes des cibles. Mais nous ne pouvons à la fois exiger la liberté d'expression et nous taire, disent-ils. La liberté de parole, c'est fondamental. Le reste, une presse libre, le droit d'apprendre le kurde à l'école, les droits culturels auxquels aspirent les Kurdes de Turquie, s'imposera ensuite naturellement. »

Evidemment, à l'entrée de la ville, dans le vaste complexe qui abrite le quartier général des forces de sécurité, Unal Erkan, le super-préfet des treize provinces du Sud-Est placées sous l'état d'urgence, reprend sans états d'âme le credo du kémalisme pur et dur : « Nous luttons contre une organisation terroriste, pas contre la population. Savez-vous qu'il y a 5 millions de mariages mixtes kurdo-turcs en Turquie, et qu'au parlement un tiers des députés sont d'origine kurde ? Non, croyez-moi, il n'y a pas plus de problèmes avec les Kurdes qu'avec les Laz de la mer Noire ou les Circassiens, ce sont des Turcs comme les autres. » Sur les violations des droits de l'homme, sur les tortures et les assassinats, mêmes certitudes : « Il y en a, comme ailleurs, mais l'Etat n'y est pour rien, au contraire. Pourquoi ces grandes organisations internationales qui multiplient les rapports accablants à notre égard ne s'interrogent-elles jamais sur certains pays voisins comme la Syrie, Chypre ou la Grèce qui abritent et qui arment ces terroristes ? »

En poste depuis quatre ans, monsieur le super-préfet préfère dresser un bilan : 4 000 terroristes abattus l'année dernière... « Nous contrôlons à cent pour cent les villes. Depuis les massacres perpétrés contre des civils, des enseignants, des villageois, les gens rejettent les terroristes, affirme-t-il en montrant des photos de femmes et d'enfants qui auraient été tués par le PKK. La preuve : ils ne parviennent plus à mobiliser que des adolescents, de plus en plus jeunes. »

Le gouvernement turc serait-il en passe de remporter cette « guerre totale » contre la rébellion,



**Dans un village après un massacre attribué aux guérilleros kurdes. « Les villageois tués sont des gardiens de village armés et achetés par l'Etat », dit le PKK.**

pour reprendre l'expression du Premier ministre Tansu Ciller, qui avait pourtant annoncé des mesures d'apaisement au début de son mandat ? Rien n'est moins sûr. Pour s'en convaincre, il suffit d'emprunter l'un de ces minibus qui relient Diyarbakir aux villes des environs. Là, sur ces routes de Mésopotamie, malgré les innombrables points de contrôle de l'armée, malgré la peur, les langues se délient. « Ils barrent les routes pour que vous ne puissiez pas voir nos villages brûlés et les familles expulsées. Pas pour votre sécurité, dit un vieil homme chassé de Lice, il y a deux ans, lorsque l'armée a bombardé la ville. L'Organisation ne tue pas les gens, ce sont les rambos des forces spéciales qui se vengent sur nous. » Et tous de dénoncer les groupes islamistes qui multiplient les assassinats : « Le Hezbollah, ça n'existe pas, c'est une invention de la police. On l'appelle entre nous le Hezbo-Contra. » Mais tout de même, ces enseignants, ces villageois massacrés par le PKK ? « Ces instits qui battent nos enfants

parce qu'ils parlent le kurde sont pires que des flics, ils veulent détruire nos racines, explique à son tour le chauffeur du bus, et les villageois tués sont des gardiens de villages armés et achetés par l'Etat, des traitres ! »

A Ankara, Dogü Ergil, un professeur de sciences politiques qui vient d'achever une étude socioéconomique sur le Sud-Est anatolien, le confirme : « La plupart des gens de la région ne sont pas séparatistes et restent conscients qu'un Etat kurde ne serait guère viable face à la convoitise de ses voisins turc, irakien, iranien ou arménien. Mais dans leur esprit le PKK prend une sorte de revanche sur un gouvernement qui nie depuis toujours leur identité. » Cette étude, qu'il a

d'ailleurs réalisée pour le compte de l'Union des Chambres de Commerce, traduit bien le malaise croissant de la société civile turque à l'égard de cette guerre. A commencer par le grand patronat, qui s'inquiète de son coût - environ 7 milliards de dollars l'an dernier -, difficile à supporter pour une économie rongée par le chômage, l'inflation galopante et la dette extérieure. Et qui supporte de plus en plus mal les critiques de la communauté internationale et les pertes de marchés, notamment européens, qui peuvent en découler. « Alors que l'ensemble du secteur privé souhaite régler cette question kurde de façon démocratique, une classe politique et une bureaucratie complètement dépassées la gèrent en dépit du bon sens, estime par exemple Emre Gonem, secrétaire général de la très officielle Fondation pour le Développement économique. Allons-nous laisser la Turquie remplacer l'Afrique du Sud en matière de condamnations internationales ? » Mais n'est-il pas déjà trop tard ?

En intensifiant la répression, l'Etat turc a certes réduit la guérilla des montagnes, mais il a en même temps littéralement poussé dans les bras du PKK une population qui fuit les villages anatoliens pour gagner les grandes villes de l'Ouest. De plus, l'année dernière, en emprisonnant les députés kurdes du Parti démocratique, il a aussi ruiné pour longtemps l'espoir de trouver un interlocuteur plus modéré que le PKK, qui est tout de même davantage un modèle d'opportunisme que de démocratie ou de tolérance, et qui est d'ailleurs coraqué, entre autres, par la Syrie. Ainsi, par exemple, à ceux qui lui reprochaient de ne jamais condamner certaines actions criminelles de la rébellion, l'écrivain Yachar Kemal, lui-même inculpé, répond : « Je ne dirai de mal du PKK que lorsque j'aurai aussi le droit d'en dire du bien ! »

Récemment, les chaînes de télévision privées ont pu organiser de nombreux débats, très largement suivis et souvent fort honorables, sur la question kurde ou sur celle de l'Etat-nation. Mais en associant systématiquement les revendications identitaires des Kurdes au terrorisme, le pouvoir militaro-politique turc alimente dans l'opinion publique un racisme antikurde qui risque de devenir explosif. Quand, il y a quelques semaines, sur un pont d'Istanbul, les forces de l'ordre ont scandaleusement chargé une manifestation de femmes et d'enfants tchéchènes qui protestaient contre la politique de Moscou, le commissaire de police responsable a été sanctionné. « Je ne savais pas, a-t-il dit pour s'excuser, je croyais que c'était encore des Kurdes... »

**HENRI GUIRCHOUN**

(1) « La Prison n°5 », Arléa, 1995.

## Les hauts lieux de la torture

*Le bilan de quinze ans de violations des droits de l'homme en Turquie*

Pendaison, asphyxie, brûlures, simulacre d'exécution, chocs électriques, viols, mauvais traitements collectifs et menaces sexuelles devant les proches, ingestion forcée d'eau salée ou d'excréments... Dans son dernier rapport sur la torture et les disparitions enregistrées entre 1980 et 1994, la Fondation des Droits de l'Homme de Turquie dresse la liste des différentes méthodes utilisées systématiquement par les services turcs de sécurité. Entre le début de l'année 1989 et le mois d'août 1994, elle relève les cas précis et clairement identifiés de 2 689 personnes, dont 433 femmes et 78 enfants, torturés dans les locaux des forces spéciales antiterroristes, de la gendarmerie, dans les commissariats, les prisons, ou dans des lieux inconnus. Précisons que parmi les centres de torture les plus redoutables figurent : à Istanbul, le QG de la brigade antiterroriste, dit Gayrettepe ; à Ankara, le siège de la direction de la police, dit DAL, sur la route de

Samsun ; à Diyarbakir, le centre de renseignement de la gendarmerie, dit Gitem, le siège de la brigade antiterroriste, dans le quartier de Baglar, et le QG de la gendarmerie, à deux pas du bureau du super-préfet de toute la région.

La Fondation fait également état de la mort ou de la disparition de 420 personnes au cours de leur détention. Elle précise en outre que si un peu plus d'une centaine de ces disparitions se sont effectivement produites entre 1980 et 1983, c'est-à-dire pendant la période de la dictature militaire, les autres sont intervenues depuis le rétablissement de la démocratie, sous les gouvernements respectifs du président Demirel et de l'actuel Premier ministre Mme Tansu Ciller. Est-il utile de préciser que le courageux président de la Fondation, l'architecte Yavuz Onen, ainsi que son principal collaborateur, Fevzi Argun, ont été inculpés de propagande séparatiste ?

H. G.

## Erleichterung der Türkei über die Zollunion Gestärkte Position der Ministerpräsidentin Tansu Ciller

Die Unterzeichnung der Zollunion mit der Europäischen Union ist in der Türkei auf breite Zustimmung gestossen. Mit Ausnahme der islamistischen Wohlfahrts-Partei (Refah) sowie nationalistischer Kreise begrüssen alle Hauptakteure der türkischen Politik den Schritt in Richtung Europa. Umstritten ist, welche politischen Konzessionen die Türkei für eine Ratifizierung des Vertrags durch das Europäische Parlament im Oktober zu erbringen hat.

Neue Zürcher Zeitung  
INTERNATIONALE AUSGABE

Mittwoch, 8. März 1995 · Nr. 56

ey. Istanbul, 7. März

Die Unterzeichnung der Zollunion am Montagabend hat die angeschlagene Position der türkischen Ministerpräsidentin Tansu Ciller gestärkt. Selbst Kommentatoren, die sonst den Stab über sie brechen, schreiben den Erfolg dem Einsatz der Regierung Ciller und ihrer unermüdlichen Telefondiplomatie zu. Im Dezember 1994 war die Unterzeichnung der Zollunion wegen der Menschenrechtslage in der Türkei um drei Monate aufgeschoben worden. Zuletzt hatten neue Forderungen Griechenlands in der Türkei Zweifel aufkommen lassen, ob der Termin am Montag eingehalten werden kann.

### Wütende Islamisten und Nationalisten

In einer Rede an die Nation, die am späten Montagabend vom türkischen Staatsfernsehen und von privaten Sendern übertragen wurde, sprach die Ministerpräsidentin von einem historischen Tag und einem Wendepunkt in der Geschichte der modernen Türkei. Nach dem Assoziierungsvertrag aus dem Jahr 1963 habe sich jetzt für die Türkei eine Sehnsucht erfüllt. Die Ministerpräsidentin hob die positiven wirtschaftlichen Folgen der Zollunion hervor, die am 1. Januar 1996 in Kraft treten soll. Die Erneuerung werde die gesamte Gesellschaft erfassen. Die Türkei akzeptiere nicht, als zweitklassig an den Rand Europas verwiesen zu werden. Der voraussichtliche neue Partner in der Regierungskoalition, der Vorsitzende der fusionierten sozialdemokratischen Partei CHP und frühere Aussenminister Cetin, präzierte diese Aussage mit den Worten, das Ziel der Türkei bleibe weiter die volle Mitgliedschaft in der EU. Wasser in den Wein der Regierung schüttete der bürgerliche Oppositionsführer Yilmaz mit seiner Bemerkung, dass Brüssel mit der Unterzeichnung am Montag nur bestehende Verpflichtungen gegenüber der Türkei erfüllt habe.

Die zahlreichen Hausaufgaben, welche die Türkei bis zur Ratifizierung der Zollunion durch das Europäische Parlament im Oktober zu erledigen hat, trüben das Hochgefühl der Regierung noch nicht. Seine Zustimmung zur Zollunion macht das Europäische Parlament weiter von Fortschritten der Türkei in der Beachtung der Menschenrechte und von einer friedlichen Beilegung des Kurdenkonflikts abhängig. Mit diesem Rückenwind fordern türkische Menschenrechtler, wie der Istanbul-CHP-Abgeordnete Krakas, bis September ein umfassendes Demokratisierungspaket zu verabschieden, das die Meinungsfreiheit garantiert. Der Parlamentspräsident Cindoruk hat jedoch bereits eine Amnestierung der acht zu hohen Gefängnisstrafen verurteilten ehemaligen Abgeordneten der kurdischen Partei DEP als mit den Gesetzen und der Verfassung der Türkei unvereinbar abgelehnt.

Im Oktober tritt voraussichtlich auch der Assoziationsrat erneut zusammen, um die Umsetzung der geforderten Anpassung wirtschaftlicher Gesetze an die Normen der EU durch die Türkei zu überprüfen. Dazu gehören etwa das Patentgesetz, das Gesetz zum Schutz von Markennamen und zum geistigen Eigentum sowie die Abschaffung der zahlreichen Subventionen. Vorab die Islami-

sten innerhalb der Wohlfahrts-Partei (Refah) wintern in diesen Massnahmen einen Verlust an nationaler Souveränität. Der Parteivorsitzende Erbakan vergleicht sie mit den Kapitulationen des Osmanischen Reiches. Oguzhan Asiltürk, der stellvertretende Vorsitzende der Refah, wirft der Regierung vor, Konditionen akzeptiert zu haben, welche die Türkei in eine Kolonie verwandeln. Seine Partei werde, einmal an der Macht, die Zollunion aufkündigen und statt dessen bilaterale Verträge schliessen. Die Kritik der Refah, ist nicht nur ideologisch begründet, sondern auch wirtschaftlich. Denn einfache Gewerbetreibende und Handwerker, deren Existenz seit der Liberalisierung in der Ära Özal gefährdet ist, sowie Binnenemigranten stellen zwei Drittel ihrer Wähler.

Die Zeitung «Vakit», die für den radikalen Flügel der Refah spricht, wirft der Regierung einen Ausverkauf der Türkei vor. Doch finden sich im religiösen Lager auch differenziertere Analysen. Fehmi Kuru, der Chefkolumnist der auflagenstärksten religiösen Tageszeitung, «Zaman», kann für die Türkei keinen Nachteil darin sehen, im vereinten Europa Platz zu nehmen. Denn Europa habe seine Prüfungen in Bosnien und Tschetschenien nicht bestanden, die Türkei könne aber als muslimisches Land, so Kuru, dieses Wertedefizit ausgleichen. Ferner ist die Türkei für ihn ein europäisches Land, lange habe das Osmanische Reich seinen Schwerpunkt in Europa gehabt.

Neben den Islamisten lehnen vor allem Nationalisten die Zollunion ab. Der Vorsitzende der «Demokratischen Linkspartei» (DSP), Bülent Ecevit, der 1974 als Ministerpräsident türkische Soldaten nach Zypern geschickt hatte, kritisiert die Zugeständnisse, die Griechenland der EU für die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit dem griechischen Teil Zyperns ab dem Jahr 1996 abgerungen hat. Riza Müftüoğlu, der Vizepräsident der Nationalistischen Bewegungspartei MHP, zieht indessen eine Zollunion mit den Republiken Zentralasiens oder eine Wirtschaftsgemeinschaft der Anrainerstaaten des Schwarzen Meeres der Zollunion mit der EU vor.

### Wirtschaftliche Folgen

Die türkische Wirtschaft reagierte indessen positiv auf die Zollunion. Der Index der Istanbul-er Börse erreichte eine neue Höchstmarke. Die Textil- und Bekleidungsindustrie, auf die knapp ein Drittel aller türkischen Ausfuhren entfallen, erwartet als Folge der Zollunion eine Verdoppelung ihrer Ausfuhren auf 10 Milliarden Dollar. Der Fall der Zollschränken soll aber vor allem den Wettbewerb in der türkischen Volkswirtschaft erhöhen und damit die lokalen Produzenten zu mehr Leistung und Qualität anspornen, nicht zuletzt durch die umfassende Anwendung des Patentrechts und des Gesetzes über den Schutz geistigen Eigentums. Ausländische Investoren aus Europa und Japan sollen Kapitel und moderne Technologien ins Land bringen. Der Anpassungsprozess wird durch Hilfen der EU in Höhe von 3,2 Milliarden Dollar, die auf fünf Jahre verteilt ausbezahlt werden, abgefedert. Denn zunächst werden unrentable Betriebe, die bisher von hohen Zöllen profitiert haben, schliessen müssen, und die Arbeitslosigkeit wird zunehmen.

# Officials say DEP case remains main hurdle to customs union assent

EU sources in Brussels say that DEP case could remain an obstacle to customs union ratification even if steps in democratization are taken in other areas

By Semih D. Idiz  
*Turkish Daily News*

BRUSSELS- Not wishing to put a damper on Turkey's "customs union celebrations" European officials and experts are nevertheless seriously cautioning Ankara against any "complacency" vis-a-vis the "human rights hurdle."

They are also indicating that the fate of the imprisoned pro-Kurdish deputies from the former Democracy Party (DEP) will remain the ultimate "acid test" in this respect.

Putting it very bluntly, senior officials from both the European Commission and the European Parliament have told the TDN that it would be very unlikely that the European Parliament would ratify Turkey's customs union decision with the EU as long as the deputies from the former DEP remained in prison.

They said that this would probably remain the case even if Turkey took some steps towards democratization and added that "the Parliament's resolve not to ratify could even strengthen if these steps were considered merely cosmetic or palliative."

Responding to criticism that the EU's human rights concerns in terms of Ankara appear to be related to the "Kurdish issue" and almost "dismissive" of other forms of violations in Turkey, these experts and officials counter that this is because the greatest human rights challenge for the Turkish government lies in the sphere of the "Kurdish issue."

"It is very meaningful that Mr. (Alain) Juppe, (Foreign minister of France and term president of the EU's council of ministers) should have made a specific reference to the

plight of the Kurdish deputies in announcing to the press that the decision to conclude a customs union with Turkey had been taken," one source from the European Parliament said.

According to this source, this on its own shows how "up front" the position of the DEP deputies is as far as Europe is concerned.

"The deprivation of the basic political rights of elected legislators is not something that any deputy in the European Parliament is prepared to accept," this source, who wished to remain anonymous because of his position as a senior civil servant, said.

"We are, of course, fully aware of other violations in Turkey in terms of torture or deprivation of basic human rights. But what attracts the attention of European deputies is the fact that the DEP deputies are elected representatives who have been tried by a court with extraordinary powers and thrown into prison for what we here in Europe would consider as merely expressing their political opinions," he said.

"You may or may not like this in Turkey but this is the situation here in Europe," he added.

When reminded that the situation the DEP deputies find themselves in today is due to an independent judicial process, the officials expressed serious doubts about the quality of this process.

One source appeared very well versed in the details of the indictment prepared by Ankara State Security Court Prosecutors against the DEP deputies, as well as the overall case which ended with the imprisonment of these deputies on the grounds that they had organic links with the Kurdistan Workers' Party (PKK).

This source said that he had "no intention of getting into a debate about the legal system in Turkey."

He added, however, that "given all its inconsistencies such an indictment would have been thrown out by any judge in Europe."

As for the view expressed by some on the Turkish side that even some minor steps in the direction of more democratization would help the process of ratification, the senior official from the European Parliament talking to the TDN was "adamant about the need to counter the simplicity of this argument."

"The position of the European Parliament is on record. Anyone who wants can go and see this for themselves. We have adopted resolutions laying down specific conditions for the resumption of dialogue between the European Parliament and the Turkish Parliament and for the assent of the European Parliament for the customs union," this official said.

He said that for the customs union to be ratified, it will require the "assent procedure." This means that an absolute majority of the deputies present in the plenary of the European Parliament will be required to agree to the ratification.

This, according to this official, makes the hurdle ever higher, especially if Turkey has not taken concrete steps in line with the European Parliament's demands concerning the subjects of its resolutions — the most important of which presently is the so-called "DEP case".

Under present circumstances there is no way that the parliament would give its assent. The European Parliament will most probably take this issue up in autumn. "This means that Turkey has been given time to correct the situation and enable assent to be given," this official said.

"In other words let us hope the DEP deputies are out by then," he concluded, almost as if to underline the "DEP-customs union ratification" linkage established by the European Parliament.

An EU expert, who agreed with many of these views, was Guy Vanhaeverbeke, a former Press and Information Director of the European Affairs, who has also given lectures at the University of Marmara in Turkey.

According to Vanhaeverbeke, it would be wrong to underestimate the European Parliament, especially when it has newfound powers which it enjoys exercising, as in the case where it almost refused to ratify Jacques Santer as president of the European Commission.

Vanhaeverbeke, a close follower of EU relations, expressed "delight" that the decision for the customs union had been taken, which he said came about because "the constructive elements" in these relations had won out."

He indicated, however, that this decision was basically a "Debut de Marriage" and that "the future would not come by itself."

Responding to a question where the DEP issue stands vis-a-vis the European Parliament, Vanhaeverbeke characterized it as a "priority issue that they had been trying to tell our Turkish friends about."

He said that the EU parliament is not singling out Turkey in this respect, adding that human rights has always been a main area of concern for this parliament. He said that the focus on this area of concern would probably increase not diminish now that the European Parliament has a greater sense of its powers.

"We have been asking our friends in Turkey to send certain (human rights and democracy) messages to the European Parliament which is sensitive to messages. These messages have not arrived yet but they have to arrive because we can not underestimate the European Parliament's readiness to assert itself," he said.

Vanhaeverbeke added that contrary to what some may be saying in Turkey, the European Parliament is not "anti-Turkish" by nature although there are deputies who fit this definition.

"The problem is that these non-friends of Turkey would not have an impact if there were not the cases that get noticed such as the DEP case or the harassment of Yasar Kemal," he said.

*Turkish Daily News*

THURSDAY, MARCH 9, 1995

Turkish Probe March 10,1995

## Human Rights Diary

### Human rights adviser resigns over torture

**report-** A Turkish government human rights adviser resigned on Thursday, complaining that the administration had blocked the release of a scathing report on torture he helped prepare. "The report is being prevented from publication," Nevzat Helvacı told Reuters after quitting as a member of the Human Rights Ministry Advisory Council. He said the report charged the security forces with "systematically torturing" detainees in their fight against Kurdistan Workers' Party (PKK) separatist terrorists. Turkey has been increasingly criticised by the West for its human rights record since the sentencing last December of eight Kurdish members of parliament for separatism and links with the PKK. The ministry's report is based on other recent reports from Western and Turkish human rights groups and the U.S. State Department. Its release was postponed indefinitely this week for the second time since its completion in early January. "Someone is blocking it but I don't know who it is," lawyer Helvacı said.

Prime Minister Tansu Çiller, Deputy Prime Minister Murat Karayalçın and Human Rights Minister Azimet Köylüoğlu were the only officials to have been sent copies of the report, he said. The State Department said last month that Turkey's human rights record "worsened significantly in 1994" while Amnesty International accused the security forces of committing daily human rights abuses. (Feb 24, Newspapers)

**IHD criticizes treatment of refugees-** Hüsni Ondül, the general secretary of the Human Rights Association, said in a press release that hundreds of Iranian and Iraqi refugees, living in very difficult conditions, have sought help from the Human Rights Association. Ondül said the plight of the refugees had been conveyed many times to the EU's Refugees Commission. Ondül said the refugees live in unhealthy lodgings, which has led to serious health problems in refugee families, and that they have no access to education services. In addition, he said, "Refugees are often put under arrest or forced to live under police pressure," Ondül said, adding that the association wanted to help improve the situation. (Feb 25, Turkish Daily News)

**Organizers of panel on 'Kurdish Problem' in court-** The State Security Court in Ankara on Friday continued hearing the case against the executives of the Human Rights Victims Solidarity Association (Mazlum-Der) for organizing a panel discussion on the "Kurdish problem." The prosecutor is charging the executives with separatist propaganda at the panel and is demanding prison sentences from two to five years. The association officials say their real aim was to organize a scientific panel which would debate the Kurdish problem and try to offer solutions. (Feb 24, Turkish Daily News)



Haluk Gerger, Fikret Başkaya

**IHD: 103 intellectuals in jail-** The Human Rights Association (IHD) released a report on Saturday from its Istanbul office which states that at present there are 103 journalists and other writers being held in Turkish jails for the crime of expressing their opinions, the Anatolia news agency reported. According to the report Ismail Beşikçi, Fikret Başkaya, Haluk Gerger, Mehdi Zanna and Yılmaz Odabaşı are among the jailed intellectuals. Since the beginning of the year 1,260 editions of newspapers and magazines have reportedly been seized and several TV and radio broadcasts banned. (Feb. 27, Turkish Daily News)

# Nouvelle bataille diplomatique entre Washington et Bagdad

## Bill Clinton est déterminé à maintenir l'embargo en l'état

LES ÉTATS-UNIS sont repartis en campagne - diplomatique - contre l'Irak, et le gouvernement de Bagdad n'épargne aucun effort pour contrer cette offensive américaine, tandis que l'armée irakienne fait de nouveau le coup de feu contre les Kurdes dans le nord du pays : jamais, depuis 1990, l'échéance du renouvellement des sanctions contre l'Irak n'aura donné lieu à tant de manœuvres.

Selon toutes les prévisions, le Conseil de sécurité des Nations unies, qui doit se réunir lundi 13 mars, reconduira une nouvelle fois, tel quel, l'embargo imposé à l'Irak. Le dirigeant de Bagdad n'ayant pas encore donné entière satisfaction à la commission spéciale de l'ONU qui veille au désarmement irakien, aucun pays - pas même la France et la Russie, favorables à un assouplissement et tenues en suspicion par les Etats-Unis - ne devrait proposer la levée, même partielle, des sanctions.

Le président américain, Bill Clinton, n'en a pas moins affirmé, jeudi 9 mars, que les Etats-Unis « insisteront pour que les sanctions soient maintenues jusqu'à ce que l'Irak observe toutes les clauses pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ». M. Clinton est convaincu que Bagdad « est décidé à reconstruire son stock d'armes de destruction massive ».

En réalité, chacun se prépare à des changements qui pourraient être proches si Bagdad décide d'accélérer les choses et de diviser sérieusement le Conseil de sécurité, en acceptant toutes les exigences de la commission chargée de le désarmer. En vertu du paragraphe 22 de la résolution 687 du Conseil, la levée de l'embargo pétrolier est en effet liée au seul désarmement.

Lors de sa dernière mission en Irak, en février, Rolf Ekeus, le chef de la commission, a fait état de lacunes dans les renseignements sur le programme d'armement biologique. C'est ce qu'il devrait réaffirmer, avant le 10 avril, dans un rapport écrit au Conseil. Une seule insuffisance suffit, explique-t-on de source diplomatique à Paris, pour justifier un maintien de l'embargo.

Mais les Etats-Unis semblent vouloir éviter à tout prix l'application à la lettre de la résolution 687 du Conseil de sécurité, qui entraînerait *ipso facto*

le retour du brut irakien sur le marché, aux dépens, forcément, des pays qui se sont partagés son quota depuis 1990, c'est-à-dire l'Arabie saoudite et le Koweït. C'est pourquoi Washington va au-delà des termes de la résolution 687 et exige de l'Irak, avant toute levée des restrictions pétrolières, de libérer les prisonniers koweïtiens, de restituer au Koweït des équipements militaires et civils qu'il a subtilisés et de respecter les droits de l'homme.

### MENACE DE VETO

Aussi, à la demande de M. Clinton, Madeleine Albright, la représentante des Etats-Unis auprès de l'ONU, a effectué, fin février, une tournée au cours de laquelle elle n'a pas hésité à brandir, pour la première fois, la menace d'un veto américain à toute initiative visant à assouplir l'embargo. « C'est une tournée préventive, qui vise aussi à rappeler le droit particulier que les Etats-Unis estiment avoir sur l'Irak », note un opposant irakien in-

Lors de sa tournée, M<sup>me</sup> Albright a entendu ses interlocuteurs répéter qu'ils soutenaient la position américaine. Néanmoins, plusieurs pays réclament tout haut que soient allégées les souffrances du peuple irakien. Ce fut le cas récemment du sultanat d'Oman, ainsi que de l'Indonésie, en sa qualité de président des non-alignés.

Les Etats-Unis font valoir, à juste titre, que les souffrances de la population irakienne peuvent être allégées si Bagdad accepte d'appliquer les résolutions 706 et 712 du Conseil. Celles-ci autorisent l'Irak à vendre du pétrole et des produits pétroliers, pour un montant ne dépassant pas 1,6 milliard de dollars, ce qui lui permettra de financer notamment l'achat de produits de première nécessité pour la population. L'opération devant se dérouler sous le contrôle strict de l'ONU, l'Irak a toujours rejeté les résolutions 706 et 712.

Selon le *Wall Street Journal*, Washington pourrait accepter d'« assou-

lémentairement employé à contrecarrer la démarche de M<sup>me</sup> Albright. Il a dépêché des émissaires dans plusieurs pays membres du Conseil de sécurité. Il multiplie les ouvertures en direction des hommes d'affaires étrangers afin de créer des groupes de pression pour la levée de l'embargo.

Samedi 11 et dimanche 12 mars, la première conférence pétrolière internationale depuis la fin de la guerre du Golfe devait être organisée à Bagdad, avec la participation d'une vingtaine de compagnies occidentales, parmi lesquelles Elf et Total, Veba (Allemagne), Agip (Italie), Repsol (Espagne), Neste Oy (Finlande). En revanche, aucun pétrolier américain ne sera officiellement présent à cette réunion au cours de laquelle doivent être tracées les grandes lignes de la future politique pétrolière de l'Irak.

Dans ce climat de tension entre Bagdad et Washington, une large fraction des partis de l'opposition, groupés au sein du Conseil national irakien (CNI), se livre à une agitation apparemment vaine. Le CNI affirme que la situation à l'intérieur du pays est de plus en plus critique pour Saddam Hussein, tant est grand le mécontentement populaire. Il est vrai que l'inflation est astronomique, que la population ne mange pas à sa faim et que la répression est terrible. Selon des voyageurs, le fils préféré de Saddam Hussein, le tout-puissant Oudaï, a même récemment été la cible d'un attentat manqué. Mais aucune source indépendante ne confirme une situation préinsurrectionnelle dans le pays.

Il est vrai aussi que de violents combats avaient opposé en février l'armée irakienne aux rebelles chiites dans le Sud, mais ils n'ont pas déstabilisé le régime. Le CNI et l'Union patriotique du Kurdistan affirment que la garde républicaine a lancé des attaques, au cours des derniers jours, contre les positions kurdes dans le nord de l'Irak. Mais comment accorder du crédit à ces affirmations lorsque l'autre grande formation kurde, le Parti démocratique du Kurdistan, affirme que les échanges de tirs ne sont que l'une des multiples flambées du conflit qui oppose les Kurdes à Bagdad depuis 1990 ?

Mouna Naïm

## Contacts entre sociétés françaises et militaires irakiens

L'hebdomadaire britannique *Jane's Defence Weekly*, dans son dernier numéro, affirme que des contacts secrets ont eu lieu en avril 1994 à Tunis entre des responsables de l'Organisation de l'industrie militaire (OIM) irakienne et de « hauts dirigeants » de quatre sociétés françaises « qui avaient eu des liens très étroits avec les industries militaires irakiennes avant l'invasion du Koweït en août 1990 ». Selon la revue, la délégation de l'OIM cherchait à acquérir un haut-fourneau à des fins militaires, probablement pour une usine de fabrication de missiles. Le *Jane's* dit ignorer si un accord a été conclu, mais affirme que des contacts similaires ont été entrepris avec des entreprises autrichiennes, italiennes et russes. S'ils ont réellement eu lieu, ces contacts - à la différence de ceux qu'entreprennent d'autres sociétés, pétrolières notamment, dans la perspective de la levée de l'embargo - seraient vains dans la mesure où le désarmement de l'Irak, imposé par l'ONU, est illimité dans le temps.

dépendant. « C'est une campagne destinée à la consommation intérieure [américaine], dans la mesure où le dossier irakien est le seul bon point de politique étrangère de l'administration Clinton et le seul qui fasse l'unanimité des démocrates et des républicains », estime un diplomate français.

Mais ce n'est pas tout. De plus en plus de voix se font entendre pour demander un allègement de l'embargo pétrolier, une fois que l'Irak sera plié aux conditions requises.

« plir les conditions de la vente » du pétrole irakien, d'augmenter le volume de celle-ci et, « sous certaines conditions, de modifier les procédures de contrôle ». Mais les choses ne sont pas si simples, explique un diplomate. Une résolution n'est pas modifiable au gré des humeurs de tel ou tel autre membre du Conseil de sécurité. C'est du reste en vertu de ce principe que le Conseil se doit d'appliquer l'article 22 de la résolution 687, si l'Irak satisfait toutes les exigences.



## Kurdistan Socialist Party seeks peaceful solution to Kurdish question

PSK communique also says that the PKK's aim of a Kurdistan 'parliament in exile' cannot work

By Sinan Yılmaz

*Turkish Daily News*

ANKARA - The Europe-based Kurdistan Socialist Party (PSK) seeing peaceful means as the only way to find a solution to the Kurdish question, appealed to international organizations to stop economic and military aid to Turkey, which the party said "is insisting on a military solution to the Kurdish problem". The PSK, led by Kemal Burkay, held its 4th congress between Feb. 11 and 17 and in the final communique of the congress issued a set of proposals to settle the Kurdish problem.

The communique stated that the Turkish government's insistence on a military solution has deadlocked the regime in this country which is being dragged into darkness. "The lost lives cannot be measured in money.

This war only gives pain and bitterness to the people. It is at the cost of youngsters, defenseless civilians, women and children losing their lives while thousands are being left crippled," the communique stated.

The PSK statement claimed that Turkey is at a crossroads between "peace or barbarianism". It went on to say "We have to make our choice and this choice should be to the benefit of civilized people", adding that Turks and Kurds could con-

tribute to live like brothers within the present borders. The final communique of the congress reiterated the proposal of a Kurdish-Turkish federation as a peaceful solution to the problem while it also called for a political and peaceful struggle for the cause.

It drew attention to the difficulties arising from an armed struggle for achieving national liberation. "Our party had drawn the close link between the liberation of the Kurdish people and democratization of Turkey since the very beginning and proposed a federation," the communique said, calling at the same time for an opening of legal ways for the party to freely defend their cause on a political platform.

The communique stated the following proposals for solving the Kurdish problem: An immediate cease fire should be made and the way to peaceful dialogue be opened, the tension should be reduced with a general amnesty, the state of emergency as well as the regional governor and village guard system should be ended, contra-guerilla and overt and covert organizations used in special warfare should be abolished, free expression and organization should be implemented and parties with Kurdish identity should be able to freely function, inhabitants of the evacuated and burned villages should be able to return

to their homes and given compensation, the 1982 Constitution should be amended and replaced with a fully democratic constitution which guarantees rights and liberties and recognizes the Kurdish identity.

The communique claimed that there is a "terror regime" in Turkey and the country therefore should not be admitted to the European Union. PSK also called the international organizations like the UN, NATO, OSCE and the Council of Europe to stop economic and military aid to Turkey.

The PSK communique claimed that the Kurdistan "parliament in exile" which the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) is striving to establish cannot work.

"Such institutions should be formed by the joint endeavor of national forces. Only one group is trying to achieve a fait-accompli by trying to establish a "national parliament" which does not represent the national movement as a whole, nor the will of our people.

They cannot therefore respond to the expectations. These efforts cannot go beyond hasty moves which aim to serve the organizational interests of narrow cadres, and harm from the very start the national institutions that may come onto the agenda," the communique concluded.

# Former DEP deputy Ali Yiğit talks to Senator Dole about Kurdish Parliament

## Madame Mitterrand to visit Washington for Kurdish cause; Yiğit claims he'll meet Boutros-Ghali too

By Uğur Akıncı  
*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Ali Yiğit, ex-DEP (Democracy Party) deputy from Mardin who is visiting Washington for the second time within the last six months, met Friday with US Senate Majority Leader Senator Bob Dole (R-Kansas); Rep. Joseph P. Kennedy II (D-Massachusetts); and Esteban E. Torres (D-California). Ali Yiğit, accompanied by Dr. Şerif Vanlı, Director of the Kurdish Institute of Berlin; and a representative from AKIN (American Kurdish Information Network), also held a meeting on Capitol Hill with the staff members of the US committee of OSCE (Organization for Security and Cooperation in Europe). Rep. Chris Smith (R-New Jersey), co-chairman of OSCE, did not attend the meeting.

Yiğit and Vanlı were planning to fly to California over the weekend. When they come back next week, they will participate on March 16 in an invitation-only round-table discussion hosted by the International Human Rights Law Group and moderated by attorney Steven M. Schneebaum of Patton, Boggs & Blow, one of Washington's most prominent law and lobbying firms with close ties to the Democratic establishment.

Schneebaum has moderated another similar panel when Yiğit visited Washington last Fall with Remzi Kartal.

TDN learned that the so called Kurdish Parliament-in-Exile formed the focus of all the meetings Yiğit and Vanlı had with Dole, Kennedy, Torres, as well as the OSCE staff.

Yiğit said that the parliament in preparation was not a threat to Turkish territorial integrity in any way. It was an "all inclusive" body aiming to bring all Kurds together under one symbolic roof and "bringing the struggle to Kurds living outside Kurdistan."

Even the Alawis — who are not Kurds or Sunnis like the Kurds — and Assyrians will be participating in the Kurdish parliament, Yiğit said. The parliament would also send a representative to Northern Iraq.

Since, as former DEP deputies, they were already elected by the voters of southeast Turkey, Yiğit said he and all his deputy friends who fled Turkey last summer will automatically be members of the Kurdish parliament.

Yiğit could not say for sure when or where the formation of the parliament would be announced to the public.

One question that was directed at Yiğit during his contacts was the status of the PKK (Kurdish Workers Party), which has been declared by senior US admin-

istration officials as a terrorist organization.

Yiğit said the PKK is the "most popular organization in the region" and thus it naturally had a "commanding influence." "No political solution is possible without the PKK at this point," he said and admitted that PKK would be represented within the Kurdish parliament.

He added that President Clinton had already met with Gerry Adams of the IRA related Sinn Feinn and Yasser Arafat of the PLO — both of whom were once also called terrorists by the US administration.

When somebody reminded Yiğit the opposition put up to the idea of a Kurdish parliament by Kemal Burkay, known as a "moderate Kurdish leader," Yiğit dismissed the importance of the issue. He said the preparatory committee has 23 members and Burkay is only one of them.

An informed TDN source who wished to remain anonymous said that the purpose of Yiğit's visit was "not to let people forget the Kurds and their cause." In that context, Yiğit asked the US Congressmen to keep the Turkish human rights violations in mind before giving any arms to Turkey.

Yiğit told the Congressmen he met Friday that he was going to meet with UN Secretary General Boutros Boutros-Ghali on March 20, the day before he is said to hold a press conference in New York and participate in Newroz celebrations.

Turkish officials in Washington discredit the claim and consider it as another piece of transparent disinformation engineered by pro-PKK sources who would like to pretend that they have the ear of as highly placed an authority as the UN Secretary General.

In another related development, TDN has learned that Madame

Danielle Mitterrand, the outspoken wife of French President Francois Mitterrand, will be visiting Washington within the next ten days to hold a series of meetings to advance the "Kurdish cause" on the Capitol Hill.

The highlight of Mitterrand's visit will be the release of a "Kurdish Report" prepared to draw attention to the situation of Kurds not only in Turkey but Iraq, Iran and Syria as well. Mitterrand's trip is financed by a French organization called "Mitterrand Foundation."

The US Congressional Human Rights Foundation, which is not officially related to the US Congress despite what the name suggests, is one of the parties arranging Mitterrand's contacts in Washington.

TDN has learned that the office of Rep. John Porter, an Illinois Republican and the chairman of Congressional Human Rights Caucasus, has arranged a meeting for Mitterrand at the US Congress on March 22. Mitterrand is expected to release the "Kurdish Report" at that meeting.

Some Turkish observers claim that Mitterrand's visiting Washington while Ali Yiğit and members of Berlin Kurdish Institute are also visiting the United States can not be just a coincidence. Porter will also meet with Yiğit next week, just like Rep. Eliot L. Engel (D-New York).

Yiğit reportedly also tried to get an appointment from Rep. Ben Gilman (R-New York), chairman of the House International Relations committee, as well as the US State Department, without any results.

State Department spokeswoman Christine Shelly left unanswered a question asked her Friday by a Turkish journalist concerning the type of visa the US government has given to Ali Yiğit.

ouest france . 11 - 12 mars 1995

Des milliers de Kurdes en prison pour délit d'opinion

## Une mission rennaise en Turquie

**Dimanche une mission de cinq Rennais dont quatre étudiants s'envole en Turquie. Son but : observer la situation actuelle du peuple Kurde. Elle se rendra à Diyarbakir, une ville dont le maire et sa femme sont en prison pour délit d'opinion. Edmond Hervé apporte son soutien à la mission.**

La Turquie frappe régulièrement aux portes de l'Union européenne. Il y a quelques jours, ce pays déjà membre du Conseil de l'Europe et de l'OTAN a sollicité « l'approfondissement de son association » à l'Europe. Dans ce cadre un accord d'union douanière avec l'Union européenne a été signé. « Je me félicite d'un tel accord, commente Jean Raux, adjoint aux affaires internationales de la ville. Mais cet accord doit être approuvé par le Parlement de Strasbourg qui devra vérifier s'il est applicable au regard de l'attitude de la Turquie sur le respect des Droits de l'homme. Or si bon soit cet accord, il ne paraît aujourd'hui compatible avec la situation intérieure turque. »

En effet depuis plusieurs années, le gouvernement turc réprime de manière sanglante la minorité kurde vivant sur son territoire. Plus de 3 000 villages kurdes ont été détruits. Des milliers d'intellectuels kurdes crouissent dans les prisons pour délit d'opinion. Assassinats, jugements sommaires, déportations sont le lot quotidien des Kurdes vivant en Turquie. « Tous les ingrédients d'un génocide sont là » assure André Métayer le chef de la mission.

### Un ami en prison

La ville de Rennes a des liens particuliers avec les Kurdes de Turquie. Edmond Hervé a accueilli à Rennes Medhi Zana, ancien maire de Diyarbakir (1). La ville lui avait même offert des anciens bus désaffectés. Peu à peu des liens d'amitié se sont tissés entre les deux hommes. Ayant pris des positions en faveur du peuple



André Métayer (à gauche) accompagné de Vincent Fauvel, vice-président étudiant de Rennes 2, Renan Le Louarn, administrateur du CROUS, Nicolas Letellier de Rennes 1 et Muriel Desfontaine, étudiante en lettres modernes et Jean Raux (à droite).

Kurde et des Droits de l'homme, Medhi Zana a été condamné à plusieurs reprises à de lourdes peines de prison. Il est actuellement détenu ainsi que son épouse, député au parlement turc. Aussi Edmond Hervé a-t-il accredité la mission qui se rend sur place à la fois pour protester contre le sort réservé aux Kurdes et aussi apporter son témoignage de « réconfort et de solidarité » à Medhi Zana et son épouse. « La Ville compte donner une large publicité au retour de la mission effectuée par ses concitoyens » confirme Jean Raux.

En fait c'est la deuxième fois que ce groupe se rend en Turquie. « Nous allons y retrouver d'autres missions veues de toute l'Europe à l'occasion du Newroz, le nouvel an Kurde. Notre présence sur place est le moyen d'affirmer l'attention que portent les citoyens européens aux Droits de l'homme dans ce pays » explique André Métayer.

François DANCHAUD.

(1) Medhi Zana. La prison numéro 5, onze ans dans les geôles turques. Préface d'Elie Wiesel. Éditions Arléa. 85 francs.

FRS0964 4 I 0176 TUR /AFP-TQ68

Turquie-Kurdes

Reconduction de l'état d'urgence dans le sud-est anatolien à majorité kurde

ANKARA, 14 mars (AFP) - Le parlement turc a reconduit mardi soir pour quatre mois, à compter du 19 mars, l'état d'urgence dans le sud-est anatolien à majorité kurde, théâtre d'affrontements entre la rébellion kurde et les forces de l'ordre turques.

La décision a été prise par 203 voix contre 103 sur les 307 députés participant au vote. Un député a voté blanc.

La prorogation intervient quelques heures après l'annonce par le Premier ministre Mme Tansu Ciller de la volonté de son gouvernement de "lever progressivement" ces mesures dans le sud-est anatolien en vigueur depuis juillet 1987.

Cette reconduction, conseillée par le Conseil de Sécurité Nationale (MGK) au gouvernement, devrait être la dernière à en croire les propos du ministre de l'Intérieur Nahit Mentese.

M. Mentese a demandé avant le vote "de proroger une dernière fois l'état d'urgence en un moment où elle est efficace dans la lutte contre la rébellion kurde".

YM/mb/cc

AFP /JO0245/142012

MAR 95

FRS0386 4 I 0217 /AFP-AD51

Turquie-Belgique

Ankara attire l'attention de la Belgique sur les activités sur le "parlement kurde"

ANKARA, 15 mar (AFP) - Le ministère turc des Affaires étrangères a attiré, à plusieurs reprises depuis fin février, l'attention de la Belgique sur les activités concernant le "parlement kurde en exil" qui aurait l'intention de s'installer dans ce pays, a indiqué mercredi un porte-parole du ministère.

L'ambassadeur de Belgique à Ankara a été convoqué lundi au ministère où on lui a transmis les inquiétudes d'Ankara sur les activités du "prétendu parlement kurde en exil" qui devrait s'installer, selon certains rumeurs, dans la ville belge de Louvain, a précisé le porte-parole, Ferhat Ataman.

"Les engagements belges dans le cadre du droit international lui (à l'ambassadeur) ont été rappelés" a dit M. Ataman.

Le ministre turc, Murat Karayalçın, s'était entretenu de ce sujet avec son homologue belge lors d'un séjour le 28 février à Bruxelles, a rappelé M. Ataman.

L'ambassade de Turquie à Bruxelles avait fait des démarches auprès des autorités belges, a-t-il ajouté.

M. Ataman a affirmé que la Turquie qualifiait un tel "développement (création parlement kurde) d'attaque à son intégrité territoriale", précisant que la Turquie "suivait de près la situation".

ym/nev/cc

AFP /JO0245/151436

MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Irak-Kurdes prév

Halabja abandonnée à la misère sept ans après le bombardement chimique

Par Tolle ARAM

HALABJA (Irak), 15 mars (AFP) - Les Kurdes de Halabja, dans le nord de l'Irak accusent le monde entier de les avoir oubliés, sept ans après le bombardement de leur ville à l'arme chimique par l'aviation du président irakien Saddam Hussein.

Dévastée par les bombardements et déclarée zone sinistrée, Halabja demeure aujourd'hui une ville en ruines. Personne n'est encore venu examiner les effets des armes chimiques sur la population, l'eau et le sol. Les millions de dollars d'aide internationale rassemblés aussitôt après l'attaque n'ont même pas réussi à donner un foyer aux 616 orphelins de la ville.

Le 16 mars 1988, plus de 5.000 personnes avaient succombé, empoisonnées en quelques minutes par les armes chimiques lancées sur Halabja par l'aviation irakienne. Bagdad voulait "punir" les Kurdes, accusés d'avoir collaboré avec Téhéran durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Les 40.000 survivants avaient fui vers la frontière iranienne.

Aujourd'hui, le visiteur est frappé par les toits effondrés et les décombres des maisons, encore étalés des deux côtés de la rue principale.

Avant d'arriver, il a dû franchir cinq postes de contrôles tenus par trois différentes factions kurdes, signe de la lutte sanglante pour le pouvoir dans cette région du nord de l'Irak qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991.

Depuis le début des combats inter-kurdes en mai dernier, Halabja est passée successivement sous le contrôle de l'Union Patriotique du Kurdistan, (UPK, de Jalal Talabani) puis du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani).

Une sculpture représentant Danielle Mitterrand, l'épouse du président français, rappelle sa visite en 1992.

"Elle fut pour nous un symbole d'espoir, mais elle nous a fait des promesses sans lendemain", affirme Arare Akram, secrétaire d'une organisation kurde pour l'enfance, "Save the Children, Kurdistan".

"Comme d'autres représentants d'organisations humanitaires internationales, elle est venue à Halabja après 1991. A ce moment là, il était facile de trouver de l'argent pour nous. Mais personne n'a rien fait pour ceux qui souffrent encore aujourd'hui de la contamination par les armes chimiques, personne n'a construit de foyer aux orphelins", ajoute Akram avec amertume.

Agé de 39 ans, Akram est de ceux qui ont perdu leurs parents dans l'attaque chimique de 1988. Il affirme que son organisation est parvenue à "accorder jusqu'ici 10 dollars par mois à chaque orphelin". Mais il voudrait encore construire une école et un atelier artisanal pour les orphelins.

"C'est une honte. Depuis des mois que je suis ici, personne n'est venu examiner si l'eau et la terre étaient encore contaminées", déclare Mohyieddine Rahim, l'un des responsables à Halabja du PDK.

Au marché de la ville, femmes voilées et militaires circulent au milieu des vendeurs de poissons pêchés du lac de Shirvan, proche de la ville. Ils côtoient des vendeurs de fromage frais provenant des villages voisins.

"Les habitants de Halabja sont connus pour être durs au travail", dit avec fierté un vendeur de chaussures, Ali Nasrallah. "C'est la raison pour laquelle nous avons pu survivre", ajoute sa femme, Adia.

ta-ag/ea/jmc

AFP /J00245/151343

MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0840 4 I 0372 EXT /AFP-CU24

Europe-Turquie-droits

Conflit kurde: mission d'enquête de la Commission européenne des droits de l'homme

STRASBOURG, 15 mars (AFP) - Trois juristes de la Commission européenne des droits de l'homme sont actuellement en visite au Kurdistan turc (sud-est de la Turquie) pour y recueillir des témoignages concernant des allégations de violations des droits de l'homme dans le cadre du conflit entre les forces gouvernementales et les nationalistes kurdes, a-t-on appris mercredi auprès du Conseil de l'Europe.

La visite des juristes en Turquie, à Diyarbakir et Cizre, a débuté lundi et se poursuivra jusqu'à vendredi. Cette mission fait suite aux trois premières requêtes contre la Turquie dans le cadre du conflit kurde à avoir été déclarées recevables par la Commission européenne des droits de l'homme.

Cette procédure - que des juristes de la Commission comparent à un "déplacement judiciaire" - est utilisée rarement par les gardiens des droits de l'homme de Strasbourg qui ont effectué de telles visites notamment pour des requêtes visant la Grèce et l'Irlande. Ces missions sont mises sur pied lorsque plusieurs requêtes font état de faits similaires, a-t-on précisé au Conseil de l'Europe.

Dans le premier dossier en cause, Huseyin Akduvar et sept autres personnes accusent des militaires d'avoir attaqué leur village le 10 novembre 1992, de les avoir expulsés de leurs maisons avant d'incendier celles-ci, tuant une partie de leur cheptel. Par ailleurs, un recours de Zeki Aksoy - décédé depuis - fait état de tortures. Enfin, la maison de Ramazan Cagirge à Cirze a été frappée le 6 novembre 1992 par un obus qui a tué plusieurs membres de sa famille.

Les juristes de la Commission veulent recueillir les témoignages de plusieurs requérants, ainsi que de villageois, d'avocats, d'un maire et d'un magistrat.

Dans les trois affaires, le gouvernement turc a nié toute responsabilité et a imputé les incendies et bombardements de maisons aux séparatistes kurdes.

La Commission, après avoir déclaré les trois requêtes recevables, doit à présent formuler un avis sur le fond de ces affaires et le transmettre à la Cour européenne des droits de l'homme, qui statuera en dernière instance.

dro/pre/jpa/cc

AFP /JO0245/1519

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

WEDNESDAY, MARCH 15, 1995

## Iraq Decries Renewed UN Ban

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraqis on Tuesday denounced a United Nations decision to maintain sanctions on Baghdad.

An Iraqi legislator, Abdel Kerim Jihad, said that although the UN decision had been expected, it was "further proof of the U.S. hegemony within the Security Council."

"Keeping up the embargo shows the lack of respect by the Security Council, controlled by Washington, for human rights, despite Baghdad's application of all UN resolutions," he said.

The oil and trade embargo was imposed in August 1990 after Iraq invaded Kuwait. Iraq

was driven out seven months later by a U.S.-led coalition.

The Security Council, in its periodic review Monday, left the sanctions intact with no member advocating an easing of the bans.

But France and Russia said they would follow the letter of a 1991 Gulf War cease-fire resolution, which calls for easing oil sanctions when Iraq has accounted for all its weapons of mass destruction and when a system of on-going monitoring is fully operative.

"What is needed is that France should take some serious steps to have relations back to normal while the embargo is on," said Abdulrazzaq Ha-

shimi, director of the foreign relations bureau of the ruling Arab Ba'ath Socialist Party.

Mr. Hashimi, who was Iraqi ambassador to France until the Gulf War, promised Paris "distinguished relations" if it helped lift the embargo.

French oil company executives, among them Alain Lechevalier, vice president of Total SA, are in Baghdad trying to finish deals on developing Iraqi oil fields when sanctions end.

Total hopes to develop the Nahr Umar field in southern Iraq. Another French company, Elf Aquitaine, has been linked to the neighboring Majnoon field. Each field could produce at least 300,000 barrels per day.

(AFP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, MARCH 15, 1995

# Clinton Says No Deal On Iran's Oil Fields

## *Executive Order Serves to Warn Tehran and Pressure Europeans*

By Paul F. Horvitz  
*International Herald Tribune*

WASHINGTON — President Bill Clinton, hoping to further isolate Iran and set an example for Western allies, drew on his executive powers Tuesday to prevent an American oil company from developing Iran's Gulf oil fields.

In a statement issued by the White House, Mr. Clinton said he would issue an order that would prohibit American companies from "entering into contracts for the financing or the overall supervision and management of the development of petroleum resources in Iran."

The order was prompted by a deal announced last week in which a Dutch affiliate of Conoco Inc., Conoco Iran N.V., agreed to develop two Gulf oil and gas fields for the Iranian government that could yield 120,000 barrels of crude a day.

Conoco, based in Houston, is owned by the Delaware-based E.I. du Pont de Nemours & Company and is the ninth-largest oil company in the United States.

Mr. Clinton's order not only blocked the development agreement and put Tehran on notice about dealing with U.S. energy companies, but it may also put greater pressure on European nations negotiating contracts with Tehran.

France, Germany and Russia are among the countries the White House hopes to influence; the U.S. particularly hopes to prevent Iran from buying nuclear reactors.

The administration called for its trading partners to follow its lead. "The U.S. will be renewing diplomatic efforts with Iran's principal trading partners urging them to take measures comparable with those of the U.S.," said Peter Tarnoff, undersecretary of state for political affairs.

U.S.-based multinational oil companies purchase about one-fourth of Iran's oil but sell it outside the United States, thus adhering to a ban on importing Iranian oil to the United States.

But this practice is under fire in Congress and was recently highlighted by Chancellor Helmut Kohl of Germany when he was asked about German efforts to do business with Iran.

In any case, it appeared likely that Iran will eventually develop the oil fields: Two French oil companies, Elf Aquitaine SA and Total SA, had competed with Conoco for the development project, and Royal Dutch/Shell was also said to have been a bidder.

The New York Times reported that the Conoco deal disturbed three members of

Du Pont's board of directors, including Edgar M. Bronfman, co-chairman of the Seagram Company and a leading figure in the World Jewish Congress.

Mr. Bronfman and two other Seagram officials on the Du Pont board were expected to vote against the Conoco deal, making it unlikely that it would go through.

After the White House statement, Conoco announced that it would not proceed with the Iran deal.

The Houston Chronicle newspaper reported Tuesday that some Clinton administration officials suggested that Conoco had asked for an executive order blocking the deal to provide a graceful withdrawal.

Indeed, Mr. McCurry said the White House "worked cooperatively with the senior executives of Conoco."

Mr. Clinton, and other U.S. presidents before him, have sought to isolate Iran economically and diplomatically, saying Tehran supports terrorist groups, works to undermine peace efforts in the Middle East and seeks to dominate the Gulf region by acquiring nuclear weapons.

To permit the Conoco deal to go through, the White House said, would "contribute to Iran's productive capacity and its economic and financial strength."

Mr. McCurry also said, "We need to send a clear and unequivocal message to Iran: There cannot be normal relations until Iran's unacceptable behavior changes."

White House aides said an executive order was being drafted Tuesday, but may not be signed for several days.

The Conoco deal was the first such oil agreement signed with Iran since the fall of the shah in 1979. The United States banned commercial trade with Iran that year after the seizure of the U.S. Embassy in Tehran by Islamic militants, but White House officials acknowledged last week that the Conoco deal appeared to be legal.

Mr. Clinton was reported to have acted under the International Emergency Economic Powers Act, which permits such orders for national security reasons.

### ■ A Response From Iran

An Iranian official said the order barring U.S. investment in Iran showed Mr. Clinton's true views on free trade, Reuters reported from Dubai.

"The official position of Iran will be announced by the Foreign Ministry," Deputy Foreign Minister Hussein Sheikholeslam said by telephone. "All I can say offhand is that now we understand Bill Clinton's definition of free trade."

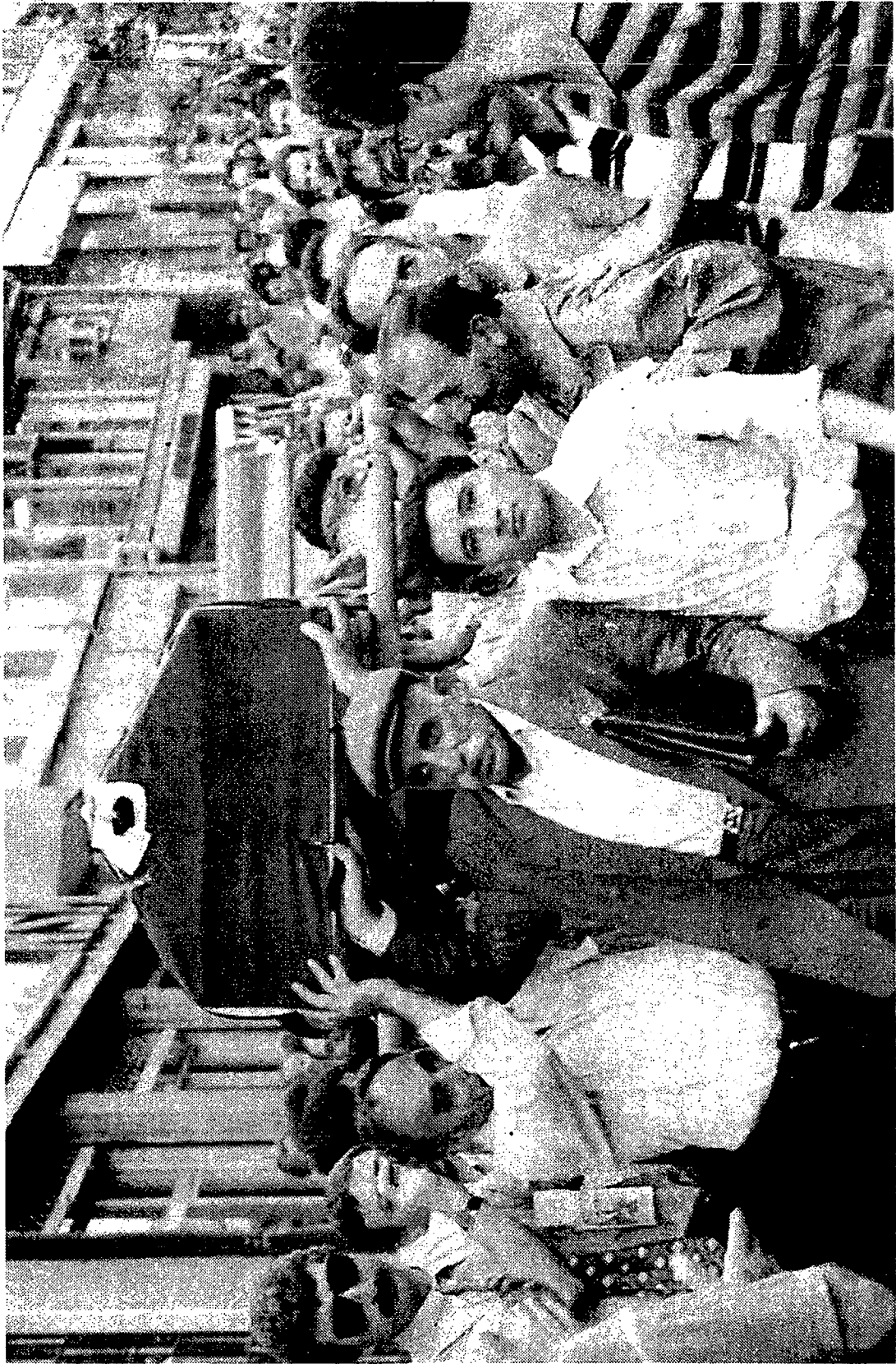
# Istanbul sous le choc des violences religieuses

Istanbul,  
correspondance

Plusieurs centaines d'alevis se sont de nouveau rassemblés hier après-midi dans le quartier Gazi Osman Pasa d'Istanbul, où vingt-trois personnes au moins ont trouvé la mort lundi dans de violents affrontements avec les forces de l'ordre après un attentat qui, dimanche soir, avait fait trois victimes dans leur communauté.

Un responsable de l'association locale des alevi affirme que 36 personnes sont encore portées disparues. La police s'est complètement retirée du quartier mais elle en bloque tous les accès et la tension reste très forte. Les représentants de la communauté alevie ont demandé aux autorités locales la libération immédiate des habitants arrêtés et la restitution aux familles des corps des victimes tués par balles. La préfecture de police refuse, craignant que ces funérailles occasionnent de nouveaux affrontements.

Le Premier ministre Mme Tansu Çiller et le



A Istanbul, le 6 juillet 1993, des alevi transportent le cercueil de l'écrivain Asin Beziri, tué dans un attentat islamiste contre un hôtel, à Sivas, avec 37 autres intellectuels.



# Les alevi, rempart contre l'islamisme

Les membres de cette ancienne secte issue du chiisme, qui prêche l'égalité sociale et l'amour de l'homme, votent massivement pour la gauche laïque et représentent un obstacle à l'expansion islamique en Turquie.

ministre de l'Intérieur Mentese, ont accusé le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan qui mène la guérilla séparatiste dans le Sud-Est anatolien) d'être « le provocateur et l'organisateur des troubles » dans le but de déstabiliser le pays par un conflit entre alevi et sunnites. Les trois grands quotidiens populaires nationaux, ont publié des éditoriaux et des manchettes similaires: « Nous ne tomberons pas dans le piège des traîtres ». Les chaînes de télévision publique et privées insistent aussi sur « le complot fomenté contre l'indivisibilité de la patrie et de la nation, par les ennemis extérieurs et intérieurs de la Turquie ».

Beaucoup de photos et de témoignages font état de policiers ouvrant le feu à hauteur d'homme sur la foule. Des manifestations et des marches de protestation ont été organisées par les syndicats et les associations alevi, hier matin à Istanbul, sans incident majeur. Mais la police viron 5.000 manifestants ont voulu marcher vers la Grande assemblée nationale de Turquie, à Ankara, 30 personnes ont été blessées et une cinquantaine arrêtées.

Hier soir, selon la télévision turque, deux personnes ont encore été tuées et une blessée par l'explosion d'une bombe incendiaire.

Musa AKDEMİR

Istanbul, envoyé spécial

DE HAUTS MURS de pierres grises protègent des regards indiscrets les bâtiments du *tekke* (monastère des derviches) de Shah Kulu Sultan, sur la rive asiatique du Bosphore, où quelques milliers de fidèles se pressent chaque dimanche pour célébrer en musique et dans la joie la gloire de Dieu par une longue danse extatique. « C'est le jour férié en Turquie, autant en faire celui de nos cérémonies », assure Djemal, un des animateurs de la communauté. Persécutés pendant des siècles, mais reconnus officiellement turcs - dont un tiers de plus de 15 millions de citoyens turcs - dont un tiers de Kurdes -, les alevi ont peu à peu ressurgi de l'ombre depuis cinq ans. « Par peur des discriminations, beaucoup d'entre nous avaient encore récemment peur de s'affirmer comme tels », souligne Izzettin Dogan, professeur de droit à la faculté d'Istanbul, membre d'une famille de *Dede*, les dignitaires religieux de cette secte qui a placé l'égalité sociale et l'amour de l'homme au centre de sa foi. « Je me suis regardé dans la glace et Dieu m'est apparu en face », affirme un de leurs vieux poèmes religieux. Les attentats de lundi, les souvenirs d'autres massacres comme celui de Sivas, en juillet 1993 où trente-sept intellectuels alevi furent brûlés dans un hôtel, rappellent qu'ils restent les cibles privilégiées des islamistes. Mais ils n'ont plus peur de revendiquer ouvertement leurs droits. En premier, celui de pouvoir célébrer ouvertement leur culte.

**Derniers bastions de la gauche laïque.** Douze piliers et douze fenêtres dans la grande salle ronde, où pendant des heures, se déroule le *Cem* (le rituel de l'union) au son du tambour et du *saz* (luth). Ils vivent dans l'attente messianique du retour du douzième imam qui apportera le règne de Dieu sur terre comme les autres chiïtes. Des bougies sont allumées sous des portraits d'Ali, le cousin et gendre malheureux du Prophète. Mais cette secte, issue du chiisme, n'a pas grand-chose à voir avec les hérétiques de Khomeiny. Dans les banlieues des grandes villes où ils affluent depuis des années, fuyant la misère et les persécutions, les alevi représentent désormais le principal obstacle à un règne sans partage des islamistes du Refah, le parti de la prospérité qui s'est emparé en mars 1993 des municipalités des principales agglomérations du pays, dont Istanbul et Ankara. Les alevi votent en effet massivement pour les partis de la gauche laïque et représentent désormais ses derniers bas-

tions. Un autre choix serait pour eux impossible: depuis toujours ils sont haïs par les orthodoxes sunnites qui les considèrent pire que des renégats ou des athées. Une réputation sulfureuse d'orgie et d'inceste. « Cela n'a rien d'étonnant, nous rejetons tout ce qui est impur de *Cem*, une des revues alevi. Ils ne respectent pas le formalisme des cinq prières quotidiennes, refusent le pèlerinage à La Mecque et ne vont jamais prier dans les mosquées car « Dieu est avant tout dans les cœurs ». Les villages alevi du plateau anatolien se reconnaissent parce qu'ils n'ont pas de minarets, bien que maintenant ils acceptent, dans les communes où ils sont majoritaires, que l'Etat en construise « pour ne pas avoir d'histoires ». Plus grave encore aux yeux des bigots de l'islam: les femmes sont les égales des hommes, créées par le même souffle divin. Jamais mêlées, elles participent aux cérémonies et aux danses pas non plus à boire. D'où la sulfureuse réputation d'orgie et d'inceste rituel qui, depuis des siècles, en-

**ENQUETE**  
MARC SEMO

**R E P E R E S**

**L'Islam turc** des musulmans turcs, en sont issus, mais leur islam se mêle à de nombreuses autres influences, notamment chamaniques, manichéennes et chrétiennes. Les sultans ottomans, pendant six siècles, ont été aussi califes, c'est-à-dire successeurs du Prophète et commandeurs de tous les croyants de l'Ouma, l'ensemble de la communauté musulmane. Mustafa Kemal, en 1924, a aboli le califat, deux ans après avoir supprimé le sultanat et créé la République.

**Les Turcs, à plus de 95% musulmans, sont en majorité des sunnites (de Sunna, la tradition), le courant dans lequel se reconnaissent la plus grande partie des musulmans dans le monde. Les chiïtes, qui vénèrent Ali, gendre malheureux du Prophète, premier imam, et ses onze successeurs directs, vivent dans l'attente messianique du retour sur terre du douzième imam. Ils sont majoritaires en Iran. Les alevi, qui représentent 25%**

teure cette communauté depuis toujours renfermée sur ses secrets.

**Des citoyens de seconde zone.** « L'humanisme qu'ils affichent volontiers n'est que la partie émergée d'une grosse érotisme beaucoup plus vaste où des survivances chamaniques des Turcs d'Asie centrale se mêlent à de fortes influences chrétiennes, notamment celles des hérésies des premiers siècles », explique l'anthropologue Altan Gokalp qui n'hésite pas à définir l'alevisme comme une religion à part entière au sein de l'islam. Elle s'est constituée en Anatolie entre le II<sup>e</sup> et le IV<sup>e</sup> siècle portée par des derviches précheurs itinérants venus de Perse, imprégnés de mystique soufie, comme Yunus Emre ou Pir Sultan Abdal qui restent encore aujourd'hui les plus grands et les plus populaires poètes turcs. Suspects aux sultans, durement persécutés, les alevi ont réussi à étendre leur influence aux Balkans où elle reste très forte, notamment en Albanie, au travers de l'ordre des *bektashi*. Ils appuyèrent massivement Mustafa Kemal dans sa lutte pour l'occidentalisation et la laïcité et se fondirent dans le creuset « jacobin » de la Turquie moderne. La crise du modèle républicain, l'affirmation des revendications kurdes et la montée de l'islamisme, les incitent désormais à exiger la reconnaissance de leur spécificité. Les associations culturelles alevi fleurissent. Des *tekke* en ruines, fermés depuis des décennies, ont commencé à être rénovés. Mais ils se sentent encore citoyens de seconde zone.

« Nos enfants à l'école doivent suivre les cours de religion prévus par la loi, parce que considérés comme musulmans. Mais on leur impose la même enseignement aux antipodes de toutes nos valeurs et de notre tradition », dénonce Suleiman Cem. « Les autorités font de plus en plus de concessions aux religieux depuis plus de vingt ans pour gagner leur soutien et nous en sommes les premières victimes. C'est pour le moins paradoxal pour un Etat qui se proclame toujours laïc », renchérit le professeur Dogan, devenu l'un des principaux porte-parole de cette communauté, soulignant avec ironie que parmi les imams - fonctionnaires du Directoire des affaires religieuses qui, au nom du gouvernement, contrôlent l'islam turc et ses 64.000 mosquées -, il n'y a pas un seul alevi. Il ajoute amer: « Nous ne réclamons ni aide publique car nous croyons réellement à la laïcité mais nous voulons au moins que l'Etat se montre impartial. »

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, MARCH 15, 1995

## INTERNATIONAL

## Iraqi General Tried, but Failed, to Oust Saddam

By Elaine Sciolino  
*New York Times Service*

**DAMASCUS** — The head of Iraqi military intelligence during the Gulf War tried but failed to overthrow President Saddam Hussein early this month, according to American intelligence reports.

Wafiq Samarai, a retired major general who was relieved of his military intelligence post in a purge, apparently tried to mount a coup with Iraq's main opposition group and with help from the Kurds in the north and the Shiites in the south, the reports said.

Although there have been myriad reports of coup plots against the Iraqi leader since the end of the Gulf War in 1991, the Clinton administration took this plot seriously because it indicated some attempt to coordinate opposition in the north and south, senior officials said on Monday.

Secretary of State Warren M. Christopher considered the plot noteworthy enough to give King Fahd of Saudi Arabia, who professes a deep interest in Iraq, a lengthy briefing on it in Jidda.

Kurdish officials have tried to portray the coup attempt as an American-led effort to overthrow Mr. Saddam, but administration officials strongly denied the claim. The Central Intelligence Agency, however,

runs a modest covert operation to help overthrow Mr. Saddam and received advance word of the coup attempt.

There is little agreement among Iraq-watchers on the significance of the coup attempt or whether it was a coup at all.

One reason the plot was doomed was that it was known about so widely in advance, according to senior Pentagon officials in Washington and Western diplomats in Damascus. American intelligence reports included prominent predictions of a coup, although officials initially denied their existence.

The primary reason the attempt failed was General Samarai's exaggerated claims of wide support among Iraqi troops and elite Republican Guard units. officials in Washington said.

The coup was supposed to start with an attack against the 5th Corps by Kurdish forces loyal to Jalal Talabani, who enjoys strong support from Washington. Some Kurdish troops and fighters from the Iraqi National Congress, the major opposition group, already had moved against one infantry division north of Kirkuk.

But as the coup began to unfold, rival Kurdish forces led by Massoud Barzani decided not to attack the 1st Corps farther south. The Kurdish forces "stood on the sidelines" when no Republican Guard units

defected or fled, a senior Pentagon official in Washington said.

The goal was to force the collapse of the Iraqi army by mounting attacks from north and south, and overthrow the government with an armored force from Tikrit, Mr. Saddam's birthplace and the center of his support. But those forces also stayed on the sidelines when there was no intense fighting in the north.

According to some intelligence reports, Mr. Samarai fled into Syria several days ago.

When there was a previous attempt against Mr. Saddam last January, members of the prominent Duraimi family were purged from the army and government.

But fighting in northern Kurdistan continues, as well as low-intensity fighting by Shiites in the south against the military.

"We don't think anybody knows where it is going," a senior administration official said. "But there does seem to be a higher level of tension in the country than usual."

Some senior Western intelligence officials and diplomats who closely watch Iraq do not believe that the recent unrest in Iraq constituted a nascent coup. "Coup is too big a word," said a diplomat in Damascus. "It would mean preparation and effective military coordination, and there's just no evidence of that."

LE MONDE / MERCREDI 15 MARS 1995 / 3

# L'ONU a reconduit les sanctions contre l'Irak

Le Conseil de sécurité attend maintenant le rapport biennuel  
que doit lui présenter le président  
de la commission spéciale chargée du désarmement du pays

**NEW YORK (Nations unies)**  
*de notre correspondante*

C'est par consensus que les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont décidé, lundi 13 mars, de reconduire l'ensemble des sanctions économiques imposées depuis la guerre du Golfe. Cela pourrait être, du moins l'espèrent les Irakiens, la dernière fois qu'une telle décision est prise à l'unanimité, des dissensions se faisant jour sur la levée de l'embargo pétrolier, liée au désarmement.

Le 10 avril, le président de la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak présentera au Conseil son rapport biennuel. Si ce rapport est « positif » sur la coopération de Bagdad et si Rolf Ekeus déclare que le système de surveillance à long terme de l'industrie d'armement fonctionne, la division apparaîtra au grand jour : Moscou et Paris pourraient alors, selon l'ambassadeur russe à l'ONU, présenter un projet de résolution exigeant la levée de l'embargo.

Pour contrer pareille initiative, le représentant américain à l'ONU, Madeleine Albright, s'est rendue, fin février, dans les capitales de sept pays membres du Conseil et a annoncé, à son retour, que les Etats-Unis ont désormais

le nombre de voix nécessaire pour bloquer toute résolution visant à la levée de l'embargo, ce que contestent de nombreux diplomates à New-York.

Les pays favorables à la fin de l'embargo pétrolier ont pour eux les termes de la résolution du cessez-le-feu, dont le paragraphe 22 lie la vente du pétrole uniquement au désarmement de l'Irak. Mais la position desdits pays, parmi lesquels on peut compter aussi la Chine et l'Indonésie, dépend du rapport de M. Ekeus. Si ce rapport, disent des diplomates, est « sans ambiguïté », Washington aura du mal à justifier sa position. Mais si le rapport n'est pas définitif, les pays hésitants, tels que l'Allemagne, l'Italie et Oman, pourraient se rendre aux arguments américains.

## « DERNIÈRE CHANCE »

A New York, depuis le 7 mars, le vice-premier ministre irakien Tareq Aziz a rencontré les représentants français et russe, qui lui ont conseillé de saisir cette « dernière chance ». Selon des diplomates proches de la commission spéciale, la coopération de Bagdad sur ses programmes d'armes biologiques « laisse encore à désirer », mais, ajoutent-ils, il existe des in-

dications selon lesquelles Bagdad a l'intention de coopérer en ce domaine lors du voyage de M. Ekeus sur place, le 24 mars.

Prenant la parole lors de la réunion à huis clos du Conseil, le représentant français a expliqué que « les politiques et pratiques » de l'Irak concernant notamment les prisonniers et les biens koweïtiens, ainsi que les droits de l'homme, « demeurent très préoccupantes ». Mais, sur la levée de l'embargo pétrolier, il a rappelé que l'Irak ne devrait pas être jugé sur de « vagues accusations ou sur une présomption de culpabilité », mais sur les faits réunis par la commission spéciale. Il a conclu son intervention en annonçant que, « le moment venu », la France prendra « les initiatives nécessaires ».

Pour sa part, le représentant américain est resté intraitable. Qualifiant la coopération de Bagdad avec la commission spéciale de « passive-agressive », il a répété la position de son gouvernement sur les sanctions irakiennes : « La voie vers la levée des sanctions est aussi claire que jamais : démontrez vos intentions pacifiques, rien de plus, rien de moins. »

*Afsane Bassir Pour*

Turkish Daily News, March 15, 1995

## European Human Rights Court visits Diyarbakır

*Turkish Daily News*

ANKARA- Representatives from the commission of the European Human Rights Court have arrived in Diyarbakır to investigate the claim filed with the court by the villagers of Kelekçi which alleged that their village had been burned down by Turkish security forces.

In their petition, submitted to the court in April 1993, the villagers alleged that the village had been burned down by soldiers after a clash between security forces and the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK).

Three members of the commission, Hans Danelius (Sweden), Barette Ireniu (Portugal) and Brazza Nikolas (U.K.) interviewed the villagers individually on Tuesday. Media representatives were not allowed to talk to the villagers and members of the commission were also reluctant to speak with journalists.

Hans Danelius, the secretary of the commission and spokesman for the group, would only say that they had come to Turkey to investigate three complaints.

Danelius said one was from the villagers, the second was from an individual who claims to have being tortured and the third concerned the Çağırğa family from Cizre. Danelius continued "the claims are against the state, but the authorities deny the allegations. To be able to reach a just decision, we have to listen to the applicants."

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

FRS0933 4 I 0252 RFA /AFP-KJ46  
 Allemagne-Turquie

Onze blessés dans des affrontements entre manifestants turcs et la police

FRANCFORT (Allemagne), 16 mars (AFP) - Des affrontements entre une centaine de manifestants turcs et la police devant le consulat général de Turquie de Francfort (centre) ont fait jeudi au moins onze blessés dont neuf policiers, a annoncé la police locale.

L'université de Francfort a fait état pour sa part de deux étudiants blessés.

Les manifestants, dont la police n'a pas été en mesure de préciser s'ils étaient d'origine kurde, ont jeté des pierres en direction du consulat et des forces de l'ordre. La police a fait usage de canons à eau pour les disperser.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, sept villes allemandes ont été le théâtre de nouveaux incendies criminels dirigés contre des intérêts turcs (agences de voyages, centre culturel, union islamique germano-turque, etc), provoquant d'importants dégâts matériels mais sans faire de victimes. De tels incidents se reproduisent toutes le nuits depuis lundi.

Par ailleurs, la police criminelle a perquisitionné jeudi les locaux de 14 associations culturelles et sportives kurdes de l'ouest et du sud de l'Allemagne. Elle a indiqué avoir découvert de nombreux documents prouvant leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), interdit en Allemagne où il est considéré comme une organisation terroriste. 19 personnes, soupçonnées notamment de reconstitution d'association interdite, ont été interpellées à Ulm (sud).

ha/chb

AFP /JO0245/162033

MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0777 4 I 0488 CHY /AFP-JM67

Irak-Kurdes

Les Kurdes d'Irak commémorent le massacre de Halabja  
par Tolle ARAM

HALABJA (Irak), 16 mars (AFP) - Des milliers de Kurdes ont commémoré jeudi à Halabja, dans le nord de l'Irak, le massacre perpétré par l'armée de Saddam Hussein qui, le 16 mars 1988, avait bombardé à l'arme chimique la ville faisant 5.000 morts.

Dans la brume du matin, des dizaines de bus bondés d'hommes et de femmes ont convergé vers la ville kurde. Avec les survivants de Halabja qui sont restés sur place, estimés à dix mille environ (contre 40.000 il y a sept ans), ils se sont rendus au cimetière où une cérémonie a été organisée.

"Je viens ici pour la quatrième année consécutive, afin de ne pas oublier ce qui s'est passé", affirme Shermin Moulut, une jeune femme d'un village voisin.

Elle va rejoindre les autres femmes sur une colline, alors que les hommes et les responsables des formations kurdes s'installent sur des bancs en contrebas pour écouter les discours.

Les orateurs qui se succèdent affirment que le massacre de Halabja ne doit pas être oublié et soulignent que le responsable, Saddam Hussein, est toujours au pouvoir à Bagdad.

"Halabja doit être entièrement reconstruite, nous voulons que la ville redevienne comme avant 1988", affirme pour sa part le maire, Cheikh Jaffer.

Dévastée par les bombardements et déclarée zone sinistrée, Halabja demeure aujourd'hui une ville en ruines.

Après la lecture de poèmes, une dizaine des 616 orphelins du massacre à l'arme chimique chantent, accompagnés de deux violons et d'une orgue. "Nous sommes des enfants sans parents, quelle est cette vie que nous menons, qui se soucie de nous", disent-ils. Plusieurs femmes éclatent en sanglots.

L'un des orphelins, Jassim Mohammed Mahmoud, 13 ans, souffre toujours des suites de l'attaque chimique et tout le haut de son corps est couvert d'eczéma.

"Ça brûle, ça démange et ça me rend fou. Je ne reçois pas le traitement qu'il faut", dit ce frêle gamin. Les millions de dollars d'aide internationale rassemblés aussitôt après l'attaque n'ont même pas réussi à donner un foyer aux orphelins.

En marge de la cérémonie, des artistes de toutes les régions du nord de l'Irak contrôlé par les Kurdes depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991, ont organisé une exposition collective pour commémorer le massacre.

"L'attaque de Halabja demeurera gravée dans notre mémoire. La différence est que depuis 1991, nous pouvons dire librement ce que nous ressentons", dit une artiste peintre de Halabja, Bachshan Hamed Nirza, qui avait 18 ans lors du massacre.

Ce jour-là, des milliers de personnes avaient succombé, empoisonnées en quelques minutes par les armes chimiques lancées sur Halabja par l'aviation irakienne. Bagdad voulait "punir" les Kurdes, accusés d'avoir collaboré avec Téhéran durant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Les 40.000 survivants avaient fui vers la frontière iranienne.

ta-at/chb

AFP /J00245/161826

MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0730 3 I 0516 RFA /AFP-JF76

Allemagne-Kurdes prév

L'Allemagne rattrapée par les violences en Turquie.

BONN, 16 mars (AFP) - De multiples incendies criminels dont certains sont liés selon la police aux sanglants affrontements d'Istanbul ont visé ces derniers jours des intérêts turcs en Allemagne alors que Bonn a décidé de reprendre les expulsions de Kurdes vers la Turquie.

Depuis lundi, pas une nuit ne se passe sans que des agences de voyages, des centres culturels ou des associations turcs ne soient l'objet d'attentats à travers toute l'Allemagne où vivent près de deux millions de Turcs.

Mais alors que ces derniers mois, ces vagues d'incendies criminels, qui n'ont provoqué jusqu'ici que des dégâts matériels, étaient attribuées par la police aux activistes Kurdes proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) - interdit en Allemagne où il est considéré comme une organisation terroriste - les soupçons se portent désormais aussi sur la communauté alévie.

Des slogans directement liés aux émeutes sanglantes d'Istanbul ont été relevés sur la façade d'un centre de rencontre turc de Giessen (ouest) contre lequel des inconnus ont lancé des engins incendiaires la nuit dernière. 2.000 turcs ont manifesté mardi à Berlin contre le gouvernement d'Ankara après l'attentat d'Istanbul contre la communauté alévie et les affrontements entre cette communauté et les forces de l'ordre qui ont fait une trentaine de morts au total. La communauté alévie est un groupe confessionnel de musulmans progressistes et laïcistes.

#### Une audition marathon

Ces incidents ont coïncidé avec l'expiration mercredi d'un moratoire sur les expulsions de Kurdes vers la Turquie décidé par le gouvernement allemand après la condamnation à de lourdes peines de prison de huit députés turcs d'origine kurde début décembre à Ankara.

La commission de l'Intérieur du Bundestag (chambre basse du parlement) avait choisi ce jour pour entendre de nombreux défenseurs des droits de l'homme sur la situation des Kurdes de Turquie et se forger une opinion.

Mais dès la fin de cette audition marathon, M. Kanther a annoncé sa décision de reprendre les expulsions. Le ministre de l'Intérieur a fait valoir les assurances données par les autorités turques au gouvernement allemand sur le traitement conforme aux droits de l'homme des expulsés kurdes. Ankara a également pris l'engagement de prévenir Bonn chaque fois qu'un Kurde menacé d'expulsion sera susceptible de faire l'objet de poursuites judiciaires en Turquie, en particulier lorsque la peine de mort sera encourue.

Mais ces arguments n'ont pas convaincu tous les Laender. La Rhénanie-Palatinat et la Sarre, deux Laender à majorité sociale-démocrate (SPD), ont ainsi décidé dès à présent de prolonger jusqu'au 12 juin au moins la suspension des expulsions de Kurdes.

A l'inverse, la Bavière, gouvernée par l'ultra-conservatrice Union chrétienne-sociale (CSU), dont le ministre régional de l'Intérieur a accueilli avec satisfaction la décision de M. Kanther, a annoncé qu'elle renouera très prochainement avec ces expulsions.

ha/chb

AFP /J00245/161759

MAR 95

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 16, 1995

# Outspoken Turkish Author Faces Trial

President Suleyman Demirel, asked about Kemal in an interview in his palace in Ankara, gave a figurative shrug of helplessness. He said: "Yasar Kemal is a very famous author. I like him very much. He has done beautiful things. He uses Turkish. But he is coming from a Kurdish family — that's all right."

"But what he did in his article, that's unfortunate. I don't think the whole thing is bad. People in Turkey were divided — many said he shouldn't have done it. He did it. The prosecutor cannot do anything else." Kemal was born in a hamlet called Hemite, 60 houses in a cotton-growing plain of Chukurova. On his mother's side, all the men lived by brigandage. At the age of 5, he suffered shock when he saw his father slain while praying at a mosque, and he was struck with a speech impediment that lasted until he was 12.

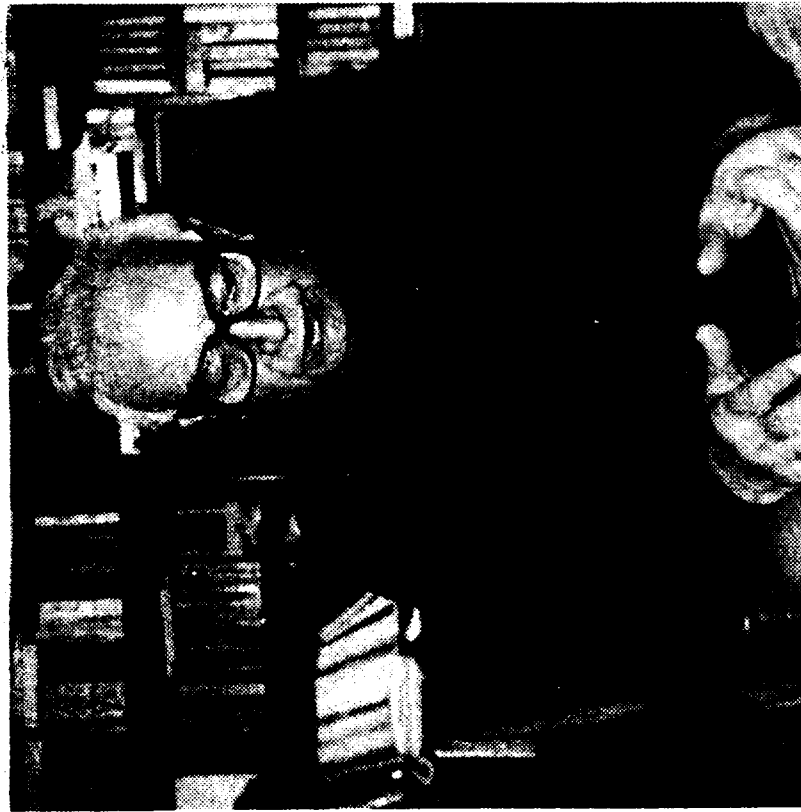
Only by singing could he lose his stammer. This led him to the Anatolian tradition of folk minstrels, elegies, and epics, and, to record them, he walked to a neighboring village to go to primary school. He had innumerable jobs, including driving a tractor and working in a library, where he read the classics.

He also went to jail a lot, mostly for his leftist convictions. "I've been in court maybe 20, 25 times," he said. "I was tortured a great deal. They tied my legs together, beat my feet, put my head in a toilet."

His most famous work, "Memed My Hawk," the story of a Robin Hood-like bandit in the Taurus Mountains, won him international fame in 1955. He has written 36 books.

Kemal says his stance comes naturally from his work. "As a writer of this country, I want to create novels of its language. I'm attached to it. I don't want it to enter the 21st century as a damned country. Democracy is an honor for a country. And for me the honor of the country is more important than the territory of the country."

He insisted that, if convicted, he would not accept a pardon. "Now I'm not a tractor driver anymore." He flashed a smile. "So if I'm in jail, I can do something — write novels."



John Darnton: The New York Times

Yasar Kemal is in trouble for writing sympathetically about the Kurds.

books have been translated into some 30 languages, and who is a perennial candidate for the Nobel Prize in Literature. His appearances for hearings in court so far have tended to put the spotlight on Article 8. The Human Rights Association, a nationwide monitoring group, says that 118 people are currently jailed under it. Another 2,139 have been convicted but are appealing their sentences, and 5,600 others have been charged and are awaiting trial.

When Kemal turned up on Jan. 23 at a special security court, more than 40 other writers, artists and intellectuals came along in a show of support. The article in *Der Spiegel*, "Campaign of Lies," accused the government of systematically oppressing Turkey's 10 million to 15 million Kurds, especially in the insurrection in the southeast. In the 10 years of fighting there, human rights groups have documented widespread executions, disappearances in the custody of security forces, torture, and the burning of villages.

"A tragedy of the human race is going on," he said in an interview, and nobody — neither the United States nor Europe — pays attention. It is generally thought that about 14,000 have died in the conflict.

Kemal says in the article that he does not advocate a separate state for Kurds. But he suggests that he can understand, given their treatment, why some Kurds do. That is close to heresy in Turkey, where the 1923 republic founded by Ataturk was based on the core principle that ethnic groups must suppress their identities to build a strong nation-state based on a common sense of Turkishness.

By John Darnton  
New York Times Service

**I**STANBUL — In physical stature, Yasar Kemal, Turkey's best-known and best-loved novelist, is decidedly Hemingwayesque — a big, barrel-chested man who looks as if he's ready to wrestle with the devil. And that, a lot of people feel, is exactly what he's doing.

Kemal, 71 or thereabouts — such things are a bit vague in the wild mountains near Adana where he was born — is facing the wrath of the avenging state.

Turkey has charged the author under Article 8 of the Anti-Terror Law. That is a catch-all provision about advocating separatism, and it is being applied because of an article he wrote for the Jan. 10 issue of *Der Spiegel*, the German newsmagazine, describing the oppression of fellow Kurds in his country. Then when he published the essay in a collection of writings by Turkish authors here, titled "Freedom of Expression and Turkey," he was charged again under Article 8, along with the publisher. The book was banned and confiscated.

There was another charge in between — something about causing divisions in society, he said.

The writer faces two to five years in jail on two of the charges, three to six on the third. His trial is to start on May 5. It consumes him and has totally intruded on his writing.

"When I go to court, I'm not even going to defend myself," he insisted, pouring coffee with the bounce of an irrepresible host. "I will make a speech — you know, like Emile Zola, 'J'accuse!'"

At another point, pacing though his book-lined, five-room apartment, he had a brainstorm. Talking about a State Department report castigating Turkey for rights violations, he said: "Maybe I'll submit the report. Then I'll subpoena President Clinton!"

There are those who think it was not too smart for Turkey to indict its pre-eminent man of letters, someone who has been awarded an honorary degree by the University of Human Sciences in Strasbourg and the Legion d'Honneur, Commandeur, in Paris, whose

## INTERNATIONAL

## In Barring Iran Oil Deal, U.S. Sends Conflicting Signals

By David E. Sanger  
New York Times Service

WASHINGTON — If American business has received a single clear message from the Clinton administration in the last year, here it is: Join the age of "economic engagement," by helping the United States win over the souls of authoritarian regimes through greater access to American capital and investment.

That has been the logic with China, ever since the administration dramatically reversed gears a year ago and argued that investing in China would change Beijing's attitudes on human rights and the exportation of missiles.

It has been the logic with North Korea, where American business executives are already exploring investment opportunities. And it has applied in Vietnam, where the administration decided to take considerable political heat from veterans groups so that American companies would not miss out on economic openings.

Perhaps then it is understandable how Conoco Inc., the oil company subsidiary of Du Pont Co., missed the signals on Iran, and ended up losing a huge oil exploration deal.

After all, President Clinton appeared to be reversing course again in using an executive order to bar the transaction.

The administration is still struggling to explain how it has become such a vociferous advocate of "economic diplomacy" in dealing with some authoritarian regimes, while preaching the need for economic containment in places like Iran, Iraq and Cuba.

"We draw the line in countries with policies that are beyond the pale," a senior administration official said Tuesday, citing what he said was Iran's sponsorship of terrorism, its violation of human rights and its nuclear ambitions.

But the market reality is this: While turning investment on and off may be the primary weapon Washington has left in its foreign policy

## NEWS ANALYSIS

arsenal these days, it is only powerful if the rest of America's allies go along.

In Iran's case, that rarely happens. So the Iranians know that if Conoco is prohibited from spending \$1 billion to develop its offshore oil fields, someone else — in this case the French companies Elf Aquitaine and Total — will be standing in the wings.

Nor has the United States had much success getting others to join its halfhearted ban on Iranian oil exports. For years, Japanese and American diplomats have professed the same goals in their attempts to change the behavior of the Iranian regime. Yet, in 1993 Japan brought in 370,000 barrels a day, making it Iran's biggest export market.

Washington has rarely been in a position to complain publicly about all this, because its sanctions on Iran have never been as tough as its oratory.

The government has always permitted American companies to buy, refine and sell Iranian oil, as long as they do it off American shores and

through subsidiaries. And once refined, it is impossible to tell the source of the oil. At least some of it undoubtedly flows through American gas pumps.

It was through this loophole that Conoco tried to leap. None of the oil in the deal it signed early this month was to be sold directly in the United States. No prohibition existed — until Tuesday — against the financing and service agreement Conoco planned to sign.

The president acted, his spokesman, Michael McCurry, said, because the deal would "represent a substantial new capacity for oil production by Iran."

He continued: "And that is, among other reasons, why the president felt it would dangerously add to their economic capacity to do the things that we find objectionable in the world community."

Of course, that is exactly the argument that the administration's critics have used in attacking its policy elsewhere in the world.

Presumably, economic engagement with North Korea, however limited, frees resources for that insular country to develop its arsenal of missiles, one of its biggest exports. Dealings with China inevitably enrich the People's Liberation Army, which holds big stakes in many of the busiest factories. China is periodically accused of shipping its missiles to Iran, another of the Chinese Army's main industries.

So why is what is right in China wrong in Iran? It's not entirely clear.

If Mr. McCurry's comments are taken to their logical conclusion, allowing American companies to buy upwards of 25 percent of Iran's oil production is contributing to the regime's health and longevity.

Indeed, that is the argument put forth by Senator Alfonse M. D'Amato, Republican of New York and now the chairman of the Senate Banking Committee. He has introduced legislation to prohibit American companies or their foreign subsidiaries from doing business with Iran.

"We are subsidizing Iranian terrorism by purchasing their oil and it has to stop," Senator D'Amato said recently.

Perhaps the real reason that the administration was able to act so strongly Tuesday is simple politics. After all, what Iran lacks in the United States, for understandable reasons, is any constituency in Congress.

The administration was under tremendous pressure from the business community last year to separate human rights from the issue of trade preferences for China.

There is an active Vietnam business lobby, led by companies that realize that the country may be the last source of well-educated, well-disciplined and very inexpensive labor in Southeast Asia. But by and large, American companies are not clamoring for a chance to work in a country that still routinely calls the United States the "great Satan."

The result was that Conoco found itself where no business ever wants to be in Washington: all alone.



Paris, Thursday, March 16, 1995 INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

# Iran's Push for Nuclear Arms and a Small Airstrip in Germany

By Chris Hedges  
New York Times Service

HASENMOOR, Germany — The tiny Hartenholm civilian airport here, with its fleet of a dozen aging Cessnas, small wooden building for the local parachute club, snack bar, nine warehouses, and red-and-white-checked control tower, appears to be the idyllic home for weekend and business fliers.

But the airport, which, because of its size, operates largely beyond the scrutiny of the customs authorities, is believed to be one of dozens of transit points used by the Iranian government to smuggle, from Europe to Iran, weapons parts, and advanced technology used to develop nuclear weapons, Western intelligence officials say.

Some intelligence officials say they believe that despite an embargo imposed by the West, Iran may have a nuclear capacity in as little as five years.

Intelligence officials say the airport is part of an elaborate network set up by Iran's Islamic government throughout Europe, Russia, and the Central Asian republics, one that is apparently also being used to funnel weapons to the Croatian government and Muslims in Bosnia.

The airport, which is 56 kilometers (35 miles) north of Hamburg, is owned by three Iranians who are reputed to be among the biggest arms dealers in Europe, the officials say.

And some German officials say they now suspect that some Iranians who have used the airport for arms trafficking, backed by the Tehran government, may be implicated in the mysterious death in 1987 in a Geneva hotel room of Uwe Barschel, the former premier of the German state of Schleswig-Holstein, where the airport is located.

Intelligence agencies are so overwhelmed by the scope of the Iranian smuggling operation that, they said, it is almost impossible to monitor. The clandestine equipment, they said, is often broken down into nearly unidentifiable parts and shipped out from different countries and by different routes.

"It is almost impossible to trace the material being smuggled out by the Iranians," a senior German intelligence official said. "Unless you know exactly what type of technology they are trying to build, the smugglers can collect various parts, from various sources that mask the Iranians' intent."

"The Iranians spread their acquisitions program over a huge area. We were able to stop one recent acquisition only because we obtained the key numbers of the component they wanted to build on a computer disk. Our best hope now is that we can delay the process. We will not be able to stop it."

Iranian officials deny that Tehran is trying to build a nuclear arsenal. Iran's foreign minister, Ali Akbar Velayati, has called for all nuclear weapons programs in the Middle East to be disclosed and has chastised Israel for refusing to sign the Nuclear Nonproliferation Treaty, which Iran has signed.

German intelligence officials said that they had mounted an ambitious program to halt the flow of arms-related technology to Iran. "There was no way the Germans were ever willing to provide German technology to help the Iranians," Bernd Schmidbauer, the chancellery minister in charge of intelli-

gence coordination, said when asked about Iran's smuggling network. "This has been our position and is adhered to strictly."

Intelligence officials said that the Iranian effort to acquire nuclear weapons technology mirrored the push by President Saddam Hussein to build a nuclear bomb in Iraq over the last 15 years. The Iranians use many of the old Iraqi smuggling routes and contacts, officials said. But, they added, Iran, unlike Iraq, is able to mask many acquisitions because of its nuclear energy program.

The small airport, tucked in rolling pasture land, would seem to be little use to the Iranians. It is built for light single and twin-engine aircraft that cannot fly directly to Iran.

But liberal European Union aviation guidelines permit civilian airports to operate free from scrutiny by customs authorities. And planes under 7.5 tons are not required to report flight destinations. These two factors drew the Iranians to the airport almost a decade ago, although the Iranians did not purchase the airport until 1993.

Last August, after two Iranians with close ties to the airport were arrested trying to smuggle heroin and opium into Germany, the government forbade the planes from leaving the country. But German officials say it has proved almost impossible to enforce the ban.

German companies have bought weapons material and technology for the Iranian government by falsifying end-user documents for nearly a decade, according to internal company documents. These small European companies, many of which are owned by Iranians, ship material in long, circuitous routes to Iran.

In 1993, with the airport in disrepair and losing money under German management, it was bought by Mehdi Kashani, an Iranian arms dealer, along with Mussa Khayer Habibollahi, a former deputy oil minister of Iran. Mr. Habibollahi, who operated out of London until he disappeared from view a few weeks ago, offered the former owners \$8 million for the airport.

The price was twice what the German owners, Heinz-Erich Schreitmüller and Dr. Reinhard Uhlig, a Hamburg dentist, had paid for it four years before.

The two men agreed to stay on and work for the new man-

agement, company records show.

The management of the airport was turned over to an Iranian, Nick Ahmed Semnar. All of the Iranians, wanted for questioning by the German authorities in connection with the airport's operations, are no longer in Germany. Mr. Schreitmüller and Mr. Uhlig are also being investigated by the German authorities for arms trafficking to Iran.

The deal included buying up all the related companies at the airport, including Paratec and Nordflug, which holds the license for the airfield, and Nordair, which holds a license from the German civil aviation authority that allows the Iranians to buy aviation technology from German manufacturers without disclosing the final destination.

Mr. Kashani, 52, trained as a cleric in Iran, lives in Madrid and was first linked to arms smuggling to Iran in 1983, when a shipment of weapons parts was uncovered leaving Portugal for Iran. Mr. Kashani was involved in the Reagan administration's efforts to send arms to Iran in return for the release of Western hostages held in Lebanon.

In 1992, he was arrested by the Spanish police for trying to ship 200 Klystron amplifiers, used to help guide missiles, to the Iranian Air Force. Intelligence officials say they believe that he works for Mr. Habibollahi, who is believed to oversee the Iranian government's clandestine arms acquisitions in Europe.

But despite his record, Mr. Kashani continued to operate in Germany until last year. On Aug. 12, two associates, Parvis Sigurdson, 56, and a man identified in court documents only as Mohammed Ali L., 54, were arrested in the parking lot of the Elysee-Hotel in Hamburg trying to sell about 45 kilograms (100 pounds) of opium to undercover agents.

The narcotics, the Iranians told the agents, would be delivered through the Hartenholm airport. The Iranians, who were arraigned in a Hamburg court in February, were also trying to

buy radar components for American-made F-4 aircraft for the Iranian Air Force, the authorities said.

Mr. Sigurdson, who worked for Mr. Kashani and who carries a Danish passport, was expelled by the Spanish authorities to Denmark last May, on suspicion of smuggling weapons to Bosnia and Croatia.

The ties between arms smuggling and narcotics trafficking are close.

Money from drug sales is often poured back into illegal arms and technology purchases, intelligence officials say.

Mr. Schreitmüller, in a confidential letter dated Oct. 21, 1993, to his bank, said he had been asked to launder about \$72 million of drug money for the Iranian owners of the airport. A German arms dealer, Peter Fisher, wanted for questioning because of what the authorities suspected was an attempt to smuggle radioactive material through Hartenholm to Iran, along with the airport manager, Mr. Semnar, met with Mr. Schreitmüller on Sept. 2, 1993, in a restaurant in Cologne to make the proposal, the letter said. The name of the restaurant was crossed out.

"In the past, Mr. Semnar was involved in the transportation of sensitive deliveries to Iran," Mr. Schreitmüller wrote. "He also seems to be involved in international drug trafficking and tried to involve Nordair in Schleswig-Holstein. I rejected these intentions."

Hamburg, a port city of 1.6 million residents, including 30,000 Iranians, has long been one of the central smuggling points in Europe. Intelligence officials say they believe that the Iranian Embassy in Bonn is the center for Tehran's intelligence operations in Europe.

It is from the embassy, they say, that Iranian agents coordinate plans to acquire illegal weapons and technology, as well as plan the killing of Iranian dissidents. About 60 Iranian dissidents have been killed in Europe and elsewhere since the Islamic government took power in 1979.

There are many Iranian institutions in Hamburg, including a large Islamic center. The center provides the Iranians, as well as Muslim militants from other countries, with a place to meet and arrange contacts, intelligence officials said. It is also a cover for Iranian agents infiltrated into Europe, they said.

But there are other activities that give the Iranians the cover they need to operate. Iranian ships dock frequently at the port to unload and take on cargo. Iranian truckers make the long drive to Hamburg to bring carpets and pistachios and return with European goods.

There have been at least two unexplained deaths connected to the airport here.

A few years ago, Mr. Kashani's wife, Leila Kashani, fell or was pushed to her death from a hotel room in Madrid.

She was frequently listed as a partner in the companies that shipped weapons technology to Iran. In 1984, she and her husband were arrested in Los Angeles for stealing \$5 million belonging to a partner in a Swiss engineering company called Tex Consulting and Engineering Inc. The partner was Mr. Habibollahi.

The death of Mr. Barschel, the former premier of Schleswig-Holstein, on Oct. 11, 1987, shook Germany. Mr. Barschel was found drugged and drowned in a bathtub in the exclusive Beau Rivage Hotel, in Geneva. The police have not ruled out suicide, but the case is still under investigation in Switzerland and Germany. Mr. Barschel's widow and brother insist that he was assassinated.

Investigators say there was apparently a meeting in Geneva of Iranian arms dealers and senior Iranian officials that may have included Ahmed Khomeini, the son of Iran's late spiritual leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, and Mehdi Karoubi, the speaker of the Iranian Parliament, and Rafiq Dust, an arms dealer, hours before Mr. Barschel's body was found.

Investigators say that Mr. Barschel may have taken part in the meeting. They also say that the former premier may have been involved in the arms deals with Iran and may have run afoul of the Iranians.

Intelligence officials say the Iranians have inherited many of

the old contacts and smuggling routes used in the past by the Pakistanis and the Iraqis to acquire nuclear weapons technology.

Former airport workers say that planes are often hastily loaded or unloaded late at night in Hartenholm. The airport, in an arrangement unusual for small civilian airstrips, has 24-hour-a-day flight clearance.

Reached by telephone, Mr. Uhlig, one of the former owners, denied all involvement in the airport and refused to give an interview.

His former partner, Mr. Schreitmüller, who says Mr. Uhlig and the Iranians cheated him out of his share of the purchase price, has moved and changed his phone numbers. He said he had received several death threats.

Material is often flown by light aircraft to airstrips in Poland and possibly other East European countries, often by way of Brussels or Vienna, and loaded onto cargo planes bound for Iran, intelligence officials said. On other occasions, the officials said, it has been flown to Eastern Europe and carried by truck to cargo ships.

Intelligence officials said that the Iranians rarely take possession of weapons-related material in Europe or Russia, having it delivered instead to a transit point they believe will be beyond the scrutiny of Western intelligence services.

## De nouveaux heurts se sont produits à Ankara et dans sa banlieue

DEUX PERSONNES ont été tuées, mardi 14 mars à Istanbul, par l'embrasement d'une voiture atteinte par des cocktails Molotov. L'explosion s'est produite dans le quartier de Gazi, théâtre depuis deux jours de violentes émeutes. Plusieurs centaines d'alevis (musulmans d'origine chiite très attachés à la laïcité) étaient de nouveau rassemblés pour protester contre les affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont fait, selon un dernier bilan, vingt-trois morts depuis dimanche à la suite de l'attentat contre la communauté alevite. Les gendarmes étaient toujours déployés dans le quartier, alors que les manifestants bravaient le couvre-feu en vigueur depuis lundi.

Les émeutes se sont propagées à Ankara, la capitale turque, où

la police anti-émeutes a répondu à coups de matraque, de canon à eau et avec des chiens, à la foule qui lui lançait des pierres. Le premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a par ailleurs annoncé mardi sa volonté d'arrêter certains crimes ou délits, y compris les délits d'opinion, et de protéger les Turcs contre les tortures et les violations des droits de l'homme.

Cette annonce intervient quelques jours après une déclaration du ministre de la justice, Mehmet Mogultay, selon laquelle les changements législatifs étaient en préparation. Cent treize personnes, dont des journalistes, éditeurs, artistes et députés, étaient en prison à la mi-février pour délit d'opinion, selon l'Association des droits de l'homme (IDH) de Turquie.

### RÉFORMES DANS LE SUD-EST

Concernant l'état d'urgence dans le Sud-Est anatolien, que le Parlement turc a reconduit pour la 23<sup>e</sup> fois, mardi, dans les dix provinces où l'armée combat depuis dix ans les séparatistes kurdes, le premier ministre a estimé que les réformes qu'elle envisageait devait conduire à la « levée progressive » de cette mesure dans la région. M<sup>me</sup> Ciller a estimé : « Les forces de l'ordre apportent de plus en plus de stabilité » dans cette zone, théâtre depuis dix ans d'affrontements avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). La plupart des mesures annoncées par le premier ministre turc figurent dans le pacte de coalition droite-gauche qu'elle dirige mais n'ont pu jusqu'à présent être menées à bien. - (AFP, Reuter.)

LE MONDE - 16 mars 1995

**Turquie** La communauté des alevi, d'origine chiite, manifeste avec violence son mécontentement face aux brimades dont elle s'estime l'objet

# LA RÉVOLTE DES ALEVIS EMBRASE ISTANBUL

**ISTANBUL**

DE NOTRE CORRESPONDANT

« Jusqu'à aujourd'hui, la tolérance n'a existé que dans un sens », affirme Lutfu Kaleli, un intellectuel alevi, commentant la révolte des habitants du quartier de Gazi, à Istanbul. Les heurts entre manifestants et policiers qui avaient suivi dimanche le mitraillage d'un café ont fait 23 morts. Mardi encore, une femme a trouvé la mort dans un attentat, malgré le couvre-feu imposé par les forces de l'ordre.

La violence de la réaction alevi s'inscrit dans le contexte de la progression des islamistes du Refah, le parti de la Prospérité, qui s'est emparé en mars 1993 des municipalités des principales villes du pays dont Istanbul et Ankara, cristallisant la peur de l'arrivée d'un pouvoir sunnite.

Depuis les événements de Sivass en juillet 1993, où 37 artistes et intellectuels participant à un festival avaient trouvé la mort, carbonisés dans

l'incendie d'un hôtel allumé par des manifestants islamistes, les alevi ont perdu confiance dans les institutions, soupçonnées de complaisance sinon de partialité envers les religieux.

Persécutés depuis des siècles, jamais reconnus officiellement bien qu'ils représentent de 10 à 20 millions de citoyens turcs, dont un tiers de Kurdes, les alevi revendiquent aujourd'hui ouvertement leurs droits, en premier celui de célébrer ouvertement leur culte.

Tolérance, négociation, respect mutuel, sont les idées centrales de l'islam alevi et de son organisation sociale. Implantée d'abord en Anatolie centrale, dans une zone située entre Ankara et le Kurdistan, la tradition alevi, issue du chiisme, s'enracine dans l'enseignement de Haci Bektaş Veli, un saint ayant vécu aux XI<sup>e</sup> ou XII<sup>e</sup> siècles en Anatolie, et souvent représenté un fer dans les bras et une lionne à ses pieds, preuve de la capacité de l'amour à faire vivre ensemble les contraires.



Manifestations des alevi, mardi, à Istanbul. Le malaise de la communauté n'a fait que croître, face aux récents succès électoraux des islamistes. (Photo AFP.)

Les communautés alevies sont organisées autour de la figure du Dede, le sage, chargé de résoudre les conflits lors du Djem, cérémonie où hommes et femmes ont les mêmes droits d'intervention. Les membres de la communauté y exposent leurs problèmes, le Dede apporte alors des éléments de solution avant de terminer par une cérémonie religieuse, le

Sema, dans laquelle hommes et femmes forment une ronde en chantant leurs louanges à Dieu. Le fait que les alevi ne pratiquent pas le rituel des cinq prières quotidiennes, refusent le pèlerinage à La Mecque et ne prient pas dans les mosquées, la participation des femmes aux cérémonies et aux danses, leur ont toujours valu une réputation sulfureuse, sujette au fan-

tasme et à la suspicion de la majorité sunnite. La tradition alevie est pourtant au centre de la culture populaire turque. Depuis toujours, les cérémonies religieuses, comme les poètes ou les musiciens alevi, utilisent la langue turque alors que les patriarches préféraient l'arabe ou le persan. Après leur coup d'État de sep-

Sans avoir jamais représenté un bloc, les alevi votaient traditionnellement pour les partis de la gauche laïque. La crise du modèle kémaliste républicain et laïc, l'affirmation des revendications kurdes et la montée de l'islamisme les incitent désormais à s'organiser pour revendiquer directement la reconnaissance de leur spécificité.

Claude ORTACQ

# Yaşar Kemal: The honor of a country is more important than territory

At court he will give a 'J'accuse' speech

By Uğur Akıncı  
*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Yaşar Kemal, 71, one of Turkey's best-known novelists, is quoted in the New York Times as saying "democracy is an honor for a country. And for me the honor of the country is more important than the territory of the country." Yaşar Kemal recently created quite a furor in Turkey by referring to systematic oppression of Kurds in Turkey in an interview published in the Jan. 10 issue of Der Spiegel magazine. Kemal has written 36 books and his name has been frequently mentioned in connection with the Nobel prize over the years.

In the New York Times story filed from Istanbul by John Darnton, Kemal is said to be facing two to five years in jail on two of the charges leveled at him by the prosecutor and three to six on the third charge, all on the basis of his Der Spiegel interview which was later published in a collection

of writings by Turkish authors, "Freedom of Expression and Turkey." Kemal is accused of violating Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

Kemal is defiant, the Times reported. "When I go to court I'm not even going to defend myself," he insisted. "I will make a speech — you know, like Emile Zola, J'accuse!" he said. Kemal was referring to the great French novelist who accused the army in 1898 with the pamphlet "J'accuse!" when he got involved with the famous "Dreyfuss Affair." Prosecuted for libel, Zola escaped to England, remaining there until he took advantage of an amnesty a few months later.

"Time will show that it is my prosecutors who are on trial," Yaşar Kemal is quoted saying in the newspaper. He also said that if convicted he would not accept a pardon and that the US State Department also produced a report castigating Turkey for human rights violations. "Maybe I will submit the report [to the court]," he said. "Then I'll subpoena President Clinton!"

President Demirel is also quoted as saying "Yaşar Kemal is a very famous author. I like him very much. He has done beautiful things. He uses Turkish. But he is coming from a Kurdish family — that's all right. But what he did in his article, that's unfortunate. I don't think the whole thing is bad. People in Turkey were divided — many said he shouldn't have done it. He did it. The prosecutor cannot do anything else."

The story mentioned that Kemal has been jailed a lot, due to his leftist convictions. "I was tortured a great deal," Kemal said. "They tied my legs together, beat my feet, put my head in a toilet." He pulled up his left sock to show Mr. Darnton a deep scar just above the ankle. His wife, Thilda, interjected with a laugh. "Luckily, they didn't have electricity in those days," she is quoted as saying.

LA CROIX- 16 mars 1995

## MASSACRE EN TURQUIE

### L'ÉDITORIAL

de Bruno Frappat

**C**omment vivre un islam ouvert dans un pays où l'État s'affiche « laïc » mais où s'affirme, chaque jour un peu plus, un islamisme conquérant et fermé? Ainsi se résume le drame des alevi, minorité musulmane de Turquie en butte à une sanglante répression: depuis le début de la semaine, au moins 25 personnes ont été tuées par la police dans un faubourg d'Istanbul.

Les alevi représentent plus de 20% de la population turque. Ils pratiquent une religion issue du chiisme mais qui ne partage aucune des « valeurs » des imams au pouvoir en Iran. L'égalité hommes-femmes y est totale, dans la vie comme dans les cérémonies; le voile est proscrit; l'acceptation des différences et l'amour du prochain sont enseignés par une hiérarchie qui s'appuie sur une culture riche où littérature et poésie ont une grande part.

Il n'est pires ennemis, aux yeux des islamistes sunnites, que ces musulmans qui ne font pas le pèlerinage de La Mecque et n'ont pas besoin de mosquées. Ils ap-

paraissent comme des traîtres plus insupportables que des « infidèles ».

L'attitude du pouvoir turc à l'égard des alevi est ambiguë. Les partis islamistes — qui ont déjà conquis les municipalités de plusieurs grandes villes, dont Ankara et Istanbul — menacent les partis traditionnels qui se revendiquent toujours de la « laïcité » mais ont restauré... l'enseignement obligatoire de l'islam (version sunnite) dans les écoles. Donner des gages aux extrémistes musulmans en réprimant les musulmans non extrémistes, tel paraît être le pari des autorités turques. Elles s'abritent derrière une ma-

nipulation supposée des alevi par la guérilla du Kurdistan.

République parlementaire après des années de dictatures et de violences, la Turquie fait partie de l'Otan et a servi de base arrière aux troupes occidentales durant la guerre du Golfe. Elle ne cesse de frapper à la porte de l'Union européenne qui vient de créer avec elle une union douanière. Elle est à cheval, géographiquement, mais aussi symboliquement, sur l'Europe et sur l'Asie. Il faudra qu'elle choisisse sur quel versant de la liberté elle veut construire son avenir.

## Belgium on establishment of Kurdish Parliament: No recognition, no hindrance

Ataman says Turkey has asked Brussels to prevent the opening of 'Kurdish parliament in exile' in Belgium on March 21

*Turkish Daily News*

ANKARA- Belgium, repeatedly urged by Turkey not to allow the establishment of the so-called Kurdish parliament in exile in its territory, declared that it will not recognize the Parliament but will not interfere its opening either. Ankara, on the other hand, declared that non-recognition of the Parliament was not enough.

"Saying that you do not recognize the Kurdish parliament in exile does not relieve a country of its internationally undertaken obligations to fight terrorism," a senior Foreign Ministry source told the TDN.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said that Turkey had made a recent demarche to Belgium to stop the opening of the Kurdish parliament in exile, which is expected to be opened in Belgium on March 21 — the date of Newroz,

Kurdish New Year.

Foreign Ministry spokesman Ataman said that Turkish Foreign Minister Murat Karayalçın had summoned the Belgian ambassador to Turkey on Monday and drew attention to the grave consequences if Belgium allowed the so-called Parliament to be opened.

The Belgian attitude, as disclosed by its Foreign Ministry spokesman Wednesday, is that while it will not recognize the so-called Kurdish Parliament in exile, it would not "interfere" with its establishment.

"The Turkish attitude is clear," Ataman said. "We will consider allowing the establishment of the so-called Kurdish Parliament in exile as a hostile attitude that targets Turkey's territorial integrity. We are, therefore, closely watching developments."

### ■ Ankara says Arbil should be opened to all groups

The Turkish Foreign Ministry, expressing concern over the continued fighting in northern Iraq, said that Arbil should be opened to all ethnic groups. "It is Turkey's sincere hope that the conflicts in this city, which prevent safe entry and exit, will end," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said. Turkey's concern stems partly from the fact that it has an office in the city for the distribution of humanitarian aid. "We also have some information that certain local forces have opened fire on the Iraqi forces stationed south of the 36th parallel. Ataman said the Iraqi side's cool-headed reaction to these events was praiseworthy. The spokesman also made a reference to the allegations that "some local forces" in the region — a thinly veiled reference to the forces of the Patriotic Union of Kurdistan — would launch an attack on Kirkuk, an oil-rich region which is also populated by Iraqi Turkmens. "Turkey, which has supported Iraqi territorial integrity and unity from the very beginning, considers such an act unacceptable," he said.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0544 4 I 0280 RFA /AFP-PF24

Allemagne-Kurdes

Première expulsion d'un Kurde vers la Turquie depuis la levée d'un moratoire

MUNICH (Allemagne), 17 mars (AFP) - La Bavière a décidé vendredi la première expulsion d'un Kurde vers la Turquie depuis la levée, mercredi, d'un moratoire sur les expulsions de Kurdes vers la Turquie adopté après la condamnation à de lourdes peines de prison de huit députés turcs d'origine kurde début décembre à Ankara.

La préparation de cette expulsion, qui concerne un trafiquant de drogue de 30 ans actuellement sous les verrous, a commencé et l'homme devrait être renvoyé en Turquie au milieu de la semaine prochaine, a indiqué un responsable bavarois, M. Hans-Peter Uhl.

Le ministre fédéral de l'intérieur, M. Manfred Kanther, avait annoncé mercredi sa décision de reprendre les expulsions à l'issue d'une audition de la commission de l'Intérieur du Bundestag (chambre basse du parlement) sur la situation des Kurdes de Turquie.

Il avait fait valoir les assurances données par les autorités turques au gouvernement allemand sur le traitement conforme aux droits de l'homme des expulsés kurdes. Ankara a également pris l'engagement de prévenir Bonn chaque fois qu'un Kurde menacé d'expulsion sera susceptible de faire l'objet de poursuites judiciaires en Turquie, en particulier lorsque la peine de mort sera encourue.

Vendredi, le Bundestag a approuvé la décision du ministre de l'intérieur. En revanche, les dix Etats fédérés dirigés par l'opposition sociale-démocrate (SPD), à l'exception du Mecklembourg-Poméranie antérieure, veulent maintenir le moratoire au moins jusqu'au 12 juin.

Les expulsions en Allemagne sont du ressort des Etats fédérés.

jlp/dch/mfo

AFP /JO0245/171602

MAR 95

Le Monde - 17 mars 1995

## L'Allemagne n'interdit plus les expulsions de réfugiés kurdes vers la Turquie

BONN

de notre correspondant

Les droits de l'homme sont-ils respectés par la Turquie ? A l'heure où le gouvernement d'Ankara frappe aux portes de l'Europe, la question se pose de manière répétée. Et particulièrement en Allemagne, où tout ce qui concerne la Turquie trouve un écho immédiat. Depuis dix mois, les demandeurs d'asile kurdes dont le statut de réfugié n'avait pas été reconnu par les autorités allemandes ne pouvaient pas être expulsés vers la Turquie. Cette disposition, qui concerne plus de dix mille personnes, avait été prise en raison des risques de persécution encourus par les Kurdes à leur retour en Turquie.

Depuis le 16 mars, tout a changé. Estimant que les garanties de respect des droits de l'homme données par le gouvernement d'Ankara sont suffisantes, le ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral, Manfred Kanther, vient de lever le gel des expulsions. Un accord entre Bonn et Ankara prévoit un certain nombre de mesures afin d'assurer un traitement humain aux réfugiés kurdes à leur retour (non

application de la peine de mort, absence de torture, possibilité de contrôle par un médecin...). Mais la majorité des Länder, gouvernés par l'opposition sociale-démocrate, continueront de garantir l'accueil à tous les réfugiés kurdes : un nouveau conflit juridique se prépare entre les autorités fédérales et régionales.

### DISPARITIONS

Une audition publique d'experts a été organisée mercredi 15 mars au Bundestag, à Bonn. Les députés ont tenté de se faire une idée précise de la situation des droits de l'homme en Turquie. On s'est penché sur l'activité des tribunaux de sécurité d'Etat créés en 1982, mais aussi sur le comportement de la police, en particulier dans les territoires de l'est du pays soumis à l'état d'urgence. Un ancien ministre de la justice d'Ankara a indiqué que son pays respectait les critères prévus par la convention européenne des droits de l'homme. Mais l'ensemble des organisations non gouvernementales présentes lors de cette audition ont souligné que, même si officielle-

ment la peine de mort n'est plus appliquée en Turquie depuis 1984, la réalité des faits était très différente.

Amnesty international a indiqué que vingt-neuf personnes emprisonnées étaient mortes des suites de tortures en 1994 et relevé cinquante cas de disparition au cours de la même année, concernant aussi bien des particuliers, des politiciens locaux, des journalistes... Toujours selon Amnesty, quatre cents meurtres politiques impliquant des membres de la Sécurité d'Etat auraient été commis en 1994.

La torture est non seulement pratiquée dans les régions à forte présence kurde, mais également dans l'ensemble du pays. Amnesty international relève avec inquiétude le nombre croissant de poursuites judiciaires dont font l'objet, en Turquie, les membres d'organisations de défense des droits de l'homme. « L'utilisation du mot « Kurdistan » suffit pour être poursuivi par les tribunaux », selon Heidi Wedel, de la section allemande d'Amnesty international.

Lucas Delattre

Témoignage Chrétien - 17 mars 1995

# BILLET

## FERMER LES YEUX ?

**L**e 6 mars, l'Union européenne signait un accord d'union douanière avec la Turquie qui entrera en vigueur le 1er janvier 1996. Ce pays serait-il sur le point de conquérir enfin ce qu'il cherche depuis sa première demande d'adhésion à la communauté européenne formulée le 14 avril 1987 ? Les autorités d'Ankara semblent - ou feignent ? - ne pas douter de parvenir à leurs fins et d'obtenir ainsi une sorte de « brevet d'honorabilité ».

Une question vient donc immédiatement à l'esprit. Ce régime, dénoncé régulièrement par les organisations de défense des droits de l'homme, aurait-il changé ? Les scènes de guérilla urbaine, l'instabilité chronique, la torture, les droits des opposants bafoués, les députés emprisonnés pour délit d'opinion, les journaux régulièrement censurés, tout ceci apparaîtrait-il déjà au passé ?

Moins d'une semaine plus tard, le 12 mars, un attentat islamiste était commis à Istanbul contre la communauté musulmane des alévis, qui se prononce traditionnellement en faveur de la gauche, de la laïcité et d'une société égalitaire entre les femmes et les hommes. Le lendemain, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à tirer dans la foule, tuant plusieurs dizaines d'alévis qui manifestaient et avaient pour seul tort d'exprimer leur colère devant l'impuissance d'un pouvoir qui, au cours des années, a multiplié les concessions à l'égard des fondamentalistes religieux afin de gagner leurs faveurs.

En réalité, rien ne semble avoir changé en Turquie. Pas plus la manière « radicale » choisie par les



PETITCAT

Leyla Zana, l'un des députés kurdes emprisonnés en Turquie.

autorités pour traiter le problème kurde que le refus de reconnaître, comme l'Allemagne a su le faire pour un autre génocide, sa responsabilité dans le drame arménien. En dépit des bonnes grâces des Etats-Unis qui utilisent une base arrière bien utile pour leurs opérations dans la région et malgré l'amitié historique qui la lie à l'Allemagne.

La violation des droits de l'homme lui colle à la peau comme une tunique de Nessus. Il ne s'agit pas pour les pays de la communauté de se retirer sur une sorte d'Avenin, d'adopter une attitude condescendante. La Turquie dotée d'un régime respectant l'Etat de droit et les libertés fondamentales constituerait à n'en pas douter un apport et une ouverture considérable sur une riche civilisation musulmane qui contribuerait à un dialogue porteur de fruits prometteurs.

Mais force est de constater que tel n'est pas le cas aujourd'hui.

Toute proportion gardée, aurait-on eu l'idée d'accepter en son temps l'entrée dans la CEE de l'Espagne de Franco, du Portugal de Salazar et de la Grèce des colonels ?

A ceux qui expliquent que la nature du régime changera si la Turquie intègre l'Union européenne, on peut répondre que, là comme ailleurs, il convient d'éviter de mettre la charrue avant les boeufs ! La démocratie se conquiert et elle sera ensuite d'autant plus forte qu'elle sera arimée à un ensemble lui-même démocratique.

Accepter l'entrée du régime turc en l'état serait une forme accomplie de cynisme et comment pourrions-nous, dans ces conditions, refuser la candidature d'un autre « modèle » de démocratie, le Maroc, qui a lui aussi formulé une demande d'adhésion...

Jean Bordo

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0541 4 I 0270 BEL /AFP-PE54

Belgique-Turquie-Kurdes

Pas de décision sur l'installation à Bruxelles d'un parlement kurde en exil

BRUXELLES, 17 mars (AFP) - Aucune décision n'a encore été prise sur l'installation à Bruxelles d'un "parlement kurde en exil", a indiqué vendredi à l'AFP Kemal Kara, un des porte-parole du Comité préparatoire sur la création du Parlement en exil.

Le président du Parlement turc, Husamettin Cindoruk, a indiqué vendredi à Ankara qu'il avait décidé d'annuler une visite en Belgique prévue du 21 au 24 mars en raison de l'installation dans ce pays du Parlement kurde en exil.

"Une Commission préparatoire doit se réunir en avril pour prendre une décision et nous examinons pour l'instant plusieurs pays européens avant de décider où nous installerons le siège du parlement", a précisé M. Kara.

L'ambassadeur de Belgique en Turquie avait été convoqué lundi au ministère turc des Affaires étrangères où on lui avait fait part des inquiétudes d'Ankara sur les activités du "prétendu parlement kurde en exil" qui envisagerait, selon les Turcs, de s'installer en Belgique.

Le porte parole de la diplomatie turque, Ferhat Ataman, avait déclaré mercredi que les Turcs avaient attiré à plusieurs reprises depuis fin février l'attention des autorités belges sur les activités concernant le parlement kurde en exil.

Un porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères a indiqué que les autorités belges n'avaient pas été informées de l'installation en Belgique d'un Parlement kurde en exil, mais que si elle se produisait, une telle initiative ne serait "ni reconnue, ni soutenue par la Belgique".

jld/dch/mfo

AFP /JO0245/171558

MAR 95

Libre Belgique - 17 mars 1995

## Ankara met Bruxelles en garde

La présence d'exilés kurdes pose également un problème à la Belgique. Un certain nombre de députés kurdes exilés à Bruxelles depuis plus d'un an s'efforcent de mettre en place un parlement en exil en Belgique. Le projet n'est pas encore près d'aboutir. Depuis la fin du mois dernier, il n'en a pas moins amené le gouvernement d'Ankara à attirer à plusieurs reprises l'attention des autorités belges sur ce projet de parlement. Un porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères l'a confirmé.

Lundi dernier encore, l'ambassadeur de Belgique à Ankara a été convoqué au ministère des Affaires étrangères. Il lui a été notifié les inquiétudes du gouvernement turc à propos des activités du « prétendu parlement kurde en exil » qui, selon le porte-parole, devrait s'installer, selon certaines rumeurs, à Louvain. A l'occasion de cette entrevue, « les engagements belges dans le cadre du droit international » ont été rappelés à l'ambassadeur.

Le porte-parole a affirmé que la Turquie qualifie le projet de

parlement en exil « d'attaque à son intégrité territoriale ». A l'occasion de la visite de son homologue turc fin février, le ministre belge avait publié un communiqué dans lequel il réaffirmait, précisément, l'attachement de la Belgique à cette intégrité territoriale. Mais le ministère affirmait également que les aspirations de toutes les composantes de la société turque doivent pouvoir s'exprimer au sein du parlement et que la mise à l'écart de parlementaires kurdes n'était pas de nature à rencontrer cette aspiration.

Le communiqué n'en affirmait pas moins que le projet de parlement en exil n'est ni reconnu, ni soutenu par la Belgique.

R.V.



## ■ Allemagne

# Vers des expulsions de Kurdes ?

*Bonn l'exige mais les Länder à majorité social-démocrate s'y opposeront*

De notre correspondant à Bonn

Pendant sept heures et dans le cadre d'une audition publique, des experts allemands et turcs ont exposé aux membres de la commission parlementaire de l'Intérieur leurs vues sur le problème kurde en Allemagne. Les députés voulaient ainsi s'informer aux meilleures sources avant de décider de l'opportunité d'expulser un certain nombre de Kurdes vers la Turquie.

Certains d'entre eux ont eu maille à partir avec la justice tandis que d'autres sont d'inoffensifs réfugiés qui n'ont pas reçu le droit d'asile. L'Allemagne compte un million trois cent mille Turcs, dont quatre cent mille Kurdes, parmi ceux-ci cinq mille sont des partisans du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan, de tendance communiste), responsables d'innombrables actions violentes et d'attentats essentiellement contre les intérêts turcs en Allemagne, ce qui a entraîné l'interdiction de leur organisation.

## L'AN DERNIER DEJA

Une première décision d'expulsion avait déjà été prise à la fin de l'an dernier, mais Bonn en avait suspendu l'application suite à la condamnation à Ankara de huit députés kurdes à de lourdes peines de prison. Les circonstances actuelles permettent-elles aujourd'hui de mettre un terme à ce moratoire ? Tel était le thème de cette audition publique à l'issue de laquelle, le ministre fédéral de l'Intérieur a annoncé la fin du moratoire.

Cette audition a toutefois

fait apparaître que les expulsés encourraient dans leur pays des peines arbitraires et en tout cas supérieures à celles dont ils ont écoppé en Allemagne. Selon le président de la société turque des droits de l'homme, des centaines de Kurdes sont chaque année enlevés et exécutés sans jugement. La représentante d'Amnesty International affirme, elle, pouvoir prouver qu'arrestations arbitraires et tortures sont courantes et que de nombreuses personnes extradées sont arrêtées dès leur retour. Selon son organisation, le nombre de « disparus » a doublé en un an, tandis que trente personnes au moins sont mortes des suites de tortures et

que quatre cents autres ont été victimes des organes de sécurité.

Les représentants de l'Etat turc rejettent ces accusations et se réfèrent aux accords sur le respect des droits de l'homme signés par leur gouvernement.

A quoi le professeur Rumpf de l'université d'Heidelberg rétorque que la Turquie a souscrit à de tels engagements mais que son appareil policier échappe à tout contrôle démocratique.

C'est pourquoi, les Etats fédérés à majorité social-démocrate soutenus par les Verts et par le PDS (ex-communiste est-allemand) ont décidé, eux, de ne pas mettre fin, comme l'exige le gouvernement Kohl, au moratoire sur les expulsions de Kurdes vers la Turquie.

Marcel DELVAUX.



Après les heurts de ces derniers jours à Istanbul, des attentats contre des intérêts turcs ont eu lieu en Allemagne et en Suisse, comme ici à Zurich contre une agence de voyage. (Photo EPA)

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0493 4 I 0310 TUR /AFP-OT27

Turquie-Belgique-Kurdes

Le président du parlement turc annule une visite en Belgique à cause du "parlement kurde en exil"

ANKARA, 17 mars (AFP) - Le président du parlement turc, M. Husamettin Cindoruk, a annoncé vendredi avoir annulé une visite en Belgique prévue du 21 au 24 mars en réaction à l'annonce de l'installation dans ce pays d'un "parlement du Kurdistan en exil".

L'établissement de ce parlement "est un développement visant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'unité politique de la Turquie", a déclaré M. Cindoruk dans un communiqué.

Cette annulation a été transmise au président de la chambre des députés belge, M. Charles Ferdinand Nothomb, selon le communiqué.

Le porte-parole de la diplomatie turque Ferhat Ataman avait déclaré mercredi que son ministère avait attiré, à plusieurs reprises depuis fin février, l'attention de la Belgique sur les activités concernant le "parlement kurde en exil".

M. Ataman avait indiqué que l'ambassadeur de Belgique à Ankara avait été convoqué lundi au ministère où on lui avait fait part des inquiétudes d'Ankara concernant les activités du "prétendu parlement kurde en exil" qui projetterait de s'installer à Louvain.

La position de Bruxelles sur cette question est que la loi belge autorise de tels établissements au nom de la liberté d'expression tant que cela ne crée pas de danger pour l'ordre public.

Ankara considère que ce parlement, dont l'idée a été lancée par d'anciens députés en exil du Parti pro-kurde de la démocratie (DEP, dissous), sera une représentation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et souhaitent que les pays européens interdisent son installation sur leur sol.

De bonnes sources, on indique que le "parlement kurde en exil" souhaite se réunir pour la première fois le 21 mars, date du Nevroz, le nouvel an kurde.

hc/dch/lb

AFP /JO0245/171502

MAR 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0500 4 I 0262 AUT /AFP-OU22

Autriche-Kurdes

L'interdiction du PKK n'aidera pas à résoudre le problème kurde, selon un représentant de l'IS

VIENNE, 17 mars (AFP) - L'interdiction du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan - séparatiste), les mesures de répression contre ce parti ou l'expulsion des Kurdes d'Allemagne, n'aideront pas à trouver une solution au problème kurde, a estimé vendredi à Vienne, M. Karl Schramek, représentant autrichien de l'Internationale Socialiste (IS).

M. Schramek a fait cette déclaration lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion de deux jours du comité de l'IS consacrée aux problèmes des Kurdes en Irak et en Turquie notamment, qui s'est tenue au Forum Bruno Kreisky, fondé en mai 1991 en mémoire à l'homme d'Etat autrichien.

Cette réunion, la quatrième du comité de l'IS consacrée à la question kurde, a réuni des représentants des partis sociaux-démocrates de Suède, du Danemark, de France, d'Allemagne et de Suisse, ainsi que des représentants du parti démocratique populaire kurde (HADEP), de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) et du Front de libération du Kurdistan (ERNK) notamment.

Selon le représentant français de l'IS, M. Alain Chenal, "les Français sont très actifs au sein de l'IS sur le dossier kurde mais conservent une position très réservée sur le PKK, qui utilise des méthodes violentes, bien que subissant une répression forte". "Nous ne défendons pas l'idée d'une représentation kurde. Nous n'en sommes pour le moment qu'au stade des contacts informatifs, c'est déjà une nouvelle étape", a-t-il ajouté.

ls/dch/lb

AFP /JO0245/171506

MAR 95

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 17, 1995

## ***Vatican Supports Iraq's Bid to End Sanctions by UN***

*New York Times Service*

ROME — In its campaign against crippling economic sanctions imposed by the United Nations, Iraq won Thursday the support of the Vatican, which has long opposed such embargoes because of the harm they inflict on ordinary people.

Tariq Aziz, the Iraqi deputy prime minister and a member of the country's small Christian minority, won the assurance af-

ter meetings with both Pope John Paul II and Cardinal Angelo Sodano, the Vatican's secretary of state.

The encounters came only three days after the UN Security Council again renewed the sanctions imposed on Iraq after its invasion of Kuwait in 1990. The embargo prevents virtually all Iraqi exports of oil, once its main source of income.

The Vatican spokesman, Joaquin Navarro-Valls, said the Vatican felt sanctions should be only a "temporary means of applying pressure on governments and must always be accompanied by a dialogue."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 17, 1995

# U.S. Wary of Taking Strong Steps on Iran

## White House Moves to Calm Senate on Major Trade Ban

By Thomas W. Lippman  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — A proposed ban on all American economic contacts with Iran might cause more problems than it solves, and Congress should proceed cautiously in deciding whether to impose it, a senior State Department official told the Senate Banking Committee Thursday.

"We are concerned that some unilateral restrictions could hurt Americans more than the government of Iran," said Peter Tarnoff, an undersecretary of state. Such a ban might change Iranian behavior if other major industrial nations would support it, but they will not, Mr. Tarnoff said.

The committee chairman, Alfonse M. D'Amato, Republican of New York, said, however, that the current U.S. embargo on trade with Iran was "a myth" and "propaganda" because it permitted U.S. oil companies to buy Iranian crude oil and allows some U.S. exports to go to Iran.

[Iran has signed contracts with European companies connected with projects to develop a huge gas field and an oil field, Oil Minister Gholamreza Aghazadeh was quoted as saying Thursday, Reuters reported from Tehran.

["At the same time as the contract with the American

company Conoco was canceled, we signed contracts covering South Pars field and Abuzar oil platform," he said. The announcement came a day after President Bill Clinton signed an order banning U.S. companies from oil investment contracts with Iran, effectively quashing a deal between Iran and the Conoco Inc. to develop oil and gas fields.

[Mr. Aghazadeh did not give details of the contracts, nor did he name the companies. An Iranian oil official said the deals were for "financing" the projects and signed with the German engineering firm IAB Leipzig and a Dutch unit of Britain's John Brown Engineering.]

Mr. Tarnoff's appearance before the committee amounted to a classic piece of Washington theater: Congress, in the person of Mr. D'Amato and Senator Lauch Faircloth, Republican of North Carolina, demanding action in the name of principles, and the diplomats, in the person of Mr. Tarnoff, stressing nuance and urging caution.

Mr. Tarnoff did not specifically endorse or oppose a measure sponsored by Mr. D'Amato that would cut off purchases of Iranian oil by American companies and prohibit U.S. involvement in any enterprise with Iranian participation.

He said the Clinton administration was "carefully analyzing the measures you have proposed, and we look forward to discussing them with you and the committee in the days ahead."

That did not satisfy Mr. D'Amato, who has been clamoring for stronger U.S. action to undermine the Iranian regime. Mr. D'Amato praised President Bill Clinton for his decision Tuesday to prohibit Houston-based Conoco Inc. from developing two offshore oil and gas fields in Iran, but said that measure "did not go far enough."

The United States is "fighting with both hands tied behind its back," he said. Current law permits U.S. corporations to buy Iranian oil, as long as they do not import it directly into the United States; they do so, pumping \$4 billion a year into Tehran's coffers.

"If you're going to fight a tiger with a stick of bologna, he's going to take the bologna and take you, too," Mr. D'Amato said.

"If our purpose is to put the Iranian government out of business, why not put the screws to 'em?" Mr. Faircloth asked. "What do you propose to do?"

"Senator, that's a fair question and an important question," Mr. Tarnoff replied. He said the Clinton administration was "studying" the issue to devise a "plausible approach," but noted that "there are some complications."

For example, Mr. D'Amato's bill would apply to foreign subsidiaries of American corporations, but other countries have long resisted efforts to apply U.S. law to subsidiaries outside the United States, Mr. Tarnoff said.

# Istanbul, ville refuge pour les Kurdes

Les manifestations d'Istanbul peuvent être lues comme le contrecoup de déséquilibres migratoires jetant dans les banlieues des grandes villes de l'ouest du pays des masses d'exclus venus pour l'essentiel du Kurdistan.

Journal de Genève  
et Gazette de Lausanne 17 MARS 95

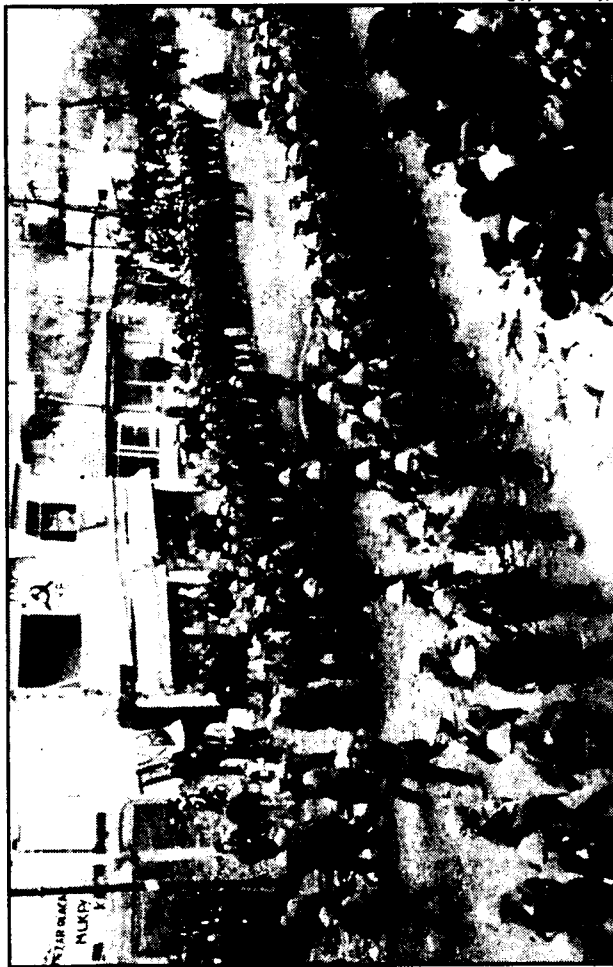
les liens familiaux, claniques et tribaux. Elles ont aussi pour effet d'étendre la question kurde à l'ensemble du pays, avec toutes les conséquences d'embrassement généralisé. Ces migrants grossissent les zones d'habitat spontané et illégal, alimentent le marché du travail parallèle, vivant comme un sous-prolétariat victime d'ostracisme. Cela a pour conséquence d'étendre les réseaux clandestins du PKK dans les villes. Ceux-ci sont capables depuis deux ans de placer des bombes dans nombre de sites touristiques.

Mais ces flambées de violence ont d'autres conséquences. Les commerçants turcs vivant du tourisme dans les stations balnéaires ont déjà manifesté bruyamment contre les Kurdes. Bref, le déplacement de la question kurde vers la Turquie occidentale porte en lui des fermentations de racisme et d'affrontements intercommunautaires, d'autant que les autorités n'ont pris aucune mesure pour l'insertion de ces millions de migrants kurdes et alevites.

Christophe Chiclet

## Des attentats visent des intérêts turcs à Zurich et en Allemagne

Mardi, quelque 300 personnes avaient manifesté devant le consulat général de Zurich à Zurich. Elles protestaient contre l'intervention des policiers face à des membres de la communauté alevite lundi à Istanbul. La section zurichoise du comité du 1er mai a envoyé une lettre de protestation au Gouvernement turc. Une autre manifestation avait été organisée le même jour à Bâle par des Kurdes et des Alevites. (Agences)



Keystone/AP

Depuis mercredi, l'armée a remplacé la police dans le quartier de Gazi, où le couvre-feu a été levé hier matin.

Istanbul, Izmir, Antalya et Adana. Dans cette dernière ville, 65% de la population est désormais kurde.

### Ferments désintégréteurs

Ces migrations désintègrent souvent

pris des mesures classiques de contre-guérilla. En dix ans, près de 2500 villages ont été vidés. Plus d'un million de Kurdes ont ainsi été déplacés, s'entassant dans les grandes villes. De véritables quartiers kurdes ont vu le jour à

dant, comme pour Zurich, les auteurs de ces actes sont inconnus. A Berlin, la police a estimé qu'ils pouvaient être liés aux violences qui ont eu lieu ce week-end en Turquie entre Sunnites et Alevites. Mais les soupçons se portent également sur les activistes du PKK. Les attentats ont abouti à l'arrestation de sympathisants PKK. Il y a deux semaines, les autorités de Bonn déclaraient hors la loi six organisations soupçonnées d'avoir des liens avec le PKK. Le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther a déclaré mercredi que Bonn ne s'opposerait plus à l'expulsion de

Des incendies criminels perpétrés mercredi soir contre trois agences de voyages turques à Zurich ont causé pour quelque 170 000 francs de dégâts. Des témoins affirment avoir vu trois hommes de 25 à 30 ans sur les lieux, a indiqué la police municipale jeudi. Deux bureaux ont été partiellement détruits.

Une série d'attentats de ce type a touché diverses villes allemandes au cours des dernières nuits. Ils visaient des établissements turcs, agences de voyages, centres culturels ou mosquées. Cepen-

Depuis lundi, les affrontements ont déjà fait 25 morts en Turquie. Ils opposent les communautés alevites et kurdes à la police et la gendarmerie. Ces violences n'ont pas lieu en Anatolie centrale et orientale où vivent traditionnellement ces communautés mais dans leurs lieux d'immigration : Istanbul, Ankara et depuis mercredi soir dans une dizaine de villes allemandes (lire ci-dessous).

Les 10 à 15 millions d'Alevites sont des musulmans chiites hétérodoxes et égalitaristes. Ils ne construisent pas de mosquées et ne voilent pas leurs femmes. Ils constituent les gros bataillons de la gauche et de l'extrême gauche. Pour les islamistes ce sont des «hérétiques», pour le pouvoir des «gauchistes». Par ailleurs, 30% d'entre eux sont kurdes, ce qui les fait passer aux yeux de l'armée pour des «séparatistes». Il semble donc que ce soient ces Kurdes alevites, rejoints par des Kurdes d'autres confessions, qui ont été le fer de lance des manifestations d'Istanbul et d'Ankara.

Depuis les années 60, l'Anatolie orientale et centrale se dépeuple. Fuyant la pauvreté, les paysans partaient vers l'Allemagne. Mais au milieu des années 80, le contexte a changé. L'Allemagne a fermé ses portes et favorisé les retours. Le boom économique a touché les villes d'Anatolie occidentale et méridionale : Istanbul, Izmir, Mersin, Adana. Enfin, la guerre civile au Kurdistan entamée en 1984 par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) accélère ce mouvement migratoire. Istanbul est redevenue une tour de Babel orientale de plus de 12 millions d'habitants. Outre les Turcs, les Kurdes et les Alevites, s'y côtoient des Arméniens, des Iraniens, des Caucasiens, des Bulgares, des Roumains, des Russes, des Tatars...

Entassés dans les banlieues-bidonvilles du nord-ouest de la cité, ils vivent mal et sont la cible de la propagande du PKK et des gauchistes de Dev Sol. Dans le quartier Gazi Osman Pacha, les manifestants dénonçaient la destruction de leurs villages natus. En effet, pour répondre à la guérilla du PKK, l'armée a

# La tension monte à Istanbul où des émeutes ont provoqué la mort d'au moins quinze personnes

La brutalité de la répression contribue à créer une situation explosive

Les émeutes qui ont agité Istanbul depuis l'attentat de dimanche 12 mars contre la communauté alévie et la violente répression des forces de l'ordre ont

provoqué la mort de quinze personnes, selon les autorités. La communauté des alévis, musulmans d'origine chiite très attachés à la laïcité, affirme que

vingt-six personnes sont mortes. Les manifestants accusent la police d'avoir contribué à l'escalade en tirant directement sur la foule.

## ISTANBUL

de notre correspondante

Une lente procession a accompagné, mercredi 15 mars, les corps de plusieurs victimes des émeutes ramenées pour être ensevelies dans le quartier de Gazi, à Istanbul. Dans la rue, les tâches de sang sur le pavé témoignent encore de la violence des affrontements qui ont dévasté ce quartier et bouleversé la Turquie. Grâce à un accord conclu entre l'armée et les représentants des manifestants, les funérailles se sont déroulées dans une atmosphère tendue, mais sans incident, malgré la présence d'une foule importante.

Au même moment, sur la rive asiatique d'Istanbul, quatre manifestants trouvaient la mort au cours d'une nouvelle explosion de violence dans le quartier populaire d'Umraniye, où quelque mille cinq cents personnes s'étaient rassemblées pour protester contre les méthodes utilisées par la police.

La majorité des Turcs, choqués et perplexes devant les scènes de violence qu'ils suivent sur leur petit écran, ne comprennent pas comment la situation a pu si rapidement dégénérer au moment où leur pays semblait enfin avoir fait un pas en avant avec la signature de l'accord d'union douanière avec l'Europe. Déclenchées, à l'origine, par une fusillade dirigée



contre des établissements fréquentés par des alévis, les émeutes ont pris de l'ampleur pour devenir l'expression du mécontentement général de la population. La situation économique, le conflit kurde et l'attitude répressive des autorités sont autant de facteurs qui contribuent à créer une situation explosive. Les images de policiers, armés de bâtons, brutalisant les manifestants n'ont fait que confir-

mer le manque de confiance du public à l'égard des forces de l'ordre.

A Ankara, le gouvernement, très critiqué pour son intervention tardive, multiplie les réunions d'urgence et cherche des coupables, sans pouvoir dissimuler son impuissance. De nombreuses voix, dont celles de Cem Boyner, le dirigeant du Mouvement de la nouvelle démocratie (YDH), se sont

élevées pour demander la démission du ministre de l'intérieur Nihat Mentese, qui a démenti que la police ait ouvert le feu, malgré un bilan qui, selon les sources, se situe entre quinze et trente morts.

De tous bords émanent des appels au calme. Lundi, les trois grands quotidiens nationaux, *Hürriyet*, *Sabah* et *Milliyet*, ont paru, dans un rare moment d'unité, avec un titre et un commentaire communs à la une : « *Nous ne tomberons pas dans ce piège odieux.* »

Le premier ministre Tansu Ciller, qui, parallèlement aux événements sanglants qui bouleversent son pays, poursuit ses travaux en vue de la formation d'une nouvelle coalition avec Hikmet Cetin, le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP), a demandé l'appui de la population : « *Nous traversons des temps difficiles. C'était le but de ces actions. Nous ne devons pas riposter.* » Mme Ciller, qui attribue les émeutes à « *une provocation à multiples facettes lancée par des cercles étrangers* » - l'explication traditionnelle du gouvernement lorsqu'il n'a pas de meilleure excuse à fournir -, a affirmé que « *l'État n'a, à aucun moment, perdu le contrôle* » et qu'il « *est plus déterminé, et plus courageux que jamais* ».

Nicole Pope

16 / LE MONDE / VENDREDI 17 MARS 1995

# Le Monde

## La Turquie secouée

**L'**EUPHORIE aura été de courte durée. Une semaine après la signature de l'accord d'union douanière avec les Quinze, alors même que certains dirigeants du pays, dont le premier ministre Tansu Ciller, laissent percevoir la possibilité de mener une politique plus sensible au respect des droits de l'homme, la Turquie se trouve soudain plongée dans des conflits graves qui menacent sa stabilité et peuvent remettre, une nouvelle fois, en cause son rapprochement avec l'Europe.

En accusant les « forces obscures » d'être à l'origine de cette flambée de violence, le gouvernement n'a pas entièrement tort. Dans un pays toujours déchiré entre l'Orient et l'Occident, ils sont en effet nombreux, et pulsants, tous ceux qui visent à faire échouer l'amarrage définitif de la Turquie à l'Europe. Les auteurs de

la fusillade du dimanche 12 mars à Istanbul, qui a déclenché quatre jours d'émeutes et de répression, ne seront peut-être jamais identifiés. En s'attaquant aux alévis, communauté islamique modérée, ils ont exploité un terrain propice et déclenché des troubles qui dépassent maintenant les limites de cette communauté.

Certes. Mais la responsabilité des autorités est aussi grande. Sur les vingt à trente morts des émeutes, combien ont été tués par les forces de l'ordre – qui ont tiré à balles réelles sur les manifestants ? Et si, parmi ces derniers, on trouve des militants de la cause kurde, n'est-ce pas, aussi, une conséquence logique de la répression féroce qui s'abat sur les populations du sud-est du pays ? Bref, les « forces obscures » se trouvent aussi à l'intérieur de l'Etat, parmi ceux qui se sont assigné comme priorité l'éradication par la force

du problème kurde et violent d'un mauvais œil les Occidentaux leur faire reproche de ces méthodes.

Les émeutes de cette semaine ont aussi mis en exergue le décalage entre la classe politique du pays et une population qui subit de plein fouet les effets d'une grave crise sociale. Ce n'est pas un hasard si les violences ont eu lieu dans les quartiers pauvres des grandes villes, là même où sont concentrés tous les laissés-pour-compte d'une forte croissance.

Ces affrontements ont, enfin, montré à quel point étaient fortes les fractures d'une société – entre Kurdes et Turcs, entre alévis et sunnites, entre laïcs et musulmans – longtemps niées mais qui s'expriment aujourd'hui au grand jour.

Une fois encore, la Turquie est devant un choix crucial. Les anciennes structures, celles d'un Etat tout à la fois paternaliste et violent, ne sont ni acceptables moralement ni aptes à répondre aux défis, économiques notamment, du vingt et unième siècle. Mais la charpente d'une Turquie démocratique semble bien difficile à bâtir. Le soutien de l'Europe est, certes, important pour aider Ankara dans cette phase difficile. Il ne sera jamais suffisant, tant il appartient aux Turcs eux-mêmes d'exorciser leurs vieux démons.

## L'Allemagne n'interdit plus les expulsions de réfugiés kurdes vers la Turquie

BONN

de notre correspondant

Les droits de l'homme sont-ils respectés par la Turquie ? A l'heure où le gouvernement d'Ankara frappe aux portes de l'Europe, la question se pose de manière répétée. Et particulièrement en Allemagne, où tout ce qui concerne la Turquie trouve un écho immédiat. Depuis dix mois, les demandeurs d'asile kurdes dont le statut de réfugié n'avait pas été reconnu par les autorités allemandes ne pouvaient pas être expulsés vers la Turquie. Cette disposition, qui concerne plus de dix mille personnes, avait été prise en raison des risques de persécution encourus par les Kurdes à leur retour en Turquie.

Depuis le 16 mars, tout a changé. Estimant que les garanties de respect des droits de l'homme données par le gouvernement d'Ankara sont suffisantes, le ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral, Manfred Kanther, vient de lever le gel des expulsions. Un accord entre Bonn et Ankara prévoit un certain nombre de mesures afin d'assurer un traitement humain aux réfugiés kurdes à leur retour (non

application de la peine de mort, absence de torture, possibilité de contrôle par un médecin...). Mais la majorité des Länder, gouvernés par l'opposition sociale-démocrate, continueront de garantir l'accueil à tous les réfugiés kurdes : un nouveau conflit juridique se prépare entre les autorités fédérales et régionales.

### DISPARITIONS

Une audition publique d'experts a été organisée mercredi 15 mars au Bundestag, à Bonn. Les députés ont tenté de se faire une idée précise de la situation des droits de l'homme en Turquie. On s'est penché sur l'activité des tribunaux de sécurité d'Etat créés en 1982, mais aussi sur le comportement de la police, en particulier dans les territoires de l'est du pays soumis à l'état d'urgence. Un ancien ministre de la justice d'Ankara a indiqué que son pays respectait les critères prévus par la convention européenne des droits de l'homme. Mais l'ensemble des organisations non gouvernementales présentes lors de cette audition ont souligné que, même si officielle-

ment la peine de mort n'est plus appliquée en Turquie depuis 1984, la réalité des faits était très différente.

Amnesty international a indiqué que vingt-neuf personnes emprisonnées étaient mortes des suites de tortures en 1994 et relevé cinquante cas de disparition au cours de la même année, concernant aussi bien des particuliers, des politiciens locaux, des journalistes... Toujours selon Amnesty, quatre cents meurtres politiques impliquant des membres de la Sécurité d'Etat auraient été commis en 1994.

La torture est non seulement pratiquée dans les régions à forte présence kurde, mais également dans l'ensemble du pays. Amnesty international relève avec inquiétude le nombre croissant de poursuites judiciaires dont font l'objet, en Turquie, les membres d'organisations de défense des droits de l'homme. « L'utilisation du mot « Kurdistan » suffit pour être poursuivi par les tribunaux », selon Heidi Wedel, de la section allemande d'Amnesty international.

Lucas Delattre

# PARLEMENT EUROPEEN

Session parlementaire

Strasbourg, 13 - 17 mars 1995

## Relations internationales

### Union douanière avec la Turquie

14.03 - Le Président en exercice du Conseil, *M. Alain LAMASSOURE*, a rappelé que le Parlement avait adopté en février une résolution qui ne recommandait pas l'arrêt des négociations avec la Turquie mais précisait les conditions qu'il mettait pour l'entrée en vigueur d'une Union douanière entre la Turquie et l'Union européenne. Le Conseil d'association UE-Turquie est parvenu à un accord le 6 mars définissant un cadre politique général comportant un renforcement des relations fondées sur le respect de l'état de droit et des libertés fondamentales et prévoyant l'achèvement de l'Union douanière et une coopération financière. Ce cadre comporte également des engagements en ce qui concerne Chypre (appui au Secrétaire général des Nations unies pour aboutir à un règlement global de la question, règlement conforme aux résolutions adoptées par les Nations unies; mise en place d'une fédération chypriote bicommunautaire et bizonale. Les Quinze sont tombés d'accord pour ce que les négociations avec Chypre soient entamées six mois après la conclusion de la conférence intergouvernementale de 1996.

L'accord sur l'Union douanière comporte un volet commercial qui prévoit la libre circulation des marchandises, la suppression des droits de douane et taxe d'effets équivalents, la reprise par la Turquie de la politique commerciale de l'Union avec l'adoption du tarif extérieur commun, le rapprochement des législations turques de celles de l'Union en matière de protection de propriété intellectuelle et industrielle de commerce et de concurrence. Il comporte également un volet politique qui implique la mise en place d'un dialogue politique et des réunions au niveau des ministres des affaires étrangères, des fonctionnaires et du Conseil européen. Enfin, le volet financier prévoit pour cinq ans 375 mécs plus une possibilité d'accès aux prêts BEI. Cette aide financière permettra d'aider la Turquie à

combler ses retards en matière d'infrastructures et de réduire l'écart qu'il y a entre son économie et celle de l'Union.

Bien entendu, l'application de l'accord sera subordonné au règlement du statut de Chypre et au respect des droits de l'homme par la Turquie. A ce propos, lors du dernier conseil d'association, le premier ministre turc a pris l'engagement de procéder à des réformes constitutionnelles et législatives. L'accord sur l'Union douanière se fera par l'usage de deux clés: la première est dans les mains du Conseil (dont la Troïka se rendra à Ankara le 23 mars prochain), la deuxième dans les mains du Parlement qui devra donner son avis conforme.

Notre objectif, a conclu le président en exercice du Conseil, était de débloquer le statut de Chypre, de détendre les relations entre la Turquie et la Grèce, d'aider les Turcs qui se battent pour le rétablissement des droits de l'homme.

Le commissaire, *M. VAN DEN BROEK*, a confirmé les objectifs énoncés par le Président en exercice du Conseil. Un nouveau départ a été pris, la Turquie devra respecter ses engagements en faveur des droits de l'homme.

C'est avec une belle unanimité que l'ensemble des représentants des groupes politiques ont condamné l'attitude du Conseil et de la Commission qui, quelques semaines à peine après le vote d'une résolution claire du Parlement européen demandant que cet accord ne soit pas signé, ont conclu les négociations avec la Turquie.

Les parlementaires se sont demandé dans quel domaine il y avait eu amélioration de l'attitude du gouvernement turc. Ils se sont également insurgés contre les déclarations par lesquelles le gouvernement turc se propose d'annexer une partie de Chypre en cas de début des négociations d'adhésion.



Reprenant la parole, le Président en exercice du Conseil, M. Alain LAMASSOURE, a répété "je ne suis pas de ceux qui se satisfont de la situation à Chypre, ni du climat qui règne entre la Grèce et la Turquie, ni de la situation des droits de l'homme en Turquie". Aucun de ces sujets ne peut être réglé par un coup de baguette magique. Aujourd'hui il existe "une fenêtre d'opportunité" pour faire des progrès, la question est de savoir "acceptons-nous ou refusons-nous ce progrès".

Le Conseil a lu attentivement la résolution du Parlement du mois de février. Le Parlement ne demande pas de ne pas procéder aux négociations finales, il a simplement dit "voici les points en fonction desquels je déciderai de donner mon avis conforme ou non". Quant à l'incident à propos de Chypre, il a été clos le 6 mars à 23 heures avec la déclaration du Premier ministre

turc disant que la Turquie appuyait la recherche d'une solution à Chypre, solution qui aboutirait à un Etat bi-communautaire et bi-zonal. D'autre part, l'accord sur l'Union douanière a été accepté à Ankara, à Nicosie et à Athènes. Le processus de paix est aussi important que le processus de paix au Proche-Orient, a-t-il conclu.

Oui, nous avons dit aux autorités turques que le Parlement avait voté le 16 février une résolution qui n'était pas ambiguë, a confirmé le commissaire, M. VAN DEN BROEK. Les autorités turques savent mieux que quiconque à quelles conditions elles doivent satisfaire pour obtenir l'avis conforme du Parlement afin que l'Union douanière entre en vigueur. Nous attachons une extrême importance à ce que la situation des droits de l'homme s'améliore.

## Turkish Daily News

FRIDAY, MARCH 17, 1995

# Germany decides to resume deporting Kurds to Turkey

## Regional German states that are governed by Social Democrats refuse to abide by Bonn's decision

Compiled by the TDN Staff from  
Wire Dispatches

ANKARA/BONN- Germany will resume deporting Kurdish refugees to Turkey, Interior Minister Manfred Kanther said on Wednesday after Turkey agreed to some guarantees on the returning refugees. However, it is reported that the Social Democrat regional administrations would not abide by the decision. Kanther told reporters that Bonn's current ban on deporting Kurds who had unsuccessfully applied for asylum would end immediately.

"I have no doubt that Turkey will uphold the assurances it has made on the treatment of deportees," he said.

Kanther's office announced on Friday that Turkey's interior minister, Nahit Menteşe, had agreed to safeguards, including guaranteed

legal representation for all returnees and medical examinations to ensure they are not mistreated.

This did not satisfy Germany's ombudsman for foreigners, Cornelia Schmalz-Jacobsen.

"More must be done. The assurances of Turkey's interior minister are not enough for me," she told ARD television on Wednesday.

The German section of human rights watchdog Amnesty International also told Bonn that Turkey's assurances did not go far enough.

"Despite its international obligations and repeated statements from groups including Amnesty International, the Turkish government has introduced no effective measures to guard against torture or to investigate events in the past," it said in a statement.

Kanther made his decision after several human rights groups appeared before parliament's domestic affairs committee to press for the extension of the ban on deporting refugees. The ban had been extended twice before it expired on Wednesday. The chairman of the Turkish Human Rights Association, Alan Birdal, testified that torture and disappearances were on the rise in Turkey. He charged that 2 million Kurds had been driven out of their villages, and said 298 people had died as a result of torture or extrajudicial executions in 1994.

"The right to life is being systematically exterminated," he said. "Fundamental rights and freedoms are being constantly violated."

Kanther said he had found no evidence of wholesale persecution of Kurds in Turkey. He said he has assurances deportees will not be mistreated. He would not say if he intends to go ahead with deportations for the moment.

Burkhard Hirsch, a leader of the centrist Free Democratic Party, said Germany would probably deport some Kurds but allow anyone threatened with jail to remain.

But it is precisely the most militant Kurds whom the federal government wants to expel to stop attacks on Turkish businesses, mosques and diplomatic offices in Germany.

The local administrators of Saarland and Rheinland Pfalz have declared that no one will be deported until June 12. Westphalia's Interior Minister Herbert Schnoor said that he would not abide by the decision. Lower Saxony has declared that it would make no deportations until May 18, the date of a meeting among interior ministers.

Germany in 1993 banned the Kurdistan Workers' Party, the Marxist group fighting for a Kurdish state in southeast Turkey. It has detained thousands of Kurds for deportation, but has been frustrated in its attempts to send them home.

Kanther said the recent disturbances in Turkey would not change his resolve to deport Kurdish militants.

"They have nothing to do with our decision," he told the Associated Press before Wednesday's hearing.

(AP, Anatolia, Reuters)

FRIDAY, MARCH 17, 1995

Turkish Daily News

## Ties with Belgium get tense

Turkish Parliament Speaker Cindoruk cancels his trip to Belgium, citing this country's lack of action to prevent the opening of the so-called Kurdish parliament in exile

*Turkish Daily News*

ANKARA- As Turco-Belgian relations soured over the anticipated establishment of a self-declared Kurdish government in exile in Belgium, Turkish Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk cancelled a visit to Brussels.

Turkey had previously summoned up the Belgian ambassador here to ask him of the "grave consequences" if Belgium allowed the opening of the so-called Kurdish parliament in exile. The parliament in exile is rumored to be getting ready to declare itself on March 21 — the date of Newroz, or Kurdish New Year — in the Belgian city of Louvain. But in Brussels, a spokesman for the Kurdistan Exiled Parliament Preparatory Committee said a decision had not yet been taken on where to base the parliament.

A spokesman for Belgium's foreign ministry reiterated earlier comments that if the exiled Kurdish parliament was based in Louvain it would be neither recognized nor supported by the Belgian

government.

Ankara, however, maintains that Belgium, under international obligation to fight terrorism, cannot wash its hands off this matter by announcing that it does not recognize or support the parliament.

"We also expect them to take measures to prevent its opening," Ataman said.

Cindoruk reportedly sent a letter on this issue to his Belgian counterpart Charles Ferdinand Nothomb to stop this Kurdish initiative, but had received a reply saying what the Kurds wanted to open was "an association" and Brussels could not prevent that.

In a written statement, Cindoruk said that this was the first time that "terrorists were given the right to open a parliament."

He said the Kurdish initiative was a move to violate the territorial integrity, sovereignty and political unity of Turkey.

He said that he had expressed his points in a letter to the Belgian parliament.

Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP — Agence France Presse — AFP

FRS0300 4 I 0177 TUR /AFP-UE04

Turquie-Kurdes

Embuscade du PKK: 15 soldats et 12 rebelles tués, 20 soldats blessés

ISTANBUL, 18 mars (AFP) - Quinze soldats turcs ont été tués, 20 autres blessés samedi dans la région de Tunceli (est) dans une embuscade du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui a fait également 12 morts dans les rangs du PKK, a rapporté l'agence Anatolie.

Une patrouille motorisée a été attaquée par des "terroristes" (terme officiel pour désigner les rebelles kurdes) dans la région de Geyiksuyu près de Tunceli, selon la même source. Les rebelles ont tué 15 soldats et en ont blessé vingt autres lors de l'embuscade. Les 12 rebelles ont été abattus par des soldats qui ont riposté.

Une opération de représailles a été déclenchée par des unités de l'armée turque, rapporte l'Anatolie, et des accrochages se poursuivaient en fin après-midi dans la région.

La rébellion du PKK, déclenchée en août 1984, a fait au moins 15.000 morts -membres des forces de l'ordre, rebelles et civils- dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde.

KG/AFP/mfo

AFP /JO0245/181535

MAR 95

# Financial Times: Çiller can't run the country

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- Financial Times, in a report filed by John Barham from Istanbul on the recent Sunni-Alevi riots, said Prime Minister Tansu Çiller's inability to run the country contributed to events getting out of hand. Çiller is "leading a divided and semi-paralyzed coalition government," and she "seems incapable of decisive action," Financial Times (FT) wrote. "She blames the rioting in Gaziosmanpaşa on foreign agents, to the derision of the local people."

The story ends with the pessimistic note that "as Turkey's multiple crises deepen, Mrs. Çiller's inability to steer the country bodes ill." President Süleyman Demirel has recently told Çiller that it is time for a new government.

The FT piece portrayed 15 million Alevi in Turkey as "doubly shunned" since some "Alevi are of Kurdish origin, further alienating them from mainstream society." Most Kurds, however, are Sunnis. Turgay, a man who

refused to give his full name, said "I am an Alevi and I am a Kurd. I am discriminated against twice over. We are always the first to be sacked."

Berham said that the mushrooming squatter housing population in Istanbul and "the deepest economic crisis in 70 years" contributed the recent religious explosion in Istanbul and Ankara which cost the lives of over 20 people. "Istanbul's population is growing by about half a million people a year. Most migrants live crammed in slum dwellings that lack water and other basic amenities. Crime, prostitution and organized crime rackets are rife. Poverty is widespread...People live 10 to 15 to a house" in Gaziosmanpaşa—the Istanbul neighborhood where the events erupted when several coffee-houses were sprayed with machine-guns on March 12, Sunday. FT quotes a teacher from Gaziosmanpaşa saying "instead of responding to our needs, the state jails people for defending their rights.."

LE SOIR - 18-19 mars 1995

## Un « parlement » kurde à Bruxelles ?

Le président du parlement turc, Husamettin Cindoruk, a annoncé vendredi avoir annulé une visite en Belgique prévue du 21 au 24 mars en réaction à l'annonce de l'installation dans ce pays d'un « parlement du Kurdistan en exil ». L'établissement de ce parlement « est un développement visant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'unité politique de la Turquie », a déclaré M. Cindoruk.

Le porte-parole de la diplomatie turque Ferhat Ataman avait déclaré mercredi que son ministère avait attiré, à plusieurs reprises depuis fin février, l'attention de la Belgique sur les activités concernant le « parlement kurde en exil ». M. Ataman avait indiqué que l'ambassadeur de Belgi-

que à Ankara avait été convoqué lundi au ministère où on lui avait fait part des inquiétudes d'Ankara concernant les activités du « prétendu parlement kurde en exil ». Ankara considère que ce parlement, dont l'idée a été lancée par d'anciens députés en exil du Parti pro-kurde de la démocratie (DEP, dissous), sera une représentation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et souhaitent que les pays européens interdisent son installation sur leur sol.

La position de Bruxelles sur cette question est que la loi belge autorise de tels établissements au nom de la liberté d'expression tant que cela ne crée pas de danger pour l'ordre public. Les Affaires étrangères belges

ont indiqué que Bruxelles n'avait pas été informé de l'installation en Belgique d'un Parlement kurde en exil, mais que si elle se produisait, une telle initiative ne serait « ni reconnue, ni soutenue par la Belgique ».

Selon Kemal Kara, un des porte-parole du Comité préparatoire sur la création du Parlement en exil, aucune décision n'a toutefois été prise pour le moment sur l'installation à Bruxelles d'un « parlement kurde en exil » : *Une Commission préparatoire doit se réunir en avril pour prendre une décision et nous examinons pour l'instant plusieurs pays européens avant de décider où nous installerons le siège du parlement*, a précisé M. Kara. (AFP.)

LE SOIR - 20 MARS 1995

Les intérêts d'Ankara sont visés en Allemagne

# L'inquiétude des Alévis de Turquie

La solidarité européenne s'organise autour des Alévis menacés. Nombreuses manifestations.

**L**es Alévis de Turquie sont de plus en plus inquiets: ils ont annulé, dimanche, leur prière traditionnelle dans leur «cermevi» (centre religieux) d'Istanbul après l'attentat commis le 12 mars dans le quartier de Gazi. Cet attentat avait déclenché de violentes émeutes, brutalement réprimées par la police et qui avaient fait 29 morts.

Pour éviter toute provocation, les chefs religieux ont annulé la prière rituelle qui s'accompagne de musique, de danses et de sacrifices de moutons. Un historien alévi a souligné que sa communauté avait commencé à sentir la menace intégriste avec l'avènement de la révolution iranienne en 1979 et que sa plus grande crainte est un Etat islamique.

**HERITIERS D'ATATURK**

La communauté alévi, forte de 10 à 20 millions de personnes,



Signe de victoire mais aussi d'inquiétude pour cette jeune fille turque, manifestant samedi à Strasbourg sa solidarité avec les Alévis. Photo EPA.

sur 60 millions d'habitants, pratique une religion bien éloignée du rite sunnite majoritaire en Turquie. Considérés comme égaux, les hommes et les femmes prient ensemble, le pèlerinage à la Mecque n'existe pas et la période de jeûne ne correspond pas à celle du Ramadan. Politiquement proches de la gauche voire de l'extrême gauche, les Alévis qui se considèrent aussi comme les héritiers de la révolution d'Ataturk, ressentent incontestablement l'un des freins à l'expansion islamiste en Turquie.

La solidarité avec leur communauté commence à s'organiser en Europe. C'est ainsi que, venues de toutes les villes d'Allemagne, de 25 à 50.000 person-

nes ont défilé dans le calme à Cologne pour dénoncer l'attentat du 12 mars. A Francfort, 600 personnes ont manifesté pour les mêmes raisons mais aussi pour fustiger l'interdiction du parti des travailleurs, le PKK considéré en Allemagne comme terroriste. A Zurich, à Vienne, à Paris, à Strasbourg aussi ont eu lieu des manifestations contre le «massacre» des Alévis.

L'agitation provoquée en Europe par le problème des Alévis s'accompagne de manifestations d'hostilité envers Ankara à cause de la question kurde.

Ainsi en Allemagne, des objectifs turcs ont été attaqués durant six nuits consécutives, vrai-

semblablement par des militants kurdes et le gouvernement s'est engagé à sévir contre les étrangers qui commettent des violences politiques sur le territoire allemand. Au cours de la seule nuit de samedi à dimanche, trois agences de voyages, un centre culturel et un magasin turcs ont été pris pour cibles. La communauté turque en Allemagne (1, 8 million de personnes) est ébranlée par ces attaques qui pourraient redoubler à la veille du nouvel an kurde.

#### TOURISME PERTURBÉ

En Bavière, le Premier ministre Edmund Stoiber, membre de la

## TURQUIE

### Bonn durcit le ton face à la poursuite des attentats contre des intérêts turcs

Après six nuits consécutives d'attentats contre des objectifs turcs, Bonn s'est engagé dimanche à sévir contre les étrangers commettant des violences politiques en Allemagne. Samedi, des milliers d'Alévis ont manifesté contre les violences subies par les leurs en Turquie.

En Allemagne, trois agences de voyage, un centre culturel et un magasin turcs ont été pris ce week-end pour cibles. Ces attaques n'ont provoqué,

conservatrice CSU, a déclaré que l'Allemagne devait faire preuve d'une plus grande fermeté et il a recommandé des modifications du droit d'asile afin de faciliter l'expulsion des étrangers criminels.

Dans la semaine, le ministre allemand de l'intérieur, Manfred Kanther, a annoncé qu'il autoriserait à nouveau l'expulsion en Turquie des réfugiés kurdes n'ayant pu obtenir l'asile politique, et il a pris cette décision en dépit des mises en garde des organisations de défense des droits de l'homme. L'Allemagne rappelle qu'elle a interdit le parti

des travailleurs du Kurdistan en 1992.

En Turquie même, ces violences contre les Alévis ont nui au début de la saison touristique : dans le Bazar d'Istanbul, les clients se font plus rares et les commerçants se disent convaincus du fait qu'une main étrangère, qui selon eux serait grecque, serait derrière les terroristes. Les attentats perpétrés notamment par la rébellion kurde ont marqué un coup d'arrêt brutal à la croissance du secteur touristique en forte hausse ces dernières années. (D'après AFP.)

## JOURNAL DE GENÈVE - 20 MARS 1995

trice CSU, a déclaré que l'Allemagne devait faire preuve d'une plus grande fermeté. Il a recommandé des modifications du droit d'asile afin de faciliter l'expulsion des criminels étrangers. «Notre pays n'est pas un terrain de jeu pour criminels», a souligné de son côté Klaus Kinkel, le chef de la diplomatie allemande.

### L'armée turque traque le PKK

Des hélicoptères armés de roquettes et de mitrailleuses ont donné dimanche la chasse aux rebelles kurdes. Ces derniers avaient tué samedi 18 soldats dans l'est de la Turquie, ont déclaré des responsables des Services de sécurité. La police turque a interpellé un homme armé qui tentait de s'introduire dimanche dans la résidence du Premier ministre Tansu Ciller, rapporte l'agence anatolienne de presse. (Agences)

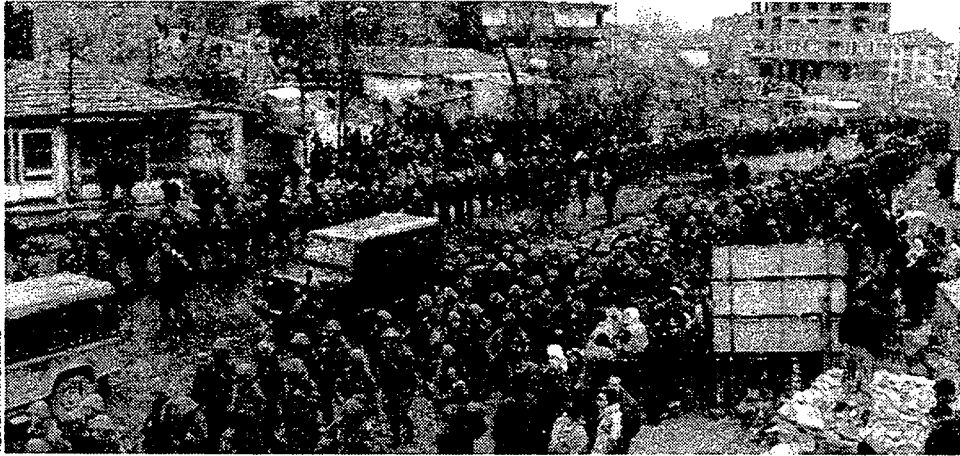
comme les nuits précédentes, que des dommages matériels limités, a indiqué la police. En Suède aussi, des inconnus ont jeté des produits incendiaires dimanche contre bureau du tourisme turc dans le centre de Stockholm, provoquant un début d'incendie. Des incidents ont également eu lieu en Suisse (lire en page 17).

L'importante communauté turque d'Allemagne est ébranlée par ces attaques qui, selon la police, pourraient redoubler à la veille, mardi, du Nouvel An kurde. Quelque 600 000 Alévis, environ 400 000 Kurdes de Turquie et près de deux millions de Turcs vivent en Allemagne. Ces attentats sont généralement interprétés comme une réponse aux affrontements d'Istanbul entre forces de l'ordre et membres de la communauté alévie.

Le Premier ministre bavarois Edmund Stoiber, membre de la conserva-

L'HUMANITÉ  
20 MARS 1995

# Deuil et colère dans la communauté alevie



Le quartier alevi de Gazi, banlieue pauvre d'Istanbul, soumis au couvre-feu et investi par l'armée turque.

**La communauté alevie et les progressistes de Turquie appellent à une journée de deuil ce lundi. Des manifestations de solidarité ont eu lieu samedi dans toute l'Europe, notamment à Paris.**

**D**ES manifestations organisées par les représentants de la communauté alevie, victime la semaine dernière d'une répression féroce de la part de la police turque à Istanbul, se sont déroulées samedi un peu partout en Europe. Des dizaines de milliers de personnes ont ainsi manifesté dans plusieurs villes d'Allemagne, en Belgique, en Autriche et en Suisse.

A Paris, un cortège de plusieurs milliers de personnes, dirigé par l'Union culturelle des alevs de Paris, a défilé une partie de l'après-midi de la Bastille à la République et à la gare de l'Est pour « attirer l'attention sur le massacre des alevs ». En tête marchaient les « dédés » (anciens) à la moustache grise ou blanche, coiffés d'un chapeau mou, signe de modernité. Ils étaient suivis d'une rangée de jeunes filles brandissant le « saz », sorte de luth à trois cordes, symbole de la culture alevie, basée sur la musique et la poésie. Signe de leur attachement à un islam tolérant et ou-

vert : les femmes, nombreuses dans le cortège, ne portaient ni voile ni foulard. Parmi les principaux slogans, celui-ci : « Notre religion est l'amour et notre dieu, l'homme ». Mais les participants affirmaient surtout leur rejet « du fascisme, de l'intégrisme et de la répression » auxquels ils sont confrontés en Turquie. « Nous sommes des musulmans laïcs, la montée de l'intégrisme nous inquiète », clamaient-ils, accusant le gouvernement turc de complicité avec l'intégrisme et demandant sa démission.

En Turquie, des syndicats et organisations de gauche regroupés dans la « Plate-forme pour la démocratie » ont demandé à la population d'observer une journée de deuil ce lundi. Les ouvriers sont invités à cesser le travail pendant deux heures avant midi. Selon l'AFP, le bilan des attentats intégristes et de la répression policière contre les alevs s'élèverait à 29 morts, 120 blessés et 45 disparus. Rappelons que les alevs constituent un tiers de la population de Turquie, Turcs et Kurdes

confondus (ils sont cependant plus nombreux parmi les Turcs).

Au Kurdistan, la répression fait également son œuvre. L'armée turque, appuyée par quatre hélicoptères américains Super Cobra équipés de roquettes et de mitrailleuses, a donné hier la chasse aux rebelles kurdes qui avaient attaqué la veille un convoi militaire près de Tuncelli. Dix-huit militaires turcs et 13 membres du PKK avaient péri dans les combats. Cette attaque des combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est un coup dur pour le premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, qui avait promis que « l'armée en aurait fini avec la rébellion séparatiste avant le printemps ». Elle intervient à la veille de la célébration, mardi prochain, du Newroz (le nouvel an), traditionnellement marqué par une recrudescence des activités du PKK et des manifestations kurdes dans tout le pays. A noter que la communauté alevie, qui se rattache au rite chiite, fête elle aussi le Newroz.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

## Appel au gouvernement français

● Ankara est mécontent des Belges et fronce le sourcil, nous rapporte notre correspondant à Bruxelles, Pierre-André Chanzy. Le président de la Grande Assemblée nationale, Husamettin Cindoruk, devait effectuer une visite officielle en Belgique du 21 au 24 mars. Il ne viendra pas. Cela pour protester contre l'installation à Louvain d'un « Parlement du Kurdistan en exil ». Surprise aux Quatre-Bras, c'est-à-dire aux Affaires étrangères, où l'on dit « ne pas avoir été informé » et où l'on ajoute qu'une telle initiative ne serait « ni reconnue ni soutenue ».

Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme dénonce, dans un communiqué publié à Paris, la répression sauvage effectuée par le gouvernement turc contre les manifestations anti-intégristes. Il souligne que « ces manifestations avaient pour objet de protester contre des attentats meurtriers commis à Istanbul contre la communauté alevie, de confession musulmane chiite, mais attachée au principe de la laïcité ». Rappelant aussi « l'étouffement du peuple kurde » et « la répression des démocrates comme l'écrivain Yachar Kemal », le

communiqué conclut : « Le gouvernement turc, dont les atteintes graves aux libertés et droits de l'homme sont dénoncées de tous côtés, vient de montrer une fois de plus, malgré les promesses formulées auparavant, son attitude équivoque par rapport à l'intégrisme et sa volonté de poursuivre une politique de répression. Le gouvernement français, qui préside actuellement l'Union européenne, ne peut rester muet devant une telle situation. Il a les moyens d'intervenir pour que cessent ces atteintes aux droits de l'homme. »

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0357 4 I 0370 CHY /AFP-EM27

Turquie-Irak-Kurdes

Le PDK condamne l'intervention turque dans le nord de l'Irak

NICOSIE, 20 mars (AFP) - L'une des principales formations kurdes irakiennes a violemment condamné lundi l'incursion turque dans le nord de l'Irak contre les séparatistes turcs et réclamé le retrait immédiat des troupes d'Ankara.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP à Nicosie, l'Union démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) a qualifié l'opération aéro-terrestre déclenchée lundi de "violation flagrante de l'unité territoriale de l'Irak".

"Aucune base du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste kurde turc) ne se trouve dans la zone visée" par l'opération turque, "qui est uniquement habitée par des Kurdes irakiens", assure le communiqué.

"Le PDK n'a été ni consulté ni informé (..) de cette incursion turque injustifiée, en dépit des contacts réguliers" avec Ankara, affirme le communiqué.

Soulignant que l'opération est "la plus grave de par son ampleur et ses objectifs" jamais menée dans le Kurdistan d'Irak par la Turquie, le communiqué indique qu'elle "se produit au coeur de la zone de sécurité établie par les alliés pour protéger les Kurdes des attaques irakiennes".

"Nous appelons le gouvernement turc à retirer ses troupes le plus vite possible et nous demandons à l'ONU et aux forces alliées d'intervenir pour garantir ce retrait", ajoute le PDK.

Selon le communiqué, "des milliers de soldats appuyés par 80 tanks, 100 transports de troupes blindés et quelque 280 autres véhicules ont franchi la frontière dans la nuit de dimanche en lundi".

Les troupes turques ont d'abord pris le contrôle de la ville de Zakho, "où elles ont imposé le couvre-feu pendant plusieurs heures, avant de se diriger vers l'est et d'encercler les deux zones résidentielles de Darkar et Hizawa, où vivent des milliers de kurdes irakiens", ajoute le PDK.

"Les soldats turcs ont effectué des perquisitions dans les maisons, intimidant les habitants, et ont emmené les hommes de Hizawi dans un vieux fort", ajoute le communiqué.

Le PDK affirme que "des contacts au plus haut niveau sont effectués avec Ankara pour obtenir des explications sur les véritables motifs" de l'opération.

at/jeb/jmc

AFP /JO0245/201305

MAR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

L'opération, lancée pour un "temps limité", est intervenue à la veille du Newroz (Nouvel an kurde), le 21 mars, célébré par les Kurdes de Turquie, et après une attaque du PKK samedi dernier dans la région de Tunceli (est) contre un convoi militaire, où 15 soldats turcs ont été tués, selon des sources officielles.

L'armée turque a déjà mené à plusieurs reprises des raids, terrestres ou aériens, dans le nord de l'Irak, dont le plus important remontait à l'automne 1992, au cours duquel 2.500 rebelles kurdes avaient été tués, selon Ankara.

La frontière a été fermée pour quinze jours par les autorités turques en raison de l'opération, a-t-on appris de source militaire à Cizre, à 40 km du poste frontalier turco-irakien de Habur.

La rébellion du PKK et les opérations de représailles de l'armée ont fait au moins 15.000 morts depuis 1984, selon des estimations concordantes.

CE/hc/jh/mbr

AFP /JO0245/201828

MAR 95

FRS0517 4 I 0333 TUR /AFP-FS67

Turquie-Kurdes-Irak

Opération turque en Irak du nord: la frontière fermée pour 15 jours

CIZRE (Turquie), 20 mars (AFP) - La frontière turco-irakienne a été fermée lundi pour quinze jours par les autorités turques en raison de l'opération de l'armée turque en Irak du Nord, a-t-on appris de source militaire à Cizre, à 40 km du poste frontalier turco-irakien de Habur.

Cette vaste opération aéro-terrestre, annoncée par le ministère turc des affaires étrangères, est menée depuis lundi matin dans une zone de 40 km de profondeur en territoire irakien sous contrôle kurde irakien.

Visant, selon Ankara, les camps du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak que cette organisation séparatiste utilise comme base arrière, elle intervient à la veille du Newroz, le Nouvel An kurde.

Sur les 75 km de route entre Nusaybin (frontière turco-syrienne) et Cizre sous le contrôle minutieux de l'armée turque, un journaliste de l'AFP a constaté une file longue de quinze kilomètres de camions n'ayant pu franchir la frontière.

Selon des sources policières à Cizre, une file semblable existait sur la route entre cette ville et Habur. Les camionneurs sont invités à ne pas attendre sur le trajet et à rebrousser chemin, selon les mêmes sources.

Ces camionneurs, kurdes pour la plupart, assurent un commerce frontalier toléré malgré l'embargo de l'ONU contre l'Irak. Ils livrent en Irak des denrées essentiellement alimentaires et en repartent avec du mazout chargé dans des citernes accrochées aux flanc des camions, pour le revendre en Turquie à des prix très inférieurs à ceux du marché.

Interrogés à Cizre, certains ont exprimé leur inquiétude de voir la "porte" (frontière) "fermée pour longtemps" comme ce fut le cas entre le début de la crise du Golfe (août 1990) et 1994 à cause de l'embargo.

En août 1994, comme remède à la mauvaise situation économique dans la région, le gouvernement turc avait autorisé les camionneurs à reprendre leur commerce.

ym/hc/mfo

AFP /JO0245/201614

MAR 95

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.



A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

Turquie-Irak-Kurdes prév

La Turquie lance dans le nord de l'Irak sa plus grande opération militaire à l'étranger

ANKARA, 20 mars (AFP) - La Turquie a lancé lundi matin dans le nord de l'Irak sa plus grande opération militaire jusqu'à ce jour, contre les bases de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), opération qui, selon le Premier ministre, Mme Tansu Ciller, "se poursuivra jusqu'au bout".

Selon le porte-parole du gouvernement, Yildirim Aktuna, c'est "la plus importante opération de l'armée de la république turque" à l'étranger, y compris l'intervention à Chypre de 1974.

"L'opération se poursuit d'après les plans. Elle se poursuivra jusqu'au bout", a dit Mme Ciller à l'issue d'une réunion du gouvernement consacrée à cette offensive. "Nous sommes déterminés à nous débarrasser du mal du terrorisme", a-t-elle ajouté.

Cette opération aéro-terrestre est menée avec 30.000 à 35.000 hommes, comprenant des unités de commandos, équipés de véhicules blindés et appuyés par l'aviation, selon les porte-parole turcs.

Elle a été lancée dans une zone de 220 km le long de la frontière, longue de 385 km, où se trouveraient 2.400 à 2.800 "terroristes" du PKK, selon les mêmes sources.

Cette organisation est en rébellion contre Ankara depuis 1984 et utilise le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, comme base arrière.

Quatorze avions turcs ont détruit lundi certains objectifs des rebelles du PKK dans la région de Bote en territoire irakien et des forces terrestres turques ont pénétré jusqu'à 40 km à l'intérieur du territoire irakien, a indiqué le porte-parole de l'armée, le colonel Dogu Silahcioglu. Des unités mécanisées et blindées formées de quelque 50 chars ont traversé la frontière, a-t-il ajouté.

#### A la veille du nouvel an Kurde

"Les forces de sécurité turques se retireront dès qu'elles auront atteint leurs objectifs", a déclaré Mme Ciller. Elle a ajouté qu'elle s'entretenait au téléphone à ce sujet avec plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, dont le président Bill Clinton.

"Nous veillons avec attention à ce que les populations et organisations civiles ne subissent pas de préjudice", a indiqué Mme Ciller. "Notre objectif est de nettoyer la région (des rebelles kurdes) et de mettre fin à leurs actions visant les gens innocents", a-t-elle poursuivi.

Les ambassadeurs de Syrie, d'Irak, d'Iran, de Russie, de France, les chargés d'affaires d'Allemagne, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis ont été informés au ministère des Affaires étrangères de cette offensive d'envergure, a indiqué le porte-parole de la diplomatie turque Ferhat Ataman.

"L'opération vise uniquement des objectifs militaires et toutes les mesures ont été prises pour que les populations civiles ne subissent pas de préjudice", a réaffirmé M. Ataman.

A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

# Öcalan sees Boyner as being part of capitalists' scheme

'Turkish capitalists are producing alternatives which they think conform to our views or which they think would elicit our cooperation'

By Hayri Birlir  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Abdullah Öcalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), sees Cem Boyner and his New Democracy Movement (YDH) as part of a scheme devised by the capitalists to bring a (peaceful) settlement to the Kurdish issue. In his evaluation of Boyner's sudden rise, Öcalan (Apo) said, "Turkish capitalists are producing alternatives which they think conform to our views or which they think would elicit our cooperation."

Öcalan, who held an assessment meeting with his "commanders" during the PKK's fifth congress, complained about the aggressive stance taken by the Turkish left against the PKK and said, "Even the members of the (outlawed) Revolutionary Path (Dev-Yol) organization do not approach the Kurdistan and PKK question with as much understanding as Cem Boyner."

When Mustafa Karasu, a member of the PKK central committee, commented that "Since sovereign classes have more administrative powers, they can have certain demands," Apo said, "Yes, this Cem Boyner issue is very interesting. I am particu-

larly trying to understand his movement and I can see the following easily. As a result of the grave lesson which the capitalists have learned from the PKK movement, he is trying to respond to the rising national democratization of Kurdistan. Boyner is an extension of the capitalists' approach to the PKK. Within this framework, he is interesting. Evaluating Boyner as a development which we have caused to come into existence in capitalist circles is an important tactic in terms of understanding them and determining what we can do with them."

Also when Duran Kalkan, a member of the PKK central committee, said, "They are planning a new capitalist order which will respond to existing developments," Öcalan replied, "This is part of a scheme of the capitalists who want to solve the Kurdistan question."

The PKK leader continued, "We cannot pretend to ignore this. As Turkish capitalists consider the alternative of their being in power again, of course it is obvious that we will take these circles into consideration as well. It is very interesting that the Turkish people cannot present us with an alternative, but the Turkish capitalists are producing alter-

natives which they think conform to our views or which they think would elicit our cooperation. Turkish revolutionaries should be ashamed of this. Particularly those who say "we are the people's representatives."

Pointing out that he found Boyner's style "excellent," and that he had seen "great respect toward the PKK" in Boyner's speeches, Öcalan said, "Because the capitalists are a class of producers, they know their job well."

Öcalan concluded his assessment of Boyner as follows: "Cem Boyner is observing people quite well. Within this context, he has his finger on the pulse of future developments in Turkey. He is also making impressive claims. However he is timid. He does not have much confidence, as required by his class. In particular, he is very afraid of us. He is trying to be very respectful however he is following matters with interest. He is also curious as to how we will conclude this matter. It is important to see his situation as an outcome of developments and make evaluations accordingly. Such understanding does not arise even on the Kurdish collaborators' front."

## ■ Helicopters chase PKK in Tunceli

Turkish helicopters firing rockets and machineguns on Sunday gave chase to Kurdish separatist terrorists, Reuters reported from Tunceli. Reuters said troops backed up by four U.S.-made Super Cobra helicopters killed 17 rebels escaping on Sunday morning into the 3,000 metre (9,000 ft) Munzur mountains from the ambush, officials said. "We are pursuing them vigorously and clashes are breaking out," a military official said. The PKK militants fired rockets, small arms and converted anti-aircraft guns at a line of trucks carrying about 800 soldiers through a Munzur mountain valley on Saturday morning, the military said. Eighteen soldiers and 13 rebels were killed in the assault. A group of 200 rebels, led by regional commander Semdin Sakik, probably walked for three days to the ambush site from a base in the almost impenetrable Alibogaz ravine, about 50 km (30 miles) away, security officials said. The capture of Sakik, also known as "Fingerless Zeki" after losing a thumb while firing a rocket, has been one of the main aims of a huge army drive in Tunceli province in recent months.

*Turkish Daily News*

MONDAY, MARCH 20, 1995

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 20, 1995

## Germany Vows End To Kurdish Terror

Reuters

BONN — Germany pledged Sunday to crack down on foreigners who import their violent political struggles to the country after firebombers attacked Turkish targets for the sixth straight night.

No one claimed responsibility, but the police suspected that Kurdish militants, who have been fighting Turkey since 1984 for an independent homeland, were behind the attacks.

"The Kurds are acting in a way that we cannot accept," Foreign Minister Klaus Kinkel said during a meeting with his European Union colleagues in France.

He said that Germany should provide better protection for Turkish property, adding that he expected Turkish leaders to raise the subject when he visited Ankara on Thursday.

Germany's 1.8-million-strong Turkish community has been unsettled by the attacks, and is wary as the Kurdish New Year approaches. The holiday, on Tuesday, has been a traditional focus of guerrilla activity by the outlawed Kurdish Workers Party.

Last year, militant Kurds marked their New Year by blockading highways and clashing with the police.

In Switzerland, Kurdish protesters pelted the police with stones, and the police replied with tear gas after authorities closed down a Kurdish cultural center in Basel.

The disturbances on Saturday followed firebomb attacks on Turkish travel agencies in two other towns and demonstrations in Zurich over alleged police violence in Turkey.

In Sweden, vandals set fire to a Turkish government tourist office in Stockholm. Security was stepped up at a Turkish Airlines office in the city.

Bavaria's premier, Edmund Stoiber, of the conservative Christian Social Union, said Germany had to take a tougher line in light of the recent attacks.

"Anyone who commits arson and violent acts forfeits his right to be Germany's guest," he told the Bild am Sonntag weekly.

The police have detained 19 people, primarily Kurds, in Germany in connection with the attacks.

The arson attacks also were seen in part as a response to rioting in Turkey, in which at least 17 people died after gunmen fired on coffee shops of the minority Muslim Alawite community.

## Turkey Set For Volatile Kurdish New Year

Reuters

ISTANBUL — Kurds and Turks prepared for the historically divisive new year holiday of Nowrouz with a week of bloody riots behind them and a military campaign escalating across the wild southeastern borders of Turkey.

Witnesses said security was back to normal in most towns and cities Monday after a week in which thousands of Muslim Alawites, some of them Kurds, clashed with the police in Istanbul. The protesters were outraged by a spate of shootings by unidentified gunmen on Alawite coffeehouses, and 17 people died in the subsequent fighting with the police.

But the police have been steadily setting up roadblocks and checkpoints in southeastern Turkey in anticipation of trouble. An ambush by Kurdish rebels on an 800-strong Turkish Army convoy over the weekend fueled those fears.

The Nowrouz festival, long celebrated by Turkey's estimated 10 million Kurds, has become a focus for unrest and violence since Kurdish rebels began fighting Ankara for independence in 1984. The holiday falls on Tuesday this year.

The police in the Kurdish city of Diyarbakir detained several activists Monday as they distributed leaflets about Nowrouz in schools, the Anatolian News Agency said.

Security forces there also put out burning tires lit by students at Dicle University.

In 1992, 45 people were killed in Nowrouz clashes throughout southeastern Turkey.

Faced by this — and looking toward the Turkic nations of central Asia and the Caucasus, where the holiday is also celebrated — Ankara has taken a new interest in the festival.

On Nowrouz eve Monday, the Turkish Army poured over the borders into Iraq.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 21, 1995

# Madame Mitterrand to hold a Kurdish forum in Washington

## Former DEP deputy Ali Yiğit will join her on March 22

By Uğur Akıncı  
Turkish Daily News

WASHINGTON- Danielle Mitterrand, wife of the French president, Francois Mitterrand, will hold a forum on March 22 in Washington on the plight of Kurds in Iraq, as reported earlier in the TDN. This public event is being organized by John Edward Porter (Republican, Illinois), co-chairman of the Congressional Human Rights Caucus, and Rep. Tom Lantos (Democrat, California), an influential member of the House International Relations Committee who visited Turkey four months ago.

Mrs. Mitterrand and Rep. Porter are known for their strong support for the "Kurdish cause." Mitterrand last year started her own campaign to have the former-DEP deputy Leyla Zana released from jail. Although the forum is billed as one on "the Kurds of Iraq," sources told the TDN that the Kurdish problem in Turkey would also be debated.

In July 1994, representatives of Danielle Mitterrand's Foundation France Libertes traveled to Iraq to investigate the actions of the Iraqi regime against the Kurdish population. They reported on gross violation of human rights against the Kurds. A press release signed by Porter and Lantos said that the delegation met with witnesses to the current situation in Iraq and also investigated the "violations committed against Kurdish populations in Turkey and in Iran."

The TDN learned that, besides Danielle Mitterrand, the following individuals are also scheduled to speak at the Kurdish forum in Washington.

**Kathryn Cameron Porter:** The wife of Rep. Porter and the director of the Human Rights Alliance. She is

known for her passionate support of Kurdish, Greek-Cypriot and Armenian causes and her strong criticism of human rights violations in Turkey. She participated in the July '94 mission to Iraq and visited Diyarbakır in 1994. Mrs. Porter also participated in several demonstrations in Nicosia and Washington protesting the presence of the Turkish army in Northern Cyprus. She has recently traveled to Armenia and Nagorno-Karabakh as well, as a guest of Christian and Armenian groups.

**Bakhtiar Amin:** Representative of the Foundation France Libertes. He was the coordinator and participated in the July 1994 mission to Iraq.

**Michel Tubiana:** Representative of the International Federation of Human Rights and secretary general of the French League for Human Rights. He also participated in the July mission.

Porter and Lantos said: "the Kurdish population in Iraq, Iran, Turkey, Armenia, and Syria consists of over 25 million individuals, constituting one of the largest peoples without their own state. Various organizations report egregious violations against the Kurds including massive killings, arbitrary arrest, detention, torture, deportation, and threats."

The TDN learned that former-DEP deputy Ali Yiğit (of Mardin) will join Mrs. Mitterrand at the "Kurdish forum" in Washington on March 22 following his meeting with U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali on March 20. Mehmet A. Pencewini, president of the Kurdish Writers' Union (of Berlin, Germany), and Professor Ismet Şerif Vanlı, president of the Kurdish Institute of Berlin, will reportedly accompany Yiğit.

Turkish Daily News

### ■ Turkey rehabilitates Newroz

Having associated it with Kurdish ethnic violence in past years, Turkey is racing to organize events to celebrate the spring festival of Newroz (new day) after the surprise realization that it is a major occasion for the Turkic republics of Asia with which it is trying to forge closer links. Meanwhile, the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) has scheduled a separate series of celebrations in eight major cities throughout Turkey harboring Kurdish immigrants from the Southeast. The celebrations will generally take the form of indoor festivities including folk dances, music concerts and poetry readings, the party officials said. In its rival program to mark the festival, which reportedly dates back 4,000 years, the Turkish Cooperation and Development Agency (TIKA) has organized an elaborate two-day series of festivities, starting today, in which officials invited from the Turkic states or autonomous republics inside the Russian Federation will participate. Kazakhstan, Kyrgyzstan, Turkmenistan, the Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC), Tataristan and Bashkurdistan have sent their culture ministers for the Newroz festivities while about 200 scientists and artists from these countries will take part in the conferences and festivities marking the occasion. In the Southeast, the preparations are of a different nature. Troop reinforcements have been sent to the Kurdish-dominated area, the scene of an 11-year-old separatist war waged by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), as a precaution against violent demonstrations. Over 50 people were killed in the PKK-organized riots three years ago.

# Turkey Unleashes A Massive Raid on Kurdish Bases in Iraq

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

**ANKARA** — Up to 35,000 Turkish troops backed by tanks and jets launched a three-pronged attack across the undefended border with northern Iraq on Monday in pursuit of separatist Kurdish rebels.

A government spokesman called it the biggest military operation in the history of the Turkish republic.

President Bill Clinton appeared to endorse the thrust after receiving assurances from Prime Minister Tansu Ciller that the military operation would be limited.

Mrs. Ciller briefed Mr. Clinton on the action during a telephone call. The White House spokesman, Michael McCurry, said the president had expressed "understanding for Turkey's need to deal decisively" with the rebel Kurdish Workers Party, called the PKK.

Mr. McCurry said that during her conversation with Mr. Clinton, Mrs. Ciller "described the operation, emphasizing its focus on eliminating PKK terrorist bases across the Turkish border."

"She indicated that the operation would be limited in duration, and that the Turkish military had been instructed to safeguard civilian life and property," Mr. McCurry said. He added that Mr. Clinton had asked that the action be as limited as possible.

There were no immediate reports of casualties.

"It is the largest operation ever, including the Cyprus operation," said a Turkish government spokesman, Yildirim Aktuna, referring to Turkey's 1974 invasion of the Mediterranean island.

Turkey sent about 10,000 troops into Cyprus at the start of that operation.

On Monday, Turkish F-104 and F-5 fighter jets and Cobra helicopters bombarded Kurdish bases, local sources said. Because of the offensive, a U.S.-led air force halted its routine flights in

the area, which are designed to protect Iraqi Kurds.

About 3,000 Turkish trucks massed at the border to enter Iraq in a line 130 kilometers (80 miles) long.

A Turkish military spokesman, Colonel Ihsan Ongun, told a briefing at the Foreign Ministry that the operation would continue until all Kurdish rebel bases had been wiped out.

The dawn assault, unleashed on the eve of the Kurdish new year festival, followed weeks of gradual buildup in the region.

Iraqi Kurdish groups condemned the assault and said innocent civilians were being targeted.

"The targeted area has no PKK bases and it is strictly populated by Iraqi Kurds," said the Kurdistan Democratic Party, which nominally controls the Iraqi border zone.

The Iraqi National Congress, an opposition group that includes leading Kurdish factions, said Turkish soldiers had arrested hundreds of refugees as suspected followers of the Kurdish Workers Party.

Most of northern Iraq is under the control of Iraqi Kurdish guerrillas who split from Baghdad after the Gulf War.

Colonel Ongun said that the troops planned to push 40 kilometers into Iraq along a 220-kilometer front to attack more than 2,000 rebels.

He said 30,000 to 35,000 soldiers, most of them commandos and some from mechanized units, were taking part in the attack.

They were to hit four Kurdish-controlled areas in northern Iraq, some of which had been identified by aerial photographs, the colonel said.

Colonel Ongun said Turkey had warned Iraqi Kurdish guerrilla leaders of the incursion in advance. Kurdish officials denied this.

More than 15,000 people have been killed in Turkey since the Kurdish Workers Party took up arms in 1984 in its campaign for a separate state.

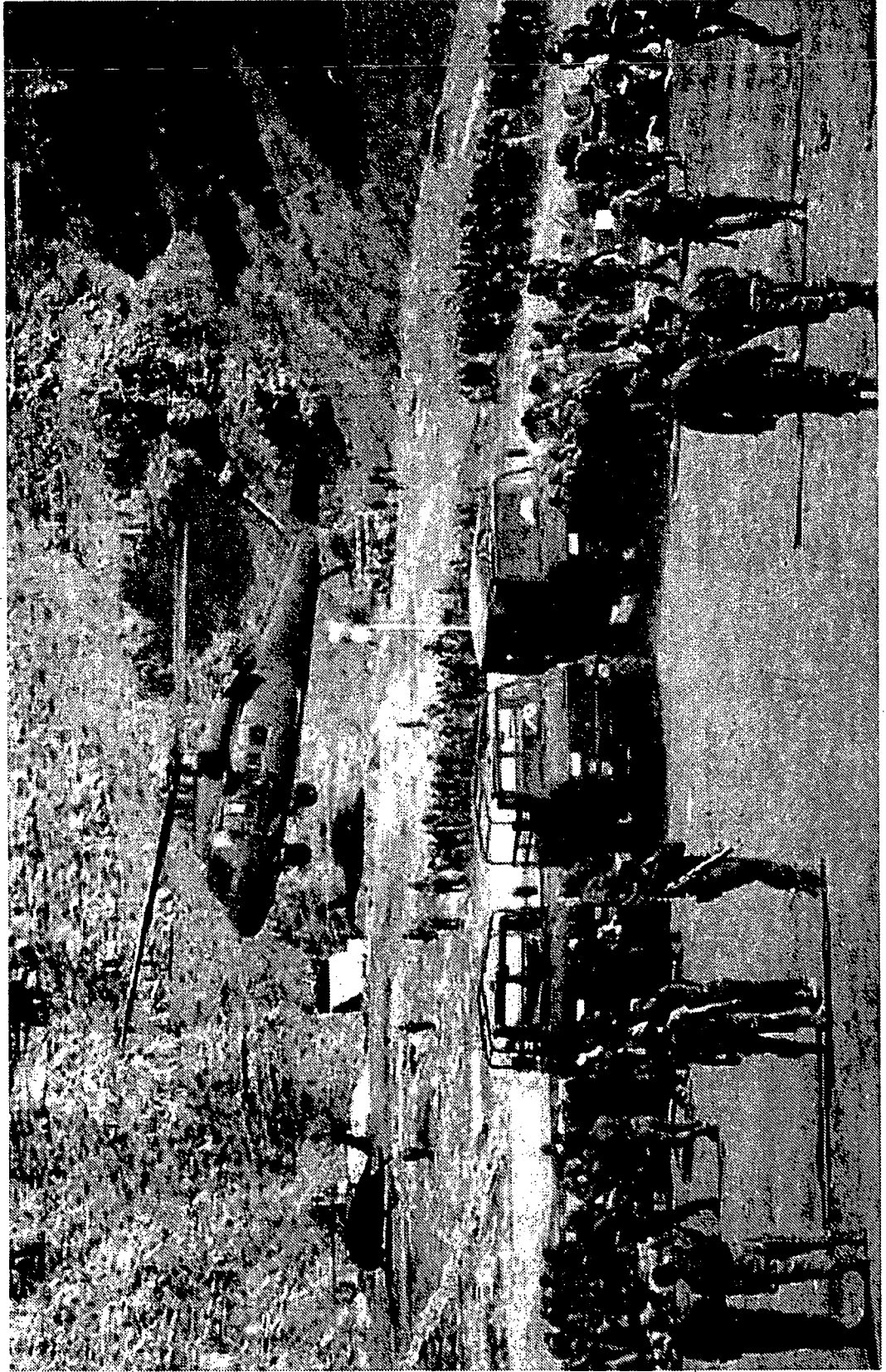
*(Reuters, AFP, AP)*

# Offensive turque contre les bases arrière des séparatistes kurdes en Irak du Nord

Istanbul,  
correspondance

L'armée turque a lancé hier matin, à la veille de Newroz, le nouvel an kurde, une vaste opération aéroterrestre en Irak du Nord contre « les bases des terroristes séparatistes » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la lutte armée contre Ankara depuis onze ans dans le Sud-Est anatolien.

« Le conflit croissant entre les deux factions ennemies kurdes de l'Irak du Nord (le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, ndlr) a créé une carence d'autorité, ce qui avait aidé les séparatistes à s'installer dans cette région », a déclaré Ferhat Ataman, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, affirmant qu'au moins 2400 combattants du PKK seraient dans la région. « Cette offensive militaire vise l'organisation terroriste. Elle n'a rien à voir avec d'autres groupes. La Turquie n'a pas l'intention de prendre parti dans le conflit en cours en Irak du Nord et ne cherche pas non plus à y influencer les développements politiques », a précisé Ferhat Ataman, sou-

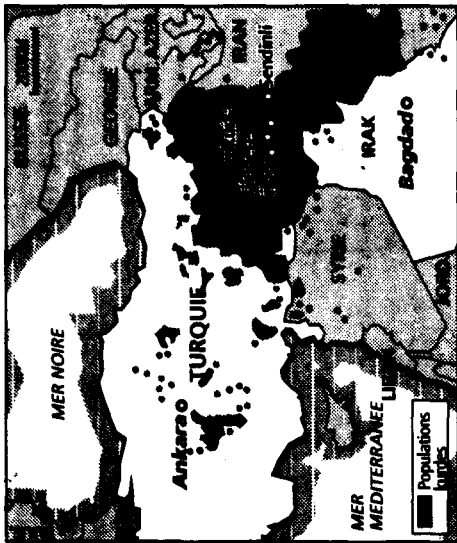


Les troupes turques à la frontière irakienne, hier. Le jour fixé pour l'offensive obéit aussi à des préoccupations d'ordre public à la veille du nouvel an kurde.

signant que, « *immédiatement dans le temps* », l'opération « *respectera l'intégrité territoriale de l'Irak conformément à la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU.* »

Plus de 30.000 soldats dans l'opération

Guidés par des milices kurdes pro-gouvernementales, plus de 30.000 soldats, dont des unités de commando, des véhicules blindés et l'aviation, participent à cette offensive qui, selon un communiqué de l'état-major turc, « *prendra fin quand nos troupes auront rempli leur mission.* » Les soldats turcs ont pénétré de 40 km dans le territoire irakien venant de quatre directions



(Silopi, Cukurca, Uludere et Sindimli), tout au long des 365 km de frontière entre les deux pays. Les postes fron-

tière ont été fermés pour quinze jours et de longues files de camions qui ravitaillaient l'Irak du Nord res-

seront bloquées. L'objectif serait les trois grands camps du PKK dans les zones de Haftanin, Metina et Haftkourk. « *Nos troupes frapperont uniquement les objectifs militaires et les bases des terroristes séparatistes, la population civile ne sera pas touchée,* » a affirmé un représentant de l'état-major.

Les autorités turques affirment avoir averti, dès le début de l'opération, les ambassadeurs des pays occidentaux, les responsables de la force multinationale de *Provide Comfort*, qui protège la zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle, ainsi que les auto-

rités kurdes d'Irak du Nord. « *Les autorités de Bagdad ont été également informées,* » a précisé un diplomate turc.

**Protestations kurdes**

L'une des principales formations kurdes irakiennes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Masoud Barzani) a néanmoins violemment condamné cette invasion. « *Il n'y a pas de camp ou de base du PKK dans cette région, qui est totalement sous notre contrôle,* » affirme un communiqué du PDK, réclamant le retrait immédiat des troupes turques. Une personnalité proche du PKK,

contactée à Istanbul, a précisé que cette organisation « *restait essentiellement installée dans le Kurdistan de Turquie.* » Le 17 mars, plus de 20 soldats turcs avaient été tués par les militants du PKK lors d'une embuscade dans la région de Tunceli, en Anatolie orientale, à plus de 500 km de la frontière turco-irakienne. Cette opération, la seconde d'une telle importance depuis 1992, vise à détruire les bases arrière du PKK. Les spécialistes militaires restent néanmoins sceptiques. « *Parfois, les forces turques ont tenté l'encerclement total des camps du PKK en Irak du Nord, mais sans suc-*

Musa AKDEMIR

# Les Allemands redoutent une nouvelle flambée de violences du PKK sur leur sol

Bonn, de notre correspondante

De grandes manifestations aux flambeaux étaient prévues hier soir dans plusieurs villes allemandes pour célébrer le nouvel an kurde. Alors que les attentats contre les intérêts turcs se sont multipliés ces derniers jours, les autorités redoutent que ce Newroz ne soit l'occasion d'une nouvelle escalade de violences du PKK, interdît en Allemagne depuis novembre 1993.

Chaque matin depuis une semaine, les Allemands se réveillent devant les images télévisées de murs carbonisés et de débris de verre

jonchant les trottoirs. Une soixantaine d'attentats contre des locaux turcs ont été commis ces dernières nuits, attribués pour la plupart au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, clandestin). Dans la nuit de dimanche à lundi encore, au centre de Bonn, une bombe incendiaire a été lancée contre une maison de prière turque. L'attaque n'a fait que des dégâts légers mais témoigne, selon la police, d'une nouvelle « *qualité* » des violences : pour la première fois ces dernières semaines, les attentats ont visé non seulement une trentaine d'agences de voyage, cibles privilégiées du PKK, qui

**Un «deuxième front»**

Avec près de 2 millions d'immigrés turcs, dont 450.000 d'origine kurde et quelque 600.000 alevites (une communauté issue du chiisme de musulmans progressistes) l'Allemagne est le premier pays d'Europe touché par les répercussions de la guerre en Turquie, et s'inquiète de voir s'ouvrir un « *deuxième front* » sur son sol.

Le Zimars 1994, le premier Newroz fêté après l'interdiction du PKK en Alle-

magne avait été marqué par une vague sans précédent de manifestations et de bagarages d'autoroutes, au cours desquels cinq Kurdes avaient tenté de s'immoler. Cette année, les rumeurs qui courent parmi la communauté kurde allemande portent des « *actions spectaculaires* » et les forces de l'ordre craignent une « *nouvelle radicalisation* ». La semaine dernière, en effet, le ministre fédéral de l'Intérieur, Manfred Kanther (chrétien-démocrate) a décidé de reprendre les expulsions vers la Turquie de réfugiés kurdes déboutés du droit d'asile, estimant que les Kurdes « *en tant que groupe* » n'y sont pas persé-

**Un test pour Bonn**

Le déroulement de ce Newroz sera un test important pour la stratégie répressive du gouvernement allemand, impuissante jusqu'à lors à briser l'enchaînement de violences. « *Depuis sa mise hors la loi, le PKK a reçu de*

la Constitution a aussi révélé à la hausse l'estimation de son nombre de militants (7.500 aujourd'hui, contre 6.000 il y a un an) entourés d'un cercle « *beaucoup plus large* » de sympathisants (généralement estimés à 10% de la population kurde, soit quelque 45.000 personnes en Allemagne). « *Lambiance parmi les Kurdes d'Allemagne est de plus en plus au désespoir,* » confirme Gottfried Stein. De plus en plus de jeunes s'estiment traités comme des suspects dès qu'ils se rendent en Allemagne, et se recrutaient en Turquie. « *Beaucoup se disent aujourd'hui prêts à tout.* »

Lorraine MILLOT

Vaste offensive contre les bases du PKK

# Les Turcs en Irak pour briser les Kurdes

LE FIGARO  
21 MARS 1995

*Près de 35 000 hommes, l'aviation et des blindés participent à l'opération qui « se poursuivra jusqu'à l'extermination totale de la présence de l'organisation terroriste », affirme Ankara.*

La Turquie a déclenché, hier, une vaste opération aéro-terrestre dans le nord de l'Irak contre les camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Cette offensive intervient à la veille de la célébration du nouvel an kurde.

● 30 000 à 35 000 hommes, comprenant des unités de commando, équipés de véhicules blindés et appuyés par l'aviation, participent à l'opération.

● Quatorze avions turcs ont bombardé des objectifs des rebelles kurdes dans la région de Bote, au nord de l'Irak et des forces terrestres ont pénétré jusqu'à 40 km de

profondeur en territoire irakien.

● Les forces turques se retireront dès que leur mission sera accomplie, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Mais, a ajouté M. Ataman, « l'opération se poursuivra jusqu'à l'extermination totale de la présence de l'organisation terroriste et ses activités dans la région ».

● « L'opération n'a rien à voir avec d'autres groupes », a souligné ce porte-parole, faisant allusion aux deux partis kurdes irakiens rivaux, le PDKI de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani.

● « La Turquie n'a pas l'in-

tention de prendre parti dans ce conflit et cette opération ne vise pas non plus à influencer les développements politiques. »

● « Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour que l'opération ne porte pas préjudice à la population civile », a précisé M. Ataman.

● Le PKK mène depuis août 1984 un conflit armé contre l'État turc qui a déjà fait au moins 15 000 morts.

● Depuis la fin de la guerre du Golfe, début 1991, le nord de l'Irak échappe au contrôle du régime de Bagdad et est administré par les Kurdes d'Irak.



Hier, entre 30 000 et 35 000 soldats turcs, parmi lesquels des commandos d'élite, ont franchi la frontière irakienne pour aller déloger les rebelles du PKK. (Photo Hurriyet/AFP.)



# L'armée turque pénètre en Irak du Nord

## Ankara à la poursuite des séparatistes kurdes

*Le PKK avait profité de l'anarchie au Kurdistan irakien pour développer ses sanctuaires.*

L'armée turque a déclenché hier matin une vaste opération dans le nord de l'Irak contre les camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), où se trouvaient entre 2 400 et 2 800 « terroristes », a annoncé M. Ferhat Ataman, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. 30 000 à 35 000 hommes, comprenant des unités de commando, équipés de véhicules blindés et appuyés par l'aviation, participent à cette offensive, la plus vaste lancée par Ankara depuis l'automne 1992. Quatorze avions turcs ont bombardé des objectifs « rebelles » dans la région de Bote, et des forces terrestres ont pénétré jusqu'à 40 km de profondeur en territoire irakien. « L'opération se poursuivra jusqu'à l'extermination totale de la présence de l'organisation terroriste et ses activités dans la région », a affirmé le porte-parole. (AFP.)

Les « sanctuaires » sont la hantise de toute armée régulière en lutte contre une guérilla. L'armée d'Ankara, qui se bat depuis 1984 contre les maquis du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), ne fait pas exception. C'est la raison pour laquelle, pour la seconde fois en deux ans et demi, elle a franchi la frontière irakienne. Son objectif : déloger les « séparatistes » de leurs refuges installés dans la zone autonome kurde d'Irak du Nord.

« Nous nous sommes rendus compte, explique un responsable d'Ankara, que nous ne pourrions jamais contrôler la situation sur notre propre territoire, tant que le PKK aura des camps en Irak, le long de la frontière turque ». Il poursuit : « Voici comment les choses se déroulent : nos militaires accrochent une unité du PKK ; elle file en Irak, attend que cela se passe, puis retourne en Turquie. Nous ne pouvons tolérer l'existence de tels sanctuaires. »

Ce n'est pas la première fois que ce problème se pose depuis que les maquisards du PKK ont « repris du service », voici plus de dix ans. Accaparé par sa guerre contre l'Iran (1980-1988) Saddam Hussein tolérait déjà les raids anti-PKK de l'aviation turque à l'intérieur du territoire irakien.

Au printemps 1991, le PKK profita de l'anarchie consécutive à la défaite irakienne pour augmenter sa présence au Kurdistan irakien. La tentation était trop forte de mettre ainsi à l'abri ses maquisards : avec l'expérience, l'armée turque devenait plus « performante ».

En octobre 1992, une force de 15 000 à 20 000 soldats pénétrait en Irak du Nord, zone autonome théoriquement protégée des menées irakiennes par des avions américains, anglais et français. Elle devait pendant six semaines « nettoyer » à loisir les repaires réels et supposés du PKK. A l'époque, le Kurdistan d'Irak vivait, toutes proportions gardées, une sorte d'état de grâce. Provisoirement réconciliés, Massoud Barzani et Jalal Talabani, les deux « grands chefs » des Kurdes irakiens, s'efforçaient de gérer ensemble la zone autonome, qui leur était tombée presque miraculeusement du ciel à la suite de l'effondrement de l'Irak. Un « gouvernement » kurde s'était installé dans la capitale régionale d'Irbil. La survie économique de l'entité kurde dépendait de la bonne volonté d'Ankara, Massoud Barzani accepta de surveiller la frontière turco-kurde.

### Milices rivales

La situation est aujourd'hui bien différente. Les partisans de Barzani et ceux de Talabani s'affrontent, sous des prétextes divers, depuis mai 1994. La région est découpée en « zones » tenues par leurs milices rivales. La population souffre. Ecorchés, des militants kurdes reprennent la route de l'exil. Les interventions de l'Iran et de l'Irak dont les troupes se sont battues début mars avec les partisans kurdes de Jalal Talabani, ajoutent à l'anarchie.

Le PKK en a profité pour mettre à l'abri ses hommes durablement étrillés par l'armée turque : décidé à en finir avant...

le 31 décembre 1994, l'état-major turc a mené une guerre à outrance aux unités « séparatistes » kurdes opérant sur son territoire. Quand ils auront « fait le ménage », les 35 000 militaires turcs, qui viennent de pénétrer en Irak, ne s'y éterniseront pas. « Nous savons que cela provoquerait des problèmes diplomatiques », reconnaît-on à Ankara. Il est cette fois exclu que les Turcs s'appuient sur les « autorités » kurdes-irakiennes pour surveiller le PKK. Il n'y a plus d'autorité kurde ! Le tribalisme a repris le dessus.

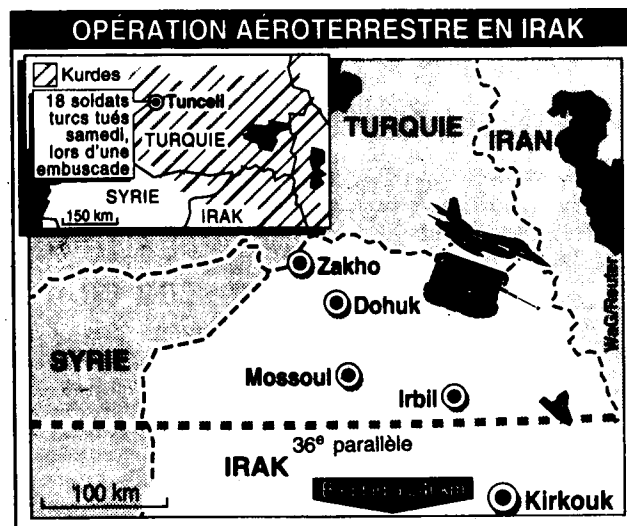
Difficile de croire que cette « mini-invasion » temporaire de l'Irak du Nord sera la dernière. Le PKK a perdu de sa force, mais pas au point de devenir le

« noyau dur incompressible » qu'Ankara pourrait tolérer. Sur l'ensemble de ce dossier le gouvernement de Tanşu Ciller a laissé la bride sur le cou aux généraux. Son gouvernement a, apparemment, renoncé à rechercher une solution politique à la crise qui dévaste le sud-est de l'Anatolie.

La « Troïka » de l'Union européenne arrive jeudi à Ankara. Les Quinze, qui viennent d'approuver la mise en route en janvier prochain de l'Union douanière avec la Turquie, restent sensibles au problème des

droits de l'homme et au problème de la minorité kurde. L'offensive turque en territoire irakien ne facilitera pas le dialogue.

Claude LORIEUX



Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0400 4 I 0606 RFA /AFP-LP81

Allemagne-Turquie-Kurdes

La violence politique turque trouble les nuits allemandes

par Jean-Luc TESTAULT

BONN, 21 mars (AFP) - Nuit après nuit depuis plus d'une semaine, agences de voyage, magasins ou centres culturels turcs dans toute l'Allemagne sont ravagés par des attentats, une vague de violence qui, selon la police, porte la signature des séparatistes kurdes du PKK.

Dans la nuit de lundi à mardi, au moins cinq nouvelles attaques ont été perpétrées, portant le total à environ 70 en huit jours. A Berlin, des cocktails Molotov ont été lancés contre le bureau du quotidien turc Hurriyet qui a pris feu et contre une agence de voyage. A l'ouest, à Cologne et Gelsenkirchen, des engins incendiaires ont été lancés contre des banques turques. A Erlenbach (sud-ouest), c'est un club culturel turc qui a été visé.

Comme les nuits précédentes, ces actions n'ont fait que des dégâts matériels. Depuis le week-end, quatre suspects au total ont été interpellés.

Pour le ministre allemand de l'intérieur Manfred Kanther, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Allemagne depuis le 26 novembre 1993, est indubitablement responsable de cette série d'attentats. "C'est la signature du PKK, c'est évident", a-t-il déclaré lundi.

Plusieurs indices parlent en faveur de cette thèse. La nouvelle vague de violences a débuté peu après une décision du gouvernement de ne pas prolonger un moratoire sur l'expulsion vers la Turquie des Kurdes déboutés d'une demande d'asile. Le moratoire avait été instauré en décembre après la condamnation à Ankara de huit députés turcs d'origine kurde à de lourdes peines de prison.

Les enquêteurs ont parfois retrouvé sur les lieux des tracts et des drapeaux du PKK, une organisation qui cherche à établir par la guérilla un état indépendant kurde dans le sud-est de la Turquie.

Le PKK et ses organisations satellites, extrêmement bien organisés malgré leur interdiction, sont coutumiers des vagues de violence perpétrées dans toute l'Allemagne.

De plus, le Nouvel an kurde, le Newroz, qui devait être fêté mardi soir dans toutes les grandes villes allemandes, a ces dernières années souvent été l'occasion de nombreuses violences sur le sol allemand.

D'autres extrémistes à l'oeuvre

Mais avec la multiplication des attentats, certains policiers n'excluent pas que certains autres extrémistes surfent sur la vague. Mardi matin, à Erlenbach et à Cologne, des drapeaux de l'organisation d'extrême-gauche turque Devremci Sol, interdite en Allemagne depuis 1983, ont été retrouvés sur les lieux des attaques.

Le parti écologiste Les Verts, qui ne se lasse pas de dénoncer le sort fait à la minorité kurde par le gouvernement d'Ankara, estime qu'il ne faut hâtivement condamner le PKK. Les responsables "pourraient être des extrémistes de droite allemands ou des agents des services secrets turcs", a déclaré mardi la députée des Verts Amke Dieterl-Scheuer.

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

D'autres ont aussi soulevé l'hypothèse d'une action de membres de la communauté alévie en Allemagne après les affrontements sanglants entre ces musulmans progressistes et la police d'Istanbul. Le ministre allemand de l'intérieur a cependant catégoriquement exclu cette piste lundi.

Mais les spécialistes de la sécurité soulignent quelques chiffres: il y en en Allemagne quelque 2 millions de ressortissants turcs. Parmi eux, 600.000 appartiennent à la communauté alévie et 400.000 sont des Kurdes de Turquie. Toute tension en Turquie a fatalement des répercussions sur l'Allemagne qui a accueilli dans les années 60 et 70 un grand nombre de travailleurs immigrés de ce pays.

jlt/bm

FRS0801 4 I 0239 CHY /AFP-OQ36

Turquie-Irak-Kurdes

Forte résistance du PKK, selon l'opposition irakienne

NICOSIE, 21 mars (AFP) - Les combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde turc) opposaient "une forte résistance" mardi à l'avance de l'armée turque dans le nord de l'Irak, a affirmé le Congrès national irakien, une coalition d'opposition basée dans la région.

Selon un communiqué du CNI parvenu à Nicosie, "les chars turcs ont tenté d'avancer vers le district de Charanich, au nord-est de la ville de Zakho, dans l'extrême nord de l'Irak, mais se sont heurtés à une forte résistance de la part du PKK". Le communiqué ne fournit pas plus de précision sur cet engagement.

Il affirme d'autre part que des soldats turcs ont été parachutés au-dessus des villages d'Aradain et d'Enechkiyé, situés plus au sud, près de la ville de Dohouk.

En outre, selon le CNI, dans les localités proches de Zakho investies par l'armée d'Ankara, les militaires ont perquisitionné des maisons, faisant des arrestations, dont le nombre n'a pas été précisé.

Enfin, le CNI fait état de bombardements aériens turcs près de Zakho, ainsi que sur des sites près des localités de Khwakourk et Sidakan, près de la frontière entre l'Irak et l'Iran.

Selon Ankara, au moins 200 rebelles kurdes et huit soldats turcs ont été tués depuis le déclenchement lundi d'une vaste offensive militaire turque dans le nord de l'Irak contre les bases du PKK.

elf/tp

AFP /JO0245/211954

MAR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

# Un nouvel an « détourné »

LE FIGARO  
21 mars 1995

*Pour éviter les accrochages  
avec les forces de l'ordre, les autorités turques  
organisent les festivités kurdes.*

DIYARBAKIR :  
de l'envoyé spécial de l'AFP  
Yurtsey MIHCIOGLU

Les Kurdes de Turquie s'apprêtent dans le calme et sans enthousiasme à fêter aujourd'hui leur nouvel an, le *newroz*, dans le cadre de festivités trop officielles à leur goût, destinées à éviter les heurts violents entre forces de l'ordre et population qui ont parfois marqué cette fête. Cette année, le *newroz* a été précédé du premier accrochage sérieux depuis l'hiver entre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK séparatiste) et les forces de l'ordre, qui a fait au moins 40 morts samedi dernier.

## Les feux de la révolte

Une embuscade tendue par des militants du PKK dans la région de Tunceli (est) a fait officiellement 18 morts dans les rangs des forces de l'ordre et 22 parmi les rebelles. Différentes sources non officielles faisaient état de 78 morts au total.

C'est le bilan le plus lourd pour les forces de l'ordre depuis novembre dernier, lorsqu'elles avaient eu 15 tués et une vingtaine de blessés, également dans une embuscade, entre Sirtak et Siirt (sud-est).

Le *newroz*, le 21 mars, marque non seulement l'avènement du printemps mais symbo-

lise aussi la première révolte de l'histoire du peuple kurde, soulevé, selon le mythe, contre le tyran perse Dehaq par le forgeron Kawak.

Depuis, des feux de *newroz* sont allumés dans le pays kurde pour célébrer ce soulèvement qui servit d'exemple aux 27 autres des Kurdes de Turquie depuis la fondation de la République, en 1923.

Cette année comme en 1994, la préfecture, qui jusqu'alors interdisait toute célébration, organise elle-même les festivités, mais pour « célébrer l'arrivée des Turcs de l'Asie centrale vers l'Asie mineure » (fin du X<sup>e</sup> siècle). Le *newroz* signifie en effet également « le nouveau jour » pour les peuples d'Asie centrale et du Caucase, et a été célébré de tout temps. « Il ne restait que le *newroz* que les Turcs ne nous avaient pas volé. Ils l'ont fait l'année dernière », commentait amer Mahmut, un chauffeur de taxi kurde de Diyarbakir.

Y. M.

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

ECF0269 4 F 0254 SUI /AFP-LP79

Eco.-Int.

L'ONU lance un appel à donateurs de 183 millions de dollars pour l'Irak

GENEVE, 21 mars (AFP) - Les Nations Unies ont lancé un appel de fonds de 183,3 millions de dollars pour l'aide humanitaire aux populations irakiennes, mardi lors d'une réunion de pays donateurs à Genève.

Cet appel global doit couvrir les besoins les plus urgents pendant la période du 1er avril 1995 au 31 mars 1996 et éviter "une nouvelle détérioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables", précise le Département des affaires humanitaires de l'ONU dans un communiqué.

En octobre dernier, le Coordinateur résident de l'ONU en Irak Mohamed Zejjari avait déjà insisté sur la grave détérioration des conditions de vies des populations de l'Irak depuis l'imposition des sanctions internationales contre ce pays il y a quatre ans. Bagdad, rappelle-t-on, refuse de reprendre ses ventes de pétrole en quantités limitées comme l'y autorise le Conseil de sécurité pour des achats humanitaires et des réparations de guerre.

Dans cet appel, 49 millions de dollars sont destinés aux besoins alimentaires de 1,1 million de personnes et 16,3 millions à la fourniture de services de santé.

D'autres organismes spécialisés de l'ONU proposent des programmes d'aide en matière de nutrition infantile, d'éducation et de traitement de l'eau.

Le contingent des Gardes des Nations Unies - dans le Nord de l'Irak à majorité kurde - a besoin de 10 millions pour poursuivre les activités jusqu'en mars 1996.

gd-jms/hz

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0975 4 I 0331 GRB /AFP-PN26

Turquie-Irak-Kurdes

Pas de victimes civiles dans l'opération turque en Irak, assure Mme Ciller

LONDRES, 21 mars (AFP) - Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, en assurant qu'aucun civil n'a été visé ou tué, a défendu mardi l'offensive turque dans le nord de l'Irak pour prévenir les "infiltrations" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK- séparatiste) en Turquie.

"Nous avons quantités d'informations concernant des infiltrations prévues par le PKK en vue de perpétrer des crimes à grande échelle" à l'occasion de Newroz (le nouvel an kurde) mardi, a déclaré Mme Ciller à la chaîne britannique Channel 4.

"Aujourd'hui nous avons célébré Newroz partout dans le pays et pour la première fois cela a été une journée de fête calme", a-t-elle ajouté, estimant que c'était là "une raison suffisante" pour justifier l'opération militaire turque.

Cette opération, a insisté Mme Ciller, est "dirigée vers des zones du PKK que nous connaissons bien, et vers ces zones-là seulement".

Le Premier ministre a souligné la "grande détermination" du gouvernement turc à s'assurer que les Organisations non gouvernementales et les populations civiles dans le nord de l'Irak "sont très bien protégées".

"Nous faisons tout notre possible en ce sens", a assuré Mme Ciller, ajoutant qu'Ankara "a envoyé sur place du personnel gouvernemental, du ministère des Affaires étrangères notamment, pour s'assurer que les civils sont bien protégés".

Selon Mme Ciller, il y avait dans le nord de l'Irak "un manque d'autorité parce que (l'opération humanitaire) Provide Comfort n'avait pas rempli le vide créé là-bas, et que le PKK y a trouvé un terrain, pour s'infiltrer en Turquie et tuer des civils innocents".

Selon Ankara, au moins 200 rebelles kurdes et huit soldats turcs ont été tués depuis le déclenchement lundi d'une vaste offensive militaire turque, avec 35.000 hommes appuyés par des blindés et l'aviation, dans le nord de l'Irak contre les bases du PKK.

pbl/dch/mbr

AFP /J00245/212251

MAR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

## Einmarsch der türkischen Armee im Nordirak

### Grossangelegte Operation vor dem kurdischen Newroz-Fest

Die türkische Armee ist in der Nacht auf Montag mit 35 000 Mann in den von den Kurden verwalteten Nordirak einmarschiert. Nach dem Einmarsch in Zypern (1974) handelt es sich um die bisher massivste Militäroperation der Türkei auf fremdem Territorium. Die Invasion erfolgt einen Tag vor dem Newroz-Fest, welches die Kurden der Türkei zu ihrem Nationalfest erklärt haben, und könnte zu einer weiteren Eskalation der Gewalt führen.

it. Istanbul, 20. März

Die erste Nachricht über den Einmarsch der türkischen Armee in den Nordirak ist aus der nordirakischen Grenzstadt Zakho gekommen. Wie Augenzeugen überrascht berichteten, sei die Stadt von mehreren tausend türkischen Soldaten in den frühen Morgenstunden am Montag umstellt worden. Seither sei es niemandem erlaubt, dieses wichtige Handelszentrum zu besuchen oder zu verlassen. Die anfänglichen Berichte aus dem Nordirak wurden gegen Mittag in Ankara offiziell bestätigt. Laut dem türkischen Generalstab hat die türkische Armee am Montag morgen eine Operation entlang der gemeinsamen Grenze mit dem Irak begonnen. Die Operation werde in einem Landabschnitt des Nordiraks durchgeführt, der 220 Kilometer breit und 40 Kilometer tief sei. Insgesamt 35 000 Soldaten sollen sich daran beteiligen und von Kampfflugzeugen, Kampfhelikoptern sowie von Panzern unterstützt werden.

#### Die Lager der PKK im Visier

Der türkische Generalstab begründete seine Operation im Nordirak, welche nach der Zypern-invasion die grösste auf fremdem Territorium ist, mit dem in der Region vorherrschenden Machtvakuum. Auf Grund der anhaltenden Kämpfe zwischen den zwei dominierenden Parteien der nordirakischen Kurden in dieser Region sei ein Machtvakuum entstanden, hiess es. Das habe zur Folge, dass bis zu 2800 Guerillakämpfer der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) sich im Grenzgebiet wieder eingenistet hätten. Einziges Ziel der Operation sei es, die neuen PKK-Lager zu zerstören, hiess es weiter. Sobald dieses Ziel erreicht sei, werde die türkische Armee den Nordirak verlassen. In seiner Erklärung unterstrich der türkische Generalstabchef noch einmal, dass die Türkei die Integrität des Iraks respektiere. Am Nachmittag hat auch der Irakische Nationalkongress (INC) aus dem nordirakischen Städtchen Salahedin die türkische Operation bestätigt. Der INC, welcher ein Sammelbecken irakischer oppositioneller Parteien ist, sprach allerdings von schweren Menschenrechtsverletzungen. Laut seiner Erklärung sind in der Nacht auf Montag bei der Grenzstadt Zakho rund 15 000 türkische Soldaten, unterstützt von Dutzenden von Panzern und gepanzerten Fahrzeugen, in den Nordirak einmarschiert. Ein Teil der Truppen sei direkt in das Flüchtlingslager Hezawa gezogen. Dort hätten sie Hunderte von Flüchtlingen willkürlich inhaftiert. Im Lager Hezawa sind letzten Herbst jene kurdischen Flüchtlinge untergebracht worden, die im Laufe des letzten Jahres nach den Zwangsevakuierungen

ihrer Dörfer durch die türkische Armee aus Südostanatolien in den Nordirak geflohen waren.

Von Massenverhaftungen sprach auch die nordirakische, entlang der türkischen Grenze dominierende Demokratische Partei Kurdistans (KDP). Türkische Truppen hätten in den Lagern Hezawa und Darkar Hunderte von Personen verhaftet und – wie früher der irakische Diktator Saddam Hussein – in einer ehemaligen Festung eingeschlossen. Die KDP rief die Uno auf, gegen diese «klare Verletzung der Integrität des Iraks» zu intervenieren und den Rückzug der türkischen Truppen zu erwirken.

#### Unklare Beweggründe

Was die türkische Armeeführung dazu geführt hat, in diesem Zeitpunkt ihre Operation zu lancieren, ist umstritten. Fest steht, dass die monatelangen Kämpfe der nordirakischen Kurden die türkische Führung in Ankara ernsthaft beunruhigt haben. Aus Angst, ein Machtvakuum im Nordirak könnte lediglich zugunsten der illegalen PKK ausfallen, wurden seit vergangenem Februar entlang der irakisch-türkischen Grenze Truppen konzentriert. Einige Kommentatoren gehen deshalb davon aus, dass die grenzüberschreitende Operation von langer Hand vorbereitet war.

Der Grossteil der Politiker glaubt allerdings, dass der Zeitpunkt ungünstig sei. Die Türkei, noch vor wenigen Jahren von ihren westlichen Alliierten als der Stabilisierungsfaktor in den Krisengebieten des Balkans, des Kaukasus und des Nahen Ostens bewundert, wird seit Monaten von internen Konflikten erschüttert und droht, selbst instabil zu werden. Der Konflikt mit der religiösen Minderheit der Alewiten etwa, der vorige Woche zu blutigen Ausschreitungen geführt hatte, ist keineswegs beigelegt. Hinzu kommt das Newroz-Fest, das von den Kurden der Türkei zu ihrer Nationalfeier erklärt wurde. Im letzten Jahrzehnt ist es während des Newroz-Festes immer wieder zu schweren Auseinandersetzungen gekommen. Die Angst der Politiker, auch in diesem Jahr würde das Newroz-Fest zahlreichen Menschen das Leben kosten, wird nun vom Eindruck gestärkt, dass der Einmarsch im Nordirak unausweichlich zu einer neuen Eskalation der Gewalt in der Türkei führen könnte. Bereits hat der PKK-Führer, Öcalan, erklärt, die türkische Armee mache mit ihrer Operation im Nordirak einen Waffenstillstand unmöglich. Er prophezeit, dass der Kampf zwischen den Kurden und der Türkei blutig und lang sein werde.

LE MONDE - 21 mars 1995

## Bonn soupçonne les Kurdes des attentats contre les intérêts turcs

BONN

de notre correspondant

Depuis une semaine, pas une seule nuit ne s'écoule sans qu'un ou plusieurs attentats soient commis contre des intérêts turcs en Allemagne. Bureaux de tourisme, boutiques, associations sportives, sont la cible de cocktails Molotov.

Des lieux de prière, pour la première fois, ont été touchés à Bonn dans la nuit de dimanche à lundi. Pour l'instant, les attentats n'ont provoqué que des dégâts matériels.

Pour le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, il ne fait pas de doute que les indépendantistes kurdes sont à l'origine des violences: « Les Kurdes se comportent de manière inacceptable », a-t-il dit, dimanche 19 mars, à Carcassonne. D'autres sources, plus prudentes, évoquent la possibilité de violences entre communautés religieuses concurrentes (islamistes radicaux contre alévis), voire d'attentats xénophobes commis par des Allemands.

### ENJEUX RELIGIEUX ET POLITIQUES

La complexité des conflits en présence se résume en quelques

chiffres: sur les 1,9 million de Turcs qui vivent en Allemagne, on compte un demi-million de Kurdes, dont beaucoup sont également des alévis (cette communauté compte 600 000 membres outre-Rhin). Les violences actuelles relèvent sans doute tout autant d'enjeux religieux que politiques. Samedi 18 mars à Cologne, une manifestation a rassemblé 30 000 personnes à l'appel de la communauté alévie, en signe de deuil avec les victimes de violences des derniers jours en Turquie. Le Parti des travailleurs kurdes (PKK), qui a toujours été très actif en Allemagne, est officiellement interdit depuis novembre 1993. Mais ses militants continuent leurs activités, sous l'enseigne de certains « bureaux d'information sur le Kurdistan ». Leurs cibles privilégiées ont toujours été, chaque printemps, les bureaux du tou-

risme turc, dans le but de priver Ankara de cette ressource.

Si les autorités allemandes insistent tant sur l'aspect kurde des violences commises ces derniers jours en Allemagne, c'est également parce qu'un débat très vif a lieu en ce moment sur la possibilité de renvoyer en Turquie les réfugiés kurdes qui ne sont pas reconnus comme tels et qui risquent, de retour dans leur pays, d'être victimes de tortures et de persécutions policières. Le ministre de l'intérieur, Manfred Kanther, vient d'autoriser ces expulsions après un gel de six mois, mais la plupart des Länder, gouvernés par le SPD, n'entendent pas le suivre sur cette voie. Un consensus existe cependant entre tous les partis pour dire que les responsables de violences ne doivent pas bénéficier du droit d'asile en Allemagne.

*Turkish Daily News*

TUESDAY, MARCH 21, 1995

# Kurdish disturbances abroad continue

Compiled by the TDN Staff from Wire Dispatches

ANKARA- As Kurdish protesters continued to cause disturbances abroad with new attacks against Turkish interests in Germany, Bonn demanded Monday that police across Germany intensify their protection of Turkish interests against suspected Kurdish extremists who have spread fear with a week of firebombings. Late Sunday night, the bombers added Bonn to a list of dozens of German cities where they have struck in the past seven days. Someone threw a gasoline bomb against the facade of a Bonn mosque, damaging a window, police said.

No one has been injured and damage has been minimal in a spree of firebombings against Turkish travel agencies, mosques and meeting centers.

Disagreements are flaring over whether separatist Kurds, German right-wing extremists or some other groups are behind the attacks.

Interior Minister Manfred Kanther said the firebombings "bear the signature" of the Kurdistan Workers Party, or PKK, which has been fighting for a separate Kurdish homeland in southeastern Turkey since 1984.

There is a very slim chance that German right-wing extremists could also be involved but "the

basic phenomenon here is extending the Turkish-Kurdish conflict into Germany through criminal means," Kanther said.

Cem Özdemir, a Turkish member of the lower house of Germany's parliament, said he doubts the PKK is to blame. Instead of Kurds, the fire-bombers could be extreme-left or extreme-right Turks who are trying to spoil Turkey's relations with Germany or with the European Union, he said.

The Turkish Embassy in Bonn and German politicians have charged that local police have done too little to guard Turkish interests.

Kanther agreed that police work could be improved. He insisted that police in Germany's 16 states "intensify security activities to protect Turkish facilities. This includes a stronger police presence in threatened areas."

"Security and penal authorities must use all necessary measures so that extremists are not given a chance," Kanther said in a written statement.

But Kanther cannot tell local police what to do. Klaus Steffenhagen, deputy chairman of the German Police Union, said it is impossible to protect all the potential targets in Germany.

Federal officials fear the firebombings may be

leading up to broader unrest on the Kurdish New Year, which is Tuesday. On the last New Year, militant Kurds blockaded German roads and fought with police.

A high-ranking official with the German Interior Ministry is to meet Tuesday with Turkish Ambassador Onur Oymen to discuss the violence.

More than 70 anti-Turkish attacks have been carried out in Germany since Jan. 1. About 2 million Turks live in Germany. About a quarter of them are Turkish Kurds.

Kanther repeated his demand that Kurdish militants already in German jails be immediately deported because that would send a signal to the firebombers.

"Extremist circles cannot be allowed to go around saying 'You can get away with anything in Germany,'" Kanther said. But Kanther's hands are tied because it is up to Germany's individual states to deport jailed Kurds, and many of the states are not persuaded by Turkish assurances that deportees would be treated humanely.

In an interview printed Sunday in the *Welt am Sonntag* newspaper, Foreign Minister Klaus Kinkel said "our country is not a playground for criminals" and that the firebombers would be deported when they are caught.

# Panicky Çiller wanted martial law in Istanbul;

After incidents in Istanbul Çiller said, 'The situation is very dangerous, we must declare martial law immediately.' Chief of Staff Gen. Karadayı said it could only be the last resort

## Karadayı said 'no'

By Hayri Birler  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller wanted an "immediate proclamation of martial law" in Istanbul following the bloody incidents in Gaziosmanpaşa district, but Chief of Staff General Ismail Hakkı Karadayı disagreed, according to information received by the Turkish Daily News.

Following the bloody incidents in Istanbul, which claimed more than 21 lives, authorities had to send soldiers in to restore law and order and impose a curfew in three districts. Prime Minister Çiller convened an internal security meeting at the prime ministry on March 15.

The meeting was attended by Chief of Staff General Karadayı, Interior Minister Nahit Menteşe, Industry and Trade Minister Mehmet Dönen, National Security Council (NSC) Secretary General Gen. Doğan Bayazit, Gendarmerie Forces General Command Staff Chief Maj. Gen. Yalçın Ertem, General Staff Planning and Operations chief Brig. Gen. Çetin Erman, the prime minister's military advisor Gen. Çetin Erman, Prime Ministry Undersecretary Ali Naci Tuncer, Interior Ministry Undersecretary Bekir Aksoy, National Intelligence Organization chief Sönmez Köksal, Security Department chief Mehmet Açar, Foreign Ministry Intelligence Department director Ecvet Tezcan and Radio and TV Higher Council

President Ali Baransel in addition to the prime minister. Officials from the security department and the intelligence services reportedly briefed the meeting in detail about the bloody incidents in the Gaziosmanpaşa and Umraniye districts where security forces clashed with demonstrators and funeral crowds on March 12, 13 and 14.

The prime minister reportedly asked why intelligence had not predicted these incidents before they occurred. Gen. Karadayı said that there is a flaw in intelligence gathering activities and that coordinated and effective intelligence gathering could have warned the authorities about the incidents. NSC Secretary General Bayazit said left-wing separatist groups based in Greece and operating with the knowledge and even active support of the Greek administration were behind the incidents in Istanbul. The meeting thus concentrated on the possibility of foreign interference in the Istanbul incidents.

Prime Minister Çiller at this stage said foreign interference seems to be the cause, saying "we now see the realities." Foreign Ministry, intelligence and police officials warned the prime minister that they have no proof whatsoever about any "foreign interference" in the Istanbul disturbances, and said such claims could

only be a part of a "general assessment of the situation."

The discussion then turned to the development of events. Authorities told the prime minister that the incidents did not prompt clashes between Sunnis and Alevis and that some agitators among the protesting Alevis were responsible for clashes with security personnel.

But they also warned that if the necessary steps were not taken to defuse the tension there could be sectarian clashes between Sunnis and Alevis.

The prime minister reportedly panicked at this stage, saying, "such a development would be very dangerous. We should proclaim martial law immediately."

Gen. Karadayı disagreed. "We can only proclaim martial law as a last resort after we have tried all other measures and we have failed," he said. "I do not see any need for martial law at this stage."

He added: "Martial Law is military rule to a certain extent. If we go into something as soldiers we are obliged to obtain results. I believe that the current events do not require our intervention as soldiers. Besides, martial law may not aid Turkey's image abroad."

Istanbul Governor Hayri Kozakçıoğlu was then called and

WEDNESDAY, MARCH 22, 1995

Turkish Daily News



Prime Minister Tansu Çiller with TGS Chief, Gen. Ismail Hakkı Karadayı (2nd from left) at the internal security meeting at which she made the call for the imposition of martial law.



asked if there was a need to extend the curfew in the three districts to the whole of Istanbul. Kozakçıoğlu said there was no need for such a measure, and the issue was set aside.

After the meeting Prime Minister Ciller told reporters the state was in

full control of every corner of the country and asked the citizens not to be provoked into action by agitators. She said foreign powers trying to block Turkey's integration with the West were behind the Istanbul inci-

dents. Defense Minister Mehmet Gölhan, asked whether these foreign powers included Greece, replied, "Of course, all clandestine groups [which operate in Turkey] are based there [Greece]."

# Turks and Kurds celebrate Newroz separately

*Turkish Daily News*

ANKARA- After a tense period of waiting, Turks and Kurds celebrated Newroz separately on Tuesday without any serious incidents reported.

But this year's celebrations intensified the debate surrounding the day which has radically different meanings for Turks and Kurds.

The Turkish government called March 21 the "feast of the Turkic world" and invited representatives from the Central Asian republics to celebrate. It denied there was any "Kurdish angle" to the "official celebrations."

The pro-Kurdish Peoples Democracy Party (HADEP) held the "official Kurdish celebrations" in an open air arena in Mersin and organized a ceremony in Ankara's Selim Sırrı Sport Center to mark what for the Kurds is their "New Year."

The celebrations came one day after Turkey's massive military incursion into Northern Iraq, and the continuing operations there formed the backdrop.

Turkish Daily News correspondent Sinan Yılmaz, reporting from Southern Turkey, said on Tuesday that no major incidents were reported in the mainly Kurdish southeast and eastern Anatolia, where strict security measures were taken.

Only a few detentions were recorded in connection with Newroz celebrations in the region.

While the government based its approach to the Newroz celebrations this year exclusively on Turkish mythology, Kurdish politicians such as Şerefattin Elçi, accused the government of "plundering the Kurdish heritage."

In previous years, the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) considered Newroz a day of revolution and big demonstrations were organized in southeastern towns like Cizre, resulting in large numbers of casualties when demonstrators and security forces clashed.

Because of this potential for violent unrest massive security precautions were taken nationwide.

HADEP executives acknowledged to the Turkish Daily News, however, that this year security precautions were more relaxed and gave room to the peaceful Newroz demonstrations and celebrations.

President Süleyman Demirel, in a statement to mark the occasion said that Newroz would be celebrated as the day of "Turkic world" from now on.

Demirel, receiving representatives from the Turkic republics of Central Asia on Tuesday, said, "Brothers, the branches of the same tree who had lived separately for many years have been united in the spirit of Newroz."

Bahattin Günal, Secretary General of HADEP, complained about human rights violations in Turkey during his address at the Kurdish Newroz celebrations in Ankara.

He said that HADEP had sacrificed much for "peace, brotherhood and democracy" in Turkey and called on everybody to unite in the spirit of brotherhood and equality.

Günal's address was followed by displays of Kurdish folk dancing and traditional Kurdish music and songs performed by Kurdish groups.

Strict security measures were observed around the Ankara hall where the Kurdish celebrations were taking place.

Representatives from Azerbaijan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Turkmenistan, the region of Tatarstan and the Turkish Republic of Northern Cyprus participated in the official Turkish Newroz celebration.

Folklore groups coming from these countries paraded on the main street in Ankara with government officials taking part in the parade.

Timurçin Savaş, Minister of Culture, answering questions for reporters during



A Kurdish supporter jumps over a bonfire to celebrate the Kurdish New Year's Eve "Newroz" in downtown Bonn, March 21.

the parade, said that since Newroz was a day marked by the Turkic world for hundreds of years, the Turkish government had decided to celebrate it as an official feast from now on.

In Mersin, people celebrated Newroz with an open air meeting organized by HADEP. As many as 20,000 attended in the Kurdish populated districts. People demonstrated with traditional dances, songs and slogans in favor of the outlawed Kurdistan Workers Party, the PKK and its leader Abdullah Öcalan, such as "long live leader Apo" and "Kurdistan will be a grave to fascism".

According to reports, about 500 people were detained on the eve of Newroz in Adana and Mersin cities.

Other cities around the country including the eastern and southeastern cities of Van, Hakkari, Bitlis, Şırnak, Batman, Mardin, Siirt, Malatya, Elazığ, Diyarbakır and Cizre also held official Newroz celebrations organized by the governors of these cities

In Diyarbakır, the official celebrations included people celebrating Newroz in the streets in small groups with the folkloric dances.

Mehmet Açar, security director general, and Unal Erkan, the Emergency Rule governor, were present at the celebrations in Şırnak and Cizre.

In some districts of Istanbul small groups held separate celebrations and demonstrations to mark Newroz. The United Socialist Party (BSP) celebrated Newroz in Beyoğlu with folk dances.

Another group of 300 lit a fire in Istanbul's Fatih Park and held an illegal demonstration, and police arrested most of the demonstrators.

Kurdish celebrations of Newroz are based on Kurdish mythology from 2,000 years ago.

According to legend, the cruel king Dehak reigned over Kurdish lands. He was sick and needed the brains of two young people to treat himself, for which two

young people were killed each day. A blacksmith named Kawa resisted this and each day freed one of the young persons, sending him or her to the mountains and giving the brain of a goat to Dehak.

When the cruelty of Dehak became unbearable these young Kurds came down from the mountains on March 21 under the leadership of Kawa and killed Dehak, bringing freedom and light to the land. They celebrated their freedom by setting fires on mountains. Since that day Kurds have celebrated March 21 as the day of freedom — the start of a new day, which is what Newroz means. This Kurdish legend now competes with Turkish mythology also taken as the inspiration for Newroz celebrations.

According to Turkish legend, Newroz is the day when the first Turkic tribes left their central Asian home in Ergenekon, under the guidance of a grey wolf called Asena, who melted an iron mountain which was blocking their path, freeing them to travel to other parts of the world.

## Mixed international reaction to operation

### Washington expresses 'understanding' but does not 'condone' operation, EU says it 'violates principles of international law'

*TDN with Wire Dispatches*

ANKARA- The international reaction to Turkey's massive operation against Kurdish separatist camps in Northern Iraq was mixed on Tuesday, but there was a discernible "coolness" as far as the Western camp was concerned.

The United States while offering some understanding said nevertheless that it was "not condoning" the operation.

The European Union said through its term president France that this operation "violated basic principles of international law."

Russia for its part backed Turkey's military incursion into Iraq, saying it was an "internal affair for the countries concerned" and adding that it was "a one-off action, limited in time and space."

Iraq, which under international law still has sovereign rights over Northern Iraq, for its part, has chosen to remain silent over Turkey's operation this time.

The Iraqi media on Tuesday did not report Turkey's attack on Kurdish rebel bases in Northern Iraq and the Baghdad government made no public comment on this development.

Previous incursions by Turkish troops in pursuit of PKK members have been denounced by Baghdad as a violation of its sovereignty.

Even muted utterances of understanding for Turkey from the West for its hot pursuit of separatist Kurds in Northern Iraq were accompanied by words of concern and caution directed at Ankara on Tuesday.

Most of the expressions of concern in this respect were centered on the plight of refugees in the region, where the Turkish army is continuing its massive operation, and the need to ensure that a clear distinction is made between combatants

and civilians. There were also exhortations that Turkey's operation should remain limited in "scope" and "duration."

Following what appeared to be "endorsement" of the need for the operation on Monday, Washington on Tuesday also made it be known that it did not "condone" this massive incursion by the Turkish Armed Forces into Northern Iraq.

Countries actively involved in Operation Provide Comfort, the multinational military initiative based in Turkey with the aim of protecting the Northern Iraqi Kurds against attacks by the Iraqi army, were also expressing concern on Tuesday that the activities of this operation had to be suspended because of the operation of the Turkish army.

Reporting from Washington, Reuters said late on Monday that President Bill Clinton had "tacitly endorsed" the Turkish thrust against Kurdish rebels in Northern Iraq after receiving assurances from Prime Minister Tansu Ciller that the military operation would be limited.

Reuters quoted White House spokesman Mike McCurry

Russia backs operation as 'one-off action against Kurdish extremists' while Baghdad 'looks the other way'

*Turkish Daily News*

WEDNESDAY, MARCH 22, 1995

as saying the president had expressed "understanding for Turkey's need to deal decisively" with the PKK.

McCurry said that during her telephone conversation with Clinton, Çiller "described the operation, emphasizing its focus on eliminating PKK terrorist bases across the Turkish border."

"(Prime Minister Çiller) indicated that the operation would be limited in duration, and that the Turkish military had been instructed to safeguard civilian life and property," McCurry said, adding that Clinton asked the action be as limited as possible.

In a statement on Tuesday, the U.S. State Department's acting spokeswoman Christine Shelley said that Turkish Foreign Minister Murat Karayalçın had called his U.S. counterpart Warren Christopher to inform him about the reasons and the scope of the operation in Northern Iraq, according to the Anatolia news agency.

The acting spokeswoman said Christopher "expressed his very strong hope that the Turkish operation would be of limited duration and limited in scope and that everything possible would be done to protect innocent lives.

Shelley acknowledged that it is "very difficult" to avoid "civilian collateral damage" in operations of this type.

"Certainly we are very mindful of the fact that the PKK is a viscous terrorist organization which itself is very guilty of human rights violations," Shelley said.

"The Turkish government has assured us that it will make the effort to try and avoid civilian casualties and they have also informed us that the operation is taking place away from major concentrations of refugees," she said.

"When operations of (this type) have taken place before, the Turkish forces have withdrawn from Northern Iraq relatively rapidly," Shelley pointed out.

"We certainly hope that this will be the case this time...The Turkish government continues to state its support for Iraq's territorial integrity," she said.

Shelley went on to describe the "difficult situation for the Turks," who face attacks on their territory from the PKK. But she emphasized that the United States did not "condone" Turkey's incursion into Northern Iraq.

Responding to a question, Shelley said that the activities of Operation Provide Comfort could not be carried out as of March 20 because of the operation by the Turkish Armed Forces.

Shelley said that this led to concern because security and humanitarian aid could not be provided to the region under these circumstances, adding that Ankara had been notified of these concerns.

The EU however on Tuesday criticized the Turkish military incursion into Iraq "as breaking basic principles of international law."

French Foreign Minister Alain Juppe, who holds the chair of the EU Council of Ministers, said the air and ground raids violated Iraq's sovereignty.

"We support, in Turkey as elsewhere, the principle of territorial integrity and sovereignty...This applies to all, including the current incursion of Turkish troops into Iraq," he told journalists after a two-day European stability conference.

Juppe said that while the EU regarded the PKK as a terrorist organization, Ankara had a duty, whatever its difficulties, to abide by basic principles of legality and human rights as an associate member of the EU and a member of NATO and the Council of Europe.

"We have drawn (Turkey's) attention to the fact that these principles are not currently being respected," he said. He also pointed to the recent jailing of pro-Kurdish parliamentarians tried for treason for allegedly sympathizing with the PKK. Juppe is to head the EU troika of foreign ministers on a one-day trip to Ankara on Thursday to discuss human rights, the Turkish occupation of the northern part of Cyprus, and the implementation of a customs union accord signed this month with the EU.

Russia on Tuesday however backed Turkey's military incursion into Iraq to hunt for Kurdish separatists, describing it as an internal affair for the countries concerned.

"We are talking about a one-off action, limited in time and space, which has as its goal the destruction of bases and strongholds of Kurdish extremists carrying out an armed struggle against Turkey," Russian Foreign Ministry spokesman Grigory Karasin told a news briefing.

"We consider it to be an internal affair of the states concerned," Karasin said Russia was counting on Turkey to comply with a statement issued on Monday pledging that Turkish units would be pulled back after completing their task without harming civilians or the territorial integrity of Iraq.



FRS0443 4 I 0126 TUR /AFP-LO70  
Turquie-Irak

Mouvements de troupes turques dans la zone frontalière avec l'Irak

SILOPI (Turquie), 1er mars (AFP) - Des mouvements de troupes turques ont été aperçus mercredi dans le sud-est anatolien à majorité kurde en direction du sud-est, où la Turquie a sa frontière avec l'Irak, a-t-on appris de source locale digne de foi.

Trois ou quatre convois de l'armée de terre formés chacun d'une quarantaine de véhicules blindés, dont des BTR 80 de fabrication russe, et des canons, ont été vus sur la route entre Mardin et Cizre, en direction de cette dernière ville, a-t-on précisé de même source à un journaliste de l'AFP à Silopi.

Cizre et Silopi sont les deux dernières localités sur la route de la frontière irakienne.

KG-HC/nev/cc

AFP /JO0245/011430 MAR 95

# Le Monde

MERCREDI 22 MARS 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY

## L'armée turque combat les Kurdes en Irak

Washington déclare « comprendre » les raisons de l'opération militaire contre les bases du PKK

PLACÉE depuis le mois d'avril 1991 sous la protection d'une coalition de trois pays occidentaux (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France), la plus grande partie du Kurdistan irakien, qui s'étend au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, n'est pas pour autant devenue un havre de paix et de tranquillité. L'armée turque y a lancé, lundi 20 mars, une opération militaire de très grande envergure contre des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (turc), le PKK. Le premier ministre, Tansu Ciller, a affirmé que l'opération serait limitée dans le temps et serait conduite de manière à éviter les pertes civiles. Informé, le président américain Bill Clinton a affirmé « comprendre » les motifs de la Turquie.

Cette région du nord de l'Irak a vu affluer, au fil des ans, non seule-

ment des combattants du PKK, mais aussi des opposants kurdes irakiens, auxquels les partis kurdes irakiens affirment accorder l'asile, après leur avoir interdit toute activité militaire. Ankara et Téhéran continuent néanmoins d'affirmer que les « bases » de leurs opposants respectifs dans cette zone leur servent de point de départ pour des opérations anti-gouvernementales en territoires turc et irakien.

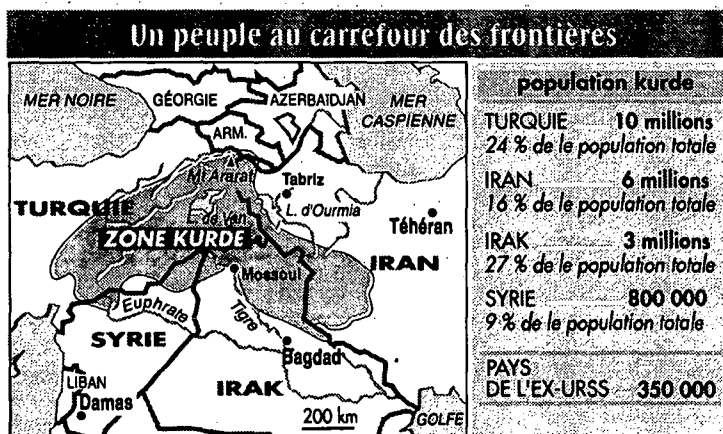
Enfin, des accrochages opposent, depuis quelques semaines, une partie des Kurdes irakiens à l'armée de Bagdad postée au sud du 36<sup>e</sup> parallèle. Selon certaines informations, les Etats-Unis auraient encouragé les Kurdes et d'autres formations de l'opposition irakienne, essentiellement chiïte, à chercher noise aux forces du président Saddam Hus-



sein, dans le but, notamment, de tester leur combativité. Ces accrochages interviennent alors que les services de renseignements américains ont fait état d'une récente tentative de coup d'Etat avortée en Irak et que le mécontentement contre le régime prend de l'ampleur au sein de la population et de l'armée, dont les officiers supé-

rieurs seraient sous haute surveillance.

L'imbroglio du Kurdistan jette une lumière crue sur la confusion qui règne à propos de l'Irak: au centre subsiste un régime dictatorial que n'ébranle pas le chaos à la périphérie.



**OFFENSIVE** L'armée turque a lancé, lundi 20 mars, « la plus grande opération militaire dans l'histoire de la République turque », contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en territoire irakien. Entre trente mille et trente-cinq mille hommes sont engagés dans l'opération, à laquelle participe également l'aviation. ● LE CHAMP de l'intervention turque est situé à l'intérieur de la « zone d'exclusion » que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont imposée aux forces de Bagdad, en 1991, dans le nord de l'Irak. Les Occidentaux ont été informés par Ankara des objectifs de l'opération et le président Bill Clinton a affirmé « comprendre » la fermeté turque. ● DE CETTE « ZONE D'EXCLUSION », délimitée par le 36<sup>e</sup> parallèle, une partie de l'opposition au régime de Bagdad, harcèle les forces de ce dernier, pour contribuer, avec l'aval apparent des Etats-Unis, à la déstabilisation de Saddam Hussein.

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 22 MARS 1995

# Les Kurdes sont sous le feu des forces d'Ankara et de Bagdad

L'armée turque a lancé une vaste offensive dans le nord de l'Irak alors que les combattants du Kurdistan se heurtent toujours aux troupes de Saddam Hussein

## ISTANBUL

de notre correspondante

Trente mille à trente-cinq mille soldats turcs, équipés de chars et d'artillerie, ont franchi la frontière irakienne en trois endroits, lundi 20 mars à l'aube, pour une offensive contre les combattants kurdes de Turquie (PKK) décrite comme étant « la plus grande opération militaire dans l'histoire de la République turque. »

Selon les autorités d'Ankara, cette opération, lancée à la veille du Nevroz, le Nouvel An kurde, et deux jours après que dix-huit soldats eurent trouvé la mort dans une embuscade du PKK, sera de « courte durée » et ne menace pas « l'intégrité territoriale de l'Irak. » « Nous voulons nettoyer cette zone et déraciner le PKK, dont les opérations sont dirigées contre notre population innocente », a déclaré le premier ministre Tansu Ciller.

Quatre objectifs principaux ont été désignés, là où, selon le gouvernement turc, le PKK dispose d'effectifs estimés entre 2 400 et 2 800

hommes. L'armée turque envisage de se déployer au long des 220 kilomètres de la frontière, sur une profondeur d'environ 40 kilomètres. Quatorze avions de l'armée de l'air ont lâché lundi 76 bombes sur des cibles au nord de l'Irak.

## BILL CLINTON « COMPREND »

Plusieurs ambassadeurs, notamment ceux des pays qui participent à l'opération *Provide Comfort* - le parapluie aérien occidental déployé en 1991 pour protéger les Kurdes d'Irak contre les attaques de Bagdad - ont été convoqués lundi pour un briefing sur l'opération en cours. Le quartier général de *Provide Comfort*, à la base aérienne d'Incirlik, a refusé de révéler si les alliés avaient été avertis à l'avance, mais il a admis que les avions occidentaux n'avaient pas survolé la région lundi. M<sup>me</sup> Ciller a également expliqué ses objectifs par téléphone au président Clinton, qui, selon le porte-parole de la Maison blanche « comprend la nécessité pour la Turquie d'agir avec détermination ».

Les Kurdes irakiens, affirmant n'avoir reçu aucun avertissement préalable, ont protesté avec véhémence. Signalant que 80 chars, 100 véhicules blindés de transports de troupes et 280 véhicules avaient franchi la frontière, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) s'est déclaré « profondément déçu par cette incursion injustifiée », qui est « une violation claire et nette de l'intégrité territoriale irakienne ». Le représentant du PDK à Ankara, Saifeen Dizayee, a déclaré que son parti resterait néanmoins en contact avec les autorités turques, afin de limiter l'impact de l'opération sur la population civile. « Nous avons donné des instructions à nos peshmergas (combattants) de ne pas s'interposer. Nous voulons à tout prix éviter une collision entre notre peuple et la Turquie », a-t-il ajouté. Citant des rumeurs non confirmées, selon lesquelles certains villages près de Zakho avaient été encerclés et plusieurs centaines de personnes arrêtées, le Haut-Commissariat des Nations unies

pour les réfugiés a également exprimé sa « profonde inquiétude » pour la sécurité de milliers de réfugiés kurdes.

En automne 1992, une offensive turque similaire avait eu lieu, en parallèle avec les Kurdes irakiens, qui étaient alors engagés dans des combats avec le PKK. Depuis lors, une coopération s'était établie entre la Turquie et les Kurdes irakiens, en particulier avec le PDK, dont les peshmergas patrouillaient la zone frontalière, pour empêcher des attaques du PKK contre la Turquie, à partir du territoire irakien.

Ankara avait déclaré à plusieurs reprises, ces dernières semaines, que la Turquie ne pourrait pas tolérer l'instabilité causée par les combats qui opposent le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan, dans le nord de l'Irak. Les Turcs craignaient que le PKK n'en profite pour se réorganiser dans la zone montagneuse qui forme la frontière entre la Turquie et l'Irak.

Nicole Pope

## COMMENTAIRE

### CONFUSION

Le moins que l'on puisse dire à propos de l'Irak, c'est que la confusion la plus totale règne sur le terrain et dans les esprits. Quatre ans après la guerre du Golfe, les mêmes interrogations se posent avec insistance après chaque nouveau rebondissement ou prétendu développement intérieur : qui a autorité sur quoi, qui veut quoi et surtout, qui dit la vérité ?

L'armée turque est intervenue massivement, lundi 20 mars, en territoire irakien. Cette incursion, qui n'est pas la première du genre, a officiellement pour objectif de combattre les militants du Parti des travailleurs (turc) du Kurdistan (PKK). Mais les Kurdes irakiens ont toujours affirmé que

le PKK était interdit d'activité sur leur territoire et que les victimes des incursions turques sont des civils.

Les Turcs ne sont pas les seuls à n'en faire qu'à leur tête dans le nord de l'Irak. L'artillerie et l'aviation iraniennes pilonnent à intervalles quasi réguliers des zones qui abritent, selon Téhéran, des rebelles kurdes iraniens ; ce que les Kurdes irakiens ont toujours démenti.

La coalition occidentale, qui protège la partie du Kurdistan irakien située au nord du 36° parallèle, n'a jamais rien fait pour empêcher ces interventions, qui ne sont pourtant rien d'autre que des violations de la souveraineté irakienne - quelle que soit la réputation que le régime de Bagdad inspire aux Occidentaux et à la plupart des Irakiens. Un autre paradoxe de la situation dans le nord de l'Irak n'est-il pas précisément que le « parapluie » occiden-

tal offre un « sanctuaire » aux opposants kurdes, turcs et iraniens ?

Plus ironique encore : les Occidentaux, emmenés par les Etats-Unis, affirment, à l'unisson d'Ankara et de Téhéran, qu'ils sont soucieux de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Irak. Tous disent aussi que ce sont les Irakiens eux-mêmes, notamment les partis de l'opposition, qui doivent, s'ils le veulent, renverser le régime de Bagdad.

Tous les opposants irakiens, souhaitent la chute de Saddam Hussein. Mais lorsque l'on connaît les divisions qui les minent - notamment celles qui opposent les formations kurdes - et les suspicions - fondées ou non - nourries par Washington et les monarchies pétrolières de la région à l'endroit des liens de dépendance qui existent entre les chiites irakiens et l'Iran, lorsqu'on garde présent à l'esprit le fait que la majorité de la population irakienne est chiite -

dans un monde arabe majoritairement sunnite -, lorsqu'on se souvient enfin qu'en 1991, les soulèvements chiite dans le Sud et kurde dans le Nord, n'ont reçu aucun soutien américain, on est fondé à se demander si la chute de M. Hussein est réellement souhaitée par Washington.

Un Irak affaibli, mais tenu d'une main de fer par un régime dictatorial, n'est-il pas en effet plus « sûr » que l'inconnu ? A moins, que des militaires, plus présentables, sunnites de préférence, ne prennent le pouvoir. Une solution de ce genre ne se dessine pas vraiment. La seule chose sûre, c'est que M. Hussein est toujours le maître entre le 32° parallèle au sud et le 36° au nord et que la population subit la cruauté du régime et désespère d'un réel changement.

Mouna Naim

# Les Etats-Unis attiseraient les différentes rébellions en Irak

AMMAN

de notre correspondante  
au Proche-Orient

Des tracts, signés par un mystérieux « leadership militaire de l'armée » et appelant à la rébellion contre le président irakien Saddam Hussein, ont été distribués au début du mois à Bagdad et auraient été adressés, pour la première fois, à de hauts responsables militaires et du parti Baas, au pouvoir. Selon des voyageurs en provenance d'Irak, un certain trouble régnerait dans l'armée et les officiers seraient sous la haute surveillance d'un pouvoir de plus en plus nerveux. D'importantes manifestations de protestation contre les pénuries ont d'autre part eu lieu durant la première semaine de mars, à Kout et Nasiriya (au sud de Bagdad), et le mouvement de mécontentement général paraît s'étendre.

Les troubles dans l'armée, dont il est impossible de mesurer l'ampleur, pourraient expliquer les mouvements auxquels se livrent, depuis la première semaine de mars, les combattants kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, soutenus par des éléments du Congrès national irakien (CNI, coalition de mouvements d'opposition soutenue par Washington) d'Ahmad Jalabi, contre l'armée irakienne, dans la région de Kirkouk.

Il apparaît en effet, selon des recoupements, que ce sont les hommes de M. Talabani qui sont allés « titiller » l'armée de Saddam Hussein à la « frontière » entre le Kurdistan irakien « autonome » et la partie sous contrôle de Bagdad. La présence de M. Jalabi au côté de M. Talabani est, pour tous les experts, la preuve d'un certain engagement américain dans l'opération. D'autant que, affirme un opposant, il y a peu de temps encore, M. Jalabi était plus proche de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'autre grande faction kurde.

## AVERTISSEMENT TURC

Selon Bayane Jaber, représentant à Damas de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII), dirigée de Téhéran par l'ayatollah Mohamad Baker Hakim, M. Jalabi a engagé environ 2 000 hommes - dont 40 officiers - dans ces combats, sans même

demandé l'aval du conseil présidentiel du CNI. Ce n'est que deux jours après le début des opérations que M. Talabani aurait pris contact avec M. Barzani et l'ayatollah Hakim, pour leur demander de soutenir ces combats. Le chef du PDK aurait refusé de s'engager, arguant du fait, selon M. Jaber, que des Kurdes ne peuvent pas s'attaquer seuls à la ville arabe de Mossoul, qui fait face à son propre fief dans le nord-ouest du Kurdistan. Cette thèse est toutefois contestée par l'UPK, qui affirme que M. Barzani a refusé de s'engager après un entretien avec des responsables turcs. Un avertissement très sévère adressé la semaine dernière aux groupes dirigés par M. Talabani par un porte-parole du ministère des affaires étrangères turc accèderait cette thèse. « Nous savons que des forces locales dans le nord de l'Irak harcèlent militairement les troupes irakiennes normalement postées au sud du 36<sup>e</sup> parallèle », a averti Ferhat Ataman, avant d'ajouter : « Nous savons aussi que ces forces veulent lancer un assaut sur Kirkouk. La Turquie n'acceptera en aucune façon un tel développement, qui porterait atteinte à l'intégrité territoriale de l'Irak. »

La Turquie craint qu'une guerre généralisée au Kurdistan n'entraîne un nouvel exode massif des Kurdes irakiens vers son territoire. Elle soupçonne aussi l'UPK de donner quelques libertés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, turc), qui a plusieurs camps dans le Kurdistan irakien. Ankara, qui tient régulièrement sur la situation en Irak des consultations avec Damas et Téhéran, n'a jamais vu d'un bon œil l'« autonomie » accordée au Kurdistan irakien.

Selon plusieurs sources, les opérations lancées par l'UPK et le CNI avec un certain aval de Washington pourraient avoir pour but de tester la capacité et la volonté de combattre de l'armée irakienne. Les affrontements entre factions kurdes rivales, qui ont fait depuis près d'un an des centaines de morts, font en outre douter de la capacité des Kurdes à se gouverner eux-mêmes.

Les chiites, regroupés au sein de l'ASRII et qui ont à la mi-février lancé une importante opération contre l'armée irakienne, dans la

région des marais, au sud de l'Irak, estiment pour leur part que le fruit n'est pas encore mûr. « Notre stratégie consiste pour le moment à rassembler dans un même mouvement d'opposition à la fois le peuple et des éléments de l'armée », affirme M. Jaber. « Quelques généraux sont prêts à faire quelque chose, mais ils ont besoin d'un soutien populaire. » Il est clair aussi que les chiites - qui se souviennent encore amèrement de l'échec du soulèvement de 1991, auquel les troupes américaines n'avaient apporté aucune aide - ne se lanceront pas dans une nouvelle aventure sans un minimum de garanties américaines.

## UNE NOUVELLE COORDINATION

En attendant, selon M. Jaber, des combattants chiites présents au Kurdistan, et regroupés depuis deux mois dans deux camps d'entraînement mis à leur disposition par M. Talabani - qui leur a aussi fourni des armes, ce qui laisse supposer une aide extérieure -, ont pris position sur la ligne de front, pour éventuellement prendre part aux combats qui s'y déroulent.

Il semble clair, en tout cas, qu'une coordination nouvelle existe entre les principales forces d'opposition combattantes, c'est-à-dire kurdes et chiites. Selon des sources informées, elle aurait été facilitée par la présence au Kurdistan du général Wafiq Samaraï, ancien chef des services de renseignement militaires, qui est passé à l'opposition à la fin de 1994. « Samaraï est le coordonnateur entre les forces d'opposition et l'appareil militaire à l'intérieur de l'Irak, affirme un opposant. Sa connaissance des milieux militaires et ses contacts sont un atout précieux. »

La part jouée par les Etats-Unis dans ces tentatives de déstabilisation de l'Irak reste pour l'instant difficile à évaluer. Tel que présenté par le *New York Times*, qui citait des sources des services de renseignement américains (*Le Monde* du 16 mars), le coup d'Etat supposé du général Samaraï laisse sceptiques plusieurs représentants de l'opposition.

Françoise Chipaux

## Une population en quête de reconnaissance

● **Identité.** Les Kurdes forment sans doute le seul peuple, aussi nombreux - près de vingt millions de personnes, selon les meilleures estimations -, qui n'ait obtenu ni son indépendance, ni son autonomie, ni la reconnaissance de son identité culturelle (à de rares exceptions près).

A la suite de la première guerre mondiale et du démembrement de l'Empire ottoman, la communauté internationale, par le traité de Sèvres en 1920, préconisait la création d'un Etat kurde. Mais, trois ans plus tard, le traité de Lausanne annulait cette disposition.

● **En Irak,** les Kurdes se sont soulevés à plusieurs reprises contre le pouvoir de Bagdad, obligeant celui-ci, malgré de dures répressions, à leur reconnaître un statut d'autonomie, resté

pratiquement lettre morte. Ils se sont de nouveau rebellés en mars 1991, profitant de la défaite de l'armée irakienne dans la guerre du Golfe. Mais les troupes de Bagdad sont parvenues à repousser cette rébellion, au point de provoquer un exode massif qui a amené les Occidentaux à organiser une protection du Kurdistan irakien, notamment sous forme aérienne, à partir de la Turquie. De ce fait, les Kurdes d'Irak jouissent, depuis, d'une quasi-indépendance, et ont constitué un « Parlement » et un « gouvernement » dans le nord du pays.

● **Les principales formations** kurdes d'Irak, officiellement, ne réclament qu'une large autonomie alors que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en Turquie, exige l'indépendance.

**Herald** INTERNATIONAL **Tribune**

WEDNESDAY, MARCH 22, 1995

# 200 Rebels Are Killed Inside Iraq, Turkey Says

## New Bombing Raids Pound Kurdish Camps As Troops Secure Zone

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkish planes pounded Kurdish rebel camps in northern Iraq for a second day Tuesday, and Turkey's defense minister said 200 rebels had been killed.

A military spokesman in Diyarbakir, command center for the cross-border operation, said at least eight Turkish soldiers had also been killed.

The death toll among the rebels was disclosed earlier by Defense Minister Mehmet Golhan, who said that about 200 had died in what officials termed the biggest military operation that Turkey has ever mounted.

Turkey's ground forces — up to 35,000, backed by tanks and artillery — secured a zone 40 kilometers (25 miles) deep inside northern Iraq in the hunt for separatist guerrillas, Turkey's state radio said.

The Kurdish Workers Party, called the PKK, has waged war against Ankara since 1984, and at least 15,000 people have died in the violence. The group wants to set up an independent Kurdish state in south-eastern Turkey.

France condemned the offensive on Tuesday, saying it violated Iraq's territorial integrity and democratic principles.

"Turkey, as a member of the Council of Europe, as a partner of the European Union and as a member of the North Atlantic Treaty Organization, has to respect the basic principles of human rights, democracy and the right to self-defense," said Foreign Minister Alain Juppé of France, which holds the European Union's rotating presidency.

Moscow said Tuesday that Turkish troops should withdraw from northern Iraq once their sweep was completed to "preserve the territorial integrity" of Iraq, according to the Foreign Ministry's spokesman.

Both Paris and Washington expressed concern about civilians in the region.

President Bill Clinton said Monday that he understood Turkey's "need to deal decisively with PKK terrorism," but urged

Ankara to limit the scope of the operation.

"The aim is to cause as much destruction as possible," said a military official in Diyarbakir, from which the operation was being controlled.

Diplomats and military analysts, however, said the long buildup before the predawn cross-border incursion Monday had surrendered the element of surprise and given the guerrillas time to slip away or to slip back into Turkey. They also questioned whether all the 200 dead were rebels.

"They are not always so careful at distinguishing between PKK fighters and refugees," said a Western military analyst, who asked not to be identified. "The actual rebels may have just melted away. They certainly had time. If we knew in Ankara of the buildup, then surely they knew, too."

The United Nations High Commissioner for Refugees in Geneva also expressed concern about refugees. It said it was investigating reports from local authorities near the Iraqi town of Zakho that Turkish forces had rounded up Kurds and taken them forcibly back to Turkey.

"If these are armed PKK fighters, that is one thing," said

the agency's spokesman, Ron Redmond. "If they are unarmed civilian refugees, it is a very serious matter indeed."

The spokesman for Turkey's Foreign Ministry, Ferhat Attaman, denied the agency's report.

"We strongly emphasize that we are fully concerned about the well-being of all civilian population in the area," he said. "There are about 2,600 refugees in Zakho and they are well."

A source close to Kurdish rebels in Tunceli Province in eastern Turkey, separated from the border by 350 kilometers of rugged terrain, said the rebels had pulled men out of its Iraqi bases and into the remote eastern province.

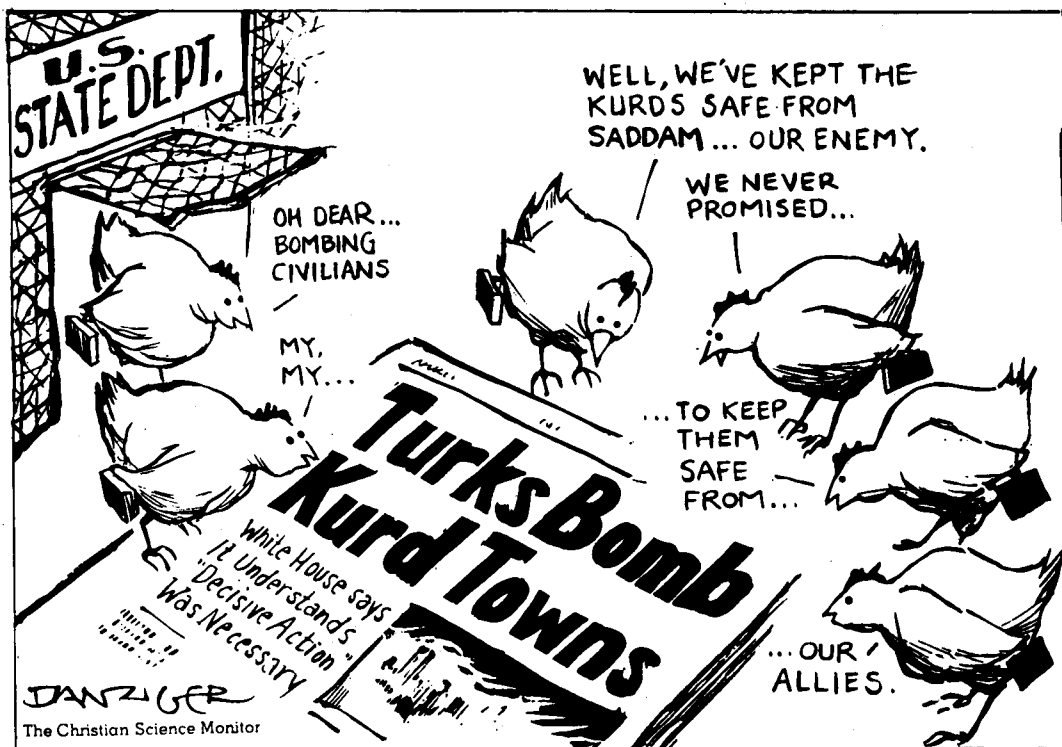
The source said these rebels were used to reinforce rebel strongholds in Tunceli and neighboring Bingol Province, where almost impenetrable terrain provides cover from security forces.

In Diyarbakir, witnesses said F-16 jets from the 2d Tactical Wing, which is based there, flew early morning sorties against guerrilla camps.

Turkish radio said the air force had destroyed a large rebel camp at Bote, near the border with Iran. (Reuters, AFP)

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Wednesday, March 22, 1995



Libération → mercredi 22 mars 1995

## Critique internationale contre l'offensive turque en Irak du nord

L'opération des forces turques au nord de l'Irak où Ankara annonce vouloir constituer une « bande de sécurité » a continué hier, suscitant les critiques croissantes de la communauté internationale.

Au moins 200 rebelles kurdes et 8 soldats turcs ont été tués depuis le déclenchement lundi de cette vaste offensive mobilisant 35.000 hommes et l'aviation contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène la guérilla séparatiste dans le sud-est de la Turquie. « Cette opération se poursuivra jusqu'à ce que toute organisation terroriste dans le nord de l'Irak soit supprimée et qu'une bande de sécurité soit instaurée », a déclaré le ministre de la Défense Mehmet Golhan, sans préciser si son pays voulait créer une zone tampon permanente dans le nord de l'Irak qui échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe.

### Intégrité territoriale

Les Kurdes irakiens et leurs deux grands partis rivaux - le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani - ont constitué un État indépendant de facto dans cette zone protégée par l'ONU. Les autorités kurdes locales et les représentants du Haut-Commissariat aux réfugiés ont affirmé que les soldats turcs



L'opération menée par les forces turques contre les bases de la guérilla kurde du nord de l'Irak a mobilisé 35.000 hommes et l'aviation.



**Turcs contre Kurdes, alevites sunnites, laïcs contre islamistes... La république centralisée, fondée par Kemal Ataturk, achève à peine sa construction que ses fondements sont mis en cause par la multiplication des divisions.**

## La difficile mutation de l'Etat kémaliste

ont ramené des Kurdes dans la région de Zakho. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ferhat Ataman, a démenti hier ces informations.

Les réactions internationales à l'action d'Ankara, prudentes et modérées lundi, se font de plus en plus critiques. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a rappelé que l'Union européenne est « attachée au principe de l'intégrité territoriale et du respect de la souveraineté des Etats ». « Ce principe est valable pour tout le monde, a-t-il dit, y compris pour la pénitration des troupes turques en Irak ».

De son côté, Moscou, par l'intermédiaire du porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Grigori Karassine, a demandé le retrait des troupes turques « une fois leur tâche achevée » en Irak, soulignant la nécessité de « préserver l'intégrité territoriale » de ce pays. Pour sa part, le président américain Bill Clinton avait déclaré lundi son porte-parole qu'il comprenait les raisons de l'opération turque contre « le terrorisme du PKK », tout en demandant « que tous les efforts possibles soient faits pour minimiser les pertes civiles et pour que l'opération soit aussi limitée que possible ». (D'après AFP)

► « HEUREUX CELUI QUI PEUT se dire turc », aux frontières de certains édifices officiels où, inscrite à flancs de coteaux en gigantesques lettres de pierre dans les campagnes anatoliennes, cette devise martèle toujours aux quatre coins du pays le message fondamental de Mustapha Kemal Ataturk, le « père des Turcs », qui, sur les décombres de l'Empire ottoman voulut forger un peuple et une nation « une et indivisible ». Cette République laïque de 60 millions d'habitants dont 13 millions de Kurdes - inspirée du modèle jacobin, plonge dans une crise de plus en plus profonde. La vaste opération lancée depuis lundi contre les bases arrière des « séparatistes » kurdes en Irak du Nord comme la sanglante répression, la semaine dernière à Istanbul, des émeutes des alevites, une communauté musulmane progressiste issue du chiisme, soulignent l'incapacité du gouvernement de Tansu Ciller à gérer ces problèmes autrement que par la force. Elle aggrave encore les risques d'une incontrôlable explosion de revendications identitaires longtemps refoulées.

**Au carrefour des crises.** La « révolution kémaliste », occidentalisation accélérée des institutions, des mentalités, de l'alphabet et de la langue a, pour le meilleur comme pour le pire, coupé les Turcs de leur mémoire. « Aujourd'hui il est de plus en plus difficile d'imposer d'en haut une homogénéisation forcée à un pays où coexistent une vingtaine d'ethnies et une dizaine de religions ou de sectes », souligne Ali Bulac, sociologue et intellectuel islamiste libéral. Trois conflits latents hypothéquent lourdement l'avenir du pays: celui entre Turcs et Kurdes, celui entre sunnites et alevites et enfin entre laïcs et islamistes. Il y a encore cinq ans, la Turquie était considérée comme un pôle de stabilité, une puissance régionale émergente destinée à devenir un point de référence pour les Républiques turcophones de l'ex-URSS. Seule, quoique bien imparfaite, démocratie laïque de la région, la Turquie dispose toujours d'évidents atouts, avec son autonomie insuffisante agricole et le dynamisme d'une économie grevée par une inflation de plus de 150% et la crise d'un secteur public pléthorique. Malgré la symbolique reconnaissance obtenue au début du mois par le traité

de totale union douanière avec les « quinze », premier pas pour Ankara vers une intégration européenne, beaucoup d'observateurs craignent que la Turquie ne redevenue comme au siècle dernier, « l'homme malade de l'Europe ». Au carrefour des trois principales zones de

### ANALYSE

MARC SEMO

crise du Vieux Monde - Balkans, Caucase, Moyen-Orient - elle semble désormais menacée à la fois par les risques de désintégration et par la vague fondamentaliste qui a déjà conquis les banlieues des grandes villes.

« Nous parachevons notre projet d'Etat nation jacobin alors que ce modèle entre partout en crise. Il est d'autant plus urgent que la société civile puisse pénétrer dans ces institutions d'un Etat bureaucratique-militaire qui avait été créé pour encadrer une société encore essentiellement agricole et a réussi à faire à transformer le pays en une puissance industrielle voire même postindustrielle », explique Hasaf Savas Akad, vice-président de la Nouvelle Démocratie, le mouvement politique lancé il y a un an par le jeune homme d'affaires Cem Boyner, pour tenter de faire sauter les blocages d'un système figé.

**Une liberté surveillée.** Le vieux modèle « kémaliste » d'Etat hypercentralisé, volontiers autoritaire, s'avère incapable de répondre aux défis d'une société toujours plus complexe. Les municipalités n'ont aucun pouvoir réel mais les périphéries des grandes agglomérations échappent désormais à tout contrôle. L'autonomie, même seulement culturelle des minorités, sent toujours le souffre. Une télévision ou des radios privées en kurde restent toujours prosrites bien que beaucoup de tabous aient volé en éclats en une décennie, y compris sur ce problème désormais posé publiquement dans la presse. Mais cette liberté reste étroitement surveillée. En témoignent les condamnations en décembre dernier contre les députés kurdes de l'ex-DEP, ou les poursuites

contre les intellectuels, y compris le célèbre romancier Yashar Kemal, soupçonnés de mettre en péril par leurs écrits l'intégrité de la nation. **Redéfinir la citoyenneté.** Au sein d'un patronat monderniste qui parle sur l'Europe, beaucoup de voix s'élèvent en faveur d'une « solution politique » de la question kurde. Des intellectuels commencent à réfléchir sur la nécessité d'une nouvelle définition de la citoyenneté. Ces voix restent isolées, considérées avec suspicion par une classe politique sans imagination, déconsidérée par des affaires de corruption à répétition. Gardienne du kémalisme, l'armée continue d'opérer sur le jeu politique d'autant qu'elle reste aux yeux d'une grande partie de l'opinion l'institution la plus respectée. Ce rôle est d'ailleurs institutionnalisés au travers du Conseil de sécurité national. Par trois fois en trente ans elle est sortie de ses casernes pour remettre les choses en ordre avant de rendre rapidement le pouvoir aux civils. Serait-elle tentée de faire irruption sur la scène politique en cas de victoire électorale aux législatives des islamistes du Refah, le parti de la prospérité, qui ont conquis en mars 1994 les municipalités de vingt-six grandes villes du pays, dont Istanbul et Ankara, promettant « l'ordre juste » aux exclus du boom économique et dénonçant les autres partis comme « le club des imitateurs de l'Occident »? D'où les appréhensions sur un scénario à l'algérienne.

« Le mouvement islamique turc s'appuie autant sur une importante classe moyenne que sur les exclus et n'a donc pas la radicalité du FIS. Il est dirigé par des ingénieurs, des techniciens modernes qui connaissent d'autres réalités que celles de la religion et ce parti a déjà montré dans le passé qu'il respectait les règles du jeu », insiste Ali Bulac, l'islamiste libéral. Le Refah est un parti qui depuis vingt ans œuvre dans un champ politique ouvert et pluraliste et a participé à trois gouvernements de coalition avant le coup d'Etat de 1980 et son leader Necmettin Erbakan fut même alors vice-Premier ministre. Le défi islamiste s'annonce aujourd'hui comme l'épreuve de la maturité pour la République turque. ♦

L'HUMANITE/MERCREDI 22 MARS 1995

**L'Humanité**

# Kurdistan d'Irak

# L'invasion turque continue

**Bombardements, razzias, arrestation de réfugiés : les militaires turcs ont continué hier leur sale boulot au nord de l'Irak.**

L'AVIATION turque a pilonné mardi le Kurdistan d'Irak pour la seconde journée consécutive tandis que les 35.000 hommes des forces d'invasion au sol, appuyés par des chars poussaient jusqu'à plus de 40 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien.

Le ministre turc de la Défense, Mehmet Golhan a déclaré hier que l'opération se poursuivait « jusqu'à ce que toute organisation terroriste dans le nord de l'Irak soit supprimée et qu'une bande de sécurité soit instaurée ».

## Détruire le plus possible

Il n'a pas précisé ce qu'il entendait par « bande de sécurité », évitant d'indiquer si la Turquie voulait créer une zone tampon dans le nord de l'Irak. Selon lui, « l'opération vise quatre zones du nord de l'Irak, où se trouveraient de 2.400 à 2.800 rebelles répartis en huit camps ». La presse turque indique pour sa part qu'elle pourrait durer un mois.

Lundi, 14 chasseurs bombardiers avaient effectué des mis-

sions de bombardements sur des villages et des camps. Un camp du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aurait été détruit à Bote. Selon un premier bilan publié hier par le ministère de la Défense, 200 membres du PKK auraient été tués.

Des informations totalement différentes ont cependant été fournies à Dyardbakir par le colonel turc Dogu Silahcioglu. Selon lui, 24 membres du PKK ont été tués, ainsi que 8 soldats turcs. « Notre but est de causer le plus de destructions possibles », affirmaient des sources militaires à Dyardbakir, confirmant que l'invasion pourrait durer plusieurs semaines.

## Le sort des réfugiés

Diplomates et experts militaires s'accordent pourtant à penser que la préparation de l'opération, visible depuis plusieurs jours, a nui à l'effet de surprise et donné aux combattants kurdes le temps de fuir ou de regagner la Turquie. Ils doutent que les 200 morts revendiqués par Ankara soient tous des rebelles, notant que les militaires turcs ne font guère de distinction entre combattants du PKK et réfugiés, nombreux dans cette zone où les Kurdes étaient sensés bénéficier de la protection de l'ONU depuis 1991.

A Genève, le Haut-Commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR) s'est dit préoccupé du sort des réfugiés. Les



Commandos turcs s'appropriant à embarquer dans un hélicoptère de combat à la frontière irakienne.

autorités locales des villages proches de Zalkho l'ont prévenu que les forces turques les reconduisaient de force en Turquie. Le HCR a ouvert une enquête et a demandé à Ankara de

« bien faire la différence entre combattants armés et civils ».

Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères a nié l'existence de déplacements forcés de population, affirmant

que la Turquie prenait « le plus grand soin de la sécurité des civils ».

A New York, une délégation d'exilés kurdes a accusé la Turquie d'être de connivence avec l'Irak. Ali Yizit, parlementaire

Repères

## Les Kurdes

■ **POPULATION** : la population kurde est essentiellement répartie, depuis l'éclatement de l'Empire ottoman en 1918, entre cinq pays : Turquie : 15 millions ; Iran : 6 millions ; Irak : 4 millions ; Syrie : moins de 1 million ; ex-URSS : 350.000.

■ **LANGUE** : ils parlent une langue divisée en plusieurs dialectes dont les racines sont proches du persan. Ils sont majoritairement chiïtes, avec une forte minorité alaouite et de rares minorités sunnites ou même chrétiennes.

du Parti démocratique, a indiqué que les « forces d'invasion turques », avaient « détruit des villages et tué des civils ». Il a reproché aux forces de l'ONU stationnées au sud de la Turquie de ne plus protéger les Kurdes comme ils en ont reçu mission.

FRANÇOISE  
GERMAIN-ROBIN

# Complicités régionales et extra-régionales

**L**E gouvernement de Bagdad n'a pas réagi, lundi, à l'invasion du nord du territoire irakien par l'armée turque pas plus qu'au bombardement de plusieurs villages. On pourrait se dire que Saddam Hussein, depuis qu'il s'est vu interdire par l'ONU, en 1991, toute intervention au Kurdistan, devenu autonome de fait, n'a plus voie au chapitre. Les vraies raisons sont ailleurs : le maître de Bagdad a besoin de la Turquie, par où passent déjà pas mal de marchandises, pour hâter la levée de l'embargo et il

est trop content de voir les Turcs massacrer ses vieux ennemis.

Il avait déjà à plusieurs reprises, avant la guerre du Golfe, autorisé Ankara à exercer un « droit de suite » contre le PKK au Kurdistan d'Irak. Un pacte en bonne et due forme avait été signé entre lui et les généraux turcs. Pacte reconduit et même élargi depuis lors : les Etats de la région qui comptent des Kurdes dans leur population (Turquie, Irak, Iran, Syrie) ont beau se quereller, voire se faire la guerre, il arrive toujours un

moment où ils se mettent d'accord sur le dos des Kurdes.

Ils se réunissent même périodiquement pour cela depuis novembre 1992. La première réunion du genre a eu lieu en novembre 1992 à Ankara entre les ministres des Affaires étrangères de Turquie, d'Irak et de Syrie. Tous craignaient comme la peste l'exemple donné par les Kurdes d'Irak, qui venaient d'annoncer la mise en place d'un gouvernement autonome au nord du pays. Il leur fallait examiner au plus vite les répercussions de l'événement dans les régions kurdes et coordonner leurs actions pour empêcher ce « mauvais exemple » de faire tache d'huile.

A l'époque, l'armée turque était déjà présente dans le nord de l'Irak où elle procédait à un « nettoyage » sensé éliminer les bases du PKK... Il faut croire que le travail avait été mal fait, puisqu'elle est en train de recommencer.

La réunion suivante avait lieu en février 1993 à Damas,

auquel Ankara reprochait d'abriter le chef du PKK, Abdullah Ocaltan, et de fermer les yeux sur la présence de bases du PKK dans la Bekaa. Celles-ci ont été, depuis lors, officiellement fermées. Les trois pays n'en continuent pas moins de se consulter régulièrement pour, disent-ils — la formule vaut la peine d'être savourée — « protéger l'intégrité territoriale de l'Irak » et « lutter contre le terrorisme ».

La nouvelle opération en cours depuis lundi dernier a eu l'aval des Etats-Unis et de l'ONU, qui a même eu l'obligance de cesser pendant une journée, lundi, ses vols d'observation au dessus de l'Irak, histoire de laisser l'aviation turque bombardier en paix. Les vols de l'ONU ont repris hier. Quant à la Russie, elle mérite le pompon de l'hypocrisie : Moscou a demandé hier à Ankara de « retirer ses troupes dès que leur tâche serait terminée ! ».

F. G.-R.

● **ALAIN JUPPE**. « La Turquie, en tant que membre du Conseil de l'Europe, en tant que partenaire de l'Union européenne, en tant que membre de l'OTAN, est obligée de respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme, de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de la défense, etc. », a déclaré hier le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé. « Nous avons appelé son attention sur le fait que ces principes n'étaient pas respectés aujourd'hui », a-t-il dit. Il a ajouté que l'Union européenne était « attachée au principe de l'intégrité territoriale et du respect de la souveraineté des Etats. Ce principe est valable pour tout le monde ». Alain Juppé doit effectuer une visite officielle à Ankara jeudi à la tête d'une délégation de la troïka européenne (Allemagne, France, Espagne).

## Opinion

### Sans témoin ?

**D** Plus de trente cinq mille soldats turcs écrasent depuis lundi le nord de l'Irak avec pour objectif (non déclaré) l'anéantissement de la population kurde. Au nord du 36° parallèle, on bombarde, on extermine sans témoin. Il s'agit, dit-on à Ankara, de « la plus grande opération militaire dans l'histoire de la République turque ». La région martyrisée est placée depuis le mois d'avril 1991 sous la protection des Etats-Unis,

de la Grande-Bretagne et de la France. Résultat de la guerre du Golfe et des mesures de rétorsion décidées par les grandes puissances contre le Saddam irakien. Lequel ne s'en porte pas plus mal considérant que ses ex-alliés et ex-adversaires exécutent ses propres projets. Le président américain Bill Clinton affirme « comprendre » les motifs de la Turquie, tandis que les dirigeants russes souhaitent que la « tâche » se réalise le plus vite possible. Le peuple kurde est en danger de mort. Le gouvernement turc n'a lancé l'assaut qu'après avoir enregistré la décision de la Maison-Blanche de « comprendre la nécessité pour la Turquie d'agir avec détermination ».

M. Alain Juppé, avec la troïka européenne, séjournera jeudi à Ankara. Que dira à son homologue turc le ministre français des Affaires étrangères ? S'insurgera-t-il ? Protestera-t-il ? Condamnera-t-il ? On aimerait qu'enfin la présidence de l'Union européenne fasse connaître une opinion ferme aux gouvernants d'Ankara. Au moment où ces lignes sont écrites, des populations kurdes périssent sous les bombes. Et à Bruxelles, à Paris et à Washington, on laisse faire les tueurs. La Turquie veut devenir membre à part entière de l'Europe. Mais l'Europe peut-elle accepter en son sein un pays dont le gouvernement réprime et massacre une partie de sa population ?

José Fort

## Les mains sales

On pourrait s'en étonner : quand l'armée turque bouscule la frontière irakienne le long d'une zone protégée par l'Occident, l'Amérique « comprend », la France en appelle au respect de la souveraineté « valable pour tout le monde ». Référence au temps, pas si lointain, où une vaste coalition internationale contraignait Saddam Hussein à lâcher prise au Koweït.

Ankara, il est vrai, ne prétend pas annexer le Kurdistan irakien. À la date symbolique du nouvel an kurde, les militaires turcs veulent « nettoyer » les bases arrière d'une rébellion d'inspiration marxiste qui leur mène la vie dure dans le sud-est anatolien.

Malgré les assurances turques, on peut s'inquiéter du sort des réfugiés civils. L'armée mérite sa réputation de brutalité extrême. Les maquisards du PKK aussi. Le pouvoir de Mme Tançu Ciller se salit un peu plus les mains alors que le pays semble entraîné dans une spirale incontrôlable d'intolérance et de violence. Il y a quelques jours, la répression sanglante des manifestations d'Istanbul mettait en évidence la

persécution grandissante des alévis. Au pays d'Atatürk, ces musulmans atypiques, de tendance laïque, sont victimes d'une société de plus en plus marquée par l'islamisme radical.

À la fin de l'an dernier, six députés kurdes, élus en toute régularité, étaient condamnés à de lourdes peines de prison. Les enlèvements mystérieux, la torture dans les locaux de police n'ont pas cessé avec la fin de la dictature militaire.

Tout cela risque de compromettre l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier prochain, de l'accord d'union douanière que viennent de conclure l'Europe et la Turquie. Car, sans garantie sur le respect des droits de l'homme, le Parlement de Strasbourg est bien décidé à ne pas le ratifier, comme le traité de Maastricht lui en donne le droit.

Alain Juppé, qui se rend jeudi à Ankara à la tête de la « troïka » européenne, attend de Mme Ciller qu'elle tienne ses promesses en la matière. C'est-à-dire qu'elle fasse adopter des textes de loi — y compris des réformes constitutionnelles — garantissant, par exemple, la li-

berté d'opinion, l'immunité parlementaire, le respect des droits de la défense.

Pour la diplomatie française, l'enjeu est d'importance. Car la Turquie est l'un des pays sur lesquels elle compte le plus pour fonder sa politique de partenariat euro-méditerranéen. Une population travailleuse — les Allemands ne diraient pas le contraire — une économie en expansion, des échanges déjà importants, les atouts ne manquent pas.

Il reste que la Turquie pose à elle-même et aux autres un problème qu'elle n'a jamais résolu. A quel monde appartient-elle ? L'Europe ? Elle en fut longtemps « l'homme malade » et adhère aujourd'hui à plusieurs de ses institutions, dont le Conseil de l'Europe et l'Otan. L'Orient ? Elle y assura pendant des siècles la domination ottomane. Elle rêve d'Occident et nourrit l'islamisme. Les Quinze lui tendent une perche pour l'empêcher de basculer de l'autre côté mais répugnent à l'accepter dans leur maison commune. Fût-ce avec les mains propres.

Joseph LIMAGNE.

LA CROIX - 22 mars 1995

### PERSPECTIVES

## « Opération » turque en Irak

■ 35 000 soldats turcs participent depuis lundi matin à ce que le porte-parole du gouvernement a appelé « la plus importante opération de l'armée de la République turque » à l'étranger. À la veille de Newroz, le nouvel an kurde, Ankara affirme vouloir neutraliser les bases arrière du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène la lutte armée depuis onze ans dans le Sud-Est anatolien.

Lancée dans une zone de

220 km le long de la frontière, longue de 385 km, où se trouvent 2 400 à 2 800 « terroristes » du PKK, cette opération aéroterrestre se veut « limitée dans le temps » et dirigée contre des objectifs militaires à l'exclusion de la population civile. Les ambassadeurs de Syrie, d'Irak, d'Iran, de Russie, de France, les chargés d'affaires d'Allemagne, de Grande-Bretagne et des États-Unis avaient été informés de cette offensive d'envergure.

Dans les capitales occidentales, notamment celles des pays qui participent à la force multinationale Provide Comfort, qui continue à protéger la zone d'exclusion aérienne au nord du 36<sup>e</sup> parallèle en Irak, les réactions ont été très mesurées. À Washington, Bill Clinton a indiqué qu'il comprenait les raisons de l'attaque turque, tout en ajoutant que cette opération devait être de courte durée et ne devait pas viser des civils. De son côté, le ministère français des affaires étrangères s'est borné à rappeler l'attachement de la France « à l'intégrité des États, à l'inviolabilité des frontières, ainsi qu'à la protection des po-

pulations civiles de la région ».

L'armée turque n'en est pas à son coup d'essai. À plusieurs reprises, elle a mené des raids, terrestres ou aériens, dans le nord de l'Irak, dont le plus important remontait à l'automne 1992. La rébellion du PKK et les opérations de représailles de l'armée ont fait au moins 15 000 morts depuis 1984. Une nouvelle fois, Ankara tente d'imposer une solution militaire à la question kurde. Une nouvelle fois, le bilan promet d'être lourd et la « victoire » contre la guérilla sans lendemain.

F. A

Les grandes puissances ne protestent pas — à l'exception de la France, l'Irak se tait, ravi de voir son «problème kurde» traité par d'autres

# La Turquie poursuit son opération en Irak du Nord

**Mais Ankara ne se contente plus de vouloir liquider le PKK: il veut instaurer une «bande de sécurité» à sa frontière avec l'Irak.**

**L'**opération aéro-terrestre lancée, lundi matin, par l'armée turque en Irak du Nord pour détruire des camps de séparatistes kurdes de Turquie s'est poursuivie hier, atteignant, selon Ankara, ses premiers objectifs. Les 35.000 soldats turcs ont pénétré à une quarantaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. L'aviation aurait effectué au total 46 sorties pour les journées de lundi et hier, détruisant notamment un camp de rebelles kurdes à Bote, en territoire irakien limitrophe de l'Iran. Les commandos de l'armée ont découvert d'importantes caches d'armes appartenant aux maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les premiers bilans, donnés par la Turquie, font état de huit morts et onze blessés dans les rangs turcs et de 200 morts parmi les rebelles du PKK.

Le gouvernement d'Ankara a réaffirmé, hier, sa volonté de protéger la population civile, assurant que *l'armée est très sensible à ce sujet*. Pourtant, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés ne cache pas son inquiétude. Selon son représentant à Bagdad, qui a pu se rendre dans le Kurdistan irakien, l'armée turque aurait procédé à

des centaines d'arrestations dans deux villages près de Zaxko et ramené certains de ces prisonniers en Turquie. Or, poursuit le HCR, ces deux villages, ainsi que trois autres aux alentours, accueillent bien des Kurdes de Turquie, mais pas des guérilleros, ce sont des civils qui se sont réfugiés en Irak pour y trouver protection, loin des violences qui opposent, dans leur pays, l'armée turque et le PKK — ils sont 4.500 près de la frontière et le HCR en a installé 8.600 autres l'an dernier dans deux camps situés plus à l'intérieur du Kurdistan irakien, précisément pour qu'ils ne soient pas perçus par Ankara comme des bases arrière du PKK.

En outre, il ne faut pas oublier que, lors de précédents raids, de nombreux civils kurdes ira-

kien ont été victimes de bombardements massifs.

Ce sont ces éléments — même si Ankara a démenti le rapatriement de Kurdes sur son sol — qui font penser à certains observateurs que l'élimination du PKK n'est pas l'unique objectif de l'opération. La création, en 1992, après la guerre du Golfe, d'un «État fédéré kurde d'Irak»

et l'élection d'un parlement dans cette région — même sans reconnaissance internationale — ont été perçues en Turquie comme le possible embryon d'un État kurde. Une entité qui pourrait donner des idées à sa propre population kurde, forte d'environ 12 millions d'âmes. Et ça, Ankara n'en veut pas...

Même explication pour la réaction modérée de l'Iran, qui ne tient pas à voir ses 5 à 6 millions de Kurdes contaminés par le virus nationaliste — outre que Téhéran et Ankara entretiennent de bonnes relations, concrétisées en 1993 par un accord visant à empêcher l'une et l'autre les actions terroristes de leurs opposants respectifs.

Quant à l'Irak, sur le territoire

duquel a pourtant lieu l'intervention turque, il est resté muet. Bagdad, il est vrai, qui n'a plus aucun contrôle sur ses provinces du Nord, n'est sans doute pas mécontent qu'Ankara vienne affaiblir un «pouvoir» kurde déjà déchiré par des luttes intestines — notamment pour la perception des droits de douane à la frontière turque — et prouver que ce pouvoir n'est pas viable. En outre, l'Irak, en gardant un profil bas, espère que la Turquie plaidera à son tour pour la levée de l'embargo international qui lui est imposé depuis 1990.

Ce qui frappe en revanche, c'est la quasi-absence de réaction du côté occidental, alors pourtant que le nord de l'Irak est toujours une zone protégée dans le cadre de l'opération «Provide Comfort» — les troupes et l'aviation de Bagdad sont contenues au sud du 36<sup>e</sup> parallèle grâce à une force multinationale (États-Unis, Grande-Bretagne, France) stationnée à Incirlik, en Turquie, et une aide humanitaire est toujours fournie aux Kurdes d'Irak.

Seule la France a condamné l'entrée des troupes turques en Irak. Mais les États-Unis lui ont semble-t-il donné leur bénédiction, le président américain déclarant qu'il comprenait les raisons de cette opération. Même Moscou, qui s'est souvent rapproché de la cause irakienne, s'est contenté de demander à la Turquie de retirer ses troupes *une fois leur tâche achevée*.

Mais cette modération pourrait être ébranlée — et déboucher au moins sur un débat au Conseil de sécurité de l'ONU: le ministre turc de la Défense a annoncé, hier soir, que son pays entendait instaurer une «bande de sécurité» à la frontière entre la Turquie et l'Irak — on est très loin, là, du principe d'intégrité territoriale.

AGNÈS GORISSEN

L'armée turque poursuit son offensive dans le nord de l'Irak

# Ankara fait la chasse aux Kurdes

*Deux cents rebelles auraient été tués, selon le gouvernement turc. Mais ce bilan est déjà contesté.*

L'aviation turque a pilonné, hier, pour la seconde journée consécutive, les bases des guérilleros kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) dans le nord de l'Irak. Le bilan de cette opération, qui mobilise 35 000 soldats, appuyés par des chars et des bombardiers, reste pour le moment contradictoire. Selon le ministre turc de la Défense, plus de deux cents rebelles auraient été tués. Un officier turc interrogé par des journalistes à Diyarbakir, QG de l'opération, estimait cependant que seuls 24 membres du PKK et huit soldats turcs avaient été tués.

Diplomates et experts militaires doutent, de leur côté, que les 200 morts revendiqués par Ankara soient tous des rebelles. Selon eux, la préparation des troupes kurdes, lundi à l'aube, a nui à l'effet de surprise, donnant aux combattants kurdes le temps de fuir. « Les vrais rebelles se sont peut-être bien évanouis dans la nature. Ils en ont certainement eu le temps. Nous étions bien au courant, à Ankara, de l'opération qui se préparait », a déclaré un expert militaire occidental.

Le ministre de la Défense Mehmet Golhan, pour qui « les objectifs visés ont été frappés dans une large mesure », a précisé que l'opération se poursuivra « jusqu'à ce que toute organisation terroriste dans le nord de l'Irak soit supprimée et qu'une bande de sécurité soit instaurée ». Le ministre n'a pas précisé ce qu'il entendait par « bande de sécurité ».

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a mis en garde Ankara contre un transfert forcé des populations kurdes d'Irak vers la Turquie, qui constituerait, selon le HCR, « une affaire d'une extrême gravité ». Selon divers témoins, l'armée turque a ramené en Turquie des Kurdes



L'opération menée par l'armée turque mobilise pas moins de 35 000 soldats appuyés par des chars et des bombardiers. (Photo Hurriyet/AFP.)

faits prisonniers dans la région de Zaxko. On ne dispose d'aucune estimation quant au nombre de personnes déportées. Les réactions internationales, prudentes lundi, se sont faites plus critiques hier.

S'exprimant au nom de l'Union européenne, le ministre des Affaires

étrangères Alain Juppé a notamment demandé aux autorités turques de respecter l'intégrité territoriale de l'Irak de même que les principes fondamentaux des droits de l'homme. L'Irak continuait de son côté d'observer un mutisme total sur cette invasion dans le nord de son territoire. Cette région échappe au contrôle de Bagdad depuis la rébellion kurde de mars 1991, qui avait suivi la défaite irakienne dans la guerre du Golfe. Par ailleurs, le Pentagone a annoncé hier la suspension depuis lundi de « Provide Comfort », l'opération de surveillance aérienne sur le nord de l'Irak. (AFP.)

## Les Turcs en Irak

### Un coup de force par-dessus la frontière

**S**UR l'intervention de quelque 30 000 soldats turcs appuyés par aviation et blindés en Irak, les diplomates occidentaux sont d'une intéressante discrétion. Les raisons de leur silence ne manquent pas. Après tout, il est exact que le PKK, organisation paléomarxiste, dispose de camps d'entraînement dans cette extrémité de l'Irak. Or les Américains ne souhaitent pas un démantèlement du pays de Saddam Hussein ; de leur côté, les Européens ne veulent pas troubler le rapprochement entre Ankara et les Quinze ; enfin, les responsables irakiens font remarquer qu'ils n'ont plus le droit d'intervenir dans cette partie de leur pays. Donc, l'opération se déroule en silence. Pourtant il s'agit bel et bien du fran-

chissement d'une frontière par une armée étrangère.

Après tout, s'agit-il d'un événement réellement nouveau ? Sans remonter jusqu'à l'arrestation illégale du duc d'Enghien, on peut se souvenir de l'aventure de Sakiet Sidi Youssef, en février 1958 : un petit village tunisien, qui servait de base arrière à des combattants du FLN, et qui fut bombardé au nom du « droit de légitime défense » par l'aviation française. L'événement provoqua un énorme tintamarre. La presse étrangère traîna Paris dans la boue. Il fallut faire appel aux bons offices américains... Cette action provoqua la chute du gouvernement Gaillard et la chute de la IV<sup>e</sup> République.

Il y eut plus tard, bien plus tard, l'intervention de l'armée israélienne au Liban. Là encore, il s'agissait de détruire des camps d'entraînement et des réserves d'armes concentrés dans les collines au sud-est de Tyr. Jérusalem avait le sentiment de riposter, donc d'être dans son droit. D'ailleurs, pour protéger sa frontière, ses autorités décidèrent de créer une zone de protection permanente au Sud-Liban. Elle existe aujourd'hui encore ; sa disparition, affirment les Israéliens, passe par le retrait des troupes syriennes du territoire libanais. Nous n'en sommes pas là. En attendant, la frontière officielle est donc devenue une fiction.

Encore s'agit-il là de cas limites. Mais les interventions sur les

territoires des autres ne constituent plus une rareté. A partir du moment où des fractions armées s'installent, ou se camouflent, près de la frontière du pays qu'elles souhaitent déstabiliser, ce dernier estime qu'il peut intervenir. Dans le sud-ouest de la France, les Basques espagnols en ont fait l'expérience ; les relations entre Paris et Madrid furent empoisonnées pendant des années par les dénonciations quotidiennes des journaux espagnols : la France, affirmaient-ils, était complice des terroristes.

Cas de figure un peu différent en Irlande. Les révoltés catholiques s'appuyaient, sans trop le dissimuler, sur la République irlandaise voisine. Ce fut une interminable bataille de services secrets. On serait près d'en voir la fin.

Voilà qui relativise quelque peu la notion de frontière. Certes, le pacte de stabilité, signé avant-hier à Paris, constitue un pas en avant ; il inaugure surtout une méthode susceptible de résoudre les conflits de minorités. Mais, l'intervention turque en Irak oblige à modérer l'enthousiasme des diplomates. La force, à condition de prendre quelques précautions diplomatiques, a encore de beaux jours devant elle. Mais comment ne pas avoir une pensée de commiseration pour ce malheureux peuple kurde, écartelé entre cinq États ?

Georges SUFFERT

A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

FRS0214 3 I 0206 TUR /AFP-RH26

Turquie-Irak-Kurdes

Le PKK existe en Irak, mais "sous contrôle du PDK", affirme M. Talabani

ANKARA, 22 mar (AFP) - M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, affirme que le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste, en rébellion armée contre Ankara) "existe au Kurdistan irakien mais dans les zones sous contrôle du PDK (Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani), le long de la frontière avec la Turquie et dans la région de Dohouk".

Dans un entretien à l'agence turque Anatolie, réalisé depuis son quartier général de Derbendi Beziyan, près d'Erbil, en Irak, M. Talabani a affirmé également qu'un camp du PKK se situait dans la région de Bote, sous contrôle de sa formation, à 200 à 250 km de la frontière turque, où se trouvent près de 200 membres du PKK dont la plupart sont des femmes et des malades. "Il n'est pas possible qu'ils mènent des activités contre la Turquie", a dit M. Talabani.

L'armée turque, qui a lancé lundi une opération de grande ampleur dans le Kurdistan irakien, a annoncé mardi la destruction d'un camp du PKK dans la région de Bote. M. Talabani n'a pas précisé s'il s'agissait du même camp.

Le PDK, de son côté, a condamné l'intervention kurde.

CE/hc/jmc

AFP /JO0245/221033

MAR 95

# Turkish offensive 'kills 200 Kurds'

FROM MICHAEL THEODOULOU IN NICOSIA AND ANDREW FINKEL IN ISTANBUL

THE Turkish Defence Minister, Mehmet Golhan, said yesterday that the army had killed as many as 200 Kurdish separatist rebels on the second day of its ground and air offensive deep inside northern Iraq, which has won support from the United States and Russia but provoked criticism from Europe.

Kurdish sources said Turkey was "chasing shadows"

because fighters of the Kurdistan Workers' Party (PKK) had advance warning of the operation, launched before dawn on Monday, and many had crossed the mountainous border into Turkey or disappeared in Iran.

Diplomats questioned whether all the 200 dead were rebels: The UN High Commissioner for Refugees urged Turkey to discriminate be-

tween PKK guerrillas and civilians and said it was investigating reports that Turkish Kurdish refugees in Iraq had been abducted and returned to Turkey.

Colonel Dogu Silahcioglu, the spokesman for the Turkish Army, said later that at least 24 members of the PKK had been killed and that eight soldiers had died.

Advance units of the 35,000-strong Turkish force, backed by tanks and artillery, had penetrated 25 miles inside Iraq by yesterday morning and were spreading eastwards towards the Iranian border. Military officials said that one of the biggest PKK bases, at Bote 60 miles south of the Turkish border, was raided repeatedly by Turkish F16 fighter bombers and destroyed.

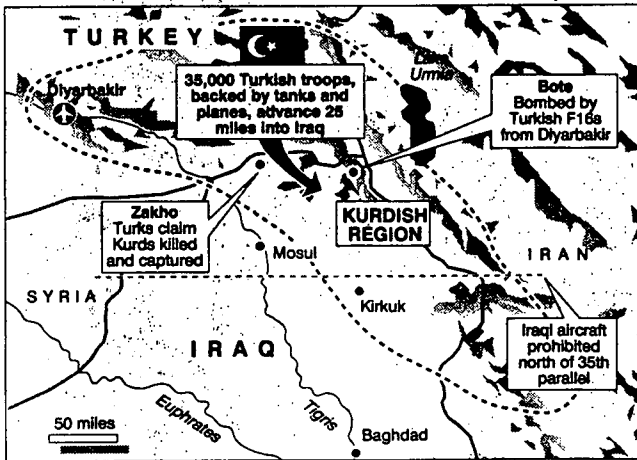
Turkey had been massing troops along its southern border for three weeks and the expected offensive began on the eve of the Kurdish New Year, when the PKK often orchestrates violent protests at home and abroad. Tansu Ciller, the Turkish Prime Minister, said that Ankara was determined to "rip out the roots of the [PKK] terror

operations".

However, a spokesman in Ankara for the Kurdistan Democratic Party, the Iraqi Kurdish group which controls the border region, appealed to Turkey yesterday to trust in its ability to police the PKK or at the very least to co-ordinate their efforts in order to safeguard the civilian population. One argument is that Ankara's show of force is partly to convince the Turkish public that the war against the PKK can be won. The Turkish chief of staff suggested this month that the situation had improved and that it was time to reduce the number of troops in the region. Many see these remarks as a prelude to attempts to charm the European Union, with which Turkey recently signed an agreement to enter into a customs union. That agreement still awaits approval from a European Parliament deeply critical of Turkey's human rights record.

The United States gave tacit support to the Turkish incursion after Mrs Ciller said her country had no designs on Iraqi territory. Washington, like many European countries, has branded the Marxist-Leninist PKK a terrorist organisation. Russia accepted Turkey's assurances that the operation was a "one-off action". Alain Juppé, the French Foreign Minister, speaking on behalf of his European counterparts, said the EU regarded the PKK as a terrorist group, but he rebuked Turkey for violating Iraqi sovereignty.

THE TIMES WEDNESDAY MARCH 22 1995



Turkish troops advance through the Halil Ibrahim district, near Zakho in northern Iraq, yesterday on their mission to destroy PKK training camps



## Turkey Places a Time Limit On Raid Against Rebel Kurds

By JAMES M. DORSEY

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

ISTANBUL — Turkey continued its massive assault on Kurdish rebels in northern Iraq for a second day Tuesday, amid assurances from Turkish officials that the operation would be limited to about three weeks.

Turkey's incursion by up to 35,000 troops backed by tanks and aircraft to crush rebel Kurd camps across the Iraqi border — said by the government to be the largest military operation ever by the modern Turkish state — is drawing indications of support from the U.S. and European allies despite their concern for civilian casualties.

The action, which Turkey calls a preemptive strike against terrorists, comes at a time when Prime Minister Tansu Ciller is struggling to reassure Western allies that her government will respond to criticism about human-rights abuses by government forces in the course of the long-simmering Kurdish conflict. The Kurdish Workers Party has been leading an insurgency to win a homeland in Turkey.

Analysts said European nations are likely to tacitly endorse the Turkish move as a blow against Kurdish groups suspected of sponsoring a rash of terrorist acts in Europe. Kurdish activists are suspected of fire bombing Turkish bank branches and other Turkish targets in several German cities early Tuesday. It was the eighth straight night of attacks on Turkish interests in Germany, where there is a substantial population of Turkish origin.

"The PKK constitutes a tremendous law and security problem in Europe. There is a growing consensus in Europe that the PKK is not your run-of-the-mill ethnic liberation movement," says Iler Turan, a political scientist at Istanbul's Koc University.

Separately, U.S. President Bill Clinton in a 15-minute telephone conversation with Mrs. Ciller on Monday expressed support for the Turkish operation after having been assured that it would be of limited duration, according to Turkish officials who said they were present during the exchange. An official at the U.S. Consulate in Istanbul said the U.S. accepted the reasons for Turkey's move.

White House spokesman Mike McCurry said the president expressed "understanding for Turkey's need to deal decisively" with the PKK, the Reuter news service reported.

The Kurdistan Democratic Party, one of two major Kurdish groups in northern Iraq, denounced Turkey's military incursion. A statement said Turkish troops searched hous-

es and intimidated Iraqi Kurds in two towns.

Turkey's Foreign Ministry denied the charges and said curfews haven't been imposed and civilians haven't been arrested.

Turkish forces pushed 40 kilometers into northern Iraq and apparently encountered stiff resistance in some areas, according to Turkish media reports. (At least eight soldiers were killed and 11 wounded, military spokesman Col. Dogu Silahcioglu told the Associated Press.)

TRT state radio said the Turkish air force had destroyed a big PKK camp at Bote, Iraq, more than 100 kilometers south of the Turkish border, in early morning raids.

Yalim Eralp, a senior aide to Prime Minister Tansu Ciller, said Turkey launched the assault because it had "enough credible information that the PKK was going to undertake terrorist activities."

Mr. Eralp said the PKK campaign was intended to coincide with Tuesday's festivities for Nowrouz, a new-year holiday celebrated in central Asia, Iran and Kurdish populated areas of Turkey.

Mrs. Ciller told reporters late Monday that the operation would continue until we "clear out this area and rip out the roots of the (PKK) terror operations aimed at our innocent people."

The Turkish move is aimed at an autonomous Kurdish zone established under Western military protection after the 1991 Persian Gulf War. The creation of this de facto Iraqi Kurdish state dismayed Turkey, Iraq, Iran and Syria, each of which fear that their sizable Kurdish minorities would be encouraged in their separatist ambitions if the Iraqi Kurds were to achieve independence. There are about 20 million Kurds in the region where Iraq, Iran, Syria and Turkey converge.

### Free Passage

Turkey agreed to allow the Iraqi Kurds to transit its territory for supplies provided that they prevented the PKK from operating in the region. "The Iraqi Kurds couldn't keep their promise and areas were slowly taken over by the PKK," Mr. Eralp said.

In 1992, 10,000 Turkish troops spread across the border for four weeks and in partial collaboration with Iraqi Kurdish forces that cleared the area of PKK rebels.

Some Turkish analysts suggest that Turkey should establish a permanent security belt in the region — similar to Israeli operations in southern Lebanon — to prevent PKK guerrillas from returning to the region once Istanbul withdraws its forces.

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

FRS0421 4 I 0442 BEL /AFP-TD41

UE-Turquie-Kurdes

L'UE demande des "clarifications" sur l'opération turque dans le nord de l'Irak

BRUXELLES, 22 mars (AFP) - L'Union européenne va demander jeudi des "clarifications" au gouvernement turc sur l'opération militaire menée au nord de l'Irak à l'occasion de la mission à Ankara des ministres des affaires étrangères de la Troika européenne, a annoncé mercredi un porte-parole de la Commission européenne.

Le commissaire européen chargé des relations extérieures avec les pays d'Europe centrale et orientale et avec la Turquie, Hans van den Broek, participera à cette mission avec les ministres des affaires étrangères français, allemand et espagnol.

L'opération, engagée par l'armée turque depuis lundi dans le nord de l'Irak avec 35.000 hommes appuyés par des chars et des avions de combats, suscite de vives critiques dans de nombreuses capitales de l'Union européenne.

La France, l'Allemagne et la Belgique ont ainsi condamné cette intervention, rappelant que la Turquie était obligée de respecter les droits de l'Homme et les principes de la souveraineté des Etats et de l'intégrité territoriale.

Les Etats membres de l'Union européenne reconnaissent toutefois le droit de la Turquie à se défendre contre le terrorisme. Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) contre qui cette opération est menée, est assimilé par Ankara à une organisation terroriste.

Mais l'ampleur de l'opération et l'objectif visé restent sujets à caution pour les partenaires européens de la Turquie, qui viennent de conclure avec ce pays un accord d'union douanière en insistant sur les principes du respect des droits de l'homme et des minorités.

"Les mesures prises doivent être proportionnelles, il faut vérifier que les actions de l'armée turque sont bien ciblées contre le PKK", a déclaré le porte-parole de M. Van den Broek.

Le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations unies a en effet exprimé mardi son inquiétude quant à la sécurité des quelque 4.500 Kurdes de Turquie réfugiés dans des villages proches de la frontière avec l'Irak.

"La question kurde doit être résolue en premier lieu par des moyens politiques et légaux, et non militaires", a déclaré mercredi le chef de la diplomatie allemande Klaus Kinkel.

"Nous avons de la compréhension pour le fait que l'Etat turc souhaite se défendre contre le PKK, mais la façon dont ceci se déroule est inacceptable", a pour sa part jugé le ministère belge des affaires étrangères.

"Ce n'est pas le moment de prendre des sanctions contre la Turquie et d'ériger un mur entre la Turquie et l'Europe", a toutefois précisé le ministère belge des affaires étrangères.

csg/luc/mbr

AFP /JO0245/221504

MAR 95

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0362 4 I 0233 RFA /AFP-SP83

Allemagne-Turquie-Irak

M. Kinkel condamne l'opération turque dans le nord de l'Irak

BONN, 22 mars (AFP) - Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, a condamné mercredi l'opération de l'armée turque dans le Kurdistan irakien dans un communiqué diffusé à Bonn par ses services.

Cette opération est "un motif de grands soucis", souligne dans ce communiqué M. Kinkel qui se trouve actuellement au Koweït et doit se rendre jeudi à Ankara. "La question kurde doit être résolue en premier lieu par des moyens politiques et légaux, et non militaires", a-t-il poursuivi.

Il a toutefois jugé "justifié" l'intérêt de la Turquie pour sa sécurité dans le nord de l'Irak.

Le chef de la diplomatie allemande a aussi appelé le gouvernement turc à garantir les droits de la population et les droits de l'Homme.

Le ministre allemand de la défense, M. Volker Ruehe, avait critiqué mercredi à Munich (sud) l'opération militaire turque contre le PKK : "C'est contraire à notre vision des choses", a-t-il dit à Munich devant des entrepreneurs bavarois. Il a préconisé davantage d'autonomie pour résoudre le problème de la minorité kurde de Turquie tout en s'opposant à l'idée de la création d'un Etat kurde.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères avait indiqué que Bonn est en contact étroit à ce sujet avec ses partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN.

jlp/jmc

AFP /JO0245/221341 MAR 95

FRS0269 4 I 0237 DAN /AFP-RZ83

Danemark-Irak-Turquie

La population civile n'a pas souffert de l'intervention turque au nord de l'Irak, selon un responsable de l'ONU

COPENHAGUE, 22 mars (AFP) - "La population civile kurde n'a pas souffert de l'intervention massive des soldats turcs au nord de l'Irak", a indiqué mercredi le lieutenant-colonel danois Poul Dahl, chef du contingent des gardes de la paix de l'ONU, en poste dans cette région.

"Il n'y a rien à craindre pour les 13.000 réfugiés civils kurdes qui se trouvent à Atrush, dans une zone protégée distante de 50 km du lieu des opérations", a-t-il déclaré à l'agence danoise Ritzau.

"Selon nos informations, recueillies par nos patrouilles de surveillance le long de la frontière entre la Turquie et l'Irak, aucun civil n'a été touché lors des combats, ni autour de Zakho ou dans les villages montagnards de la région" a-t-il précisé.

Le lieutenant-colonel est à la tête d'un contingent international de 80 gardes de la paix des Nations Unies (dont 32 Danois), déployés après la guerre du Golfe en 1991 afin d'assurer notamment la protection de l'aide humanitaire aux réfugiés kurdes au nord de l'Irak et de prévenir d'éventuelles agressions de soldats irakiens contre ces derniers.

L'opération actuelle menée par 35.000 militaires turcs contre les bases du PKK (séparistes kurdes) s'est poursuivie mercredi, selon Poul Dahl, à 40 km à l'intérieur du territoire irakien.

SA/jmc

AFP /JO0245/221216 MAR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P



A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0664 3 I 0562 IRK /AFP-U084

Turquie-Irak-Kurdes prév

L'armée turque restera en Irak du nord "peut-être un mois, peut-être un an"

par l'envoyée spéciale de l'AFP, Tolle ARAM

ZAKHO (Irak), 22 mars (AFP) - L'armée turque, engagée depuis lundi dans une opération sans précédent dans le nord de l'Irak contre des rebelles kurdes, peut rester dans cette région "peut-être un mois, peut-être un an", a affirmé mercredi un officier turc.

"Nous resterons ici jusqu'à ce que nous les ayons défaits. Cela prendra peut-être un mois, peut-être un an", a déclaré à la presse cet officier, qui a requis l'anonymat, dans un des camps installé par l'armée turque en territoire irakien, près de la ville frontalière de Zakho.

A Ankara, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Ferhat Ataman a affirmé que "les unités turques seront retirées lorsque leur mission sera achevée et leurs objectifs atteints". "Nous n'avons jamais avancé une date précise" pour le retrait, a-t-il dit.

Assis en plein air autour d'une table ronde, l'officier offre du café aux journalistes étrangers, tout en collant l'oreille à son transistor.

"En tenant compte des affrontements d'aujourd'hui (mercredi), 207 combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont trouvé la mort alors que nous avons perdu sept soldats seulement", précise-t-il.

Ankara avait fait état mardi d'un bilan d'au moins 200 tués du PKK et de huit morts dans les rangs de l'armée. Aucune information n'était disponible sur l'éventualité de victimes civiles.

Devant les blindés et les véhicules de transport alignés dans le camp, l'officier explique: "les chars que vous voyez ici sont destinés seulement à notre auto-défense. Les combats avec le PKK se déroulent plus au nord, dans les montagnes" enneigées du Kurdistan.

#### Les combattants du PKK dans une poche

L'écho des explosions et des fusillades se répercutait de sommet en sommet et des hélicoptères tournoyaient au-dessus des collines environnantes.

"On se bat à un kilomètre d'ici, derrière cette montagne", indique un autre officier, pointant l'index en direction d'un sommet à l'arrière plan d'une agglomération.

Selon les deux militaires, l'armée turque, chars et artillerie compris, encerclait mercredi quelque 2.000 combattants du PKK dans une poche de 30 kilomètres de diamètre.

L'armée d'Ankara a également installé des barrages aux entrées des localités kurdes irakiennes dont elle a désarmé les populations, ont indiqué des habitants à l'AFP.

Pour l'un des officiers turcs, les villageois kurdes irakiens ne sont pas mécontents de l'opération turque. "Personne n'aime le PKK", affirme-t-il.

Mais dans le village de Batufa, à 25 kilomètres de Zakho, un combattant kurde irakien, appartenant au Parti démocratique du Kurdistan, n'est pas tout à fait du même avis. "Il n'a jamais été question de savoir si nous étions contents ou pas. Les pays voisins ont toujours fait de nous ce que

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

## Türkische Truppen drängen im Irak weiter vor Die umfangreichste Militärfeldaktion Ankaras seit Jahrzehnten

Ankara, 21. März. (ap) Im Zuge ihrer neuen Grossoffensive gegen kurdische Rebellen sind die türkischen Streitkräfte am Dienstag weiter in den Nordirak vorgedrungen. Dabei zerstörten sie nach Angaben des türkischen Fernsehens im Dreiländereck zwischen Iran, dem Irak und der Türkei einen der grössten Stützpunkte der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK). Die Luftwaffe habe weitere Stellungen kurdischer Freischärler bombardiert. Die internationalen Reaktionen schwankten zwischen Verständnis und scharfer Kritik.

### Vernichtung der PKK als Ziel

Die Offensive wurde von Regierungsstellen in Ankara als die umfangreichste türkische Militärfeldaktion seit Jahrzehnten bezeichnet. Sie übertreffe

an Umfang sogar die Invasion in Zypern vor 21 Jahren, hiess es. Rund 35 000 türkische Soldaten hatten die 220 Kilometer lange Grenze zum Irak an vier Punkten überschritten; sie befanden sich nach Angaben Ankaras am Dienstag bis 40 Kilometer tief auf irakischem Gebiet.

Wegen der Offensive fanden auch am Dienstag keine Aufklärungsflüge der in der Südtürkei stationierten westlichen Luftwaffeneinheiten statt. Diese Einsätze dienen jeweils dem Schutz der Kurden in der Uno-Sicherheitszone nördlich des 36. Breitengrads. Irakische Kurden warfen Ankara eine eklatante Verletzung der territorialen Integrität Iraks vor. Die Demokratische Partei Kurdistans (KDP) rief in einer in London herausgegebenen Erklärung die Vereinten Nationen sowie die von den USA geleiteten westlichen Streit-

kräfte in der Region dazu auf, die irakischen Kurden auch weiterhin zu schützen und den Abzug der türkischen Truppen zu erwirken. Es gebe keine PKK-Stützpunkte in dem Gebiet.

### «Verständnis» Clintons

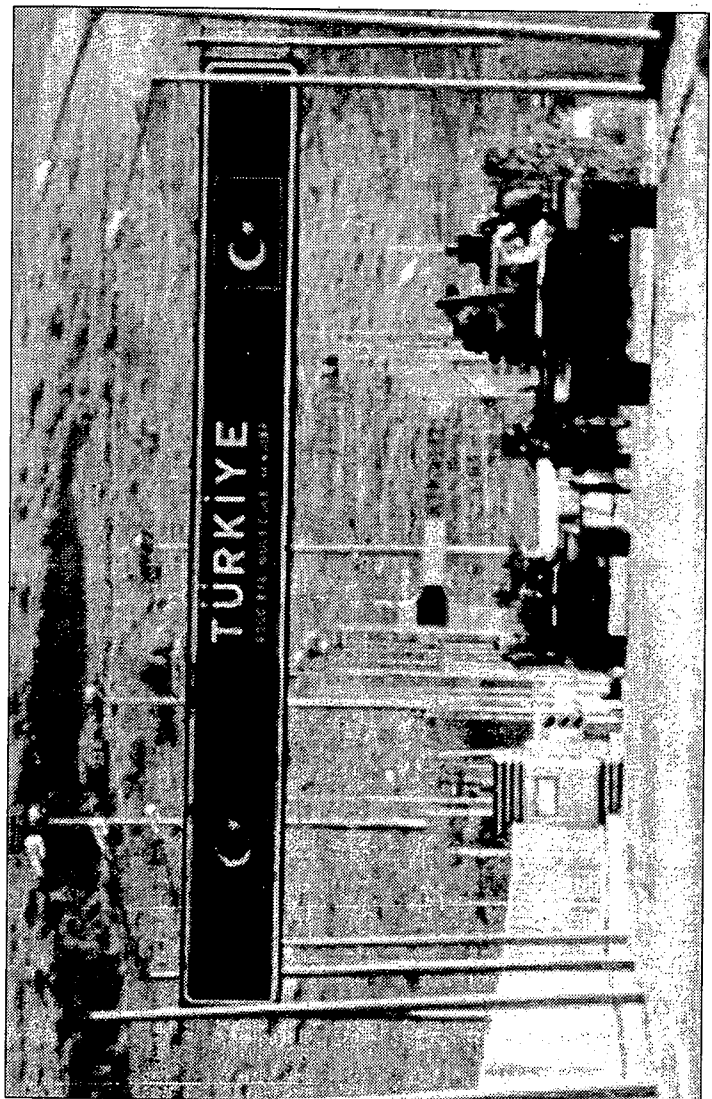
Washington, 21. März. (Reuter) Die türkische Ministerpräsidentin Ciller hat den amerikanischen Präsidenten Clinton telefonisch über den Einsatz im Nordirak informiert, wie aus dem Weissen Haus verlautete. Ciller habe versichert, dass die Offensive von begrenzter Dauer sei, sich gegen Terroristen der PKK richte und die Zivilbevölkerung verschont werden solle. Clinton habe «Verständnis» dafür geäussert, dass die Türkei mit Entschiedenheit gegen die aufständische PKK vorgehen müsse.

### Freundliche Worte Scalfaros

Ankara, 21. März. (ap) Der zu einem offiziellen Besuch in der Türkei weilende italienische Staatspräsident Scalfaro ist am Dienstag mit seinem türkischen Amtskollegen Demirel zusammengetroffen. Bei der Unterredung im Amtssitz Demirels in Ankara standen nach einer Meldung der Agentur Anadolu der Ausbau der wirtschaftlichen Zusammenarbeit und der Handelsbeziehungen zwischen beiden Ländern im Mittelpunkt. Scalfaro habe den Beitritt der Türkei zur Europäischen Zollunion als einen wichtigen Schritt zur Integration des Landes in Europa begrüsst. Der dreitägige Aufenthalt Scalfaros, der am Montag begann, ist der erste Besuch eines italienischen Staatsoberhauptes in der Türkei seit 1957. Der Handel zwischen beiden Ländern hat ein Volumen von drei Milliarden Dollar.

### Scharfe Kritik der EU

Paris, 21. März. (Reuter) Die Europäische Union (EU) hat am Dienstag die türkische Grossoffensive im Nordirak kritisiert. Ankara verstoße damit gegen die Prinzipien internationalen Rechts. Die Vorstösse zu Luft und zu Land verletzten die Souveränität des Iraks, sagte der EU-Ministerratvorsitzende, Frankreichs Außenminister Alain Juppé, in Paris. Das gelte überall. Juppé sagte, die EU erachte die PKK als terroristische Organisation. Dennoch habe die Türkei als assoziiertes Mitglied der EU sowie als Mitglied von Nato und Europarat die Pflicht, an den Grundprinzipien der Legalität und der Menschenrechte festzuhalten, gleichgültig, wie schwer das auch falle.



Türkische Panzer stossen über die Grenze in den Nordirak vor. (Bild epa)

## Le PKK : la lutte armée pour le « grand Kurdistan »

**L**e Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est une organisation marxiste-léniniste, qui prône l'établissement d'un « grand Kurdistan » sur un territoire pris à la Turquie, à la Syrie, à l'Irak et à l'Iran, totalisant quelque 20 millions de Kurdes. Il s'est lancé le 15 août 1984 dans la lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara.

À ce jour, la rébellion et les opérations de l'armée turque ont fait au moins 15 000 morts. Elles se traduisent parfois par

des attaques contre des villages kurdes qui refusent un soutien logistique au mouvement séparatiste. De l'autre côté, des exactions et bavures, y compris la destruction de villages, sont parfois commises par les forces de l'ordre à l'encontre de populations soupçonnées de soutenir la rébellion.

Le PKK est dirigé par Abdullah Ocalan, dit « Apo », 45 ans, qui réside généralement à Damas ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien. Il faisait partie d'une di-

zaine d'étudiants qui ont créé le PKK en novembre 1978.

Il est difficile d'évaluer les effectifs du PKK, qui a subi des revers depuis 1993 et le lancement de vastes offensives de l'armée par le gouvernement de Tansu Ciller. En novembre 1992, les estimations variaient entre 5 000 et 10 000 hommes.

Les autorités turques affirment qu'entre 2 400 et 2 800 militants se trouvent dans des bases en Irak du Nord et que c'est l'essentiel de ce qui reste au PKK comme forces

vives. Les chefs du PKK auraient affirmé, lors d'un congrès du parti en décembre dernier, que 5 000 combattants se trouvaient dans cette région.

Le PKK chapeaute une branche politique, l'ERNK (Front de libération du Kurdistan) et une branche militaire, l'ARGK (Armée populaire de Libération du Kurdistan). De nombreuses organisations kurdes implantées en Europe sont proches de lui, de même que l'agence de presse Kurd-A, basée en Allemagne.

1488

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 mars 1995

### AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Politique extérieure  
(Turquie - droits de l'homme - Kurdes)*

**24132.** - 13 février 1995. - **M. Jean-Pierre Kucheida** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le sort des parlementaires kurdes condamnés à quinze années d'emprisonnement par les autorités turques pour avoir exprimé leurs idées et prôné le règlement du problème kurde par la voie pacifique. Tous les observateurs étrangers qui ont suivi le déroulement du procès de ces députés ont dénoncé ces condamnations comme incompatibles avec les engagements internationaux pris par la Turquie en faveur des droits de l'homme. Il lui demande en conséquence de lui préciser les démarches qu'il compte entreprendre pour obtenir la libération de ces personnes dont la détention constitue une véritable violation des droits de l'homme.

*Réponse.* - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre des affaires étrangères sur la situation des parlementaires de l'ex-DEP (parti pro-kurde de la démocratie) qui ont été condamnés à des peines de prison de 3 à 15 ans par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Depuis l'annonce du verdict, le 8 décembre dernier, l'Union européenne est intervenue à plusieurs reprises auprès des autorités turques, déplorant la sévérité des peines prononcées. Elle suit avec attention la procédure d'appel devant la Cour de cassation. Compte tenu des répercussions de cette affaire - et d'autres aussi -, le gouvernement turc est bien conscient qu'une amélioration des droits de l'homme en Turquie est un corollaire indispensable du rapprochement de ce pays avec l'Europe, auquel il attache un caractère prioritaire. Dans ce contexte nouveau, la France qui exerce la présidence de l'Union européenne, s'emploie à encourager le processus de démocratisation en Turquie. Le ministre des affaires étrangères, comme le ministre délégué aux affaires européennes, ont rappelé dernièrement (à Bruxelles et à Strasbourg) qu'il était maintenant urgent que le gouvernement turc prenne des mesures concrètes pour mettre en œuvre le programme de démocratisation annoncé par Mme Ciller, Premier ministre, et que le projet élaboré par les trois principaux partis turcs (DYP, parti de Mme Ciller, SHP, socialiste partenaire de la coalition, et ANAP, droite libérale), devenu projet de loi, soit voté et mis en œuvre.

*Politique extérieure  
(Turquie - droits de l'homme - Kurdes)*

**24340.** - 20 février 1995. - **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la décision prise par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara concernant huit parlementaires kurdes. De lourdes peines ont été prononcées à l'encontre de ces parlementaires dont cinq sont condamnés à la prison ferme. La ligue des droits de l'homme a, à juste titre, dénoncé ces condamnations incompatibles avec les engagements internationaux pris par la Turquie en faveur du respect des droits de l'homme. Les huit parlementaires ont en effet toujours affirmé leur volonté de trouver une solution au problème kurde par des procédures démocratiques. L'accusation n'a pu leur reprocher que des propos tenus à la tribune du Parlement et des déclarations à la presse. Ce procès pour trahison et séparatisme n'est qu'un prétexte destiné à étouffer la voix d'une minorité. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que la France, après le Conseil de l'Europe, adopte une position officielle rappelant au gouvernement turc l'obligation de respecter les engagements qu'il a pris dans le domaine du respect des droits de l'homme et que ces députés soient rendus à la liberté.

*Réponse.* - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre des affaires étrangères sur la situation des parlementaires de l'ex-DEP (parti pro-kurde de la démocratie) qui ont été condamnés à des peines de prison ferme par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Inculpés dans un premier temps sur la base de l'article 125 du code pénal pour séparatisme et atteinte à l'intégrité de l'Etat, les députés ont été finalement jugés sur la base de l'article 168 qui vise « la création et l'appartenance à bande armée », et prévoit des peines de prison mais non la peine capitale. Ce procès, et tous les autres en cours, démontrent bien la nécessité de changer la Constitution de 1982, conçue par le régime militaire, et la législation dite « anti-terroriste ». Le Gouvernement turc, conscient qu'une amélioration des droits de l'homme est indispensable à un rapprochement avec l'Europe, s'est engagé à mettre en œuvre un programme de démocratisation. La France, comme ses partenaires européens, s'emploie à encourager ce processus qui permettra une libéralisation de la vie publique et offrira un cadre nouveau pour aborder le problème kurde. En effet, seule une approche politique dans le respect de l'intégrité territoriale de la Turquie pourrait résoudre cette question.





# Turk Commandos Seek Out Rebels

## *Iraq Protests Raid, but Troops May Stay in Area for Weeks*

By Chris Hedges  
*New York Times Service*

ANKARA — The Turkish Army, which Wednesday pursued its attacks on Kurdish rebels in a huge region of northern Iraq, will probably keep its forces in the area for weeks, Western diplomats said.

The Turkish Army has landed groups of commandos deep inside northern Iraq in an effort to trap fleeing guerrillas of the Kurdish Workers Party, or PKK.

The army, on the third day of the operation, has penetrated 40 kilometers (25 miles) into Iraq along a 240-kilometer front. Military officials said the army had killed 200 rebel fighters since Monday and uncovered numerous arms caches. The PKK's estimated 2,400 guerrillas have long mounted cross-border raids into Turkey from their bases in northern Iraq.

But Western diplomats said it was unclear if all of the 200 dead were guerrillas. And there is growing concern among NATO governments that are linked with Turkey in the Western alliance over the massive operation.

Britain and Germany have cautioned Turkey to practice restraint. And Foreign Minister Alain Juppé of France, who is to arrive in Turkey on Thurs-

day, has called the incursion a violation of international law.

U.S. Defense Secretary William J. Perry, visiting Bahrain, called on the Turkish government not to harm the civilian population and to quit northern Iraq as soon as the mission is accomplished.

The Iraqi government has denounced the Turkish incursion as a violation of Iraqi sovereignty.

"The Turks do not always distinguish between refugees and fighters," said one European diplomat, "but we hope that this time they are being more prudent. We also hope they know that any buffer zone will be unacceptable. We understand that they probably intend to remain for a few weeks, but they must eventually leave all of northern Iraq."

United Nations officials, who provide relief assistance to both the Iraqi and Turkish Kurds that live in the north, said the troops may have driven some of the 13,000 Kurdish refugees who fled from Turkey back across the border.

"We are very much concerned because the troops are definitely in areas where we have resettled the refugees," said Viktor Wahlroos, the deputy UN coordinator in Baghdad.

The Turkish prime minister, Tansu Ciller, has vowed to wipe out the Kurdish separatist

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

THURSDAY, MARCH 23, 1995

movements through the invasion.

"We are determined that, in this final operation, the job will definitely be done," the prime minister said in a meeting Thursday with her party's members of Parliament. She also vowed that civilians would not be harmed.

Turkish officials insist that they have taken numerous measures to avoid civilian casualties. Colonel Dogu Silahcioglu, the spokesman for the Turkish general staff, dismissed the reports of detentions or harassment of refugees as "terrorist propaganda."

"The armed forces have strict orders that civilians must not be harmed," said a Foreign Ministry spokesman, Ferhat Ataman.

The Turks have unleashed sorties by F-16 and F-5 fighter planes against suspected rebel targets. But Western diplomats, who are following the incursion, say the bombing runs appear to be far less than those that accompanied the last major incursion in 1992, when several civilians were killed.

Most of northern Iraq is under the control of the Iraqi Kurdish guerrillas, who live in a safe haven monitored by coalition forces since the end of the Gulf War. American, French and British warplanes patrol a no-fly zone in the north. Iraqi forces have withdrawn from the area.

The guerrilla war in southeastern Turkey, which began in 1984, has killed an estimated 15,000 people. And Turkish authorities contend that the rebel movement was planning to mount an offensive to coincide with the Kurdish New Year, Nowrouz, traditionally a time of Kurdish protest.

# Turks Reported Likely to Keep Troops in Iraq for Weeks

By CHRIS HEDGES

ANKARA, Turkey, March 22 — The Turkish Army, which has poured some 35,000 troops and commandos into a huge swath of territory in northern Iraq to root out Kurdish rebels, will probably keep its forces in the area for the next few weeks, Western diplomats say.

The incursion, the largest Turkey has ever mounted in northern Iraq, is aimed at wiping out the rebel base camps used by the Kurdish Workers Party. Turkish forces also hope to capture arms depots, dismantle logistical support systems and capture or kill many of the estimated 2,400 guerrillas who they say mount cross-border raids into Turkey from northern Iraq.

Prime Minister Tansu Ciller has vowed to wipe out the Kurdish separatist movements that have operated in southeastern Turkey for over a decade.

"We are determined that, in this final operation, the job will definitively be done," the Prime Minister said in a meeting today with her party's members of Parliament.

The Turkish Army has sent commandos over the Iraqi border and landed groups of commandos deep inside northern Iraq in an effort to trap fleeing guerrillas. The army, on the third day of the operation, has penetrated 25 miles into Iraq along a 150-mile front. Military officials said the army had killed 200 rebel fighters since Monday and uncovered many arms caches.

But Western diplomats said it was unclear if all of the 200 dead were guerrillas. And there is growing concern among NATO governments, which are linked to Turkey in the alliance, over the huge operation.

Britain and Germany have cautioned Turkey to practice restraint. And the French Foreign Minister, Alain Juppé, who is to arrive in



The Turkish Army continued its extensive operation against Kurdish bases on the Turkish-Iraqi border. Turkish soldiers covered their ears as a helicopter took off yesterday from an Army position in northern Iraq. Agency: France-Press

Turkey on Thursday, has called the incursion a violation of international law.

The Secretary of Defense, William J. Perry, who is visiting Bahrain, called on the Turkish Government not to harm the civilian population and to leave northern Iraq as soon as the mission is accomplished.

The army has been accused by rights groups of torturing captured guerrillas and suspected sympathizers, as well as forcibly evacuating villages and setting towns on fire.

The Iraqi Government has de-

nounced the Turkish incursion as a violation of Iraqi sovereignty.

"The Turks do not always distinguish between refugees and fighters," said one European diplomat, "but we hope that this time they are being more prudent. We also hope they know that any buffer zone will be unacceptable. We understand that they probably intend to remain for a few weeks, but they must eventually leave all of northern Iraq."

Military officials said that there were at least seven areas of conflict along the broad battlefield. The Gov-

ernment said that since the offensive began, 13 troops had been killed and 15 wounded.

The Turks have used F-16 and F-5 fighter planes against suspected rebel targets. But Western diplomats who have been following the offensive say the bombing runs appear to be far less extensive than those that accompanied the last major incursion, in 1992, when several civilians were killed.

The guerrilla war in the southeast, which began in 1984, has killed an estimated 15,000 people.

LIBRE BELGIQUE - 23 mars 1995

# L'armée turque s'enfonce dans le Kurdistan

**Selon les experts, sa méthode « lourde » risque de toucher les réfugiés plus que les rebelles**

L'aviation turque a lancé de nouveaux raids sur les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, mercredi, au troisième jour d'une offensive transfrontalière où sont engagés 35.000 soldats et dont le Premier ministre Tansu Ciller attend qu'elle porte un coup décisif aux séparatistes. De nombreux chasseurs F-16 et F-5 partis de trois bases aériennes de Turquie orientale pilonnaient des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du Nord irakien, rapporte l'agence anatolienne sans autres détails. Quelque 35.000 soldats ont parcouru 40 km en territoire irakien afin

d'évincer le PKK des camps d'où il mène sa lutte pour un Etat indépendant dans le sud-est de la Turquie. Le Premier ministre Tansu Ciller a affirmé mardi que l'opération n'avait pas fait de victimes civiles. Mais des témoins ont rapporté mercredi que des soldats turcs avaient fouillé des maisons et arrêté des habitants soupçonnés de sympathiser avec le PKK dans l'agglomération de Derkar, au nord-est de Zakho.

Les vols alliés censés protéger les Kurdes du nord de l'Irak ont été suspendus lundi après le début de l'incursion turque dans la région et pourraient reprendre mercredi. Le porte-

parole du département d'Etat David Johnson a précisé que les vols, qui décollent normalement de la base turque d'Incirlik, avaient été annulés mardi pour la deuxième journée consécutive, mais « pourraient reprendre dès demain ».

## PROTECTION SUSPENDUE

Les vols, connus sous le nom de code d'opération Provide Comfort, sont effectués par les Etats-Unis et leurs alliés pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle mise en place dans le nord de l'Irak pour protéger la population kurde des attaques aériennes irakiennes. Cette mesure a été décidée après la répression par Bagdad d'une insurrection kurde consécutive à la défaite du pays dans la guerre du Golfe, en 1991.

La démonstration de force de la Turquie risque de ne donner aucun résultat probant contre des combattants kurdes aussi mobiles que bien entraînés, estimant bon nombre d'experts militaires. Pour éliminer les bases arrière des séparatistes qui lancent des attaques dans le sud-est de la Turquie, Ankara a mis en œuvre une tactique conventionnelle : son aviation bombarde les camps présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), tandis que ses unités mécanisées et ses troupes d'infanterie ont pour tâche de couper toute voie de retraite aux rebelles. Cette approche « lourde » de la guerre de guérilla, contre des séparatistes qui en sont à leur onzième année d'insurrection, fait craindre que les principales victimes en soient les réfugiés kurdes plus que les combattants armés.

La Belgique juge « inacceptable » l'intervention militaire de la Turquie en Irak, sans toutefois envisager la prise de « sanctions » à l'égard d'Ankara, a indiqué mercredi le porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères.

## « INACCEPTABLE »

« Nous déplorons cette action. Nous ne sommes pas d'accord parce qu'on ne peut pas franchir une frontière et attaquer un autre pays. Nous avons de la compréhension pour le fait que l'Etat turc souhaite se défendre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan mais la façon dont ceci se déroule est inacceptable », a-t-il ajouté. (D'après Reuter et AFP)

L'Irak a condamné mercredi l'opération en estimant qu'il s'agit d'une « violation » de sa souveraineté. (D'après Reuter et AFP)

LA CROIX - 23 mars 1995

## Turquie

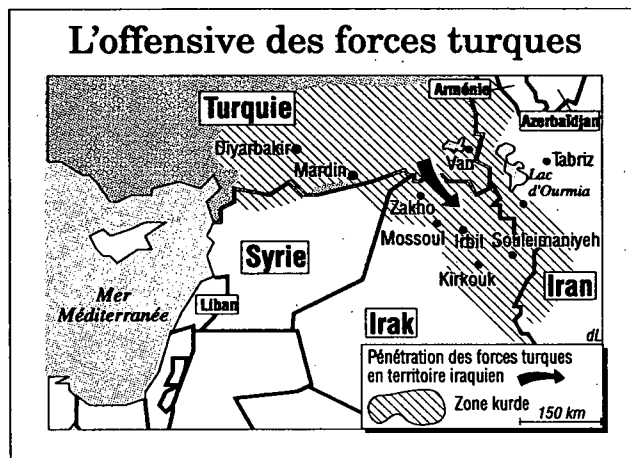
## LE DOUBLE LANGAGE D'ANKARA

**L'intervention turque en Irak ne facilitera pas l'approbation de l'accord d'union douanière**

« **E**n tant que membre du Conseil de l'Europe, en tant que partenaire de l'Union européenne, en tant que membre de l'Otan, la Turquie est obligée de respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit et des droits de la défense. »

À la veille de son déplacement à Ankara jeudi, à la tête d'une délégation de la « troïka » européenne, Alain Juppé a haussé le ton mardi à propos de l'intervention de l'armée turque contre les rebelles kurdes au nord de l'Irak. « Nous avons appelé l'attention sur le fait que ces principes n'étaient pas respectés aujourd'hui », affirmait le ministre des affaires étrangères en précisant que l'Union européenne était « attachée au principe de l'intégrité territoriale et du respect de la souveraineté des États ».

« Ce principe est valable pour tout le monde, a souligné le ministre français des affaires étrangères, y compris pour la pénétration des troupes turques en Irak. » Tout en soulignant que l'Union européenne (UE) condamnait le terrorisme sous toutes ses formes et considérait le PKK comme une orga-



Des troupes turques à la frontière irakienne. (Photo AFP.)

nisation terroriste, Alain Juppé traduisait la préoccupation de la France, en sa qualité de présidente de l'Union.

Venant après la conclusion le 6 mars d'un accord d'union douanière entre l'UE et la Turquie, un succès à son actif, Paris peut s'estimer en effet mal récompensé de ses efforts. Pour entrer en vigueur comme prévu le 1<sup>er</sup> janvier 1996, l'accord pa-

raphé à Bruxelles doit encore être approuvé par le Parlement européen qui doit donner son « avis conforme ». Or, c'est précisément sur la question des droits de l'homme que les députés européens attendaient d'Ankara des gestes significatifs.

Il y a quelques jours encore, le premier ministre turc Tansu Ciller parlait de réformes démocratiques, de levée progressive de l'état d'urgence dans les régions kurdes et de nouvelles initiatives dans le domaine des droits de l'homme. La crise économique, les retombées de l'islamisation et la pression de l'armée l'ont conduite à donner son feu vert à une opération militaire de grande envergure, apparemment soigneusement préparée et, ceci, au vu et au su des pays occidentaux.

Quoi qu'il en soit, l'offensive lancée lundi en territoire irakien risque de ne pas faciliter l'ancrage européen de la Turquie, comme pôle de stabilité et de modération. La préoccupation des pays européens, et au premier chef de la France et de l'Allemagne, contraste, au moins dans son expression officielle, avec l'indulgence dont bénéficie l'intervention militaire turque à Washington.

Bill Clinton a exprimé à Tansu Ciller sa « compréhension » de la nécessité pour la Turquie d'agir contre le terrorisme du PKK. De son côté, le Pentagone annonçait la suspension de l'opération « Provide Comfort », à laquelle participent les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, pour la protection des populations kurdes au nord de l'Irak. L'offensive turque est « nécessaire et appropriée » pour protéger ses frontières et sa sécurité, explique l'administration américaine, tout en souhaitant que « tous les efforts soient faits pour minimiser les pertes civiles ».

François d'ALANÇON

THE GUARDIAN  
Thursday March 23 1995

International criticism of cross-border attack grows

# Turks round up Kurd villagers in Iraq

Jonathan Rugman in  
Diyarbakir, south-east Turkey  
and agencies

**T**URKISH troops detained villagers suspected of being Kurdish guerrillas as the third day of their military invasion of Iraq, which aims to flush out and destroy thousands of Kurdish rebels, drew increasing international criticism.

Witnesses said yesterday that Turkish troops, on the third day of a mission involving 35,000 soldiers, had searched houses in Derkar township, north-east of the town of Zakho, and detained some residents.

The number of people seized was unclear as was their fate. An earlier report by an Iraqi opposition group said hundreds of villagers were involved.

The office of the United Nations High Commissioner for Refugees yesterday repeated its claim that Kurdish civilians fleeing the PKK war in Turkey may have been targeted instead of the guerrillas. The International Committee of the Red Cross said it was "deeply concerned" about the plight of civilians in northern Iraq.

Meanwhile Western governments otherwise supportive of Turkey questioned the effectiveness of the operation: the Marxist-Leninist PKK apparently knew in advance

that a build-up of Turkish troops was taking place along the mountainous border.

"We are very concerned because the troops are definitely in areas where we have resettled refugees," said a UNHCR spokesman in Baghdad, adding that UN aid convoys to Iraqi Kurds had been interrupted by the invasion.

Baghdad denounced Turkey's attack and demanded troops be withdrawn. "Iraq considers this operation on Turkey's part as a violation of its sovereignty," a foreign ministry spokesman said in a first official comment since the operation began on Monday.

The Foreign Office said yesterday that Britain was watching the situation "with concern" but had received assurances from Turkey that the principle of territorial integrity would be upheld.

The US defence secretary, William Perry, visiting Bahrain, urged Turkey to take great care not to harm civilians and to complete the military operation as soon as possible.

The German foreign minister, Klaus Kinkel, said Turkey's actions "give rise to the greatest concern", while the French foreign minister, Alain Juppé, has said the Turkish incursion breaks basic principles of international law.

Colonel Dogu Silahcioglu, the Turkish general staff's spokes-

man, denied any moves against civilians, dismissing reports as "terrorist propaganda".

F-16 and F-5 jets yesterday bombed suspected PKK positions deep inside northern Iraq.

"We are determined that, in this final operation, the job will definitely be done," the prime minister, Tansu Ciller, told a meeting of her party's MPs, repeating a two-year-old pledge to end Kurdish separatism.

An Iraqi Kurdish group claimed yesterday that Turkish jets had bombed border villages being resettled by Iraqi Kurds who had fled President Saddam Hussein's terror four years earlier. Iraq's Patriotic Union of Kurdistan claimed that one Iraqi Kurdish child had been killed and four other civilians wounded in an air raid on Monday close to where the borders of Turkey, Iraq and Iran meet.

Ms Ciller admitted that without the tacit support of Operation Provide Comfort, the Turkey-based allied air force protecting Iraqi Kurds from President Saddam, it would have been difficult for the Turks to have crossed the border of their southern neighbour.

She said this was Turkey's biggest military operation since its invasion of Cyprus in 1974. Generals had been preparing the attack for three months.



A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

d'ici à l'automne à la ratification de l'accord d'union douanière.

Le ministre français, accompagné de ses homologues allemand, Klaus Kinkel, et espagnol, Javier Solana, devait rencontrer en fin d'après-midi le Premier ministre, Tansu Ciller, et le président Demirel, avant de quitter Ankara en début de soirée.

ML/hc/lb

AFP /J00245/231813 MAR 95

FRS0290 4 I 0393 TUR /AFP-AT44

Turquie-Irak-Kurdes

Poursuite de l'opération militaire turque dans le nord de l'Irak

ANKARA, 23 mars (AFP) - L'opération militaire de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les guerilleros du PKK se poursuivait jeudi pour la 4ème journée consécutive alors que la question de sa durée devenait un sujet de préoccupation internationale.

Mercredi soir, le premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a réitéré, dans une interview à la chaîne CNN, la position de son gouvernement selon laquelle cette opération se poursuivra jusqu'à ce que ses troupes aient mis fin "aux infiltrations de terroristes" du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste) en territoire turc.

"Je ne peux pas vous donner de date précise, l'opération durera tout le temps nécessaire", a-t-elle dit.

Mme Ciller répondait ainsi à plusieurs appels venus de l'étranger, notamment des Etats-Unis, pour que cette opération soit le plus limitée possible dans le temps.

A la question de savoir si ses troupes ne violaient pas la souveraineté de l'Irak, comme l'avait affirmé Bagdad mercredi, Mme Ciller a répliqué que si c'était l'avis de la communauté internationale, "alors toute la mission Provide Comfort devrait être examinée sous le même angle".

Au termes de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, la communauté internationale a créé une vaste zone, au nord du 36ème parallèle, où les forces du régime de Saddam Hussein ne peuvent pénétrer ni par voie terrestre ni par voie aérienne.

L'opération Provide Comfort, basée à Incirlik, dans le sud de la Turquie et à laquelle participent les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, consiste en une surveillance aérienne de cette zone d'interdiction de vol et à l'acheminement d'aide aux populations kurdes d'Irak.

La diplomatie turque répète depuis le début de l'opération qu'elle est la conséquence d'une situation créée par la guerre du Golfe et ses séquelles.

Le vide de pouvoir créé dans le nord de l'Irak, aggravé par les luttes incessantes entre les deux principales formations kurdes d'Irak, a facilité la tâche du PKK qui utilise la région comme base arrière, selon Ankara.

Mme Ciller a souligné que l'opération n'était pas dirigée contre le peuple kurde: "Ce n'est pas une opération contre les Kurdes mais contre des terroristes qui tuent mes compatriotes d'origine kurde".

HC/jag

AFP /J00245/231146 MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0460 4 I 0253 IRK /AFP-BY54

Irak-ONU-USA

Bagdad appelle au retrait des forces turques du nord de l'Irak

BAGDAD, 23 mars (AFP) - L'Irak a appelé jeudi au retrait des forces turques du nord de son territoire où elles mènent une vaste opération armée contre des rebelles kurdes turcs, qualifiée par Bagdad de "violation de sa souveraineté".

"Les forces turques doivent se retirer" du nord de l'Irak, a déclaré à la presse le ministre irakien du Commerce Mohammed Mehdi Saleh.

Il a également réclamé un retrait des forces "américaines et britanniques" chargées, avec la participation de la France, de surveiller la zone d'interdiction de vol imposé à l'aviation irakienne après la guerre du Golfe.

Un porte-parole officiel irakien avait dénoncé l'opération militaire sans précédent déclenchée depuis lundi par Ankara dans le nord de l'Irak et destinée, selon elle, à mettre un terme aux activités des rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) installés dans cette région.

M. Saleh a imputé aux Etats-Unis la responsabilité de ces événements, affirmant qu'"avant l'arrivée des Américains, la sécurité était assurée pour tous les habitants du nord de l'Irak", administrée par des opposants kurdes depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

La zone d'exclusion aérienne a été établie par les Alliés au nord du 32ème parallèle pour, selon eux, défendre la population kurde contre l'armée irakienne. "Désormais, ce sont les Américains qui tuent les Kurdes", a dit le ministre irakien du Commerce.

fch/tm/szb/lb

AFP /JO0245/231422

MAR 95

FRS0544 4 I 0197 TUR /AFP-CO11

Turquie-Kurdes

Vingt-trois rebelles kurdes et deux soldats turcs tués en Turquie

ANKARA, 23 mars (AFP) - Vingt-trois rebelles kurdes de Turquie et deux soldats turcs ont été tués lors d'attaques rebelles et d'opérations des forces de l'ordre dans l'est et le sud-est anatoliens, a rapporté jeudi l'agence Anatolie.

Ces accrochages n'ont rien à voir avec l'opération d'envergure que l'armée turque mène depuis lundi contre des rebelles du PKK stationnés dans des camps en Irak du nord sous contrôle kurde irakien.

Douze rebelles ont été tués dans une région rurale entre Tercan (est, province de Tunceli) et Erzincan lors d'une opération déclenchée contre un groupe de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui ont tué deux soldats turcs dans une embuscade, selon Anatolie qui cite des sources officielles.

Les autres rebelles ont été abattus dans les régions de Diyarbakir, Batman (sud-est) et Tunceli.

Plus de 15.000 personnes --civils, membres des forces de l'ordre et rebelles-- ont été tuées depuis que le PKK a pris les armes en 1984 contre le pouvoir central d'Ankara dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde.

KG/hc/eg/lb

AFP /JO0245/231547

MAR 95

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.



# L'armée turque continue de pourchasser les rebelles kurdes en Irak

Déterminé à « supprimer les terroristes », le gouvernement d'Ankara, qui poursuit son opération militaire aéroterrestre, envisage de créer une « bande de sécurité » à la frontière

Alors que Bagdad observait encore le silence, mercredi 22 mars, à propos de l'intervention de l'armée turque sur son territoire, la Russie et l'Iran se sont bornés à rappeler le respect de l'intégrité territoriale de l'Irak. Seule l'Union européenne a dénoncé l'action des troupes turques. Au deuxième jour de son offensive contre les rebelles turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'armée d'Ankara a perdu huit soldats, affirmant que deux cents rebelles avaient été tués. Mais seuls vingt-quatre corps ont été retrouvés. Les dirigeants turcs affirment qu'il n'y aurait pas de victimes « civiles ». Selon le ministre de la défense, le gouvernement d'Ankara est déterminé à créer une « bande de sécurité » à la frontière entre le Kurdistan d'Irak et la Turquie où se trouveraient entre 2 400 et 2 800 combattants Kurdes. Les organisations de défense des droits de l'homme, ainsi que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), s'inquiètent, pour leur part, du sort qui sera réservé aux prisonniers.

L'ARMÉE turque a continué de progresser, mardi 21 mars, dans le Kurdistan irakien, où elle avait lancé la veille sa plus grande offensive contre les rebelles du PKK. Le Congrès national irakien, une coalition des forces d'opposition au régime de Bagdad dont les organes dirigeants se trouvent dans le Kurdistan d'Irak, a notamment affirmé que les chars turcs avaient tenté d'avancer dans le district de Charanich, dans l'extrême nord de l'Irak, mais qu'ils s'étaient heurtés à « une forte résistance de la part du PKK ».

Huit soldats turcs ont été tués au cours de l'opération. Le ministre de la défense, Mehmet Gölhan, a affirmé que deux cents militants kurdes avaient été tués. En fait, selon les autorités militaires, nous signale notre correspondante en Turquie, Nicole Pope, seuls vingt-quatre corps ont jusqu'ici été retrouvés. Les F-16 de l'armée de l'air ont, pour la deuxième

## Alain Juppé dénonce l'intervention

« La Turquie en tant que membre du Conseil de l'Europe, en tant que partenaire de l'Union européenne, en tant que membre de l'OTAN, est obligée de respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit, des droits de la défense, etc. », a déclaré Alain Juppé, lors d'une conférence de presse à l'issue de la conférence sur la stabilité en Europe. « L'Union européenne est attachée au principe de l'intégrité territoriale et du respect de la souveraineté des États. Ce principe est valable pour tout le monde, y compris pour la pénétration des troupes kurdes en Irak », a ajouté le ministre, qui a néanmoins qualifié le PKK d'organisation terroriste.

journée consécutive, lancé des raids aériens contre le camp de Bote, situé près de la frontière iranienne, à plus de 100 kilomètres de la Turquie. Selon le commandant de l'opération, le camp a été totalement détruit.

### PROTESTATION EUROPÉENNE

Selon M. Gölhan, l'opération aéroterrestre a été lancée dans quatre zones du nord de l'Irak, où se trouveraient entre deux mille quatre cents et deux mille huit cents combattants du PKK répartis dans huit camps. L'armée turque continuera son opération « jusqu'à ce que toute organisation terroriste dans le nord de l'Irak soit supprimée et qu'une bande de sécurité soit instaurée », a déclaré M. Gölhan, sans préciser ce qu'il entendait par « bande de sécurité »; alors qu'il a affirmé que son pays était attaché au respect de l'intégrité territoriale de l'Irak.

L'intervention turque a entraîné la suspension des vols de surveillance aérienne de l'opération « Provide comfort », censée assurer la protection des Kurdes irakiens contre le régime de Bagdad. Le porte-parole du département d'Etat américain, David Johnson, n'a pas exclu que les vols reprennent mercredi, se

disant convaincu que « les Turcs feront tout ce qui est en leur pouvoir pour accélérer la reprise de ces vols comme ils l'avaient fait lors des incursions précédentes dans le nord de l'Irak. »

De son côté, un porte-parole du Pentagone a affirmé que le président Bill Clinton souhaitait que les vols - assurés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France - « reprennent le plus vite possible ». Dennis Boxx a aussi fait remarquer que les Kurdes pourchassés par l'armée turque « ne sont pas les mêmes gens » que « Provide comfort » est censée protéger. Ils sont « certainement considérés par la Turquie et la majeure partie du monde comme des organisations terroristes », a ajouté M. Boxx. L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty international a lancé mardi un appel aux autorités turques afin qu'elles garantissent la sécurité des kurdes faits prisonniers, dans la mesure où « le gouvernement turc bafoue les droits de l'homme sur son propre territoire ». De son côté, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui avait reçu des informations selon lesquelles des réfugiés kurdes turcs avaient été arrêtés,

La Libre Belgique - Jeudi 23 mars 1995

a demandé à la Turquie de « prendre grand soin de distinguer clairement entre les réfugiés civils et les activistes armés ». Le ministère des affaires étrangères turc a catégoriquement démenti que des civils aient été rapatriés.

La Russie a demandé mardi le retrait des troupes turques, « une fois leur tâche achevée ». Le président iranien s'est borné à réaffirmer « l'importance que l'Iran attache à l'intégrité territo-

riale de l'Irak », lequel observait encore mercredi un silence d'autant plus remarqué que Bagdad avait condamné les incursions précédentes de l'armée turque.

Seule l'Union européenne, par la voix du ministre des affaires étrangères français, Alain Juppé, a critiqué l'opération et demandé le retrait des forces turques. - (AFP, Reuter.)

## Commentaire

Par Robert VERDUSSEN

# Ces Kurdes tellement gênants

*Dans une communauté internationale qui a mis quarante-huit heures pour manifester une certaine inquiétude, la Belgique et la France se sont montrées mercredi les plus sévères : l'intervention de l'armée turque dans le nord de l'Irak pour réduire les bases des rebelles kurdes est « inacceptable ». Les Etats-Unis, eux, ont reçu « des assurances ». Les quinze se contentent de demander des « clarifications ». A l'Otan, la question n'a même pas été abordée lors de la réunion hebdomadaire des ambassadeurs.*

*Pour comprendre cette indifférence à l'égard d'une opération militaire sans précédent, il faut savoir que les Kurdes forment aujourd'hui le peuple à la fois le plus nombreux, le plus ignoré et le plus gênant. Un peuple de vingt millions d'âmes qui habitent dans quatre pays mais n'en possèdent aucun. Un peuple qui, à cheval entre l'Europe et l'Asie, sur un territoire bourré de pétrole, à une jointure géostratégique essentielle, ne peut espérer une quelconque indépendance qui bouleverserait trop de cartes diplomatiques.*

*Ceci explique l'acharnement de la Turquie, mais aussi de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie, à empêcher toute velléité d'autonomie de « leurs » Kurdes. Un blocage qui a abouti, au fil des années, à diviser les Kurdes entre eux. Ceux d'Irak avaient rêvé, au lendemain de la défaite irakienne de la guerre du Golfe, de pouvoir s'émanciper. Le président Bush avait laissé suffisamment de puissances militaires à Saddam Hussein pour lui permettre de mater*

*cette rébellion.*

*On connaît la suite. Un exode misérable de civils kurdes vers la Turquie. La mise sous protection du Kurdistan irakien par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. L'organisation d'élections au sein de la communauté kurde irakienne. Mais ensuite les déchirements de celle-ci et sa fragilisation.*

*De celle-ci, les Kurdes de Turquie ont amplement réussi à profiter. Moins raisonnables que leurs frères d'Irak qui se contenteraient d'une autonomie, ils réclament l'indépendance avec d'autant plus de violence qu'ils ont toujours été brimés dans l'exercice de leur identité par les dirigeants d'Ankara. Non seulement, ils ont eu et ont toujours recours à un terrorisme particulièrement sanglant mais ils ont fait du Kurdistan irakien une base arrière d'autant plus efficace qu'il ne règne, dans cette région, aucune autorité.*

*Sur cet arrière-fond, il est clair que le terrorisme des Kurdes de Turquie est inadmissible, comme l'est tout autant la répression massive de l'armée turque. Mais il est tout aussi inadmissible qu'à Ankara, on s'octroie le droit d'intervenir militairement à l'intérieur des frontières d'un Etat souverain, fut-ce celui de Saddam Hussein. Tout aussi inadmissible que les grandes puissances ferment les yeux sur une dérogation au droit international*

*Il est des principes qui ne peuvent être transgressés quelles que soient les raisons. Au risque de les voir transgressés ailleurs. Et pour d'autres raisons.*

LE FIGARO - 23 mars 1995

## Kurdistan

# Un crime presque parfait

CERTES, la France a une excuse. Elle est en campagne présidentielle. Elle est de surcroît soumise sans tâche à l'entreprise de décerclage que mène le monde « idiotvisuel », comme on dit parfois dans la presse écrite.

PAR FRANZ-OLIVIER GIESBERT

Mais enfin, l'opération de nettoyage à grande échelle que conduit aujourd'hui la Turquie dans le Kurdistan irakien aurait quand même pu émuvoir davantage. Il est vrai que les bonnes consciences se mettent plus facilement au service des grandes causes, dès lors qu'elles sont médiatiques.

Celle-ci ne l'est sans doute pas. C'est le grand tort des Kurdes. Contrairement à tant d'autres minorités persécutées, ils ne savent pas faire savoir. Ils vivent dans leurs montagnes. Ils n'arrivent pas à mobiliser nos intellectuels. Ils sont donc assassinés en silence, loin des caméras.

M. Juppé a sauvé l'honneur, avec une condamnation vigoureuse de l'intervention turque. Mais, pour le reste, la diplomatie occidentale est tombée bien bas, dans les abysses de la *Realpolitik*, et rappelle irrésistiblement Taruffe : « Couvrez cette guerre que je ne saurais voir. » M. Clinton, champion des droits de l'homme à géométrie variable — là où ça arrange les intérêts américains —, a même suspendu les vols de surveillance de l'opération

« Provide Comfort » qui devait assurer la protection des Kurdes irakiens contre d'éventuelles agressions de Saddam Hussein.

Celles de la Turquie sont autorisées. Ses 35 000 soldats qui viennent d'envahir le Kurdistan irakien doivent pouvoir casser du Kurde tranquillement, à l'abri de la presse ou des regards indiscrets, sans que nos diners soient troublés par les hurlements de blessés et les cris d'enfants dans les journaux de 20 heures. Circulez, il n'y a rien à voir. Il ne faut surtout pas laisser de traces. C'est ainsi que le crime sera presque parfait.

Officiellement, l'armée turque ne s'en prend qu'aux rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation terroriste qui répond au terrorisme d'Etat de la Turquie. Mais personne n'est dupe. Elle veut éradiquer jusqu'en dehors de ses frontières l'âme kurde qui survit malgré une répression sauvage et en est, d'après les spécialistes, à sa vingt-neuvième insurrection depuis 1806.

Si les Kurdes font peur, c'est qu'ils sont un peuple, même s'ils ne forment pas une nation. Chaque fois que leurs oppresseurs croient les avoir liquidés, ils resurgissent de partout. Aujourd'hui, ils sont 25 millions répartis dans cinq pays : la Turquie, qui en compte 12 millions, mais aussi l'Irak, l'Iran, l'Arménie et la Syrie. Autant d'ennemis.

Que les Kurdes aient participé jadis au génocide des Arméniens ou qu'ils se fourvoient maintenant dans le terrorisme, cela ne change rien à l'affaire ; ils sont les victimes de l'armée turque qui, en Anatolie ou ailleurs, n'a cessé de tuer, de raser les villages et de déplacer les populations.

La Turquie avait le choix : ou bien devenir une démocratie et se joindre à l'Union européenne ; ou bien revenir à son passé, celui d'une puissance nostalgique de l'empire ottoman.

Apparemment, elle est en train de choisir. Pour le plus grand malheur des Kurdes.

## Intervention im kurdischen «Niemandland»?

Im Norden des Iraks, einem Gebiet ohne klare staatliche Ordnung, entzündeten sich erneut die nie entschärften Gegensätze der Region. Nicht zum erstenmal, aber mit wesentlich stärkeren Verbänden als früher haben türkische Truppen die Grenze überschritten, um Lager der PKK-Freischärler zu zerstören und ihnen ihr Sanktuarium zu nehmen. Die eilfertige Erklärung des Generalstabschefs in Ankara, die Türkei respektiere die Integrität des Zweistromlandes, ist als solche zur Kenntnis zu nehmen. Wahrscheinlich entspricht sie sogar den Tatsachen, denn die Wiederherstellung irakischer Kontrolle über den Norden könnte heute in türkischem Interesse liegen. Nach ersten Reaktionen aus Washington ist auch nicht zu sehen, wer sich um eine genaue Klärung der völkerrechtlichen Aspekte bemühen wird. Vier Jahre nach dem Golfkrieg bleibt die Lage höchst labil. Die alten Fragen stellen sich immer noch: Wer – wenn nicht Saddam Hussein – soll schliesslich wieder über den ganzen Irak gebieten? Wie soll der für den Westen so wichtige Raum zur Ruhe kommen?

Dass hinter der türkischen Grossaktion nur das explosive Kurdenproblem und nicht etwa eine ganz andere Absicht steckt, trifft sicher zu. Kurdische Separatisten machen seit Jahren vom Irak und auch von Syrien aus türkische Grenzgebiete unsicher. Die türkischen Zusagen dagegen, die jetzt lancierte Operation sei zeitlich begrenzt und man werde die Zivilbevölkerung schonen, sind ausschliesslich zur Beschwichtigung westlicher Einwände gedacht. Bei Aktionen, die hauptsächlich dem Aufspüren von Guerilla-Kämpfern dienen, stehen nicht in erster Linie die Menschenrechte im Blickfeld. In diesem schmutzigen Kampf, der ja auch in der Türkei selber ausgefochten wird, werden die internationalen Regeln der Kriegführung nicht beachtet.

Das militärische Grossaufgebot im Nordirak belegt erneut, dass Präsident Demirel, die Regierung Ciller und die türkische Militärführung an ihrer Strategie festhalten, die PKK militärisch niederzuringen. Zweifel sind erlaubt, dass dies gelingen wird. Die Suche nach einer politischen Lösung auf dem Verhandlungsweg, Pläne für eine politische und kulturelle Autonomie der Kurden, mit denen sich Demirels Vorgänger Özal noch anfreunden konnte, sind nicht aktuell. Dabei können andere virulente Gegensätze jederzeit aufbrechen – die jüngsten Alewiten-Unruhen in Istanbul zeigten es mit unerwünschter Deutlichkeit. Der türkische Einheitsstaat wird einer schweren Belastungsprobe unterzogen, auch wenn westeuropäi-

sche Massstäbe hier wohl nur von beschränkter Aussagekraft sind. Der Übergang zu einem dezentralisierten Bundesstaat gilt als mit so grossen Risiken befrachtet, dass sich in Ankara niemand damit die Finger verbrennen will.

Wie aber eine instabile Türkei auf die Dauer zu einem Faktor der Stabilität in der Nähe des Persischen Golfs werden soll, ist unter diesen Voraussetzungen schleierhaft. Die Ambitionen westlicher Strategie sind in dieser Beziehung wesentlich bescheidener geworden. Die Anti-Saddam-Koalition, die das irakische Kurdistan nördlich des 36. Breitengrades aus der Luft schützen soll, hat nichts unternommen, um den türkischen Vorstoss über die Grenze zu verhindern. Der westliche Luftschirm scheint nicht nur bedrohten kurdischen Zivilisten Schutz vor den Truppen Saddams, sondern auch PKK-Kämpfern eine sichere Ausgangsbasis für Angriffe in Südostanatolien zu bieten – nur eine von vielen paradoxen Erscheinungen im Norden des Iraks.

Dass die westliche Golfkrieg-Koalition langsam abbröckelt, lässt sich auch aus den Reaktionen auf die türkische Intervention ablesen. Frankreich verurteilte im Namen der Europäischen Union die Operation als Verletzung der irakischen Souveränität, beiläufig aber zu versichern, man betrachte die PKK dennoch als terroristische Organisation. Der Kampf gegen sie müsse aber mit rechtlich einwandfreien und angemessenen Mitteln geführt werden. Washington dagegen liess im Staatsdepartement erklären, das türkische Vorgehen verstosse nicht gegen das Völkerrecht. Jeder Staat habe das Recht, sich gegen Angriffe zu verteidigen, die vom Territorium des Nachbarstaates aus geführt werden, wenn dieser nicht willens oder in der Lage sei, diese Angriffe zu unterbinden.

Hätten denn irakische Truppen in die westliche Schutzzone eindringen, Übergriffe der PKK verhindern und damit das türkische Eingreifen überflüssig machen sollen? Aus französischem Blickwinkel und jenem Ankaras vielleicht ja. Konsistenz ist nicht die Haupttugend der westlichen Politik; die Interessen divergieren immer deutlicher. Washington zieht trotz gegenteiligen Äusserungen ein flügelahmes Regime Saddam Hussein einem Umsturz mit unabsehbaren Konsequenzen und einem möglichen Zerfall des Iraks vor. Doch dem Diktator in Bagdad jetzt wieder die volle Souveränität über sein Land zu gewähren käme dem Eingeständnis einer Niederlage gleich und wäre aus andern Gründen gefährlich. Das Beharren auf dem Bekannten bleibt die Richtschnur.

H. K.

THURSDAY, MARCH 23, 1995

# Perry says Iranian arms build-up may threaten Gulf oil

US defense secretary says Tehran has moved chemical weapons and troops to islands at mouth of the Gulf; Perry does not name the islands but the Pentagon has previously identified one as Abu Musa

Reuters

ABU DHABI- Iran moved 8,000 troops, chemical weapons and anti-ship missiles to islands at the mouth of the Gulf in a build-up that could threaten oil shipping, U.S. Defense Secretary William Perry said on Wednesday.

Perry, on a week-long Gulf trip, hampered home a warning that he has made in moderate states, in the region that Iran might one day try to control the flow of half the world's oil using a recent build-up on islands in the strait of Hormuz.

"This involves almost 8,000 military personnel moved to those islands. It involves anti-ship missiles, air-defense missiles, chemical weapons," Perry told a news conference in Manama, capital of Bahrain.

"It can only be regarded as a potential threat to shipping in the area," he added, charging publicly for the first time that Iran had stationed chemical weapons on the islands, some of which are claimed by the United Arab Emirates (UAE).

Perry did not name the islands but the Pentagon has previously identified one as Abu Musa.

Perry said the Gulf represented "a vital economic lifeline" to oil states in the region and was a key to world energy resources.

Perry, who earlier urged leaders of Saudi Arabia, Kuwait and Bahrain to improve their defenses against Iraq and Iran, later flew to the UAE where he held talks with President Sheikh Zaid Bin Sultan al-Nahayan and Defense Minister Sheikh Mohammed Bin Rashid al-Maktoum.

Ownership of some of the islands occupied by Iranian forces is disputed by the UAE, but Perry said the forces being built by Tehran are far beyond anything needed for defense.

An Iranian Foreign Ministry spokesman on Tuesday said Iran would not give up its claim to Abu Musa and the Greater and Lesser Tumb islands in the dispute with the UAE.

Gulf Arab foreign ministers met in Saudi Arabia on Monday and gave their backing to the UAE over the dispute. U.S. navy officials told Perry in a briefing in Bahrain on Tuesday that Iran's ability to threaten shipping in the Gulf was growing

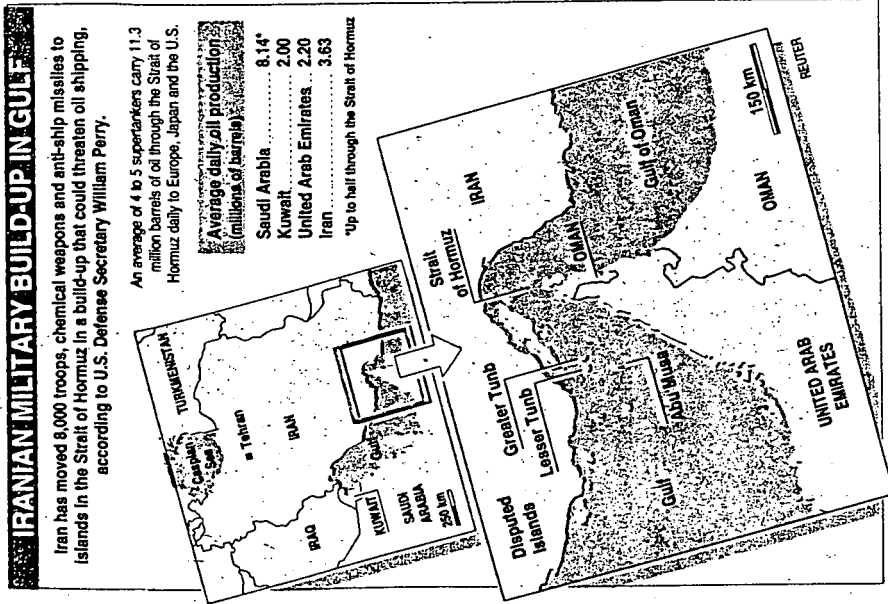
with an arsenal of two Russian-built submarines, Cruise missiles and five new Chinese-made missile boats.

But the navy's top admiral in the region said that U.S. forces in and near the Gulf — including warplanes and 18 ships — could handle the arsenal and destroy Iran's two diesel submarines if conflict broke out.

"We are watching them (submarines) closely, very closely," Perry told reporters aboard the U.S. aircraft carrier USS Constellation off Bahrain on Tuesday.

"I do get reports on them all the time." The United States lists Iran as a country sponsoring state terrorism. Last week President Bill Clinton signed an order banning U.S. firms from making oil investment contracts with Iran, effectively quashing a deal that Conoco Inc. was considering.

In 1988, shortly before the end of the eight-year-long Iran-Iraq war, a U.S. warship shot down an Iranian airliner over the Gulf, mistaking it for an attacking warplane.



Thursday, March 23, 1995

# Turkey pursues operation, denies excesses

Lt. General Kundakçi: All rebel camps to be taken in 24 hours; they have to 'either surrender or die'

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The commander of the Turkish troops engaged in a massive crossborder operation against the Turkish Kurdish rebels inside northern Iraq on Wednesday said all the targeted camps would be captured within 24 hours and the rebels had to "either surrender or die."

Talking to reporters on the Iraqi border, Lt. General Hasan Kundakçi, commanding 35,000 elite troops who pushed into northern Iraq early Monday to attack the bases of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), said his forces had established control in the

four main operation theaters.

Turkey sent the best of its elite commandos, backed by tanks, armored cars, jets and artillery into Iraq from four points along a 220-

kilometer front early Monday after weeks of visible preparations, penetrating as deep as 40 kilometers at some points.

Kundakçi said while the commandos pushed from the north, the mechanized

units crossing over from the Habur customs point near Zakho in the West outflanked the rebels and plugged their escape routes.

He said in the Khwakturk valley in the east — where borders of Turkey, Iraq and Iran converge — the troops had surrounded the rebels and were expecting the final result in 24 hours.

In the central sector, south of the Turkish town of Çukurca, in the Methina and Shiwe strong-

holds of the PKK, airdropped paratroopers had surrounded the rebels from the south and "things were going very well."

The general said the rebels had been routed and were fleeing in panic "and we deal with those whom we capture." He confirmed that there were sporadic clashes going on in some places. Referring to the divergent figures given for the guerrilla losses by Turkish officials, he said the rebel losses could indeed be 200

See "TURKEY"  
on page A8



Turkish army commandos raise their automatic weapons in jubilation as they participate in a large military operation aiming to clean the area from the Kurdish PKK terrorists in Northern Iraq. About 35,000 Turkish troops backed by tanks and air power entered Northern Iraq on March 20.

**Continued from page A1**

as given by Defense Minister Mehmet Gölhan on Tuesday. The toll was thrown into doubt when the Turkish General Staff (TGS) spokesman Dogu Silahçioğlu disclosed only 24 confirmed rebel deaths the same day.

Gen. Kundakci attributed the discrepancy to the normal practice of giving the toll after collecting and counting the bodies "although we see the rebel dead strewn about with our binoculars." Their losses are rising and is already much higher, he added.

He said beside the dead, the rebels "running around in hunger and despair," were choosing to surrender.

The Turkish casualties were given by Silahçioğlu on Tuesday as eight dead and 11 injured.

The pro-PKK Kurdish news agency Kurd-A on Wednesday claimed the Turkish troops had suffered 170 dead in the first two days of the attack and that the PKK fighters were offering stiff resistance.

The government casualties were believed to have been largely caused by anti-personnel mines strewn by the rebels on mountains.

Millions of mines, dating to the Iran-Iraq war and Saddam's later anti-Kurdish campaigns, have been dug up by the rebels and replanted to protect their bases, local sources said earlier. But to avoid further embarrassment, the officials said the toll would be announced only by the TGS advance headquarters at Diyarbakir each afternoon from Wednesday on.

Before the disclosures of Gen. Kundakçi, Turkish air force jets flew new bombing sorties against targets in

northern Iraq and reinforcements kept flowing across the border on Wednesday, the third day of the massive operation launched to dislodge the Turkish Kurdish rebels from their mountain bases along the border. Meanwhile Turkish officials dismissed reports of civilian casualties among the Iraqi Kurds and denied refugees from Turkey were arrested and transported back over the border.

F-16 and F-5 jets from three air force bases in southeastern Turkey on Wednesday pounded the suspected hideouts of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in northern Iraq and troop reinforcements were being sent in with helicopters, Anatolia News Agency said, quoting military officials. Officials said the planes had devastated their targets, and the Bote camp used by the rebels deep inside in northern Iraq had been levelled completely.

The government and military officials said the operations were being conducted within a 9,000-square kilometer area. But Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman on Wednesday refrained from clarifying whether Turkey will set up a buffer zone in the area, saying that the aim of the operation was to render the separatist organization (PKK) ineffective.

Carried away by the positive press reaction to the operation, Prime Minister Tansu Çiller, described it as "perhaps the biggest, the most important operation in history," and said the government was determined to stamp out separatist terrorism with this decisive move.

Echoing earlier statements by government officials, Ataman stressed that the troops would be withdrawn after they achieve their objectives, avoiding giving a deadline for the pullback. But a spokesman for the main opposition

The PKK, fighting a separatist war in Turkey's southeastern provinces which has claimed more than 15,000 lives since 1984, often slips into bordering Iraq, Iran and Syria after hit-and-run operations in Turkey.

Turkey applies diplomatic pressure on Tehran and Damascus not to provide shelter for the rebels, but the PKK has entrenched itself easily in northern Iraq where the Iraqi Kurds have set up their own administration with the support of the West, which barred Iraqi government forces from the area.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), a mainstream Iraqi Kurdish Party, has told the Turkish Daily News that the Bote camp, a chief bombing target in the territory he controls, was used by about 200 rebels who were mostly women or invalids.

Turkey distrusts Talabani because the PKK rebels set up a major training camp and operations base at Zaleh in his territory after an earlier crossborder operation in 1992. Turkish planes have blasted Zaleh repeatedly since then, causing its occupants to disperse to Bote and other smaller camps.

The Kurdistan Democratic Party, led by Massoud Barzani, the archrival of Talabani in the current bloody struggle of the Iraqi Kurds for supremacy, has sought coordination with the Turkish troops to prevent civilian casualties.

Contrary to reports, Ankara had not grounded a Turkey-based Western air force protecting the Iraqi Kurds after the start of the crossborder operations and the Habur customs point was still open to civilian traffic, the official said.

Motherland Party (ANAP) on Wednesday urged a speedy withdrawal. "It is easy to enter anywhere with this army, but the pullout may be difficult politically," warned Ekrem Pakdemirli, speaking at the Parliament.

Foreign Ministry spokesman Ataman said there had been no official protest from Baghdad concerning the operation.

Although Iraq has issued formula protests over past incursions or air strikes, it is believed that it has given Ankara the go-ahead to exercise its right of hot pursuit against the rebels. Iraqi Foreign Minister Muhammad Said al-Sahaf paid an official visit to Ankara early last month.

Referring to the reported concerns voiced by the United Nations' High Commissioner for Refugees (UNHCR) that Turkish troops had rounded up Kurds who had taken refuge in Iraq last year and transported them back to Turkey, Ataman said such fears were unfounded.

He said Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk had told UNHCR chief Sadako Ogata that no one had been rounded up and taken to Turkey from among the refugees. The undersecretary had also underlined the care Turkey has taken to avoid civilian casualties among the Iraqi Kurds, Ataman said.

Contrary to reports, Ankara had not grounded a Turkey-based Western air force protecting the Iraqi Kurds after the start of the crossborder operations and the Habur customs point was still open to civilian traffic, the official said.

THURSDAY, MARCH 23, 1995

Turkish Daily News

# Pressure mounts on Turkey to limit N.Iraq operation

Compiled by TDN staff from wire dispatches

ANKARA- International pressure on Turkey appears to be mounting with increased calls on Ankara for limiting its operation in northern Iraq and safeguarding civilians. U.S. Secretary of State Warren Christopher said on Wednesday the United States has urged Turkey to keep its military operation against separatist Kurdish militants "limited in duration and scope."

The Secretary of State commented on the situation after a breakfast meeting with French Foreign Minister Alain Juppe in Paris.

Christopher said Turkey has "told us they understand the importance of human rights, concern for human rights." "We have urged them to keep the operation limited in duration and scope, and to give full respect for human rights and international law," said Christopher.

France has been far more critical of the Turkish operation than the United States.

Speaking on behalf of the European Union, Juppe said on Tuesday that Turkey's operation was a violation of international law.

Germany said on Tuesday that it was watching Turkey's operation with "concern."

A spokesman for the German Foreign Ministry was quoted by the Anatolia news agency as saying that the concern felt centered around the effect of the operation on civilians and the principle of the inviolability of international borders. The spokesman added that Germany was in close contact with its EU partners about the subject and said German Foreign Minister Klaus Kinkel would also bring the matter up during his visit to Turkey on Thursday.

The United Nations said on Wednesday it was worried about the fate of Kurdish refugees in northern Iraq.

"We are very much concerned because the troops are definitely in areas where we have resettled the refugees," Viktor Wahlroos, deputy U.N. coordinator in Iraq told Reuters.

He said the attack, the largest ever mounted by Turkey on Kurdish guerrilla bases in northern Iraq, was hampering the distribution of relief aid to needy Iraqi Kurds there. "Refugees and villagers are not to be touched, are not to be harassed," Wahlroos said.

He said the U.N. feared for the safety of about 4,500 refugees who were now caught up in the fighting.

About 13,000 Kurds of Turkish origin have fled fighting between Turkish troops and the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK). The United Nations resettled some 8,600 of them in camps 160 kilometers (100 miles) away from Turkish border to ensure they were not seen as a launching pad for the guerrillas. The U.N. official said the Turkish raid also delayed arrival of relief convoys to Iraqi Kurds. Wahlroos said more than

US expresses concern for safety of civilians while UN commander in Northern Iraq is quoted as saying no civilians are being hurt by Turkey's military push in region

150 U.N. relief trucks were held up on the Turkish side of the border amid a 40-kilometer (25-mile)-long queue of vehicles. The commander of the U.N. forces in northern Iraq, Lt. Colonel Poul Dahl from Denmark, was quoted by Anatolia on Wednesday as saying that no civilians were being hurt in Turkey's operation in the region.

In a statement to the Danish Ritzau agency, Dahl said there was no reason for any anxiety for the fate of the 13,000 civilians in the Atrus region where operations were taking place, according to Anatolia.

Dahl added that U.N. troops patrolling the Turkish-Iraqi border had also reported that no civilians had been shot either in Zakhō or elsewhere.

Echoing Christopher's words U.S. Defense Secretary William Perry called on Turkey to take great care not to harm civilians in its military operation in northern Iraq and to complete the action as quickly as possible.

"We understand the government of Turkey's concern with the terrorism that has been unleashed against their citizens and we understand that this military action is intended to stop that terrorism," Perry told a news conference in Bahrain where he is on a week-long Gulf tour.

But he added: "We call on the government of Turkey and urge them, first of all, to use extreme care in this operation to protect innocent civilians and to have it completed as quickly as possible."

Turkish Prime Minister Tansu Çiller telephoned President Bill Clinton on Monday, the day the cross-border assault was launched with 35,000 troops and air strikes.

White House spokesman Mike McCurry said then that the president expressed "understanding for Turkey's need to deal decisively" with the rebel PKK.

McCurry said that Clinton asked the action be as limited as possible.

Turkey's attacks on Kurdish strongholds in Iraq do not violate international law so long as the force used is "necessary and appropriate to protect itself," the U.S. State Department said Tuesday.

A department spokesman, David Johnson, also said the United States would not object to Turkey's use of American military equipment because the purpose is self-defense. He did not say whether such equipment has been used.

Asked about the operation's legality, Johnson said a country has the right in principle to protect itself from a neighboring country if the latter "is unwilling or unable to prevent the use of its territories for such attack."

Turkey should "ensure the safety of all prisoners and civilians" while it attacks rebel Kurdish camps in northern Iraq, Amnesty International said Tuesday.

"The organization is concerned about the safety of any prisoners taken in Iraqi Kurdistan, given the Turkish government's disregard for human rights in its own territory," the London-based human rights watchdog said in a statement. "Amnesty International is appealing to the Turkish government to ensure the physical safety of all detainees and to clarify their legal status."

Amnesty said it had no view on "the legality of the incursion." But it noted that its past investigations into the behavior of Turkish security forces against Kurdish villages revealed "considerable brutality," "many well-documented cases of torture," and the summary execution of detainees. Baghdad-based diplomats said the raid was proof that the power vacuum in northern Iraq was widening despite Western protection of Kurds against possible attacks by Iraqi troops.

"The area is now something like no-man's land. Kurds fight each other, Turks and Iranians play havoc," said one diplomat. Iranian gunners and warplanes have in the past struck at rebel targets in the Iraqi Kurdish north.

The two major Kurdish factions, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), have been locked in fighting since late 1994.

One diplomat said Baghdad was taking "a wait and see attitude" and doubted the Turks had consulted it in advance.

"In the past they harshly denounced such forays. This time, they are telling the allies 'reap the fruits of what you have planted,'" he said.

The diplomat said the PKK had infiltrated into northern Iraq by setting up the Kurdistan Liberation Party (PAK) to challenge the PUK and the KDP.

"The Iraqis are sensitive about matters of sovereignty. But the area is outside their control and is causing Turkey and even Iran more headaches than Iraq," he said.

(Reuters, AP, AA)

# Turkey run by 'thugs' says US senator

Reuter

WASHINGTON- A bill linking U.S. aid to Turkey to Ankara's human rights performance, including actions against Kurdish citizens, was introduced in Congress on Tuesday.

"The simple truth is that Turkey is run by a group of thugs who systematically abuse the human rights of its own citizens, and those of neighboring nations, as cruelly and viciously as the world's most tyrannical regimes," Senator Alfonse D'Amato, Republican of New York, said in introducing the bill in the Senate.

His legislation, announced as

Turkey conducted major offensives against rebel Kurds in northern Iraq, states that before Turkey can receive any U.S. aid in the fiscal year starting October 1 it would have to take action in several areas of human rights. Turkey would have to allow international human rights monitors on Turkish soil, cease any military action towards its 15 million Kurdish citizens and recognize their rights and take steps towards withdrawing troops from Cyprus.

Turkey would also have to remove a blockade of U.S. and international assistance to Armenia, remove

restrictions on Christian churches and schools and protect Christian clergy and property from acts of violence. D'Amato said that under the bill, for every day Turkey failed to comply with these conditions \$500,000 would be held from any U.S. grant or loan. The president could waive the restrictions by citing U.S. national security interests. The current-year U.S. budget authorized \$365 million in loans for Turkey.

A companion bill to D'Amato's was being introduced in the House by Representative Robert Andrews, a Democrat of New Jersey.

## PUK's Talabani says PKK has camps in KDP regions

PUK leader: We are not separatists. We are the Iraqi Kurdistan democratic movement

Turkish Daily News

ANKARA- Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), claimed on Wednesday that the PKK (Kurdistan Workers' Party) camps in Northern Iraq were in regions under the control of the rival Kurdistan Democratic Party (KDP) headed by Massoud Barzani and not in areas under their own control. "The PKK is in Dohuk and operating along the Turkish border. These are areas that are under the control of Barzani," Talabani told the Anatolia news agency in an interview.

Conceding that there was one PKK camp in the area controlled by the PUK in the Bote region of Northern Iraq, Talabani said that there were 200 people in this camp and most of them were women and infirm.

He added that this camp was 200-250 kilometers away from the Turkish border from where it is impossible to organize attacks against Turkey.

Answering a question on the prospects of an independent Kurdistan, Talabani said this was not something that could come about without the support of Turkey, Iran and Syria. He said that if these three countries closed their borders on an independent Kurdistan, such a state could not survive. Taking questions from Anatolia in his headquarters in Derebendi near Sulaimaniyah, Talabani said they were struggling to establish "a united, democratic, pluralist, parliamentary and federated Iraq."

"We are not separatists. We are the Iraqi Kurdistan democratic movement," Talabani said.

He added that "there were many reasons for them not to become separatists," adding that the first of these was that there was no possibility of an independent Kurdistan surviving without the blessing of Turkey, Iran and Syria.

"If we were separatists how could we have come so far with the Iraqi opposition movement? At a time when there is antipathy toward Saddam Hussein, we could have exploited this for the sake of Kurdish ambitions. But our movement is not a Kurdish movement but an Iraqi movement,"

Talabani said.

Referring to relations with Turkey, the PUK leader said that these had been good under the late President Turgut Ozal and while President Süleyman Demirel was still prime minister. Talabani said that these relations had deteriorated after Prime Minister Tansu Çiller came to power.

Indicating that Turkey could, if it wanted, play an important role in helping the PUK overcome its serious differences with the KDP with whom it has had violent clashes in recent weeks and months, Talabani claimed that "Barzani's veins were in Turkey's hands."

Pointing out that they had a disagreement with Turkey on the question of dialogue with Saddam Hussein, Talabani said that Ankara was continually exhorting them to open a dialogue with Baghdad.

"Unfortunately we do not accept this advice. We do not believe that following this advice will be in the interests of our people," Talabani said.

He indicated that Security Council Resolution 688 foresees the Iraqi people being given their democratic rights and recalled that one article of the resolution also calls for a dialogue between Baghdad and the Iraqi people.

"We are also a part of the Iraqi people. If the government in Baghdad accepts Resolution 688 then dialogue can begin based on this resolution," he said.

Referring to the ruling Baath party, Talabani went on to ask whether the party that had been administering Iraq dictatorially for 27 years was ready to step down.

"Is this party prepared to hold elections under the auspices of the United Nations in order for the Iraqi people to determine their own future? We are opposed to all forms of dialogue with this party that wants us to be a part of this dictatorship. Regardless of who wins we are only prepared to live together with Saddam if there are democratic elections. Because we would accept the will of the Iraqi people. We are not rejecting a political solution. We are rejecting dictatorship,"

Talabani said.

Referring to the PUK's conflict with the KDP, Talabani maintained that while Barzani initially had the support of Turkey, Iran and Iraq, he ended up miscalculating in the end in this respect.

Alleging that Barzani had for 10 months been "stealing the wealth of the region," Talabani said this was being done by means of extortion on the Ibrahim Halil border post (the northern Iraqi side of the Habur border post).

Talabani said that the transportation of goods between Dohuk, Zakho and Silopi (on the Turkish side) was to Baghdad's advantage because Turkey was violating the U.N.-imposed embargo on Iraq. He added that this was also to Barzani's advantage because he was claiming customs revenues from this traffic. Talabani went on to say that the relations between Iran and the PUK were developing and claimed that Turkey was also "reviewing its relations with Barzani."

He said that the PUK had no precondition for ending clashes with KDP forces, adding that the settlement of this dispute rested in the acceptance of the decisions of the local parliament in Northern Iraq.

"The parliament is not a PUK parliament. The KDP is also represented there," Talabani said, adding that if Barzani accepted the decisions of the parliament they would be ready to evacuate the town of Erbil which is presently under their control.

Talabani said they were getting no assistance from the outside at a time when they were combatting the Iraqi army on the one hand and KDP forces on the other.

"We are ready to receive assistance from any country. But there is no country that wants to help us at the present time. We are drawing our strength from the people," Talabani said. Talabani also indicated that their main source of arms was the Iraqi army, saying they had seized a large number of artillery pieces, over 1,000 Kalashnikovs, dozens of RPGs and arms of various types from this army in recent clashes.



# EU takes stand over Turkey

EUROPEAN Union foreign ministers are warning Turkey that hopes of a bilateral trade agreement could be dashed unless it improves its human rights record.

The message, delivered by French Foreign Minister Alain Juppé, who is leading the EU troika delegation to Ankara, came after 30 people were killed and more than 250 injured in a riot in Istanbul. Turkey sparked off further controversy on 21 March by invading northern Iraq in a determined attack against Kurdish rebels.

On the eve of the troika's visit, senior French sources

**Rory Watson**  
**BRUSSELS**

confirmed: "We will tell Prime Minister Tansu Ciller that if Turkey wants the customs union agreed by the European Parliament then the country must respect human rights."

The European Parliament has the power to block international agreements. Many MEPs have threatened to do this with Turkey when they come to examine the customs union in the autumn. The union is due to come into effect on 1 January next

year. In addition to opening up trade in a wide range of goods and services, the deal unblocked almost \$1 billion of aid.

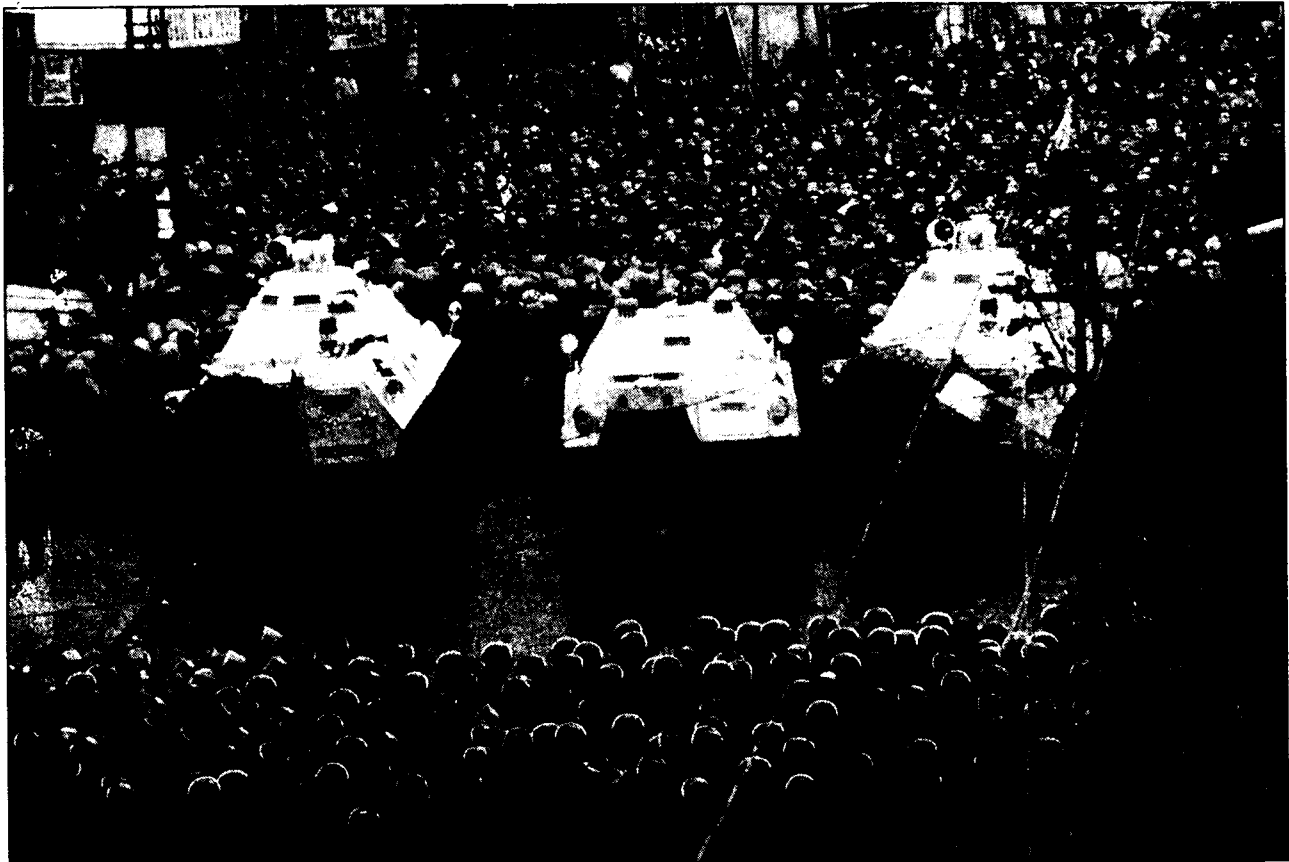
The French EU presidency, which brokered the deal, is keen to construct a new partnership with an ally that enjoys a strategic role on the Union's southern flank. But it could be jeopardised over human rights.

Socialist members of the Council of Europe's parliamentary assembly have also started proceedings to suspend Turkish membership of the organisation.

**Turkish myths: Page 9**

*The European*

March 24, 1995



AJANSI / SYGMA

Right versus might: Alawite rioters confront Turkish soldiers and police in Istanbul. Thirty were killed and 250 wounded

# Does the proposed customs treaty with Turkey illustrate the Union's hypocrisy? Time to bang heads together

Europe's support for Tansu Ciller's regime should be dependent on change, argues **Hazhir Teimourian**

**I**F I say to you that the European Union should not offer a customs union treaty to a state damned by Amnesty International as one of the top five violators of human rights in the world, you are supposed to reply: "Oh, no! Not again! Please grow up! Have you already forgotten what Clinton recently did over China?"

Having lived in Europe for more than 35 years, it breaks my heart to say that, unless they used to hide it far more efficiently in the past, at no other time have I felt the continent's politicians covered by such a thick layer of slime.

When they object to the incarceration of peaceful Tibetan monks in Chinese dungeons or, as they have just done, insist that Russia must not bombard Chechen civilians, they are merely using pressure to obtain better trade deals. But when it comes to a member of their own club, Nato, it is a different ball game altogether.

The Turks can indulge in one of the most horrendous war crimes of the postwar world - the destruction of more than 1,500 Kurdish villages over the past two years - and what happens? They are given 1,200 new tanks out of Nato's surplus western European stocks with which to extend the holocaust. That is almost one tank for each ancient community destroyed.

Let us, therefore, not waste time over the kind of ammunition that this behaviour gives to Europe's detractors, such as Iran's ayatollahs or China's Li Peng. Let us not even worry that it must be shattering the illusions of some of Europe's own young people, who still take the supposed ideals of European civilisation seriously. The policy will not serve Europe's economic or security interests.

Quite the reverse, in fact; it threatens such interests. Europe's present support for the most corrupt and cruel ruling clique in the history of modern Turkey is a gift to Muslim fundamental-

ists throughout the Middle East. But this is an incompetent ruling clique, too.

Turkey last year boasted an inflation rate of around 150 per cent, a gross domestic product which fell by five per cent, and population growth of 1.4 million to 62.5 million. Real wages for the majority lagged way behind inflation. The anti-western fundamentalist Refah (Welfare) party captured numerous municipalities, including Istanbul and Ankara, and is now expected to become a major player after next year's parliamentary elections. The liberal parties will be banned from this election, believing, for example, that it is wrong for the writing of Kurdish, the mother tongue of 15 million citizens, to be classified a separatist crime.

But it is not the economic and demographic trends, frightening as they are, that primarily undermine the stability of Turkey. "The main problem is that the whole foundation of the state is based on lies," says a Turkish novelist, who must remain anonymous. "It is the enduring legacy of Ataturk, to which so many ignorant western commentators and politicians pay homage." I know what he means. Last weekend, at the height of the Alawite riots in Turkey's largest cities in which 30 people died and more than 250 were wounded, I met a senior Turkish newspaper correspondent in London, and I had to struggle for breath when he asked me: "Who are these Alawites? We haven't heard of them before?"

It was almost incredible, but sadly unsurprising. The Alawites, comprising perhaps as much as 30 per cent of the Turkish population, are a pre-Islamic religion based on Zoroastrianism, with a smattering of some Judaic, Christian and Muslim influences, acquired in the intervening centuries largely to escape Muslim persecution. Yet, at least

one representative of the cream of the Turkish intelligentsia professed never to have heard of them. What is more surprising still is that the absurd slogan of the ruling elite - that the country is inhabited only by Muslim Turks - should have endured for so long.

**T**HUS all the money that the so-called secular state has, in recent years, poured into building new mosques has gone to the Muslim half of the population - at the expense of the unmentionable Alawites and Kurds.

The riots fortunately exploded one of the more absurd myths of the Turkish state, namely that it is democratic. Prime Minister Tansu Ciller - an empty shell of demagoguery, nothing more than an attractive spokeswoman for the military - promised that she would work for an amnesty "for all those imprisoned for separatist crimes of thought". One of those "criminals of thought" is a remarkable Kurd, Leila Zana, who, together with seven other MPs, was jailed last year for 15 years for discussing Kurdish complaints with François Mitterrand, the French president.

Will the Council of Europe feel any shame that it allows such a state to benefit from the prestige of its membership? Of course not.

As Turkey lurches towards either a fundamentalist takeover or another period of overt military rule, it is time for the European Union's leaders to review the misguided policies that waste money and bring shame upon the continent.

It is time for the European Parliament, which will be asked to approve the proposed customs union in September, to realise that the chronic sickness at the heart of modern Turkey requires heads to be banged together in Ankara to force the elite to abandon its repression of the alienated before it is too late.

I recommend an immediate ban on arms sales to Turkey, an end to military co-operation, expulsion from the Council of Europe and a block on the customs union.

As witnessed by the violent demonstrations last weekend in many European cities by large number of Turks, Kurds and Alawites, Europe's present complicity in the crimes of Ankara's rulers threaten the internal security of European citizens. More than three million people of Turkish origin cannot be sent home.

*Hazhir Teimourian is a Kurd, and writes on the Middle East for 'The Times' of London*

# Turkey Crosses a Line

## Turks at a Crossroads

Turkey's generals, like other commanders in recent memory fighting entrenched guerrillas, have convinced themselves that a quick, surgical strike will bring them a major victory. They have swept across the border into northern Iraq to clean out the bases from which armed and violent Kurdish secessionists have been raiding into Turkey. Whether it will succeed is open to question. They are operating in very rough country, which favors the guerrillas, and the military buildup that preceded the invasion apparently gave the Kurds plenty of warning.

Meanwhile, the political costs of the invasion are rising. The Turkish generals assure the world that they are only going after the guerrillas. But they are using jet aircraft to bomb their targets, and there are reports that government troops have again burned settlements on the Turkish side of the border to deny shelter to men on the run. That increases all the concerns about human rights in this increasingly savage war. Those concerns may well lead the European Parliament to vote down the customs union signed this month between Turkey and the European Union. It would be a severe blow to a Turkish government that is already weakened.

A triangular struggle for Turkey's future is now under way. The government, which stands for the secular, westward-

looking tradition, is desperately trying to stamp out a Kurdish separatist movement that repeatedly resorts to bloodshed and terrorism. That requires the government to rely heavily on the army, probably the strongest of the country's secular institutions, which now appears to have pretty much of a free rein. The third element in the triangle is a fundamentalist Islamic party that is growing and, according to polls, could defeat the government if an election were held today.

That is why the United States has cautiously tried to defend Turkey's invasion of Iraq as self-defense. France, in contrast, has denounced it as a violation of international law — a bad omen for the customs union. But it is a dilemma for Europe, too. Some Europeans argue that Turkey should be kept out of their union on grounds not only that it is too poor but also that it is too violent and too different. Secular Turks reply that barring their country from the European market and its political institutions could only help the Islamic opposition. If it wins the next election, it will bring the forces of militant fundamentalism much closer to Europe itself.

Turks live at a great historical crossroads, and the army's strike against Kurdish separatism is part of the process in which they are deciding whether to turn eastward or westward.

— THE WASHINGTON POST.

## Violation of the Law

In one of Turkey's largest foreign military operations since the days of the Ottoman Empire, 35,000 troops poured across its border with Iraq this week to attack the Kurdish guerrilla group known as the Kurdish Workers Party, or PKK. Turkey contends that its only purpose is to destroy a violent separatist group by wiping out its Iraqi base camps. But sending troops across another nation's border is a violation of international law that deserves harsh condemnation.

The world would become even more dangerous if countries with strong armies and border frustrations felt free to take the law into their own hands. France, which currently leads the European Union, a group that Turkey desperately wants to join, has rightly condemned this invasion. The United States should have condemned it, too. Instead, Washington, along with Moscow, has expressed understanding for the Turkish attack.

The PKK is a Marxist revolutionary group that engages in deadly terrorism. But this foray into Iraq is symptomatic of Turkey's military approach to the whole Kurdish issue, of which PKK terrorism is merely one element. Harshly repressive army tactics in Kurdish areas of southeastern Turkey have created a million and a half internal Kurdish refugees as well as driving thousands more into Iraq. These tactics have also encouraged 5 million Turkish Kurds to migrate to cities in other regions of the country. Kurds make

up one-fifth of Turkey's population. No government can deliver on promises of democracy and economic growth if it wages so vast an internal war.

The fact that the international border being violated in this case is Iraq's should not obscure the underlying principle. Saddam Hussein may not show much respect for international frontiers, but the sanctity of borders was one of the main causes that the Gulf war's coalition fought to uphold.

The region of Iraq in which Turkish troops are now operating is currently under Western military protection as a result of the Gulf war. That operation requires Turkish cooperation and rear bases on Turkish soil. That factor probably explains Washington's rush to bless the Turkish invasion.

But the only legitimate American military purpose in northern Iraq is to protect Kurdish civilians from Saddam Hussein's forces. Holding those forces at bay while Turkey invades Iraq is an abuse of American military power and an affront to the United Nations, whose authority governs American military activities in northern Iraq.

The Turkish government has been promising that its operations in Iraq will be quickly completed. But now it says the fighting could last a month. The Clinton administration has clearly bought into more than a brief border incursion. It is not too late for America to take a more principled stand.

— THE NEW YORK TIMES.

# Ankara Vows To Keep Force Inside Iraq Indefinitely

## West Condemns Assault By Turkish Army to Rid Border of Rebel Kurds

By Chris Hedges  
New York Times Service

ANKARA — The 35,000 Turkish troops who now occupy the border area of northern Iraq will not be withdrawn until a buffer zone, or other mechanism, is set up to ensure that Kurdish guerrillas do not move back into the region when the army withdraws, senior Turkish officials said Thursday.

The decision by the Turkish government to ensure continued Turkish control over the border region is likely to cause consternation among European allies in the Western alliance.

The foreign ministers of France and Germany, Alain Juppé and Klaus Kinkel, who were in Ankara on Thursday for meetings with the Turkish prime minister, Tansu Ciller, criticized the operation and asked the prime minister to pull the troops out as soon as possible.

Western diplomats said a continued Turkish presence in northern Iraq could jeopardize Ankara's ambitions to build closer ties and establish a customs union with the European Union.

Europe, with a large and vocal Kurdish immigrant community, carefully follows Turkey's treatment of its some 11 million Kurds. The European Union, despite questioning Turkey's human rights record, signed a customs union agreement with Ankara this month. The agreement must still be approved by the European Parliament.

"The Turkish armed forces must withdraw from northern Iraq," Mr. Kinkel said. "If it stays in the region for a long time the approval of the European Parliament for the customs union will become more difficult."

The decision by Turkey to keep its troops for a prolonged period in Northern Iraq, and possibly set up a buffer zone, defies earlier promises the government made to wipe out the guerrilla camps and make a speedy withdrawal.

While Turkish officials said they hoped to bring their troops back eventually, they also said they would not make the mistake they made in 1992, when 20,000 Turkish troops swept the border area and withdrew. Once the troops pulled back into



Reuters

Turkish troops in the offensive waiting for helicopters Thursday in northern Iraq.

Turkey, Kurdish rebels moved back into the area and soon began mounting new cross-border raids.

"We have to have a guarantee and a new form of collaboration there before we go back," said Emre Gonensay, the prime minister's chief adviser. "We realize now that just going in and pulling out is not sufficient. Those who criticize us for going in and staying there should find a solution with us."

Turkish officials contend that northern Iraq, which is controlled by the two main Iraqi Kurdish rebel groups and monitored by allied forces, has descended into a state

of chaos. Iraqi forces withdrew from the area after the Gulf War.

Turkish troops, who pushed over the border on Monday, have gone 40 kilometers (25 miles) inside Iraq. The army says it has killed about 200 of the estimated 2,400 rebels based there and captured numerous munitions and weapons. The army says that 13 soldiers have died in the fighting, which it characterizes as sporadic.

The guerrilla war in southeastern Turkey has killed 15,000 people in the last 10 years.

Turkish officials say that the power vacuum in the north had made it easier for the

Kurdish Workers Party to establish base camps and arms depots. These officials say they will not permit a return to the status quo, even in the face of severe international criticism.

"The operation is being conducted not to kill terrorists, but to clean the area out so that terrorists cannot threaten Turkish civilians on the other side of the border," said N. Murad Ersavci, the director-general of press and information for the Turkish prime minister's office.

The Turkish government dismissed criticism from Baghdad on Thursday that it had violated Iraqi sovereignty. Turkish officials said that since Baghdad had no presence in the north it did not have sovereignty over the area.

"This is not a violation of Iraqi sovereignty," Mr. Gonensay said.

He added: "The PKK terrorists have used this vacuum to hit us. We are the only ones who can go in and pick out from among the people the PKK terrorists and come back. If the Western allies don't want us to stay there they should find a joint solution with us."

Turkish officials said they were considering a variety of options to maintain control over the volatile border region. These included, they said, a buffer zone similar to that set up by the Israelis in southern Lebanon.

#### ■ Allied Flights Resume

U.S. and allied planes resumed flights Thursday to enforce their no-flight zone over northern Iraq, Reuters reported from Washington. A U.S. military official said the flights resumed after arrangements were worked out with Turkey to prevent a conflict between the no-flight operation and Turkey's incursion against Kurdish rebels.

LE MONDE / VENDREDI 24 MARS 1995

# Le Monde

## Terreur anti-kurde

**B**OMBARDEMENTS aériens, utilisation massive de blindés, tirs d'artillerie, le tout appuyé par quelque trente mille hommes : depuis trois jours, l'armée turque mène dans le nord de l'Irak une opération d'ampleur sans précédent contre les rebelles kurdes de Turquie réfugiés dans cette région montagneuse. En lutte depuis des années contre les militants kurdes du PKK - le Parti des travailleurs -, le gouvernement d'Ankara s'est souvent octroyé, dans le passé, un pareil droit de poursuite au-delà de sa frontière avec l'Irak. Il avance que les hommes du PKK - qui ne se privent pas d'utiliser le terrorisme - trouvent refuge dans cette partie du Kurdistan irakien qui échappe depuis 1991 au contrôle du gouvernement de Bagdad. Mais l'opération en cours dépasse par son ampleur toutes celles précédemment conduites par l'armée turque et, plus encore que par le passé, revêt pour les Européens l'allure d'un véritable camouflet.

Car cela fait à peine trois semaines que l'Union européenne, en dépit du triste bilan du régime d'Ankara en matière de droits de l'homme, a conclu avec la Turquie un accord d'union douanière spécifiant que le gouvernement de Mme Tansu Ciller changerait de comportement vis-à-vis de son importante minorité kurde. A l'évidence, il n'en est rien. L'opération de cette semaine confirme que les autorités turques n'ont aucunement l'intention de tenir leur parole. Elles paraissent décidées à poursuivre l'unique politique mise en œuvre depuis plu-

sieurs années contre les Kurdes : la guerre, la guerre à outrance.

L'opération menée en Irak vient couronner une campagne de terreur des troupes turques contre les Kurdes à l'intérieur même de la Turquie. Aucun observateur indépendant ne nie que le PKK utilise des méthodes terroristes particulièrement brutales. Mais jamais Ankara n'a tenté ces dernières années de véritable dialogue politique avec ses Kurdes. Au contraire, le gouvernement central répond plus que jamais aux revendications autonomistes par la torture - systématique - et une brutalité dans la répression qui n'a rien à envier à celle du PKK.

Plus encore, ces derniers mois ont vu Ankara multiplier les procès contre toute personne - journaliste, écrivain, député - osant défendre la cause des Kurdes. Dès lors, l'intervention militaire en Irak ne peut que placer les membres de l'Union européenne dans l'embarras et inciter le Parlement européen à refuser - à juste titre - de ratifier l'accord d'union douanière avec la Turquie.

Les ministres des affaires étrangères de la triade européenne (Allemagne, Espagne, France) devaient être reçus jeudi 23 mars à Ankara et demander des « clarifications » au gouvernement turc. Déjà, l'Allemagne, la France et la Belgique ont - timidement - dénoncé l'opération militaire en cours. Elle a, en revanche, trouvé grâce aux yeux de Washington, qui redoute la déstabilisation d'une Turquie membre de l'OTAN et maillon stratégique essentiel entre l'Orient et l'Occident.

L'Humanité - 24 mars 1995

## Députés communistes : Paris doit condamner l'intervention

**A**U nom du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, Georges Hage et Jean-Claude Lefort, membres de la commission des Affaires étrangères, ont adressé une lettre à Alain Juppé soulignant que l'intervention turque en Irak, contre les populations kurdes, « doit être condamnée sans ambiguïté par notre pays ». La France, membre du Conseil de sécurité des Nations unies, « doit demander à l'ONU, qui est chargée de protéger (ces populations) depuis 1991, de condamner aussi cette agres-

sion », ajoutent les députés communistes. La France qui préside actuellement l'Union européenne a « une responsabilité particulière ». Dans ces conditions, « la Turquie ne saurait entrer dans l'Union douanière ». Il est temps, concluent les parlementaires, « que notre pays cesse d'avoir une attitude conciliante avec la Turquie sur ces graves questions » que sont « le respect de l'identité du peuple kurde et les droits de l'homme en Turquie. Il y va du sort d'un peuple et de la paix dans cette région du monde ».

# L'Irak a condamné l'intervention turque au nord de son territoire

## Ankara reste sourd aux pressions européennes

DANS sa première réaction depuis l'intervention turque au nord de son territoire, contre les guérilleros kurdes de Turquie qui y seraient réfugiés, Bagdad a condamné l'invasion de l'armée turque. « L'Irak considère l'opération comme une violation de sa souveraineté, et exprime ses regrets et ses protestations à la suite de cette atteinte à l'intégrité de son territoire », a déclaré, mercredi 22 mars, un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères. Il a indiqué que les autorités de Bagdad « exigent simultanément le retrait de l'armée turque et la cessation immédiate de l'ingérence américaine ». Une allusion au soutien accordé par les alliés occidentaux aux formations kurdes irakiennes qui contrôlent le nord de l'Irak depuis 1991.

Plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, ont condamné mercredi l'opération militaire turque, en dépit de l'assurance donnée par Ankara aux Etats-Unis qu'elle resterait « limitée ». Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a affirmé que l'offensive turque était « un motif de grands soucis ». « La question kurde doit être résolue en premier lieu par des moyens politiques et légaux, et non militaires », a-t-il souligné. La Belgique a jugé « inacceptable » l'intervention militaire turque tout en déclarant avoir « de la compréhension pour le fait que l'Etat turc souhaite se défendre contre le PKK » (le Parti indépendantiste kurde), a affirmé le porte-parole du ministre belge des affaires étrangères. « Ce n'est pas le moment de prendre des sanctions contre la Turquie et d'ériger un mur entre la Turquie et l'Europe », a-t-il précisé. Le gouvernement norvégien a, pour sa part, décidé de ne plus accorder de licences d'exportation d'armes pour la Turquie.

### DEMANDE DE « CLARIFICATIONS »

Evitant de condamner formellement Ankara, l'Union européenne a annoncé qu'elle allait demander des « clarifications » au gouvernement turc à l'occasion de la mission, jeudi à Ankara, des ministres des affaires étrangères de la troïka européenne (Allemagne, France, Espagne). L'UE est surtout préoccupée par l'ampleur de l'opération, alors qu'elle vient de conclure avec la Turquie un accord d'union douanière. « Les mesures prises doivent être proportionnelles, il faut vérifier que les actions de l'armée turque sont bien ciblées contre le PKK », a déclaré un porte-parole de la commission.

Dans un communiqué publié mercredi à Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se dit « vivement préoccupé par le sort de la population civile, particulièrement exposée dans les zones de combat ». L'organisation a lancé un appel « aux autorités militaires turques, ainsi qu'à toutes les parties impliquées, afin qu'elles respectent le droit international humanitaire ». Un haut responsable de l'ONU à Bagdad, Viktor Wahalroos, a exprimé « son inquiétude concernant la population civile, car si cette opération se poursuit elle affectera notre action humanitaire dans le nord de l'Irak ».

Sourde à toutes ces remarques, la Turquie a justifié son opération militaire en affirmant que « la suppression d'une menace dirigée contre la sécurité de ses citoyens est une tâche qui incombe à tout Etat ». Le ministre des affaires étrangères, ainsi que le président Suleyman Demirel, ont rejeté les critiques de l'étranger. « Il n'est pas possible de (les) comprendre », a déclaré M. Demirel. Le gouvernement turc a réaffirmé que ses troupes se retireraient d'Irak dès

que leur mission serait achevée, soulignant que la « bande de sécurité » qu'elles cherchent à établir le long de la frontière ne sera pas une zone tampon. La Turquie « ne peut tolérer » que « les terroristes » venant du nord de l'Irak – les membres du PKK – « commettent des crimes et fuient plus tard » dans cette région, a observé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Ferhat Ataman. Il a, d'autre part, affirmé que la Turquie n'avait jamais demandé la suspension des vols de reconnaissance de la force multinationale « Provide comfort », censée assurer la protection des Kurdes irakiens contre le régime de Bagdad. Aucun vol n'a été organisé depuis le début de la semaine.

Sur le terrain, les porte-parole militaires à Diyarbakir (Sud-Est) ont indiqué que les forces turques s'étaient emparées de pratiquement tous les camps rebelles dans le nord de l'Irak. Le général Hasan Kundakci, qui dirige l'opération, a affirmé que « dans vingt-quatre heures, tous les camps seront aux mains de nos troupes. L'armée continuera à exercer la pression. Soit ils se rendront, soit ils seront tués. Ils n'ont pas d'autre choix », a-t-il ajouté. Les troupes turques ont eu cinq tués et quatre blessés mercredi, qui s'ajoutent au bilan de huit tués et onze blessés annoncés la veille, a indiqué le colonel Dogu Silahcioglu, porte-parole de l'état-major. Il a estimé les pertes des rebelles à quelque 200 hommes, précisant que 89 cadavres avaient été récupérés. L'aviation turque a par ailleurs effectué dans la matinée de mercredi « plusieurs sorties » sur des objectifs du PKK. – (AFP, Reuter.)

LE MONDE / VENDREDI 24 MARS 1995

# La troïka européenne sermonne Ankara sur son intervention en Irak

Ankara, envoyé spécial

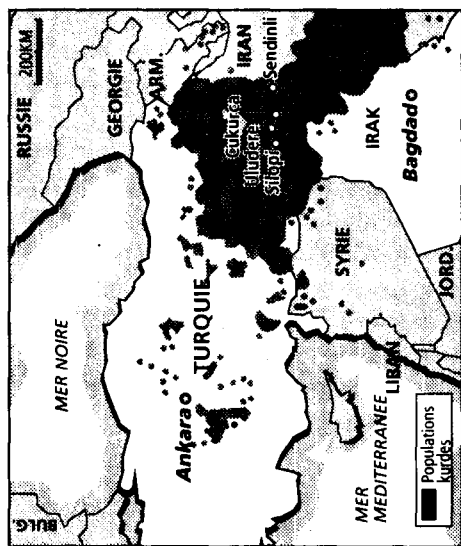
Les représentants de la «troïka» européenne, venus hier à Ankara, ont exprimé leurs «préoccupations» sur la massive opération militaire menée depuis lundi par l'armée turque en Irak du Nord et ont lancé un sérieux avertissement, notamment en matière de droits de l'homme, aux autorités turques, évoquant les risques d'une remise en cause de son processus d'association par une totale «Union douanière» avec les Kurdes.

«Tendre la main à la Turquie mais en parlant le langage de la vérité», a résumé le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, qui présidait la «troïka» composée de son homologue allemand Klaus Kinkel et de l'espagnol Javier Solana. Les Européens ne veulent pas faire capoter le laborieux processus diplomatique en cours. Ils ont donc choisi le réalisme, mais en mettant clairement les points sur les i. «Nous sommes préoccupés du caractère massif de cette intervention, qui va bien au-delà du droit de suite ainsi que des dommages aux populations ci-

viles», a insisté Alain Juppé. Les Européens n'en ont pas moins répété leur condamnation du «terrorisme» (visant implicitement les combattants du PKK qui, depuis onze ans, luttent dans le sud-est de la Turquie) et reconnaissent le droit des autorités d'Ankara à assurer leur sécurité «en intervenant sur des sanctuaires dans des zones où aucune autorité étatique ne s'exerce». En somme, tout est affaire de proportion. Les Européens ne peuvent accepter un bain de sang ni le maintien de troupes turques dans une zone sous protection de l'ONU. Bien que nuancée pour ne pas fermer la porte au dialogue, la mise en garde n'est pas moins explicite.

## La reconnaissance du droit des Kurdes

Le traité d'Union douanière, signé le 6 mars dernier, «n'est pas un aboutissement mais un point de départ». Il doit encore être ratifié, probablement à l'automne prochain, par le Parlement européen. «A l'heure actuelle, cela ne se présente pas bien, s'il y avait un vote demain il ne serait pas positif, mais il reste encore quelques mois», a affirmé le ministre français,



rappelant qu'indépendamment même de l'attitude de l'Assemblée de Strasbourg, ce traité peut être encore remis en cause par les gouvernements des quinze au travers d'une clause dite «de renvoi». Plus que l'intervention en Irak du Nord, c'est en fait l'ensemble de la situation des droits de l'homme dans le pays qui préoccupe les Européens. Et ils soulignent encore une fois l'urgence d'une «solution politique» au problème kurde au travers de la reconnaissance des droits culturels sociaux et administratifs des 13 millions de Kurdes du pays. Les Européens comptent bien utiliser l'Union douanière, concrétisation du vieux rêve européen des Turcs,

comme «un levier politique». Une carotte, en somme, vis-à-vis d'Ankara, qui considère cet accord comme un premier pas vers une totale intégration avec les quinze. Mais s'ils soulignent à l'unisson le rôle politique et stratégique clef de la Turquie, comme leurs souhait de la voir «bien ancrée dans l'Europe», les quinze exigent aussi du gouvernement turc qu'il mette du sien. «Avec des actes concrets et pas simplement des promesses», insistait un diplomate européen.

Une partie qui s'annonçait assurément difficile pour le Premier ministre turque, l'avenante mais bien ambiguë Tansu Ciller, devenue encore plus l'ota-

ge des militaires toujours convaincus de pouvoir résoudre la question kurde - simple problème d'ordre public, selon eux - par la force. Tansu Ciller ne s'est pas moins engagée encore une fois aux yeux des Européens à mettre rapidement en œuvre une partie de ces réformes, comme l'amnistie, la modification de certains articles de la loi antiterroriste de 1991, sanctionnant notamment de simples délits d'opinion en cas de «propagande séparatiste» et la modification de la Constitution élaborée par les militaires après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 et massivement approuvée trois ans plus tard par référendum.

## Tansu Ciller ne peut plus reculer

La révision constitutionnelle implique une majorité des deux tiers à la Chambre. Pour le reste, il suffit d'une majorité simple, dont elle dispose au Parlement au travers de la coalition «droite gauche» réunissant depuis trois ans son parti, le DYP (Parti de la juste voie, conservateur) et le CHP (Parti républicain du peuple, où se sont réunifiés depuis un mois les sociaux-démocrates). Reste à savoir si elle

aura ce courage politique. «Elle est allée trop loin pour maintenant reculer. Si elle fait marche arrière, elle risque de subir de très durs contre-coups», constate Yavuz Onen, président de la Fondation des droits de l'homme. Une bonne partie de l'opinion publique comme la quasi-totalité de la classe politique restent hostiles à tout ce qui pourrait sembler des gestes de faiblesse vis-à-vis des terroristes du PKK. L'intervention des 35.000 hommes en Irak du Nord, pour définitivement briser les reins des «rebelles», fait l'objet d'une unanimité presque totale des partis. Le chef d'état-major de l'armée, le général Ismail Hakkî Karadeve est sorti hier, pour la première fois, de son silence, affirmant simplement: «Une fois sa mission accomplie, l'armée va revenir à ses tâches traditionnelles». Des propos sibyllins, mais des officiers turcs évoquent volontiers la constitution d'une «zone de sécurité», semblable à celle constituée par Israël à la frontière libanaise. Les autorités ont massivement équipé, depuis quatre ans, des milices kurdes pro-gouvernementales de «gardiens de village».

Marc SEMO



vendredi 24 mars 1995

Nouveaux raids de l'aviation turque contre les Kurdes

# L'Europe met en garde la Turquie

*Selon Alain Juppé, le Parlement européen pourrait ne pas ratifier l'accord d'union douanière avec Ankara.*

L'aviation et l'artillerie turques ont de nouveau bombardé, hier, les positions kurdes dans le nord de l'Irak. L'« opération Acier », lancée lundi matin par la Turquie, engage trente-cinq mille hommes soutenus par l'aviation. Elle vise à éliminer les forces séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de leurs bases arrière du nord de l'Irak. Dix mille soldats turcs avançaient hier vers Hakourk, l'un des principaux camps irakiens du PKK. Conformément à l'objectif annoncé lundi, l'armée turque contrôlait hier matin la zone frontalière turco-irakienne sur une bande de 40 kilomètres. La plupart des experts militaires occidentaux estiment toutefois que cette opération n'aura pas les effets escomptés. La majeure partie des peshmergas kurdes ont déserté la zone. (AFP, Reuter.)

ANKARA :  
de notre envoyé spécial,  
**Claude LORIEUX**

En acceptant la mise en route d'une union douanière avec la Turquie à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, les Quinze se sont dotés d'une arme supplémentaire pour faire pression sur Ankara. Débarquant dans la capitale turque quatre jours après le début de l'offensive turque contre les séparatistes kurdes, les ministres des Affaires étrangères de la « troïka » européenne (France, Allemagne, Espagne) ont pu, hier, en mesurer l'efficacité.

Dans l'avion qui le conduisait en Turquie, Alain Juppé, qui dirige cette mission, a en effet rappelé que « l'accord de principe (sur l'union douanière) doit encore être mis en œuvre et ratifié par le Parlement européen ». Le 16 février dernier, l'Assemblée de Strasbourg avait souligné que « la situation des droits de l'homme en Turquie est trop grave pour permettre la constitution de l'union douanière projetée ». C'est à l'automne

que les députés européens devront se prononcer, et ce vote n'aura, à l'évidence, rien d'une formalité. « A l'heure actuelle, a déclaré M. Juppé, au cours d'une conférence de presse à Ankara, la ratification par le Parlement européen ne se présente pas bien. Si un vote avait lieu demain, il serait négatif. Il reste quelques mois pour arranger les choses. » Max van den Broek, le commissaire européen en charge du dossier, a confirmé qu'« il y a encore un chemin difficile à parcourir ».

## Mécontentement

Alain Juppé a invité M<sup>me</sup> Tansu Ciller « à faire avancer les réformes démocratiques ». Le chef du gouvernement turc a déjà pris des mesures qui vont dans le bon sens, a estimé le ministre français. Mais une réforme de certains articles de la Constitution héritée du putsch militaire de septembre 1980 s'impose. Surtout, « les mesures annoncées doivent être appliquées ».

Les Quinze n'avaient pas caché leur mécontentement après la condamnation de six

députés kurdes du DEP à des peines de sept à quinze ans de prison, à la fin de l'année dernière. Les six hommes sont toujours en prison. M<sup>me</sup> Tansu Ciller a, dit-on, laissé aux militaires le soin de régler la crise qui, depuis 1984, a fait plus de treize mille morts dans le sud-est de l'Anatolie. Alain Juppé estime qu'« on ne règlera pas le problème kurde par des méthodes exclusivement répressives. Il faut une approche de caractère politique ».

L'offensive déclenchée lundi par l'armée turque en Irak du Nord ne va guère dans le sens souhaité, même si l'Europe, « attachée à la stabilité intérieure de la Turquie, soutient Ankara dans sa lutte contre le terrorisme du PKK ». Mais pas à n'importe quelle condition.

Mardi, à Paris, M. Juppé avait rappelé à la Turquie que l'Union européenne « est attachée au principe de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats ». Dans l'avion qui le conduisait à Ankara, le chef de la diplomatie française a de nouveau souligné que « trente-cinq mille hommes, un front de 200 kilomètres de long, une pénétration allant jusqu'à 40 kilomètres (à l'intérieur de l'Irak), constituent une entrée en force disproportionnée. Cela va au-delà des droits de suite ». Il a rappelé le code de bonne conduite conclu lors de la conférence de Budapest, en décembre 1993, par les Etats de l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à laquelle adhère la Turquie. A ce propos, la troïka a pris acte des déclarations du

gouvernement turc, selon lequel « l'armée turque n'a pas l'intention de rester dans la zone du nord de l'Irak, ni à long terme ni à court terme ».

La troïka n'est pas seulement venue pour donner leçon de morale à un voisin difficile. « L'Union européenne, fait valoir M. Juppé, attache énormément d'importance à la Turquie, pays majeur pour les relations extérieures de la France. » Attachés à la « stabilité » de ce pays, les Européens sont « conscients que les choses n'y vont pas bien ».

La troïka arrive à Ankara dans un climat tendu. Les autorités turques ont mal réagi aux critiques européennes concernant l'offensive de leur armée au Kurdistan d'Irak. Le président Suleiman Demirel l'a fait savoir : « Il n'est pas possible de comprendre les critiques de l'étranger. »

Les trois ministres européens ont également évoqué le dossier de Chypre. « Il n'y a pas eu assez de progrès dans les négociations intercommunautaires », a constaté M. Juppé, en formulant le vœu qu'Ankara « prodigue ses conseils » aux autorités chypriotes turques. La future conférence euro-méditerranéenne, qui doit se tenir à l'automne à Barcelone, a également été abordée.

Soucieux de garantir la stabilité de leur « flanc sud », les Quinze tiennent à la participation de la Turquie. « La technique de l'ostracisme et de la porte close n'est pas la bonne », a remarqué Alain Juppé.

C. L.



## Le festival d'Ankara rend un hommage spécial à Yılmaz Güney

«Salut à un vieil ami»: tel est le nom de l'espace spécial, réservé cette année au VIIe Festival international du film d'Ankara (qui vient de s'achever) à Yılmaz Güney, cinéaste jusque-là banni en Turquie.

En projetant deux documentaires et cinq des films (1) de Yılmaz Güney, les organisateurs du festival ne rendaient pas seulement un hommage posthume au «cinéaste révolté et révoltant» —le seul en Turquie, soit dit en passant, à avoir reçu une Palme d'or à Cannes (pour *Yol*, en 1982). Ils donnaient enfin aux Turcs l'occasion de voir des films frappés d'interdiction depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, et jamais diffusés dans le pays. Seul *Yol*, interdit pendant onze ans en Turquie, avait été projeté, en 1993, à Istanbul, dans une salle de sport de 10.000 places, au cours d'une soirée culturelle organisée par l'Association des droits de l'homme.

Rien d'étonnant alors que le cinéaste, romancier et militant politique, objet de culte de la gauche marxiste des années 70 et symbole des milieux kurdes du début 80, soit à peu près inconnu des jeunes générations turques. Lesquelles manifestent d'ailleurs une nette préférence pour la musique et les films américains (*Forrest Gump* a fait un tabac ici).

Les thèmes abordés dans

le cinéma de Güney, drames intimes sur fond de problèmes socio-politiques, ne sont guère à la mode chez les jeunes de Turquie, qui, au moins dans les grandes villes, flirtent avec la Bourse, les banques, les télévisions et radios privées... «Il était quoi exactement? Un militant politique ou l'assassin d'un juge?», demandait cyniquement un étudiant en gestion, cheveux courts, costume complet, cravate noire, interrogé par un journaliste de la télévision.

«C'était le Che Guevara du cinéma turc», répondent ses fans. Ceux qui se sont précipités dans les salles de cinéma du festival d'Ankara, en majorité des soixante-huitards, et qui, debout, ont applaudi à tout rompre les projections. Certains avaient les larmes aux yeux, leurs enfants ne comprenaient pas pourquoi.

Co-organisatrice de cette manifestation, la Fondation artistique et culturelle Yılmaz-Güney, créée par sa femme et ses amis, qui luttent depuis dix ans contre la bureaucratie d'Ankara, pour retrouver les films interdits ou brûlés et lever les interdictions dont souffrent Güney et ses films, prend ainsi une sorte de revanche dans la capitale turque.

Yılmaz Güney fut le premier dans le cinéma turc à s'intéresser aux problèmes quotidiens, politiques et so-

ciaux des petites gens, quand ses collègues tournaient des «films d'amusement» (selon son expression) à Yesilçam, le QG de la production cinématographique commerciale d'Istanbul. Un milieu qu'il connaissait bien, pour l'avoir fréquenté pendant plus de dix ans.

Parfait acteur dans les rôles du «bon gangster contre les mauvais», autodidacte, il avait appris à faire du cinéma comme assistant d'un des maîtres de l'art, le cinéaste turc Lütti Akad. Sa seconde rencontre de jeunesse fut tout aussi décisive: c'est avec le romancier Yachar Kemal qu'il apprit la littérature. Ce qui lui valut très vite de faire connaissance avec la répression. Son premier recueil de nouvelles fut saisi par la justice, et il connut sa première expérience de prison en 1951, pendant dix-huit mois. «Propagande communiste», disaient les procureurs de l'époque.

Il se promenait tout le temps avec au moins deux revolvers, mais faisait également la propagande pour la démocratie et la paix en Turquie. Accusé d'aider à Istanbul «les guérilleros urbains» du Front populaire de la libération de Turquie (THKP-C) en 1972, il fut arrêté et condamné.

Libéré en 1974, Güney dinait un soir avec des amis, à Yumurtalik, province d'Adana. A la table voisine,

un juge d'instruction le reconnaît et l'insulte, si l'on en croit les rapports de police d'alors. Le juge est tué sur le champ d'une balle entre les sourcils et Güney aussitôt désigné comme l'assassin. Il a beau nier, son cousin a beau avouer le crime, la porte de la prison se referme à nouveau, cette fois pour dix-huit ans, sur Yılmaz Güney.

Jamais le cinéaste n'admit la défaite. Prisonnier exemplaire, il surveillait de sa cellule le tournage de ses films, donnait des directives par correspondance... *Sürü* (le Troupeau, 1979) et *Yol* (la Route, 1982), primé à Cannes, furent le fruit de cette collaboration intense. En 1981, il réussit à quitter prison et Turquie. Une évasion dont son biographe a révélé le secret l'an dernier: Athènes et Paris auraient aidé Güney à retrouver la liberté.

Mince, brun, les yeux délavés, fatigués, presque tristes, il réapparut sur les écrans des télévisions européennes, censuré en Turquie, la nuit de la remise des prix au Festival de Cannes. Smoking blanc, nœud papillon noir, debout, il défiait les autorités turques qui avait lancé Interpol contre lui. Il vécut à Paris, jusqu'à sa mort en 1984. Il repose au cimetière du Père-Lachaise.

Musa AKDEMIR

1) Duvar, (le Mur, 1984), Umut (l'Espoir, 1970), Agit (l'Élégie, 1971), Arkadas (l'Ami, 1974) et Yol (la Route, 1982).

JOURNAL DE GENÈVE - 24 mars 1995

**NORD IRAKIEN** Alors que la Turquie poursuit son opération militaire

## Les Quinze entre menaces et compréhension envers Ankara

L'opération militaire de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les guérilleros du PKK s'est poursuivie jeudi pour la quatrième journée consécutive. Les pertes certifiées des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) depuis le début, lundi, de l'opération de l'armée turque en Irak s'élèvent à 128 contre 14 du côté turc, a annoncé l'agence Anatolie. La plupart des experts militaires occidentaux estiment que cette opération destinée à neutraliser les forces séparatistes n'aura pas les effets escomptés. La ma-

jeure partie des combattants kurdes ont eu vent de l'attaque turque et ont déserté la zone.

En visite à Ankara au moment où gauche et droite signaient un nouveau protocole de coalition gouvernementale prévoyant notamment une démocratisation conforme aux normes européennes, la troïka de l'Union européenne (Allemagne, France, Espagne) a demandé à la Turquie de mettre fin «le plus vite possible» à son opération contre les Kurdes, qui va «au-delà du simple exercice du droit de suite». Au nom de l'UE,

le ministre français des Affaires étrangères a toutefois déclaré «comprendre» les besoins de sécurité de la Turquie et a «condamné le terrorisme» du PKK. En faisant ces critiques, l'UE a un atout dans sa manche et le sait. Le Parlement européen doit se prononcer en automne prochain sur l'accord de libre-échange entre l'UE et la Turquie, conclu au début du mois de mars et auquel Ankara est très attaché. (AFP)

*Lire également l'Editorial d'Antoine Bosshard en page Une*

## Le CICR toujours interdit d'accès

Suite à l'ampleur des opérations militaires turques dans le nord de l'Irak, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'inquiète du sort de la population civile qui est exposée au combat. Il a alerté mercredi le Gouvernement turc et lui a demandé de respecter les Conventions de Genève et le droit international humanitaire. Le CICR réclame aussi «l'accès sans délai aux combattants et aux civils kurdes faits prisonniers», explique-t-il dans un communiqué, pour que ses délégués puissent travailler tant depuis Ankara que depuis les trois bureaux déjà installés dans le nord de l'Irak.

Depuis 1984, le CICR demande au

Gouvernement turc l'accès au sud-est de la Turquie. Des démarches qui n'ont jamais abouti. Les autorités turques ont toujours refusé d'entrer en matière, parce qu'admettre la présence du CICR revenait à admettre l'existence d'un conflit dans le Kurdistan turc qu'Ankara cherche à nier. Le CICR a tenté de faire comprendre que sa présence n'entraînait pas une reconnaissance de la partie adverse. En vain.

Depuis une année, le CICR a intensifié ses efforts, car la situation s'est aggravée. L'organisation a aussi pris contact avec le PKK. Celui-ci a finalement déposé en jan-

vier dernier à Berne une déclaration d'intention selon laquelle le PKK s'engageait à respecter les Conventions de Genève. «Le CICR leur a fait savoir que cela implique un arrêt de toute attaque indiscriminée envers la population civile», souligne André Collomb, délégué général adjoint pour l'Europe occidentale, centrale et les Balkans. Dans sa démarche de mercredi auprès des autorités turques, le CICR réclame de nouveau un accès au sud-est du pays pour pouvoir accomplir son mandat humanitaire à l'intérieur de la Turquie.

**Sa.E.**

## EDITORIAL

## L'Europe et les généraux turcs

Par Antoine Bosshard

L'opération à laquelle se livre l'armée turque au nord de l'Irak, en invoquant le droit de poursuite, pourrait n'être qu'une incursion de plus chez son voisin: depuis des années, on a vu les forces de l'ordre turques tenter d'y détruire des bases arrière du PKK (le «Parti des Travailleurs kurdes»), avec le consentement tacite de Bagdad.

Cette fois-ci, pourtant, quelque chose a changé: c'est d'abord l'ampleur impressionnante des forces engagées, 35 000 hommes, et la durée des raids (plusieurs jours). Tout se passe comme si les généraux turcs faisaient plus que du «nettoyage» ordinaire. Et avaient décidé de foncer, après des mois de répression très dure en Turquie même, pour faire la peau à la résistance armée des Kurdes. On peut douter de l'effet réel de ce genre d'actions, sachant que les maquisards sont généralement informés avant l'assaut, et réussissent à passer entre les mailles du filet. On ne peut nier non plus la détermination de l'état-major, qui pense être sur le point d'en finir avec ce soulèvement armé qui lui fait la nique depuis tant d'années. A la brutalité sans mesure de l'armée turque répond d'ailleurs la dureté implacable des chefs du PKK, qui ne lésinent plus sur les moyens et terrorisent les leurs dans une région où les Kurdes émigrent par dizaines de milliers, laissant bientôt seuls, face à face, armée turque et maquisards.

La dimension donnée à cette opération, du même coup, change quelque chose aux règles du jeu. Ce n'est plus une simple opération de police. C'est une opération de guerre dont les méthodes, n'en déplaise aux généraux, tombent sous le coup des règles internationales. Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés tempête. La Croix-Rouge internationale rappelle Ankara à

ses devoirs. Dès lors, la compréhension un peu lâche que les gouvernements occidentaux manifestaient à la Turquie change d'allure. Non sans contradiction, d'ailleurs: trois ministres européens, dont l'Allemand Kinkel et le Français Juppé, ont tapé du poing sur la table, jeudi à Ankara, pour que l'armée se retire de l'Irak. Mais dans le même temps, les forces alliées chargées, depuis la guerre du Golfe, de protéger le Kurdistan irakien ont cessé leurs vols pour permettre à l'armée turque d'assurer les siens.

En fait, cet échauffement subit à la frontière irako-turque laisse transparaitre le formidable débat qui secoue le pays, maintenant que l'Europe se prépare à ouvrir ses frontières. L'accord douanier promis par les Quinze, c'est un immense marché qui s'ouvre aux industries et à l'agriculture du pays, une chance pour cette économie mal en point, un espoir pour des millions de chômeurs. Le monde des affaires, de larges milieux politiques ont compris l'enjeu, qui peut être celui de la paix intérieure. Mais cette embellie, côté européen, a aussi sa contrepartie: l'encre de l'accord n'était pas encore sèche que les responsables turcs commençaient à annoncer des allègements importants touchant les Droits de l'homme, l'ouverture des prisons. Visiblement, l'Europe attend des signes pour faire ratifier l'accord.

Mais ce prix, l'armée turque est-elle prête à le payer? Toute la question est là. Volontiers isolationniste, elle estime n'avoir de comptes à rendre à personne. Et son poids est tel, depuis les débuts de la République, qu'au nom des nombreux désordres urbains et de la révolte kurde, elle pourrait passer outre et prendre le pouvoir. Comme il y a quinze ans. Ou, au contraire, frapper un grand coup avant de céder. ■

### Kurdistan: mais que cherche l'armée turque?

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0763 4 I 0473 IRK /AFP-KZ45

Irak-Turquie-Kurdes

Après le passage de l'aviation turque sur des villages kurdes  
de l'envoyée spéciale de l'AFP, Tolle ARAM

DERGALE (Irak), 24 mars (AFP) - A trente kilomètres de la Turquie, trois villages pittoresques, perchés sur les hautes montagnes du Kurdistan irakien, portent vendredi les traces du passage cette semaine de l'aviation turque.

Dergale, Gulka et Bechile, situés à 70 kilomètres de Zakho, principale ville de l'extrême nord de l'Irak, avaient été reconstruits par l'organisation suisse Caritas en 1992, plusieurs mois après leur destruction lors de l'insurrection kurde irakienne du printemps 1991, qui a chassé l'armée du président irakien Saddam Hussein hors de la région.

Ankara a lancé lundi dernier une vaste offensive dans le nord de l'Irak à la poursuite des séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les appareils turcs ont bombardé mercredi les trois localités, provoquant d'importantes destructions. Les bombes n'ont fait qu'un blessé léger mais ont semé la panique parmi les habitants, qui ont pour la plupart pris la fuite vers Begove, un gros bourg des environs, a constaté l'AFP.

"Nous prenions le thé dans l'arrière-cour de notre maison quand quatre avions ont fait leur apparition dans le ciel", raconte Adla Yassine, une jeune femme de Dergale. "Juste après, nous avons entendu une explosion terrible. La terre a tremblé et puis mon oncle a hurlé. Il avait été touché à l'épaule par des éclats d'obus", ajoute-t-elle.

Près de soixante familles, y compris Adla Yassine et ses enfants, se sont réfugiés à Begove, à dix kilomètres plus au nord.

"Nous n'avons vraiment pas de chance, nous autres Kurdes", se lamente Hassan Abdallah, un fermier de Bechile, où quatre habitations ont été détruites. "D'abord les Irakiens ont détruit nos maisons, maintenant ce sont les Turcs qui le font".

Sur la route entre Dergale et Bechile, un officier turc ordonne aux passants de quitter les lieux. "Il y a beaucoup de camps du PKK par ici. Alors personne n'est autorisé à rester", lance-t-il.

Les combats se déroulent à un kilomètre de Dergale. Des explosions de roquettes et des fusillades d'armes légères peuvent être distinctement entendus du village. Un hélicoptère passe et jette des paquets de vivres aux soldats.

L'officier confirme que ses soldats utilisent des armes de ce type contre les rebelles kurdes.

Mais de l'autre côté de la montagne, des habitants de la localité de Bamerni assurent qu'il n'y a pas de combattants du PKK dans la région.

"Il y a eu beaucoup de tirs depuis jeudi soir, mais tout venait d'un seul côté", affirme Ahti Ali. Les soldats turcs "font feu parce qu'ils ont peur", selon lui.

Selon Ankara, l'offensive turque a déjà fait 161 tués dans les rangs du PKK, et 14 dans les rangs de l'armée.

ta-elf/sl/lb

AFP /JO0245/241835

MAR 95

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0758 3 I 0563 FRA /AFP-KY74

Turquie-Irak-Kurdes prév-synth

Ankara est apparemment insensible aux pressions internationales

PARIS, 24 mars (AFP) - Ankara a poursuivi vendredi son intervention dans la région kurde du nord de l'Irak apparemment insensible aux pressions internationales qui se sont accrues ces derniers jours pour qu'elle retire rapidement ses troupes.

Au lendemain d'une visite de la troïka de l'Union européenne (Allemagne, France, Espagne), qui a demandé à la Turquie de mettre fin "le plus vite possible" à son opération militaire dans le nord de l'Irak, le gouvernement turc a réaffirmé vendredi que "l'ampleur et la durée" de son intervention étaient "limitées".

Pour autant, fort de la "compréhension" manifestée par Washington, Ankara n'a toujours pas fixé de date-limite à son opération contre les indépendantistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui en était vendredi à son cinquième jour, et qui mobilise plus de 30.000 hommes.

Contrastant avec les critiques européennes, les Etats-Unis se sont en effet gardés de juger Ankara, qui demeure pour Washington un allié privilégié sur le flanc sud de l'OTAN.

Les autorités turques ont toutefois tenu vendredi à calmer les inquiétudes de la communauté internationale sur des violations des droits de l'Homme au Kurdistan. Elles ont ainsi rappelé que cette opération militaire visait uniquement les bases du PKK et ont démenti des informations selon lesquelles l'armée aurait procédé à des pillages et destructions d'habitations de villageois kurdes.

La communauté internationale, tout en reconnaissant à Ankara le droit de lutter contre le "terrorisme" et le "séparatisme" kurde, a critiqué le caractère "disproportionné" de la riposte turque.

S'exprimant au nom de l'UE, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'est ainsi dit "préoccupé par le caractère massif de l'opération qui va au-delà du simple exercice du droit de suite, ainsi que par les dommages causés aux populations civiles".

La troïka a averti les dirigeants turcs qu'une poursuite de cette opération, qui viole la souveraineté de l'Irak, risquait de compromettre la ratification de l'accord d'union douanière, récemment signé entre l'UE et Ankara.

Vendredi, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), à Genève, a également exprimé son inquiétude sur le sort des populations dans le nord de l'Irak, signalant que des centaines de réfugiés avaient déjà fui la région de Zakho vers les camps d'Atroush, plus au sud.

Quelque 9.000 personnes vivent dans deux camps près d'Atroush (60 km au sud-est de Dohuk), a déclaré un porte-parole du HCR Rupert Colville.

Le HCR, selon un porte-parole, "continue à être préoccupé" par la situation des Kurdes dans deux villages proches de Zakho (Darkar et Hizawa) aux mains de l'armée turque, ainsi que par le sort des réfugiés arrivés récemment de Turquie dans d'autres villages de la région.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avait exprimé jeudi la même préoccupation pour les populations civiles, priant instamment la Turquie d'"exercer de la retenue" dans ses opérations contre des rebelles kurdes.

Selon M. Boutros-Ghali, la poursuite de ces opérations militaires dans le nord de l'Irak pourrait menacer les activités humanitaires que les Nations unies mènent depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991.

bur-ml/eg/mmr

AFP /JO0245/241833

MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

## Die EU fordert Rückzug der Türkei aus dem Irak

### Protest Bagdads gegen Verletzung der territorialen Integrität

Die drei Aussenminister der EU-Troika haben am Donnerstag in Ankara den Rückzug der türkischen Truppen aus dem Nordirak gefordert. Nach dreitägigem Schweigen hat Bagdad die Verletzung der territorialen Integrität des Iraks verurteilt. Moskau warnte davor, dass der türkische Vorstoss das Kräftegleichgewicht in der Region verändern könnte.

*it. Istanbul, 23. März*

Die Aussenminister von drei Mitgliedstaaten der Europäischen Union (EU) haben am Donnerstag in Ankara nochmals ihre «tiefe Besorgnis» über den türkischen Vorstoss in den Nordirak unterstrichen. Die EU sei sehr besorgt über den massiven Charakter der Operation sowie über die Tatsache, dass es noch keinen Plan zum Rückzug der türkischen Truppen gebe, hiess es in einer offiziellen Erklärung, welche vom französischen Aussenminister Juppé in Ankara verlesen wurde. Sein deutscher Amtskollege, Kinkel, hatte bereits einige Stunden zuvor die Türkei unmissverständlich aufgefordert, ihre Truppen aus dem Nordirak so schnell wie möglich zurückzuziehen, und Ankara geraten, bei dieser «völkerrechtlich umstrittenen Militäraktion» die Menschenrechte zu respektieren und die Zivilbevölkerung zu schonen. Es werde für die Türkei besonders schwierig sein, ihre Operation im Nordirak zu legitimieren, falls Bilder von Verletzten oder getöteten Zivilisten an die Weltöffentlichkeit gelangen, sagte er vor der Presse.

#### Gemässiger Ton

Die Aussenminister der EU-Troika führten am Donnerstag Gespräche mit der türkischen Regierung. Dieses Treffen war bereits Anfang März vereinbart worden, als die Türkei und die EU ein Abkommen zur gemeinsamen Zollunion unterzeichneten. Gemäss der damaligen Vereinbarung sollten bei den Gesprächen die türkisch-europäischen Beziehungen, die politische Entwicklung und der Demokratisierungsprozess in der Türkei, die europäische Sicherheitsarchitektur und die Stabilität im Mittelmeerraum sowie der Zypern-Konflikt zur Sprache kommen. Diese Themen wurden freilich vom Thema der türkischen Militäroperation im Nordirak verdrängt.

Der Ton der EU-Emissäre gegenüber der türkischen Regierung war am Donnerstag allerdings spürbar zurückhaltender als in den letzten Tagen. Juppé sprach nicht mehr von einem «Verstoss gegen das Völkerrecht» oder von einer «Verletzung der territorialen Integrität des Iraks». Vielmehr wurde ausführlich darauf eingegangen, dass die Türkei das Recht habe, ihr Territorium und ihre Bürger vor dem separatistischen Terrorismus der PKK zu schützen. Die Lösung der Kurdenfrage könne aber lediglich eine politische sein. Zur Demokratisierung in der Türkei vermerkte die offizielle Erklärung, die EU habe mit Interesse die Vorschläge der türkischen Regierung für eine Amnestie der politischen Häftlinge und für eine

Verfassungsreform vernommen und hoffe, dass die türkische Regierung ihre Reformversprechen verwirklichen werde. Interessanterweise verlas Juppé die offizielle Erklärung der EU, noch bevor die EU-Troika die türkische Regierungschefin Tansu Ciller hatte treffen können.

#### Drohungen des irakischen Botschafters

Inzwischen mehren sich die Reaktionen auf die türkische Operation im Nordirak. Nach dreitägigem, hartnäckigem Schweigen hat am späten Mittwohabend Bagdad den türkischen Vorstoss als «Angriff auf die Souveränität und territoriale Einheit des Iraks» verurteilt. Bagdad forderte die türkische Regierung auf, ihre Grossoffensive im Nordirak sofort zu beenden. Andernfalls könnte die Türkei ihr blaues Wunder erleben, drohte der irakische Botschafter in Ankara. Besonders besorgt zeigte sich am Donnerstag auch Russland. Die Türkei solle darauf achten, das Mächtigkeitsgleichgewicht in dieser unruhigen Region nicht zu stören, hiess es aus Moskau. Moskau rief Ankara zu einem raschen Rückzug seiner Truppen aus dem Nordirak auf.

In Diyarbakir hat der Pressesprecher der türkischen Armee am Donnerstag während der nun täglichen Pressekonferenz den Verlauf der Offensive als erfolgreich bezeichnet. Laut seinen Ausführungen haben am Donnerstag morgen Kampfflugzeuge aus Diyarbakir, Batman und Malatya das gebirgige Gebiet des Nordiraks nochmals bombardiert. Seit Beginn der Operation seien insgesamt 113 Freischärler der PKK und 13 türkische Soldaten ums Leben gekommen. Journalisten, die in die nordirakische Stadt Zakho vorge lassen wurden, meldeten, dass am Donnerstag neue Konvois türkischer Militärlastwagen in der Stadt eingetroffen seien. Für die Bevölkerung in Zakho sei dies ein Zeichen dafür, dass die türkische Armee das Gebiet nicht so schnell verlassen werde.

#### Bern besorgt

*Bern, 23. März. (sda)* Die Schweiz verfolgt die türkische Militäroperation mit Besorgnis. Wie das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten am Donnerstag mitteilte, ist die Schweiz der Meinung, dass eine Lösung der Kurdenfrage nur durch den Dialog zu erreichen sei – dies setze den Verzicht auf jede Form der Gewalt voraus. Die Schweiz hoffe, dass die Operation schnell beendet werde, und erwarte von der Türkei die Respektierung der Prinzipien des humanitären Völkerrechts.

## Washington im Dilemma gegenüber Ankara

### Scharfe Kritik im Kongress an der Intervention im Nordirak

Während die Administration Clinton grundsätzliches Verständnis für die türkische Militärintervention im Nordirak bekundet, ist aus dem Kongress geharnischte Kritik laut geworden. Washington wird bei dieser Aktion eines Nato-Alliierten mit widersprüchlichen Interessen konfrontiert, bei denen realpolitische Erwägungen den Ausschlag geben.

R. M. Washington, 23. März

Die Administration Clinton ist offenbar von der türkischen Regierung im voraus über den geballten militärischen Vorstoss im Nordirak zur Vernichtung von Lagern der PKK-Freischärler informiert worden. Auch wenn dem State Department die Sache spürbare Bauchschmerzen verursacht, hat das offizielle Washington sich zu einer Erklärung durchgerungen, die das türkische Vorgehen zumindest im legalistischen Sinne unterstützt. Nach dieser Interpretation ist die massive Operation völkerrechtlich gerechtfertigt, weil es sich um einen Akt der Selbstverteidigung gegen die terroristische kurdische PKK-Organisation handelt, die von fremdem Territorium aus gegen die Türkei agiert. Staatssekretär Christopher hat aber die türkische Regierung ebenfalls aufgefordert, die Intervention möglichst schnell zu beenden und zivile Opfer zu vermeiden.

### Völkermord an den Kurden?

Im Kongress dagegen haben einige Stimmen das Vorgehen der türkischen Armee scharf verurteilt. Der Vorsitzende der Gruppe für Menschenrechtsfragen im Repräsentantenhaus, der Republikaner Edward Porter, warf der türkischen Regierung vor, unter dem Deckmantel der Terrorismusbekämpfung einen Genozid gegen die Kurden im Nordirak zu unternehmen. Der Abgeordnete äusserte seine schwere Kritik nach einem Gespräch seiner Arbeitsgruppe mit Danielle Mitterrand, der Frau des französischen Präsidenten. Frau Mitterrand setzt sich seit langem für die Interessen der Kurden ein. Ihr Treffen mit dem Kongressabgeordneten Porter hängt offenbar auch mit dem Umstand zusammen, dass dessen Frau gemeinsam mit Frau Mitterrand die Kurden im Nordirak besucht und mit ihr einen Bericht über deren Notlage verfasst hat.

Die härteste Kritik gegen die türkische Grossoperation hat in Washington bisher der republikanische Vorsitzende des Bankenausschusses im Senat, d'Amato, formuliert. Der ebenso streitbare wie umstrittene New Yorker Senator hat in dieser Woche einen Gesetzesvorschlag eingebracht, der die Fortsetzung amerikanischer Militärhilfe an Ankara von konkreten Verbesserungen der dortigen Menschenrechtssituation abhängig macht. In einer Erklärung behauptete der Senator, die Türkei werde von einer «Gruppe von Gewalttätern» beherrscht, die die Menschenrechte der eigenen Bevölkerung und diejenigen seiner Nachbarn systematisch verletze.

### Realpolitik

Solche einseitigen Verurteilungen entsprechen kaum der Mehrheitsmeinung im Kongress. Das Argument, dass der türkische Eingriff im Nordirak der Bekämpfung einer Terrororganisation gilt, stösst in Amerika auch ausserhalb der Administration auf breiteres Verständnis. Dennoch liegt es auf der Hand, dass die öffentliche Rückendeckung der Administration für das Vorgehen Ankaras und der Verzicht auf eine dezidiertere Betonung humanitärer Vorbehalte auch mit sehr realpolitischen Interessen zu tun haben. Die Türkei dringt seit längerem auf die Aufhebung des Uno-Embargos gegen den Irak, unter dem sie wirtschaftlich ebenfalls zu leiden hat. Es ist gut vorstellbar, dass Washington sich von seiner Solidarität mit einer völkerrechtlich umstrittenen

Aktion seines Nato-Verbündeten im Gegenzug von Ankara eine gewisse Zurückhaltung in der Embargo-Frage verspricht. Dass diese verständnisvolle Haltung der Administration aber gleichzeitig mit der kritischeren Einstellung westeuropäischer Partner kollidiert, gehört mit zu den vielen Widersprüchlichkeiten des türkischen Eingreifens in einem Gebiet, über das die USA und andere Nato-Mitglieder nach wie vor einen schützenden Luftschirm ausbreiten.

## Türkische Truppen besetzen Ortschaften im Nordirak

*Dohuk, 23. März. (ap)* Die türkischen Truppen haben am Donnerstag ihren Vormarsch im Irak fortgesetzt und dabei mehrere Ortschaften und die Stadt Zakho besetzt. In einem rund 45 Kilometer breiten Streifen im Nordirak dauerten die Luftangriffe an, an mehreren Orten wurde gekämpft. Das Flüchtlingshilfswerk der Vereinten Nation (UNHCR) äusserte sich besorgt über die Lage von türkisch-kurdischen Flüchtlingen, die im Irak Zuflucht gefunden hatten. Die Menschen seien so verängstigt, dass sie sich nicht trauten, ihre Häuser zu verlassen, sagte ein Vertreter des UNHCR in Dohuk. Rund 13 000 türkische Kurden seien vor etwa einem Jahr geflohen, nachdem die Armee sie gezwungen habe, ihre Dörfer zu verlassen, die sie dann teilweise zerstört habe. 9000 Flüchtlinge leben in zwei UNHCR-Lagern in Atrush, 4000 in Dörfern rund um Zakho. Türkische Truppen errichteten dort am Donnerstag eine Kommandozentrale zur Koordination des weiteren Vormarschs. Der UNHCR-Vertreter sagte, etwa 200 kurdische Familien der Stadt hätten darum gebeten, in die Lager in Atrush gebracht zu werden. Doch sei es schwierig, die Verbindung zu diesen Familien aufrechtzuerhalten.

### Bericht über zivile Opfer

Obwohl Ministerpräsidentin Tansu Ciller versicherte, dass sich der Grosseinsatz der türkischen Armee nicht gegen die kurdische Zivilbevölkerung und nur gegen Guerillas der verbotenen Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) richte, bestätigte das UNHCR, dass auch Dörfer irakischer Kurden angegriffen worden seien. Ein fünfjähriges Mädchen sei bei einem Bombenangriff getötet worden. Auch seien irakische Kurden von der türkischen Armee festgenommen worden. Im Dorf Dakarian hätten die türkischen Soldaten Häuser durchsucht und Waffen beschlagnahmt, die Mitgliedern der Demokratischen Partei Kurdistans (KDP), einer irakischen Oppositionspartei, gehörten. Türkische Soldaten seien mit einem Panzer in sein Haus gefahren, sagte ein Bewohner von Dakarian. Im Gebiet um Zakho übernahm die türkische Armee alle von der KDP gehaltenen Kontrollpunkte. Nach türkischen Angaben sind beim Einsatz im Irak bisher 13 Soldaten und mehr als 200 PKK-Guerillas getötet worden. Ein Militärsprecher erklärte, die türkische Armee werde möglicherweise noch bis zum Ende des Sommers in der von den Vereinten Nationen zum Schutzgebiet erklärten Zone im Nordirak bleiben. Flugzeuge einer von den USA geführten Allianz nahmen am Donnerstag ihre nach dem türkischen Einmarsch unterbrochenen Kontrollflüge über der Schutzzone wieder auf, mit denen Angriffe des Iraks auf die Kurden verhindert werden sollen.

# A Little Mideast War Tests Turkey

By Sami Kohen

Special to The Christian Science Monitor

ISTANBUL

**B**Y most standards, a war broke out in the Middle East this week.

But it was largely out of view, and because it was launched by a NATO member and a budding European Union partner, few leaders in the West were very much bothered by it.

Rather, the most intense debate was in Turkey itself. Leaders here are debating how long 35,000 Turkish troops, dispatched to northern Iraq on Monday, should continue to fight a terrorist group and destroy its home bases near civilian centers.

Prime Minister Tansu Ciller vows Turkey will finish off the Kurdish Worker's Party (PKK), a Marxist-oriented militant group seeking a Kurd homeland, before considering any political settlement to the decade-long problem. But she has not spelled out what a political settlement might entail.

The invasion in Iraq began after PKK guerrillas killed 18 Turkish soldiers last weekend. Combined air and ground forces pushed 25 miles into Iraq attacking PKK camps used to stage assaults on Turkey. Turkey claims 200 of the estimated 2,500 PKK rebels have been killed, and 13 Turkish soldiers have died so far.

Human rights and refugee groups criticized Turkey for possibly hitting Kurdish refugees in the area. "The vast majority of Kurdish refugees from Turkey [4,500] in those areas are women and children," says Ruth Marshall, spokeswoman for the United Nations High Commissioner for Refugees in Geneva.

"The Turkish government has given us assurances no civilians will be harmed, but that's a very difficult distinction to make," Ms. Marshall says. "We've had local [Kurdish] officials and international charities report to us quite strong allegations that the Turkish military has been taking people back over the border. We have no idea if those people are rebels or are civilian refugees."

PKK guerrillas have waged a 10-year-long war on Turkey's government for a separate Kurdish state in southeastern Turkey. Nearly 15,000 have been killed so far, government officials say.

## Homeless Kurds

The Kurdish people are spread over Iraq, Iran, Syria, and Turkey, having missed out on getting their own homeland after the Ottoman Empire was carved up after World War I. Turkey is home to

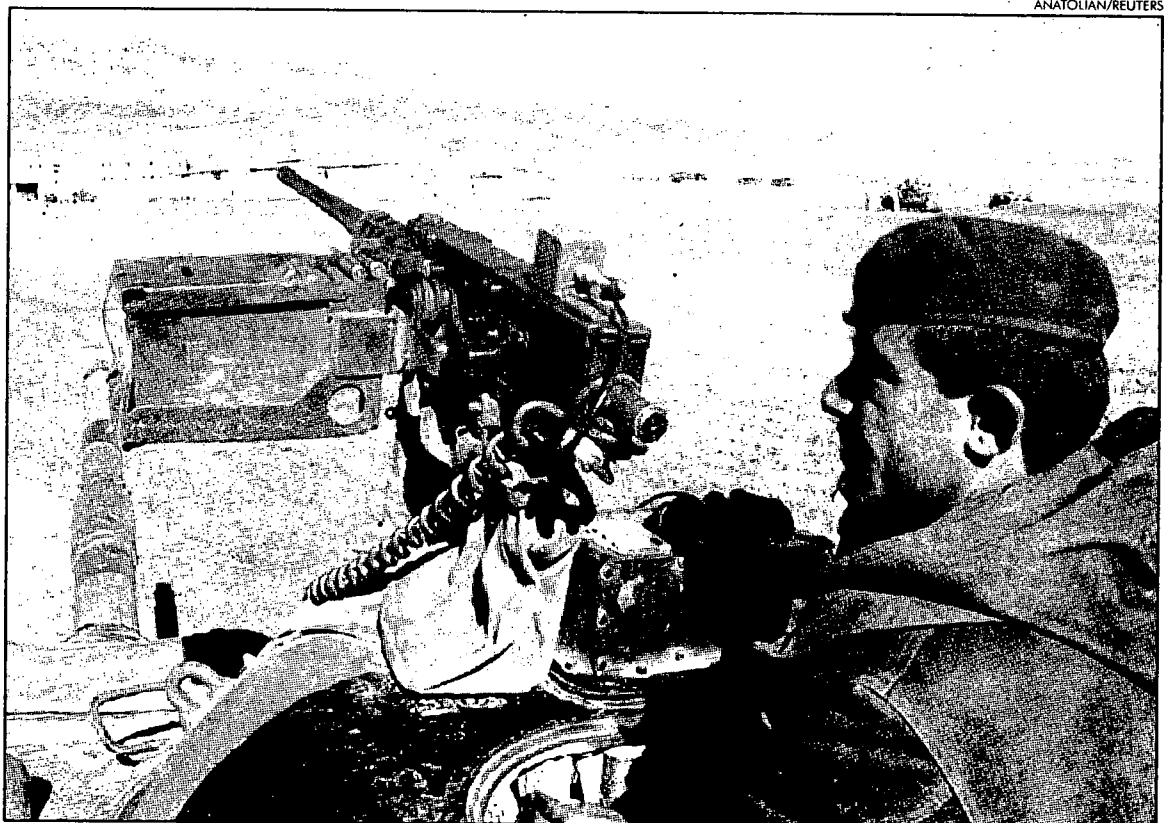
And public discussion of these issues is forbidden. In December, eight Kurdish members of parliament were imprisoned for speaking out on behalf of Kurds.

The Ciller government has promised reforms that would make free discussion of the Kurdish issue legal, but no such legislation has been enacted.

Monday's Turkish advance on PKK bases was inside the United Nations zone set up in 1991 to protect Iraqi Kurds from Presi-

THE CHRISTIAN  
SCIENCE MONITOR

Friday, March 24, 1995



**OUT OF TURKEY:** Turkish tanks roll behind 35,000 troops into the mountainous northern Iraq region, where Kurdish rebels have waged a war on Turkey for a separate Kurd homeland in Turkey's southeastern provinces.

about 12 million Kurds - one-fifth of its total population. Since the Republic of Turkey was founded in 1923, it has attempted to assimilate its Kurdish population.

The Kurds in Turkey are considered to have equal rights. But their separate identity is denied. Kurdish remains their spoken language, but its use in schools and the media is forbidden.

dent Saddam Hussein after the Gulf war. The area - 120 miles wide and 25 miles deep - is patrolled by United States, British, and French air forces.

In 1992 Turkey launched an operation inside northern Iraq to destroy PKK camps there. Turkey then negotiated a deal with the Iraqi Kurdish leadership, who agreed to prevent the PKK from



operating on their territory. In return, Turkey agreed to support them economically.

But earlier this year, the Iraqi Kurdish leadership split and became involved in their own internal struggle. The split provided a safe place for the PKK to launch attacks, Turkish officials say. Some Turkish politicians and Western diplomats say this week's attack is also retaliation against Iraqi Kurds for breaking their agreement.

### Both sides abuse

In the past, Turkey's forces have in some cases been brutal in their fight against the PKK. They have bulldozed villages suspected of hiding PKK members. Indiscriminate or unjust arrests have been made, and torture has been applied during interrogations.

"The thing about this operation," says Jeri Laber, senior adviser to New York-based Human Rights Watch, "is the military assumes that any Kurd living in southeastern Turkey is by definition a supporter of the PKK."

But she goes on to say the PKK is equally guilty for perpetrating abuses. "This is not a good-guy, bad-guy situation. The good guys are the Kurdish civilians who are caught in the middle between PKK abuses and the crackdown by the Turkish military."

About 200,000 government troops are normally deployed in southeastern Turkey, and the government spends about \$7 billion annually (which is equal to one-third of its export-derived income) fighting the PKK insurgency, with little success.

"In the past, we have conducted some operations against PKK camps," says Defense Minister Mehmet Golhan. "But a month or two later, the terrorists were

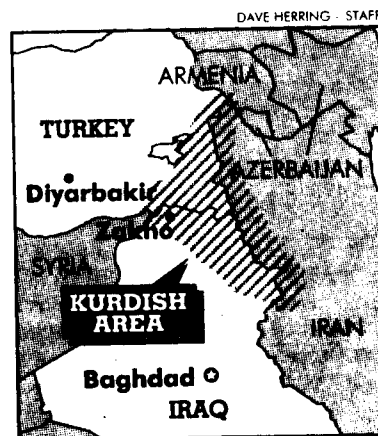
back. This time ... the operation is much larger. And this will probably last longer."

The government faces pressures from two camps on where the operations goes from here.

Many military strategists and politicians want a continued military presence in Iraq until the PKK is neutralized. Others, such as the government's coalition partner Republican People's Party (CHP) and the main opposition Motherland Party, say Turkey's interests will be better served by a quick withdrawal.

Bulent Ecevit, former prime minister and now leader of the opposition Democratic Left Party, urged the government to keep the troops in Iraq. "This is an opportunity that should not be wasted," he said. "If our troops are pulled back immediately, the PKK will re-establish their bases there. It is better that they stay to control the area, until Iraq's territorial integrity is fully restored."

But Hikmet Cetin, leader of the CHP, has warned that if forces are not pulled back quickly, Turkey's



relations with the EU and allies will suffer.

Foreign ministers from France, Germany, and Spain ar-

rived in the capital Ankara yesterday for the first official contact between the EU and Turkey since the signing of the customs-union agreement earlier this month. They voiced their disapproval of the Turkish action.

"The Turkish armed forces must withdraw from northern Iraq," German Foreign Minister Klaus Kinkel said yesterday.

"If it stays in the region for a long time, the approval of the European Parliament for the customs union will become more difficult," he added.

The EU has already pressured Turkey to improve its human rights record and fully democratize its government. And the customs-union agreement still needs a stamp of approval from the European Parliament.

### Scope of operation

In Washington, White House Press Secretary Mike McCurry said President Clinton urged Ms. Ciller that "the scope and duration of the operation be as limited as possible."

"We are aware of the world's sensitivity," a Ciller aide says. "But the world also must understand that the source of terrorism in northern Iraq has to be eradicated. This time we shall carry on till the end."

Ciller has repeatedly said that "a non-military solution" - as advocated by the Western allies - cannot be considered before "terrorism is completely crushed."

Offers for a cease-fire and dialogue made by PKK leader Abdullah Ocalan - who lives in exile in Syria - have always been flatly rejected. The view of the present and past governments has been that "you do not negotiate with criminals."

# EU-Troika meetings focus on northern Iraq

Ankara highlights authority vacuum in region and asks EU to recommend means to enhance Turkey's security interests there

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The foreign ministers of three key European Union members, in high-level face-to-face talks with Turkish officials in Ankara on Thursday, expressed serious concern to Turkey over its operation against separatist Kurdish camps in northern Iraq and the fate of civilians in the region and called for an early end to the operation.

Ankara for its part responded by indicating that the end of the Gulf War had left an authority vacuum in this region which was working to Turkey's disadvantage by endangering its security and necessitating this kind of action by the Turkish armed forces. Indicating that the current arrangement by the West vis-a-vis northern Iraq did nothing to enhance Turkey's security, Ankara also asked the EU to recommend means whereby this security could be provided, thus relieving the Turkish armed forces of having to take such big and costly measures.

The foreign ministers of Germany, France and Spain arrived in Ankara on Thursday for a visit representing the EU's so-called "troika" which comprises the Union's past, present and next term presidents.

They were accompanied by the EU's commissioner in charge of foreign affairs, Hans Van den Broek.

The troika meeting was announced immediately after the conclusion of the Turkey-EU customs union accord on March 6 and was planned for the discussion of political and economic issues that would smooth the way for a rapid implementation of this accord.

But the scale of Turkey's incursion into Iraq and the mounting expressions of international concern over this operation made it inevitable that the EU foreign ministers should focus on this subject, according to diplomatic sources.

These sources said the talks by French Foreign Minister Alain Juppe, German Foreign

Minister Klaus Kinkel and Spanish Foreign Minister Javier Solana held with Turkish officials-focused to a large extent on the operation in northern Iraq and its potential effects on Ankara's ties with Europe.

Juppe was representing the current EU term president, while Kinkel and Solana were representing the former and the next term presidents respectively.

Addressing a joint press conference with Turkish Foreign Minister Murat Karayalçın after the talks, Juppe admitted that if a vote was to be taken tomorrow in the European Parliament on Turkey's custom union with the EU, it would not pass. Juppe added that despite their various concerns on the method and duration of Turkey's military operation they were pleased that Turkish officials they had met with had made it clear that Turkey would withdraw from northern Iraq as soon as it had completed its mission there.

Despite insistent questioning by journalists both Juppe and Karayalçın avoided making mention of a desired timetable for this withdrawal.

"But we are happy to see that Turkey wants to end this as soon as possible," Juppe said.

Seeking to clarify remarks attributed to him earlier which appeared to condemn Turkey, Juppe stressed that Ankara had the right to ensure its own security.

He added, however, that the EU was concerned over possible civilian losses and said that the Union was following developments closely.

These points expressed by Juppe were central to the concern expressed by all three ministers during their various contacts in Ankara.

These contacts, apart from talks with Foreign Minister Karayalçın, included meetings with Prime Minister Tansu Çiller and future Deputy Prime Minister Hikmet Çetin.

The key message transmitted by the ministers to Ankara was that the operation in

northern Iraq should be completed as soon as possible and that every precaution should be taken to secure the human rights of civilians caught between the Turkish Army and the PKK.

Highly placed official sources told the Turkish Daily News after the talks that Ankara's position concerning northern Iraq and the current operation centered on a few key factors. The first of these concerned the fact that if Turkey's current operation was being viewed as a "violation of Iraq's territorial integrity," then this violation had already taken place with Operation Provide Comfort.

Provide Comfort is the allied military initiative based in Turkey and begun after the Gulf war to protect the Kurds and other minorities in northern Iraq against Saddam Hussein's forces.

"There is an authority vacuum in northern Iraq which has not been overcome with the present arrangement introduced by the West for the region," Karayalçın reportedly told the EU ministers.

"There is no structure there that also serves our security interests which may be better served if Iraq exercised sovereign rights there," he is said to have indicated. Karayalçın is said to have added that if Baghdad was exercising sovereignty in northern Iraq then Turkey's present operation could be characterized as a violation of territorial integrity.

Karayalçın is then said to have "thrown the ball to the EU court" and to have asked the troika ministers what it is they suggested for the region that would enhance Turkey's security and make such large and costly operations as the present one unnecessary.

"Let us talk about the sources of disorder in the region and how we can overcome them in a manner that contributes to a lasting solution to the problem of Iraq," Karayalçın is reported as saying.

The Turkish foreign minister is said to have also underscored that Turkey was

opposed to an independent Kurdish entity in northern Iraq.

He is also said by sources informing the TDN to have underlined the fact that Ankara remains committed to the belief that there are UN resolutions that Baghdad has to comply with for a normalizing of Iraq's relations with the world. Two of the ministers, Kinkel and Solana, met with Republican Peoples' Party (CHP) leader Hikmet Çetin earlier in the day, who defended the necessity of holding the operation.

He assured both statesmen that Turkey was committed to the territorial integrity of Iraq.

"We want this area not only be Iraqi territory on paper but also in reality," Çetin said. "What Turkey wants is a solution to this problem that respects the territorial integrity of Iraq."

Çetin added that Turkey, although not a party to the Gulf War, had suffered a great deal from the consequences of it, the most serious of which was the power vacuum in northern Iraq that had resulted and which now threatened Turkey's security. "Any of you would have done the same," Çetin, a former foreign minister soon to be named deputy prime minister, told the two ministers whom he called "old friends."

Karayalçın also attended the meeting. German Foreign Minister Kinkel met with New Democracy Movement (YDH) leader Cem Boyner following his meeting with Hikmet Çetin.

During this meeting Kinkel concentrated mostly on Turkey's military operation in northern Iraq and its possible effects on Turkey.

Talking to journalists after meeting Kinkel, Boyner said the German foreign minister had stressed the need to complete the operation as soon as possible and to withdraw the military from northern Iraq.

He said there was no doubt about the legitimacy of the operation, adding that the con-

cerns from the West appeared to be centered on its duration and the fate of civilians. According to Boyner, Kinkel indicated that there were no pictures of civilian casualties to have reached the independent media and expressed his hope that this would remain so. "But if and when the first photographs are published in newspaper that shows harm to civilians, no one will be discussing the legitimacy of the operation any more but human rights," Kinkel said, according to Boyner.

Boyner added that while they were talking about the EU-Turkey custom union, the subject turned back to northern Iraq once again.

"I felt this operation will affect Turkey more than we can see from Turkey. Kinkel has contributed much to Turkey's concluding the custom union and he will continue to do so. But what we understand is this: He thinks the northern Iraq operation may weaken him in this respect" he added.

After this meeting Kinkel also met independent deputy Abdulmelik Firat who is of Kurdish origin and CHP executives Fehmi Isiklar, Halil Ibrahim Tutu and Atilla Hun.

It was reported that Turkey's operation in northern Iraq was the key subject during these meetings as well.

Kinkel was received by Prime Minister Tansu Çiller following these meetings. The foreign minister was also present during the German foreign minister's talks with Çiller.

After the meeting Kinkel told reporters that its operation in northern Iraq could badly harm Turkey's already battered international image.

"The moment the world sees the picture of the first civilian casualty in northern Iraq, things will become very difficult for Turkey," Kinkel said, repeating what he told Boyner earlier in the day.

Kinkel also indicated that the operation could harm the prospects for the customs union between the EU and Turkey. "The Turkish armed forces must withdraw from northern Iraq if it stays in the region for a long time the approval of the European Parliament for the customs union will become more difficult" he said.

"There is no clarity in international law about whether Turkey has the right to do this or not, but whatever the position of international law, Turkey must observe human rights and protect civilians," he added, indicating that Prime Minister Çiller had given assurances that the Turkish forces would withdraw from Iraq as soon as possible and that civilians would be safeguarded.

#### Other reactions in Europe

The troika ministers arrived in Turkey in the height of a rising chorus of dissension from various European Union countries.

Belgian Foreign Minister Frank

Vandenbroucke said Thursday "Belgium deplores this action. We cannot agree."

But he said the EU should not isolate Turkey. "The time has not come to take sanctions against Turkey," Vandenbroucke said in a radio interview Wednesday.

His Danish counterpart Niels Helveg Petersen said the Turkish incursion was "unacceptable" and expressed concern about the impact on relief work among refugees in the region. Britain too added its voice on Wednesday to international concern about Turkey's land and air operation in northern Iraq.

"We are watching the situation closely and with concern. We have made clear to the Turks our expectation that the principle of territorial integrity should be upheld and we have received assurances that this should be the case," a Foreign Office spokesman said.

"We have already emphasized to the Turks that they should be scrupulous in ensuring that no harm comes to noncombatants and there should be no interruption to normal relief efforts," the Foreign Office spokesman said.

But the Union as a whole held back from condemning the offensive.

"Today there is no official European Union position," EU foreign affairs spokesman Nico Wegter said Wednesday.

## Oslo bars arms sales to Turkey over Iraq raids

'We follow these regulations when we make it clear that possible requests for arms export licences to Turkey will not be granted due to the current situation'

*Turkish Daily News*

ANKARA- Faced with Oslo's decision to ban arms exports to Turkey because of Ankara's incursions into northern Iraq, Turkish officials declared that the decision would have little practical effect as Norway was already on Turkey's "red list." According to diplomatic sources, Norway was put on the so-called red list (or black list) of arms suppliers on Feb. 20, when its Parliament started debating a resolution to stop arms sales to Turkey.

The Foreign Ministry advises against the purchase of arms from countries in the red list, the most well-known of which is Switzerland.

Since Switzerland stopped military sales to Turkey first in 1991 and then after the 1992 Newroz events, Ankara placed Switzerland on the top of its red list, classifying it as an unreliable supplier. The Swiss embargo had raised a major reaction in Turkey, which had concluded an important deal with Switzerland for turrets and guns for the armored vehicles it produced in cooperation with the United States.

But no major arms deal is present between Turkey and Norway. Before Feb. 20, Norway was on the yellow list — which means that the Foreign Ministry would carefully

assess any arms deal with the country.

Since Norway is already on the red list and there are no arms contacts between the two countries, its declaration is irrelevant, according to Turkish diplomats.

Norway said on Wednesday it banned arms exports to NATO-member Turkey because of Ankara's attacks on separatist Kurds based in northern Iraq.

Norwegian firms require licences to export military arms and equipment and such permits would not be granted for sales to Turkey, the Trade Ministry said, although Trade Minister Grete Knudsen said the last such licence was granted in July 1994 and that no firms were currently seeking new licences.

Knudsen stressed that Norway had not changed its policy regarding military sales, since Norwegian law bars arms exports to countries at war or in warlike situations.

"We have not adjusted our stance. We have excellent regulations which also cover the situation we have today," Knudsen told the national news agency NTB.

"We follow these regulations when we make it clear that possible requests for arms export licences to Turkey will not be granted due to the current situation," she added.

# Iraq eventually denounces Turkish raid in N. Iraq

*"The reason for the problems threatening the security of Turkey and Iraq ... is the American interference in the affairs of the region." U.S., French and British warplanes guard a no-fly zone in northern Iraq to protect rebel Iraqi Kurds from possible attacks by Iraqi troops.*

Compiled by TDN staff from dispatches

ANKARA- Iraq on Wednesday denounced the Turkish incursion into northern Iraq to attack Kurdish guerrilla bases in the region, saying the raid violated its sovereignty.

A Foreign Ministry spokesman demanded the withdrawal of the troops and an end to "American interference" in the area, according to Reuters.

The statement was the first official comment on the attack by Turkish troops on bases of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq, now in its third day.

"Iraq considers this operation on Turkey's part as a violation of its sovereignty," the spokesman said.

He added: "The reason for the problems threatening the security of Turkey and Iraq ... is the American interference in the affairs of the region."

U.S., French and British warplanes guard a no-fly zone in northern Iraq to protect rebel Iraqi Kurds from possible attacks by Iraqi

troops. The spokesman said the United States was helping "in the creation of unnatural conditions leading to ... the suffering of our Kurdish people and the threatening of the security and stability of the two countries."

In a separate development, the wife of French President Francois Mitterrand and members of the U.S. Congress on Wednesday condemned Turkish attacks on Kurds in Iraq and called for international action to protect the Kurdish people. "I call on all governments to put an end to the suffering of a population that has suffered throughout history," Danielle Mitterrand told the Congressional Human Rights Caucus. She presented a report by the International Human Rights Federation and the Foundation France Libertes, which she heads, on human rights abuses against the Kurds.

Illinois Republican Congressman John Porter, the caucus chairman, said the United States should condemn the attacks and cut off aid to Turkey.

"We are standing with the Kurdish people in

support of human rights," added California Democrat Tom Lantos.

President Bill Clinton has said he understands Turkey's decision to attack bases of the PKK, which is trying to establish a separate state in southern Turkey. But U.S. officials urged Turkey not to harm civilians.

Ankara has told the United States the operation in Iraq would be of a limited duration and Turkish troops would respect human rights, Secretary of State Warren Christopher said. Meanwhile, The Red Cross appealed to the Turkish military on Wednesday to "spare civilians" during their offensive against rebels Kurds in Iraq.

The International Committee of the Red Cross issued a statement saying it was "deeply concerned" about civilians in combat areas.

"The ICRC appeals to the Turkish military and to all the parties involved to respect the international humanitarian law," said the Swiss-run organization that specializes in care for victims of conflict.

## Troops race to subdue PKK in N. Iraq as world reaction grows

Turkish Daily News

ANKARA- Turkish planes continued pounding Kurdistan Workers' Party (PKK) positions in northern Iraq for the fourth day running as the elite commando units backed by armor closed in on their camps.

A military spokesman said on Thursday the troops clashed with the hunted rebels in five places inside the wide operation zone and the fighting was continuing at three contact points. Since Monday, 128 rebels have been confirmed dead, while 14 Turkish troops have died and 19 have been injured, said Col. Doğu Silahçioğlu, the Turkish General Staff spokesman at the forward headquarters at Diyarbakır, southeastern Turkey. He said the fig-

ure for the rebel losses was arrived at after the bodies were collected and identified.

There were no "terrorists" captured alive or wounded, Silahçioğlu noted.

He said the units engaged in "Operation Steel" were reporting that the PKK militants, split into small groups, were trying to flee from the operation zone.

Air force jets on Thursday took off from the Diyarbakır air base for fresh bombing sorties, joined by Cobra and Sikorsky helicopters from Şemdinli, 350 kilometers further east, the Anatolia news agency said.

The agency said the planes flew 10 sorties against the rebel targets in the

massive crossborder push, dubbed "Operation Steel."

About 35,000 troops crossed the border early Monday to trap and annihilate the PKK rebels entrenched along a strip of land in the Western-protected Kurdish enclave in northern Iraq. The troops, backed by jets, tanks, APCs and artillery penetrated 40 kilometers into Iraq in pursuit of the rebels who have been waging a separatist war in southeastern Turkey which since 1984 has claimed 15,000 lives.

But the bulk of the PKK rebels, alerted to the Turkish army's intentions by weeks of visible preparations, were said to have slipped either into Iran, crossed back into Turkey or withdrawn to inaccessible hideouts in the mountains.

Briefing reporters in Diyarbakır on the progress of the operation, Silahçioğlu said the troops in Sector 1 in the west near the border town of Zakho had cut off the escape routes of the rebels and had levelled the Bersivi and Batufa camps and destroyed the equipment and ammunition stored there. In Sector 2, the troops had entered the Methina camp and rendered it useless, the spokesman said, adding that clashes were going on at three points in this area. Thursday's air

FRIDAY, MARCH 24, 1995

Turkish Daily News

strikes had been conducted in Sector 3, including Mezi, Karyadari and Basyan and the jets completely destroyed their targets, Silahçıoğlu said.

Finally in Sector 4, the rugged Khwakurk area covered with two meters of snow, the special troops were combing the rugged terrain for the rebels, the spokesman added.

He dismissed speculations that Turkey would establish a buffer zone in northern Iraq to keep the PKK away from the country's borders.

Such a security belt was proposed Thursday by Bülent Ecevit, the leader of the opposition Democratic Left Party (DSP) and a former prime minister, who urged the establishment of a belt extending from the border to an easily-defendable line on Iraqi soil.

"Our forces will be pulled back. We can set up the security belt on the border on our own soil," Silahçıoğlu said. He similarly dismissed reports that the troops would also destroy several Iraqi missile ramps, saying the operation was confined to the border area and was strictly directed against the terrorists.

Turkish officials estimated the rebel strength across the border to be between 2,400 or 2,800 before the operation. Lt. Gen. Hasan Kundakçı, in overall charge of the operation led by 13 generals, on Wednesday said the rebels were fleeing in panic and all of their 12 bases would have been captured by Friday.

The incursion has raised concerns abroad over Iraqi national sovereignty and the fate of Iraqi Kurdish civilians and Kurdish refugees from the

separatist conflict in Turkey.

Breaking its silence, the Baghdad government on Wednesday condemned the Turkish incursion. Norway clamped an arms embargo on Turkey because of the crossborder operation.

Some of the Western worries were loudly expressed at talks on Thursday between Turkish leaders and the foreign ministers of Germany, France and Spain, the European Union's "troika." Criticism of the incursion from French Foreign Minister Alain Juppe and his German counterpart, Klaus Kinkel, has dampened Turkey's long-held ambitions to get closer to the EU. Kinkel said Turkey's right to send its troops across its borders was open to question and said it could affect Turkey's final customs integration with the EU and harm its international image.

But The Turkish officials, who have said the troops will stay in northern Iraq until they achieve their objectives, elicited a milder reaction from Washington, with U.S. President Bill Clinton expressing understanding to Prime Minister Tansu Çiller who phoned him Monday, for Turkey's efforts to deal effectively with terrorism. But U.S. Secretary of State Warren Christopher and Defense Secretary William Perry later urged Ankara to take utmost care to avoid harming the civilians and withdraw quickly. An Iraqi Kurdish group said a small girl was killed Monday in an outlying village when the Turkish jets bombed the PKK camp at Bote near the Iraqi Kurdish town of Rania.

There were no reports of any other civilian

losses so far, Iraqi Kurdish spokesmen said.

Turkey has denied any civilian casualties and dismissed accusations that it was forcefully transporting many of the nearly 13,000 Turkish Kurdish refugees inside northern Iraq back to Turkey.

Military officials told reporters, however, that "the refugees were appealing themselves to be taken back to Turkey." Meanwhile, Turkey on Thursday set up a "security coordination center" in the northern Iraqi town of Zakho near the Turkish border to coordinate distribution of humanitarian aid to civilians in the region and to respond to their other needs, officials said.

Foreign Ministry official Müfit Özdeş heads the mission in which some military authorities also take part, they said. "Turkey has pledged to ensure the safety of civilians. And the new coordination center in Zakho will work for the well-being of those civilians," one Foreign Ministry official said. The Turkish units were searching the settlements suspected of harboring PKK militants and were making identity checks, said Safeen Dizayee, the Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP) told the Turkish Daily News. "They detained 11 people so far, three with Turkish passports," Dizayee said, adding that the searches had been conducted at Derkar and Bersivi near Zakho.

Dizayee confirmed that Turkey had seized caches of arms and ammunition at the PKK camps but said the rebels were offering little resistance.

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

FRS0337 4 I 0240 IRK /AFP-OQ11

Turquie-Kurdes-Irak

Un civil kurde irakien tué et deux blessés par l'armée turque

SALAHEDDINE (Irak), 25 mars (AFP) - Un civil kurde irakien a été tué samedi et deux autres blessés lors de bombardements de l'armée turque sur un village du nord de l'Irak, a annoncé l'opposition irakienne.

Dans un communiqué, le Congrès national irakien (CNI, coalition d'opposition au régime du président Saddam Hussein) a précisé que "l'armée turque poursuit le bombardement des villages irakiens", notamment Kashan, près de la ville de Zakho, où les tirs ont fait un mort et deux blessés.

"Les tanks turcs avançaient samedi en direction des villages de Khawash, Mitas, Mezho et Armasht afin d'y mener des perquisitions", a ajouté le communiqué.

Selon le CNI, "des combats opposent l'armée turque" aux militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes), mais les formations kurdes irakiennes ne sont pas impliquées dans les affrontements.

(A Ankara, la télévision d'Etat a affirmé samedi que 168 rebelles du PKK avaient été tués depuis le début lundi de l'opération de l'armée turque en Irak du nord, contre 16 morts et 66 blessés côté turc).

Environ 35.000 soldats, appuyés par des blindés, de l'artillerie et de l'aviation, mènent une opération sur un front de 220 km de largeur et de 40 km de profondeur du côté irakien de la frontière, que les séparatistes kurdes turcs utilisaient comme base arrière.

at/jhd/lb

AFP /JO0245/251531

MAR 95

InfoMatin - 24-25 mars 1995

# L'armée turque ratisse sa "zone de sécurité" dans le Kurdistan irakien

■ Bagdad a réclamé le retrait des forces turques qui ont pénétré sur 40 km à l'intérieur de « son » Kurdistan pour y réduire la résistance du PKK à la politique turque d'assimilation.

Quatrième jour de l'opération sans précédent de l'armée turque dans le nord de l'Irak. L'aviation et l'artillerie ont une nouvelle fois bombardé hier les positions kurdes, prélude à une offensive terrestre destinée à neutraliser les forces séparatistes. Selon un porte-parole militaire turc, les unités au sol – 35 000 soldats ont été engagés – s'apprêtaient à faire mouvement vers des bases présumées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Toutefois, pour la plupart des experts militaires occidentaux, cette opération, qui a débuté lundi, n'aura pas les effets escomptés, car la majeure partie des combattants kurdes, estimés à quelque 2 500 hommes, avait eu vent de l'attaque et ont déserté la zone.

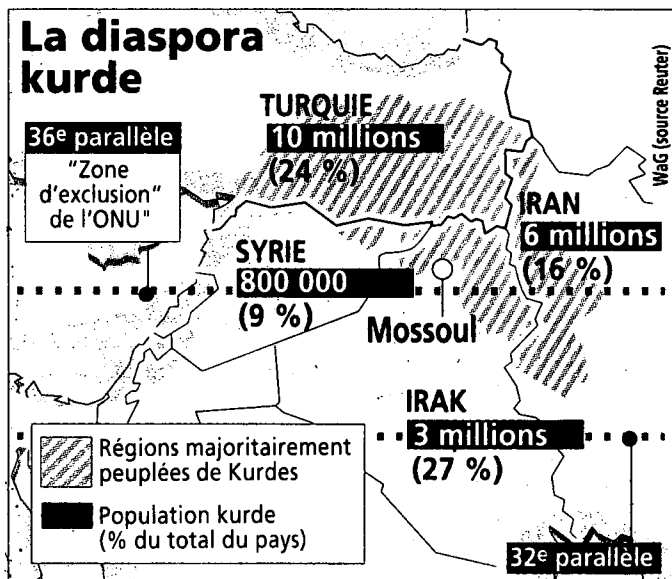
Soucieux d'éviter le contact en Irak, les Kurdes ne sont pas en revanche restés inactifs en Turquie même. Selon des responsables turcs de la sécurité, des rebelles ont pris en embuscade un convoi militaire dans les montagnes de Turquie orientale, dans l'espoir de détourner quelque peu l'armée de son offensive irakienne. Le week-end dernier, le PKK avait abattu 18 soldats dans l'embuscade d'un autre convoi militaire à Tunceli.

Après un long silence, Bagdad a dénoncé cette offensive, qualifiée de « violation de sa souveraineté » et a exigé le retrait des forces turques du nord de son territoire, dont le contrôle lui échappe totalement depuis la guerre du Golfe. Profitant de la défaite de l'armée irakienne,

les Kurdes d'Irak s'étaient rebellés en mars 1991. Une rébellion matée par les forces de Saddam Hussein qui avait provoqué un exode massif et télévisé dans les montagnes. Cela avait conduit les Occidentaux à organiser une protection du Kurdistan irakien, notamment une zone d'exclusion aérienne établie au nord du 32<sup>e</sup> parallèle. Depuis que l'armée irakienne ne peut plus pénétrer dans ce secteur.

Les Kurdes de Turquie, qui, depuis trois ans, répondent par la guérilla à la répression anti-Kurdes menée depuis toujours par la Turquie, se sont bien sûr installés dans cette zone qui constitue leur base arrière. Le représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, l'une des deux principales formations kurdes d'Irak, a déclaré n'avoir reçu aucune information indiquant que la population civile aurait été touchée par l'offensive. Il a toutefois ajouté que les troupes turques effectuaient des fouilles dans les maisons, à la recherche de militants du PKK.

Outre le départ des forces turques, le gouvernement irakien a également réclamé un retrait des forces « américaines et britanniques » chargées, avec la participation de la France, de surveiller la zone d'interdiction de vol. Il a imputé aux Etats-Unis la responsabilité de ces événements. Washington, en tout cas, a dit « comprendre » l'incursion d'Ankara contre les « terroristes » kurdes. Alors que plusieurs pays européens, dont la France, font part de leur « préoccupation »... S. F.



# Kurdish civilians flee Turks' attack

**FROM PATRICK COCKBURN in Ankara**

Turkey, promising to withdraw from northern Iraq in a few weeks, is trying to show that the foray of 35,000 troops across the border has seriously damaged bases and supply lines of the Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas. Iraqi Kurdish leaders say there has been little fighting and that armed men held by Turkish forces as PKK fighters are villagers who usually carry guns for protection.

Ankara insists it has precise information. "Our intelligence services know where their camps are and our bombing raids are directed at supply depots," said Murat Ersavci, adviser to the Prime Minister, Tansu Ciller. But a military spokesman said no rebels had been captured alive, though the army contends that more than 128 have been killed, 33 of whom died yesterday, with 14 Turkish soldiers.

A UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) spokesman, Rupert Colville, said it was deeply concerned over the rights of Kurds in areas of northern Iraq occupied by Turkish troops. Hundreds of refugees had fled the northern Iraqi city of Zakho - in the zone held by the Turkish army - to camps farther south near Atrush, where 9,000 people were crowded.

Reporters in Dergale, northern Iraq, said Turkish planes bombed three Kurdish mountain villages 30km south of the Turkish border, destroying homes.

A Turkish Foreign Ministry spokesman, Ferhat Ataman, denied reports that troops were looting and destroying Kurdish villages. He and Mrs Ciller said separately that the intervention was designed only "to fill the power-vacuum" in northern Iraq. In the face of mounting

world reaction, notably from the European Union, Turkey has yet to say when it will withdraw. Diplomats in Ankara said they expected the Turks to be out by the middle of next month.

Turkey's ambassador to Britain, Candemir Onhon, warned journalists in London yesterday against seeking a timetable for withdrawal. "The aim [of the operation] is the annihilation of the PKK," he said. "Immediately after the aim is reached, Turkish security forces will withdraw. It is dangerous to predict how long it will take. It is to Turkey's advantage to keep this as short time as possible."

Hoshiyar Zebari, a spokesman for the Kurdish Democratic Party, the largest Iraqi Kurdish organisation, said that in a housing complex outside Zakho "all able-bodied men were separated from the others and those with weapons arrested". In this area everyone was armed, so the detentions were purely for the television cameras.

Independent observers believe the PKK inside Turkey has been badly hit but they warned that it could shift its attacks to the cities.

Mr Ersavci, insisting the PKK was close to defeat, said: "We have almost finished them in Turkey." He believed that wrecking the guerrillas' logistics - aerial photographs showed the PKK had medium-heavy weapons like anti-aircraft guns - would prevent them from regrouping for at least six months.

The media supports the intervention: overt opposition to the government's policy of repressing all signs of Kurdish separatism led in the past to charges of treason.

Mr Ersavci said Ms Ciller would nevertheless press on with "a partial amnesty for writers and other people who are in jail because of the military anti-terrorist laws". A motive for the

THE INDEPENDENT •

SATURDAY 25 MARCH 1995

intervention is to show Ms Ciller can be tough and decisive. It has pushed into the background controversy over the death of more than 15 people belonging to the Alawite minority in rioting in Istanbul a fortnight ago.

And it underlines the government is doing something about the war with Kurds in south-east Turkey in which at least 15,000 people have died since 1984. It has also sent a number of messages to Turkey's neighbours.

Hassan Jamal, a correspondent on *Sabah* newspaper with specialist knowledge of the area where fighting is going on, said Turkey was "telling the Iraqi Kurds that they cannot form a Kurdish state or provide a haven for the PKK". Ankara may also be sending a message to Washington that if it wants to keep an embargo on Iraq, the price of co-operation is American acquiescence in Turkish military intervention in northern Iraq.

Yesterday the US Secretary of State, Warren Christopher, said that Washington would monitor the attack on a daily basis in order to ensure that Ankara lived up to promises to respect human rights.

## Kämpfe zwischen Kurden und Saddams Truppen

### Erfolgsmeldungen Jalal Talabanis aus der Gegend von Kirkuk

Während die türkischen Invasionstruppen im Norden der autonomen kurdischen Zone vorrücken, finden im Süden des Gebietes Kämpfe zwischen kurdischen Freischärlern und irakischen Regierungstruppen statt. Die Kurden unter Jalal Talabani melden Erfolge bei Ge-  
schichten im Gebiet von Kirkuk. Schliesslich werden Angriffe der schiitischen Rebellen in den  
Sumpfen im Süden des Iraks gemeldet, wobei es eine Zusammenarbeit mit den kurdischen  
Aufständischen zu geben scheint.

vk. Limassol,  
24. März

Nicht nur im nördlichen Teil des Nordiraks, wo türkische Invasionstruppen die PKK massiv angreifen, sondern auch im Süden der autonomen kurdischen Zone spielen sich Kämpfe ab, und zwar schon seit drei Wochen. Ein dritter Konflikt läuft zwischen den beiden Kurdenführern Barzani und Talabani ab, er ist jedoch etwas abgeflaut. Im Süden sind vor allem die Milizen von Jalal Talabanis Patriotischer Union Kurdistans (PUK), unterstützt von Einheiten der Widerstandskoalition Irakischer Nationalkongress (INC), in der Gegend von Kirkuk mehrfach gegen Stützpunkte der irakischen Regierungskräfte angerannt; sie meldeten mehrere Erfolge.

#### Eher passive Regierungstruppen

Nach einem ersten INC-Bericht vom 5. März griff der Widerstand Armeestellungen in einem Umkreis von 20 bis 30 Kilometern von der Stadt Kirkuk an. Am 20. und 23. März meldete der INC einen Sieg über irakische Truppen südöstlich und dann nordöstlich dieser Stadt;

über 200 Offiziere und Soldaten sollen übergelau-  
fen und zahlreiche leichte bis mittelschwere Waf-  
fen erbeutet worden sein. In der umkämpften  
Gegend geht das kurdische Bergland allmählich  
in die Ebene von Tigris und Euphrat über. Kirkuk  
ist wegen seiner Erdölfelder ein wichtiges Zen-  
trum der Regierungstreitkräfte. Keine unabhän-  
gige Stelle bestätigt die kurdischen Erfolgs-  
berichte; Barzani stuft sie mit dem Kommentar  
herab, es seien die üblichen Scharmützel, die seit  
dem Kurdenaufstand von 1991 immer wieder  
vorkämen. Es ist anzunehmen, dass bei Tag und  
im offenen Gelände die Truppen Saddam Hus-  
seins mit ihren schweren Waffen die Kontrolle je-  
weils wiederherstellen können.



Türkische Soldaten im Nordirak. (Bild Reuter)

#### Deutliche Warnung Ankaras

Die Türkei schätzt die Situation als ernst ein; Mitte März erklärte der Sprecher des Ausussenmin-  
steriums in Ankara, die Kurden bereiteten offen-  
sichtlich einen Angriff auf Kirkuk vor. Das könne  
die Türkei auf keinen Fall akzeptieren, weil es die  
territoriale Einheit des Iraks in Frage stellte. Der  
Entschluss zum Grosseinmarsch am 20. März bei  
Zakho hat wohl mit dieser Sorge zu tun. Es stellt  
sich die Frage, weshalb Talabani sich im Süden  
vorwagt, wo doch sein Rücken nicht gedeckt ist.  
Barzani nützte prompt die Situation aus, um die  
PUK-Kämpfer aus Penjwin zu vertreiben, wo sich



ein Grenzübergang zu Iran befindet; den Kampf gegen Saddam unterstützte er nicht.

Nach Darstellung der schiitischen Opposition hat der Chef des INC, Ahmed Jalabi, ohne überhaupt auf einen Beschluss des Widerstandsrats zu warten, Talabani bei Kirkuk 2000 Mann Hilfstuppen zur Verfügung gestellt. Viele Beobachter neigen zum Schluss, dass Jalabi und Talabani von Amerika dazu ermuntert wurden, durch Provokationen die Kampfkraft der irakischen Regierungskräfte zu testen. Nach Darstellung des INC zeigen die angegriffenen Truppen, welche nicht zur Republikanergarde zählen, wenig Bereitschaft zum Kampf.

#### Bericht über Attentate

Es hält schwer, aus den spärlichen Nachrichten Schlüsse über den Zustand der irakischen Regierungstruppen zu ziehen, doch scheinen diese den kurdischen Nadelstichen wenig Widerstand entgegenzusetzen. Wer darin eine Frucht des viereinhalbjährigen Embargos gegen Saddam sieht, darf die auffällige Fähigkeit Bagdads zum Wiederaufbau in andern Sektoren nicht übersehen. Die

Schiiten melden ihrerseits, sie hätten Mitte Februar in den südlichen Sümpfen grössere Operationen gegen die Armee lanciert. Sie behaupten auch, ihre Kämpfer würden seit zwei Monaten von Talabani Leuten in zwei Lagern im Norden ausgebildet und bewaffnet. Diese Art von Zusammenarbeit wird dem Einfluss von Wafik Samarra, dem ehemaligen Chef von Saddams Militärgesamtdienst, zugeschrieben, welcher vor einigen Monaten zum Widerstand übergelaufen ist; Samarra äusserte sich am 16. März auch über den Erfolg der Kämpfe bei Kirkuk und erwähnte 450 Überläufer aus der Armee. Amerikanische Quellen sprechen von grösseren Truppenbewegungen der irakischen Streitkräfte, was als Indiz für politische Spannungen im Land betrachtet wird. Das Radio der PUK berichtete, Saddams Sohn Uday sei zwischen dem 14. und 16. März in Bagdad von Attentätern in einen Hinterhalt gelockt und durch Schüsse schwer verletzt worden; nach unbestätigten Nachrichten aus Amman soll er sich zurzeit in jordanischer Spitalpflege befinden. Nach der PUK soll Mitte März auch Verteidigungsminister Ali Hassan al-Majid in Kirkuk knapp einem Mordanschlag entgangen sein.

## Kein Wille Ankaras zu einem raschen Rückzug Deutliche Worte gegenüber der Delegation der EU

Obwohl der Druck des Auslandes auf die Türkei wächst, die Truppen aus dem Nordirak zurückzuziehen, zeigt sich Ankara nicht bereit, seine Grossoperation im Nachbarland rasch zu beenden. Politiker und Presse sprechen eher von der Bildung einer türkischen Pufferzone in der Kurdenregion des Nordiraks.

*it. Istanbul, 24. März*

Die wichtigste Botschaft, welche die EU-Troika am Donnerstag der türkischen Regierung übermitteln wollte, war, dass die Operation der türkischen Armee im Nordirak nicht von allzu langer Dauer sein dürfe. Die Europäische Union sei ernsthaft besorgt, weil es keinen Plan für den Rückzug der türkischen Streitkräfte aus dem Nordirak gebe, hiess es in der ersten offiziellen Erklärung der EU bezüglich des türkischen Vorstosses ins Nachbarland. Eine zeitlich langanhaltende Operation könnte sich auf die europäisch-türkische Zollunion, welche im Herbst vom EU-Parlament noch ratifiziert werden müsse, negativ auswirken, warnte nachdrücklich der französische Aussenminister Juppé.

#### Verbale Angriffe

Die Warnungen der europäischen Politiker kamen diesmal in Ankara aber nicht an. Laut der Tageszeitung «Hürriyet» soll Ministerpräsidentin Ciller ihren Gesprächspartnern gesagt haben, die Europäer seien heuchlerisch, wenn sie von einer Verletzung der territorialen Integrität des Iraks sprechen. Aus ihrer Sicht ist die territoriale Integrität und Souveränität des Iraks zuerst von den westlichen Alliierten im Golfkrieg verletzt worden, als die Uno im Jahr 1991 im Nordirak eine Schutzzone errichtete und dem Irak die Kontrolle über dieses Gebiet entzog. Die undiplomatische Antwort Cillers war dabei vor allem gegen Frankreich gerichtet, das den Vorsitz der EU innehat und den türkischen Vorstoss im Nordirak als Verletzung der territorialen Integrität des Iraks verurteilte.

Gegen die Schutzzone und gegen das Uno-Mandat «Provide Comfort», welches seit 1991 mit dem Schutz der nordirakischen Kurden vor Angriffen der irakischen Armee beauftragt ist, hat sich am Donnerstag auch der verbale Angriff des türkischen Aussenministers Karayalcin gerichtet. Im Nordirak sei ein für die Sicherheit der Türkei gefährliches Machtvakuum entstanden, dem «Provide Comfort» nicht Rechnung trage. Von einer Verletzung der territorialen Integrität des Iraks hätte man nur dann sprechen dürfen, wenn Bagdad in der Tat seine souveränen Rechte in dieser Region hätte ausüben können. Der bisher in Europa wegen seiner Kompromissbereitschaft und seiner gemässigten Art geschätzte Politiker Hikmet Cetin war in bezug auf die Legitimität der türkischen Operation nicht weniger bestimmt: Die Türkei wünsche, dass dieses Gebiet nicht nur auf dem Papier irakisches Territorium sei, sagte er und tönte in seiner Kritik gegen den Westen diesmal genauso rechthaberisch wie Ciller oder Karayalcin. Irgendwie scheinen die türkischen Politiker vergessen zu haben, dass die Schutzzone im Nordirak nur dank der Billigung Ankaras möglich wurde und dass «Provide Comfort» von vier Mächten getragen wird, darunter auch von der Türkei. Am Donnerstag schien es Ankara nur darauf anzukommen, den europäischen Besuchern unverblümt klarzumachen, dass die Türkei künftig eine Selbstverwaltung der Kurden im Nordirak nicht mehr dulden werde.

#### Eine türkische Pufferzone?

Türkische Politiker und die Presse schlossen

deshalb am Freitag einen raschen Rückzug der Armee aus Nordirak aus. Der ehemalige Ministerpräsident Ecevit hat bereits die Errichtung einer türkischen Pufferzone im Nordirak vorgeschlagen. Es sei kaum von Bedeutung, ob man es «türkische Pufferzone oder türkische Schutzzone» nenne – die türkische Armee werde jedenfalls im Nordirak bleiben, schrieb am Freitag der Kommentator Mehmet Ali Birand. Würde sich die Armeeführung für einen raschen Rückzug entscheiden, hiesse dies nämlich, dass die grossangelegte Operation militärisch ohne Bedeutung, dafür aber sehr kostspielig wäre. Die Operation soll laut Angaben der Presse rund 50 Trillionen türkische Pfund, umgerechnet etwa 1,2 Milliarden Dollar, gekostet haben.

Inzwischen hat die türkische Regierung ein humanitäres Hilfsprogramm für den Nordirak in der Höhe von 12 Millionen Dollar gebilligt. In der Grenzstadt Zakho wurde ein neues Koordinationszentrum errichtet, in dem künftig Nahrungsmittel an Zivilisten verteilt werden sollen. Zusätzlich versorgt die Türkei seit Mittwoch Teile des Nordiraks mit Strom. Um die Versorgung der nordirakischen Grenzstädte mit Elektrizität aus der Türkei hatte die Verwaltung der Kurden in den letzten Monaten vergeblich gebeten. Ankara wies diese Forderung immer wieder mit dem Argument zurück, dass die Kosten dafür für die Türkei untragbar seien.

## Fortsetzung der türkischen Offensive gegen die Kurden

### Keine Angaben über ein Ende der Aktion

Ankara, 24. März. (dpa/afp) Die Türkei hat ihre massive Militäroperation im Nordirak am Freitag trotz internationaler Kritik mit Bodentruppen und Luftwaffeneinsätzen fortgesetzt. Die Hauptziele der Luftangriffe lagen am fünften Tag der Operation nach Angaben der amtlichen Nachrichtenagentur Anatolia in der Umgebung von Mesi, Keriaderi und Basian. Die türkische Armee nahm für sich in Anspruch, der PKK schwere Verluste zugefügt zu haben. In der Gegend von Khakurk sei der Vormarsch wegen der Schneemassen zum Stillstand gekommen. Bei der Offensive hat die türkische Luftwaffe nach Angaben Betroffener am Mittwoch auch mehrere Bergdörfer bombardiert. In einer der Ortschaften,

Dergele, waren am Freitag schwer beschädigte Häuser zu sehen. Dergele liegt etwa 100 Kilometer östlich der Grenzstadt Zakho.

Das Uno-Flüchtlingshilfswerk (UNHCR) äusserte erneut seine Besorgnis. In den vergangenen Tagen seien mehrere Hundert Personen aus dem Norden in den Lagern um Dohuk eingetroffen, erklärte ein Sprecher. Derzeit lebten etwa 9000 Personen in den Lagern. Nach Kenntnis des UNHCR gibt es in den kurdischen Flüchtlingslagern keine Waffen. Der UNHCR-Sprecher betonte erneut, dass Flüchtlinge nicht allein wegen ihrer Sympathiebekundung für die PKK festgenommen werden dürften.

### Neuerliche Rechtfertigung durch Ciller

Ministerpräsidentin Ciller rechtfertigte die Intervention einmal mehr und gab als Ziel an, «das Machtvakuum in diesem Gebiet zu beseitigen». Ciller machte weiterhin keine genauen Angaben zur geplanten Dauer des Militäreinsatzes. Gegenüber der Tageszeitung «Sabah» erklärte sie lediglich, die Türkei habe nicht die Absicht, im Irak zu bleiben. Die Armee werde sich zurückziehen, sobald ihr Auftrag erledigt sei.

Verlässliche Angaben über die Zahl der Opfer der Militäration liegen weiterhin nicht vor. Während das türkische Militär darauf beharrte, dass mehr als 200 Kämpfer der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) getötet worden seien, behauptete ein PKK-Sprecher in Brüssel, es seien 13 PKK-Kämpfer und 178 türkische Soldaten gefallen.

### Bericht über deutsche Waffen im Einsatz

Frankfurt, 24. März. (ap) Die Türkei soll bei ihrer Offensive gegen die Kurdische Arbeiterpartei (PKK) nach einem Bericht des ARD-Morgenmagazins auch deutsche Waffen einsetzen. Ein ehemaliger Offizier der Nationalen Volksarmee der DDR identifizierte auf Bildern des türkischen Fernsehens und internationaler Agenturen aus Deutschland gelieferte Panzer, Lastwagen und andere Ausrüstungsgegenstände, die von der türkischen Armee im Kampf gegen die Kurden eingesetzt werden.

Aussenminister Kinkel erklärte in Bonn, die deutsche Regierung glaube den Zusicherungen der Türkei, dass keine von Deutschland gelieferten Waffen gegen die Kurden eingesetzt würden. Das Videomaterial der ARD werde aber geprüft.



Peter Schibli, Bonn

## Kurdische Tragödien

Die Leidensgeschichte des kurdischen Volks erfährt in diesen Tagen einen traurigen Höhepunkt: In den historischen Siedlungsgebieten im Südosten der Türkei ziehen Diskriminierung und Verfolgung des «Volks ohne eigenen Staat» immer neue Kreise. Parallel zu den Unterdrückungsstrategien im eigenen Land hat die türkische Regierung im benachbarten Nordirak die «grösste Militäroperation in der Geschichte der Republik» gestartet. 35000 Soldaten durchkämmen die nur schwer zugängliche Bergregion; Kampffjets fliegen Luftangriffe auf vermeintliche Stützpunkte der Rebellen.

Noch flimmern keine Horrorbilder von ermordeten Zivilisten und abgebrannten Dörfern über die Bildschirme der internationalen Fernsehstationen. Doch lange kann die türkische Militärsensur die wahren Absichten der Strafaktion nicht mehr geheimhalten. Spätestens, wenn bekannt wird, dass auch Frauen und Kinder zu den Opfern der Invasion gehören, werden die westlichen Regierungen ihre Politik der stillschweigenden oder ausdrücklichen Billigung aufgeben müssen. Ein Völkerrechtsverstoss bleibt ein Verbrechen, auch wenn er durch einen Nato-Staat begangen wurde.

Während die in Ostanatolien und im Nordirak lebenden Kurden mit der türkischen Militärmacht ums Überleben kämpfen, spielt sich mitten im friedlichen Westeuropa, in Deutschland und in der Schweiz, die dritte kurdische Tragödie ab: Getrieben von Hass, Rachegefühlen und Verzweiflung bekriegen sich Kurden und Türken, militante PKK-Aktivistinnen, Anhänger linker Gruppierungen und islamisch-fundamentalistische Terroristen bis aufs Blut. Der «Konflikt auf fremdem Territorium» wird mit Spraydosen, Benzin und Brandbomben ausgetragen. An die hundert türkische Einrichtungen sind in den vergangenen zehn Tagen bei nächtlichen Angriffen beschädigt oder zerstört worden.

Die Gegensätzlichkeit von Unterdrückung und Freiheitskampf, Gewalt und Gegengewalt, Recht und Unrecht löst bei der hiesigen Bevölkerung Verunsicherung, Irritation und Ratlosigkeit

aus. – Sind die Kurden letztlich Opfer oder Täter? Rechtfertigen Verfolgung und Vernichtung in der Heimat die jüngsten Rachefeldzüge in einem Gastland? Ist eine Bewertung des türkisch-kurdischen Konfliktes mit traditionell westlichen Massstäben «gut» oder «schlecht», Sympathie oder Antipathie, Freund oder Feind überhaupt noch möglich?

Angesichts der kumulierenden Tragödien wirbeln Gefühle und Verstand durcheinander. Stammtischparolen erhalten Auftrieb, Politiker fordern Radikallösungen und rufen nach «tabula rasa»-Methoden.

Eine direkte Auswirkung der momentanen Stimmungsschwankungen ist die Wende in der deutschen Asylpolitik. Entgegen allen Ratschlägen von Experten hat Bundesinnenminister

### Die «Friedhofsruhe» in den westlichen Hauptstädten muss ein Ende haben.

Manfred Kanther den Abschiebestopp für Kurden nicht verlängert, sondern abrupt beendet. Er tat dies am selben Tag, an dem türkische Menschenrechtler in einer Anhörung vor dem Bundestagsinnenausschuss von 1000 (!) namentlich bekannten Folteropfern und 292 (!) ungeklärten Todesfällen allein im letzten Jahr berichteten.

Der Verdacht liegt nahe, dass der CDU-Politiker die zunehmend kurdenkritische Einstellung in der hiesigen Bevölkerung dazu benutzt hat, um sich eines seit längerem lästigen Problems, des kurdischen Flüchtlingsstroms, zu entledigen und mit derselben Entscheidung gleich noch einen zweiten «Makel» aus der Welt schaffte: Kurdische Demonstranten, die bestätigen, dass in ihrer Heimat deutsche Kriegsgüter (Schützenpanzer und Lastwagen) zur Unterdrückung der Zivilbevölkerung verwendet werden, passen nicht in das Bild eines friedliebenden und solidarischen Deutschland. Ein Flüchtling hat gefälligst zu schweigen!

Diese Einstellung fordert zum Wi-

derspruch heraus. Bei der Ordnung der verwirrten Gefühle und Gedanken drängen sich drei Klarstellungen auf:

● Erstens: Die Brandanschläge in Deutschland und in der Schweiz gehen nicht auf das Konto «der Kurden». Die Täter stammen «in achtzig Prozent der Fälle» (Geheimdienstkoordinator Bernd Schmidbauer) aus dem engeren Kreis der militanten PKK-Mitglieder. Obwohl es Verbindungen zu Sympathisanten gibt (Stichworte: Kulturveranstaltungen und Schutzgelderpressung), darf die verbotene Organisation nicht mit «den Kurden» gleichgesetzt werden.

● Zweitens: Auch bei der Diskussion über den «generellen Abschiebestopp» muss unterschieden werden zwischen kurdischen Straftätern und abgewiesenen Asylbewerbern. Flüchtlinge, die nicht gegen deutsche Gesetze verstossen haben, verdienen so lange Schutz, als ihnen eine Rückkehr in die Heimat aus humanitären Gründen nicht zugemutet werden kann. Straftäter dagegen, die das Gastrecht des jeweiligen Aufenthaltslandes missbraucht und Straftaten begangen haben, müssen zu Recht mit ihrer Rückschaffung rechnen, wenn sie in der Türkei ein rechtsstaatliches Verfahren ohne Folter und ohne Todesstrafe erwartet. Jeder Einzelfall liegt anders. Deshalb ist jeder Abschiebefall individuell zu entscheiden.

● Drittens: Die unerträgliche Serie von Brandanschlägen gegen türkische Einrichtungen darf nicht zu einer Kriminalisierung der kurdischen Minderheit im Ausland führen. Es wäre fatal, wenn der Unmut über die PKK-Anschläge hierzulande den westlichen Regierungen Anlass geben würde, zu der türkischen Militäroperation im Nordirak weiterhin wohlwollend zu schweigen. Die «Friedhofsruhe» in den westlichen Hauptstädten muss ein Ende haben. Die Intervention der türkischen Armee bedarf schärfster Reaktionen und – wenn der Übergriff nicht bald beendet wird – auch Sanktionen durch die internationale Staatengemeinschaft. Es ist nicht einzusehen, weshalb die Massstäbe, die im irakisch-kuwaitischen Krieg am Golf gesetzt wurden, in diesem Fall keine Anwendung finden.

## L'armée turque dans l'ombre de M<sup>me</sup> Ciller



TANSU CILLER

**SOURIRE** à l'Occident, coup de poing en Orient. Tansu Ciller, le premier ministre turc, a reçu fort courtoisement, jeudi 23 mars, en compagnie du président de la République, Suleyman Demirel, les ministres des affaires étrangères représentant l'Union européenne. Pendant ce temps, l'opération de grande envergure lancée par l'armée turque, lundi 20 mars, contre les positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak se poursuivait. La « troïka » européenne, formée de l'Allemand Klans Kinkel, du Français Alain Juppé et de l'Espagnol Javier Solana, a exprimé des critiques non pas sur le principe de l'intervention turque « dans un ter-

ritoire où ne s'exerce aucune autorité d'Etat », mais sur son caractère massif. Ces reproches, bien qu'enrobés, tranchent avec l'attitude américaine toute de discrétion et de « compréhension ».

C'est que les Européens s'inquiètent de l'évolution de la Turquie, un pays avec lequel ils ont récemment conclu un accord d'union douanière, en surmontant de nombreuses réticences. Les promesses de démocratisation et de plus grande attention portée aux droits de l'homme réitérées par M<sup>me</sup> Ciller pèseront-elles bien lourd face aux objectifs de l'armée, qui vient de prouver, en Irak, qu'elle fait à peu près ce qu'elle veut ?

Le Monde

SAMEDI 25 MARS 1995

# L'Union européenne s'inquiète de l'ampleur de l'opération turque au Kurdistan irakien

Ankara est invité à mettre fin à l'intervention « le plus tôt possible »

A la différence des États-Unis, qui ont évité toute critique, les représentants de la diplomatie européenne, invités jeudi 23 avril du gouvernement

turc, ont exprimé leur « préoccupation » devant le caractère massif de l'offensive lancée contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak et les risques

qu'elle fait courir aux populations civiles. Ils ont rappelé que la solution de la question kurde ne pouvait être exclusivement militaire.

### ANKARA

de notre envoyée spéciale

Les Européens ne veulent pas rompre le processus de rapprochement engagé depuis quelques mois avec la Turquie. Aussi est-ce en des termes soigneusement pesés qu'Alain Juppé a exprimé, jeudi 23 mars à Ankara, la position de l'Union européenne sur l'intervention de l'armée turque en Irak et les « préoccupations » qu'elle suscite.

« La Turquie, a-t-il dit, est fondée à défendre sa sécurité en combattant des sanctuaires terroristes qui se trouvent dans un territoire où ne s'exerce aucune autorité d'Etat. Mais nous sommes préoccupés par le caractère massif et l'absence de délai assignés à cette opération, qui vont au-delà du simple exercice du droit de suite. Nous sommes inquiets des dommages qui peuvent en résulter pour les populations civiles. Nous souhaitons qu'elle puisse se terminer le plus tôt possible. »

L'Union européenne ne condamne donc pas le principe de l'intervention, mais son ampleur (35 000 hommes qui ont pénétré

jusqu'à 40 kilomètres au-delà de la frontière); elle demande à être informée sur la façon dont cette opération se déroule et refuse qu'elle débouche sur l'établissement durable d'une « zone-tampon » dans le nord de l'Irak.

M. Juppé, qui se trouvait à Ankara avec ses homologues allemand, Klaus Kinkel, et espagnol, Javier Solana, a d'autre part précisé la position des Européens sur le problème kurde en Turquie. « Nous condamnons le terrorisme et le séparatisme, nous sommes attachés à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Turquie », a-t-il déclaré, en ajoutant toutefois que le problème kurde ne se limitait pas à la lutte contre le PKK, que sa solution ne pouvait être exclusivement militaire, mais supposait également l'octroi de « droits sociaux, politiques, culturels, aux citoyens d'origine kurde ».

Cette dernière partie du discours n'a guère été entendue, semble-t-il, par le premier ministre, Tansu Ciller, ni par le président Suleyman Demirel, qui s'en sont tenus, dans

leurs entretiens avec les trois ministres européens, à l'argumentation turque traditionnelle selon laquelle les Kurdes sont des citoyens comme les autres et bénéficient des mêmes droits. M. Juppé a toutefois cru déceler chez M<sup>me</sup> Ciller et chez le président de l'Assemblée nationale, M. Cindoruk, une réelle détermination à faire évoluer les institutions turques vers plus de démocratie, comme le demande l'Union européenne. L'un et l'autre croient pouvoir compter sur une majorité au Parlement pour amender la Constitution et le code pénal, peut-être avant l'été, afin d'en extirper les articles qui autorisent les excès et l'arbitraire de la répression. Une telle réforme ferait, par exemple, tomber les charges qui pèsent actuellement sur l'écrivain Yachar Kemal. Une amnistie est également promise par le premier ministre depuis des mois, à laquelle le président Demirel reste toutefois hostile.

Lés Européens ont signé, le 6 mars, avec Ankara un accord d'union douanière qui a reçu, sauf

dans les milieux islamistes résolument anti-occidentaux, une large approbation en Turquie et a été mis à l'actif du premier ministre. Pour se concrétiser, cet accord doit cependant encore recevoir à l'automne l'aval du Parlement européen, qui ne le donnera que si des progrès sensibles ont été réalisés en matière de droits de l'homme et de démocratisation.

C'est sur ce « levier » que misent les dirigeants de l'Union européenne, et le ton mesuré qu'ils ont adopté jeudi à Ankara était une façon de soutenir les secteurs réformistes turcs. Il est vraisemblable, d'autre part, que le Parlement européen ne donnerait pas son feu vert à l'accord d'union douanière si l'opération militaire actuellement menée en Irak se poursuivait encore à l'automne.

Mais la décision sur ce point échappe aux interlocuteurs qu'ont rencontrés, jeudi, les ministres européens; c'est l'armée qui en est maître.

Claire Tréan

MARCH 25-26, 1995

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

# Turkish Army Readies Final Assault on Kurd Pockets

## Hundreds of Guerrillas Said to Be Encircled by Commandos in 2 Areas

By Chris Hedges  
New York Times Service

ANKARA — The Turkish Army has surrounded several hundred Kurdish guerrillas in two pockets in northern Iraq and plans to advance into those areas in the coming days, senior army officers said Friday.

The encirclement of the guerrillas was carried out by special commando units that were infiltrated into northern Iraq three weeks ago, these officers said. The commando units blocked the escape routes of about 2,400 rebels in the mountainous areas.

Turkish fighter planes and helicopters are now pounding the two pockets in the mountains of Metina and Hakurk.

The 35,000 Turkish troops in Iraq have been ordered to tighten the noose around the rebels and move into the strongholds in what is expected to be heavy fighting.

The Turkish forces, in a final effort to avoid what could be a bloodbath, are dropping leaflets by plane urging the rebels to surrender.

"Our whole operation has been based on this encirclement," said General Cevit Bir, the chief of army operations, in an interview on Friday.

"It was well-planned and has been well-conducted," he said. "If these terrorists do not surrender, they will have no future. We are determined to carry out a decisive campaign to protect the innocent Turkish people who are the victims of this terrorism."

The incursion by the Turkish Army into northern Iraq last Monday has stirred widespread international criticism. The foreign ministers of several European nations, including Germany and France, have called for a swift withdrawal of the Turkish troops.

The incursion was carried out to prevent Kurdish rebels, based in northern Iraq, from mounting cross-border raids into Turkey. The Kurdish Workers Party, a Marxist-Leninist guerrilla group, has been fighting in southeastern Turkey to establish a separate Kurdish state for over a decade.

Northern Iraq, a safe haven monitored by Gulf War coalition forces, is controlled

by the two main Iraqi Kurdish guerrilla groups. But the two Kurdish factions have been fighting among themselves for control of the enclave.

The infighting has left the north in a state of chaos and facilitated the establishment of large sanctuaries used by the fighters to carry out attacks in Turkey. Turkish officials say they will not withdraw from northern Iraq until the border areas are secured to stop Kurdish rebels from returning.

Senior Turkish Army officers said this campaign would be different from those conducted in the past. They said they had learned from mistakes made in 1992 when they sent 20,000 troops over the border to flush out rebel units.

In the 1992 operation, the Turkish Army controlled about a third of the border along Iraq, allowing many rebels to escape. They were unable to encircle and surprise many guerrilla units. And most importantly, they allowed captured guerrillas to be turned over to Iraqi Kurdish authorities, who eventually released them.

The final mistake the Turkish Army said it made was to withdraw and hope that the Iraqi Kurds would fulfill their promises to prevent the Kurdish rebels from moving back into the border area.

None of these mistakes, these officers said, would be repeated. Turkish forces now control the entire 290-kilometer (180-mile) frontier. They surrounded rebel units before they mounted

the incursion last Monday. And Turkish commanders said all captured Kurdish Workers Party fighters would remain in Turkish hands.

Senior Turkish officers cautioned that the operation would be long and difficult. The guerrilla units are not massed in two large concentrations, but are broken down into groups of 40 or 50 fighters.

Turkish officials dismissed criticism from human rights groups that the operation would harm civilians. They said there were few civilians living in the two pockets where most of the fighting would take place.

### ■ Kurds Warn Foreigners

A delegation of Kurds was received by European Union officials in a move that seems certain to strain the EU's already tense relations with Turkey. The Associated Press reported in Brussels.

The European representative of the National Liberation Front of Kurdistan, Ali Garzan, warned foreign tourists against visiting Turkey.

"In Turkey there is a state of war," he said. "We ask European tourists not to go to Turkey. We are not responsible for bad events that could occur."

Libération - 25 - 26 mars 1995

## Premières critiques en Turquie contre l'intervention en Irak

LA CLASSE POLITIQUE, les médias et l'opinion publique turcs ont commencé hier, cinq jours après le début de l'intervention aéroterrestre de l'armée turque en Irak du Nord, à exprimer des réserves sur le bien-fondé politique et militaire de l'opération. Ces positions se sont exprimées dans la presse au lendemain de la réunion de la troïka de l'Union européenne à Ankara, où la présidence française s'était déclarée «préoccupée du caractère massif et de l'absence de délai de cette intervention» et avait mis en garde contre les violations des droits de l'homme. Les médias ont commencé à reproduire les critiques de spécialistes internationaux dénonçant «l'occupation sauvage» turque et les violations des droits de l'homme des Kurdes d'Irak, voire «le pillage de

*l'armée turque à Zakho».* De premières réactions d'hostilité à l'intervention sont apparues également dans la classe politique turque. L'ex-ministre des Affaires étrangères, le député social-démocrate M. Mımtaz Soysal, craint que «la Turquie ne s'engouffre dans un bourbier», si l'armée turque s'installe dans la région. La meilleure solution, pense-t-il, «serait le rétablissement dans la région de la souveraineté de Bagdad par des méthodes pacifiques». Un autre député social-démocrate, M. Muzaffer Demir, a, lui, attiré l'attention de l'opinion publique sur le coût ruineux des opérations (50 trillions de livres turques, environ 6,6 milliards de francs français) et rappelé qu'«aucune armée régulière n'avait pu remporter de succès contre la guérilla».

Musa AKDEMİR (Ankara)

## Le CICR reste écarté des zones de combat

GENÈVE

de notre correspondante

Depuis qu'a commencé l'intervention turque, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pu obtenir d'Ankara l'autorisation de se rendre dans la région. Depuis 1984, l'organisation humanitaire n'a toujours pas pu exercer son mandat dans le Sud-Est anatolien.

Or, selon des sources généralement fiables, les nouvelles les plus alarmantes parviennent à Genève sur les mauvais traitements subis par des prisonniers kurdes, civils et militaires, aux mains des Turcs. Des civils de nationalité turque seraient rapatriés de force du nord de l'Irak vers la Turquie.

Le 22 mars, le CICR a alerté Ankara par l'intermédiaire de la mission permanente de Turquie auprès des Nations unies à Genève. La Turquie, a signé et ratifié les conventions de Genève, dont la IV<sup>e</sup> (relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre) stipule à l'article 3 (commune aux quatre conventions) applicable aux « conflits armés non internationaux » que « sont et demeurent prohibés (...) : a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le

meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ; b) les prises d'otages ; c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ». Le CICR insiste sur la nécessité de se voir accorder l'accès immédiat aux combattants et aux civils capturés par les Turcs. Il n'a pas eu de réponse.

Pour sa part, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avait remis, en janvier dernier, au CICR une « déclaration » dans laquelle il s'engageait à respecter unilatéralement les conventions humanitaires de Genève. Le CICR, qui a ouvert trois bureaux dans le Kurdistan irakien, à Erbil, Dohuk et Suleimanieh, y dispense notamment une aide médicale à la population et maintient des contacts avec des responsables du PKK dans divers pays de la région.

Isabelle Vichniac

■ **REDISTRIBUTION des cartes au gouvernement** : Tansu Ciller, premier ministre turc et chef du Parti de la juste voie (DYP), et le chef du Parti républicain du peuple (CHP), le vice-premier ministre social-démocrate Hikmet Cetin, ont signé un protocole de gouvernement donnant au deuxième parti de la coalition davantage de pouvoirs en matière économique. L'« accélération de la démocratisation » sera l'une des priorités du nouveau gouvernement, a déclaré M. Cetin. - (AFP, Reuter.)

Le Monde

SAMEDI 25 MARS 1995

## L'armée semble en passe d'atteindre ses objectifs

**AU QUATRIÈME JOUR** de l'offensive contre les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, l'armée turque semblait contrôler l'essentiel d'une zone frontalière longue de 220 kilomètres et large de 40, qui correspond à l'objectif qu'elle s'était fixé, selon un journaliste de l'AFP de retour de la région.

Les avions turcs, décollant de la base de Diyarbakir, ont effectué dix sorties jeudi 23 mars pour pilonner les positions du PKK en territoire irakien, dans la zone montagneuse délimitée par les trois frontières entre la Turquie, l'Irak et l'Irak. Quelque 10 000 soldats turcs continuaient leur avancée vers le camp de Hakourk, l'un des principaux camps du PKK.

Les pertes du PKK depuis le début de l'opération lundi 20 mars s'élevaient à 128 personnes contre 14 morts et 19 blessés du côté turc, a indiqué le porte-parole de l'armée turque. Un bilan totalement inverse de celui communiqué par le PKK : l'agence Kurd-ha, basée à Cologne, fait état de 179 soldats turcs tués contre 11 combattants kurdes.

Selon des témoignages recueillis par une envoyée spéciale de l'AFP à Zakho, la ville irakienne la plus proche de la frontière turque, « la plupart des gens du PKK sont partis vers l'Est », ne laissant qu'une petite arrière-garde pour combattre les Turcs.

Le représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), qui contrôlait la zone où se déroule l'offensive turque, a déclaré n'avoir reçu aucune information indiquant qu'il y ait eu des victimes parmi la population civile d'Irak du Nord.

Par ailleurs, les vols de reconnaissance alliés de l'opération « Provide Comfort », chargée de surveiller la zone d'interdiction de vol pour les avions irakiens et d'acheminier de l'aide aux populations kurdes, ont repris jeudi après trois jours d'interruption dus à l'opération militaire turque dans la région, a indiqué un porte-parole américain de la base d'Incirlik, quartier général de cette opération.

L'Irak a appelé jeudi au retrait des forces turques de son territoire, parlant d'une « violation de sa souveraineté ». - (AFP, Reuter.)

■ Irak

# Quel est le but exact de l'opération turque ?

**Ankara parle de rétablir l'autorité dans le Kurdistan. Mais il y a risque d'enlèvement**

Une certaine ambiguïté entoure les buts à long terme de la vaste opération militaire turque dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes du PKK, rapportait l'AFP d'Ankara vendredi, au cinquième jour de celle-ci.

Pendant la nuit, le Premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a déclaré au BBC World Service que l'armée turque était entrée dans le nord de l'Irak « pour supprimer la vacance d'autorité dans la région ». Rappelant que « la Turquie a perdu beaucoup à cause de la guerre du Golfe », elle a ajouté : « Nous devons œuvrer ensemble et nous demandons l'aide de l'Union européenne et d'autres alliés pour résoudre cette question internationale. »

Les propos de M<sup>me</sup> Ciller, note-t-on, semblent traduire une volonté non seulement de traquer les rebelles du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) mais aussi d'imposer l'autorité d'Ankara dans cette région, ce qui implique forcément la durée. Une telle volonté pourrait s'expliquer par le fait que, jusque-là, le désordre régnait dans la région, soustraite à l'autorité du régime de Bagdad par la Communauté internationale à l'issue de la guerre du Golfe, ce qui faisait le jeu du PKK qui utilise la zone comme base arrière pour lancer ses attaques en territoire turc.

Mais dans une autre interview publiée vendredi par le quotidien turc « Sabah », M<sup>me</sup> Ciller a réitéré que la Turquie « n'a pas l'intention de rester » dans le nord de l'Irak et que son armée « se retirera dès sa mission achevée », tout en se gardant d'avancer une date. Elle a conclu cependant : « Ce

qui est important, c'est d'empêcher le PKK de revenir dans ses camps dans la région. » Or, on voit mal comment Ankara pourra empêcher les guerilleros de se réinstaller dans le nord de l'Irak si ses troupes s'en retirent.

## RISQUE D'ENLÈVEMENT

L'opération menée par Ankara en Irak a le soutien de l'opinion publique mais les experts gouvernementaux craignent un retour de bâton en cas d'enlèvement, selon un correspondant de Reuter. Pour l'instant, les Turcs se prononcent à l'unanimité pour une opération qui, selon l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mumtaz Soysal, éliminera « un nid de terrorisme » aux frontières du pays. Mais les Turcs sont conscients des dangers d'une opération critiquée à l'étranger et qui pourrait se prolonger. Un ancien chef des forces armées turques s'inquiète des perspectives d'une campagne trop longue. « Il y aura des problèmes si le retrait est retardé. Et si les troupes turques pénètrent trop loin, il leur sera difficile de distinguer les terroristes du PKK des civils », affirme-t-il.

Contrairement à l'Europe, les Etats-Unis se sont abstenus de critiquer l'opération militaire déclenchée par la Turquie car Ankara demeure pour Washington un allié précieux au flanc sud de l'OTAN. Depuis le début de la semaine, le gouvernement américain s'est gardé de juger l'opération. Le président Clinton a dit comprendre Ankara et son porte-parole a estimé que l'action turque « ne constitue pas une invasion car le gouvernement turc nous a assuré continuer à respecter



Près d'un char de l'armée turque, deux sœurs kurdes semblent un peu perdues. (Photo Reuter)

*l'intégrité territoriale de l'Irak.*

## UN APPEL DU PKK

A Bruxelles, le Front de Libération nationale du Kurdistan (ERNK), branche politique du Parti des Travailleurs du Kurdistan, a demandé vendredi aux Européens de ne pas se rendre en Turquie. « Nous ne menaçons personne », a précisé Ali Garzan, le représentant en Europe de l'ERNK au cours d'une conférence de presse.

*« Mais nous prions les peuples européens de ne pas se rendre dans des lieux où il y a un tel conflit. Nous ne sommes pas responsables des mauvais événements qui pourraient se produire. »*

Le Comité international de la Croix-Rouge a lancé un appel aux autorités militaires turques ainsi qu'à toutes les parties impliquées pour qu'elles respectent le droit international humanitaire.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0424 4 I 0467 IRK /AFP-PE61

Turquie-Irak-Kurdes

Les réfugiés turcs en Irak du nord craignent les troupes d'Ankara  
par Tollé ARAM

ATROUSH (Irak), 25 mars (AFP) - Les quelque 13.000 civils kurdes turcs réfugiés en Irak du nord, terrorisés par l'arrivée des troupes d'Ankara cherchent la protection du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

Depuis le début de l'opération militaire turque lundi, les réfugiés se bousculent pour s'installer dans les camps établis par le HCR et des organisations humanitaires internationales dans la région d'Atroush, à une cinquantaine de km à l'est de la ville de Dohouk.

"Ils ont peur d'être arrêtés par les soldats turcs", explique Antoine Lahan, un responsable du HCR à Dohouk.

Les réfugiés originaires du sud-est de la Turquie arrivent dans le Kurdistan d'Irak en un flot continu depuis un an à travers les montagnes, fuyant la répression du régime d'Ankara.

Environ 9.000 vivent sous les tentes du HCR dans la région d'Atroush, et 4.000 se sont installés à Zakho et dans des villages avoisinants, selon M. Lahan.

Hadshi Mohammed, un Kurde de 63 ans, originaire de Diyarbakir (est de la Turquie), installé depuis un an dans le village de Hizawa, à dix km à l'est de Zakho, a fui après l'entrée des soldats turcs. Les militaires ont encerclé le village avec des tanks, ont séparé les hommes et les femmes, et ont fouillé les maisons à la recherche d'armes et d'or, affirme-t-il.

"Les combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, kurdes irakiens de Massoud Barzani, qui contrôlent le secteur), m'ont dit de ne pas parler. Je suis resté avec les villageois, en pyjama pour faire semblant d'être malade, et je n'ai pas dit un mot", raconte-t-il, assis sous une tente dans un camp d'Atroush. Les combattants du PDK ont affirmé à l'armée turque qu'aucun des villageois ne possédait de carte d'identité, ce qui a sauvé Mohammed.

D'autres de ses compatriotes ont eu moins de chance: sept d'entre eux ont été arrêtés, selon le HCR.

Selon lui, onze familles kurdes turques ont jusqu'à présent réussi à fuir Zakho et à se réfugier dans les camps de la région d'Atroush.

"Le HCR a l'intention de ressembler dans les camps d'Atroush toutes les familles kurdes turques installées dans la région de Zakho, dès que les conditions le permettront", affirme M. Lahan. Nous le ferons officiellement et sous la protection d'un convoi de l'ONU", précise-t-il.

Mais même dans les camps, les kurdes turcs ont peur, notamment d'un éventuel raid de l'aviation d'Ankara. Il y a une vingtaine de jours, les appareils turcs ont survolé les camps à basse altitude, et les habitants disent avoir commencé à creuser des tranchées pour se protéger.

Depuis vendredi, des responsables du HCR maintiennent une présence permanente dans les camps, à la demande des réfugiés.

ta-at/mfo

AFP /JO0245/251733

MAR 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP



A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0262 3 1 0540 /AFP-OC17

Turquie-Irak-Kurdes prev

L'opération turque menace le ravitaillement alimentaire des Kurdes d'Irak

par l'envoyé spécial de l'AFP, Yurtsay MIHCIOGLU

ZAKHO (Irak), 25 mars (AFP) - L'opération militaire turque contre les Kurdes du PKK dans le nord de l'Irak pose aux Kurdes irakiens un gros problème de ravitaillement alimentaire, dû à la fermeture de la frontière au commerce.

Plusieurs boutiques qui vendent habituellement des denrées importées de Turquie étaient fermées, stocks épuisés, vendredi, à Zakho, à quelques kilomètres de la frontière, au cinquième jour de l'opération militaire turque.

Leurs produits sont importés de Turquie par des camions qui poursuivent leur route jusqu'à la région de Kirkouk (plus à l'est dans le nord de l'Irak), où ils achètent à très bas prix du mazout qu'ils revendent ensuite du côté turc de la frontière.

Ce commerce, qui constitue le poumon économique de la zone frontalière, est toléré par les autorités internationales, qui ont établi une zone d'exclusion dans le nord de l'Irak, pays soumis à un embargo multiforme par l'ONU depuis qu'il a envahi le Koweït en août 1990.

Il est interrompu depuis l'entrée lundi des troupes turques en Irak du nord dans une zone de 220 kilomètres de largeur et 40 km de profondeur. Ces forces sont appuyées par l'aviation, qui bombarde les zones montagneuses où se trouvent des positions et des campements du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste turc).

Zakho, avec une population de 100.000 à 200.000 habitants selon les estimations, est la ville kurde irakienne la plus proche (8 km) du poste frontalier turco-irakien de Khalil Ibrahim (Habur du côté turc). Elle est située à l'extrême ouest de la bande frontalière contrôlée par l'armée turque.

#### Inquiétude

Les commerçants, interrogés par l'AFP dans le petit marché à moitié fermé de la ville, ont exprimé leur inquiétude de voir cette situation se poursuivre jusqu'à une famine.

"Ce petit commerce est notre seule chance de survie. Nous attendons avec impatience la fin de l'opération", a déclaré un commerçant kurde irakien d'une cinquantaine d'années, prénommé Mohammed, en ouvrant les bras en signe de désespoir.

"Nous avons vécu la famine après la guerre du Golfe (1991) avant l'arrivée de l'aide internationale et l'autorisation par les responsables turcs du petit commerce frontalier", rappelle un autre commerçant, prénommé Hussein, montrant la vitrine presque vide de son épicerie.

Pour Saleh, un cordonnier, l'armée turque s'en prend aux Kurdes irakiens d'une "façon indirecte" bien qu'elle ait promis de ne pas le faire.

Pour les militaires turcs qui se tiennent à l'écart de la vie quotidienne de la ville, "il n'est pas question de rouvrir la frontière avant la fin de l'opération". "C'est une question de sécurité et nous aurions plus de mal à empêcher d'éventuelles infiltrations", affirment-ils.

Les chars turcs sont, en effet, alignés tout au long de la route Khalil

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

Ibrahim-Zakho et contrôlent toute les allées et venues. Invisibles dans le centre de Zakho, les blindés turcs se sont déployés dans les zones montagneuses encadrant la région d'où ils essaient de débusquer les groupes du PKK.

ym/hc/jag  
AFP /JO0245/251309 MAR 95

LE MONDE / DIMANCHE 26 - LUNDI 27 MARS 1995 / 3

## La Turquie poursuit son offensive en Irak

Selon Ankara, les opérations contre les indépendantistes kurdes auraient fait 161 morts dans les rangs du PKK

**APPAREMMENT** insensible aux pressions internationales, le gouvernement turc a poursuivi, vendredi 24 mars, ses opérations militaires en Irak. Déclenchée lundi 20 mars contre les militants indépendantistes kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak, l'offensive - assure Ankara - aurait fait 161 morts du côté des rebelles et 14 dans les forces gouvernementales. Le premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a justifié l'«*Opération acier*» par la nécessité de «*supprimer la vacance d'autorité dans la région*» tout en réaffirmant que son ampleur et sa durée seraient «*limitées*». Si Ankara n'a pas souhaité fixer de date limite à son intervention contre les hommes du PKK - le Parti des travailleurs du Kurdistan -, les Etats-Unis affirment que la Turquie s'est engagée à retirer «*au plus vite*» ses troupes du nord de l'Irak.

M<sup>me</sup> Ciller a estimé que seule une solution internationale pourrait mettre fin à l'anarchie qui prévaut, selon elle, dans cette région depuis la défaite du régime de Saddam Hussein en 1991 et a appelé l'Union européenne à aider la Turquie à «*assurer la sécurité de [ses] frontières*».

Les autorités turques qui avaient

certifié avoir «*donné des ordres plus stricts que jamais*» pour que les civils soient épargnés, ont été accusées par des paysans kurdes du nord de l'Irak d'avoir bombardé plusieurs villages situés à une centaine de kilomètres à l'est de la ville frontière de Zakho. Vendredi 24 mars, l'armée turque poursuivait ses raids aériens dans le secteur.

Les Européens ont fait savoir aux dirigeants turcs que la poursuite de leur intervention en Irak risquait de compromettre la ratification de l'accord d'union douanière conclu entre l'Union européenne et Ankara début mars. «*Quand on porte avec une telle insistance atteinte aux droits de l'Homme, on ne doit pas espérer être admis au sein de la communauté internationale*», a déclaré, vendredi à La Haye, le premier ministre néerlandais, Wim Kok. Il s'est dit opposé à toute ratification de l'accord douanier tant qu'Ankara n'aurait pas retiré ses troupes d'Irak. L'Allemagne a exigé de la Turquie qu'elle n'utilise pas les armes provenant de l'ex-RDA et fournies gratuitement par Bonn aux termes d'un accord d'assistance au sein de l'OTAN. De son côté, Ankara a démenti utiliser des armes allemandes dans son offensive. - (AFP, Reuter).

Le Figaro — 25-26 mars 1995

Après cinq jours d'offensive turque en Irak

# Ankara cherche une porte de sortie

*Évoquant l'insécurité des frontières et l'anarchie au Kurdistan, le premier ministre turc a essayé de convaincre la troïka européenne de la nécessité d'une « solution internationale ».*

Cinq jours après l'entrée en force de 35 000 militaires turcs en Irak du nord, des paysans kurdes du village irakien de Dergele, à une centaine de kilomètres de la ville frontière de Zacko, ont accusé l'aviation turque d'avoir bombardé leur hameau. Des maisons y ont été très endommagées. Par ailleurs, l'état-major turc a annoncé, sans grandes précisions, de nouveaux accrochages avec le PKK. A Bruxelles, l'ERNK (branche politique du PKK) a demandé aux Européens d'éviter la Turquie et particulièrement « les lieux où il y a un tel conflit » car, précise l'ERNK, « nous ne sommes pas responsables des mauvais événements qui pourraient se produire ».

ANKARA  
de notre envoyé spécial  
**Claude LORIEUX**

La Turquie lance l'idée d'une « solution internationale » au problème posé par l'existence en Irak de sanctuaires du PKK.

Le premier ministre Tansu Ciller a déclaré à la BBC : « Si nous voulons éviter que les soldats turcs ne franchissent à l'avenir la frontière irakienne pour protéger notre peuple innocent (des attaques du PKK) nous devons trouver une solution internationale au problème. »

## Un bilan peu concluant

L'offensive de l'armée turque en Irak du Nord ne paraît provisoirement pas vraiment concluante : 161 rebelles éliminés sur un effectif estimé de 2 400 à 2 800, 14 soldats turcs tués. Jeudi soir, la télévision d'Ankara montrait des avions en piqué, des fantassins

tirant à la mitrailleuse ou au canon sur des collines boisées, un tas de munitions et d'armes individuelles capturées, et un campement « rebelle » fait de branchages et de toiles de tente : Somme toute, des trophées assez modestes pour un corps de bataille de 35 000 hommes. Le PKK assistait depuis des semaines aux préparatifs du « grand nettoyage » décidé par l'état-major. Il aura eu le temps de replier ses maquisards vers d'autres « sanctuaires » plus à l'est.

« L'important », déclare Tansu Ciller à la BBC, c'est que nous n'ayons pas à revenir. » Jeudi à Ankara, les ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne et d'Espagne ont pris la mesure de son inquiétude. Elle leur a décrit avec force et, semble-t-il, une certaine persuasion les activités du PKK dans une zone qui, du fait des affrontements entre Kurdes d'Irak, « n'est sous le contrôle de personne ». Un responsable révèle comment, à leur retour d'Europe, des Kurdes de Tur-

quie font des « stages de formation » en Irak du nord avant de pénétrer en Turquie à travers les montagnes.

## « Ça n'a pas de sens »

Après avoir assuré la troïka que l'armée « ne resterait pas longtemps », Tansu Ciller a lancé l'idée d'une extension de l'opération inter-alliée « provide comfort » par l'envoi de forces terrestres étrangères en Irak du nord. Tout projet de « zone tampon » (comme au Sud-Liban) a peu de chances d'être suivi. Le Conseil de sécurité hésite trop sur la stratégie à adopter à l'égard de Saddam Hussein pour s'y risquer. Rentrant d'Ankara, Alain Juppé ne cachait pas ses réserves sur la « logique de cassure » à laquelle s'accroche le Conseil de sécurité. La Turquie, la Syrie et l'Irak — qui en parlent régulièrement — ne sont pas seuls à s'inquiéter des risques d'éclatement de l'Irak. Le ministre français des Affaires étrangères déclarait pour sa part : « Le tout ou rien en Irak n'est pas une solution. Il faut envisager une politique des petits pas ». Quant à Tansu Ciller, elle souligne que pour interdire les sanctuaires du PKK, « nous devons trouver une solution à la position de l'Irak après la crise du Golfe ».

Le risque persiste de voir le PKK reprendre combats et exactions en Turquie sitôt que les 35 000 militaires turcs se-



Contrôle d'un civil irakien par des militaires turcs. Le gouvernement d'Ankara a assuré que l'armée « ne resterait pas longtemps » en Irak. (Photo F. Balick/AFP.)

ront rentrés dans leur pays. Ni M<sup>me</sup> Ciller ni surtout le président Démirel n'ont suivi la troïka dans son plaidoyer en faveur de l'octroi aux Kurdes de Turquie de droits politiques et culturels. « Ça n'a pas de sens », a répliqué le chef de l'État. Tansu Ciller a expliqué à ses visiteurs européens que la libéralisation du régime qu'elle a engagée profiterait aussi bien aux Kurdes qu'aux autres ci-

toyens turcs. La meilleure nouvelle que la délégation européenne a rapporté d'Ankara, venait du président du parlement. M. Cindoruk a assuré que le gouvernement avait largement la majorité (380 députés alors que 300 suffisent) pour faire passer la réforme de la constitution « militaire » de 1982, à commencer par les articles sur la liberté d'expression.

Le parlement européen se prononcera à l'automne sur l'Union douanière avec la Turquie. Évoquant ce vote, Alain Juppé déclarait en quittant Ankara : « A Strasbourg, les Scandinaves, les Grecs et les socialistes sont pour les Turcs un vrai triangle des Bermudes ! » A bon entendeur...

C. L.

## Kurdish group threatens Turkey, warns tourists

*The Associated Press*

BRUSSELS- Kurdish separatists battling Turkish forces in northern Iraq threatened Friday to strike back against major Turkish cities and warned foreign tourists not to visit Turkey.

Just minutes after members of the National Liberation Front of Kurdistan, or ERNK, made their threat at a Brussels news conference, a delegation of Kurds was received by European Union officials in a move that seems certain to strain the EU's already tense relations with Turkey.

The delegation represented some 200 demonstrators who chanted slogans outside the EU building supporting the Kurdistan Workers Party, or PKK, whose rebels the Turkish army is pursuing in northern Iraq.

EU officials insisted the delegation did not represent the PKK, an organization described as "terrorist" earlier this week by Nico Wegter, the EU's foreign affairs spokesman. But at least one member of the delegation received at EU headquarters had participated in the earlier news conference by the ERNK, the PKK's political wing.

During the news conference, the ERNK's European representative Ali Garzan vowed

'We will continue to strike Turkish special war forces in the south, in the north and in the great cities of Turkey'

the PKK forces would resist the Turkish army's incursion into Iraq and would hit back with "violent actions" in Turkey.

"We will continue to strike Turkish special war forces in the south, in the north and in the great cities of Turkey," Garzan said.

He singled out Istanbul as a possible target.

Garzan warned foreign tourists from visiting Turkey. "In Turkey there is a state of war. We ask European tourists not to go to Turkey," Garzan said.

"We are not responsible for bad events that could occur." The demonstrators waving Kurdish flags and chanting anti-Turkish slogans protested against the EU's decision two weeks ago to form a customs union

with Turkey due to take effect Jan. 1.

The customs union was hailed as a historic step by EU and Turkish officials. They said it would boost Turkey's economy and tie the country closer to the West at a time of growing support for Islamic fundamentalism in the region.

But the offensive into Iraq launched Monday, has bruised relations. A number of EU nations have criticized the military action.

French Foreign Minister Alain Juppe, leading an EU mission to Ankara Thursday, warned the European Parliament will vote down the customs union unless Turkey improves its human rights record.

"If the voting takes place tomorrow, the result will be negative," Juppe told a news conference in the Turkish capital.

The Kurdish delegation that visited EU headquarters Friday handed over a letter addressed to Juppe, whose country currently holds the EU's rotating presidency.

The delegation was led by Kemal Yucel, president of the Association of Kurds in Europe. Turkish diplomats in Brussels said they believed the Association was close to the PKK.

## PKK chief Öcalan says they expected attack

'Just as it was claimed at the time that the operation against Cyprus was a peace operation, in the same manner the conditions were created for an intervention in northern Iraq'

*Turkish Daily News*

ANKARA- The leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), which is outlawed in Turkey and against whom the Turkish armed forces have mounted a massive military operation in northern Iraq, said on Friday that the PKK had expected such an attack. Abdullah Öcalan, known otherwise as "Apo", in an "interview" with the pro-PKK news agency Kurd-A operating out of Germany, claimed that the real aim of Turkey's operation was to keep the present government of Prime Minister Tansu Çiller standing. Characterizing Turkey's operation in northern Iraq as an "occupation," Öcalan also alleged that Ankara was behind a recent car-bomb attack in Zakho which left about 80 people dead and 150 people injured.

Öcalan claimed that Turkey organized the bombing so that it could come into the region in its wake in the role of a "saviour."

Noting that the Turkish armed forces had gone as far as Zakho where there are no PKK militants, he alleged that the Turkish armed forces has also surrounded the camps of refugees who had fled to the region from southeastern Turkey a year ago. Öcalan said that the PKK was in a high state of preparedness, but he added that the current Turkish operation was the implementation of a predetermined plan.

"Just as it was claimed at the time that the operation against Cyprus was a peace operation, in the same manner the conditions were created for an intervention in northern Iraq," Öcalan said. "An effort was made as a result of that savage massacre to prepare

the basis for the Turkish intervention," Öcalan alleged, referring to the recent car-bombing in Zakho.

Öcalan also claimed that Ankara was conspiring with the regime in Baghdad, maintaining that "these are efforts aimed at preventing the establishment of a Kurdish federation." He said that to achieve this aim the Turkish armed forces needed a submissive government like the current one. Öcalan also alleged that what lay behind the recent events in Istanbul's predominantly Alevi Gaziosmanpaşa district was the desire of the government to indicate that "chaos would ensue if the present government fell."

He added that the message to the Alevis in these events was that "if they continued to demand their rights then they would be slaughtered."

SATURDAY, MARCH 25, 1995

*Turkish Daily News*

# Turkey presses N. Iraq offensive, denies using German arms

Çiller urges international solution, US says it will monitor the operation, PKK threatens urban terrorism

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey on Friday pressed on with its offensive against the separatist Kurdish rebels entrenched in northern Iraq as a new storm began brewing between Ankara and Bonn over alleged use of German arms in the crossborder operation and a new wave of protests loomed over reports of village bombings and harassed civilians.

Railing against criticisms in a radio interview, Prime Minister Tansu Çiller called for international help to pacify the region.

The United States will monitor Turkey's assault on Kurds in northern Iraq on a daily basis to ensure Ankara lives up to promises to respect human rights, Secretary of State Warren Christopher said Friday.

"We're going to be following that situation very closely. I expect to be in touch with my counterparts in the Turkish government over the next few days," Christopher told reporters before a meeting with Slovak Foreign Minister Juraj Schenk.

On the ground, elite Turkish commandos hunted elusive Kurdistan Workers Party (PKK) separatists while air force jets, pounding the rebel positions for the fifth consecutive day, flew six bombing sorties on Friday.

The confirmed rebel toll in five days of operations had risen to 161 dead, with 14 reported killed and 22 injured on the side of the Turkish troops, Col. Doğu Silahcıoğlu, the spokesman for the Turkish General Staff, told reporters at the southeastern provincial center of Diyarbakır.

The Turkish Foreign Ministry on Friday denied the charges that the troops were using German hardware against the separatists in contravention of bilateral agreements.

Retired East German Army colonel Lothar Mann told German ARD television that footage of Soviet-built BTR-60-PB armoured vehicles being used by the Turkish forces identified them unmistakably as former East German materiel, Reuters said. Foreign Minister Klaus Kinkel responded to the charge by saying that if it was true, Bonn would use "all means at its disposal" to stop the use of German arms.

Kinkel, who along with French and Spanish foreign ministers met with Turkish officials in Ankara on Turkey's customs integration procedures with the European Union on Thursday, had already voiced strong concern about the operation, saying it could blow up Ankara's bid to enter the trade pact and further harm its human rights image.

Germany has supplied its NATO alliance partner Turkey with large quantities of equipment from the disbanded East German army in return for promises from Ankara that they would be used only to defend the country, and not in internal conflicts. Turkey categorically dismissed the charge, with the semi-official Anatolia news agency quoting Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman as saying, "German weapons and equipment have never been used by our armed forces in its operation in northern Iraq."

Turkey has purchased similar armored cars from Russia after the former east German models caused another crisis in the ties three years ago over allegations that they had been used against local Kurds in Newroz spring festival disturbances in which over 50 people had died. Germany, a leading provider of military assistance to Turkey, suspended arms shipments after the incidents but later lifted the embargo over Ankara's assurances. Turkey on Monday sent 35,000 of its best troops, backed by jets, helicopters, armor and artillery dashing 40 kilometers into northern Iraq along a 285-kilometer front in a massive operation to dislodge the PKK militants from their mountain bases.

The PKK, fighting a separatist war in southeastern Turkey which claimed over 15,000 lives over the past decade, was entrenched in the area which has been barred to Iraqi troops after Saddam Hussein's Gulf War defeat.

The Iraqi Kurds who have set up their regional administration in northern Iraq under Western protection, are unable to keep the PKK away from the rugged border strip to Ankara's detriment. Turkey's crossborder offensive has encountered strong reaction among its Western allies and international organizations which expressed concern over deaths or mishandling of civilians. Foreign statesmen have called on Turkey to limit its operations and pull back quickly.

Beside the EU states and NATO partners, the United Nations Secretary General Boutros Boutros-Ghali and the International Red Cross officials expressed concern and urged restraint to Turkey.

Ankara, denying harm to civilians or the harassment of the refugees, has refrained from giving a specific deadline for the pull back although assuring that it will not stay too long. In a radio interview broadcast on Friday, Prime Minister Tansu Çiller sought an international solution to address the vacuum of authority in northern Iraq.

Çiller, defending Turkey's cross-border raid against Kurdish rebels in northern Iraq, said the

area had become a springboard for guerrilla attacks against her country since the 1991 Gulf War.

"This is not our making. If we do not want the Turkish soldiers to be there to protect our innocent people, then we have to come up with an international solution to the problem," Çiller said.

"Look, because of the Gulf crisis, Turkey lost billions of dollars of trade...and terrorism increased in that part of the world..." she said.

"And now we're losing again because of the Gulf crisis because this became a place without authority and there is infiltration and killing of my people."

Asked if Turkey's raid would be a limited operation in which civilian casualties would be minimized, Çiller said: "Yes, we've always gone there and came back as soon as we could. We'll do the same thing again."

"But the thing that is important is that we should not be going into that northern Iraq again. To do that we have to find a solution to Iraq's position after the Gulf crisis." Turkey has been seeking a reconciliation between the Baghdad Government and the Iraqi Kurds, which, the officials think will help Baghdad to reestablish its authority in the north, and lead to the lifting of the trade sanctions against Iraq in return for its abiding with the U.N. resolutions.

But a plan tentatively floated by Turkish officials fell flat as the Kurds insisted on the control of the oil city of Kirkuk in return for the conciliation while Baghdad refused to agree to the U.S. guarantees for the security of the Kurds.

Baghdad on Wednesday protested Turkey's incursion and blamed it on the destabilisation caused by the United States' policies. Talking to reporters at a reception on Thursday, Rafi Dahham Mejwel al-Tikriti, the Iraqi ambassador in Ankara, urged Turkey to withdraw its troops and end the mandate of a Western air force based in southern southern Turkey to protect the Iraqi Kurds from Saddam Hussein.

"With the withdrawal of outside forces from Turkey and the Turkish forces from northern Iraq, we can settle all our problems (including terrorism) through bilateral agreements," Tikriti said.

Before the Gulf War, Baghdad and Ankara had a bilateral accord allowing the Turkish soldiers to chase the PKK separatists in Iraqi territory.

Turkish foreign ministry on Friday issued a strong denial that that civilians were targeted or harassed.

But Reuters reported that the planes attacked several villages causing heavy damage in Dergele about 100 kilometers east of the Iraqi border town of Zakho. Quoting villagers who displayed pieces of shrapnel from the bombs, it said six houses had been destroyed and one person had



A Turkish Air Force Sikorsky helicopter lands on a hill as Turkish troops gather on the mountains in northern Iraq on Friday. Turkish troops continued their operation on the fifth day of an offensive against PKK Kurdish guerrillas hidden there.

Reuters

SATURDAY, MARCH 25, 1995

Turkish Daily News

been wounded. It said Basili and Gulka villages had also been hit.

The chorus of Western criticisms also remained centered on the reports that the Turkish troops were arresting people among the 13,000 Turkish Kurds who took refuge inside northern Iraq last year. About 4,500 of these refugees were living around Zakho, held by the Turkish troops while the rest live in a tent encampment at Atroush, about 80 kilometers from the border. Turkish officials say they have been forced to emigrate from Turkey by the PKK. The refugees, meanwhile, reportedly blame the government's scorched-earth policy and do not hide their sympathies for the PKK.

Foreign ministry spokesman Ferhat Ataman angrily dismissed the reports as untrue.

But Safene Dizayee, the Ankara-spokesman for the Kurdistan Democratic Party (KDP), said there were reports that Turkish troops made identity checks in new settlements, and detained several people at the village of Lirkan to question them about the whereabouts of the PKK separatists.

Dizayee said these searches, irritating the local population, were fresh proof for the necessity of a coordination between the KDP and the Turkish troops.

He corrected a TDN report, misquoting him as reporting the soldiers' capture of weapons and ammunition in the PKK bases near Zakho. He said the collected weapons mostly belonged to the local population who customarily carry arms.

In a move that could further anger Ankara, the U.N. refugee agency in Geneva on Friday said even those sympathetic to the PKK among the Turkish Kurdish refugees were under the protection of the 1951 Convention on Refugees. The UNHCR expressed worry about 1,800 of the refugees reportedly subjected to searches in five villages around Zakho while U.N. officials in

northern Iraq reportedly said 200 Iraqi Kurdish families had sought protection.

Emboldened by the Western reaction to the Turkish operation, the PKK on Friday threatened attacks in Turkish cities. Ali Garzan, the Europe representative of the ERNK, the PKK's political wing, also called on the Western tourists to avoid Turkey in a news conference in Brussels.

## Europalia '96 suspended

### Obstacles encountered over contributions from Turkish minority groups

Turkish Daily News

ANKARA- The organizers of the Belgian Europalia culture festival on Thursday suspended preparations for its 1996 edition which was to focus on Turkey.

A statement said the financing of the festival had been threatened by "developments, alien to the purely cultural aspects."

"Preparations have been provisionally suspended to guard (Europalia) from a serious financial risk," a spokesman told Reuters. He declined to comment further but officials familiar with the preparations say talks between Belgian and Turkish

authorities have run into obstacles over contributions from Turkish minority groups.

The organizers said they hoped the break in planning would be only temporary.

Planning for the Turkish festival has long faced problems linked to accusations of human rights abuse in Turkey. The regional government in Dutch-speaking Flanders refused to help fund events and authorities in Belgium's French-speaking south are undecided about whether to help pay.

Belgium's federal government has offered 80 million francs (dollars 2.9 million) from money raised by the national lottery. But it insists the festival must illustrate the "cultural diversity" of Turkey, including contributions made by the Kurdish people and other minorities.

Former Belgian Foreign Minister Frank Vandenbroucke, who resigned on Wednesday, sent a letter recently demand-

ing that the cultural diversity of Turkey — including minorities such as Kurds and Armenians — be presented at the festival, Belgian radio said.

The Turkish Foreign Ministry remained determinedly quiet on the matter Friday, saying this was a private organization. "The reasons for this freeze are not financial, they are political," Bulent Eczacibasi, the Turkish co-chairman for Europalia '96, said in a press conference. "We protest this decision and we consider the overcoming this decision as the responsibility of Europalia."

The Belgian radio said Europalia's guest country traditionally pays a major part of the cost of the festival — 40 percent in Turkey's case — but that it was not as rich as previous guest countries like Japan or Austria.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Turquie-Irak-Kurdes prév

Irak du nord : les rebelles du PKK pris dans une nasse, selon l'armée turque

de l'envoyé spécial de l'AFP, Yurtsay MIHCIOGLU

AMADIAH (Irak), 26 mars (AFP) - Les stratèges de l'opération militaire turque en Irak du nord affirment avoir réussi à prendre dans une nasse les rebelles kurdes du PKK, et s'apprêtaient dimanche à resserrer leur étau.

Selon eux, l'opération, qui en est à son septième jour, va entrer dans une deuxième phase, l'armée turque ayant bouclé un périmètre d'environ 8.400 km<sup>2</sup> et s'apprêtant à le nettoyer.

Pour le commandant d'un détachement turc dans la région d'Amadiyah, qui a souhaité garder l'anonymat, l'installation et la reconnaissance de la région frontalière est maintenant terminée et "il faut s'activer".

Amadiyah est une petite ville perchée sur un nid d'aigle, surplombant la zone frontalière irako-turque à quelque 80 km à l'est de Zakho et 40 km à vol d'oiseau de la frontière.

L'officier a ajouté qu'une fois le cercle autour des guerilleros du PKK hermétiquement resserré, "des corps à corps auront probablement lieu, ce qui ne fait pas peur aux soldats turcs".

Ses paroles sont confirmées par plusieurs soldats interrogés par l'AFP et qui se disent "décidés, prêts à tout".

Pour un autre officier qui requiert également l'anonymat, il faut continuer jusqu'à l'anéantissement total du PKK.

Samedi soir, l'acheminement de matériels, d'armement et de munitions par les Turcs se poursuivait vers la région. Vingt camions porte-conteneurs et un char embarqué sur un semi-remorque ont été vus par un journaliste de l'AFP, se dirigeant vers l'Irak du nord, peu avant le poste frontalier turc de Habur en face du poste irakien de Khalil Ibrahim, contrôlé également par les soldats turcs.

Cela pourrait être la preuve d'un long séjour de l'armée turque dans la région, ce que n'ont pas exclu les autorités turques ni les commandants sur place. Les "opérations dureront jusqu'à l'anéantissement total des terroristes", ont indiqué les commandants.

Quelque 168 rebelles ont été tués depuis le début de l'offensive lundi dernier, selon les chiffres fournis par l'armée turque qui affirmait qu'entre 2.400 et 2.800 séparatistes se trouvaient avant l'opération dans la zone visée.

L'officier se déclare déçu du faible nombre de "terroristes séparatistes saisis morts", selon l'expression consacrée des militaires turcs. Il reconnaît cependant la difficulté de distinguer entre les peshmergas kurdes irakiens auxquels l'armée d'Ankara ne porte pas atteinte et les rebelles kurdes de Turquie, tous parlant la même langue.

N'hésitant pas à démoniser l'adversaire, cet officier a affirmé que le PKK essaierait de faire accepter aux familles kurdes irakiennes les corps de leurs militants tués dans des accrochages pour qu'ils soient présentés comme des victimes innocentes de l'opération turque.

Dès le début de l'opération, l'état-major turc a affirmé qu'aucune bavure n'avait été signalée concernant d'éventuelles pertes civiles, notamment lors des bombardements de l'aviation turque sur des cibles identifiées comme des camps du PKK.

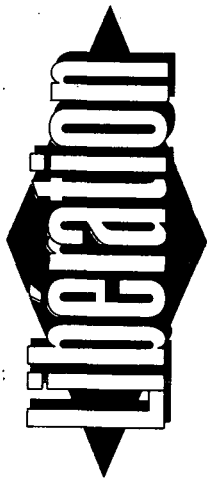
De source kurde, on n'a rapporté jusqu'à dimanche qu'un seul incident de ce genre, qui aurait fait un mort et deux blessés parmi les habitants d'un village kurde irakien.

YM/HC/lb

AFP /JO0245/261403

MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P



LUNDI 27 MARS 1995 9

MOYEN-ORIENT

# La logique de l'Irak rend Clinton perplexe

## Washington a protesté après la condamnation de deux Américains à Bagdad.

**Washington,** de notre correspondant

Les responsables américains s'interrogent de plus en plus sur la logique politique et diplomatique du gouvernement irakien après la condamnation à huit ans de prison, samedi par un juge de Bagdad, de deux ressortissants des Etats-Unis accusés d'être « entrés illégalement » en Irak. William Barloon et David Daliberti, employés de la firme McDonnell Douglas et basés en principe au Koweït, avaient été arrêtés le 13 mars après s'être

« égarés » - c'est la version officielle de Washington - en territoire irakien. La Maison-Blanche avait demandé leur libération à titre humanitaire et a été avisée du procès et de son verdict par la Pologne, dont l'ambassade représente les intérêts américains à Bagdad. La présidence a publié samedi un communiqué estimant qu'il n'existait « absolument aucune justification » pour ces sentences. Le gouvernement irakien n'a fait aucun commentaire.

La perplexité américaine vient du fait que le problème

des sanctions économiques internationales contre l'Irak - point de friction principal entre les deux pays depuis la guerre du Golfe - devait faire l'objet d'un réexamen aux Nations unies en avril et que le geste des autorités irakiennes ne va pas contribuer à faire mollir Washington dans son opposition à tout assouplissement. « *L'Irak n'a rien à gagner dans cette tentative évidente et vouée à l'échec de profiter de deux Américains* », a indiqué le Département d'Etat. En même temps, il est vraisemblable que les alliés de l'Irak

sur cette question - la France et la Russie - risquent d'être un peu gênés dans leur soutien d'un allègement des sanctions lorsque le sujet sera débattu.

En attendant, le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz a rejeté hier un plan américano-britannique qui aurait permis à l'Irak de vendre un peu de pétrole sur le marché international pour faire face à ses besoins humanitaires les plus pressants.

Tout en tonnant publiquement contre la décision des autorités irakiennes, les

Etats-Unis ont fait savoir qu'ils multiplieraient les efforts privés pour essayer d'obtenir la libération des prisonniers, à défaut d'expliquer comment ils ont pu franchir sans s'en apercevoir la large et profonde tranchée creusée par les Koweïtiens à leur frontière. Le chef d'état-major de la Maison-Blanche, Leon Panetta, a indiqué que Washington utiliserait des « canaux diplomatiques privés » pour parvenir à la libération des deux hommes. Il s'est refusé à tout commentaire sur une suggestion du sénateur Ri-

chard Lugar qui a conseillé à Clinton d'envisager une « option militaire ».

En attendant, Washington essaie de deviner s'il s'agit d'une sorte de prise d'otages judiciaire - l'Irak essayant de se servir des prisonniers comme arme dans leur négociation sur les sanctions - ou d'une condamnation de nature plus rituelle : dans le passé, il est arrivé que des Américains condamnés à plusieurs années de prison pour les mêmes raisons soient libérés au bout de quelques mois. ●

P. Br.



# La Turquie est pressée d'en finir au Kurdistan irakien

**Ankara** envoyé spécial  
**Q**uelque 35.000 soldats turcs ont intensifié pour la sixième journée consécutive leurs « ratis-sages » sur une profondeur de 40 kilomètres en Irak du nord contre les bases des rebelles kurdes du PKK. Mais le Premier ministre Tansu Ciller assure que les troupes d'Ankara se retireront dès que possible. « Cette opération est limitée et nous n'avons pas l'intention de rester là. Nous voulons atteindre nos objectifs le plus rapidement possible avec le minimum de pertes. Nos soldats retourneront à la maison dès que les camps des terroristes auront été mis hors d'état de nuire », a affirmé Tansu Ciller samedi soir à la télévision dans un « discours à la nation » qui s'adressait d'abord aux alliés de la Turquie, les Etats-Unis et surtout les Européens, de plus en plus préoccupés par la tournure des événements. Soulignant à nouveau le droit « de tout pays qui se respecte à se défendre contre le terrorisme », elle a exprimé le souhait que cette intervention au-delà de la frontière (la sixième et de loin la plus massive depuis l'instauration au printemps 1991 d'une zone kurde en Irak du nord placée sous protection de l'ONU) soit aussi la dernière. « C'est aussi à la communauté internationale de combattre le terrorisme et d'en tarir les sources », a insisté le Premier ministre, dénégant implicitement le vide de pouvoir dans le Kurdistan irakien, qui permet aux rebelles du PKK

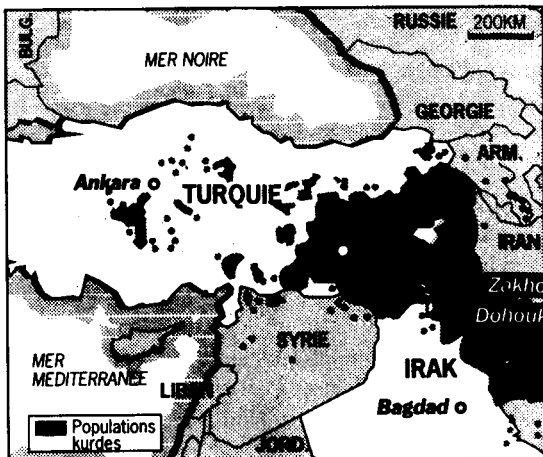
(Parti des travailleurs du Kurdistan), en lutte contre Ankara depuis onze ans, d'y installer leurs bases arrière. Tansu Ciller sait qu'elle est engagée dans une course contre la montre. Sur le plan diplomatique, le terrain a été très mal préparé. Les alliés de la Turquie au sein de l'Otan ont apparemment été avertis seulement quelques heures avant le déclenchement de l'opération « Acier ». Les combattants du PKK, eux, n'ont pas été pris par surprise, car troupes et matériels avaient été massés sur la frontière depuis deux mois. Ils avaient apparemment déjà en bonne partie évacué la zone, comme en témoigne le bilan modeste : 25 camps détruits, mais seulement 168 rebelles tués et 12 arrêtés, alors que les forces du PKK dans la zone étaient estimées au moins à 2.400 hommes. « L'armée cherchait autant à démanteler la logistique du PKK en s'emparant des énormes stocks d'armes et de matériels entreposés dans les camps et les caches dans la montagne, qu'à éliminer des terroristes », assure un expert militaire turc. Il justifie l'emploi de contingents aussi massifs par la nécessité du ratisser une immense zone montagneuse de 40 km de profondeur tout au long des 250 km de la frontière. Le coût énorme de l'opération, évalué par certains spécialistes occidentaux à un

bon tiers du budget annuel de la défense turque, en conditionne aussi la durée. Les militaires veulent au moins ralentir pour un an les « infiltrations » depuis l'Irak du nord, comme après l'intervention d'octobre-novembre 1992. Quelques témoins politiques, à droite mais aussi à gauche, comme Bulent Ecevit, Premier ministre en 1974 lors de l'invasion de Chypre, proposent ouvertement la création d'une « zone-tampon » entre la Turquie et l'Irak. Les militaires semblent pour le moins sceptiques, car « cela signifierait seulement étendre le problème ». Tansu Ciller sait que cela entraînerait de très gros problèmes diplomatiques pour Ankara, car l'administration américaine est réticente à cette solution, et les Européens totalement hostiles. Ils pourraient même remettre en cause le processus d'intégration de la Turquie, par le biais de l'Union douanière récemment conclue.

L'opération « Acier » s'avère ainsi déboucher sur une impasse. Bien que l'essentiel des opérations se déroule dans des montagnes presque désertes, les organisations internationales comme le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) s'inquiètent pour les 4.500 réfugiés kurdes de Turquie installés depuis un an autour de la ville de Zakho, où les forces turques ont établi leur quartier général. « L'armée a effectué de nombreuses perquisitions et huit personnes auraient disparu. Les autorités turques ont saisi toutes les armes, créant une certaine panique dans une population habituée depuis toujours à devoir assurer elle-même sa défense », raconte la représentante d'une organisation humanitaire qui était à Zakho le 24 mars. Le HCR a commencé hier l'évacuation de ces réfugiés vers la ville de Dohouk, un peu plus à l'est, hors de la zone d'intervention ●

MARC SEMO

**« L'armée turque cherchait autant à démanteler la logistique du PKK (...) qu'à éliminer des terroristes. » Un expert militaire turc**



Des femmes kurdes font le signe de la victoire dans un camp de réfugiés en Irak.

Türkei

## Bühne räumen

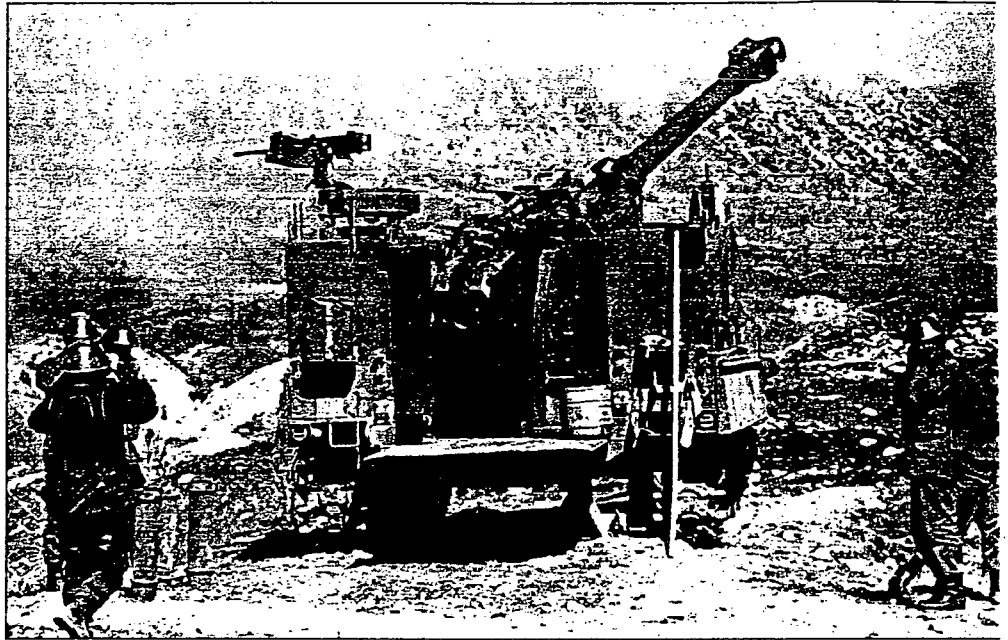
**Der Feldzug gegen kurdische Separatisten gerät zum Fiasko: Der militärische Erfolg ist zweifelhaft, der politische Schaden immens.**

**D**er Besuch aus Bagdad schien ohne größere Bedeutung. Mit den „Freunden und Brüdern“ in Ankara, erklärte der irakische Außenminister Mohammed el-Sahhaf, wolle er lediglich die „wechselseitigen Beziehungen“ ausbauen.

Ingeheim jedoch versuchten die Gastgeber dem Gesandten des Diktators Saddam Hussein im Januar die Zustimmung zu der massivsten Militäraktion in der jüngeren Geschichte der Türkei abzurufen: einer Invasion in den Nordirak.

Nicht ohne Eigennutz billigte Bagdad schließlich den Einmarsch ins eigene Land – Saddam hatte die auf Selbständigkeit drängenden Kurden im Norden lange Zeit selbst heftig bekämpft.

Am Montag voriger Woche rückten 35 000 türkische Soldaten in den Irak vor. Die „Operation Morgengrauen“ soll die Stützpunkte der Arbeiterpartei



**Türkischer Angriff auf Stellungen der PKK-Rebellen: Schützenhilfe aus Washington**

Kurdistans (PKK) zerstören, die das Regime in Ankara seit Jahren mit Terroranschlägen und Kommandoaktionen gegen Kasernen und Polizeireviere herausfordert.

Nur eine Woche nach Ausbruch der blutigen Religionsunruhen zwischen moderaten und fundamentalistischen Moslems in Istanbul führte der Aufmarsch gegen die Kurden auch zu neuen Spannungen mit der Europäischen Union. Während die Washingtoner Regierung dem Nato-Partner Zustimmung signalisierte, weckte die Invasion bei den

Europäern erneut Zweifel an der Stabilität und der rechtsstaatlichen Gesinnung der Türkei.

Versucht die angeschlagene Ministerpräsidentin Tansu Çiller mit der spektakulären Militäraktion nur, sich als entschlossene Führerin der Nation zu profilieren? Oder wollen die türkischen Militärs – völkerrechtlich höchst umstritten – den Nordirak als eine Art Sicherheitszone besetzen?

Werden die vorrückenden Soldaten tatsächlich die „Rebellen völlig vernichten“ können, wie es Çiller versprochen hat oder nur Leid und Elend der Kurden weiter erhöhen?

Die türkischen Truppen tragen den Krieg in ein Gebiet, das ohnehin kurz vor dem Kollaps steht. Auch nach der Niederlage des Diktators im Golfkrieg hatten die Kurden keinen Frieden gefunden. Zwar garantiert ihnen die Anti-Irak-Allianz bis zum 36. Breiten-

grad eine Art Schutzzone, und die Kurdenkrieger, die Peshmerga, konnten ihre Autonomiezone sogar bis Goraschala ausdehnen. Interne Kämpfe aber lähmten das leidgeprüfte Volk.

So befehlen sich nicht nur die Führer der beiden großen, etwa gleichstarken Parteien: Dschalal Talabani von der sozialistisch gefärbten Patriotischen Union Kurdistans und sein Erzrivale Massud Barsani von der eher traditionalistisch geprägten Kurdischen Demokratischen Partei.

Machtansprüche stellt auch der Führer der PKK, Abdullah Öcalan. Anders als Barsani und Talabani, die enge Kontakte zu Ankara pflegen, will sich der Alt-Marxist nicht mit einer begrenzten Autonomie im Nordirak zufriedengeben.

Der „Apo“ (Onkel) genannte Parteichef, der seine Aktionen lange aus dem libanesischen Bekaa-Tal steuerte, will vor allem die zwölf Millionen Kurden in der Türkei „befreien“ und nutzt den Nordirak als Hinterland für seine Peshmerga. Auf die PKK-Attacken aus dem Nachbarland reagierte die Regierung in Ankara zunächst mit Luftangriffen und gelegentlichen Truppenvorstößen.

Zur Empörung Talabanis und Barsanis gingen die türkischen Bomben auch auf friedliche Dörfer nieder; doch zum Waffenstillstand zwingen konnten die Kurdenführer die Soldaten der Arbeiterpartei nicht. Selbst den türkischen Invasionstruppen wird das kaum gelingen.

An Soldaten ist die Türkei der PKK mit deren schätzungsweise 3000 Kämpfern im Irak mehr als zehnfach überlegen; „Cobra“-Kampfhubschrauber und Bomber verstärken das Riesenaufgebot. Womöglich rollen sogar ehemals deutsche Schützenpanzer durch den Nordirak. Entgegen allen Absprachen soll die Tür-



FOTOS: REUTERS

**Türkische Truppen im Nordirak**  
Geheime Absprache mit Saddam

# Bloß nicht nachdenken

Deutsche Panzer sind absprachewidrig gegen die Kurden im Einsatz

**K**laus Kinkels kämpferische Zuversicht hielt nicht mal 24 Stunden. Die Bundesregierung müsse „davon ausgehen“, erklärte der deutsche Außenminister in Ankara noch während seiner Sondierungen über den türkischen Militäreinsatz in Nordirak tapfer, daß „nicht eine einzige aus deutschen Waffenlieferungen stammende Waffe dort eingesetzt wird“.

Um die diplomatische Sprachregelung nach Kinkels Gespräch mit Ministerpräsidentin Tansu Çiller sorgte sich der Bonner Botschafter persönlich. Jürgen Oesterhelt hielt seine Diplomaten eifertig an, über deutsche Waffen im Einsatz gegen Kurden auf irakischem Territorium gebe es „keine Erkenntnisse“.

Die amtliche Schutzbehauptung überstand nur die nächste Nacht. Dann widerlegte ein Kenner anhand von Filmmaterial im ARD-Morgenmagazin am vergangenen Freitag die offizielle Bonner Version. Lothar Mann, ehemaliger Oberst der Nationalen Volksarmee der DDR, identifizierte bei den im Irak eingesetzten türkischen Truppen nicht nur den „typischen NVA-Stahlhelm“ und Militär-Lkw vom DDR-Typ W 50, sondern auch schweres Gerät aus deutschen Waffendepots.

Die achtradrigen, besonders beweglichen Schützenpanzer BTR-60 PB, die TV-Filme in irakischem Hinterland im Feldzug gegen Kurden-Stellungen zeigten, stammen nach Erkenntnissen des einstigen DDR-Offiziers eindeutig aus „Beständen der ehemaligen NVA“.

Mann entdeckte „charakteristische Merkmale“ wie die Abstandsleuchte am Heck der Panzer oder spezielle „Verladekeile für den Eisenbahntransport“, die „zwischen der zweiten und dritten Achse des Fahrzeugs“ befestigt seien.

Die neuen Beweise über den absprachewidrigen Einsatz deutscher Waffen heizen den seit langem schwelenden innenpolitischen Streit um



Panzer aus NVA-Beständen: Amtliche Schutzbehauptung

deutsche Waffenhilfen an den Nato-Partner Türkei an.

„Die Debatte ist grotesk“, befand sogleich Grünen-Fraktionschef Joscha Fischer. Er verlangte „eine grundsätzliche Überprüfung der deutschen Militärhilfe und einen sofortigen Stopp aller Rüstungslieferungen“.

Für SPD-Bundesgeschäftsführer Günter Verheugen ist längst nicht

mehr die entscheidende Frage, „ob aus deutschen Kanonen auch geschossen wird oder nicht“. Entscheidend sei, daß „ein Land, das so mit nationalen Minderheiten umgeht wie die Türken mit den Kurden, keine Waffenlieferungen bekommt, weil die solche Operationen erst möglich machen“.

Grüne und SPD fordern, ein „deutliches Zeichen“ zu setzen und bei den Haushaltsberatungen in dieser Woche als erstes die 150 Millionen Mark zu streichen, die für eine neue Lieferung deutscher Fregatten in die Türkei vorgesehen sind.

Derlei deutsche Waffenhilfe hat Tradition. Schon seit 1964 überläßt Bonn dem Nato-Partner gebrauchtes Überschußmaterial von inzwischen mehr als sechs Milliarden Mark. Dazu gehörten Zerstörer für die Marine, „Starfighter“ und „Phantom“-Kampfbomber für die Luftwaffe, aber auch Panzer vom Typ Leopard 1 oder in Deutschland modernisierte US-Tanks M48,



Gesprächspartner Çiller, Kinkel: „Wichtiger Partner“

wie sie immer wieder durchs Kurdenland rasseln.

Einen kräftigen Rüstungsschub bekamen die Türken nach der deutschen Vereinbarung, als die Bundeswehr in großem Stil Waffen der ehemaligen Volksarmee entsorgte. Die Lieferliste umfaßte unter anderem 300 BTR-60-Schützenpanzer, 256 000 Kalaschnikow-Schnellfeuergewehre, 100 000 Panzerfäuste, 445 Millionen Schuß Munition, Panzertransporter, Tanklaster und Pionierbrücken.

Bedingung: Die Waffen dürften nur zur Verteidigung nach außen, nicht aber in innerstaatlichen Auseinandersetzungen wie mit den Kurden zum Einsatz kommen.

Der Text der Vereinbarung und der deutsche Vertragspartner sind geduldig. Zwar hatten Militärexperten und politisch unverdächtige Beobachter immer wieder festgestellt, daß Waffen der abgewickelten NVA gleichwohl gegen Kurden eingesetzt wurden.

„Da gibt es praktisch nur deutsche Waffen“, berichtete nach einem Besuch der Region die Ausländerbeauftragte des Bremer Senats, Dagmar Lill (SPD). In Gesprächen hätten türkische Militärs auch „gar keinen Hehl daraus gemacht, daß sie die auch benutzen“.

Nur die Bundesregierung reagierte auf solche Vorwürfe stets hinhaltend. Die Angaben wurden geprüft, die deutsche Botschaft um Stellungnahme gebeten, dann und wann auch mal die Waffenhilfe ausgesetzt – vorübergehend.

Am Ende freilich wurde der widerrechtliche Einsatz von Kinkel wie auch von Verteidigungsminister Volker Rühe immer bestritten. In seltener Übereinstimmung mit seinem Unionskollegen vermißte Kinkel „beweiskräftiges Material“ und vertraute, im Interesse einer „ausgewogenen deutschen Türkei-Politik“, auf diesen „wichtigen Partner“.

So will die Regierung auch den aktuellen Streit überstehen. Die Bundesregierung werde „jetzt allen Hinweisen nachgehen“, ließ Kinkel sogleich verbreiten und gegebenenfalls „mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln“ gegen den Mißbrauch vorgehen.

Wie die Mittel aussehen könnten, darüber freilich mochte sich der Außenminister Ende letzter Woche nicht festlegen. Nur eines war für den Liberalen schon in Ankara klar: Daß die Bundesrepublik „ein Verhältnis zur Türkei“ unterhalte, so Kinkel, „in dem wir nicht über Strafmaßnahmen nachdenken“.

kei – wie angeblich schon bei den Unruhen 1992 – gepanzerte Fahrzeuge und Laster aus Beständen der ehemaligen Nationalen Volksarmee einsetzen (siehe Kasten).

Die meisten Rebellen camps der Kurden wurden jedoch bereits vor Beginn der Offensive geräumt, die Guerrillakrieger tauchten unter. Auch über die Grenze nach Iran und Armenien hat sich angeblich ein Großteil der Freischärler absetzen können.

Den Spähern Öcalans waren die Vorbereitungen des Feldzugs nicht verborgen geblieben. Die übrigen Peschmerga-Verbände versuchen, die Invasoren aus dem Hinterhalt anzugreifen. „Der Kampf“, verkündet Öcalan, „wird lang und blutig.“

Politisch könnte der Einmarsch sich ebenfalls als Fiasko erweisen. Die PKK, in mehreren Ländern Europas verboten, hat zwar durch ihre aggressiven Aktionen viel Sympathie verloren. Nach der jüngsten Serie von Anschlägen auf türkische Einrichtungen in Deutschland hofft Çiller nun auf internationale Unterstützung für die Strafaktion.

Doch Schützenhilfe für die Jagd auf die PKK-Rebellen fand die Ministerpräsidentin nur in Washington. Heimlich hatten US-Kampflugzeuge kurz vor der Operation die Schutzzone nach Kämpfen abgesehen und Ankara Hinweise geliefert.

Heftige Kritik hingegen mußte die Regierungschefin aus Europa einstecken. Das Prinzip der Unverletzbarkeit der Grenzen und der staatlichen Souveränität gelte „für alle, auch für das Eindringen türkischer Truppen in den Irak“, mahnte der französische Außenminister und Vorsitzende des EU-Ministerrats Alain Juppé. Die Türkei beruft sich jedoch auf ein schon vor Jahren mit Saddam vereinbartes Verfolgungsrecht, das ihr gestatte, PKK-Aktivisten über die Grenze nachzusetzen.

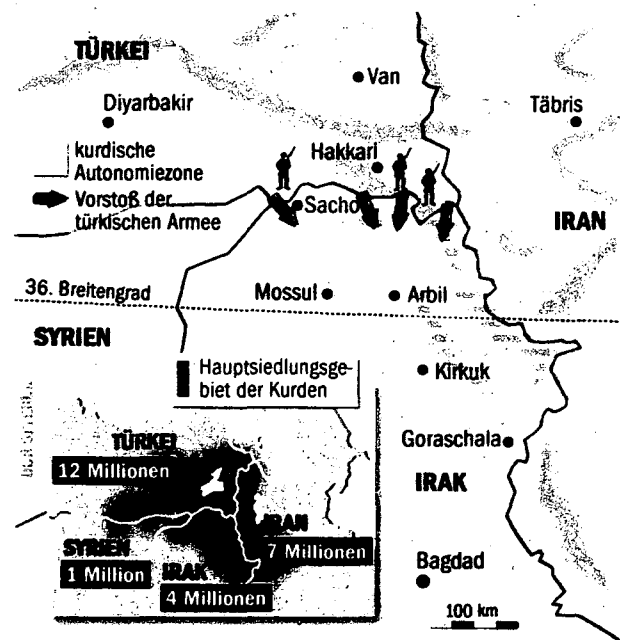
Empörung auch bei den Europaparlamentariern in Straßburg: Berichte über Menschenrechtsverletzungen aus dem Kampfgebiet bestärken jene Volksvertreter, die gegen Ankaras Beitritt zur Europäischen Zollunion stimmen wollen. So sollen türkische Truppen in Flüchtlingslager einmarschiert sein und Hunderte von Personen verhaftet oder verschleppt haben.

„Die Zollunion“, glaubt ein deutscher EU-Abgeordneter, „kann die Türkei erst

einmal wieder vergessen.“ Nato-Partner Norwegen stoppte inzwischen sämtliche Waffenlieferungen an den Bosphorus.

Vergleichsweise still blieb nur Saddam Hussein. In den Geheimgesprächen von Ankara hatte sein Außenminister Sahhaf die Zusicherung erhalten, daß die Invasoren nicht tiefer als 80 Kilometer auf irakisches Territorium vordringen und die kurdischen Städte Kirkuk sowie Mosul schonen würden; dort befinden sich wichtige Ölquellen des Irak.

Mit der stillen Duldung der Invasion auf seinem Territorium erhofft Saddam, daß sich die Regierung in Ankara für ein Ende der Uno-Sanktionen gegen den Irak einsetzt. Das läge auch im Interesse der Türkei, die durch den Handelsausfall mit dem Nachbarn Verluste in Höhe von vielen Milliarden Dollar erleidet.



In der Bevölkerung kann Ministerpräsidentin Çiller vorerst mit Rückhalt rechnen, denn viele Türken erkennen über alle Parteigrenzen hinweg in der PKK den gemeinsamen Feind.

Der Nordirak, giftete das Massenblatt *Hürriyet*, sei eine „Bühne für die PKK“ geworden, die geräumt werden müsse.

Überzeugte Nationalisten wie der ehemalige Ministerpräsident Bülent Ecevit plädieren sogar für eine libanesishe Lösung: Was Israel im Süden des Levantestaats solle die Türkei, so der Sozialdemokrat, ihre „Verteidigungslinie“ vorverlegen.

Die Sicherheitszone könnte allerdings nicht ohne Wortbruch gegenüber dem Invasionspartner in Bagdad entstehen. Dem Unterhändler aus Bagdad hatte die türkische Regierung zugesichert, daß die Strafaktion nicht lange dauern werde.

L'armée turque encercle une zone de 8 000 km<sup>2</sup>

# Irak : les rebelles kurdes dans la nasse

*Les opérations dureront « jusqu'à l'anéantissement total des terroristes » du PKK, affirment les officiers turcs.*

Les stratèges de l'opération militaire turque en Irak du Nord affirment avoir réussi à prendre dans une nasse les rebelles kurdes du PKK et s'apprentent à resserrer leur étau.

L'opération, qui en est à son huitième jour, devrait entrer dans une deuxième phase, l'armée turque ayant bouclé un territoire d'environ 8 400 km<sup>2</sup> et s'apprentant à le nettoyer.

Pour le commandant d'un détachement turc dans la région d'Amadiyah, qui a souhaité garder l'anonymat, l'installation et la reconnaissance de la région frontalière est maintenant terminée et « il faut s'activer ». Amadiyah est une petite ville perchée sur un nid d'aigle, surplombant la zone frontalière irako-turque à quelque 80 km à l'est de Zakho et à 40 km à vol d'oiseau de la frontière.

L'officier a ajouté qu'une fois le cercle autour des guérilleros du PKK hermétiquement resserré « des corps-à-corps auront probablement lieu, ce qui ne fait pas peur aux soldats turcs ». Ses paroles sont confirmées par plusieurs soldats interrogés par l'AFP et qui se disent « décidés, prêts à tout ». Pour un autre officier qui requiert également l'anonymat, il faut continuer jusqu'à l'anéantissement total du PKK.

## Renforts

Samedi soir, l'acheminement de matériels, d'armement et de munitions par les Turcs se poursuivait vers la région. Vingt camions porte-conteneurs et un char embarqué sur un semi-remorque ont été vus par un journaliste de l'AFP, se dirigeant vers l'Irak du Nord, peu avant le poste frontalier turc de Habur, en face du poste irakien de Khalil Ibrahim, contrôlé également par les soldats turcs.

Cela pourrait être la preuve d'un long séjour de l'armée turque dans la région, ce que n'ont exclu ni les autorités turques ni les commandants sur place. Les « opérations dureront jusqu'à l'anéantissement total des terroristes », ont indiqué les commandants.

Quelque 168 rebelles ont été tués depuis le début de l'offensive, lundi dernier, selon les chiffres fournis par l'armée turque, qui affirmait qu'entre 2 400 et 2 800 séparatistes se trouvaient avant l'opération dans la zone visée. (AFP.)



Un militaire turc montre des armes saisies dans le nord de l'Irak. L'armée turque continuait, samedi, à acheminer du matériel et de l'armement vers la région.

(Photo F. Saribas/Reuter.)

# Bagdad : la prison pour deux Américains

*Les Etats-Unis dénoncent la condamnation des deux hommes, entrés illégalement en Irak.*

Deux Américains qui avaient franchi « accidentellement » la frontière koweïto-irakienne ont été condamnés samedi à huit ans d'emprisonnement, selon la Maison-Blanche.

Les médias officiels irakiens, dont l'agence officielle INA, ont passé la nouvelle sous silence.

« Nous avons été informés par l'ambassade de Pologne (...) que les deux détenus américains, William Barloon et David Daliberti, ont été jugés aujourd'hui (samedi) et reconnus coupables par un tribunal irakien pour entrée illégale en Irak », a précisé le département d'Etat.

Selon Washington, il n'y a « aucune justification à ces condamnations ».

## Jusqu'à six mois

Les deux Américains avaient été arrêtés le 13 mars après avoir pénétré en Irak venant du Koweït. Ils ont été incarcérés à la prison d'Abou Ghabrib, à 30 km à l'ouest de Bagdad, selon des diplomates occidentaux. L'Irak n'entretient pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis depuis février 1991.

Selon leurs proches, les deux Américains travaillaient au Koweït pour les en-

treprises McDonnell Douglas et Kay and Associates, deux sociétés ayant des contrats avec le Pentagone.

Plusieurs étrangers travaillant au Koweït ont été arrêtés pour « entrée illégale » en Irak, depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991. Quatre Américains ont été interpellés entre décembre 1991 et avril 1993. Les trois premiers ont été relâchés dans des délais de quatre jours à trois semaines. Le quatrième, Kenneth Beaty, avait été accusé d'espionnage et condamné à huit ans de réclusion. Il avait été libéré après plus de six mois de détention. (AFP.)

# Allemagne : pas de sanctuaire pour le PKK

*Les autorités de Bonn sont déterminées à expulser les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit sur le territoire fédéral.*

BONN :

Jean-Paul PICAPER

L'épreuve de force entre les autorités allemandes et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit sur le territoire fédéral a commencé. « Pas de sentimentalités envers des criminels », écrivait hier un éditorialiste. Le ministre de l'Intérieur (chrétien-démocrate) Manfred Kanther, qui a qualifié le PKK d'« authentique bande de criminels », a promis de « ne plus lui accorder de trêve ». On utilisera « tous les moyens policiers », promet le ministre, sûr d'être appuyé par l'opinion publique. Un sondage réalisé ce mois-ci pour la deuxième chaîne de télévision, la ZDF, révèle que 74 % des Allemands sont favorables à l'expulsion des Kurdes en situation irrégulière. Pour le ministre, il s'agira de séparer le bon grain de l'ivraie. La grande fête du nouvel an kurde, le Newroz, qui a réuni ce week-end à Stuttgart 10 000 participants, s'est dé-

roulée en effet sans incidents, dans une atmosphère de détente, contrairement aux années précédentes. Ses organisateurs ont fait replier des drapeaux du PKK qui s'étaient déployés.

L'opposition des Länder socialistes (SPD) à la décision du ministre de l'Intérieur d'extraire désormais les Kurdes coupables de délits ou déboutés de leur demande d'asile commence à faiblir. Le ministre de l'Intérieur SPD de Rhénanie-Westphalie, Herbert Schnoor, procédera aux expulsions si le gouvernement turc lui garantit la présence d'un avocat indépendant lors des interrogatoires des Kurdes. De plus, l'Association des droits de l'homme d'Istanbul lui a promis de s'occuper des expulsés.

La Bavière conservatrice, qui n'avait jamais approuvé le moratoire sur les expulsions, a pris les devants en renvoyant à Istanbul, jeudi dernier, un Kurde arrivé illégalement en Allemagne à la fin des années 80 et arrêté en 1993 alors qu'il vendait de l'héroïne. Dans les

semaines qui viennent, Munich devrait expulser une soixantaine de ses congénères.

A Berlin, le parquet de Berlin a ouvert une instruction contre un membre du PKK accusé de racket. Il réclamait un « impôt de guerre » de 5 000 marks à un cuisinier kurde. Comme cet employé refusait de payer, son « percepteur » l'avait roué de coups.

## Meurtres sur commandite

A Francfort, le procès de trois « fonctionnaires régionaux » du PKK clandestin, deux hommes et une femme, va s'ouvrir prochainement. Ils ont organisé des attaques d'institutions turques sur le territoire fédéral et provoqué plusieurs incendies criminels. La police impute à des militants kurdes la vague d'attentats au cocktail Molotov qui vise depuis quelques jours des intérêts turcs. Hier une importante boulangerie turque a été détruite par le feu à Oerlinghausen, dans l'ouest de l'Alle-

magne. Le sinistre n'a pas fait de victime, mais les autorités présument un acte volontaire.

Depuis janvier, la police de Wuppertal enquête sur l'assassinat d'un Kurde de 27 ans. Cet homme s'était détourné du PKK et encourageait d'autres défections. Le 17 décembre 1994, il a été abattu de plusieurs balles.

Les meurtres sont commandités par le secteur « Sécurité, Contrôle et Renseignements » du PKK, dont un des collaborateurs, Mahmut E., a été appréhendé en septembre dernier. La police allemande a arrêté d'autres dirigeants du PKK clandestin, dont deux chefs de district, Mehmet K., 28 ans, qui vivait en Bavière, et Mehmet A., 45 ans, qui avait pris la nationalité hollandaise. Dirigé par une « Centrale du front européen », baptisée officiellement « ERNK-Représentation en Europe », le PKK d'Allemagne est divisé en cinq régions subdivisées en dix-sept districts qui témoignent les responsables de quartiers chargés d'exécuter les attentats.

J.-P. P.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0358 4 I 0455 TUR /AFP-WU33

Turquie-Kurdes-Irak

La guerre, destin des Kurdes irakiens  
de l'envoyé spécial de l'AFP, Yurtsay MIHCIOGLU

ZAKHO (Irak), 27 mar (AFP) - Enfants d'une région déshéritée, les Kurdes irakiens se trouvent de nouveau pris au milieu d'une guerre, coïncés depuis une semaine entre l'armée turque et les rebelles kurdes de Turquie, pour un problème qui n'est pas le leur.

Après deux opérations meurtrières de l'armée de Bagdad en 1988 et en 1991, suivies toutes deux d'un exode vers la Turquie et d'une insurrection kurde manquée en 1991, les Kurdes d'Irak subissent maintenant les conséquences de l'intervention des Turcs contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Lundi dernier 35.000 militaires turcs ont fait incursion en Irak du nord, censé être sous contrôle kurde irakien, sur une zone de 220 km de longueur et 40 km de profondeur, appuyés par l'aviation et des blindés.

L'armée contrôle désormais cette zone frontalière montagneuse de quelque 8.400 km<sup>2</sup> tout en resserrant chaque jour les mesures de sécurité, notamment après des saisies d'armes et de munitions appartenant, selon les autorités turques, au PKK.

La population civile, qui au départ avait vu arriver les soldats turcs avec indifférence mais aussi un peu d'inquiétude de les voir s'éterniser dans la région, a ces derniers jours exprimé une certaine irritation devant cette force qui vient la discipliner comme jadis les soldats de Saddam Hussein, selon des témoignages recueillis sur place par l'AFP.

"D'abord nous avons cru que cela allait se passer comme avant", à savoir des incursions de 2-3 jours, "mais nous ne savons pas ce qu'il en est pour cette fois", a déclaré un mokhtar (chef de village) kurde irakien.

Outre une autre opération d'envergure en octobre 1992, l'armée turque a en effet mené plusieurs brèves incursions dans le nord de l'Irak pour des "poursuites à chaud" du PKK.

Ce mokhtar a demandé que ni son nom ni celui de son village, situé dans la zone frontalière turco-irakienne, à l'est de la ville de Zakho, ne soient cités.

Le dignitaire a répété également des plaintes d'autres villageois interrogés sur la "rigueur" et les "arrestations arbitraires de civils" par l'armée turque.

Selon des officiers de l'armée turque, les mesures de sécurité ont été en effet renforcées en raison de saisies d'armes dans certains villages kurdes irakiens de la zone frontalière.

L'un d'eux n'a pas nié que les soldats turcs sont "parfois durs" avec les villages où on a "trouvé trace du PKK".

En dehors des enfants qui commercent avec les soldats turcs, peu de villageois s'approchent d'eux par crainte, selon un commerçant à Zakho, d'être soupçonné de sympathie pour le PKK.

YM/nj/jmc

AFP /JO0245/271407

MAR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

LE SOIR - 27 mars 1995

# Les Turcs s'installent en Irak

**L'offensive militaire turque contre les rebelles du PKK réfugiés en Irak du Nord continue et il se confirme qu'elle pourrait être de très longue haleine.**

**L'**opération militaire turque contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans le nord de l'Irak s'est poursuivie dimanche pour le septième jour consécutif tandis que l'ONU procédait à l'évacuation de quelque 1.400 réfugiés kurdes de la région frontalière de Zakho. Selon des informations recueillies auprès d'officiers turcs à Amadiyah, en Irak, à quelque 80 km à l'est de la ville frontalière de Zakho et à 40 km à vol d'oiseau de la frontière, les forces turques ont réussi à boucler une vaste zone de 8.400 km<sup>2</sup> dans laquelle les rebelles du PKK seraient pris comme dans une nasse.

Selon ces officiers, qui ont requis l'anonymat, l'opération turque va désormais entrer dans une seconde phase qui consistera au nettoyage de cette poche. L'un d'eux a déclaré que l'opération se poursuivrait jusqu'à l'anéantissement total du PKK.

## RÉFUGIÉS ÉVACUÉS

Selon un porte-parole du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) de l'ONU à Genève, un millier de réfugiés ont quitté sans problème dimanche en fin de matinée la région de Zakho à bord d'un convoi affrété par le HCR. Ils ont été transportés vers le camp d'Atrush, à 160 km au sud-est, une zone plus sûre loin du terrain d'opération de l'armée turque contre les

militants armés du PKK. Le camp d'Atrush compte déjà 9.000 réfugiés mais des mesures ont été prises pour accueillir les nouveaux venus: 600 tentes supplémentaires ont été installées, selon le porte-parole. Ce dernier a précisé que les autorités turques s'étaient montrées «coopératives». Près de 13.000 Kurdes de Turquie avaient trouvé refuge dans le nord de l'Irak l'an dernier, fuyant l'intensification des combats dans le sud-est de la Turquie entre l'armée turque et le PKK.

Par ailleurs, un responsable du Croissant rouge turc a déclaré dimanche au poste frontalier de Habur, seul point de passage entre la Turquie et le nord de l'Irak, que toutes les mesures «ont été prises» pour l'acheminement d'une aide humanitaire

turque annoncée mercredi pour les Kurdes d'Irak.

Quelque 35.000 hommes, appuyés par des blindés et l'aviation, sont engagés dans l'opération turque. Le bilan officiel est resté le même dimanche que la veille, soit 168 tués côté PKK et 16 côté turc. De l'autre côté de la frontière en territoire turc, neuf guérilleros du PKK ont été tués dans un accrochage avec les forces de l'ordre turques, selon l'agence Anatolie.

Enfin, toujours selon Anatolie, le ministre turc des affaires étrangères Murat Karayalçin a reçu l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara, M. Marc Grossman, pour un entretien consacré à l'opération. Le ministre turc a réitéré que celle-ci a des objectifs précis et limités: éradiquer le PKK en épargnant les civils et

se retirer dès que la mission sera accomplie.

## BELGE ASSIGNÉ À RÉSIDENCE

Par ailleurs, six ressortissants allemands et un photjournaliste belge ont été assignés à résidence dimanche dans un hôtel de Cizre (sud-est de la Turquie) après avoir été refoulés à la frontière irakienne faute des accréditations nécessaires. Les sept étrangers affirment avoir été contraints par la violence à revenir de la frontière et indiqué qu'on leur avait confisqué leurs films et matériel. Ils ont déclaré n'avoir pas pris de photos d'armes ou de chars allemands de l'ex-RDA, sujet d'inquiétude pour Bonn qui a exigé d'Ankara qu'ils ne soient pas utilisés dans l'opération turque dans le nord de l'Irak. (AFP.)

## Ciller: « De la légitime défense »...

**L**e premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a affirmé samedi que l'«Opération Acier» menée par l'armée turque contre les rebelles kurdes du PKK en Irak du nord est une action «de légitime défense» qui sera «couronnée de succès» et dont le reste du monde tirera avantage. Dans un discours à la nation, M<sup>me</sup> Ciller a expliqué que *c'est la Turquie qui a le plus souffert du vide de pouvoir créé après la guerre du Golfe en 1991 en Irak du nord car le PKK, subissant des revers en territoire turc, s'y était installé.*

*La Turquie, a-t-elle poursuivi, ne pouvait «tolérer» que des «terroristes», entraînés dans des camps du PKK en Irak du nord, pénètrent sur son territoire pour y effectuer des coups de main. Nous avons un droit de légitime défense, a-t-elle dit. Elle a réitéré l'attachement de son pays à l'intégrité territoriale de l'Irak et à la sécurité des populations civiles d'Irak du nord. L'opération sera «limitée», nous n'avons aucune intention de rester en Irak du nord, a-t-elle dit. Elle a enfin souligné qu'une Turquie en sécurité à l'intérieur de ses frontières, à économie forte et dotée d'une démocratie qui progresse était indispensable*

*non seulement pour la région mais pour le monde entier. Pour y parvenir, le terrorisme qui dure depuis des années doit prendre fin, a-t-elle dit.*

De son côté, le président turc Suleyman Demirel a estimé samedi aussi que l'offensive lancée par la Turquie contre les séparatistes kurdes dans le nord de l'Irak n'allait pas s'achever dans quelques jours ni dans quelques semaines, mais elle ne devrait pas prendre plus d'un an. C'est la première fois que le chef d'Etat acceptait de s'exprimer sur ce sujet.

*Je ne pense pas que vous puissiez mesurer le succès de l'opération au nombre de terroristes tués, a toutefois a-t-il estimé. Cela n'est qu'un début, a-t-il ajouté. On verra les résultats à la fin. Notre objectif n'est pas de prendre le contrôle de cette zone, a-t-il poursuivi, ajoutant qu'à partir du moment où la région sera «nettoyée» des rebelles du PKK, l'armée se retirera.*

Les réactions étrangères ont été très discrètes ce week-end, seul le ministre allemand du Travail Norbert Blum s'étant exprimé, pour accuser les Turcs dans une contribution au journal dominical «Bild-am-Sonntag». M. Blum, membre de l'Union

démocrate-chrétienne du chancelier Helmut Kohl, rappelle dans son article qu'il a lui-même travaillé en Turquie dans sa jeunesse et qu'il s'est toujours senti à l'aise dans ce pays, «jusqu'en avril 1991».

A cette date, écrit-il, il a vu dans les montagnes à la frontière turco-irakienne l'armée turque interdisant à des civils mourant de faim et de froid de redescendre dans les plaines. *Depuis cette date, je sais que les Turcs traitent les Kurdes comme on ne devrait même pas avoir le droit de traiter des animaux, écrit-il. Ceci ne donne cependant pas le droit aux Kurdes d'utiliser la terreur, ni ici en Allemagne ni en Turquie, ajoute-t-il.*

Le ministre, qui hausse la voix un ton au-dessus des prudentes condamnations lancées jusqu'ici par son gouvernement, demande en outre à l'Otan de ne pas regarder sans rien faire la façon dont les droits de l'homme sont foulés au pied en Turquie. *Il faut dire clairement à la Turquie, membre de l'Otan, que l'Otan n'est ni un gang militaire ni une horde de marchands de canons, mais une communauté de valeurs pour la défense de la liberté et de la dignité humaine, écrit M. Blum. (AFP, AP.)*



THE INDEPENDENT • MONDAY 27 MARCH 1995

# Turks seem set for long stay in Iraqi Kurdistan

FROM PATRICK COCKBURN in northern Iraq

In the mountains of Iraqi Kurdistan, there is little sign of the 35,000 Turkish soldiers pulling back from the swath of territory which they captured in an offensive last week.

Contrary to assurances from Turkish officials that the force would be out of Iraq in a matter of weeks, Turkish commandos backed by heavy armour and artillery look as if they are preparing for a longer stay.

A tour of Turkish bases and camps by military helicopter – the first time the Turks have agreed to allow access to their military positions in Iraq – shows that the Turkish army is in full control.

But the 2,000 PKK guerrillas, the Turkish Kurd separatists whom the Turks say they want to root out, appear to have retreated south after offering minimal resistance. The Turkish army says it has killed 182 rebels but, unlike previous forays, has not put the bodies on display.

Although PKK camps were often in natural fortresses surrounded by mountains, or down narrow gorges overlooked by walls of rock, none was defended to the last.

In the narrow Pîrbella Valley 20 miles from the Turkish border, there are squadrons of heavy tanks and supporting in-

fantry every few miles. But the local Turkish commander says that in capturing two PKK camps, his men killed only two guerrillas and another surrendered.

A Turkish soldier said: "Before the 20 days, they [the PKK guerrillas] knew everything so they went away."

The problem for the Turkish army is that if they now retreat, as they did once before in 1992, the PKK will certainly return. Renewed guerrilla attacks would disappoint expectations raised by Turkish Prime Minister Tansu Ciller that the operation across the Iraqi border would finally crush the Kurdish rebels.

A military spokesman said only: "As soon as we complete our operation we will return to our borders."

Much of the area which Turkey has occupied is scantily inhabited because it is high in the mountains and many of the Kurdish villages were destroyed in the 1980s by the Iraqi army. But where there are Kurdish farmers, it is unclear how the Turkish army will distinguish between Iraqi and Turkish Kurds.

This makes it difficult for the Turks to end the operation by rooting out the PKK, who have blended into the local population or moved temporarily south beyond the Turkish line.

THE GUARDIAN  
Wednesday March 29 1995

# Fearful Kurds win ride to safety

Reporter in Zakho, Iraq

**D**ISPLACED Turkish Kurds, frightened at Turkey's military sweep into Iraq, pushed their way into a UN aid compound yesterday, demanding to be taken to safety.

The 177 men, women and children parked a minibus and 10 trucks, one of them full of sheep, and set up camp on a football pitch after the United Nations promised to escort them to safety by tomorrow, along with other refugees.

It will be the second UN evacuation of refugees since Turkey sent 35,000 troops into Iraq on March 20 hunting for Kurdish separatist rebels.

A Turkish military spokesman said yesterday that 62 Kurdistan Worker's Party (PKK) guerrillas had died in a clash near Iraq's border with Iran.

Security sources said another 13 people died in four clashes

inside Turkey, as the rebels apparently mounted diversionary attacks.

About 3,000 Turkish Kurds remain around the border town of Zakho after the first UN convoy took more than 1,000 refugees to Atrush 60 miles to the south.

A middle-aged refugee in the UN compound said: "They didn't take us. We were hiding and we did not know about it. We rented the lorries and came today as we are too scared to stay any more. For one week we have been living in fear of the operation."

Told they would have to wait at least a day before an escort could be arranged, the refugees threatened to move on.

After negotiations they agreed to pitch UN tents on the pitch and stay.

"We will try to send them tomorrow. But if not, Thursday. We were arranging for a convoy anyway on Thursday," said Christopher Lee, a senior official of the UN High Commissioner for Refugees.

In Geneva, riot police used tear gas and water cannon to force 200 angry Turkish Kurd demonstrators from the grounds of the United Nations' European headquarters.

One officer was badly hurt and two other officers and four UN guards were slightly injured by protesters throwing stones and bottles.

The Kurds were protesting that the UN was not doing enough to protect refugees in Iraq.

"We just want the UN to get moving," said one.

THE INDEPENDENT • MONDAY 27 MARCH 1995

# Turkey must give the Kurds basic rights if it wants closer ties with the EU, argues Tony Barber

## A people crying out for equality

Suleyman Demirel, the ninth president of the modern Turkish state, is an honourable politician, the kind of man with whom Western governments should feel comfortable doing business. But he made a remark last Saturday which summed up everything that is wrong with Turkey's policies towards its Kurdish minority. "We are talking about terrorism. We are not talking about anything else," he said. Oh, but we are, Mr Demirel. Do not forget that it was only 14 years ago, after the military coup of September 1980, that the use of Kurdish in private conversations in Turkey was officially forbidden. The attitudes of the Turkish authorities have somewhat relaxed since then, but the belief persists that the Kurdish problem can be solved as long as it is treated primarily as a security issue. Nothing is more likely to guarantee that the problem merely grows bigger every year.

The Turkish government defends its military offensive against Kurdish targets in northern Iraq on the grounds that Kurdish guerrillas use the area as a base for attacks in south-eastern Turkey. Up to a point, the argument holds water. No one doubts that Turkey has a genuine security problem on its hands with the Marxist, separatist Kurdistan Workers Party (PKK). Ever since 1982, the PKK has operated two routes of infiltration into Turkey, one from Syria and the other from northern Iraq. The PKK does not speak for all Turkish Kurds, and it is not the sort of organisation to which the West should be lending support.

However, the government in Ankara has fallen into the classic trap of failing to understand that excessive use of force can only increase the sympathy of ordinary Kurds for the PKK. The same thing happened with Russia's assault on Chechnya, which transformed the Chechen leader, Dzhokhar Dudayev, from a moderately ludicrous northern Caucasian strongman into a symbol of brave defiance of Russian viciousness. Turkey has gone way too far in sending 35,000 troops

**The problem is interwoven with terrorism but it is fundamentally a matter of human rights**

into Iraq to destroy Kurdish camps from which, in many cases, PKK guerrillas have already withdrawn in anticipation of the Turkish assault. No matter how carefully the Turkish armed forces go about their tasks, it is inevitable that civilians are killed in this type of operation.

Wiping out a dozen PKK bases in northern Iraq will do nothing to alleviate Turkey's broader Kurdish problem. This problem is interwoven with terrorism, but it is fundamentally a matter of individual human rights and the right of a national minority to political and cultural self-expression. For all Turkey's protests that Kurdish rights are protected under the law, it is clear

that most Kurds do not share this view. There are signs that some Turks have grasped this point. "Terrorism cannot be wiped out with cross-border raids," said Sami Kohen, a columnist for the newspaper *Milyet*. "Diplomatic, political and economic measures have to be considered."

In contrast, say, to ethnic Germans in Belgium or ethnic Albanians in Italy, the Kurds are not a tiny component of Turkey's population. There are 12 million of them, out of a total population of 60 million. Mr Demirel's predecessor as president, Turgut Ozal, was himself half-Kurdish. The longer the Kurds are denied simple rights such as education and broadcasting outlets in their own language, the more likely it is that the Kurdish question will evolve into a permanent crisis for the Turkish state, eroding the quality and ultimately the stability of the democratic institutions that were restored only 11 years ago.

The issue here is not the creation of an independent Kurdish state. Quite apart from the disruptive impact that such a step would have in the Middle East and the Gulf as a whole, an independent Kurdistan in south-eastern Turkey would almost certainly provoke a backlash against the millions of Kurds living in Istanbul and other large Turkish cities.

An insight into the fate that might befall these Kurds was provided two weeks ago, when the Istanbul police shot dead demonstrators from Turkey's Muslim Alawite minority, some of whom are Kurds. The Alawites had gathered in the streets because

suspected Islamic fundamentalist gunmen had sprayed automatic gunfire into several Alawite coffee houses, killing three people.

But if an independent Kurdish state is not a realistic proposition, that is not the case with proposals for Kurdish autonomy in the south-east. In a recently published history of modern Turkey, Erik Zürcher, a professor at the University of Amsterdam, writes: "Turkey will have to become a binational state, with Kurdish as its second

**The last thing anyone in the West wants is to undermine the secular Turkish state**

language in the media, in education and in administration. The south-east will have to be granted some sort of far-reaching autonomy with Kurds governing and policing Kurds. The alternative is a bloody guerrilla war in the south-east, probably coupled with an urban guerrilla war in the west, that will drag on for many years."

Turkey's leaders would do well to understand that such sentiments are expressed in a spirit of friendship towards their country. The last thing that anyone in the West wants is to undermine the secular Turkish state, particularly after the fundamentalist Welfare Party won municipal elections last year in Istanbul and Ankara. To

promote Kurdish rights is in Turkey's own best interest.

Even before Turkey's incursion into northern Iraq, it was unclear whether the European Parliament would give the necessary approval to a long-awaited customs union agreement between Turkey and the European Union. The obstacle was the treatment of Kurds inside Turkey. Now, with 35,000 Turkish troops striking into Iraq and aircraft flying regular bombing raids from air bases in eastern Turkey, it is certain that the European Parliament would withhold its consent.

That would represent not just an economic setback but a political blow to Turkey's secular leaders, because one of the Welfare Party's central objectives is to kill off the customs union, which it describes as a form of "enslavement to the Christian establishment". But Turkey's leaders would be missing the point if they criticised the European Parliament for holding up the deal. It is the most appropriate way to remind the Turkish government that its Kurdish policies have a substantial effect on European public perceptions of Turkey and hence on EU-Turkish relations.

To limit the damage, the Turkish armed forces must pull out from northern Iraq as fast as possible. But that in itself will not be enough. Turkey's Kurdish question is crying out for an answer that will grant elementary rights to the Kurds, make them equal citizens and remove the most serious irritant in relations between Turkey and the Western world.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 27, 1995

# UN Evacuates Kurds From Path of Turkey's Offensive

Reuters

ZAKHO, Iraq — The United Nations on Sunday evacuated more than 1,000 Turkish Kurds, most of them refugee women and children, from the line of fire as Turkey pressed its anti-rebel drive in northern Iraq.

A convoy of 40 trucks and minibuses, protected by UN guards, arrived at the Atrush refugee camp from the Iraqi border town of Zakho, 100 kilometers (60 miles) to the north.

"The operation went very smoothly," a spokesman for the UN High Commissioner for Refugees said in Geneva. "The only problems we had were vehicles breaking down."

The refugees, many of whom said they had fled heavy-handed tactics by Turkish security forces fighting Kurdistan Workers Party rebels last year, clutched possessions — including chickens and sheep — as they headed off.

One refugee, Leyla Eren, said she fled into the predominantly Kurdish north of Iraq after harassment by Turkish troops. She said she now feared the same again.

"The UN is going to guard us. That's why we're going to the camp," she said. "I think we'll have a better life there."

Others said their villages had been burned by troops after they refused to join the state-backed militias deployed in Turkey against the rebels.

Washington is to monitor the northern Iraq offensive for possible human rights abuses by Turkey, which is often accused of mistreating its Kurdish population.

Turkish forces, whose offensive aims to wipe out Kurdish guerrilla bases in northern Iraq, received reinforcements by air from two border points, a security source said.

Foreign Minister Murat Karayalçin said Turkey could not let the rebels control northern Iraq, whatever international pressures Ankara may face.

"They have even planted fields of opium poppy there," the *Hurriyet* daily quoted him on Sunday as saying.

The refugees evacuated to Atrush on Sunday are among about 13,000 who streamed into Iraq last year, saying they fled fighting between the army and the rebel forces.

Ankara insists they were forced over the border by the rebels in order to damage Turkey's image.

Almost 10,000 other Turkish Kurds are camped at Atrush, which is outside the zone that the Turkish authorities have declared as the limit of their campaign.

Ankara has sought to ease international concern over its thrust.

"Everything that can be done will be done in order to save civilians and civil organizations," Prime Minister Tansu Ciller said on Saturday. "Turkey always respects the laws."

A military spokesman said troops had taken 25 rebel mountain bases since the campaign began. Turkey said it had killed 168 rebels and lost 16 of its soldiers. The Kurdish rebels put their death toll at up to 13, with 178 Turks killed.

## Iraq Rejects New Plan On Limited Oil Sales

Reuters

BAGHDAD — Iraq on Sunday rejected a new proposal by the United States and Britain that would allow it to sell oil to meet humanitarian needs.

Deputy Prime Minister Tariq Aziz, in a statement carried by the Iraqi press agency INA, said that the plan would give Iraq less money than a proposal made in 1991, which it rejected, and that it calls for a permanent separation of Kurdish regions in the north of the country from Baghdad's control.

"The new American project is nothing but a maneuver to mislead world public opinion and prolong sanctions," said Mr. Aziz, who has spearheaded Iraqi diplomatic efforts to lift the sanctions imposed by the United Nations after Iraq invaded Kuwait in 1990.

"What will practically remain for Iraq will be seven dollars to provide food and medicine for each Iraqi every month," he said.

The resolution will be submitted to the UN Security Council by Argentina, on behalf of the United States and Britain. It is not yet known when it might come to a vote.

The Iraqi economy has been crippled by the sanctions and millions of its citizens rely on

humanitarian relief. Oil accounted for more than 90 percent of Baghdad's exports before the sanctions.

The United States, and to a lesser extent Britain, have led efforts to keep the sanctions, arguing that Iraq has not done enough to justify lifting them. But other Western states that fought Iraq in the Gulf War are showing signs of dissent.

On Sunday, Mr. Aziz repeated Iraq's official line, saying the country had complied with all UN resolutions related to weapons, which was enough to allow it to start pumping its huge crude oil reserves onto world markets unconditionally.

Under the new resolution, \$2 billion worth of oil could be sold in the first 180 days, instead of the \$1.6 billion proposed earlier, and the plan could be renewed for 180 days if all went well.

A U.S. official at the United Nations said Friday that for each \$1 billion in oil sold, \$300 million would go to a UN Gulf War reparations fund and \$200 million to UN agencies that provide relief to Kurds and others in northern Iraq.

That would leave Baghdad with a possible \$1 billion over six months for relief purchases, instead of \$900 million of \$1.6 billion under the previous plan.

# Kurdish refugees seek safety deeper in Iraq

## Agencies in Atrush

**T**HE United Nations evacuated nearly 2,000 Turkish Kurdish refugees, mostly women and children, from the line of fire yesterday as Turkey continued its offensive against Kurdish rebels in northern Iraq.

A convoy of 40 trucks and minibuses, protected by UN troops, arrived at the Atrush refugee camp from the Iraqi border town of Zakho, 60 miles to the north. Some vehicles spluttered to a halt as they moved through steep mountain passes on the four-hour trip.

The Kurds, many of whom said they had already fled the heavy-handed tactics of Turkish security forces fighting Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels last year, unloaded possessions, including chickens and sheep, on arrival. "It's nice here. The Turkish government frightened us so we came," said Zelfitan, aged 53 and a mother of nine.

A UN officer said another

evacuation from Zakho to Atrush might take place within days. The camp is already crowded and UN officials said nearly 500 extra tents had been set up.

One refugee, Leyla Eren, said she fled into the predominantly Kurdish north of Iraq after harassment by Turkish troops. She said she feared the same again. "The UN is going to guard us. That's why we're going to the camp. I think we'll have a better life there."

Halil Berk, another refugee, said: "We have no ties with the PKK, but we want to live like human beings. The Turkish army burned our villages, tortured us and forced us to flee. We cannot go back to Turkey. But the whole world has to watch for our safety in Atrush too."

The United States is to monitor the offensive in northern Iraq for possible human rights abuses by Turkey.

The Turkish forces, who are trying to wipe out Kurdish guerrilla bases in northern Iraq, received reinforcements by air

from two border points, a security source said. Murat Karayalçin, the Turkish foreign minister, said Turkey could not let the PKK control northern Iraq, whatever international pressures Ankara might face.

The refugees evacuated to Atrush are among about 13,000 who streamed into Iraq last year, saying they fled fighting between the army and the PKK. Ankara insists they were forced over the border by the PKK to damage Turkey's image.

Almost 10,000 other Turkish Kurdish refugees are camped at Atrush, which is outside the zone Turkish authorities have declared as the limit of their cross-border campaign. Even so, one of the refugees pointed to a small trench he had dug to shelter children in case of a Turkish bombardment.

A military spokesman said troops had captured 25 rebel mountain bases since the campaign began. Turkey said it had killed 168 PKK fighters and lost 16 of its soldiers. The PKK put its death toll at 13, with 178 Turks killed.

THE GUARDIAN  
Monday March 27 1995

## Turkish planes ferry men to boost force in northern Iraq

### UN begins evacuating Turkish Kurds out of the way of offensive

*Compiled by TDN staff from dispatches*

DIYARBAKIR- Turkish aircraft on Sunday ferried reinforcements and equipment into northern Iraq to strengthen Ankara's operation against rebel Kurdish bases, a Turkish security source said.

"A constant flow of men, materiel and logistic supplies is maintained from the points at Silopi, in Şırnak province, and at Çukurca, in Hakkari province, to the east," said the source in Diyarbakır, nerve centre for the anti-rebel fight. The operation was continuing on Sunday, the source said, but there were few early details of other military activity. In the latest military briefing from an army press centre in Diyarbakır on Saturday, a spokesman said troops had taken and

destroyed 25 mountain bases of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) since the campaign began before dawn last Monday. Turkish television footage showed the camps, mountain caves and some lean-tos covered by plastic sheeting, apparently emptied by the PKK militants, leaving behind ammunition and food stores.

Lieutenant General Hasan Kundakçı, commanding the operation, told reporters that Turkish troops were moving under cover of darkness to get close to PKK-held positions.

Meanwhile the U.N. refugee agency on Sunday began evacuating more than 1,000 Turkish Kurds out of the way of the Turkish offensive against Kurdish guerrillas in northern Iraq. A convoy of 30 trucks and minibuses, protected by U.N. guards, left the Iraqi border town of Zakho for the Atrush refugee camp 100 kilometers (62 miles) by road to the south. About 10,000 Turkish Kurdish refugees are camped at Atrush, which is outside the zone

Turkish authorities have mapped out as the limit of their cross-border campaign against the PKK. The refugees are among about 13,000 people who streamed into Iraq last year, saying they fled fighting between the army and the PKK. Some say their villages were attacked by Turkish troops. Ankara maintains they were forced over the border by the PKK in order to damage Turkey's image.

The convoy left at midday under warm, sunny skies. "We have no ties with the PKK, but we want to live like human beings," said a refugee, Halil Berk. "The Turkish army burned down our villages, tortured us and forced us to flee," he claimed. "We are fearful. We cannot go back to

MONDAY, MARCH 27, 1995

Turkish Daily News

Turkey. But the whole world has to watch for our safety in Atrush camp too," Berk said.

The Turkish Kurdish refugees face a crowded camp, where U.N. officials said 484 extra tents already have been set up for them.

"It will get more difficult when the new arrivals come," Atrush camp spokesman Feyda Abdurrahman said. "This place is already overcrowded."

The U.N. High Commissioner for Refugees, UNICEF and the Swedish humanitarian organization Quandil organized the convoy. Emergency Rule Governor Unal Erkan said on Sunday that operations against the PKK were continuing without interruption both within Turkey and in northern Iraq.

Talking to the Anatolia news agency in Diyarbakır Erkan said "this struggle will go on until there is not one terrorist left."

Erkan said that terrorism had begun to decline in the past few years because of the determined manner in which the security forces were trying to root out this problem.

"Our aim is to ensure that the environment of peace and confidence is not disrupted again. Our heroic (soldiers) have successfully continued their operations across the border for 5-6 days now with this aim in mind. We are also continuing without let up our operations within the country in conjunction with the (operation in northern Iraq)" Erkan said.

The Anatolia news agency reported on Sunday that 9 PKK militants had been killed, 3 captured and 5 had surrendered in continuing operations in Bingöl, Mardin and Batman in Southeast Anatolia.

It said a large number of weapons had also been seized from the PKK during these operations.

Six Germans have been arrested in southeastern Turkey on suspicion of collaboration with the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), an official said on Sunday.

Bonn Foreign Ministry spokesman Martin Erdmann said the German Embassy in Ankara was trying to arrange their release from house arrest in a hotel in Cizre, south of Diyarbakır, where they have been held since Saturday, Reuters reported.

The Newroz Coordination Bureau in Frankfurt — a group of German Kurdish sympathizers — said the six were academics from the northern city of Bremen who had travelled to the region to observe events on the Kurdish new year, known as Newroz. It said police in Turkey had said they needed more time to examine film and a laptop computer confiscated from the group before they could be released.

Newroz's Bremen office said in a statement that one British and four Turkish journalists had also been detained in Cizre on Saturday.

It identified the Briton as Richard Wayman, but did not say who he was working for, neither did it name the four Turkish journalists.

## FROM THE COLUMNS

### US knew about the bargaining over northern Iraq

From a March 26 article by Hürriyet's Ferai Tiñç: Is the current Turkish military operation in northern Iraq, in which 35,000 troops are taking part, at an estimated overall cost of TL 50 trillion, merely one of the traditional "spring cleaning" campaigns Turkey launches every year? If it is, we must say that this is indeed a very costly solution.

Is it a question of staging a military operation into northern Iraq every year, bombing the mountains and the plains there, coming back to Turkey and declaring, "We have delivered a very serious blow to the PKK (the outlawed Kurdistan Workers' Party); this time they are finished," and believing that a statement along these lines provides an answer to all the questions in people's minds?

Yet, yesterday morning Foreign Minister Murat Karayalçın said the political aim of the operation was to "bring to a conclusion the quests to end the authority vacuum in the region." In other words the political aim is to ensure a reconciliation between the Iraqi Kurds and the Saddam Hussein regime in Baghdad. We understand that the United States knows about that quest. Though Murat Karayalçın will serve as foreign minister only for a few days more, his enthusiasm for his work does not seem to have abated. I interviewed him on the northern Iraq issue yesterday morning before he left for his office at the ministry. \* Question: Is this a spring operation similar to the ones staged in past years or is there a political goal too? Answer: Talks have been held for some time with both the Baghdad administration and the Iraqi Kurds to bring about a solution to the northern Iraq problem. The operation will speed up the resolution process.

\* Question: How exactly? With the formula you have suggested to the European Union troika (Germany, France, Spain)? That is, by initiating an international dialogue with Saddam Hussein? Answer: No, we have not proposed any formula to anyone to solve the problem. We stressed that there was an authority vacuum to the north of the 36th parallel. There is a problem there. We did not create that. We are not suggesting a formula. But we want the parties concerned to make efforts to

solve the problem. In fact the solution is obvious. The 1970 and 1974 agreements Saddam Hussein signed with the Kurds should be translated into action.

■ Question: Are you having talks only with the Saddam Hussein administration? Answer: No, we are in contact with the Kurds too. Question: Earlier, there was a time when similar indirect contacts had been established between Baghdad and the Kurds on this issue but at that time the Kurds said they were not satisfied with the 1970 and 1974 agreements, didn't they? Answer: Naturally, there are problems. But these are not insurmountable.

■ Question: Does the United States have any information on this process? What do the Americans say? Answer: It is out of the question for Turkey to leave the United States out when making such moves.

■ Question: Does Europe too play a part in this problem-solving process? Answer: It will be the Kurdish parties and Iraq who will be making the decision in regard to a solution.

■ Question: Will the Turkish troops create a buffer zone in northern Iraq? Answer: We did not say anything about a buffer zone. We will withdraw once we attain our goal.

■ Question: When exactly? Answer: When the region is cleared of the PKK.

■ Question: Is there strong pressure from the West to have the operation terminated as soon as possible? Answer: There is no political pressure. There is a tragedy over there. This is not the first time Barzani and Talabani are fighting with one another. But this is the first time clashes have spilled down to the 36th Parallel. Kurdish forces started to fight in the southern part of northern Iraq, and Saddam Hussein started to deploy his forces near that region. And the northern part of northern Iraq has been left to the PKK so much so that the latter has been able to have poppy fields there. Regardless of who exerts pressure, there is no way we can condone this kind of development. Besides, this is not a problem created by Turkey.

We have suffered so much due to that damned Gulf War. Karayalçın says that the Turkish military operation in northern Iraq will accelerate the process of bringing about a solution to the problem in Iraq. But will the solution to be reached in Iraq suffice to solve the problem for Turkey?

MONDAY, MARCH 27, 1995

Turkish Daily News

# Turks treat Kurds 'worse than animals' says German Labor Minister Norbert Bluem

Reuter

BONN- German Labour Minister Norbert Bluem accused Turks on Saturday of treating minority Kurds worse than animals and said NATO could not stand idly by while Kurds' human rights were trampled.

In a guest column for the Bild am Sonntag weekly, Bluem said his positive image of Turkey was shattered in April 1991 when he visited Kurdish refugee camps on the Turkish-Iraqi border and saw children and old people suffering.

"These were not all terrorists, but people who had fled to save their lives," the Christian Democrat wrote, referring to Kurds' flight from Iraqi dictator Saddam Hussein's forces. "The Turkish army barred them from entering the lifesaving valley, hardheartedly and coolly as you please leaving them to hit bottom in their camps.

Since then I have known that one cannot treat even animals the way Turks treat Kurds." His column was released ahead of Sunday publication as Ankara pressed on with a military offensive against separatist Kurdish militants from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) operating from northern Iraq.

Bluem said Turks' treatment of Kurds did not justify Kurdish attacks against Turkish targets. German officials have blamed the outlawed PKK for a rash of recent firebomb attacks on Turkish properties in Germany.

But Bluem added: "NATO would lose its respect and justification if it stood idly by and looked on as human rights were trampled in Turkey." He did not elaborate.

A few hundred Kurds demonstrated in Berlin on Saturday against Turkey's military campaign in northern Iraq. Witnesses reported some scuffles between demonstrators and police. In the southwestern city of Stuttgart, several thousand Kurds publicly celebrated the Kurdish new year. Organizers said several PKK supporters took part in the peaceful gathering. In Mainz, around 500 Kurds demonstrated for a free Kurdistan homeland on Saturday. Police did not intervene even though some participants displayed flags of a banned Kurdish group.

German Interior Minister Manfred Kanther this month ended a moratorium on deporting Kurdish refugees to Turkey, dismissing human rights groups' warnings that some repatriated Kurds faced torture or death.

Some regional states governed by the opposition Social Democrats have refused for the time being to resume deportations.

A fire destroyed a large Turkish bakery in western Germany on Sunday and investigators were probing any link to a recent rash of firebombings against Turkish property, police said. Authorities have blamed Kurdish extremists for the attacks that have unsettled Germany's 1.8-million-strong Turkish community.

A police spokesman in Detmold said he could not exclude the possibility that the bakery fire in Oerlinghausen had been deliberately started, but added a technical problem may have caused it.

No one was injured. Police said it was impossible to tell from outside that the bakery was Turkish-owned.

# Demirel says northern Iraq operation could last a year

'Turkey appreciates America's position and hopes Europe will understand Turkey's problem,' president tells Associated Press

By Daniel J. Wakin  
The Associated Press

ANKARA- President Süleyman Demirel suggested on Saturday that Turkey's occupation of northern Iraq, where it is fighting Kurdish rebels, could last up to a year.

The operation against a suspected 2,800 members of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, and their bases is going according to plan, the president said in an interview with The Associated Press.

But given the vast deployment — 35,000 men and armored divisions — and the mountainous terrain, the action "won't be finished in days, and not in a

couple of weeks," Demirel said. "I don't think it could take more than a year," he said. Turkish forces crossed the border on Monday and fanned out over a 220 kilometer-(138-mile) strip extending 45 kilometers (25 miles) south from the border.

The zone is within the region controlled by Iraqi Kurds since the end of the Gulf War and under the protection of a U.S.-led allied air force.

The government said 168 rebels had been confirmed dead, and some reports said guerrillas had vanished into the mountains or slipped back across the Turkish border.

"I don't think you should measure (the operation's success)

with the number of terrorists killed," Demirel said at the presidential palace. It was his first interview with a foreign reporter since the action began.

"It's just beginning. The results will be seen at the end," he said.

Demirel stressed that Turkey had no permanent designs on the area, despite reports that Turkey is considering setting up a buffer zone.

"Our purpose is not to keep that land under our control," he said. Once the area is "cleaned" of PKK rebels, the army will withdraw, he added.

Asked how Turkey would insure that the rebels would not regroup and return — as they have in the past — Demirel said: "If they are wise, they will not come back. If they are foolish, they will."

Demirel was prime minister in 1992 when Turkey last made a major incursion across the border, sending in 20,000 troops for a month. But the PKK came back to launch attacks

The United States and Turkey's other Western allies and the United Nations have called on Turkey to withdraw as soon as possible and to safeguard civilians. France has criticized the operation as a violation of Iraq's territorial integrity, but Washington has said it understands Turkey's fight against terrorism. Demirel dismissed such concerns. "We should never let other people run Turkey. What we are doing is a must for us," he said, displaying a map showing a crowd of brown dots that he said indicated guerrilla bases south of the border.

He added that Turkey "appreciated" America's position and hoped Europe would "understand" Turkey's problem. The PKK has been fighting for autonomy since 1984, and 15,000 people have died in the war.

Many of Turkey's 12 million Kurds feel deprived of cultural rights, such as use of their language in schools and broadcasting.

Demirel ruled out any efforts to grant the Kurds such rights. "We are talking about terrorism. We are not talking about anything else," he said.

## Arab League denounces Turkish operation in N. Iraq

Compiled by the TDN staff from Wire Dispatches

ANKARA- The Arab League, chided by Iraq for its silence on Turkey's operation in northern Iraq, denounced the campaign Sunday as a violation of international law.

"The League... sees this invasion as a violation of the principles of international law and legitimate international resolutions," the 22-member league said in a statement. The statement stressed Arab support for the territorial integrity of Iraq, standing "alongside fraternal Iraq in defending its sovereignty and regional unity."

It said the league also regretted the loss of life caused by Turkey's incursion, aimed at wiping out guerrilla bases belonging to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

"The Arab League calls on the Turkish government not to escalate the

situation further but to withdraw from Iraqi territory," it said.

Nabil Nejm, Iraq's representative to the league, had criticised the group for failing to condemn the Turkish operation.

"What is the Arab position on the threats to Arab national security?" Nejm asked in a statement issued last week. Nejm's statements are sharply different from the remarks of the Iraqi ambassador to Ankara Raffi Mejlwel el-Tikriti, who was quoted by the Turkish media that Iraq "trusted Turkey" and understood its need to eradicate the PKK bases in the north. In a related development, Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati told Tehran Radio that he hoped the Turkish troops would withdraw from Iran as quickly as possible.

"We understand Turkey's problem with terrorism, but we do not think it will be solved by the presence of

Turkish soldiers in northern Iraq."

"We believe that such actions will compound regional problems and that it is necessary for Turkish troops to leave Iraqi soil," it quoted Velayati as saying.

Velayati made the remarks during a meeting with Chinese vice-premier and Foreign Minister Qian Qichen, the radio added. Greece also condemned the operation. Despite Athens' earlier announcement that it would wait for an official position of the European Union, Greek Foreign Minister Carolos Papoulias has called "Operation Steel" a "genocide" in northern Iraq.

"The European Union should adopt a clear stance," Papoulias was quoted by the Anatolia news agency as saying. "The EU must speak plainly and, more than that, show by its actions that this is not the way for Turkey to get close to Europe."

## PSK condemns northern Iraq operation

Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Socialist Party (PSK), lead by Kemal Burkay, a moderate Kurdish politician living in Europe, has condemned the operation launched by Turkish security forces in northern Iraq and called for the Turkish army to withdraw from the region.

In a press release dated March 21 but sent to the newspapers on Monday, the PSK described the operation as an "occupation" and claimed that villages had been bombed and civilians harmed by the Turkish security forces.

According to the PSK, Turkey has violated international rules and is escalating its "dirty war" against the

Kurds. "The Turkish army must withdraw from Kurdistan immediately and the legitimate rights of the Kurds must be recognized," the PSK demanded.

The press release continued that all oppressed people, including Kurds, Turks, Alevis and Sunnis should come together and resist the anti-democratic system in Turkey.

## Bonn to hold up grants for Turkish frigate deal

Compiled by TDN Staff from Dispatches

ANKARA- Germany, shocked at suggestions that the Turkish army might remain in northern Iraq for up to a year, said on Monday it would hold up grants it had promised Ankara for the purchase of two frigates.

Foreign Minister Klaus Kinkel said Chancellor Helmut Kohl had agreed to make 150 million marks (\$107 million), already budgeted for 1995 to subsidize the deal, available only if the German parliament specifically approved disbursing the funds. "I am shocked at comments attributed to Turkish President Süleyman Demirel that Turkish

forces intend to remain in northern Iraq for a year after he personally told me last week they would pull out quickly," Kinkel told reporters. "This is not good news," Kinkel said. "The Turkish troops must be withdrawn as quickly as possible. The longer they stay the worse it will get."

"The Turks are doing more and more damage to themselves," Kinkel said, adding that Ankara's hardheadedness would have an impact on relations with the European Union.

The German freeze comes a week after Norway's declaration that it had banned arms exports to Turkey because of Ankara's attacks

against separatist Kurdish bases in northern Iraq.

German officials expressed alarm last week over reports from pro-Kurdish organizations that, contrary to an agreement with Bonn, Turkey was using military hardware donated from stocks of the former East Germany in its fight against rebel Kurds in northern Iraq. Turkey denied the reports.

"We believe in the statements of our Turkish allies rather than the speculations of the media," German Interior Minister Manfred Kanther had been quoted as saying by the Anatolia news agency earlier in the week.

Turkish officials have been warned that the operation will damage their relations with Europe and could hold up a major trade agreement with the European Union that must be approved by the European Parliament before it goes into effect Jan. 1, 1996, Kinkel said.

The invasion of northern Iraq has also boosted the stock of German liberals opposing deportations of Kurds whose asylum request has been rejected by Germany, saying the Kurds face persecution in Turkey.

The government has been divided over how to deal with the Kurds. Labor Minister Norbert Blum said in an editorial published Monday that Turkey was treating the Kurds "worse than animals."

Germany is Turkey's largest arms supplier, but a clause in the agreement prohibits Turkey from employing German weapons in operations "outside NATO purposes."

Kinkel said his office was investigating an ARD television report Friday that old East German tanks were being used in the invasion of northern Iraq. Turkish officials had assured him during a visit to Ankara last week that no

German weapons were in use in the Kurdish area, Kinkel said. In addition, six Germans and a Belgian arrested near Turkey's Iraqi border would be released Monday, Kinkel said. Guido Westerwelle, general secretary of Kinkel's liberal Free Democrats (FDP), said freezing the grants would be a "clear signal that (Turkey's) military activity in northern Iraq and its intention to keep its troops there for a long time won't be accepted without consequences."

"The FDP calls on the Turkish government to bring its military operation in northern Iraq to an immediate end," Westerwelle said in a statement. On Tuesday, Germany's parliament

budget committee will address the freeze on the grants for purchasing German warships. The opposition Social Democrats (SPD) are more than likely to back the proposal.

SPD party manager Guenter Verheugen and the party's foreign affairs spokesman Karsten Voigt called for a complete ban on military deliveries to Ankara. Verheugen said putting the grants on ice was too mild a move and that they should be removed entirely from the budget. Voigt told German television NATO and Europe had to make it clear that Ankara's chances of integration into Europe would fade if the Turkish government did not change its policies toward the Kurds.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 28, 1995

## Clinton Team Says No to Call for Force To Free 2 in Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The White House on Monday denounced as "irresponsible" two Republican presidential candidates who said the United States should consider using military force to gain the release of two Americans held in Iraq.

"It would be highly irresponsible to speculate on what options the president might or might not consider with respect to securing the release of the two Americans," said the White House spokesman, Michael McCurry.

Patrick Buchanan, a candidate for the Republican nomination, said Sunday that the two Americans were effectively hostages and that U.S. military options should be considered if diplomatic efforts failed.

Senator Richard G. Lugar of Indiana, another Republican in the race for his party's nomina-

tion, also said military options should be considered.

Mr. McCurry said nothing was being ruled in or out. But he made clear that the United States was pursuing a "very aggressive and persistent diplomacy" to get the men out of Iraq.

Mr. McCurry said there had been no progress on U.S. efforts to free David Daliberti and William Barloon, defense contractors who strayed across Kuwait's border with Iraq on March 13.

"We continue to press for their release through a variety of diplomatic measures," he said.

When asked whether Washington would engage in direct negotiations with Baghdad, Mr. McCurry said no, and added that sanctions imposed against Iraq after the 1991 Gulf War

would not be a bargaining chip.

In Baghdad, the Parliament speaker, Saddi Mehdi Saleh, denied Monday that he had said the two Americans were planning to carry out acts of sabotage. He said he had been misquoted in news reports.

In the first comment from an Iraqi official since the two Americans were seized, Mr. Saleh said: "Those two detainees were entering our border secretly and by illegal manner, maybe for political or technical reasons. And we have detained them to know these reasons."

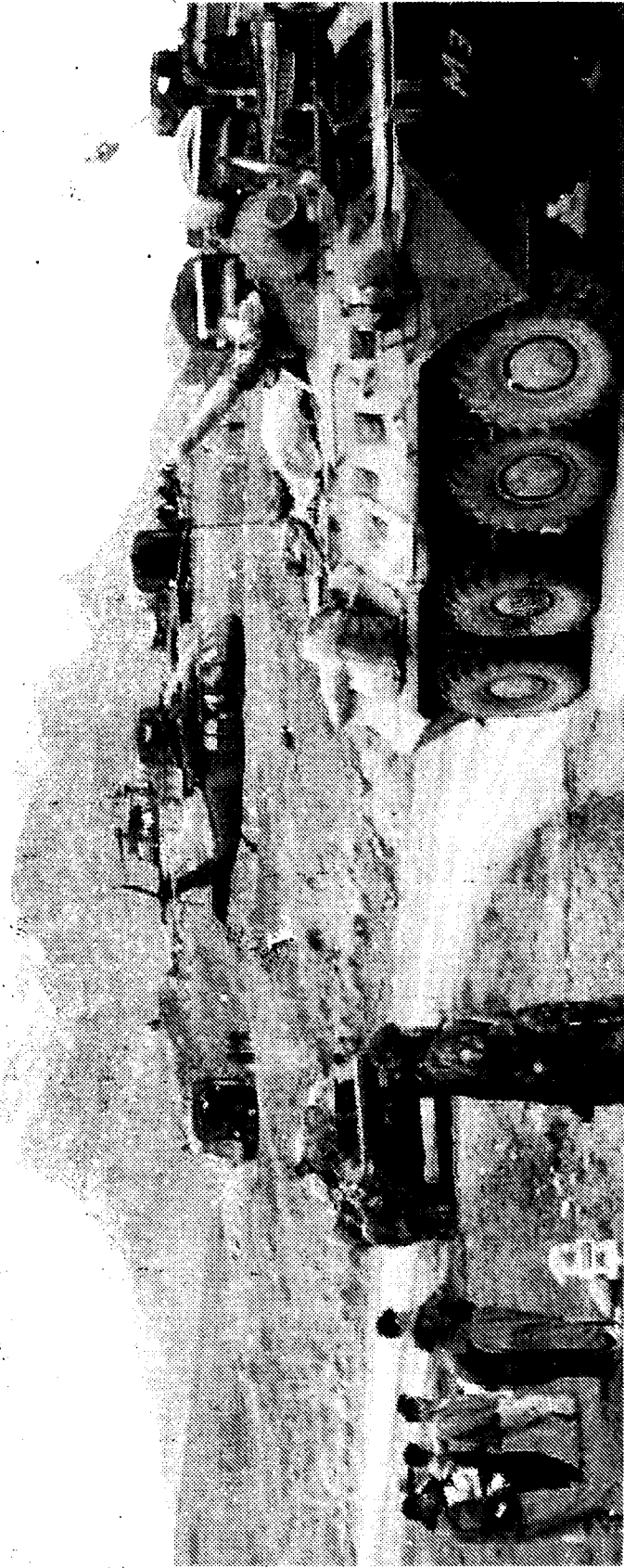
Mr. Saleh said their aim in entering the country was to prolong United Nations sanctions against Iraq.

As Mr. Saleh discussed the Americans, the UN envoy in charge of disarming Iraq, Rolf Ekeus, said in Baghdad that he had failed to fill in the gaps on Iraq's germ warfare program at the end of a four-day mission. He told reporters that the issue, crucial for Iraq's hopes for an easing of the sanctions, was still unresolved.

"I don't think we have concluded the issue of biological warfare," he said. "Iraq may be clean but we don't know that. We haven't been completely assured." (Reuters, AFP, AP)



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MARCH 28, 1995



Agence France-Press

Iraqi children watching Turkish forces in northern Iraq. Washington voiced concern Monday over the incursion, and Bonn moved to halt military aid.

# Turks Push Kurds Toward Iraq's Far Borders

Compiled by Our Staff From Dispatches

**ZAKHO, Iraq** — Turkish troops have pushed Kurdish rebels toward the Syrian and Iranian borders, where battles raged Monday, Turkish commanders reported.

Few details were available of the fighting on the eighth day of the Turkish incursion into northern Iraq. About 35,000 Turkish troops backed by warplanes and tanks invaded Iraq on March 20 to destroy bases of the Kurdish Workers Party, which has been fighting since 1984 for a Kurdish homeland in southeastern Turkey.

Turkish troops in Zakho reported heavy fighting Monday in the Khakurk region, near Iran. Turkish officers at the Iraq-Turkey border said that Turkish tanks and special forces headed toward the Syrian border Sunday in pursuit of Kurdish guerrillas.

The United States, meanwhile, has warned Turkey against keeping troops in northern Iraq for an extended time and about reports of attacks on innocent civilians, the U.S. State Department said Monday.

Secretary of State Warren M. Christopher directed the U.S. ambassador in Ankara to raise these concerns with Prime Minister Tansu Ciller over the weekend, the State Department spokeswoman, Christine D. Shelly, said Monday.

The Kurdish Workers Party has used bases in northern Iraq to carry out attacks against Turkey, and the Clinton administration was sympathetic at first to the Turkish military operation. However, the administration appears to have become increasingly uneasy with the incursion.

Ms. Shelly acknowledged U.S. concerns about reports that the incursion was having "adverse effects against the civilians in northern Iraq" and that the military campaign may not end quickly.

Germany, another Western ally of Turkey's that is concerned over the incursion, took action Monday tantamount to suspending military sales to Ankara. The German foreign minister, Klaus Kinkel, announced plans to suspend \$105 million in government

subsidies to German shipbuilders, part of a deal to sell German frigates to Turkey.

Peter Hinze, the general secretary of the Christian Democratic Union, said that the action, which also was approved by the liberal Free Democratic Party, the junior partner in the governing coalition, could be taken within a few days.

"NATO is not only a defense alliance but also a community of values," Mr. Hinze said, adding, "That is why we expect Turkey to accept human rights."

Turkey has said it is doing its utmost not to harm civilians in northern Iraq. But residents of two villages 30 kilometers (20 miles) southeast of Zakho asserted that Turkish planes and artillery struck two Kurdish villages last week, killing at least one person and wounding three others. A 5-year-old Iraqi Kurdish girl was also reported killed early in the operation, and a few Iraqi Kurds have been detained as suspected rebels.

(AP, AFP)

LE FIGARO - 28 mars 1995

## Les Turcs poursuivent le « nettoyage » du Kurdistan

*Les troupes d'Ankara ont bouclé la zone contrôlée par les séparatistes.*

L'armée turque qui poursuit son opération de « nettoyage » des bastions rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (séparatiste) au nord de l'Irak, conforte ses positions et contrôle désormais les grands axes. Parallèlement, les factions rivales représentant les Kurdes d'Irak règlent leurs comptes entre elles.

● Depuis le début de l'in-

ursion turque « Opération Acier », qui est entrée hier dans sa deuxième semaine, le bilan s'élève à 172 tués parmi les rebelles du PKK et à 17 parmi les soldats.

● Selon des officiers turcs, les troupes d'Ankara sont parvenues à boucler entièrement la zone frontalière.

● L'Allemagne a décidé de suspendre une aide financière à la Turquie de

150 millions de deutschemarks, a annoncé un responsable de la CSU.

● La faction kurde irakienne de Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan) a attaqué hier des positions de la faction rivale, l'UPK de Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan), près d'Erbil.

(La dépêche de Philippe GÉLIE, page 3)

### L'offensive contre les bases kurdes du PKK



Les Turcs ne font pas que passer en Irak : plusieurs sites sont transformés en véritables fortins. (Photo Fatih Saribas/Reuter.)

## Irak : les Turcs s'installent

*L'armée d'Ankara s'enterre et contrôle les grands axes.  
Le « nettoyage » prendrait plusieurs semaines.*

Tandis que l'armée turque pourchasse le PKK au nord du pays, les Kurdes d'Irak règlent leurs comptes entre eux : le PDK de Massoud Barzani a attaqué hier des positions de l'UPK de Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan), près de la ville d'Erbil. L'Allemagne va sanctionner la Turquie pour son offensive. Le chancelier Helmut Kohl doit proposer ces jours-ci au Bundestag le gel d'une aide financière à Ankara de 150 millions de DM (520 millions de francs). Pour le ministre français de la Défense, la Turquie a outrepassé son droit de poursuite en lançant son armée en territoire irakien. (AFP, Reuter.)

**DARKARAJAN (Irak) :**  
de notre envoyé spécial  
**Philippe GILIE**

L'hélicoptère de l'armée turque glisse entre les montagnes pelées, découpées de canyons où serpentent des rivières boueuses. Au-dessus de l'Irak, il ne vole ni trop haut ni trop bas, comme en terrain conquis.

L'appareil, un Sikorsky de fabrication américaine flamboyant neuf, peut se permettre de telles manœuvres sur 45 kilomètres de profondeur, le long des 285 km de la frontière irako-turque. Cette zone de près de 10 000 km<sup>2</sup> est quadrillée depuis une semaine par au moins 35 000 soldats turcs équipés de dizaines de chars et de canons lourds. Un déploiement qui évoque davantage une guerre d'invasion que « l'opération de police » décrite par Ankara.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, la vacance du pouvoir au Kurdistan irakien a favorisé l'implantation du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), en lutte armée depuis plus de dix ans contre l'Etat turc. L'opération lancée lundi dernier vise à « nettoyer » ces bases de repli, qui compromettent l'efficacité de la répression en Turquie même. « Nous voulons détruire la logistique terroriste », explique le capitaine de vaisseau Ahmet Yursol, officier de liaison à l'état-major. *Quand nous aurons fini, il faudra au moins un an au PKK pour s'en remettre.*

L'armée turque se sent aujourd'hui assez maître du terrain pour y emmener la presse étrangère, à laquelle la frontière terrestre demeure fermée. Une visite étroitement encadrée, durant laquelle les officiers parleront sous condition d'anonymat et refuseront d'être filmés de face. Quant aux Kurdes, ils resteront des silhouettes impossibles à approcher.

Voici donc à quoi ressemble une base du PKK : un cirque montagneux perché à 1 400 mètres d'altitude, face aux parois enneigées du mont Antur. A 35 km au sud de la frontière, une piste à peine

praticable grimpe de Darkarajan jusqu'au « camp rebelle » de Sindi. Au fond du décor, le village de Saranici Islam, « entièrement vidé de ses habitants par le PKK », selon les militaires turcs. Aucun risque d'être démentis puisque la visite des lieux n'est pas prévue.

Juste en contrebas, on aperçoit des grottes à demi cachées par la chute d'un torrent. « C'est là que les terroristes cachaient leurs armes », affirme un capitaine des forces spéciales, béret et foulard noirs. Un arsenal vieillot, désormais exposé comme un trophée de guerre sur la base turque de Silopi, près de la frontière : dix mortiers artisanaux, une mitrailleuse antiaérienne, 50 roquettes à ailettes, une demi-douzaine d'obus de 106 mm, 150 fusils d'assaut, trois caisses de grenades et des milliers de cartouches soigneusement alignées sous un hangar.

**Repli en altitude**

D'un point de vue tactique, l'endroit semble avoir été choisi pour justifier l'incursion turque en Irak : adossé à de hautes montagnes enneigées, il est inaccessible par le nord. Pour l'atteindre, il faut contourner tout le massif de Qasrok Parakh par l'ouest et le sud. Les combattants du PKK le savaient et avaient miné la route, détruite en deux endroits avant l'arrivée des Turcs.

Difficile d'évaluer la résistance rencontrée par l'assaillant : « Il nous a fallu 24 heures pour prendre le contrôle de la zone », déclare le capitaine. Il estime avoir mis en fuite 1 500 rebelles ; 21 auraient été tués. Camouflés à flanc de rocher, ses hommes guettent une improbable contre-attaque des Kurdes, repliés sur des hauteurs inhospitalières où le froid est leur principal ennemi.

Si l'armée turque ne s'est pas lancée à leur poursuite, c'est qu'elle cherche moins à capturer des guérilleros qu'à les empêcher de nuire. Sur la hauteur d'Avkhati, en direction de Dohouk, cinq canons auto-tractionnés de 155 mm visent la montagne déserte, où l'on « aperçoit pas le moindre vil-

lage. Ici, les 300 bérets noirs enterrés pour soutenir un siège n'affichent que deux tués et un prisonnier sur leur tableau de chasse. « Notre mission est de passer la région au crible, explique leur colonel. La moindre caverne à flanc de montagne peut abriter des armes. »

Les rebelles ont fui vers le sud, se fondant parmi la population du Kurdistan irakien, contrôlé par deux factions rivales - l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Toutes deux ont combattu le PKK en octobre 1992. Depuis, elles informent Ankara qui, pour prix de leur aide, les laisse s'enrichir sur les trafics frontaliers, en violation de l'embargo de l'ONU.

**Connivence**

Malgré une protestation officielle du PDK, cette connivence ne semble pas être mise à mal par l'intervention turque. En arrivant sur la base de Sindi, la presse enrégimentée surprend six émissaires de Massoud Barzani en pleine palabre avec les soldats. Armés, portant haut leurs couleurs, ils se contentent de préciser : « Nous ne sommes pas du PKK », et remontent précipitamment en voiture.

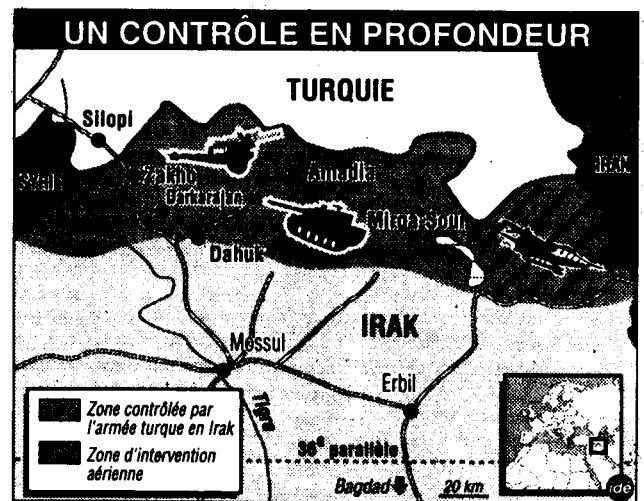
Selon toutes apparences, ni les factions ni la population irakiennes ne s'opposent activement à l'opération de « net-

toyage » entreprise par les Turcs. A part quelques camions calcinés sur les routes, les traces de combat sont rares et les villages traversés n'ont pas été touchés. « Nous leur apportons la sécurité, dit avec satisfaction le colonel d'Avkhati. Ils nous demandent même si nous allons rester. »

C'est aussi la question que se pose la communauté internationale, plutôt embarrassée par cette violation de frontière doublée d'une opération militaire dans une zone de sécurité de l'ONU. Si l'affaire devait tourner à l'occupation d'un territoire étranger, cela pourrait compromettre les dernières percées diplomatiques d'Ankara, notamment l'union douanière avec l'Europe des Quinze.

Prudents, les Turcs ont prudemment de se retirer « sitôt (leur) tâche achevée. » A en juger par leur dispositif, ils ne font pas que passer en Irak : plusieurs collines sont transformées en fortins et ils contrôlent toutes les routes au nord de Dohouk. Leur aviation continue à bombarder les montagnes de Hakourk, à l'est, dans le « triangle des trois frontières » entre la Turquie, l'Irak et l'Iran.

Pour autant, ils n'ont sans doute pas les moyens de s'éterniser : ni politiques ni financiers. L'opération leur coûtera au bas mot 2 milliards de dollars, à ajouter aux sept mil-



**Washington refuse tout chantage**

La Maison-Blanche a demandé la libération des deux Américains emprisonnés en Irak, en écartant a priori un allègement des sanctions économiques contre Bagdad ou d'éventuelles représailles militaires. « Les deux hommes ont fait une innocente erreur, ils devraient être libérés », a déclaré, dimanche soir, le secrétaire général de la Maison-Blanche, Léon Panetta. David Daliberti et William Barloon ont été condamnés, samedi, à huit ans de prison pour avoir franchi « illégalement » la frontière du Koweït vers l'Irak, le 13 mars dernier. (AFP.)

liards dépensés annuellement pour maintenir le Kurdistan turc en coupe réglée.

C'est aussi ce que laisse entendre l'état-major turc, convaincu de son bon droit et qui, du coup, se laisse aller à une certaine transparence. Mais, sur les hauteurs de Darkarajan, un capitaine des commandos admet à mots couverts qu'après un éventuel retrait, il faudra continuer à contrôler tous les chemins de montagne. Quitte à « *empiéter légèrement sur la frontière* ».

Ph. G.

## Turquie - Kohl prêt à sanctionner financièrement Ankara

Selon Peter Hintze, secrétaire général de la CDU, le chancelier Helmut Kohl veut suspendre une aide financière de 150 millions de marks (528 millions de francs) à la Turquie afin de protester contre l'offensive turque contre les Kurdes dans le nord de l'Irak. Le parti libéral (FDP), présidé par le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, étant également favorable à cette mesure, la sanction devrait être formellement prise dans les prochains jours. La décision a été discutée au cours d'une réunion du directoire de

la CDU lundi à Bonn. « *L'OTAN n'est pas seulement une alliance de défense, mais aussi une communauté de valeurs* », a souligné Peter Hintze, « *c'est pourquoi on doit attendre de la Turquie qu'elle accepte les droits de l'homme* ».

Le chancelier Kohl avait promis le 20 septembre 1994 à la Turquie d'allouer une aide de 150 millions de marks afin de subventionner la construction par des chantiers navals du nord de l'Allemagne de deux frégates pour la marine militaire turque.

LA TRIBUNE DÉFOSSES - 28 MARS

LE MONDE - 28 mars 1995

# La majorité de la classe politique turque soutient l'intervention dans le Kurdistan irakien

M<sup>me</sup> Ciller insiste sur le caractère temporaire de l'opération

Le premier ministre turc déploie tous les efforts diplomatiques pour justifier la vaste opération militaire menée depuis une semaine dans le

nord de l'Irak contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle peut compter, à l'intérieur, sur un relatif consensus, le

débat portant sur la durée souhaitable de l'intervention. Ankara veut voir rétablir l'autorité de Bagdad sur le Kurdistan irakien.

### ISTANBUL

de notre correspondante

Alors que 35 000 soldats turcs entament la deuxième semaine de leur opération au nord de l'Irak, les autorités turques s'efforcent de justifier leur décision et de désamorcer son impact négatif sur la scène internationale. Le premier ministre Tansu Ciller a ainsi rappelé aux occidentaux leur part de responsabilité : « *Tout le monde sait que le vide du pouvoir au nord de l'Irak n'a pas été créé par la Turquie. C'est une conséquence malheureuse de la guerre du Golfe. Cette situation affecte notre pays plus que tout autre* », a expliqué M<sup>me</sup> Ciller dans un message à la nation, samedi 25 mars.

En Turquie même, où « *l'opération acier* » contre le PKK n'est pas remise en cause, le débat est centré sur la sécurité à long terme dans la région frontalière et la nécessité – ou non – du maintien d'une zone de sécurité permanente. « *Je suggère la création d'une zone de sécurité à long terme afin d'assurer la sécurité régionale de la Turquie, et de ne pas donner aux brigands séparatistes (le PKK), l'occasion de reprendre leurs meurtres* », a déclaré Alparslan Türkeş, qui représente l'extrême droite nationaliste, à la tête du Parti d'Action Nationale (MHP). A l'autre extrémité de

l'éventail politique, Bülent Ecevit, le dirigeant du Parti démocratique de gauche (DSP) qui avait ordonné l'invasion de Chypre en 1974, s'est également déclaré en faveur du maintien des troupes turques en Irak du nord « *jusqu'à ce que l'intégrité territoriale de l'Irak puisse être restaurée* ».

Le premier ministre, de son côté, s'en tient à son message initial. « *Nous n'avons aucune intention de rester là-bas. Notre but est de terminer cette opération le plus rapidement possible, avec le minimum de pertes humaines. Nos soldats rentreront à la maison lorsque la région sera débarrassée des terroristes et que leurs camps sont détruits* », a déclaré M<sup>me</sup> Ciller.

Les autorités militaires affirment que l'offensive se déroule dans de bonnes conditions, soulignant leur volonté de protéger la population civile. Cela n'a pas paru suffisant au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui a déplacé, dimanche 25 mars, 1000 réfugiés kurdes de Turquie vers le camp d'Atrush, à 100 kilomètres de la frontière, pour les mettre hors de portée des soldats turcs. Ils y ont rejoint 10 000 de leurs compatriotes réfugiés en Irak du nord depuis l'an dernier. Par ailleurs, des dépêches font état d'au moins un mort et de plusieurs blessés parmi les civils

kurdes irakiens, à la suite de bombardements aériens turcs. Exposant, pour preuve, des quantités d'armes et de munitions, l'armée affirme avoir anéanti 25 camps du PKK et tué 168 de ses combattants. Selon les sources officielles, 16 soldats turcs auraient trouvé la mort. De son côté, le PKK a publié des chiffres contradictoires, faisant état de 11 ou 13 morts dans ses rangs et 178 parmi les troupes turques.

### FLOU LÉGAL

De toute évidence, les militants kurdes ont eu largement le temps de s'enfuir tandis qu'Ankara renforçait lentement, et au vu de tous, son dispositif militaire. L'offensive, de moindre ampleur, lancée par la Turquie au nord de l'Irak en 1992, n'avait pas empêché le PKK de revenir s'installer dans les montagnes le long des 285 kilomètres de frontière. C'est pourquoi la Turquie est à la recherche d'une solution permanente.

Le flou légal et politique maintenu par les Alliés en Irak, où une zone d'exclusion est imposée au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, a toujours dérangé la Turquie qui se dit attachée au maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak. Ankara n'avait jamais caché son malaise devant le développement d'une administration kurde qui faisait planer le

spectre d'un Kurdistan indépendant. Le gouvernement turc avait établi une coopération avec les Kurdes irakiens, notamment avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Masoud Barzani qui contrôlait la zone frontalière pour limiter l'action du PKK, mais les violents combats entre le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont mis fin à la relative stabilité dans cette région.

Les autorités turques souhaitent une réconciliation entre les Kurdes irakiens et Bagdad. Le ministre des affaires étrangères Murat Karayalçın a confirmé que des discussions étaient en cours depuis un certain temps. « *L'opération devrait accélérer le processus de solution* », a-t-il déclaré au journal *Hürriyet*. « *Les accords (d'autonomie) signés par Saddam Hussein avec les Kurdes en 1970 et 1974 doivent être mis en application* ».

Le chef de la diplomatie, qui s'apprête à quitter son poste dans le cadre d'un remaniement ministériel annoncé pour le lundi 27 mars, transmettra ce lourd dossier à son successeur désigné, Erdal İnönü, l'ancien dirigeant du Parti populaire social-démocrate (SHP), qui fait ainsi un retour inattendu sur la scène politique.

Nicole Pope

Libération - 28 mars 1995

## Bonn suspend une aide à la Turquie en réponse à l'intervention en Irak

Déjà très controversée, l'intervention militaire turque dans le nord de l'Irak contre les rebelles du PKK a provoqué hier la colère de l'Allemagne, qui a décidé de suspendre une aide financière de 150 millions de marks (533 millions de francs). La décision a été prise par le chancelier Helmut Kohl, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, se déclarant « choqué » par des déclarations du président Suleiman Demirel, selon lesquelles l'opération pourrait durer jusqu'à un an. Or, venu la

semaine dernière à Ankara avec la troïka de l'Union européenne, le ministre allemand avait reçu l'assurance de tous les dirigeants turcs rencontrés que l'opération prendrait fin le plus vite possible. Autre source de friction, l'utilisation - démentie par Ankara - de chars allemands par les forces turques. La suspension de cette aide affecte la construction en Allemagne de deux frégates pour un montant global de 800 millions de marks à laquelle Bonn participait financièrement.

De son côté, Téhéran a demandé hier le « retrait » des forces turques, le ministre iranien des Affaires étrangères estimant que « leur présence en Irak risquait de compliquer davantage la situation dans la région ». Quant à la France, elle a de nouveau, par François Léotard, regretté que la Turquie eût dépassé son « simple droit de poursuite ». Entrée dans sa deuxième semaine, l'intervention fait l'objet de peu d'informations, les militaires turcs s'opposant à l'entrée des journalistes dans le réduit kurde. Dans celui-ci, les combats entre les deux principales formations kurdes ont repris et redoublé de violences.

J.-P.P. avec AFP, Reuter

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0931 4 I 0240 SUI /AFP-IX90

ONU-Turquie-Irak

Manifestation kurde dans l'enceinte de l'ONU à Genève: sept blessés

GENEVE (Suisse), 28 mars (AFP) - Quelque 200 Kurdes militant en faveur du retrait turc du nord de l'Irak ont pénétré de force dans l'enceinte de l'ONU mardi après-midi à Genève, au cours d'une manifestation qui a fait sept blessés parmi les forces de l'ordre, a indiqué dans la soirée la police cantonale.

C'est la première fois depuis des années qu'un groupe de manifestants réussit à pénétrer dans l'enceinte gardée des Nations Unies, a précisé un fonctionnaire de l'ONU.

La police a tenté de négocier avec les manifestants. Ceux-ci ont accepté de se retirer après qu'une délégation ait été reçue par le Centre des droits de l'homme. Une cinquantaine de récalcitrants ont cependant refusé d'obtempérer.

Pour les repousser, la police a fait usage de lances à eau et de gaz lacrymogènes. Les Kurdes ont répliqué avec des bouteilles et des pierres.

Quatre gardes de l'ONU et trois policiers ont été blessés, dont un grièvement à la tête. Ils ont été emmenés à l'hôpital pour y recevoir des soins.

Après ces assauts, les Kurdes ont poursuivi leur manifestation. Par des calicots et des chants, ils ont stigmatisé la passivité de l'ONU et exprimé leur soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). D'après eux, l'armée turque aurait bombardé de nombreux villages du nord de l'Irak et tué des centaines de civils.

jse/dch/jag

AFP /J00245/282310

MAR 95

The Times — 29 march 1995

# Hurd tells Turkey that Iraq assault threatens EU ties

BY MICHAEL BINYON, DIPLOMATIC EDITOR, AND MICHAEL THEODOULOU.

BRITAIN has warned Turkey that it must remove its troops from northern Iraq as soon as possible, or face a likely veto in the European Parliament of Turkey's proposed customs union with the EU.

Douglas Hurd, the Foreign Secretary, has written to Erdal Inonu, the new Foreign Minister, congratulating him on his appointment but making it clear that tolerance in Britain and Nato for Turkey's intervention is wearing thin. Mr Hurd's warning comes after repeated messages in the past week that the operation must be short and sharp, and should not be directed against Kurdish civilians.

At least 100 people have been killed in clashes between Iraq's two main rebel Kurdish groups opposed to President Saddam Hussein, providing a bloody sideshow to Turkey's huge military incursion in northern Iraq.

The fratricidal conflict highlights the anarchy prevailing in northern Iraq, which Turkey has used to justify its operation in the face of growing international calls for a speedy withdrawal of its 35,000 troops. Turkey's intentions remained unclear yesterday, with Tansu Ciller, the Prime Minister, reassuring her Western allies that the operation would soon be over, while military commanders hinted that there would be a prolonged stay.

The United Nations is evacuating hundreds more Turkish Kurds from the northern Iraqi border town of Zakho, fearing they could be caught up in the Turkish offensive. Up to 1,000 Turkish Kurds, mostly women and children have left the war zone for tented camps 60 miles deeper into Iraq, after allegations that Turkish forces had arrested civilians suspected of links

with the separatist Kurdish Workers' Party (PKK). The Turkish operation inside northern Iraq has failed to quell rebel activity at home. Officials said nine PKK guerrillas and four villagers were killed in two days of clashes across Turkey's troubled eastern and southeastern provinces.

Abdullah Ocalan, the PKK leader, has been urging his fighters to launch raids inside Turkey to relieve pressure on those inside northern Iraq. Turkish officials claimed that the villagers, including two children, were killed on Monday night when PKK guerrillas raided Gurumlu village in Sirmak province. Three guerrillas died later in clashes with troops. Four PKK fighters, including a woman, were reported to have been killed in Tunceli province, where the PKK recently killed 18 Turkish soldiers in an ambush.

The clashes between Iraqi Kurds, which erupted on Monday, centred on the key city of Arbil, the seat of the region's paralysed Kurdish

administration. Arbil, 100 miles south of the area now occupied by Turkish forces, is controlled by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani. His men claimed yesterday that they had repulsed attacks by Massoud Barzani's rival Kurdistan Democratic Party (KDP), which surrounds the city.

"At least 100 people have been killed on both sides since the KDP forces attacked eight PUK positions in and around Arbil on Monday morning," a PUK spokesman said. The casualty count suggested the inter-Kurdish clashes were far fiercer than those between the Turkish forces and the PKK separatists.

Hoysnar Zebari, a KDP spokesman, described the attack on Arbil as "tit-for-tat retaliation" against PUK attacks on its positions.

Turkey has claimed it had killed 199 rebels and lost 17 soldiers since its forces stormed across the border on 20 March, but diplomats believed Ankara was exaggerating its success rate.

The KDP and PUK, which joined forces in a doomed rebellion against Saddam after the Gulf War, have been fighting for months over strategic territory and the revenue from sales of refined petroleum from northern Iraq to Turkey. An estimated 1,500 Iraqi Kurds, many of them civilians, have been killed in factional fighting since last December.

In Geneva, Swiss riot police used teargas and water cannon to disperse about 200 angry Turkish Kurd protesters who had broken into the grounds of the United Nations. They were protesting that the UN was not doing enough to protect Kurdish refugees in northern Iraq.



Ciller: told allies that the offensive would end soon

THE INDEPENDENT • WEDNESDAY 29 MARCH 1995

# West presses Turks to end drive against PKK rebels

FROM PATRICK COCKBURN  
in Diyarbakir, Turkey

Under intense diplomatic pressure to end its occupation of northern Iraq, the Turkish army said yesterday that its soldiers were still combing the area for Kurdish guerrillas, "cave by cave and valley by valley".

The United States for the first time has expressed concern that Turkey is planning a longer stay than it promised, when 35,000 Turkish troops entered Iraq 10 days ago.

The Turkish media's portrayal of the invasion as an important military victory appears to tie Ankara's hands, should it wish to withdraw its forces. One Turkish commentator said: "The sense of national pride is higher than at any time since the invasion of Cyprus in 1974."

If these expectations are disappointed, the government may suffer from a popular backlash when the present euphoria peters out. According to the army's figures – and unlike previous offensives, it has not produced any dead bodies – Turkish soldiers have so far killed 199 guerrillas and captured 12.

The forces of the Kurdish Workers' Party (PKK) in Turkey and Iraq are thought by military specialists to number 10,000.

Turkey is playing down the warnings from Washington about the duration of the invasion, codenamed Operation Steel by the Turkish Army.

But, the government appears to be surprised by the extent of the international condemnation of its actions.

On Monday, the German Chancellor, Helmut Kohl, froze a \$107m (£67m) military aid package, in protest against the invasion. At the same time, the US Secretary of State, Warren Christopher, said he had told Ankara of his concern about the length of the operation and violations of human rights.

The US has hitherto been more supportive of the offensive than its European allies, as it needs Turkish backing to maintain sanctions against Iraq.

But it may be concerned that the occupation of part of Kurdish territory by Turkey is discrediting the four-year-old US policy of supporting Kurdish autonomy in Iraq's three northern provinces through air power. The offensive also might give an excuse to Iran to launch its own invasion, in pursuit of Iranian Kurdish guerrillas with camps in Iraq.

While there is little public criticism, there is private scepticism in Turkey about the operation.

The Prime Minister, Tansu Ciller, has compared the army's success to the invasion of Cyprus and even to the heroic resistance of Turkish troops at the siege of Plevna by the Russians in 1878, although in the latter case, the Turks were defeated in the end.

Turkish commentators who are informed about the PKK say that the invasion is unlikely to do more than disrupt PKK plans to launch attacks this summer while it waits to see the outcome of the situation in northern Iraq. They add that recent clashes between the army and the PKK in Turkey, in any case, took place far from the Iraqi border.

"Any losses can be replaced by Kurds that the PKK has already recruited in Europe," one specialist on the movement said. "They also have not activated their units in Turkish cities, where the Kurds are a large minority."

The army says that it has seized 652 Kalashnikov automatic rifles, 42 rocket launchers and 16 mortars. But many of those on display look obsolete. In Kurdistan, where everybody carries a gun, it is easy to buy new weapons.

Inside Iraqi Kurdistan, the UN High Commission for Refugees is planning a second convoy to evacuate 1,400 Turkish Kurd refugees from the town of Zakho. This is in addition to 3,000 who were evacuated from the Turkish occupation zone on Sunday. A group of 177 men, women and children pushed their way into the UN compound in the town yesterday demanding to be taken to safety. They parked a minibus and 10 trucks, one of them full of sheep, and set up camp on a football pitch on a promise the United Nations would escort them to safety by tomorrow along with other refugees.

# Turkey Plays Down Criticism of Assault

## Army Controls a Kurd Area

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey on Tuesday sought to minimize concerns from the United States and Germany over the Turkish assault on Kurdish rebel bases in northern Iraq.

Also Tuesday, Turkish army officials said they had achieved their initial objectives against the separatist Kurds and controlled a Kurdish region.

A Foreign Ministry spokesman, Ferhat Ataman, said of the growing U.S. unease, "We don't see it as any different from the initial reaction in which they have said they would like the operation to be of limited duration and scope."

The U.S. secretary of state, Warren M. Christopher, voiced concern Monday against an extended incursion and about reported attacks on civilians.

"I sent a message to both the prime minister and the foreign minister telling them that we were concerned about the passage of time, concerned about reports we have had with respect to human rights violations," Mr. Christopher told reporters.

Foreign Minister Klaus Kinkel of Germany and other European Union ministers had criticized the Turkish action from the start. On Monday, Bonn said it had temporarily frozen grants it had promised to give Turkey for the purchase of German frigates.

## Toll Rises to 36 In Turkish Mine

Reuters

ANKARA — The death toll from a coal mine blast in Turkey rose to 36 on Tuesday, the Anatolian News Agency said.

The agency said 21 bodies were brought to the surface Tuesday from the mine in Sorgun, a town about 160 kilometers (100 miles) east of Ankara.

An explosion, perhaps caused by methane gas, caused the mine to cave in Sunday. One miner was still missing and 10 workers were injured.

But Mr. Ataman played down that move, saying: "There has been no German governmental or parliamentary decision to suspend the aid. Neither have there been any messages to the Turkish government on this issue."

He said the new Turkish foreign minister, Erdal Inonu, discussed the operation with Mr. Kinkel by telephone Monday.

Turkey sent 35,000 soldiers into northern Iraq on March 20 to seek out an estimated 2,500 separatists from the Kurdish Workers Party, which is fighting for a homeland in southeast Turkey.

Turkish troops killed 97 separatists in the last 24 hours in northern Iraq, mainly around a rebel base in Hakurk, a mountainous region on the Turkish-Iranian-Iraqi border, a military spokesman said Tuesday.

The deaths raised to 269 the number of Kurdish fighters reported killed since the incursion began.

Turkish troops are combing northern Iraq to flush out separatists and will make sure they can no longer use the region for cross-border raids, the army said Tuesday.

"Turkish troops are combing this region, cave by cave and valley by valley," a spokesman said. "The rebels have fled in panic but they cannot escape. They are surrounded from all sides."

The commander of the operation, General Hasan Kundakci, told reporters that the operation had achieved its "initial objectives" and was now in a "mopping-up phase."

The Turkish Army was in "complete control" of the Hakurk region, he added.

"This region will be made uninhabitable" for the rebels, General Kundakci said. "If they do manage to return, they will no longer be able to use it because Turkish troops will not allow it."

The United Nations High Commissioner for Refugees in Geneva said it planned an operation Thursday to evacuate some of the 3,000 Turkish Kurd refugees still caught in the battle zone. On Sunday, the agency evacuated 1,400 refugees.

(AFP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, MARCH 29, 1995





M E R C R E D I 2 9 M A R S 1 9 9 5 1 0  
**M O Y E N - O R I E N T E U R O P E**

# Le rêve en miettes d'un état kurde

## Le Kurdistan irakien est miné par la guerre civile et la misère

**L**e vieux rêve qui a habité le peuple kurde pendant 75 ans, celui d'avoir un territoire qui lui est propre, voire un État-nation qui lui permette d'échapper à son statut de minorité, semble aujourd'hui complètement brisé. Quatre ans après sa création par les Nations unies, le réduit kurde dans le nord de l'Irak a sombré dans le chaos. La guerre civile, une profonde misère, la loi des milices, les ingérences flagrantes des puissances voisines et la relative indifférence des puissances occidentales, qui ont permis la création d'une Autorité kurde mais n'ont quasiment rien fait pour assurer un avenir à près de quatre millions de Kurdes, ont transformé cette région en poudrière.

Aujourd'hui, le Kurdistan d'Irak n'est pas seulement confronté à l'offensive massive de forces armées turques. S'ajoutent les pilonnages réguliers de l'artillerie et de l'aviation iraniennes sur la frontière est qui ont déjà détruit plusieurs villages, ceux des troupes irakiennes, qui depuis plusieurs jours multiplient aussi les accrochages, aux environs de Kirkouk. Sans compter les agissements clandestins de ces deux dernières puissances, Bagdad usant de sa police secrète pour déstabiliser le territoire autonome, Téhéran de groupes islamistes, comme le Hezbollah kurde. Mais ce qui menace le Kurdistan d'Irak, c'est aussi la guerre civile sanglante qui oppose depuis mai 1994 les deux principales formations kurdes qui ont mis en coupe réglée cette région, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK, de Massoud Barzani). Ces combats auraient déjà fait des centaines de morts.

**Née de l'insurrection manquée de 1991**, qui avait succédé à deux opérations meurtrières de l'armée de Bagdad en 1988 et en 1991 et à la défaite de Saddam

Hussein pendant la guerre du Golfe, l'Autorité autonome kurde n'a jamais été acceptée ni par Ankara, ni par Téhéran, ni par Damas, qui craignent à la fois la fracture de l'Irak en deux entités et la création d'un foyer national kurde, ce qui aurait d'inévitables répercussions sur leurs propres minorités. A preuve les bases que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) a installées dans le Kurdistan d'Irak et qui motivent aujourd'hui l'offensive de l'armée turque. Malgré les entreprises de déstabilisation de toutes sortes, l'Autorité autonome aurait pu peut-être échapper à un aussi difficile destin si elle avait reçu un soutien politique, économique et financier des puissances occidentales. Or, elle n'a

### REPÈRES

#### La zone de protection kurde

**Origine :** néé de la résolution 688 du Conseil de sécurité le 5 avril 1991, la création d'une « zone de protection » est une initiative sans précédent des Nations unies. Elle provoque une coupure radicale entre le pouvoir irakien et le Kurdistan irakien, accordant à celui-ci une quasi-indépendance.

**Création :** le 4 octobre 1992, autoproclamation d'un État fédéral qui donne au Kurdistan d'Irak un statut politique et fixe ses liens avec le gouvernement de Bagdad. **Forces politiques :** le Front du Kurdistan regroupe huit partis. Les deux formations principales sont l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan irakien, qui s'affrontent aujourd'hui. **Population :** entre 3,5 et 4 millions d'habitants.

la région kurde en un véritable baril de poudre. Il suffit d'une étincelle pour le faire exploser. C'est déjà un miracle que l'Autorité autonome ait pu durer aussi longtemps, d'autant qu'elle n'a reçu aucune reconnaissance de la communauté internationale. Certes, l'ONU protège la population kurde des incursions irakiennes, mais, pour le reste, elle lui dit "débrouillez-vous" et ne fournit aucune aide aux institutions», estime Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, qui

aurait souhaité que les Nations unies mettent la région sous protectorat, «ce que la population aurait volontiers accepté».

L'étincelle dans la guerre civile entre les deux grandes formations kurdes aura été le prélèvement au bénéfice du PDK des importants droits de douane. Chaque jour, 1.000 à 1.500 camions transitent par le

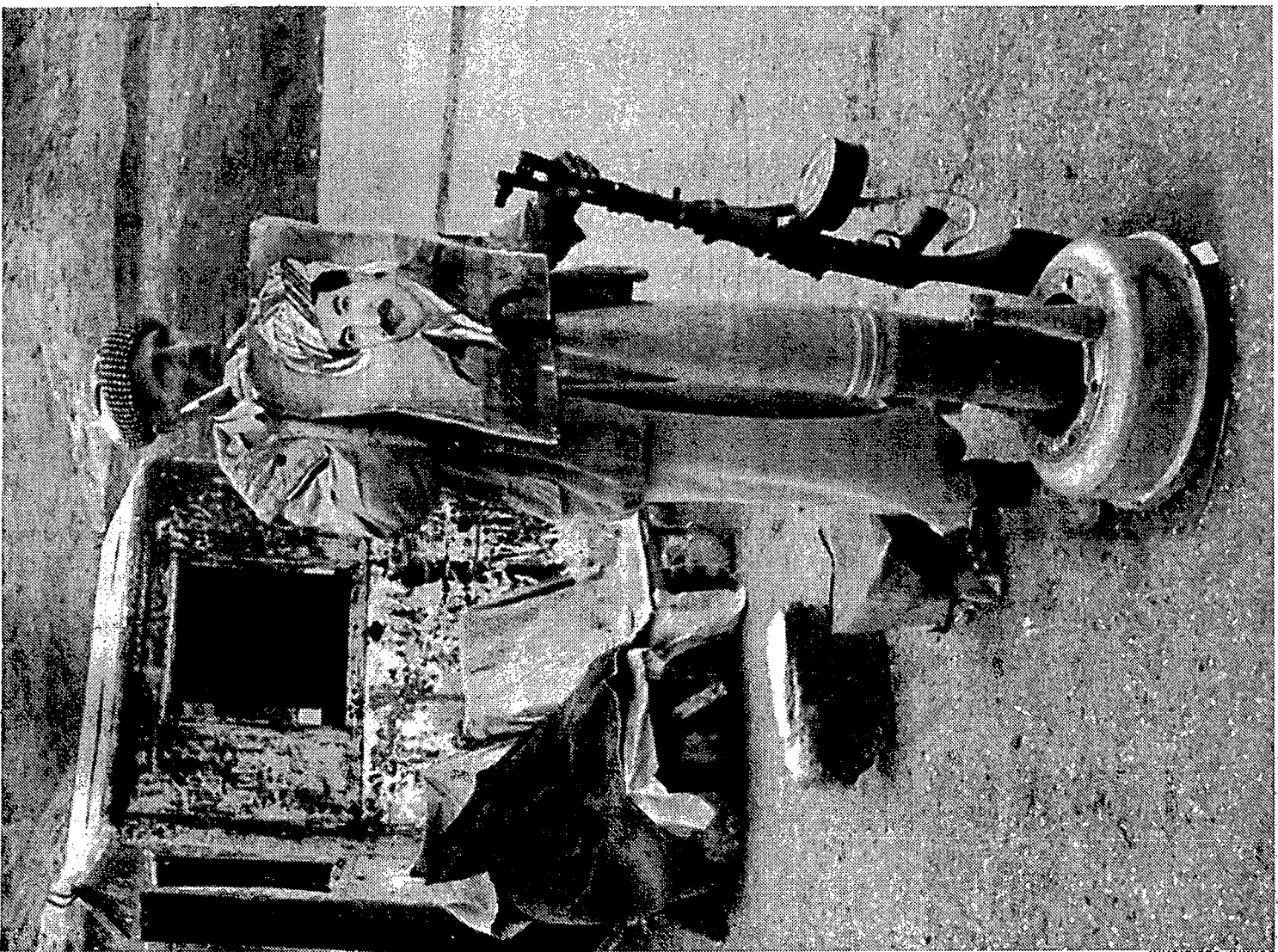
poste de Habour, contrôlé par les hommes de Barzani. Aussi, le parti rival réclame-t-il le versement de ces fonds au budget du «gouvernement autonome kurde». A présent, selon Amnesty International, un «climat de terreur» s'est installé dans la région.

**Pour échapper à la loi des milices** qui, a présent, règnent sur la région, les deux formations ont conclu en juillet 1994 un accord visant à les désarmer et à créer une force d'au-

to-défense sur la base de la conscription. Sans lendemain. «L'accord aurait dû être paraphé à Paris par les deux chefs kurdes, mais ceux-ci, à la demande d'Ankara, n'ont pas obtenu de visa pour la France», révèle Kendal Nezan.

JEAN-PIERRE PERRIN

«L'ONU protège la population kurde des incursions irakiennes, mais, pour le reste, elle lui dit "débrouillez-vous"», Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.



Un guerrillero kurde brandit un portrait de Massoud Barzani, leader du parti démocratique du Kurdistan irakien.

## Le premier ministre turc procède à un important remaniement de son gouvernement

ISTANBUL

de notre correspondante

Un important remaniement ministériel au sein de l'aile sociale-démocrate de la coalition au pouvoir, approuvé officiellement par le président Süleyman Demirel, a été donné, lundi 27 mars, un nouvel élan au gouvernement du premier ministre Tansu Ciller, qui sera confronté dans les mois à venir à des échéances cruciales. Avant signé l'accord d'union douanière avec les Européens, la Turquie ne dispose en effet que de quelques mois pour convaincre le Parlement européen qu'elle est déterminée à poursuivre et à accélérer le processus de démocratisation.

Le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP) et ancien chef de la diplomatie, Hikmet Cetin - désormais vice-premier ministre - partagera cette lourde responsabilité avec M<sup>me</sup> Ciller. Erdal İnönü, ancien di-

rigeant au Parti populaire social-démocrate (SHP), qui fait une rentrée inattendue sur la scène politique en tant que ministre des affaires étrangères après avoir pris sa retraite en automne 1993, devra de son côté déployer tous ses talents de diplomate pour expliquer à la communauté internationale la position de la Turquie, engagée dans une vaste offensive militaire au nord de l'Irak depuis plus d'une semaine.

Le remaniement au sein du cabinet des ministres avait été rendu nécessaire par la dissolution, le 18 février dernier, du SHP, lors d'un congrès d'unification qui avait placé les deux partis sociaux-démocrates sous la bannière du CHP et la direction d'Hikmet Cetin. Les deux partenaires, le DYP et le CHP, se sont contents de signer un programme d'application, plutôt qu'un nouveau protocole de coalition, qui met l'accent sur les réformes constitutionnelles

et le processus de démocratisation, attendu depuis des années.

Malgré le nouveau visage du gouvernement, et une plus forte composante socialiste, il serait irréaliste d'espérer des miracles. Mais les conditions politiques, notamment l'impact positif de l'accord d'union douanière et une prise de conscience parmi les dirigeants que la démocratisation est le prix à payer pour ce rapprochement avec l'Europe, ont créé une atmosphère plus favorable. Parmi les mesures prévues, figurent une amnistie - limitée - qui serait accordée à certains prisonniers condamnés pour leurs opinions, une série de réformes constitutionnelles visant en particulier à étendre les libertés individuelles et le droit de participer à la vie politique, et une levée graduelle de l'état d'urgence dans les provinces du Sud-Est anatolien. Tansu Ciller et Hikmet Cetin se-

ront cependant confrontés aux obstacles habituels placés sur leur chemin par les réactionnaires opposés à tout changement, qui sont majoritaires au Parlement et constituent une forte composante du DYP.

Hikmet Cetin devra de son côté renforcer sa position au sein même du CHP, où il sera contesté lors d'un congrès en août. Cette dimension interne au parti a influencé le choix de plusieurs ministres, sélectionnés non seulement pour leurs qualités, mais également pour créer un équilibre favorable au maintien de M. Cetin à la direction du parti. En obtenant le concours de M. İnönü, qui lui assure le soutien d'une partie importante des délégués du parti, Hikmet Cetin a marqué des points et prouvé que, sous son allure décontractée et son abord souriant, il cachait un fin politicien, déterminé à s'imposer.

Nicole Pope

## De violents combats opposent les formations kurdes dans le nord de l'Irak

DE VIOLENTS COMBATS ont opposé, lundi 27 mars, les deux principales formations kurdes irakiennes dans le nord de l'Irak. L'offensive a été lancée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) contre les positions de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) au nord d'Erbil, « capitale » du Kurdistan d'Irak tenue par l'UPK. Au moins 150 personnes ont été tuées dans les deux camps lors d'affrontements qui se sont aussi produits dans la région de Penjwin, près de la frontière avec l'Iran. Les deux formations rivales qui contrôlent le Kurdistan d'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, s'opposent depuis le mois de mai 1994. Parallèlement à ces affrontements se poursuit l'opéra-

tion de l'armée turque contre les séparatistes kurdes de Turquie (PKK) basés dans le nord de l'Irak.

Des troupes turques, appuyées par des blindés, ont attaqué des maquisards kurdes cherchant à se réfugier en territoire syrien. Des combats se sont également déroulés près de la frontière iranienne, dans la région de Khwakurk. Le contrôle et les opérations de ratissage se sont d'autre part poursuivies lundi dans toutes les zones de la région frontalière avec la Turquie, a indiqué le colonel Dogu Silahcioglu. Dans le même temps, l'armée turque a décidé de restreindre l'accès des médias internationaux à cette région.

Cette offensive turque a de nouveau fait l'objet de condamnations internationales. Le chance-

lier allemand Helmut Kohl a annoncé lundi son intention de suspendre l'aide financière de 150 millions de DM (environ 500 millions de Francs) à la Turquie.

« LA CRITIQUE DOIT ÊTRE CLAIRE »

En présentant cette décision, Peter Hintze, secrétaire général de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de M. Kohl, a indiqué qu'il fallait que « la critique soit claire ». Le Parti libéral (FDP), présidé par le ministre des affaires étrangères Klaus Kinkel, étant également favorable à cette mesure, la sanction devrait être formellement prise dans les prochains jours. Les Etats-Unis, qui se sont jusqu'à présent gardés de critiquer l'action militaire turque, ont pour la

première fois émis des réserves auprès d'Ankara au sujet du sort des civils et de la durée de l'opération. Sur instruction du secrétaire d'Etat Warren Christopher, l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara a rencontré, dimanche, le premier ministre Tansu Ciller pour lui faire part de « son inquiétude, née du fait que selon les rapports (...) reçus, les forces turques pourraient se préparer pour un séjour prolongé ». A Paris, le ministre de la défense François Léotard, a estimé que la Turquie ne devait pas « se substituer » à Bagdad pour contrôler les zones kurdes du nord de l'Irak. M. Léotard a ajouté qu'« il y a dans l'intervention turque plus qu'un simple droit de poursuite. »

Le chef de l'opposition chiite

# Le Monde

MERCREDI 29 MARS 1995

irakienne, l'ayatollah Mohammad Bagher al-Hakim, a de son côté condamné « l'agression » de l'armée turque et a dénoncé « le régime de Bagdad pour sa complicité avec les troupes turques » en estimant qu'elle constituait « une violation flagrante de la souveraineté » irakienne. L'Iran a pour sa part demandé lundi le « retrait » des forces armées turques en affirmant que « la présence des troupes turques en Irak risquait de compliquer davantage la situation dans la région », a annoncé le radio iranien qui a également cité une déclaration du ministre iranien des affaires étrangères Ali Akbar Velayati estimant « nécessaire que les forces militaires turques quittent le sol irakien ». - (AFP, Reuter.)

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0795 4 I 0386 HOL /AFP-OW68

GB-Turquie-Kurdes

Ankara bénéficierait des photos du nord de l'Irak prises par "Provide Comfort"

LONDRES, 29 mars (AFP) - L'armée turque bénéficie dans son offensive contre les Kurdes séparatistes des photos aériennes du Kurdistan irakien prises par les appareils de la force multinationale chargée du contrôle de cette zone, ont affirmé mercredi des sources du ministère britannique de la Défense.

Quelque 35.000 militaires turcs, appuyés par l'aviation et des blindés, poursuivent depuis dix jours une vaste opération militaire punitive dans le nord de l'Irak qui sert, selon Ankara, de base arrière aux rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Cette opération a suscité de vives critiques de la communauté internationale, et des sanctions de la part de l'Allemagne.

Selon les sources britanniques, les forces turques ont eu à leur disposition des photographies aériennes de la région, prises quotidiennement par les avions français et britanniques basés à Incirlik (sud) qui font partie de l'opération multinationale "Provide Comfort".

Cette opération alliée, mise sur pied en 1991 au lendemain de la guerre du Golfe, consiste notamment en un contrôle aérien de l'Irak du nord afin de prévenir une éventuelle attaque de l'armée de Bagdad sur la zone sous administration kurde irakienne.

Outre les photos rapportées par les Harrier GR7 de la Royal Air Force et les Jaguar français, les Turcs auraient également disposé des informations collectées par un avion AWACS de l'OTAN qui patrouille dans la zone.

Les officiers turcs servent dans tous les secteurs de la base d'Incirlik, et à tous les niveaux, et peuvent ainsi partager toute les informations reçues au quartier général de la force conjointe, ont expliqué les sources britanniques.

Un porte-parole du ministère de la Défense a affirmé que les officiers turcs n'avaient pas un "habituellement accès" aux images de reconnaissance, tout en admettant que la Turquie est représentée au quartier général de la force à Incirlik, où les informations parviennent et sont traitées.

Le Premier ministre britannique John Major a demandé mercredi au gouvernement d'Ankara de retirer "dès que possible" ses troupes du nord de l'Irak, tout en disant "comprendre les inquiétudes" d'Ankara à l'égard du "terrorisme" du PKK.

jg/chb

AFP /J00245/292003

MAR 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

Libre Belgique - 29 mars 1995

## ■ Kurdistan irakien

# Ciller : pas d'occupation du nord de l'Irak

**Les Etats-Unis ne veulent pas d'une présence militaire turque prolongée**

Les troupes turques ne visent pas une « occupation » du nord de l'Irak, a déclaré mardi à Ankara le Premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller. « Le but des troupes turques n'est pas une occupation. Les forces turques se retireront dès que les objectifs visés seront atteints », a ajouté M<sup>me</sup> Ciller, qui intervenait devant le groupe parlementaire de sa formation politique, le Parti de la juste voie. « Il est nécessaire que cette opération dure jusqu'à ce qu'elle arrive à ses fins », a-t-elle précisé mais sans donner de date.

L'opération lancée le 20 mars contre les bases des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste, séparatiste), constitue une action de « légitime défense », selon M<sup>me</sup> Ciller. « Le but de l'armée turque est de démanteler les foyers d'où (les rebelles du PKK) viennent massacrer nos compatriotes », a-t-elle ajouté. « Nous n'avons aucun problème avec la population civile (du nord de l'Irak) et les soldats turcs observent strictement les instructions reçues sur la protection du peuple », a dit M<sup>me</sup> Ciller.

L'intervention militaire turque au Kurdistan irakien, où quelque 35.000 sont engagés et qui suscite l'inquiétude de l'Occident, notamment sur sa durée, a été déclenchée dans le but de mettre fin à la présence du PKK dans le nord de l'Irak frontalier avec la Turquie. Le PKK utilise cette région comme base arrière pour ses attaques contre les objectifs

turcs et le soutien logistique de ses militants armés en Turquie.

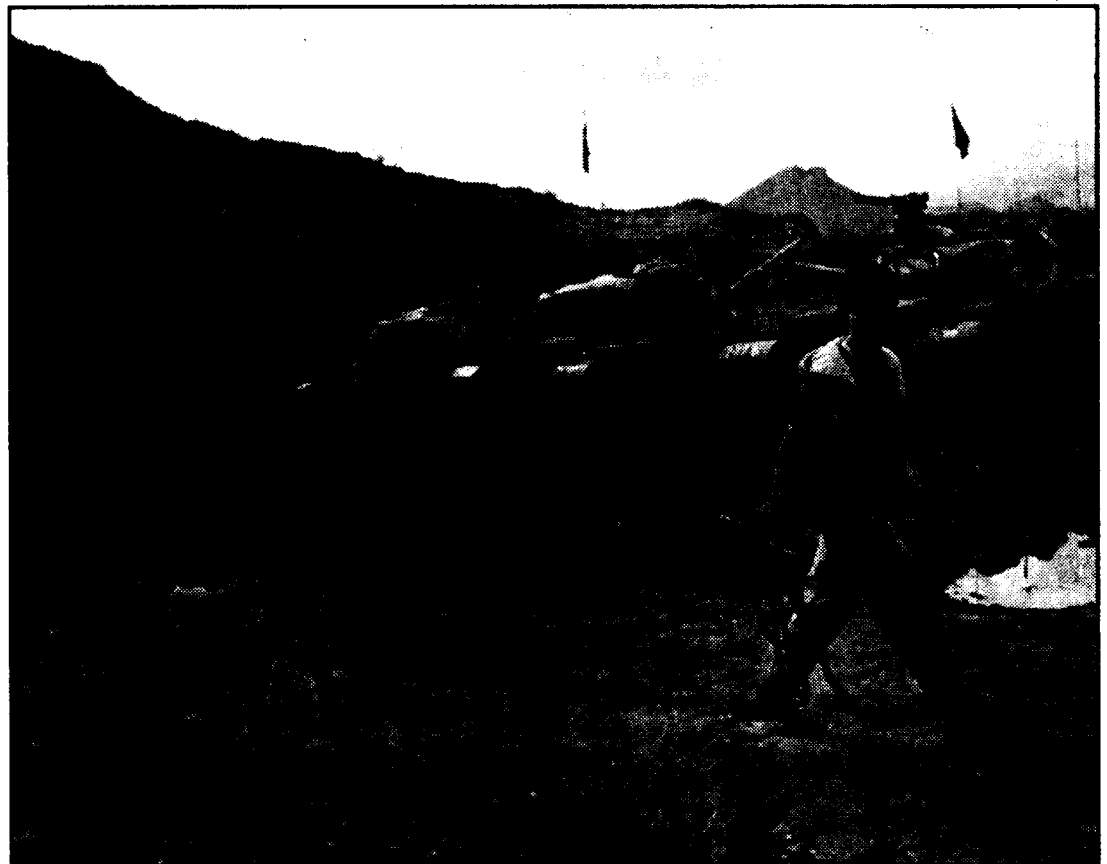
Mardi, la Turquie a également tenté de minimiser l'avertissement des Etats-Unis qui, la veille, ont mis Ankara en garde contre une présence prolongée de leur armée dans le nord de l'Irak. « Nous ne voyons pas de différence avec la pre-

mière réaction (de Washington) qui déclarait être partisan d'une opération (contre les maquisards kurdes) limitée dans le temps et dans l'espace », a dit à Reuter le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ferhat Ataman.

Par ailleurs, on a appris que le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a procédé aux préparatifs en vue d'une nouvelle évacuation de réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Le HCR avait évacué dimanche près d'un millier de civils kurdes de

Zakho, ville-frontière entre la Turquie et l'Irak, vers deux camps situés à une centaine de kilomètres au sud. On dénombre encore à Zakho et dans les villages environnants quelque 3.000 civils ayant fui la zone des combats, pour lesquels les bilans fournis de part et d'autre divergent sensiblement. Selon un porte-parole turc, il y aurait 199 morts dans les rangs des maquisards depuis le début de l'incursion. Les combattants kurdes affirment avoir tué 261 soldats turcs.

(D'après AFP et Reuter)



Des chars turcs progressent dans la vallée de la Pibela, où la vie continue... (Photo Reuter)

L'offensive contre les Kurdes s'intensifie

LE FIGARO

29 mars 1995

# Turquie : Bonn et Washington haussent le ton

*Le gouvernement allemand a décidé hier de suspendre une aide de 150 millions de DM à Ankara.*

Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont eu 97 tués lundi, selon un communiqué militaire turc. Cela porte à 269 le bilan des pertes côté PKK depuis le début de l'opération lancée le 20 mars par l'armée d'Ankara, contre 17 morts et 23 blessés pour les soldats turcs. « L'opération se poursuit sur une très vaste région de 220 km de longueur et 40 km de profondeur en territoire irakien et les troupes turques ratissent cette zone grotte par grotte et vallée par vallée », a affirmé hier un responsable militaire. Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés prévoit une nouvelle évacuation demain dans la zone turco-irakienne. 1 400 réfugiés sur 4 500 avaient déjà été évacués dimanche vers le camp de Atroush. « Le but de nos troupes n'est pas une occupation. Les forces turques se retireront dès que les objectifs visés seront atteints », a déclaré hier M<sup>me</sup> Ciller, premier ministre turc. (AFP.)

La Turquie répète que son opération militaire dans le nord de l'Irak est uniquement destinée à éliminer les guérilleros du PKK et sera limitée dans le temps. Mais les capitales occidentales s'inquiètent et, au train où vont les choses, on se demande comment le gouvernement de M<sup>me</sup> Ciller – qui vient de procéder à un important remaniement ministériel – pourra convaincre le Parlement européen d'approuver l'accord d'union douanière récemment signé avec les Quinze.

Les eurodéputés doivent donner leur « avis conforme ». Or la pierre d'achoppement concerne les droits de l'homme. Si la Turquie revendique le statut de « seul État musulman laïque et démocratique », elle reste loin des standards reconnus en la matière et se trouve régulièrement épinglée par Amnesty International.

Dans son dernier rapport (février 1995), l'organisation humanitaire notait que la « recrudescence des violations des

droits fondamentaux imputables aux forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie » allait de pair avec « les actes commis par le PKK qui procède à des exécutions sommaires et tue des civils ». Où commence la légitime défense des intérêts nationaux turcs ? Là réside toute la question...

A Bonn, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, s'est dit « choqué » des propos tenus pendant le week-end par le président turc Suleyman Demirel. Dans une interview, ce dernier a dit qu'il ne pensait pas « que l'opération puisse durer plus d'un an ». Or, la semaine dernière, tous les responsables turcs rencontrés avaient dit à M. Kinkel que l'opération serait la plus courte possible...

## Pas de date limite

Du coup, le gouvernement allemand a annoncé formellement, hier, la suspension d'une aide financière de 150 millions de DM destinée à subvention-

ner la construction par des chantiers navals du nord de la RFA de deux frégates pour la Turquie. Jusque-là, au sein de l'Otan, seule la Norvège avait pris des mesures de rétorsion contre Ankara.

Les Etats-Unis viennent eux aussi de hausser le ton dans la mesure où, selon les rapports reçus à Washington, « les forces turques pourraient se préparer pour un séjour prolongé dans le nord de l'Irak ».

Interrogé mardi par l'AFP sur ces réactions allemande et américaine, le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères a déclaré qu'« elles n'avaient pas de raison d'être ». Il a répété que l'opération serait « de durée limitée » et que la seule cible de l'offensive était « les terroristes du PKK et leurs capacités logistiques ».

Depuis le début de cette offensive militaire qui mobilise au moins 35 000 hommes, des blindés et l'aviation, le ministre des Affaires étrangères n'a pas dévié de cette position, précise encore l'AFP. Mais toutes sortes de petites phrases prononcées par d'autres responsables turcs, outre celle de M. Demirel, ont semé le doute sur les buts à long terme de la Turquie. Et M<sup>me</sup> Ciller s'est bien gardée de fixer une date limite.

B. B.



Soldats turcs dans le nord de l'Irak

35 000 hommes sont engagés dans l'opération Acier.

TURQUIE

## L'offensive anti-kurdes embarrasse l'Europe

La vaste attaque de l'armée turque contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan au nord de l'Irak pourrait remettre en question l'accord d'union douanière signé le 6 mars entre l'Union européenne et la Turquie.

« L'Occident doit comprendre une chose : nous respectons l'intégrité territoriale de l'Irak, mais nous prenons des mesures pour prévenir les attaques contre notre territoire. » C'est devant la télévision britannique BBC World Service que Tansu Ciller, le Premier ministre turc, a tenté de justifier aux yeux de l'opinion internationale l'offensive déclenchée, le 20 mars, par son armée contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au nord de l'Irak. Considérée avec une neutralité bienveillante par Washington, cette offensive sème pourtant le trouble au sein de l'Union européenne, avec qui la Turquie a signé un accord d'union douanière, le 6 mars.

« 35 000 hommes, 250 km de front, 40 km de profondeur : ça va bien au-delà du traditionnel droit de suite », estimait la semaine dernière le ministre des Affaires étrangères français Alain Juppé, en se rendant à Ankara, pour une mission de la « troïka »

LE NOUVEL ECONOMISTE - N° 990 - 30/03/95

européenne avec ses homologues allemand et espagnol. En échange de l'accord d'union douanière, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996, l'Europe a bien demandé à la Turquie un effort concret en matière de droits de l'homme. Mais elle n'avait pas prévu cette opération massive contre le PKK, dont le président Suleyman Demirel a révélé qu'elle pourrait durer jusqu'à un an.

Pour faire revenir la Turquie à de meilleurs sentiments, l'Union européenne estime pouvoir jouer sur deux leviers : la ratification de l'accord d'union douanière par le Parlement européen n'est toujours pas acquise, et les Quinze doivent se réunir en fin

d'année pour évaluer les réformes réellement engagées par la Turquie. Or, a déclaré publiquement Alain Juppé à Ankara le 23 mars, "à l'heure actuelle, ça se présente plutôt mal". L'Allemagne, de son côté, menace de suspendre une aide financière de 525 millions de francs à la Turquie.

En lançant son opération Acier si peu de temps après la signature de l'accord avec l'Union européenne, Tansu Ciller a fait le pari assez cynique de faire passer cette pilule le plus vite possible, donnant ainsi des gages aux militaires et à la classe politique turque. Elle semble avoir convaincu les chancelleries que le séparatisme kurde risque d'entraîner le Proche-Orient dans "une guerre de cent ans". A.-M.R.

## Germany Withholds Matériel for Turkey Over Drive on Kurds

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

BONN — Germany has suspended a shipment of military hardware to Turkey to protest Ankara's offensive against rebel Kurds in northern Iraq, Foreign Minister Klaus Kinkel said Wednesday.

Mr. Kinkel said the items affected comprised bridge-laying and other engineering equipment that had been promised but not delivered. He also said the United Nations would have to become "massively involved" in solving Turkey's Kurdish problem.

"We had planned to deliver some leftover matériel by the summer," Mr. Kinkel said. "We have stopped it and that's the end of that."

Germany is a major military supplier to Turkey, its NATO partner. On Monday, Bonn froze 150 million Deutsche marks (\$107 million) in grants that had been promised to Ankara to help with the purchase of two German-built frigates worth 800 million marks.

The decisions reflected Bonn's increasing concern about Turkey's incursion into Iraq and suggestions from Turkish military and political leaders that the 35,000 troops they have committed could stay there a long time.

Bonn's discomfort has been heightened by the fact that Ankara's 10-year battle against separatist Kurds has been accompanied by increasing tension within Germany's 1.8 million-member Turkish community, among them 400,000 Kurds.

Chancellor Helmut Kohl's Christian Democrats and Mr. Kinkel's Free Democrats say an extended Turkish presence in Iraq is unacceptable.

The United States, at first sympathetic to Ankara's struggle against the separatist Kurdish Workers Party and its bases in Iraq, said Tuesday that Turkey had to come up with a concrete international plan to deal with the problem.

In London, Prime Minister John Major urged Ankara to withdraw and to avoid harming civilians and refugee relief efforts during the crackdown.

The Turkish military said late Tuesday that 97 rebels had been killed in 24 hours, bringing the toll to 269 killed, while 17 Turkish soldiers have been killed and 23 wounded.

Ankara pulled a veil of secrecy over the military operations Wednesday. Habur, the only border post between Turkey and Iraq, is now closed to both the Turkish and foreign press, a Turkish officer said at headquarters in Diyarbakir, south-east Turkey.

Military officials there said they intended to use helicopters to transport groups of reporters to areas of operations against the separatists.

Kurdish fighters, meanwhile, had complete freedom over 100 square kilometers (40 square miles) of northern Iraq, between two areas where Turkey has mounted military operations, villagers there said.

*(Reuters, AFP)*

## U.S. Warns Moscow It Would 'Rue' Iran Deal

### *But Christopher Defends U.S. Backing of Yeltsin As 'Pragmatic Policy'*

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

WASHINGTON — Secretary of State Warren M. Christopher warned Russia on Wednesday that it would "rue the day" if it cooperated with Iran and said that evolving ties with international organizations could be jeopardized by Moscow's war in Chechnya.

"We reject the superficial caricature of Russia that suggests it is predestined to aggression, predisposed to dictatorship or predetermined to economic failure," Mr. Christopher said.

In a speech at Indiana University, he also strongly defended what he called the United States' "pragmatic policy of engagement" toward Russia and President Bill Clinton's decision to hold a summit meeting with President Boris N. Yeltsin in Moscow in May.

In an apparent signal to critics who complain that U.S. policy is too heavily weighted toward Mr. Yeltsin, the secretary of state stressed that Mr. Clinton would meet a cross-section of Russian society, especially reformers, while he was in Moscow. "We will deal with Russia as a pluralistic society," Mr. Christopher said.

He also called for Congress to fully fund the administration's \$788 million request for aid to Russia and other former Soviet states.

Washington has been pressing Moscow, without apparent success, to end arms sales and cancel a \$800 million nuclear reactors deal with Iran.

"Russia is a neighbor of Iran," the secre-

# Decisions for Turkey

THURSDAY, MARCH 30, 1995

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

tary of state said. "It will rue the day it cooperated with this terrorist state if Iran builds nuclear weapons with the benefit of Russian expertise and equipment."

He called Russia's assault on the break-away region of Chechnya "tragically wrong" and warned that "the evolution of Russia's participation in Western institutions will be affected by the world's judgment" of the military campaign.

Defense Secretary William J. Perry will press U.S. concern during a visit to Moscow next week, a senior Pentagon official said Wednesday.

Mr. Perry flies to Ukraine on Friday on a trip that will also take him to Russia, Kazakhstan and Uzbekistan to tighten U.S. ties with the former Soviet states and help in converting the former Soviet defense industry to consumer production.

But the official said Mr. Perry will also press U.S. concerns over Iran and Chechnya while meeting with Defense Minister Pavel S. Grachev and other Russian officials on Monday.

Mr. Christopher also warned Iraq on Wednesday that Washington would not grant concessions to obtain the release of two Americans being held by Baghdad.

An influential senator said Wednesday that it would be hard to back aid to Moscow if it sold nuclear equipment to Iran.

"Maybe it doesn't make all that difference to the Russians — it's not that much money, really," the senator, Mitch McConnell, Republican of Kentucky, told the U.S.-Russia Business Council.

Moscow agreed in January to complete a nuclear power plant in Iran.

(Reuters, AP)

It is Turkey's turn to have Western fingers pointed at it. Even those seemingly steady Turks, say the fundamentalist-watchers, seem to be cracking under the impact of Islamic radicalism. The worriers can relax — up to a point. Things are not going well in Turkey, but fundamentalism is not the chief cause of the trouble. The real problem is an old-fashioned mixture of indecisive government and, on one central issue, stubbornness.

This month's rioters in Istanbul were not fundamentalists; they were Alevis, an easygoing branch of Islam. Somebody attacked some Alevi coffee shops; the Alevis took to the streets in protest; Istanbul's police shot into the crowds. It was a mess, but it bears no relation to the Islamist rebellions in Algeria and Egypt or recent fundamentalist brutalities in Pakistan.

Nor does the past few years' modest rise in the fortunes of Turkey's brand of revivalist Islamic politics. Between the local elections of 1989 and 1994, the Muslim-radical vote went up from 15 to 19 percent. That was enough to give the Welfare Party, the main religious group, the mayors' jobs in Ankara and Istanbul. The party has so far run those cities competently and, on the whole, tolerantly. By the standards of the fanatics elsewhere, Turkey's Muslim revivalists still look fairly moderate.

What has gone wrong in Turkey is chiefly a failure of clear-minded government. In the 1980s, under Turgut Ozal, Turkey had incisive leadership of the Margaret Thatcher sort. But the Parliament elected in 1991 produced a woolly

coalition between small-town conservatives and a confused Social Democratic Party. When the prime ministership then passed into the hands of Tansu Ciller, woolliness became weakness.

Mrs. Ciller, who once looked so promising, has failed to get a grip on the economy. Inflation is up, national income is down. Too much of the economy is still run by the state; government spending is way above what the IMF was told it would be. The Turks' main ailment is plain economic inefficiency.

Mrs. Ciller has also failed to make Turkey's stubborn generals see that the Kurdish rebellion in the country's barren southeast needs a political solution. The present huge raid by the Turkish army into northern Iraq, which has shocked Turkey's friends, is yet another attempt to end the rebellion by military means alone. It almost certainly will not work.

Turkey's Kurds live all over the country, and it is generally agreed that most do not want a separate Kurdish state. They do want more freedom inside Turkey, in things like local government and the use of the Kurdish language. If the Turkish government gave them what the Spanish government has given the Basques, the revolt could probably be ended. The longer it goes on, the more the war will poison the rest of Turkish politics.

Turkey needs a government that will make the necessary decisions about the economy and the Kurds. If it does not get one, the fears about its future could prove right.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

## Iran: America's Containment Policy Has a Big Hole

By Thomas L. Friedman

WASHINGTON — In the old days, The New York Times ran a news quiz every Saturday. It was always a favorite of mine, and I think it's time for a revival. Here are this week's questions:

1. Which country today is Iran's largest single trading partner? a) Russia; b) France; c) Iraq; d) Guatemala; e) the United States; f) Japan.
2. True or false: U.S. exports to Iran have gone up tenfold since 1989.
3. Which country's oil companies in 1994 bought roughly 30 percent of Iran's oil exports, for \$4.25 billion?
4. True or false: U.S. companies don't need a special export license to sell Iran toxins, centrifuges or other equipment convertible to military use.

If you answered 1) the United States, 2) true, 3) the United States and 4) true, you qualify as a news junkie and are among the select few who understand why America's policy of "dual containment" of Iran and Iraq isn't working: because America is among the biggest violators.

That's right. Despite the decision by the Clinton administration to ban the Conoco oil company from doing a \$1 billion deal to develop new Iranian oil fields, there are so many other loopholes in U.S. "containment" policy (namely the right of U.S. companies to buy Iranian oil as long as they don't sell it in the United States) that America is still Iran's largest trading partner.

Where I come from in Minnesota we call that commerce, not containment.

I think the impulse behind dual containment is correct. The Iranian and Iraqi regimes are both up to their necks in terrorism. They should be contained. But while the current policy has, for the moment, restrained Iraq from threatening its neighbors, it has done nothing to moderate Iran — let alone topple either regime.

This policy needs to be rethought. "Containment" is a strategy that emerged in the Cold War as a way of dealing with the Soviet Union. But the Soviets were fundamentally different from Iran and Iraq.

The Kremlin threatened the existence

of so many countries that it was always possible to maintain a modicum of allied cohesion to isolate it economically and militarily. Neither Iran nor today's Iraq poses that sort of broad existential threat, so allied cohesion is fraying on Iraq, and doesn't exist with Iran.

Moreover, the Soviet Union offered few attractive economic opportunities to the West, so there was no great cash incentive for allies to break ranks. Iran and Iraq represent huge export markets.

With all governments now under pressure to generate more jobs by expanding exports, it is little wonder that Russia is trying to sell Iran expensive nuclear technology, or that U.S., German, Japanese and French companies can't resist the Tehran bazaar.

What to do? There are three options.

One is to maintain the present policy, but understanding that this is not containment. It is "feel-good containment" — a policy that makes Americans feel good but does not make Iran feel bad enough to change its behavior.

Two, take containment seriously, sever



all economic relations with Iran and tell U.S. allies that if they take over U.S. contracts they will have to pay a price with America. That is, Washington will denounce Japan, France, Russia and Germany every chance it gets for cooperating with an Iran responsible for everything from blowing up marines in Beirut to blowing up Jews in Buenos Aires.

Three, say to the Germans and others: "Look, you say your policy of constructive engagement with Iran will moderate

its behavior over time. But you have set no conditions for Iran to meet, like an end to terrorism or improved human rights. We say that isolating Iran will moderate its behavior over time, but we cannot sustain that policy alone. Let's merge. We will all agree on a limited degree of economic engagement with Iran, but also on a list of political conditions Tehran will have to meet in a set time period in order to win more engagement."

But before we do that we have to deal

with one other little problem with our dual containment policy — deciding what its objective is. The policy of containment of the Soviet Union had a clear strategic objective — the downfall of communism. What is the strategic objective in Iran? Democracy? Kinder, gentler ayatollahs? An end to Islamic rule? We've never said.

Right now the biggest hole in U.S. containment policy is a philosophical one — the inability to answer the question "How will we know when we've won?"

*The New York Times.*

## Iraq: Americans Have to Bear the Costs of an Unfinished War

By Jim Hoagland

WASHINGTON — America's unfinished war with Saddam Hussein has put William Barloon and David Daliberti at risk. Their risk is a burden that the two imprisoned Americans, their families, and their fellow citizens must bear with concern and compassion, and with great restraint.

What Saddam is up to is obvious. His brutal regime hopes to use the two Americans who strayed into Iraq two weeks ago as bargaining chips. Equally obvious is the correct American response: No deal, Saddam.

Not even the two captives' families, who have the moral obligation to do everything they can to win the freedom of their kin, ask the president to sacrifice U.S. national interests to get their loved ones home. There is no debate on that point.

But the imprisonment of Mr. Barloon and Mr. Daliberti raises some not so obvious, unresolved issues about American options in the Gulf. Their plight also illuminates the dangers of a growing sentimentalization of American life that is spurred by the unrelenting effort of much of the American media to personalize and wring every drop of emotion out of life's accidents and inevitable confrontations.

It is useful for Americans to be reminded that the United States remains in open conflict with Iraq. Not formally at war with Saddam, but not in any way at peace with him. Nor should it be.

America strikes at Iraq militarily when sufficiently provoked, and leads the enforcement of tight international economic sanctions. American forces effectively occupy the northern part of the country to protect the Kurds there against a

renewal of Saddam's genocide.

This is for America limited war by another name. But for Saddam the total war is not over. He refuses to turn over chemical and biological warfare material that United Nations inspectors know exists. He seeks a respite from sanctions to rebuild a war machine. Americans are his enemy. Mr. Barloon and Mr. Daliberti are his pawns.

The two men work for U.S. defense contractors in Kuwait. How they wound up in Iraq is murky. They say they strayed while trying to find friends in the demilitarized zone between Iraq and Kuwait. One theory among Iraq-watchers of long standing is that the two men may have been on a booze-buying run — whiskey is outlawed in Kuwait but available in Iraq. In either case there is no reason whatsoever to believe that they are spies, as Iraq suggested before sentencing them to eight-year prison terms.

Americans should not blame the two men for a dilemma that Saddam's forces have created. Sympathy and moral support should be offered to Kathy Daliberti, who appears on television to seek support for her husband, and to those who drape Mr. Barloon's Iowa hometown with yellow ribbons. If our relatives were in an Iraqi jail, we would be doing exactly what they are doing to get attention and help.

But as a nation Americans should be slow to reach for the yellow ribbons or for the bombs suggested by those who demand that President Bill Clinton attack Baghdad if the captives are not released. Both these courses play into Saddam's hands. They raise the stakes of the imprisonment of Mr. Barloon and Mr. Daliberti and make their release less likely.

The Clinton administration correctly refuses to consider the

two men as "hostages" whose freedom is to be negotiated. There should be no negotiations, direct or indirect. Nor should there be a campaign of threats. The president should publicly declare that he will hold Saddam personally responsible for the safety of the two Americans and then do or say nothing more about them.

The Carter administration showed where the "hostage" road leads by its inept handling of the Iranian capture of the U.S. Embassy in 1979. Instead of immediately declaring the embassy personnel to have been interned by a hostile power and adopting a waiting strategy, Jimmy Carter's aides launched demeaning and pointless secret negotiations which confirmed for the Iranians that they had an American president where they wanted him.

The secret diplomacy also tied Mr. Carter's hands in what he could say and do publicly, leaving a vacuum that American television rushed to fill with pure emotion. The nation has been subjected to that same reflex repeatedly since as wives and children are interviewed ad infinitum under oceans of treacle about their views on their mates or parents being sent to Somalia, Haiti or Saudi Arabia.

George Bush's generals boasted of completely destroying Saddam's army. But they let enough of it wriggle free to protect the Iraqi dictator and let him resume his crimes against his own citizens and unwary foreigners like Mr. Barloon and Mr. Daliberti.

As long as he sits in Baghdad, America's war with Saddam will continue. For that long at least, Americans must be prepared for the costs and challenges of an unfinished war with Iraq.

*The Washington Post.*

# Deutsche Rüstungssperre gegen die Türkei

## Vorläufige Massnahme als weitere Protestgeste gegen Ankara

Ch. M. Bonn, 29. März

Nach der vorläufigen Sperrung eines Subventionsbeitrags von 150 Millionen Mark an den Bau zweier für die türkische Marine bestimmter Fregatten hat Bonn laut Auskunft von Aussenminister Kinkel nun auch eine vorübergehende Unterbrechung in der Lieferung anderer Rüstungsgüter aus Deutschland an die Türkei verfügt. Unter diese Massnahme fallen Brückenlege- und Bergungspanzer, weiteres Pioniergerät, Ambulanzwagen sowie Boote und eine grössere Anzahl von Ersatzteilen. Der Wert der angehaltenen Lieferung wurde mit ungefähr 150 Millionen Mark angegeben. Es handelt sich um die letzte Tranche der schon seit Jahrzehnten laufenden deutschen Rüstungshilfe an die Türkei, die gemäss früheren Vereinbarungen mit dieser Lieferung beendet werden sollte. In ihrem Rahmen trat die Bundeswehr seit 1964 zumeist kostenlos ausgemustertes Kriegsgüter in einem Gesamtwert von etwa 6 Milliarden Mark an den Nato-Partner an der Südflanke ab.

Wie schon bei der Suspendierung der Fregatensubvention, von welcher zunächst die deutsche Werftindustrie und nicht die Türkei betroffen wird, handelt es sich auch beim vorläufigen Anhalten der Rüstungslieferungen um eine symbolische Geste von bewusst eng begrenzter Auswirkung. Der Auswärtige Ausschuss des Bundestages befasste sich am Mittwoch mit dem Eindringen der türkischen Armee in den Nordirak. Dabei wurde erneut die Forderung nach einem möglichst raschen Abzug der türkischen Truppen erhoben. Übereinstimmend erklart im Regierungslager wie auch bei der SPD der Ruf nach einer politischen Lösung des Kurdenproblems. Ebenso wurde die strikte Einhaltung der von Ankara zu Beginn der Operation gegebenen Zusicherungen bezüglich des Schutzes der Zivilbevölkerung und des begrenzten Rahmens des ganzen Unternehmens verlangt.

Von seiten der Grünen wurde das viel weiter gehende Postulat erhoben, dass generell und endgültig jederlei militärische Unterstützung für die Türkei einzustellen sei. Ein solches Scherbengericht wollten hingegen nicht einmal die Sozialdemokraten inszenieren, geschweige denn die Fraktionen der Regierungskoalition. Allerdings waren bei ihnen doch bezeichnende Nuancen wahrzunehmen. Während die Freien Demokraten den vorläufigen Subventions- und Rüstungslieferungsstopp klar befürworteten und eine Wiedererwägung dieser Massnahmen vom Abzug der türkischen Truppen aus dem Nordirak abhängig machen wollten, meldeten sich in der Union zunehmend Zweifel. Zwar wurden Übergriffe von Teilen der türkischen Streitkräfte gegen die Zivilbevölkerung missbilligt und die Respektierung der Menschenrechte sowie die Einhaltung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit der Mittel angemahnt. Andererseits wurde aber ausdrücklich auch festgehalten, dass niemand der Türkei das Recht bestreite, sich vor gewaltsamen Übergriffen der terroristischen PKK aus dem Ausland zu schützen. Besonders in der CSU machte sich einiger Unmut breit angesichts einer erneut festzustellenden Neigung in der deutschen Politik und Öffentlichkeit, den Allianzpartner an der Südflanke an den Pranger zu stellen.

Neue Zürcher Zeitung  
INTERNATIONALE AUSGABE

Donnerstag, 30. März 1995 · Nr. 75

Journal de Genève - 30 mars 1995

## NORD IRAKIEN *L'armée turque poursuit sa traque*

# Le HCR évacue des Kurdes «paniqués»

*Alors que les Européens durcissent le ton, Washington veut ménager Ankara.*

**P**armi les réfugiés que le HCR (Haut-Commissariat pour les Réfugiés) parvient à évacuer de la zone des opérations menées par l'armée turque au nord

*Du Palais  
des Nations*

de l'Irak, on ne trouve pas de jeunes. Ceux-ci se cachent dans des montagnes qu'ils connaissent bien afin d'échapper aux soldats turcs; pour ces derniers, tout jeune Kurde est en effet un «terroriste du PKK». Les quelque 200 hommes de plus de 40 ans, femmes, enfants et vieillards, qui ont supplié hier le HCR de les prendre en charge étaient «paniqués», nous affirme un porte-parole de l'organisation, «et nous ont suppliés de les transporter sans tarder vers le camp de Zakho, en «zone protégée». Aux contrôles routiers, les soldats turcs n'ont exercé que des vérifications rapides».

Ce jeudi, le HCR prévoit un nouveau transport de 1500 villageois kurdes, à l'instar de ce qu'il a fait dimanche. «La peur a diminué, déclare le HCR, après que des familles eurent été réunies dans le camp. Les 81 gardes de l'ONU, armés d'un simple pistolet pour se défendre, contribuent aussi à rassurer, montrant une présence internationale.» Il en faudrait deux fois plus. Pour l'instant, il n'existe pas de problèmes alimentaires. La Turquie, soucieuse de ne pas aggraver son image, autorise le transit des convois du Programme alimentaire mondial.

Depuis décembre de l'année dernière, le HCR a réinstallé 8600 réfugiés kurdes de Turquie dans deux camps au sud-est de Dahuk, à 160 km de la frontière. Cette opération était considérée comme prioritaire pour démontrer que les camps de réfugiés ne servaient pas de base arrière à des opérations armées du

PKK à l'intérieur de la Turquie. La semaine dernière, le HCR a exprimé à la Turquie son inquiétude quant à la sécurité de 4500 Kurdes de Turquie réfugiés dans des villages proches de la frontière. Des rapports non confirmés faisaient état de fouilles systématiques, maison par maison, et de centaines d'arrestations. Le HCR précise qu'il ne considère pas tous les Kurdes de Turquie vivant au nord de l'Irak comme des réfugiés; ceux qui se livrent à des actes de violence s'en voient automatiquement refuser le statut.

*P.-E. Dentan*

### Bonn suspend ses livraisons d'armes

Les Européens ont durci le ton mercredi face à la poursuite de l'opération militaire turque dans le Kurdistan irakien. En pointe au sein de l'Union européenne (UE), l'Allemagne, le premier partenaire commercial de la Turquie et un de ses principaux fournisseurs d'armes au sein de l'UE, a décidé mercredi de suspendre en partie ses livraisons d'armes à Ankara (notamment les véhicules blindés et les ponts flottants) en raison de la poursuite de l'offensive turque.

La décision du Gouvernement allemand intervient au lendemain de la suspension d'une aide financière de 150 millions de DM (135 millions de francs). Le même jour cependant, le Gouvernement américain a défendu devant le Sénat une demande d'aide de 100 millions de dollars pour la Turquie. La Maison-Blanche a mis en avant l'importance stratégique de ce pays. Ce montant est le double de celui versé l'année dernière à Ankara. (Agences)

Libération - 30 mars 1995

## Bonn coupe l'aide militaire à Ankara

L'Allemagne conteste l'intervention turque contre les Kurdes en Irak.



Des soldats turcs dans le Nord irakien. L'intervention pourrait durer un an selon Süleyman Demirel.

**Bonn**  
de notre correspondante

L'Allemagne, la plus fidèle alliée de la Turquie en Europe, a suspendu hier toute aide militaire à Ankara pour protester contre le prolongement de son offensive au nord de l'Irak. Surtout symbolique du malaise causé en Allemagne par cette invasion et par les violations continues des droits de l'homme en Turquie, cette annonce gèle aussi concrètement une livraison de véhicules, engins techniques et bateaux, d'une valeur de 150 millions de DM (environ 525 millions de francs), que Bonn avait promise à Ankara d'ici à cet été. Très « choqué » par les propos du président turc Süleyman Demirel, insinuant que le rattachement du Nord irakien

pourrait durer une année entière, le gouvernement allemand avait déjà gelé lundi une subvention de 150 millions de DM promise à la Turquie pour l'achat de deux frégates allemandes. « La Turquie doit se retirer immédiatement » du nord de l'Irak, a exhorté hier le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, appelant aussi les Nations unies à « s'impliquer massivement » pour résoudre le problème kurde en Turquie et à examiner dès à présent quels pays pourraient envoyer des troupes pour contrôler une zone tampon au nord de l'Irak. L'Allemagne est l'un des principaux fournisseurs d'armes de la Turquie, à qui elle a accordé depuis 1964 près de 6 milliards de marks

d'aide militaire, en particulier, depuis la réunification, sous forme d'engins de l'ancienne armée est-allemande. « L'armée turque utilise des armes allemandes » pour massacrer la population kurde, dénonçait, la semaine dernière encore, un officier de l'ex-RDA, assurant avoir reconnu sur les images de la télévision turque des chars est-allemands, alors qu'Ankara s'est engagé à n'employer le matériel allemand que dans le cadre d'opérations de l'Otan. Officiellement, le gouvernement a encore répondu ne pas disposer de « preuves formelles » de l'utilisation de matériel allemand contre les Kurdes. Les trésors d'indulgence dont l'Allemagne a jusqu'à présent fait montre vis-à-vis

de la Turquie ont beau être mis à mal par l'excursion de ses troupes en Irak, Ankara n'en demeure pas moins, souligne-t-on au ministère des Affaires étrangères, un « partenaire essentiel de l'Otan », dont « nous avons tous intérêt à soutenir les fondements laïcs et pro-européens ». La position allemande contraste avec celle des Etats-Unis, visiblement soucieux de ménager Ankara. Ainsi, hier, le gouvernement américain a défendu devant le Sénat une demande d'aide de 100 millions de dollars pour la Turquie (500 millions de francs), en mettant en avant l'importance stratégique de ce pays « au centre de toute décision importante pour nous sur le continent » ● L.M.

MAGHREB/MOYEN-ORIENT

**Turquie.** *L'intervention de l'armée d'Ankara dans le Nord irakien apparaît comme l'un des multiples effets pervers de la guerre du Golfe.*

# Les Kurdes victimes de leurs protecteurs.



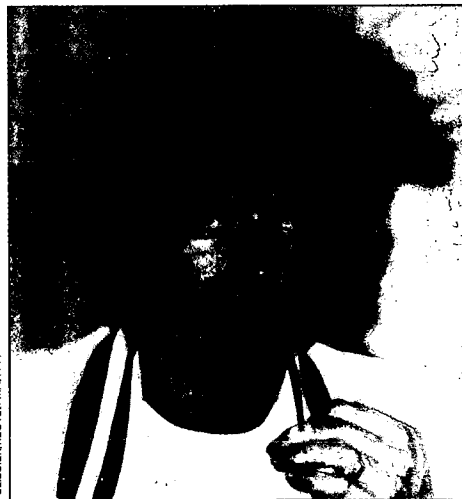
H.A.A./SIPA PRESS

PAUL-MARIE DE LA GORCE

C'était la fin du printemps 1993, il y aura bientôt deux ans. L'envoyé spécial de *Jeune Afrique* était reçu par le ministre de l'Intérieur du premier gouvernement de centre-gauche et de centre-droit, à Ankara, le plus démocratique peut-être de toute l'histoire du pays, Izmet Sezgin, qui avait longtemps séjourné en prison sous le régime militaire et réputé libéral. Ayant pour mission de combattre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), il expliquait que ses activités restaient circonscrites dans le Sud-Est dont l'armée gardait en général le contrôle et qu'ailleurs elles se limitaient à quelques attentats. Il était néanmoins pessimiste : le PKK allait peu à peu se renforcer à partir de la zone incontrôlée du nord de l'Irak. Les organisations kurdes y faisaient ce qu'elles voulaient depuis que les Etats-Unis et leurs alliés en avaient exclu toute autorité. Mais n'était-ce pas l'un des effets pervers de la guerre

du Golfe ? Izmet Sezgin en convint : il avait été hostile à l'implication de la Turquie et il laissait entendre que le président Özal, qui était encore chef de l'Etat, en avait pris presque seul la responsabilité...

Deux ans après, on assiste à l'implacable développement du mécanisme de crise entrevu par Izmet Sezgin. Ce mécanisme, c'est la guerre du Golfe elle-même qui l'avait mis en marche. C'est à Amman que les responsables des services américains ont alors pris contact avec les représentants des deux organisations rivales des Kurdes irakiens : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. De Washington, venaient des directives en vue de provoquer un double soulèvement contre le régime de Saddam Hussein, chiite au Sud et kurde au Nord. On connaît la suite : l'armée irakienne, plutôt que >



PELLISSIER/REUTERS MAX PPP

Tansu Ciller : « L'autonomie n'est pas une solution, mais il faut reconnaître la spécificité culturelle kurde. »



Le 20 mars, les troupes turques franchissent la frontière irakienne. Objectif : détruire les bases du PKK.

d'éliminer Saddam Hussein, comme le pré-voyaient les experts, a préféré mettre en échec les dissidences et préserver l'unité du pays. Après quoi, l'administration Bush se donna un moyen de pression permanent, et écarta toute autorité de Bagdad sur le Nord, où vit la majorité des Kurdes irakiens. L'engrenage était en marche : de la guerre du Golfe aux rebondissements dramatiques de la crise turque, on allait en venir à l'intervention militaire d'Ankara en territoire irakien.

Ce n'était pas ce qu'avaient voulu les partis démocratiques coalisés dans le gouvernement de Mme Tansu Ciller. Interrogée par les ambassadeurs européens sur le problème kurde, celle-ci s'en tenait à deux idées simples : l'autonomie des régions kurdes ne constitue pas une solution parce que six millions seulement de Kurdes y vivent et que les six autres millions n'y trouveraient aucun avantage, sans parler des conséquences sur les régions kurdes de l'Irak et de l'Iran ; en revanche, il faut reconnaître la spécificité culturelle des Kurdes et, en particulier, ne plus prohiber l'usage oral ou écrit de leur langue. Izmet Sezgin était

chargé d'appliquer la politique fondée sur ces deux principes.

Mais les données du problème avaient déjà changé. De la zone incontrôlée du nord de l'Irak, les organisations kurdes entendaient poursuivre leurs objectifs. C'est pourquoi la diplomatie turque pressa Massoud Barzani et Jalal Talabani de trouver une entente avec Bagdad. Le but était clair : permettre le rétablissement, au plus tôt, de l'unité de l'Irak, la reconstruction de l'Etat irakien, fût-ce avec une large autonomie des provinces du Nord, de sorte que les frontières turques seraient à nouveau sûres et gardées. Les négociations entre le PDK, l'UPK et le gouvernement irakien furent sur le point d'aboutir. Mais elles tournèrent court. Des conseillers américains avaient convaincu les deux organisations que les jours de Saddam étaient comptés...

La course de vitesse que le gouvernement turc avait engagée – qui aboutit à un accord irako-kurde avant que le PKK ne se soit suffisamment renforcé – était donc perdue. Pour la PKK, la zone incontrôlée devenait inexorablement une source

---

**Turcs, Iraniens  
et Syriens  
signent  
une déclaration  
commune :  
pas question  
de toucher  
aux frontières  
de l'Irak.**

---



Un camp d'entraînement du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), au Liban, en 1988.

➤ permanente d'approvisionnement en hommes, en argent et en matériel. Dès lors, ses activités allaient prendre une dimension qui obligerait, du même coup, la répression à se durcir et à s'étendre, tandis que l'insécurité, loin de se limiter aux provinces du Sud-Est, gagnerait les grandes agglomérations kurdes. Non que le PKK y soit forcément populaire, loin de là, car tout le monde sait les exactions parfois terribles qu'il a commises dans sa propre ethnie. Mais le rapport des forces entre organisations publiques et clandestines y a changé irrésistiblement et le PKK a trouvé peu à peu les soutiens qui lui faisaient défaut voilà deux ans. La même logique qui explique le renforcement du PKK a conduit l'état-major turc à préconiser une autre stratégie. Puisque le PKK ne cessait de se renforcer, il fallait réagir là où il puise ses forces : sur la zone incontrôlée. La décision fut longtemps différée. Le gouvernement préférait s'en tenir à des démarches politiques et diplomatiques. Son premier objectif fut de convaincre Washington qu'il fallait en finir avec les conséquences immédiates de la guerre du Golfe et en revenir à une situation plus normale dans la région. On ne compte plus les occasions où les diplomates turcs furent chargés d'exposer à leurs interlocuteurs américains que la Turquie elle-même, considérée traditionnellement par les Etats-Unis comme leur allié privilégié au carrefour de l'ancienne Union soviétique, des Balkans, de la Méditerranée et du Proche-Orient, allait être dangereusement déstabilisée. La déclaration tripartite des gouvernements turc, iranien et syrien sur le maintien de l'intégrité territoriale irakienne fut faite pour bien montrer que tous les Etats de la région étaient intéressés au maintien des frontières, quelles que soient les concessions faites par chaque Etat aux minorités kurdes. Puis, à Ankara, on espéra quelque temps que la France et la Russie, appuyées par la Chine, finiraient

par obtenir la levée, au moins partielle, du blocus imposé à l'Irak, ouvrant ainsi la voie à un règlement des problèmes résultant de la guerre du Golfe, y compris pour la zone incontrôlée. Rien n'y fit : les Etats-Unis, décidément, ne voulaient pas changer de politique envers Bagdad.

L'état-major turc ne pouvait plus attendre. Il plaça le gouvernement de Mme Ciller devant un dilemme : étendre à une très grande partie du pays des mesures proches de l'état de siège, ce qui reviendrait à avouer que l'insurrection du PKK met en péril la sécurité nationale, ou bien frapper la zone incontrôlée, boucler rigoureusement la frontière, interdire toute aide aux réseaux et maquis du PKK. Le gouvernement, plutôt que de se résigner à un aveu d'impuissance qui, à terme, menacerait sa propre existence, ordonna à l'armée d'agir.

### Conséquences de l'embargo

La France condamna l'intervention turque : elle voulait évidemment faire apparaître aux yeux de Washington les conséquences détestables qui résultaient, à son avis, du maintien indéfini et injustifié de l'embargo contre l'Irak. Bagdad a fini par condamner la violation de sa souveraineté. De leurs côtés, les Etats-Unis, s'ils comprennent parfaitement l'initiative turque, n'ont aucunement l'intention de modifier leur attitude vis-à-vis de l'Irak. On peut, en tout cas, observer les conséquences réelles pour le peuple kurde des décisions prises par les Américains et leurs alliés en vue d'assurer, disait-on, leur sécurité en Irak : leur zone est réduite à la plus extrême misère, ses organisations officielles – le PDK et l'UPK – plutôt que de trouver un accord raisonnable avec Bagdad, se livrent à une sanglante et interminable guerre civile, et maintenant c'est l'armée turque qui intervient. ■

Le Monde - 30 mars 1995

## Washington presse Ankara de mettre « rapidement » fin à son intervention

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis ne peuvent plus continuer à fermer les yeux sur les conséquences diplomatiques et humanitaires de l'intervention militaire turque dans le nord de l'Irak. Huit jours après le début de l'offensive lancée par l'armée d'Ankara pour anéantir les bases des maquisards indépendantistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Washington doute du caractère « limitée » de cette opération, et s'interroge sur les « objectifs » du gouvernement du premier ministre Tansu Ciller. Les récents propos du président Suleyman Demirel, selon lesquels la présence turque en territoire irakien pourrait se prolonger jusqu'à un an, alimentent l'inquiétude américaine.

L'alourdissement du bilan des combats et le fait que ceux-ci n'épargnent pas la population civile rendent, d'autre part, de plus en plus difficile la position très compréhensive manifestée jusqu'ici par les Etats-Unis à l'égard d'Ankara :

chaque jour qui passe souligne davantage le caractère pour le moins contradictoire entre l'« Opération acier » de l'armée turque dans le Kurdistan irakien, et l'Opération « Provide comfort » de surveillance aérienne (momentanément interrompue), qui est censée protéger la population kurde établie en Irak contre l'armée de Bagdad. En participant avec d'autres pays occidentaux à la seconde opération, les Etats-Unis peuvent-ils continuer à soutenir la première ?

Le secrétaire d'Etat Warren Christopher a donc demandé aux autorités d'Ankara de mettre « rapidement » un terme à leur intervention, ce qui signifie que Washington n'approuve pas le projet prêté à la Turquie d'établir une « zone tampon » dans le nord de l'Irak qui permettrait d'éloigner les foyers du PKK de la frontière. Mais les Etats-Unis doivent ménager la Turquie, alliée fidèle de l'OTAN, dont les bases aériennes servent aux avions de l'opération « Provide comfort ». Depuis quelques jours, Washington a également besoin d'Ankara pour tenter d'obte-

nir la libération des deux ressortissants américains détenus par Bagdad (*Le Monde* daté 28 mars).

Sur ce point, comme sur la question des violations des droits de l'homme commises dans le cadre de l'« Opération acier », Bill Clinton est soumis à des pressions politiques croissantes. Le Sénat a adopté, mardi 28 mars, une résolution enjoignant au président américain de prendre « toutes les actions appropriées » pour obtenir la libération des deux hommes. Les sénateurs sont, d'autre part, réticents à accorder une aide de 100 millions de dollars en faveur de la Turquie, demandée par l'administration démocrate. Au moment où l'Allemagne a suspendu son assistance financière à Ankara, les républicains ne trouvent guère de justification à un doublement de l'aide américaine à un pays qui s'est lancé dans une intervention militaire au-delà de ses frontières.

Laurent Zecchini

## Les combats entre les troupes turques et les combattants kurdes s'intensifient

### Au neuvième jour de l'offensive militaire dans le nord de l'Irak, le bilan des victimes s'alourdit

La multiplication des affrontements entre les troupes turques et les combattants kurdes dans le nord de l'Irak s'ajoute à la rivalité entre les

deux groupes kurdes irakiens de Massoud Barzani et de Jalal Talabani. Les autorités turques, irritées par les dépêches faisant état de victimes

civiles à la suite de bombardements aériens, ont pour leur part décidé de fermer l'accès de la frontière aux journalistes.

ISTANBUL

de notre correspondante

De violents affrontements ont opposé mardi les troupes turques et les combattants kurdes du PKK, au cours de la neuvième journée de l'offensive armée de la Turquie en Irak du Nord. Selon les autorités militaires, soixante-deux militants kurdes auraient été tués lors d'un seul accrochage dans la vallée de Khwakurk et les montagnes avoisinantes, situées dans le secteur est de la zone d'opération, près de la frontière iranienne, où seize combattants du PKK avaient déjà trouvé la mort la veille. Huit autres membres du PKK auraient également trouvé la mort au nord-ouest de l'Irak, portant à quatre-vingt-six le bilan meurtrier des deux derniers jours, et à deux cent soixante-neuf le nombre de membres du PKK tués depuis le début de l'incursion turque. Le PKK, par l'intermédiaire de l'agence de presse Kurd-A en Allemagne, a publié des chiffres très contradictoires puisqu'il a déclaré avoir abattu deux cent soixante et un soldats turcs, dont quatre-vingt-

trois dans une embuscade lundi. Les combattants kurdes affirment n'avoir perdu que dix-huit des leurs depuis le début de l'offensive, le 20 mars.

#### UN RAID FAIT 16 MORTS

Alors que l'opération lancée par 35 000 soldats turcs se poursuit en Irak, le conflit entre le PKK et les forces de sécurité turques, qui dure depuis 1984 et a déjà causé la mort d'environ 16 000 personnes en Turquie, continue également de faire des victimes dans le Sud-Est anatolien, où seize personnes ont trouvé la mort lundi et mardi. Parmi eux, quatre villageois, dont deux enfants, ont été abattus lors d'un raid du PKK contre le village de Gurumlu, dans la province de Simak.

La présence des troupes turques au nord de l'Irak continue de susciter de vives réactions dans les capitales occidentales, alors que les autorités turques donnent des indications discordantes sur la durée possible de leur incursion. L'Allemagne a décidé, mercredi 29 mars, de suspendre ses livraisons

d'armes à la Turquie. Bonn avait déjà suspendu, mardi, une aide de 520 millions de francs pour l'achat de trois frégates. « Je suis choqué par des commentaires attribués au président turc Suleyman Demirel, disant que les forces turques avaient l'intention de rester au nord de l'Irak pour un an, alors qu'il m'avait personnellement promis la semaine dernière qu'elles se retireraient rapidement, » a déclaré lundi le ministre des affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel. Le président Demirel a déclaré que ses propos avaient été mal compris. Les Etats-Unis, qui avaient initialement soutenu l'incursion turque, donnent également des signes d'impatience (*lire ci-dessous*).

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), après avoir évacué dimanche hors de la zone d'opération plus de 1 000 réfugiés kurdes qui avaient fui la Turquie l'an dernier, prépare un autre convoi, prévu pour jeudi, afin de déplacer quelque 3 000 réfugiés supplémentaires vers le camp d'Atrush, à une centaine de

kilomètres au sud de la frontière turque.

La Turquie, apparemment irritée par les dépêches faisant état de victimes civiles à la suite de tirs d'artillerie ou de bombardements aériens - qu'elle dément -, a décidé de fermer la frontière aux journalistes turcs, deux jours après avoir imposé des restrictions similaires aux journalistes étrangers. La presse ne pourra visiter le nord de l'Irak que lors de voyages en hélicoptère, organisés par les troupes turques. La tension dans la région n'est cependant pas causée uniquement par la présence des forces turques. Plus au sud, à 160 kilomètres de leur zone de déploiement, la rivalité entre les deux groupes kurdes irakiens, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, a de nouveau fait des victimes. Selon l'UPK, qui affirme avoir été attaqué par le KDP, plus de cent personnes auraient été tuées dans la ville d'Arbil lundi au cours de nouveaux affrontements.

Nicole Pope

COURRIER INTERNATIONAL - 30 mars 1995

**TURQUIE** Ankara a lancé 35 000 hommes de troupe dans le nord de l'Irak, qui sert de refuge aux forces du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Dans une optique de lutte antiterroriste, l'opération se justifie, juge un important éditeur turc. Reste à savoir comment gérer son succès, en insérant les objectifs sécuritaires dans le contexte politique et diplomatique.

# L'intervention, et après ?

## Ankara envisage une "zone tampon" au Kurdistan irakien

Sami Kohen  
MILLIVET - ISTANBUL

La question n'est pas seulement de savoir combien de temps durera l'opération dans le nord de l'Irak, ni quand elle se terminera. Ce qu'on veut savoir essentiellement, c'est si les militaires turcs resteront ou non en Irak après l'opération pour y constituer une zone de sécurité. Voilà sur quoi portent le débat et les principales interrogations, en Turquie comme à l'étranger. Les pays occidentaux et leurs médias cherchent à obtenir des réponses à cette question auprès du Premier ministre turc et des autres autorités gouvernementales. En vain, pour le moment. Les canaux officiels se contentent de dire que l'opération se terminera lorsque la menace terroriste issue de cette région aura totalement disparu. Ainsi, aucune date n'est fixée pour le retrait des troupes. "Ça finira quand ça finira." Autant dire, pour certains, dans des semaines !

De fait, une opération de cette envergure ne saurait être écourtée simplement parce qu'elle créerait un malaise à l'étranger. La mission doit être menée jusqu'à son terme. Mais, à présent, l'objet des discussions consiste à savoir si l'on doit rester ou non une fois l'opération "terminée". En d'autres termes : une "zone tampon" dans le nord de l'Irak est-elle désormais à l'ordre du jour ?

Les arguments en faveur de la création d'une zone tampon au nord de l'Irak peuvent être résumés ainsi :

- Si l'on abandonnait la région telle quelle, le PKK reviendrait, reconstituerait ses camps et reprendrait ses activités.

- Il y a un vide d'autorité au nord de l'Irak. Les Kurdes (d'Irak) ne cessent de s'entre-tuer. Leurs leaders avaient passé un accord avec la Turquie pour ne pas laisser le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, turc, en guerre contre Ankara] entrer dans leur région et lui interdire toute activité. Mais, dans la pratique, cet accord est inapplicable. Pour contrôler la région, la présence turque est indispensable. Par ailleurs, cela permettrait également de contrôler les Kurdes d'Irak pour mettre fin à leurs combats fratricides.

- Chaque fois que l'armée turque traverse la frontière et bombarde des cibles dans cette région, cela crée beaucoup de problèmes. Plutôt que répéter ce genre d'opérations, mieux vaut y laisser stationner une certaine force. Ce qui aura, en plus, un effet dissuasif. Le PKK sera beaucoup moins enclin à y reconstituer des refuges.

- Si la Turquie choisit cette option, cela ne constituera pas une nouveauté dans le monde. Depuis des années, Israël maintient une telle zone tampon au Sud-Liban.

- La présence militaire turque dans le nord de l'Irak s'ajoutera à la mission "Provide Comfort" [le contingent de l'OTAN qui interdit à Bagdad de pénétrer dans l'espace aérien au nord du 36° parallèle, zone qui correspond au Kurdistan irakien]. Le statut de cette force alliée ne sera plus sujet à polémique.

Mais il y a aussi des arguments contre la création d'une "zone tampon" :

- La création d'une ceinture de sécurité provoquera une réaction forte des pays occidentaux, du monde arabe - Irak compris - et de l'ONU.

Ceux-ci considéreront que la Turquie occupe les territoires d'un autre pays. La politique extérieure turque pourrait se trouver mise en grande difficulté et Ankara se brouiller avec plusieurs de ses partenaires.

- Les dirigeants kurdes d'Irak seront mécontents, les soldats turcs faisant alors l'objet de leur animosité. Des événements très désagréables pourraient alors surgir, rendant le contrôle de la région beaucoup plus difficile.

- Même si la Turquie entend rester en dehors de la lutte entre les factions kurdes d'Irak, sa seule présence militaire sur place finira par l'entraîner dans leur conflit.

- La question de savoir combien de temps l'armée turque doit rester sur place ne dépend pas d'elle, mais de l'évolution dans toute la région et à Bagdad.

- Le PKK se déplacera dans d'autres régions ou d'autres Etats, d'où il pourra diriger ses actions contre les troupes se trouvant dans la zone de sécurité.

Chaque alternative a ses points positifs et négatifs. Sans oublier que la lutte antiterroriste est une affaire de longue haleine, même lorsqu'on mène des opérations hors des frontières ou qu'on instaure des zones de sécurité. C'est là l'expérience des pays qui mènent cette lutte depuis des années. Il ne faut donc pas considérer le problème à court terme, par exemple du seul point de vue de la sécurité. Au contraire, il faut bien évaluer les dimensions militaire, diplomatique, politique et économique de la décision à prendre, tout en réfléchissant à la façon de neutraliser le PKK également par d'autres moyens, une fois terminée l'opération en cours. ●



FRANCE SOIR - 30 mars 1995

# Et 20 hélicoptères pour les Turcs...

**... alors que l'Allemagne a décidé hier d'interrompre ses livraisons d'armes à Ankara suite à l'escalade des opérations anti-kurdes**

**L**a Turquie commencera à recevoir dans les prochaines semaines les premiers hélicoptères de transport de troupes Cougar commandés fin 1993 à la France. Les livraisons devraient commencer sous peu, à raison de deux appareils par mois et s'étaler jusqu'au premier semestre 1996.

Le contrat, d'une valeur de 253 millions de dollars, signé en octobre 1993 à Ankara, porte sur la vente de 20 hélicoptères militaires Cougar de transport tactique de troupes, non dotés d'armements. Ces appareils sont fabriqués par le consortium franco-allemand Eurocopter, filiale commune d'Aérospatiale (70 %) et de Daimler-Benz Aerospace (30 %). Le Cougar, un appareil bi-moteur, a une capacité de transport de 25 soldats et une autonomie de 800 km.

Depuis début 1990, la France avait fait son entrée avec des contrats de plusieurs centaines de millions de dollars sur le marché de défense turc, dominé par les Américains. La vaste opération militaire turque dans le Kurdistan irakien, commencée il y a dix jours, a cependant suscité de vives réactions de la part des pays de l'Union européenne qui ont demandé à Ankara de mettre rapidement fin à son intervention. L'Allemagne, pour sa part, a décidé hier de suspendre ses livraisons d'armes à Ankara.

## KDP:PUK seizes Kurdish parliament

*The Associated Press*

NICOSIA- An Iraqi Kurdish faction says its rival has seized the Parliament building by force and compromised the only institution not mired in their bloody rivalry.

The allegation Tuesday followed a reported renewal of internecine warfare in the central area around the capital of the Kurdish "safe haven," which is beyond the Iraqi military's reach.

The enclave's northern flank has come under fierce attack in the past week by Turkish military forces in pursuit of Turkey's own Kurdish rebels.

The Kurdistan Democratic Party alleged that an armed militia of 100 men belonging to the Patriotic Union of Kurdistan surrounded the Parliament in the capital, Erbil, and took control of the building by force.

A KDP statement faxed from London said the militia confiscated the assembly's communications equipment and seized "all official records and personal correspondence."

It said the militia "detained and insult-

ed" the speaker, Jawher Namiq Salem, and 32 KDP members of parliament, but released them later.

"This despicable action has escalated tension in Erbil and throughout the Kurdish region," the statement said, adding an appeal for the demilitarization of the capital "so normality can be restored to the institutions of the Kurdish regional administration."

There was no comment from the PUK on the allegation. Both factions have reported an outbreak of fighting this week in the capital, with each side claiming victory and hundreds of casualties on the opposing side.

United in their enmity of Iraqi leader Saddam Hussein and decades-old quest for autonomy, the two factions agreed to bury their differences and share power two years ago when they emerged roughly equal from general elections.

However, the understanding quickly broke down over tribal, territorial and ideological differences and last year escalated into civil war.

## CPJ condemns ban of foreign journalists

*Turkish Daily News*

WASHINGTON- In a letter faxed today to Prime Minister Tansu Çiller, the Committee to Protect Journalists (CPJ), a New York-based human rights association, "strongly condemned" the Turkish government's ban on foreign journalists to enter northern Iraq through Turkey. The journalists have been asked by border guards to get "permits" but nobody has explained how these permits can be obtained.

"Foreign correspondents in Ankara have told the CPJ they have been inquiring with the authorities there to no avail." But

"Turkish journalists working for Turkish news organizations reached by phone in Diyarbakir told the CPJ they do not have any difficulties crossing the border into Iraq."

"This unannounced and ambiguous policy by Your Excellency's government constitutes a serious infringement upon the rights of the international media to gather information," William Orme, the CPJ director said. He asked Çiller that "all accredited journalists should be offered the same access regardless of their national origin or the organization they work for."

THURSDAY, MARCH 30, 1995

Turkish Daily News

## FROM THE COLUMNS

### PKK cannot be destroyed with weapons only

**F**rom a March 29 article by SABAH's Mehmet Ali Birand: I wrote this article in Darkarajan, a settlement which seems lost among the mountains on the Iraqi side of the Turkish-Iraqi border. We reached it after flying over high hills for hours and then trekking endlessly along winding paths.

During the journey I kept asking myself, "How shall we bring this job to a successful conclusion?" Imagine a 9,000 square kilometer area being combed by 4 soldiers per square kilometer. Equipped with hundreds of big tanks, armoured carriers and all kinds of artillery, the Turkish soldiers taking part in the military operation in northern Iraq are looking for 2,000-3,000 guerrillas. They are looking for a needle in a haystack. You cannot see the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) militants or touch them. In the face of such a large-scale — and much needed — operation, there was nothing the PKK militants could do other than flee from the advancing Turkish army.

Indeed, according to the "inside information" we have received and the impressions of the officials and experts closely following the progress of the operation, the current operation has delivered a severe blow to the PKK. A PKK sympathizer says, "We were damaged greatly during the 1992 bombardment too but this particular attack has really undermined morale and our logistics." The person in question believes that the PKK can regain the ground it has lost in one to two years — provided that it gets ample funds.

From the PKK's standpoint, the most important thing is not having lost control in an important region in Iraq. More important than this is the fact that the number of new recruits has declined to an all-time low recently. A person who worked actively for the PKK until recently says, "Prior to 1991, some 40 people wanted to join the organization every day. In some cases we had to turn some of them away. There has been a slowdown since 1993. And this trend has become more established

in 1995. Now no more than one or two youths join the PKK a day. Now we have to go out and try to get new recruits. Would-be volunteers now think twice before taking action. There are even those who actually shun membership in a faltering organization and prefer to wait. For us this is the most dangerous development these days."

Our findings in the Southeast and in Iraq confirm what we have heard from the intelligence sources. There are many PKK militants who want to climb down the mountains, but they do not make a move because they do not trust the Turkish Republic to pardon them. A person who once held a position of responsibility in the ranks of the PKK says, "The state says there will be a pardon but you can never tell. The fear exists that those in question may be thrown into jail and beaten, even killed." Now there are those who say, "So what we needed was a show of brute force. Let us hit them more so that we can totally destroy the organization whose spine has been broken."

That would be a great mistake. That is, to believe that the PKK can be wiped out "with weapons." You can search all the caves on the mountains and hit the militants. You can force all the villagers in the villages on the Turkish side of the border to migrate and burn down those villages known to harbor PKK sympathizers. But still you would not be able to destroy the organization with these methods.

Indeed, everybody concerned, including the intelligence men and the officials who guided us across the snow-covered mountain tops, now expect the PKK to stage a series of attacks aimed at showing that "it has not died."

Armies can hardly cope with guerrilla forces, either in southeastern Turkey or on the northern Iraqi mountains. The source has to be dried up. And the source is within Turkey. The problem cannot be solved unless the number of youths joining the PKK ranks is brought down to an acceptable level, if not to zero. So it all boils down to the general approach we adopt. One of the Turkish commando lieutenants says, "We hit here, they surface from the other side. It is not easy to tell who is a civilian and who is a guerrilla. There is no way we can erase this problem merely by hitting and killing."

## Troops search for PKK in N. Iraq, Ankara prepares diplomatic drive

Compiled by TDN from Dispatches

ANKARA- Turkish troops consolidated their hold on northern Iraq and continued searching for Kurdish extremists as Ankara prepared a diplomatic offensive to explain its incursion to the Western capitals.

Newly appointed Foreign Minister Erdal İnönü held round-the-clock meetings with his staff to prepare for the onslaught. These will take him to the United States, Britain, France and Germany.

Meanwhile, Chief of Staff İsmail Hakkı Karadayı visited the township of Silopi on the Iraqi border and declared: "Those who are trying to block our operation in northern Iraq are supporters of the PKK (the clandestine Kurdistan Workers' Party).

Karadayı pointed to the huge arms cache recovered from fleeing PKK militants in northern Iraq and said that among them were German-made arms. "The world should see where these weapons came from and should be ashamed," Karadayı said.

The Turkish Daily News learnt from the Iraqi township of Zakho that there had been battles with PKK militants in the southern sector of the operation zone near the Sindi pass. Turkish military sources said the militants were fleeing towards the Iranian border.

Military spokesman Doğu Silahçioğlu told reporters Wednesday that, since the start of the operation, 269 terrorists had been killed and 12 had been captured alive. Seventeen Turkish soldiers have lost their lives in the clashes.

Meanwhile, a leading U.N. official told Reuters Wednesday that Turkish troops in northern Iraq have stopped U.N. guards from visiting Kurdish villages in the combat zone and from carrying out patrols, the chief of the U.N. contingent in northern Iraq said on Wednesday.

Danish officer Poul Dahl told Reuters that the United Nations was worried about the fate of civilians in the area. The Danish army officer heads a U.N. contingent sent to northern Iraq after the 1991 Gulf War to monitor "safe areas" set up by the U.N. to protect Iraqi Kurds from Baghdad government forces and to ensure delivery of relief supplies.

He said he had mobilized half his force to monitor the situation in the area and to

help evacuate Kurdish refugees fleeing the Turkish offensive.

He claimed the Turkish troops had several times stopped the U.N. guards from carrying out normal patrols in the area. He also claimed they had prevented the guards from inspecting remote mountain villages.

"Those responsible should be very much concerned about the population," he said. "Local administrations, offices, schools and public amenities are not working properly," he said. Dahl said he feared that clashes could break out between the various Kurdish groups.

According to Reuters, other guards claimed they had seen no real fighting between the Turks and the PKK.

Reuters quoted Baghdad-based diplomats as saying the drive against the PKK had proved to be more of a political show than a military campaign.

"The force is so overwhelming. By instinct, PKK guerrillas would have either long disappeared or melted away among the local populace," Reuters quoted a diplomat as saying. According to reports from Zakho, the U.N. on Wednesday rushed more Turkish Kurds away from a nine-day old incursion. The 177 Kurds left the town of Zakho under U.N. guard for the safety of refugee camps at Atrush, 100 km to the south, in the second such wave to flee the conflict zone.

In Ankara on Wednesday main opposition Motherland Party leader Mesut Yılmaz said that while the party supported Turkey's operation, they nevertheless had some concerns about it. He said that their concerns centered mainly on the contradictory statements about the state of the operation that were being made on behalf of the operation.

The leader of the pro-Islamic Welfare Party (RP), Necmettin Erbakan, for his part,

said on Wednesday that while he supported the cross-border operation he nevertheless was concerned about what he called a conflict of interests in the region between Europe and the United States.

Erbakan, whose was addressing his parliamentary group, said his concern was spurred by the possibility that Turkey may through this operation be acting as no more than a

"subcontractor" for the interests of one of these sides. Erbakan added that another concern of theirs was a doubt as to whether the government "was part of this operation through its own volition."

In a related development, eight deputies from the Republican People's Party (CHP), which is the junior coalition partner, put forward a parliamentary motion on Wednesday asking the government to explain why it authorized the operation without bothering to inform the Parliament.

These deputies, who were joined by pro-Kurdish independent deputies Mahmut Alnak and Abdülmelik Fırat, also said that under Article 92 of the Constitution the government is obliged to seek Parliament's permission in sending troops abroad. In another development, Turkey on Wednesday barred all journalists from entering on their own into northern Iraq. Military spokesman Col. Doğu Silahçioğlu told The Associated Press that media members were not allowed to pass into northern Iraq from the Habur border post.

Foreign Ministry Spokesman Ferhat Ataman defended the media ban, calling it "natural" to put some restrictions in the field of operation where there were clashes.

Ataman said there were plans to provide access to the journalists on a "first-come-first-serve" basis with tours organized by the military.

## United States to discuss N. Iraq operation with Gönensay and PM Çiller

### Turkey urged to come forward with specific proposals on a security structure for the region

By Uğur Akıncı  
Turkish Daily News

WASHINGTON- A U.S. administration spokeswoman said that the future of the military operation Turkey launched last week in northern Iraq will be discussed with Prof. Emre Gönensay, chief adviser to Prime Minister Tansu Çiller who is in town as the head of the Turkish-US Joint Economic Commission, as well as with Çiller herself, who is expected to visit the United States between April 18-30.

State Department spokeswoman Christine Shelly, referring to Çiller and Gönensay's visits, said Tuesday that "we will have some opportunities for exchanges with the Turks that are coming up before too long."

When the Turkish Daily News asked Shelly if the U.S. now has a better idea of the kind of security structure envisioned by Turkey in northern Iraq, Shelly said that, regarding the Turkish government's "ideas about how to try to seek over the longer term to prevent the PKK incursions into Turkish territory proper... I expect that it's going to be some days if not actually a couple of weeks before we have a more detailed understanding about some longer term proposals that the Turks would put forward."

"It's up to Turkey now to come forward with something more concrete" in terms of solving the security situation along its border with Iraq, the spokeswoman said.

Shelly, reiterating a point made Monday by Secretary of State Warren Christopher, said, "we would like to see the troops withdrawn as rapidly as possible," but added, "it is clearly up to Turkey. I think that they themselves do not specifically know how long they feel it's going to take to actually achieve their military objectives."

"We've also said that before and during this operation the Turkish government very strongly reasserted its respect for Iraq's territorial integrity... I don't think it's under dispute that the PKK uses northern Iraq as a sanctuary and a staging area for actions which take place against Turkey," Shelly added.

The spokeswoman pointed out that by allowing a terrorist group like PKK to operate out of Iraq, Baghdad was violating UN Resolution 86. "The Iraqi government agreed in 1992 to comply with UN Resolution 86. That resolution requires Iraq not to allow any terrorist organization to operate within its territory. Baghdad still maintains contacts and provides sanctuary to several groups and individuals that practice terrorism, and it's certainly well known that the PKK specifically has killed hundreds of people and attacks inside Turkey from actions which have been mounted from Iraqi territory."

When asked by a journalist to explain how Iraq could provide safe haven to the PKK when it has no control over northern Iraq, Shelly said, "I think the facts are very clear... the PKK is there and the operations of a terrorist nature do take place from Iraqi territory going into Turkey."

The Turkish incursion into Iraq was also the topic of some questions Tuesday at the White House and Pentagon. At a Pentagon briefing, spokesman Kenneth Bacon said that officials there trusted Turkey's assurances that they will eventually withdraw from Iraq. "There's also some history here," Bacon said. "Turkish troops went into Iraq to police Kurdish terrorism in 1992 and they did not stay a particularly long time. We've been assured by both the Turkish president and by the prime minister that this will be of short-term duration and that's our hope. That's our expectation as well."

At the White House, spokesman Michael McCurry said, "We've been very measured in what we've said about the government of Turkey's incursion into Iraq to eradicate what it represents to us as known camps harboring terrorists... Our concern is related to innocent civilians and property unrelated to terrorist activity."

#### Turkish-Greek tensions rising

Shelly also acknowledged that tensions between Turkey and Greece had been on the rise lately. "I think that there is certainly a lot of evidence that [the tensions] have been on the rise," she said, adding that the U.S. and other NATO allies were working quietly behind the scenes to calm the tension. In Ankara, U.S. Ambassador to Turkey Marc Grossman met with Foreign Ministry Undersecretary Ozdem Sanberk on Wednesday to discuss northern Iraq.

Sources close to the meeting said Ambassador Grossman conveyed his government's desire to remain in close contact

with Turkey over developments in northern Iraq.

The same sources said Turkey reacted positively to this request by Washington, adding that it was natural for close allies to remain in close contact on a wide range of issues of concern to the two countries.

On Tuesday Ciller received Grossman, who conveyed his government's desire that Turkey's operation in Northern Iraq should remain limited in terms of scope and duration. Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman on Wednesday denied reports in the Turkish media that Grossman had issued a warning to Turkey during his meeting with Ciller.

## Germany asks IHD to monitor fate of Kurds to be deported

By Aytül Gürtaş  
*Turkish Daily News*

ANKARA- Germany, which is preparing to deport Turkish citizens of Kurdish origin, is seeking the help of the Turkish Human Rights Association (IHD) to monitor the fate of the deportees on their arrival in Turkey, the head of the IHD said on Wednesday.

Akın Birdal, who was invited to Hannover last week to deliver a briefing on the human rights situation in Turkey, and who returned to Ankara on Monday, told the Turkish Daily News that his association had been asked to work closely with the German government in this area.

Those to be deported as of May 15 comprise asylum seekers whose requests have been turned down and persons who are not residents and have broken German laws.

The decision concerning the deportation came after long debates in the federal Parliament in Germany and between the federal government and state governments.

The rash of attacks against Turkish businesses and violent demonstrations by sympathizers of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is banned in Turkey, expedited the German government's decision to carry out the deportations.

State governments run by the social democrats in particular have opposed the central government's decision, arguing that the deportees face imprisonment and torture in Turkey.

Before arriving at the decision to deport, Germany asked for assurances from Turkey that the returnees would not be harmed.

Interior Minister Nahit Mentese was among the Turkish officials assuring the German government that the returnees

would not be "tortured or face inhuman treatment" on their arrival in Turkey.

Birdal said that each German state was expected to expel between 230 and 330 Turkish citizens of mostly Kurdish origin, adding that the total number of deportees is expected to reach 2,300-3,000 in the first spate of expulsions. Many of these people are said to be in detention pending their expulsion.

"The German authorities have said that they would start sending these people from May 15 and have asked us if we could provide lawyers for them if they face any difficulties when they are in Turkey," Birdal said.

"If we accept this it means that we endorse their expulsion, which is not what we desire because of the bad situation of human rights and the existence of torture in Turkey," Birdal added.

Recalling that Prime Minister Ciller had sent a circular to the relevant authorities in Turkey demanding an end to the practice of torture and for the police to dispose of their torture equipment, Birdal said this amounted to acknowledgment that systematic torture existed in Turkey.

He added that one could also not rely on the promises of the interior minister who, despite this indirect acknowledgment by the prime minister, insisted that torture was not systematic in Turkey.

"We are against those people being sent back. But we will be following all the developments that they are confronted with after their expulsion from Germany, starting from when they arrive at Turkish airports, and we will report these. They will be kept under our close surveillance," Birdal said.

# Germany stops military supplies for Turkey

Ankara says what Bonn is giving is not aid and implies it will be Germany that loses out

*TDN with Wire Dispatches*

ANKARA- Germany has suspended a shipment of military hardware to Turkey because of Ankara's incursion into northern Iraq, sources in Chancellor Helmut Kohl's coalition said on Wednesday. The German parliament on Tuesday suspended 150 million marks (\$105 million) in subsidies to shipyards building two frigates for Turkey.

Late Tuesday, Chancellor Helmut Kohl's Cabinet stopped the delivery of another 153 million marks (\$107 million) worth of supplies including armored vehicles for the engineering corps, bridge-laying and other engineering equipment, a supply ship, radios and spare parts.

The material was to have been delivered in the next three months as the last installment of a 1.5 billion mark (\$1.05 billion) 1990 military grant sending old NATO and former East German tanks, weapons and munition to Turkey.

Before aid is restored, Turkey must halt its invasion of northern Iraq, stop human rights abuses and resolve its conflict with the Kurds through political means, Foreign Minister Klaus Kinkel told reporters Wednesday.

"Germany has not yet conveyed to us a decision to stop military supplies to Turkey," the Turkish Foreign Ministry said on Wednesday.

Germany, a major military supplier to its NATO partner, on Monday froze 150 million marks (\$107 million) in grants promised Ankara to help with the purchase of two German-built frigates worth 840 million marks.

The moves were a reflection of Bonn's rising concern at Turkey's nine-day-old offensive against rebel Kurds in Iraq and suggestions from Turkish military and political leaders that their 35,000 troops could stay there for a long time. The German

stance drew an angry response from Turkey Wednesday, as Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman called on Germany to act "within the spirit of NATO solidarity." "One should not talk of aid between Turkey and Germany but of military cooperation," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said, noting that the suspended 150 million marks was part of a 840 million mark project of procurement and the remaining 690 million marks would be paid by Turkey.

"This is actually a subvention to the German defense industry," Ataman said. "It is not an insubstantial amount." But the spokesman indicated that now that the German government had gone back on its word regarding the 150 million mark grant, the whole project may be jeopardized.

"How the German move will affect the deal is something that needs to be assessed," Ataman said.

"It is our natural right to ask our NATO partners for support of our territorial integrity. It is clear to international public opinion and German circles that Turkey is showing maximum care so that the operation will not go beyond its aim of eradicating the terrorist threat in the region."

Kohl's Christian Democrats (CDU) and Foreign Minister Klaus Kinkel's liberal Free Democrats (FDP) say an extended Turkish presence in Iraq is unacceptable. They want Ankara to clarify how long it will stay and make assurances human rights will be respected there.

"The CDU parliamentary faction notes with sorrow that Turkey has broadened its military operation in Iraq and has obviously been planning to occupy the region ... for a long time," CDU deputy parliamentary leader Rudolf Seiters said.

Kinkel told German television on Monday he had sharply criticized suggestions of a lengthy Turkish military presence in Iraq during a telephone conversation with the new foreign minister, Erdal İnönü, that evening.

Karsten Voigt, foreign affairs spokesman of the opposition Social Democrats (SPD), said that following the end of the Cold War, Bonn should stop supporting the Turkish military and redirect funds toward sponsoring reform in Eastern Europe. "In addition to that, it is a scandal that we still intend to deliver (military supplies) despite human rights abuses, especially in eastern Turkey," Voigt told German radio. "We'll withdraw from northern Iraq when the operation is over," Turkish Ambassador Onur Öymen said in the Stuttgart Nachrichten newspaper on Wednesday. Countering Germany's charges of rights abuses, he demanded that German police put an end to the more than 90 firebombings of Turkish mosques, cultural centers and travel agencies in Germany this month. Security officials have blamed most of the attacks on PKK activists in Germany.

"I find it incomprehensible that despite the number of attacks, the police have come up with virtually no leads," Öymen said. "If stopping the attacks means putting a police car in front of every mosque, they should do it."

Turks have been emigrating to Germany since the 1960s and with a population of 2 million are Germany's largest minority. More than 600,000 work in Germany and only 45,000 get pensions, making them strong net contributors to the economy. But "Germany and Turkey don't understand each other" when it comes to dealing with the PKK, said Çiğdem Akkaya of the Center for Turkish Studies in Essen.

Turkey has difficulty understanding how Germans can express outrage at PKK attacks in Germany, yet fail to support the anti-PKK operation in northern Iraq, Akkaya said.

# La coopération nucléaire entre Moscou et Téhéran assombrit les relations russo-américaines

## Ce différend risque d'affecter la rencontre Clinton-Eltine du 9 mai

Poussée par la majorité républicaine au Congrès, l'administration américaine a demandé à la Russie de renoncer à la construction d'une centrale nu-

cléaire dans le sud de l'Iran. Washington semble convaincu qu'un vaste réseau de contrebande, passant par l'Allemagne, permet à Téhéran de bâtir peu

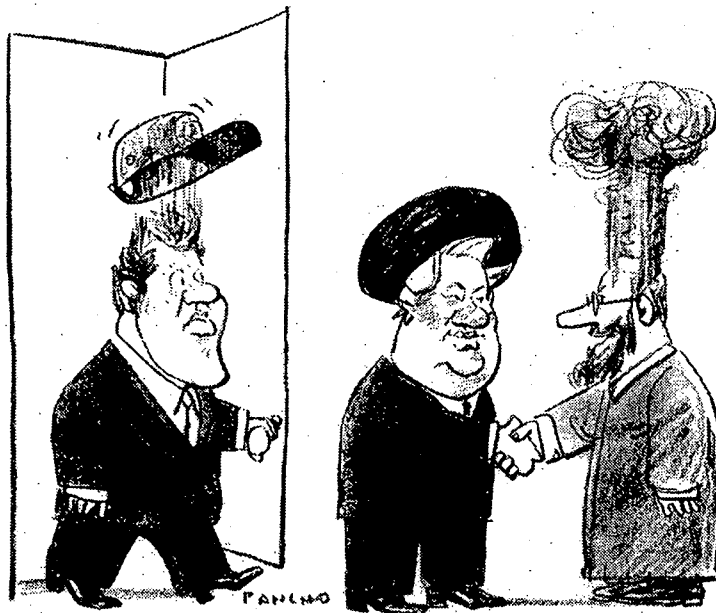
à peu la technologie nucléaire, à usage militaire, qui lui fait encore défaut. Ce différend risque d'affecter la rencontre Clinton-Eltine du 9 mai.

### WASHINGTON

de notre correspondant

En poursuivant sa coopération nucléaire avec l'Iran, Moscou prend le risque d'une détérioration de ses relations avec Washington. Faute de trouver un compromis dans les prochaines semaines, les entretiens prévus entre Bill Clinton et Boris Eltsine, à l'occasion de la visite du président américain dans la capitale russe, le 9 mai prochain, se solderont par un constat de désaccord. Les Etats-Unis demandent instamment à la Russie de renoncer à achever la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr, située à environ sept cent cinquante kilomètres au sud de Téhéran, sur le golfe Persique. Entrepris par l'Allemagne, les travaux avaient été interrompus en raison de la révolution islamique de 1979.

Moscou se propose également de fournir quatre réacteurs nucléaires à l'Iran, ce qui représenterait un marché très important pour la Russie, évalué à quelque 8 milliards de dollars. Les réacteurs de la centrale de Bouchehr, construits par la firme allemande KWU, s'apparentent à la filière PWR (à eau pressurisée). A l'époque, la première phase avait été achevée à 80 %, la seconde à 60 %. Washington justifie son opposition à ces deux projets en affirmant que Téhéran pourrait être en mesure de produire du plutonium à des fins militaires. Le président américain est soumis aux pressions des républicains, majoritaires au Congrès, qui menacent de remettre en cause l'aide annuelle à la Russie (260 millions de dollars), si Moscou n'interrompt pas sa coopération avec Téhéran. « Nous ne pouvons pas tolérer que l'Iran obtienne des armes de destruction massive », a insisté Newt Gingrich, le speaker de la Chambre des représentants. Jusqu'ici, la Russie a affirmé qu'elle ne renoncera pas à sa coopération avec l'Iran et a qualifié la position américaine d'« incompréhensible ». Le ministère russe de



l'énergie nucléaire a souligné que Moscou remplit les obligations « qui découlent de l'accord de non-prolifération nucléaire », lequel stipule : « Les puissances nucléaires ont l'obligation de fournir une aide à la construction de centrales nucléaires civiles aux pays qui remplissent les exigences de l'AIEA. » (Agence internationale pour l'énergie atomique, basée à Vienne.)

### ATTITUDE « CONTRADICTOIRE »

La position des Etats-Unis, estiment certains experts, est particulièrement fragile. Outre que la Russie a un incontestable besoin de devises, Washington ne paraît pas en mesure d'étayer ses affirmations concernant un risque de prolifération nucléaire en Iran, que l'AIEA se déclare elle-même incapable de confirmer. S'il est vrai que Téhéran peut être soupçonné d'arrière-pensées dans ce domaine, rien, à l'heure actuelle, ne prouverait l'existence d'un programme nucléaire militaire iranien. En outre, les réacteurs que la Russie se propose de livrer à l'Iran semblent être de même type que ceux que Washington souhaite fournir à la Corée du

Nord (de construction sud-coréenne), en vertu de l'accord signé, à Genève, avec Pyongyang : il s'agit de réacteurs civils à eau légère, dont le coût est estimé à 4 milliards de dollars.

Washington n'a pas encore expliqué pourquoi une même technologie serait non proliférante dans le cas de la Corée du Nord, et proliférante dans celui de l'Iran. Hans Blix, le directeur général de l'agence de Vienne, a d'ailleurs souligné que, tout en restant vigilante, l'AIEA ne peut que poursuivre son programme d'assistance technique avec l'Iran, y compris dans le domaine de la formation d'ingénieurs. Se référant à l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la Corée du Nord, il ne manque pas de souligner le caractère « contradictoire » de l'attitude américaine, dès lors qu'il s'agit, pour l'Iran, d'équipements « de même nature ». La position de l'administration américaine à propos de cette question nucléaire est en fait inséparable de l'approche plus globale de Washington à l'égard de la « question iranienne ». Les Etats-Unis s'inquiètent d'une militarisation

croissante de l'Iran, pays qu'ils accusent à la fois de soutenir le terrorisme international, de s'opposer à la paix au Proche-Orient, et de chercher à se doter d'armes de destruction massive. En application de cette politique, l'administration américaine s'est opposée à la conclusion d'un important accord pétrolier entre la société Conoco et Téhéran (*Le Monde* du 16 mars).

### CONCENTRATION DE TROUPES

Les autorités américaines soulignent, par ailleurs, la concentration de troupes et d'armements iraniens sur les îles Tumb et Abu Musa, situées dans le golfe Persique, à l'approche du détroit d'Ormuz, zone stratégique où transite environ 20 % de la production mondiale de pétrole. Selon les services de renseignement américains et israéliens, plus de 6 000 hommes, équipés de missiles et d'armes chimiques, seraient stationnés sur ces trois îles. Le secrétaire à la défense William Perry a lancé un avertissement à Téhéran à ce sujet, mais il est vrai que Washington s'efforce de convaincre les pays arabes de la région d'augmenter leurs achats de matériels militaires américains, voire d'accepter que les Etats-Unis entreposent des équipements dans la région...

S'agissant du nucléaire, les informations se sont multipliées ces derniers mois, accréditant la thèse selon laquelle l'Iran cherche à renforcer sa capacité dans ce domaine. Le *New York Times* a publié une enquête, il y a une dizaine de jours, à propos d'un vaste réseau de contrebande permettant à l'Iran d'acheter en Europe différents armements, ainsi que des pièces détachées utilisables dans la technologie nucléaire. Selon des sources provenant des milieux du renseignement, l'Iran pourrait détenir une « capacité nucléaire » dans un délai de cinq ans.

Laurent Zecchini

# Herald Tribune

INTERNATIONAL

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

FRIDAY, MARCH 31, 1995

## Turkey Should Get Out of Iraq and Convert to Conciliation at Home

By William Safire

**WASHINGTON** — The military-dominated government of Turkey has sent at least 35,000 troops, with tanks and F-16s, into the northern portion of Iraq. That is the "no-fly zone" where the United States and its allies — including Turkey — are protecting Iraqi Kurds from the genocidal fury of Saddam Hussein.

The ostensible purpose of the invasion is to kill some 2,500 Kurdish radicals who have been using terror tactics to whip up support for an end to suppression of millions of Kurds within Turkey.

That is Ankara's cover story, which the Clinton State Department naively accepted as the invasion began. Hot pursuit of terrorists drew no objection from Foggy Bottom. Nor were questions asked about the disproportionate amount of force being used or the total press blackout.

Soon it will dawn on U.S. diplomats that the Turks are not merely punishing separatist

Kurds. If that were the only reason for the attack, Turkey's planes would hit the bases of the terrorist PKK in Syria and the Bekaa in Syria's Lebanon.

Turkey's concealed interest is in the control of oil facilities in Kurdish Iraq. Thirty kilometers of pipeline near Fayshkhabur was put beyond Saddam's control.

Ankara's generals are eager to do business again with Baghdad. The Kurds are an inconvenience. Because Saddam is prohibited from going in and securing his northern oil facilities, Turkey is doing the job for him. Its forces will stay until Saddam's forces can replace them — if the United States and its allies permit it.

What of the Iraqi Kurds, poisoned-gassed by Saddam, now being bombed by Turkey's Tansu Ciller? At a moment when ethnic unity is vital, and when Kurdish leaders have a chance at last to

establish an autonomous enclave of democracy — these wonderful people, with their distinct language and culture, are fighting among themselves.

One faction is led by Massoud Barzani, soft-spoken son of the late Mullah Mustafa Barzani, a legendary chieftain revered by Kurds and their growing legion of supporters. Another is led by Jalal Talabani, smoother and more extroverted than Massoud, and less willing to accommodate the Turks by negotiating with Saddam.

They both oppose the PKK, a Marxist splinter group that is gaining adherents throughout the five-nation area loosely called Kurdistan, thanks to villagers' fury with Turkey's attack.

Mr. Barzani is angry at Mr. Talabani's recent seizure of the Parliament building in Iraq's Kurdish capital of Erbil. Mr. Talabani charges that Mr. Barzani is not

sharing customs duties collected from smugglers. Their partisans are shooting at each other. A low-level State Department official tried and failed to restore sanity.

Can this mess be straightened out, with killing stopped, autonomy respected, democracy introduced? America cannot fail to try.

A message to Mam Jalal and Kak Massoud from a longtime friend: Nobody will help you unless you demonstrate you are ready for help. Each of you should fax a letter to President Bill Clinton asking him to send a high-level envoy to Iraqi Kurdistan. Commit yourselves to abide by his recommendations about an immediate cease-fire and a governing coalition in Parliament pending supervised elections.

If the Kurdish leaders make their requests, how should President Clinton respond? Not with a unilateral handoff. Certainly the United States should ask the United Nations to condemn the inva-

sion and send in observers, but more diplomatic muscle is needed.

We can hope that Mr. Clinton would appoint a prestigious and tough-minded special envoy (on the order of George Shultz, Sol Linowitz or Jeane Kirkpatrick) to quickly repair the Kurdish split, which is something I am told the warring factions want.

Stopping the Turkish invasion may involve a trip to Syria (if America talks to the PLO and the IRA, why not the PKK?) and Bonn (400,000 Turkish Kurds work in Germany), as well as other European capitals.

Then, in Ankara, the envoy's job would be to persuade Turkey's leaders that conciliation with Kurds and inclusion in Europe is more in the long-term Turkish interest than repression of Kurds at home and an oil deal with Baghdad. Such diplomacy is difficult but doable. If America doesn't lead the way, who will?

*The New York Times.*

# Turks risk losing customs union

TURKEY is being warned that its proposed customs agreement with the European Union is in jeopardy unless it withdraws its troops from northern Iraq quickly.

EU governments are united in their condemnation of the operation, in which almost 300 people have been killed, according to army figures, and thousands driven from their homes. Fears are mounting that it could turn into a long-term occupation of northern Iraq, which is under Iraqi Kurdish control in defiance of Baghdad.

Germany, Turkey's biggest backer in Europe, has begun to carry out its threat to suspend its military aid programme. But the greater threat to Turkey's interests comes from the European Parliament, which effectively has a veto over the recently negotiated customs union.

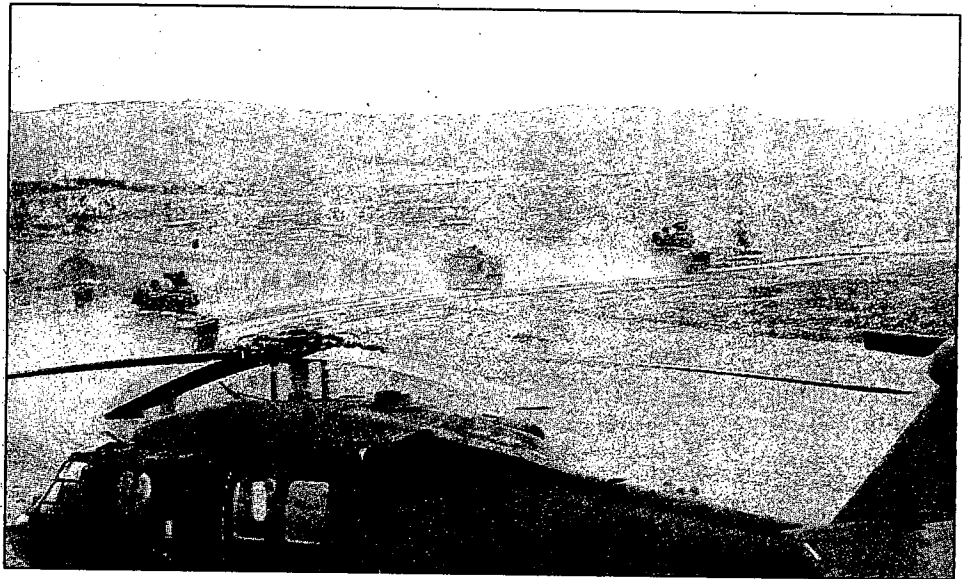
Chancellor Helmut Kohl's announcement that he was suspending Germany's \$107 million military programme is an unprecedented sanction by one Nato member against another. It was quickly followed by a freeze on grants of \$105 million in subsidies to German ship-builders as part of a deal to sell frigates to Turkey.

Bonn has managed to refute as "not proven" allegations that Turkey is using German armoured cars to fight Kurds after analysing television footage. The tape was said to show Ankara's deployment of former east German army vehicles in northern Iraq. However, the likelihood that the armoured cars did come from east German army stocks is high.

The US, hitherto reluctant to criticise a key ally, has also taken Turkey to task. Secretary of State Warren Christopher said that the international community's support would be "promptly withdrawn" if Turkey broke promises that the operation would be "of limited scope and duration".

Tony Paterson in  
BERLIN and Ian Mather

## The Turks' military campaign against separatist guerrillas chases shadows across the barren mountainsides



# Journey to the heart of battle with the Kurds

**A**S TURKISH troops pressed home their campaign against Kurdish separatists across the border in northern Iraq this week, their government defied western calls for a rapid withdrawal.

The Turkish military command has announced that the first phase of the invasion is now complete: they have killed almost 300 guerrillas and pushed nearly 50 kilometres into Iraq along a 250km front.

But as *The European's* eyewitness — the first western photographer to get into the war zone —

Richard Wayman gives an eyewitness account of the futile incursion into north Iraq

I have doubts about the official version of events, and believe it is a war Turkey can never win.

On 20 March 35,000 Turkish troops, supported by aircraft and artillery, poured across the border in what was billed as a crushing strike against the core of the Kurdistan Workers' Party (PKK),



which has been fighting the Ankara government for an independent Kurdistan since 1984.

The Turkish authorities have long maintained that many of the 15,000 killed in the war have been victims of hit-and-run attacks by 3,000 PKK guerrillas who launch attacks inside Turkey before retreating across the border to the security of the United Nations-protected safe haven in northern Iraq.

But as with previous Turkish attempts to eliminate the Iraqi-based PKK, the current incursion is doomed to failure. The Turkish build-up of troops took weeks, giving the PKK plenty of warning to pack their bags and move.

Despite a strict directive from the Turkish military denying foreign media access to the war-zone, I managed to slip across the border with a carefully selected group of Turkish journalists on 26 March.

We were taken by helicopter from the military base at Silopi and shown what were claimed to be PKK bases and captured weapons. But the 'captured weapons' were in a terrible condition, and if they had belonged to the PKK they had certainly been abandoned as useless.

The Turks then took us to what they claimed was the PKK base at Haftinan. But I had visited Haftinan on a previous trip, and the real base was several kilometres away. There was no sign of fighting.

The PKK is a highly mobile guerrilla force, and northern Iraq is a vast expanse of barren mountainsides. The Kurds will simply withdraw deeper into Iraq, and the Turks will probably find it impossible to defeat them.

The Turkish government is spending huge sums on a fruitless operation to track down 3,000 guerrillas in northern Iraq. Meanwhile 20,000 PKK guerrillas are still operating from bases inside southeastern Turkey.

I was detained by Turkish authorities at the border town of Cizre, south of Diyarbakir, on 25 March. I had a meeting with a contact I know only as Mehmet in an attempt to agree a rendezvous with PKK fighters. Mehmet went away, and 20 minutes later a squad of secret police - the MIT - arrived and hauled me off to the police station. I was anxious at first, because another photographer had earlier been beaten up. Fortunately I was not ill-treated.

While I was able to show all the necessary press credentials for my assignment, the police accused me of being a PKK sympathiser. After 40 minutes I refused to answer any more questions and demanded to be put in touch with the British embassy. Soon after they let me go.

I believe that they did so because six Germans who were also detained were able to get in touch with their people, who reported that we were being held.

The Nowrouz Co-ordination Bureau in Frankfurt, a group of German Kurdish sympathisers, said

that the six were academics from Bremen who had travelled to the region to observe events on the Kurdish New Year, known as

Nowrouz.

They were all released from house arrest at a hotel in Cizre earlier this week.



On the march: the Turkish army advances into northern Iraq (top left); Turkish troops raise the flag (top); but the PKK's highly mobile guerrillas (above) may already have retreated deep into Iraq, where the Turks' conventional forces will find it impossible to defeat them

PHOTOGRAPHS: RICHARD WAYMAN



# Ankara cherche à sortir vite du borbier kurde

L'Europe critique sévèrement l'intervention en Irak.

**C**onfrontée aux sévères critiques de ses partenaires européens et de la Russie, la Turquie semblait être à la recherche d'une hypothétique formule qui lui permettrait à la fois de terminer rapidement son intervention militaire dans le nord de l'Irak et de se prémunir contre de nouvelles incursions des rebelles du Parti kurdistain (PKK) à travers la frontière. Signe de l'émigration de probables divergences gouvernementales, le nouveau ministre turc des Affaires étrangères Erdal Inonu a exclu une solution multinationale pour «régler localement le problème de la vacance d'autorité» dans cette région alors que le Premier ministre turc, Tansu Ciller, avait évoqué, ces derniers jours, cette possibilité à au moins deux reprises. Faisant le constat des rennes de l'ONU qui n'a pas «réussi à lutter

contre les terroristes» dans la zone sous protection, Erdal Inonu a souligné que l'Union européenne «pourrait être amenée à examiner la question de la livraison de matériel militaire à la frontière». Cette force alliée (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne), présente depuis juillet 1991, est chargée de protéger les Kurdes d'Irak contre Bagdad et de surveiller le nord du 36<sup>e</sup> parallèle interdit à l'aviation irakienne. Il a ensuite annoncé une prochaine tournée qui le mènera en Allemagne, aux Etats-Unis et en France pour «supprimer les malentendus» à propos de l'intervention turque. Au lendemain de l'arrêt de l'aide militaire allemande à Ankara, de nouvelles critiques se

font entendre. Un porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que l'Union européenne «pourrait être amenée à examiner la question de la livraison de matériel militaires à la Turquie». L'Union européenne prépare en outre une déclaration solennelle réitérant les grands principes de respect des droits de l'homme et de l'intégrité territoriale des Etats. «Il ne faut pas avoir en matière de (respect des droits de l'homme) trois poids et trois mesures», a déclaré Alain Juppé. Les critiques contre l'opération turque viennent aussi de l'ONU dont les gardes présents dans le réduit kurde ont accusé hier l'armée turque d'enfreindre les résolutions internationales en les empêchant de circuler librement. Le Comité international de la Croix-Rouge, qui n'a pas été autorisé à se rendre dans les régions occupées par l'armée turque, a accusé celle-ci de violation flagrante des conventions de Genève.

J.-P.P.  
avec AFP, Reuter

# Ankara met Bonn dans une situation inconfortable

**I**l est de plus en plus vrai que rien de ce qui concerne Ankara n'est étranger à Bonn. En décidant de stopper les livraisons d'armes au régime d'Ankara, mer-

Par Lucas Delattre

credi, le Gouvernement allemand a décidé, pour la première fois, de faire pression sur la Turquie pour qu'elle envisage une solution négociée avec les séparatistes kurdes et cesse son intervention militaire meurtrière au nord de l'Irak.

L'Allemagne a un intérêt direct à voir cesser cette opération militaire. Et ce pour deux raisons : l'Allemagne est, avec les Etats-Unis, le principal allié occidental du régime d'Ankara. Elle défend avec force la ratification de l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie, bien consciente que seul un lien fort entre la Turquie et l'Europe permettra d'élever un rempart efficace, sur place, contre le fondamentalisme religieux qui ne cesse de progresser dans un pays où le kémalisme n'offre plus les réponses attendues par une bonne partie de la population. Cette union douanière représente un intérêt vital pour l'Allemagne, qui ne tient pas à voir surgir une situation «à l'algérienne» à sa porte. Mais elle ne pourra entrer en vigueur qu'à la condition que la Turquie respecte un certain nombre de critères en matière de respect des Droits de l'homme.

Deuxièmement, avec 2 millions de Turcs sur son territoire (dont 500 000 Kurdes), l'Allemagne est directement exposée à toute escalade du conflit entre

les autorités turques et les rebelles kurdes. Elle réagit comme un sismographe aux événements qui se déroulent de l'autre côté du Bosphore. On l'a bien vu au cours des dernières semaines, alors que les islamistes radicaux s'en prenaient aux alevites modérés à Istanbul. Ces violences ont été suivies immédiatement par une série d'attentats contre les intérêts turcs en Allemagne, provoquant d'innombrables dégâts matériels mais heureusement pas de victimes. Mais ils ont incité un nombre croissant de politiciens allemands à réclamer une attitude de fermeté envers les immigrants illégaux venant de Turquie, la plupart du temps des demandeurs d'asile dont le dossier n'a pas été reconnu. Plus de 10 000 personnes sont concernées par une éventuelle reconduite à la frontière.

Après avoir frappé d'interdiction le PKK en novembre 1993, le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, s'est battu contre les Länder pour imposer l'idée qu'il fallait désormais renvoyer les réfugiés kurdes dans leur pays, sous prétexte qu'ils ne couraient pas de danger majeur en retournant en Turquie. Il est évident que l'argumentation des autorités allemandes ne tient plus tant que l'armée turque massacre allégrement les rebelles du PKK dans les montagnes de l'Irak.

L'opinion allemande est très sensible à ce sujet : d'une part parce que les Kurdes sont souvent associés à une certaine forme de criminalité (trafic de drogue notamment), mais aussi parce que le comportement répressif des autorités d'Ankara suscite de graves inquiétudes.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0677 4 I 0495 GRE /AFP-DO21

Turquie-Irak-Kurdes

La Turquie veut s'appuyer sur les formations kurdes irakiennes après son retrait du nord de l'Irak

Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 31 mars (AFP) - La Turquie veut s'appuyer sur les formations kurdes irakiennes pour patrouiller sa frontière avec l'Irak, à l'issue de son intervention militaire dans le nord de ce pays contre les rebelles du PKK, a indiqué vendredi le numéro deux de la diplomatie turque, M. Ozdem Sandberk.

Dans une interview avec l'AFP, M. Sandberk a répété que l'armée turque se retirera du nord de l'Irak dès qu'elle aura achevé sa mission, qui consiste à détruire l'infrastructure du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) dans la région.

"La Turquie a l'intention de se retirer dès que possible", a-t-il dit.

Après ce retrait, "un environnement plus sûr doit être créé dans la région. L'idéal serait un retour à la normale par l'application complète de la résolution 688 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, mais ceci n'est pas encore en vue", a-t-il expliqué.

"En attendant, il faut donc prendre des mesures temporaires", a-t-il ajouté. Parmi celles-ci, "une coopération et des contacts accrus entre les forces de sécurité turques et les forces du PDK et de l'UPK le long de la frontière" afin d'empêcher de nouvelles infiltrations en territoire turc du PKK.

"La responsabilité de sauvegarder la sécurité de ces territoires leur appartient", a ajouté le diplomate turc, à propos du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Jeudi, dans une conférence de presse, le nouveau ministre turc des Affaires étrangères Erdal Inonu avait évoqué, sans donner de détails, une solution "locale" pour résoudre le problème de sécurité le long de la frontière irako-turque.

L'armée turque a poursuivi vendredi son opération dans le nord de l'Irak tout en intensifiant celles qui étaient déjà en cours dans plusieurs provinces du sud-est anatolien contre le PKK.

Quelque 50 militants du PKK ont été tués depuis mercredi dans ces régions à majorité kurde, a-t-on indiqué de source militaire.

La plus importante de ces opérations se déroule depuis le 19 mars dans la région de Tunceli (est), où l'armée turque affirme avoir encerclé un millier de rebelles dans les montagnes.

D'autres sont menées depuis une semaine dans les provinces de Sirnak, Mardin, Batman, Bitlis et Diyarbakir et ont fait au total quelque 70 morts depuis le 20 mars, date du début de l'intervention de plus de 35.000 soldats turcs appuyés par des blindés et de l'aviation, en Irak du nord.

Le bilan de l'opération turque dans le Kurdistan irakien est de 286 morts dont 269 dans les rangs du PKK, selon des sources officielles turques.

Par ailleurs, l'UPK a affirmé vendredi, dans un communiqué, que des milliers de soldats irakiens appuyés par des chars avaient lancé la veille une offensive dans le nord de l'Irak près de la ville d'Erbil.

HC/pt/lb

AFP /JO0245/311746

MAR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

# Fight against Kurds 'could last a year'

TURKEY continued its largest military campaign in recent history when President Suleyman Demirel warned that the operation which involved 35,000 troops pouring over the border into northern Iraq last week could go on for a year.

Turkish troops, backed by tanks and warplanes, claimed to have killed about 300 Kurdish separatists in heavy fighting around bases of the hardline Kurdish Workers' Party (PKK).

More fighting erupted as Kurds were pushed towards the Syrian and Iranian borders. Almost 100

PKK separatists were killed on 27 March around a rebel base at Khwakurk. An army spokesman said that 17 Turkish troops had been killed and 23 wounded.

Turkey claims that about 2,800 PKK guerrillas have been operating in northern Iraq. The rebels had been conducting hit-and-run attacks inside Turkey and had killed 15 soldiers in Turkey near the Iraqi border in an ambush two days before the operation started.

The United Nations High Commissioner for Refugees has arranged convoys to move Turkish

## TURKEY

Kurds, who fled into northern Iraq to escape fighting in southeastern Turkey, to safety in a UN camp.

Foreign Minister Erdal Inonu is planning visits to Washington, Bonn, Paris and London in the near future to explain Turkey's policy. He will tell the western leaders that Turkey will leave the region once it has ensured that it cannot be used again as a spring-board for PKK attacks.

**Cabinet reshuffle:** Prime Min-

ister Tansu Ciller named a new foreign minister and deputy premier on 27 March as part of a cabinet reshuffle designed to maintain Turkey's governing coalition in power. Hikmet Cetin was named deputy premier and Inonu took over the foreign affairs portfolio. Both are from the Social Democrat wing of the left-right coalition.

The appointments were part of a wider reshuffle replacing 12 ministers who tendered their resignations last month.

The changes had been foreseen since 22 March, when the govern-

ing True Path Party (DYP) and its coalition partner the People's Republican Party (CHP) agreed a new protocol to enable their alliance to stay in power.

**Mine disaster:** At least 36 miners were killed in an explosion at a coal mine in Sorgun, a town about 160 kilometres east of Ankara. One miner was still missing and ten were injured.

There was no immediate explanation for the explosion on 26 March. But the prefect for the Yozgat area, Ertugrul Ersoy, ruled out methane gas.

## Neue Zürcher Zeitung

INTERNATIONALE AUSGABE

Freitag, 31. März 1995 · Nr. 76

die Vierte Genfer Konvention aufmerksam gemacht worden. Die Vierte Konvention dient zum Schutz der Zivilbevölkerung in besetzten Gebieten.

### Ein schwieriger Ansprechpartner

Wok. Mit dem Einmarsch türkischer Truppen im Nordirak ist die seit Jahren unbefriedigende Kooperationsbereitschaft Ankaras gegenüber dem IKRK hochaktuell geworden. Das IKRK ist seit Jahren im Irak mit einer Delegation in Bagdad präsent und verfügt auch über eine Aussenstelle in der nordirakischen Stadt Dohuk. Dem dort stationierten Delegierten ist es gegenwärtig einzig erlaubt, sich bis in die an der türkischen Grenze liegende Stadt Zakho zu bewegen. Dringend nötige Erkundigungsmissionen im Aufmarschgebiet der türkischen Armee wurden dem IKRK von den Behörden Ankaras bisher verweigert. Als Begründung für diese Haltung führt die Türkei an, bei ihrer bewaffneten Aktion gegen Angehörige der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) handle es sich um eine zeitlich beschränkte Polizeiaktion, die nicht internationalem humanitärem Recht unterstellt sei.

## Scharfer Protest des IKRK an die Adresse Ankaras

### Forderung nach Zugang im Nordirak

Genf, 30. März. (sda) Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) hat am Donnerstag in einem Communiqué Zugang ins Aufmarschgebiet der türkischen Armee im Nordirak gefordert. Die türkischen Behörden hätten der humanitären Organisation den Zugang zum Konfliktgebiet bisher trotz wiederholten formellen Anfragen verweigert, teilte das IKRK mit. Das IKRK sehe sich deshalb ausserstande, die Bedürfnisse der Zivilbevölkerung zu evaluieren und sich um das Schicksal der Verwundeten und Verletzten zu kümmern. Das IKRK habe seit dem Beginn der umfassenden türkischen Militäroffensive am 20. März seiner tiefen Besorgnis über das Schicksal der Zivilbevölkerung in dem Konfliktgebiet Ausdruck verliehen. Die türkische Vertretung in Genf sei umgehend auf die Verpflichtungen durch

Dieser Standpunkt wird von den Juristen des IKRK nicht geteilt. Die Genfer Organisation betrachtet das türkische Vorgehen als militärische Besetzung fremden Territoriums. Das IKRK ist daher verpflichtet, sich um die Bedürfnisse der Zivilbevölkerung, der Gefangenen und Verwundeten zu kümmern. Als vergleichbares Beispiel einer «zeitlich beschränkten Polizeiaktion» wird in Genf auf den israelischen Einmarsch 1982 in Libanon hingewiesen. Israelische Truppen sind bis heute noch in einem Teil Südbanons präsent. Gemäss den Genfer Konventionen ist Ankara verpflichtet, dem IKRK via türkisches Territorium Zugang zum besetzten Gebiet zu verschaffen. Diesbezügliche Verhandlungen dürften sich aber als äusserst schwierig gestalten. Bisher hat sich die Türkei stets geweigert, ihren Krieg gegen die Kurden im eignen Land als einen internen Konflikt gemäss internationalem Recht zu qualifizieren, und hat eine Präsenz von IKRK-Delegierten in Südostanatolien vehement abgelehnt. Ankara konnte an dieser Position festhalten, ohne dafür ernsthaft von andern Unterzeichnerstaaten der Genfer Konventionen getügt zu werden.

LE SOIR — 31 mars 1995

L'opération turque en Irak du Nord se poursuit sans désemparer

# Ankara cherche une porte de sortie

La Turquie ne veut pas rester indéfiniment en Irak, martèlent ses dirigeants. Qui, sinon, ne parlent pas d'une même voix.

**L**a Turquie a indiqué jeudi être à la recherche d'une formule qui lui permette de terminer rapidement son intervention militaire dans le nord de l'Irak tout en se prémunissant contre de nouvelles incursions des rebelles du PKK à travers la frontière. Le nouveau ministre turc des Affaires étrangères Erdal Inonu a exclu pour cela une solution multinationale, formule pourtant évoquée à au moins deux reprises ces jours derniers par le Premier ministre, M<sup>me</sup> Tansu Ciller.

M. Inonu a en effet estimé que «la question est de pouvoir régler localement le problème de la vacance d'autorité» dans le nord de l'Irak. La région échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février-mars 1991. Elle est censée être contrôlée par les groupes kurdes irakiens, mais ceux-ci s'entre-déchirent depuis l'an dernier, ce qui facilite les mouvements du PKK contre lequel Ankara a lancé sa vaste opération militaire le 20 mars.

*Jusqu'à ce jour, on n'a pas constaté que l'ONU ou d'autres organisations internationales aient réussi à lutter contre les terroristes, a poursuivi M. Inonu. Cette question sera réglée ici. Par quelles mesures, je ne peux pas le dire dès maintenant, a-t-il dit. C'est notre problème mais il faut trouver un moyen avec l'autorité en Irak, a-t-il ajouté sans autre précision.*

M. Inonu a souligné que la Turquie respecte l'intégrité territo-



Emmenant des bonbonnes de gaz, ce civil kurde regagne son village bombardé au nord de l'Irak. Photo EPA.

*riale de l'Irak et est en contact avec lui sur l'opération en cours. Nous souhaitons que l'Irak rétablisse sa souveraineté sur la totalité de son territoire. Depuis le début, notre objectif est que l'Irak s'entende entièrement avec l'ONU, puis avec tous les groupes d'opposants en Irak, dans le cadre de sa propre constitution, a dit le ministre.*

Il a également affirmé qu'il n'est pas question de modifier la mission de la force multinationale déployée sur la base turco-américaine d'Incirlik. Cette force alliée, présente depuis 1991, est chargée de protéger les Kurdes d'Irak contre Bagdad et de surveiller le nord du 36<sup>e</sup> parallèle interdit à l'aviation irakienne.

M. Inonu a annoncé une prochaine tournée qui le mènera en Allemagne, aux Etats-Unis et en France pour «supprimer les malentendus» à propos de l'intervention turque. L'opération vaut en effet à Ankara de sévères critiques des pays occidentaux qui l'ont invité à y mettre fin le

plus tôt possible, l'Allemagne prenant même des sanctions dans les domaines des ventes d'armes et de l'aide financière.

Interrogé jeudi à Paris, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a indiqué pour sa part que l'UE «pourrait être amenée à examiner (la) question de la livraison de matériels militaires à la Turquie». L'UE prépare en outre une déclaration solennelle réitérant les grands principes de respect des droits de l'homme et de l'intégrité territoriale des Etats.

Par ailleurs, Moscou a estimé que l'opération militaire turque dépasse «les limites» acceptables pour une opération de ce type. *Tout le monde va finalement comprendre cette opération. Nous n'avons pas l'intention de rester en Irak, a encore dit M. Inonu.* Par son rejet de toute formule multinationale, le chef de la diplomatie turque a paru révéler des divergences au sein du gouvernement turc. M<sup>me</sup> Ciller avait en effet elle-mê-

me évoqué une telle solution multinationale, sans entrer dans les détails, dans une interview la semaine dernière. De source diplomatique, on a appris qu'elle en avait également parlé aux ministres de la Troïka de l'Union européenne, en visite à Ankara, utilisant l'expression de «Provide Comfort au sol».

Enfin, jeudi matin, on avait appris de source proche du gouvernement turc que la Turquie proposait de retirer l'essentiel de ses troupes tout en laissant sur place une force résiduelle dans le cadre d'une présence multinationale à laquelle participeraient les Etats-Unis. Selon cette source, cette formule pour surveiller la frontière turco-irakienne a été l'objet de discussions mercredi à Washington entre un proche conseiller de M<sup>me</sup> Ciller, Emre Gonensay, et de hauts responsables américains. Des propos de M. Gonensay, allant dans ce sens, étaient rapportés jeudi matin par la presse turque. (AFP.)

THE EUROPEAN — March 31, 1995

# Moral flexibility that 'justifies' the Turkish invasion of Iraq

**B**ACK from the first day's work on a television series about the Greek gods, groggy and chilled to the marrow by one of those frisky springtime winds, I took sanctuary in my Athens hotel room determined to write this and retire early.

This is certainly a highly strung part of the world. Try to stop traffic on a local road for a few seconds in order to record some lines of dialogue and the protests are instantaneous, taking the form of rhythmic hooting. When these people have made their point, and are let through, they stop in the shot with sullen faces to watch the shooting. When told that there can be no more filming while they occupy the screen, they shout back that it's a free country. Things are not made exactly easy by this concept of democracy flaunted by the descendants of its inventors.

A newspaper, somewhat ominously entitled *Balkan Report*, is being given away at the porter's desk. This is no fragile broadsheet, but 48 pages full of information and well-produced. It has its finger on the highly volatile Balkan pulse, made to race harder by Turkey's unattractive incursion into Iraqi territory in its pursuit of Kurdish guerrillas.

On the one hand there is the reported determination of Tansu Ciller, the Turkish prime minister, that civilian life must not be disrupted. On the other, there is plenty of evidence to show that the very opposite is true. Casualty figures from both sides are, as usual, utterly incredible.

The United States is once again playing an equivocal role, perhaps because its own habit of armed intervention into the affairs of its neighbours – as witnessed by actions in Grenada, Panama and Haiti – hardly allows it to qualify as a moral mentor to the Turks. Rather, the US seems to say: "Do what you have to, but do it quickly. Meanwhile I'll stand by the door and warn you if there's any sign of outraged world opinion."

Inherent in this scandalous attitude is the implication that such aggression is somehow justified if the territory invaded is merely that of Iraq, which made light of Kuwait's territorial integrity. As the *New York Times* pointed out in a leading article, the opposite is true if the moral posture of the Gulf War is to be given credence. All mili-



## USTINOV AT LARGE

*'All military adventures against neighbouring territories should be condemned, not treated selectively'*

tary adventures against neighbouring territories should be roundly condemned, not treated selectively according to national or business interests, or even those of security.

Kurdistan, loosely spread over Turkey, Iraq and Iran, has its own language and traditions, and far more claim to nationhood than Kuwait, elevated to that status only three-quarters of a century ago. But there are no great foreign financial interests in Kurdistan, merely a hypocritically charitable aerial protection zone aimed at Iraq and conveniently adapted to Turkey's military requirements.

This extraordinary and reprehensible moral flexibility is everywhere in evidence and on a multitude of levels. Take the OJ Simpson trial, for instance, given unprecedented air time, presumably in order to spread the word about the exemplary openness of the Californian legal system.

For those with the remotest instinct or respect for justice it may well have an entirely different effect. Endless allusion is made to the growing sum of money which the trial is costing the taxpayer, a statistic not calculated to make the pursuit of justice as single-minded as it claims to be.

Kato Kaelin is the first witness to sound credible in this entire overblown morass. He can remember very little with any clarity, contradicts himself at odd times, answers according to his own recollection of the moment and not in a way that pre-trial cross examinations have led the lawyers to expect.

In other words, he is human and even if what he remembers is somewhat wayward, it is at least the result of his appeal to his own memory, and not a slavish echo of what he had said before. The truth need not mean sticking to an old story. It can also mean changing your mind.

And now, as happens so often, this elephantine procedure exercises its influence on other countries, mainly because it is American and, therefore, dominates the airwaves. This is not America's fault, merely a fact of life.

In Britain, Eric Cantona, a footballer from France almost as celebrated in Europe as OJ Simpson is in the United States, reacted understandably to some alleged racial and personal slurs by a supporter of a rival club who went out of his way to be audible to his quarry.

Cantona, a man of hot temper and a sportsman's quick reactions, physically attacked the offender, earning himself two weeks in prison. The sentence lasted three hours till he was released on bail pending appeal. A multitude of people have been asked their opinion on the verdict before the appeal has been heard, in a manner utterly without precedent in Britain, and which can only come from the awful example set by the Simpson trial. The minister of sport even came out in favour of severity, believing Cantona to have special responsibilities towards youth, by whom he is lionised.

Is the length of a prison sentence really the business of a government minister? If so, to what dark age are we heading? Meanwhile, in the hot-headed Balkans, of five young people asked in the street about their reactions to the Simpson trial, three admitted they did not know who he was. What trial, they asked?

How refreshing to discover that outside influence is rejected in certain places, even if they happen to be in the middle of a war zone.

Sir Peter Ustinov

# شهادتان حول التعذيب في تركيا يرويهما سياسي كردي وابن سلطنة مرثد

AL HAYAT FRIDAY 31 MARCH 1995

Mehdi Zana.  
La prison no 5.  
(السجن رقم ٥)  
Arléa, Paris.  
1995.  
130 Pages.

Michael Suphi.  
Farc dans les salles de torture de Turquie.  
(فرج في قاعات التعذيب في تركيا).  
Epo, Bruxelles.  
1994.  
140 Pages.



لا يتوقف الزعماء السياسيون الآتراك عن الترييد بان تركيا بولة القانون - اي ان الناس سواسية فيها امام القانون الذي يحافظ على حقوقهم ولكن الواقع يتحدث عن طريق الحواش والصور والكميات بشكل آخر. الشواهد كثيرة وتزداد يوماً بعد يوم، وهي في أغلبها حقيقية وغير مبلغ فيها. العنف وحده بلغ حداً من الفظاعة، في هذه الدولة «الديموقراطية»، بحيث يبدو وكأن بعض الشواهد لا تخطو الى المبالغة، إذ تصديقه يصعب يقض المضاجع وخاصة في أوروبا التي نهيا لاستقبال هذا العنصر الجديد في احصائه كواحد من الأنظمة الديموقراطية. ونحن نسمع وزير تركيا يصف عمليات الجيش التركي في «شرق تركيا» او «المحافظات الشرقية»، كما اعتاد الرسمىون تسمية المنطقة الكردية، بانها «ارهاب تقوم به الدولة»، فان الشك في صحة الشواهد يقل وقد يضيحل.

مهدي زانا ليس من الرجبال الذين يعرفون هذا ما اكده الروائي بشار كمال لايلي فيزير، الحائز على جائزة نوبل، والذي قدم لكتاب مهدي زانا عن تجربته في سجون تركيا والذي صدر حديثاً باللغة الفرنسية، وأثار اهتماماً واسعاً في الأوساط السياسية والثقافية والصحافية، «العزل، شتائم الحراس، المنع من أداء التحية لكلم الضابط المسؤل، الضرب، اللغز في النوم، القلاقة حتى الاعفاء، السجن بالاعتداء، وضع الشحنات الكهربائية على الاعضاء الجنسية، دفع الكلاب الألمانية الضخمة لبعض الاعضاء المستورة للسجن العاري من كل ما يكسو جسده، كيف يمكن فهم وشرح كل هذا العنف، هذه الالهانة والتحقير، هذه العمليات اللاإنسانية التي اصبحت بصورة رسمية نظاماً قائماً في تركيا». هكذا يقدم ابلي فيزير لكتاب وينسأغل: «من الممكن ان يحدث كل هذا في تركيا، أي في الغرب، وفي بلد عضو في حلف شمال الأطلسي».

كلمات مهدي زانا تجيب عن هذا السؤال بالاجاب، فيعرض لتجربته وتجربة آخرين من

الكراد في السجن الرقم ٥ في مدينة ديار بكر، المركز السياسي والثقافي الرئيسي لكراد تركيا. مهدي زانا الذي يقدم نفسه بنواضع كردي من تركيا هو واحد من أشهر السياسيين الكراد. نشأ في محيط فقير وعمل خلال حياته كخباط واختار المنضال الديموقراطي السلمي من اجل القضية الكردية في خلال الاجزاب اليسارية التركية على أمل بلعها الى الاعتراف بالواقع القومي شعبه، فوصل الى اعلى المسؤوليات في حزب العمال التركي، وتم انتخابه كمرشح مستقل لمنصب محافظ ديار بكر في ١٩٧٧. فاستطاع خلال فترة محافظته، اي حتى ١٩٨٠، ان يقدم محاضرات كبرى لهذه المحافظة التي كانت تعاني جميع المحافظات الكردية من سياسة رسمية تعادي كل تقدم فيها. واستطاع ان يشرح انتباه محافظي العديد من المدن الأوروبية الى الوضع المزري الذي كانت تعيشه ديار بكر، فحصل على مساعدات كبيرة منهم مما ضاعف موقف الحكومة المعادي للمحافظ النشط. وكان عليه بعد الانقلاب العسكري بالسجن لمدة اثنين ولاثين عاماً بتهمة «الاعتداء على المشاعر الوطنية». فقتل احد عشر عاماً حيث اطلق سراحه في ١٩٩١ بعد هزيمة الجيش العراقي في الكويت وبروز القضية الكردية في تركيا والعراق الى موقع الصدارة من مشاكل المنطقة. ولم يتوقف مهدي زانا عن الدفاع عن قضيتهم رغم حرمانه من حقوقه السياسية. وفي انتخابات تشرين الاول (اكتوبر) العام نفسه انتخبت زوجته ليلى زانا نائباً عن مدينة ديار بكر في البرلمان التركي. الا ان حصاصتها البرلمانية الغيت في العام الماضي وحكم عليها وعلى نواب آخرين وعلى زوجها مهدي زانا بالسجن لاعوام عدة.

شهادة مهدي زانا هي عن الفترة التي قضاه في سجن ديار بكر الشهير ما بين ١٩٨٠ و١٩٩١. في الشهر الأول زج به في غرفة انفرادية طولها متر ولثمانون سنتماً وعرضها ثمانون سنتماً. هذه واحدة من أربعين غرفة انفرادية بالحجم نفسه في سجن الكلية العسكرية. ولا يزيد ارتفاعها عن متر ولثمانين سنتماً. فيها سرير عرضه اربعون سنتماً، مثبت على الحائط بارتفاع ثلاثين سنتماً وعن الأرض. يتنكر مهدي زانا بعد ما يقرب من عقد من هذا المكان، «حين اودعوني الغرفة التي فيها لا استطيع ان امد ذراعي، اكثر ان يمكنني القيام به هو ان اتقدم خطواتي واتراجع خطواتي، اي ان ادور على نفسي واعيد العملية من جديد. استطعت بالتاكيد ان اتعد الا ان خشية السرير ضيقة الى حد ان لا استطيع معها النوم على ظهري...». يواجه السجن خلال هذا الشهر القوي انواع التعذيب طالبين منه الاعتراض بشااطاته السرية والاداء باسماء الناس الذين كانوا

منه. وحين يصل مهدي زانا الى السجن الرقم ٥ يامل بنهاية التعذيب. الا انهم يستمر هناك أيضاً ولكن بصورة تختلف عما كان عليه في الشهر الأول. هناك تبدأ زيارات العوائل. يرفضهم السجناء الجدد خاصة لعدم اظهار ما على اجسادهم من آثار التعذيب او مخافة الضربات المهينة التي يتلقونها عادة من قبل الحراس على سرراى من عوائلهم. وقد تصل هذه الحالة الى الضرب حتى الموت في ساعات المواجهة بهدف ارباب العوائل والسجناء أيضاً. الا ان السجناء يتعلمون مع الزمن ان رفض الزيارات يدفع بالعوائل الى التعزيز عن استيائهم ولقلمهم ومحاولة الضغط على الحكومة لتحسين حالة السجناء من طريق اعلام المنظمات الدولية الانسانية بحالة السجناء.

نظام السجن الرقم ٥ عسكري. يبدأ النهوض في الخامسة صباحاً. ويجبر السجناء على شكر الله بصوت عال لكل ما يلحق بهم وتفي الحياة المديدة للجيش والقومية التركية. وفي حالة الرفض يحرم السجناء الطعام ويضرب. كل شيء مهيبا في هذا السجن لسحق ما في الانسان من كرامة وانسانية. الا ان النظام لا يحقق هدفه في سائر الاحيان. بل يدفع السجناء، على العكس، الى المقاومة حتى لو كانت الحياة ثمناً.

قبل نشر هذا الكتاب باسابيع صدر كتاب آخر حول التعذيب في سجون ومعقلات تركيا. كاتبه تركي الاصل شارك بنفسه في عمليات التعذيب، فوصفها بدقة بدعم شهادة مهدي زانا وتبين كيف يساق السطاء من الجيود الى ممارسة التعذيب.

ميكائيل سوفلي شاب في مقتبل العمر. ولد في بلجيكا من عائلة تركية هاجرت اليها في اوائل الستينات بحثاً عن حياة افضل. تكبر في محيط لا يتحدث فيه باللغة التركية الا مع ابويه. وحين يبلغ العشرين يقع تحت تأثير أتران يلقي بهم فيصفون له قسوة الحياة في الجيش التركي والتركيز على ان أداء الخدمة العسكرية هو السبيل الوحيد لبقاء الذين الذي عليه تجاه وطنه، وهو ما لن يستطيع من بونه السفر الى تركيا. يعمل الشاب بين الخدمة والاسل النفتي الى الخيار الأول، اي الالتحاق بالجيش النظامي لمدة عام ونصف العام، ويبدأ خدمته في واخر اب (اغسطس) ١٩٨٧. ويصطد بالقسوة ويكتشف ان يصعب عليه تحمله. بعد اسابيع يرسل الى مدينة ليصبح عضواً في تشكيلات الاستخبارات العسكرية (ميت) دون ارادة منه او اخذ رايه. فيختار المسؤولون اسماً سرياً: فرج، ويطلب منه نسيان اسمه الحقيقي. يجد نفسه في اليوم الأول من وصوله الى المدينة في غرفة من غرف التعذيب في مركز الاستخبارات التي قضى فيها اسابيعه كرايان كانا في الكلية نفسها التي قضى فيها اسابيعه الأولى من الخدمة العسكرية. لم يكن احد منهما على علم

بما ينتظرهما، وبعد ساعات يطلب منهما ممارسة ما هو واجب عليهم بفاسحاً عن الوطن الذي يريد التمرسون الكراد تزيده، مدفوعين في ذلك من قبل قوى اجنبية تريد النيل من تركيا، يتلقى فرج، كرميليه، بروساً نظرية في فن التعذيب ويتسلم كتاباً مفصلاً عن هذا الفن وواجبات المهنة، فتأخذ الرهبة من قسوة وعرض واسمه وحت، الذي لا يتخسر الرهبة تهيدياً، وعرض سيرة اشخاص آخرين كانوا سر المهنة والواجب فانتمت منظمة الاستخبارات منهم رغم هروبهم الى الغرب واختطابهم على مدى سنوات، ولا يعرف وحت وسيلة اخرى في تلقين دروسه الا شتائم والضرب والارهاب.

يبدأ التعذيب العملي بحلول الليل، وإذا فرج امام شابين وعجوز تجاؤز الستين، ثلاثتهم اكراد منهمون بدعم الحركة الكردية المسلحة. يطلب منهم الاعتراف والاداء باسماء من يشاركون في التعاون مع الحركة. فرج والجنديان الاخران يعيشان لحظات رهيبية: خوفاً من مسؤول التعذيب وحت وحلطات التي تخنطهم. وحتن بلغتهم تحت وايل من الذي على اللعالة دون ان يتنقلوا بحرف واحد. في اليوم الثاني يعاود القيام بالعمليات مع سجناء آخرين، ثم مع طفل. وحين يسبح فرج في اليوم التالي ان الطفل مات من التعذيب وان عليه ان يمارس التعذيب في ذلك اليوم مع امزاة حامل يقمر الفرار دون تاخير. ينجح بعد مجازلات كثيرة ومساعدة بعض الجندى وتقديم رشواى الى الشرطة التي اكتشفت انه جندي هارب.

يعود فرج الى وطنه الايدي بلجيكا بعد شهرين. ويظل خلال سنوات يخفي شعوره بالعار من الهروب من الخدمة العسكرية دون الحديث عن الدواعي التي قانته الى هذا الموقف الصعب لشباب حمل في اعقابه حياً قويا لوطنه الامم. يتجنب الحديث عن تجربته حتى لزوجته خوفاً من انتقام المنظمة التي انتمى اليها، غير ان الاستخبارات التركية تبدأ البحث عنه وتهديه بالانتقام. فيختفي متغلاً من مدينة اوروبية الى اخرى. ويقر أخيراً كتابة ما رآه بعينه. توضع قصته امام وزير الداخلية البلجيكي، فيهم فرج من لقااته ان خير وسيلة للحفاظ على نفسه، يكتم ويقام الاستخبارات هو الكتابة عن تجربته. يكتم ويصنف لحقات التعذيب التي شارك فيها وكان شاهداً مباشراً عليها يتفصل من الصعب اعادة كتابته، ما فيه من صور تكشف سماوية وعنف ولاإنسانية الجلابيين. يعبد العشرات من اساليب التعذيب واسمايتها كما تعلمها في الكتاب السري حول هذه المهنة. شهادته لا تدعم شهادة مهدي زانا فقط بل تجاوزه الى حد بعيد.

هلكوت حكيم

AL HAYAT FRIDAY, 31 MARCH, 1995 ISSUE NO 11777

صيغة تحول «بروفنايد كومفورت» عملية جوية - برية وواشنطن يرسل وفداً سياسياً - عسكرياً

# تركيا تدرس ابقاء قوات في شمال العراق

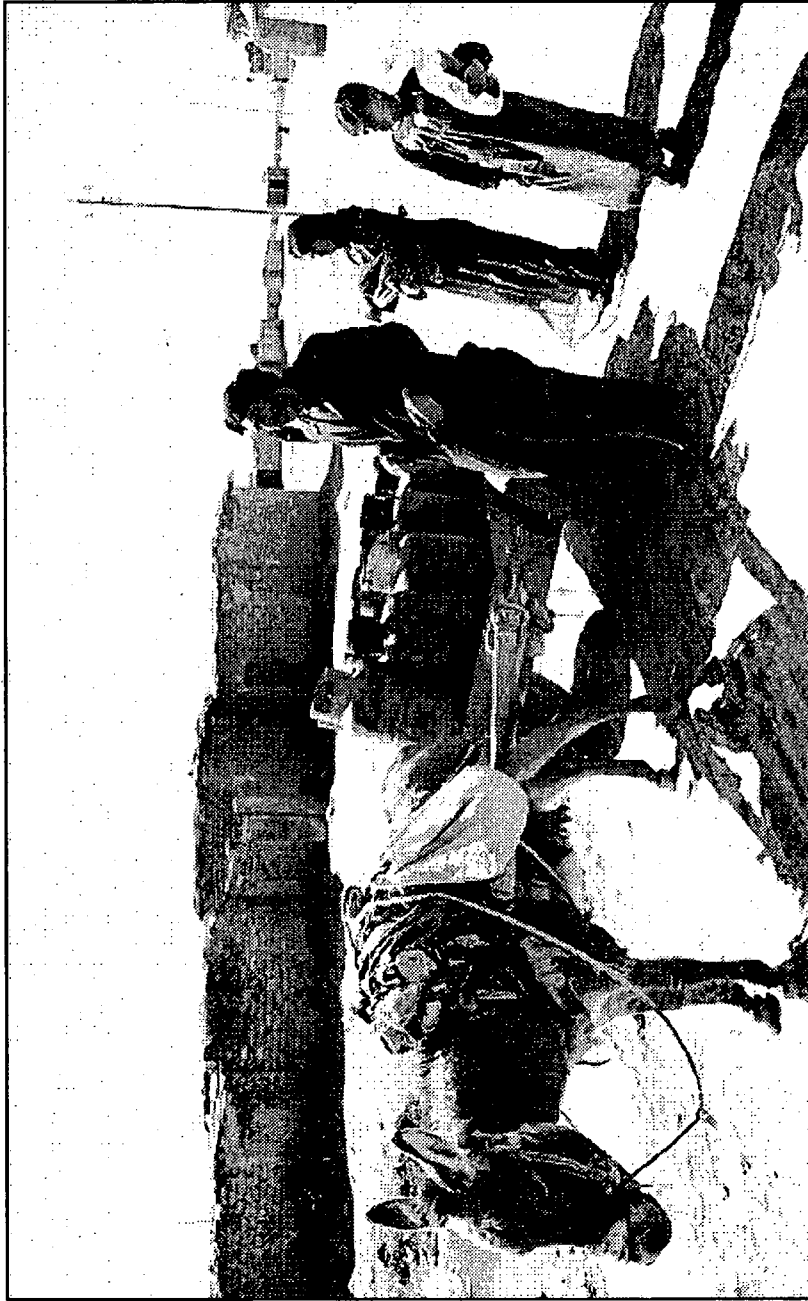
- واشنطن -
- من رفيق جليل المطوف:
- انقره -
- من كاهران قره داغي:
- اسطنبول -
- من محمد العباسي:

■ استبعد وزير الخارجية التركي الجديد أزال ايتونو الحل الدولي لاطلاء فراغ السلطة في شمال العراق حيث يواصل الجيش التركي عملياته لـ «تصفية قواعد حزب العمال الكردستاني منذ ٢٠ آذار (مارس) الجاري». وقال لـ «الحياة» مصدر قريب من الإدارة التركية إن انقرة باشرت درس «بدايل» ولم يستبعد ابقاء قوات برية في شمال العراق، ولكن في إطار عملية «بروفنايد كومفورت» التي تؤمن الحماية الجوية للاكراد العراقيين.

وأعلنت بغداد ان امين ان والحل الوحيد هو عودة سلطتها إلى الشمال. في حين يأسر ١٥ ألف جندي تركي حملة عسكرية ضخمة على إقليم تونغلي داخل الأراضي التركية، مماثلة للحملة في شمال العراق، لمهاجمة معقل حزب العمال.

وأكدت مصادر مطلعة في واشنطن ان مستشار رئيسة الوزراء التركية تانسو تشيلر سيجتمع خلال

الثمة في الصفحة (٤)



كردي يبحث عن الغاز قرب زاخو. (أ ف ب)



أخرى غير الأهداف التي توختها، وقال إن خيار نشر قوات برية في شمال العراق هدفه «وضع المنطقة تحت سيطرة تركيا باعتبارها راعية لسكان المنطقة، لكنه أضاف أن بعضهم لفت إلى أن تحقيق هذا الخيار «سيفرض على تركيا أن تتحمل أيضاً مسؤولية الوضع الاقتصادي المتدهور، في شمال العراق، وأشار هؤلاء إلى أن هذا للتدهور هو «عنصر رئيسي في الصراع الدموي» بين الزعيمين الكرديين مسعود بارزاني وجلال طالباني «لذلك فإن تخفيف الضغط الاقتصادي سيساعد في تخفيف حدة هذا الصراع». و زاد المصدر أن سبب اهتمام أنقرة بتخفيف الصراع بين بارزاني وطالباني هو أنها «في حاجة إلى أن يتعاونوا معها لتحقيق السيطرة على شمال العراق، مدركة أن هذا التعاون ضروري للسيطرة على الوضع».

ووصفت بغداد الوضع في شمال العراق بأنه «فوضى كاملة»، وشددت على أن الحل الوحيد هو «عودة السلطة المركزية العراقية». وقال وزير الثقافة والإعلام العراقي حامد يوسف حمادي في حديثه إلى وكالة «فرانس برس»، أمس أن تلك «الفوضى» سببها «اجبار السلطات العراقية على الانسحاب من المنطقة والفراغ الذي خلفه، وكذلك التدخل الأميركي في الشؤون الداخلية للعراق وتركيا». وأكد أن «حزب العمال الكردستاني لم يكون موجوداً في شمال العراق، قبل حرب الخليج، بل كانت قواعده في سورية»، مشيراً إلى أن الأميركيين «ادعوا أنهم جاؤوا لحماية الكرد العراقي، فإين هي هذه الحماية إذا كانوا لا يمانعون في دخول الجيش التركي والجيش الإيراني لنهب الكرد؟» و زاد أن «الأميركيين والبريطانيين والكراد والإتراك وضعوا أنفسهم في هذا المأزق، والحل الوحيد هو عودة السلطة العراقية المركزية إلى شمال العراق».

وأعلن أن بغداد «مستعدة للتفاهم مع الأحزاب الكردية، في الشمال وعن مستقبل العلاقات مع تركيا (أوضح الوزير أن بغداد تحاول ألا تجعل تلك الأمور تؤثر في العلاقات بين البلدين، فما بيننا وبين تركيا علاقات استراتيجيّة مبنية على التعاون وحسن الجوار والتكافؤ، وأي تأثير في هذه العلاقات لن يخدم مصلحة الدولتين».

إلى ذلك أكد «الجيش الشعبي لتحرير كردستان» (الجناح العسكري لحزب العمال) أن مقاتلي الحزب صعدوا هجماتهم على القوات التركية داخل تركيا وفي شمال العراق. وأفاد بيان لـ «الجيش الشعبي» تلقته «الحياة»، أمس أن مجموعات من تلك القوات تركزت في قصر الرئيس صدام حسين في سرسك الذي «هاجمه المقاتلون الكرد، ليل الأربعاء». وبتت «وكالة الأناضول» للأنباء أن ٢٢ من مقاتلي حزب العمال قتلوا أمس في جنوب شرقي تركيا.

وكانت وكالة «فرانس برس» نقلت عن مصادر في وزارة الدفاع البريطانية ليل الأربعاء أن الجيش التركي يستفيد في «عملية فولاذ» في شمال العراق من الصور الجوية التي التقطتها طائرات التحالف الغربي.

وقالت المصادر أن الصور التي تلتقطها يومياً الطائرات الفرنسية والبريطانية المتمركزة في قاعدة أنجيرليك وضعت بتصرف القوات التركية. وأضاف أن الأتراك يستفيدون أيضاً من المعلومات التي جمعتها طائرة «أواكس» تابعة لحلف الأطلسي تنفذ طلعات في المنطقة نفسها.

واتهم ناطق باسم الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه طالباني) الحكومة التركية بالتنسيق مع الحكومة العراقية، وحذر من أن بغداد «تحشد قوات ضخمة معززة بالدبابات في أطراف كفرى ورحيم ورق وقرى سعيه (جنوب شرقي كركوك)، وأغلقت الطرق المؤدية إلى هذه المناطق». وأشار إلى «حشود عسكرية عراقية في ضواحي منطقة تشمشمال وأغلق الطريق الممتدة إلى كركوك». واعتبر أن ذلك «يرجح بدء عمليات عسكرية ضد المنطقة الكردية، في الشمال». وأضاف الناطق: «إن التصعيد العسكري العراقي - التركي يؤكد حقيقة التنسيق القائم بين الحكومتين للتضييق على المنطقة الكردية الآمنة».

وتساءل «هل حزب بارزاني جزء من هذا التنسيق، بتصعيده الإحتلال الداخلي، بين الحزبين».

وزاد أن الحزب الديموقراطي الكردستاني «شن ليل الأربعاء - الخميس هجوماً على كاني قرزاه في محور أربيل - الموصل، تم بحره، وبعد ساعات شنت قوات عراقية هجوماً على المنطقة ذاتها فزح جميع سكانها».

يوميين مع وزير الخارجية الأميركي وارن كريستوفر. وكان التقى مساعده للشؤون الأوروبية ليل الأربعاء ودافع عن «شرعية» الاجتياح التركي لشمال العراق. معتبراً أنها «كشرعية حرب الخليج». ودعا الغرب إلى دعم أنقرة «كما ساندته خلال الحرب».

وسيزور أنقرة وفد دبلوماسي - عسكري اميركي يضم مساعد وزير الدفاع ومدير وكالة الاستخبارات المعين. وقالت المصادر أن زيارة الوفد تعكس مدى القلق الأميركي من العملية التركية في شمال العراق ورغبة واشنطن في التوصل إلى حل كامل ونهائي للمشكلة في شمال العراق، يؤمن بقاء عملية بروفايد كومفورت كما كانت. وأشارت مصادر مطلعة في العاصمة الأميركية إلى أن الهدف التركي حتى الآن هو عدم التوصل إلى حل كامل بل إبقاء الحال في الشمال في الوضع المأزق، كي تواصل أنقرة التدخل فيه متى شأته. وزادت أن الجانب التركي في حال إحياء «بروفايد كومفورت»، يسعى إلى تحويلها إلى عملية جوية - برية تشارك فيها قوات تركية بنسبة كبيرة.

وبدا أمس أن فرنسا تتجه إلى تشديد الضغوط على تركيا لسحب قواتها من العراق. وأعرب وزير الخارجية الفرنسي الآن جوييه عن قلقه من بقاء هذه القوات، ولوح أيضاً بأن الاتفاق الجمري بين تركيا والاتحاد الأوروبي لن يقر إذا لم تطبق أنقرة إصلاحات دستورية (راجع ص ٦). في الوقت ذاته اتهمت أنقرة الحكومة الألمانية بشق حلف الأطلسي، بعدما جمعت ارسال معدات عسكرية إلى تركيا إثر اجتياح شمال العراق.

وقال اينونو في أول مؤتمر صحافي يعقده بعد تعيينه وزيراً للخارجية

الاثنتين الماضي أن «أساس المشكلة يرجع إلى وجود فراغ في السلطة المحلية، في شمال العراق وأن «المسألة الأهم أصبحت كيفية إيجاد حل لهذه المشكلة محلياً. وسئل عن الانتقادات الدولية لمسألة استمرار الغزو التركي لشمال العراق وردود الفعل الألمانية خاصة فاجاب أن «رد الفعل الألماني ليس له ما يبرره، وعلى المسؤولين في الحكومة الألمانية تلافي تزايد الانتقادات. هم اعتادوا التصرف بالطريقة ذاتها عقب كل عملية عسكرية تنفذها تركيا في الأراضي العراقية، ويجدون تهديدهم بقطع المعونة العسكرية، عن أنقرة. وأعرب عن قلقه بتسوية المشكلة «كما حدث مرات». وأكد أنه سيزور عدداً من العواصم الغربية خصوصاً بون وواشنطن وباريس لتصحيح المفاهيم الخاطئة عن التدخل العسكري التركي وقال: «نحن لا نسعى وراء مغامرات». وأعرب عن أمله بأن يكون الحزبان الكرديان الرئيسيان في شمال العراق في حال سلام.

وسئل عن القوة الجوية الغربية التي تشارك في عملية «بروفايد كومفورت» وهل يتحول الجيش التركي إلى قوة برية مساعدة لها في المنطقة فاجاب أن القوة الغربية انشدت «للمخاض معينة لن تتغير». وأعلن أن تركيا لا تفكر في إنهاء العملية قريباً. ورداً على سؤال لـ «الحياة» عن التصريحات التي أدلى بها المستشار الأول لرئيسة وزراء تركيا امره جوناي صاي في واشنطن في ما يتعلق بـ «الحل الدولي» لمشكلة شمال العراق قال وزير الخارجية التركي: «لا نرى أن هناك حلاً يمكن أن تقوم به المنظمات الدولية. فالمشكلة يجب أن تحل هنا، وسترون قريباً التدابير التي سنخذها».

ونكر مصدر موثوق به في وزارة الخارجية التركية أن واشنطن طلبت من أنقرة عدم توسيع نطاق «عملية فولاذ» في انتظار مناقشة اقتراحات «لمله الفراغ» في شمال العراق، وملك خلال لقاء الرئيس بيل كلينتون ورئيسة وزراء تركيا تانسو تشيلر في العاصمة الأميركية في ١٧ نيسان (أبريل) المقبل.

وفي أنقرة أكد لـ «الحياة» مصدر قريب من الإدارة التركية أن الإدارة تشعر بأنها «تورطت» في شمال العراق على رغم «النجاح الظاهري» للعملية العسكرية. وقال أن قيادة الجيش ووزارة الخارجية «بدأتا بدرس خيارات وبدائل». ولم يستبعد أن تنتهي «عملية فولاذ» بان «تخسب تركيا لكنها ستنشر قوات برية» في إطار عملية «بروفايد كومفورت»، التي تؤمن الحماية الجوية لكراد العراق عبر القوة الجوية المرابطة في قاعدة أنجيرليك التركية وتشارك فيها الولايات المتحدة وفرنسا وبريطانيا وتركيا. ولغت إلى الجولة التي سبقوم بها قريباً الوزير اينونو وتابع أن «حجم العملية وريود الفعل الغربية والكردية عليها وعوامل أخرى تجعل تحقيق الأهداف التي خطت لها هيئة الأركان العامة غير ممكن، وراي المصدر ذاته أن العملية قد تسفر، بالتالي، عن تحقيق أهداف

## من يسد الفراغ؟

قررت انها طالما لم تنجح في مد الوزن في اتجاه أوروبا والقوقاز، فان مد الوزن في اتجاه الشرق الاوسط حاجة ملحة. فتركيا اليوم تبحث عن وزن وهوية.

اما واشنطن فانها لا تعرف، حسبما يبدو، اين هي من التطورات التركية على المدى البعيد، سيما وانها تنظر الى عامل المسألة من منظور سياستها نحو صدام حسين حصراً. فلقد اصبح صدام حسين ورقة انتخابية لا يجزى مرشح للرئاسة الاميركية التهاون معها.

لقد اصاب السياسة الاميركية نحو العراق خلال الاسابيع الماضية تطوران منفصلان عن بعضهما هما «عملية فولاذ»، واحتجاز السلطات العراقية مواطنين اميركيين عبر الحدود من الكويت عن طريق الخطأ، حسب قول الاميركيين.

ان التطورين يظهران مدى ضعف وقابلية السياسة الاميركية نحو العراق للعب.

فمن ناحية المواطنين الاميركيين، لا تتجرا الادارة الاميركية، او أي مرشح جمهوري، على اقامة حوار مع السلطات العراقية لحل مشكلة المواطنين الاميركيين. فالسياسة الاميركية زجت نفسها في زاوية اللاحوار. وبالتالي امام الاميركيين اما التصرف عسكرياً والمغامرة بارواح المواطنين الاميركيين، او اللجوء الى فرنسا وروسيا للتأثير على بغداد، وهذا سيؤثر حتماً على السياسة الاميركية المهووسة بالعداء لصدام. وبينما تبدو قضية المواطنين الاميركيين ذريعة موضع ترحيب بها لتوجيه ضربة عسكرية الى بغداد، قد تصبح القضية هدية لا بأس بها للقيادة العراقية.

اما من جهة العملية التركية، فان انقرة تساعد بغداد رغم انها تنتهك سيادة اراضيها. فالعملية لا بد ستضعف التحالف الاميركي - الفرنسي - البريطاني - التركي في شمال العراق، كما ستضعف مقاومة طالباني وبارزاني لاجراء حوار مع بغداد. انما الأهم ان العملية تطرح على البسطا ضرورة التفكير بحل جذري لمشكلة العراق. والتطوران يفرضان، او يجران على الأقل، السياسة الاميركية القصيرة النظر القائمة حصراً على معاداة صدام الفرد.

انما الاحراج والفضيحة ليسا حصراً من حصة الولايات المتحدة او تركيا او العراق. ان صمت مجلس الأمن تماماً عن الاجتياح التركي يعري واقع المجلس واعضائه. وان استئناف طالباني وبارزاني القتال بينهما في اثناء العملية التركية يجعل القيادة الكردية واضحة الافلاس في الفكر والسياسة والانسانية.

ان الصفحة المفتوحة اليوم من تاريخ الاكراد وتاريخ العراق هي اباحة الانتهاك لغايات يحددها الغد.

نيويورك - راغدة درغام

الزاهن في العراق اقتصادياً وسياسياً ولجهة احتواء الارهاب.

واشنطن تعارض كل ذلك. فهي لا تريد انهاء الحماية الاميركية - الفرنسية - البريطانية لشمال العراق، وتعارض حوار القيادة الكردية مع بغداد لانها ترى فيه اضعافاً شرعية على نظام الرئيس العراقي صدام حسين بينما سياستها ترتكز على عزل هذا النظام ورفضه. ثم ان الولايات المتحدة اوضحت مسبقاً معارضتها رفع الحظر النفطي عن العراق حتى وان لبس كامل متطلبات اللجنة الخاصة، وترى ان من السابق لارائه ان يعود العراق الى وضعه الطبيعي.

ما تتفق عليه واشنطن وانقرة هو وحدة وسلامة اراضي العراق، وعدم قيام دولة كردية مستقلة في شماله. وقد تتفقان ضمناً ايضاً على معالجة المسألة الكردية عبر تفاهم اقليمي بين الدول التي يوجد فيها الاكراد وهي تركيا وايران وسورية.

ان كل هذا لا يعالج الازمة الملحة في اعقاب «عملية فولاذ» وهي: من سيملا الفراغ في شمال العراق؟

لقد فقدت دول التحالف الثلاث الصديقة والفعالية عندما دخل ٢٥ الف جندي تركي

الاراضي العراقية. فالاجتياح، بغض النظر عن الدوافع والذرائع والمبررات، يشكل انتهاكاً للقانون الدولي الذي يمنع الدول من عبور حدودها مع الدول الاخرى. انه المنطق الاسرائيلي الذي يبقى غير قانوني وغير شرعي مهما كان امراً واقعاً.

كذلك، ان الدول الثلاث اقامت منطقة عازلة في شمال العراق حظرت فيها الطيران العراقي بذريعة حماية الاكراد، ثم وجدت نفسها متفرجة على الطيران الحربي التركي في المنطقة ذاتها.

انما اصعب الحلقات في هذا الوضع سيكون في استمرار بقاء القوات التركية او اطالة العملية العسكرية فوق رؤوس قوات التحالف الغربي. فاذا كان تقسيم العراق مرفوضاً بالاجماع، واذا كانت استعادة بغداد سلطتها وسيادتها حتى الحدود ممنوعة، فان عملية «بروفايديكونفورت» لا بد ستتأثر جذرياً «بعملية فولاذ»، وشمال العراق لا بد انه مقبل على ترتيبات امنية جديدة.

ايران وسورية تراقبان الوضع بحذر ليس بالضرورة حباً بالاكرد وعطفاً على مصيرهم وانما في اطار وزن تركيا في المنطقة ككل. فتوازن القوى تقاسمت في السابق تركيا وايران والعراق ولعبت فيه سورية الدور الذي يناسبها ويفيدها. اما بعد تحييد العراق عن موازين القوى، وبعد اضعاف ايران وعزلها، قد يكون في ذهن تركيا اثبات نفسها ووزنها بآكثر مما تقضي اليه المسألة الكردية.

وازياد وزن تركيا، سياسياً وميدانياً، يزيد من وزنها وقدرتها على املاء سياسات عديدة كالمياه مثلاً والتي تدق في عصب الاقتصاد السوري والعراقي. وقد تكون انقرة

ليس واضحاً ان كانت الاستراتيجية التركية وراء «عملية فولاذ» تستهدف ان تصعب انقرة الطرف الذي يسد الفراغ في شمال العراق، او ان تفرض انقرة، كاسر واقع، حتمية عودة سلطة الحكومة العراقية الى المنطقة. قد تضطر تركيا الى ان تكون هي الطرف الذي يملأ الفراغ نتيجة اجتياحها العسكري، وفي ذلك تورط لها وانعكاس خطير على الدول المجاورة وعلى الاكراد. وقد تثبت العملية العسكرية التركية انها مغامرة اقليمية ودولية نظراً الى عنصرين اساسيين: اولاً، التقاطع بين الأطراف الاقليمية المعنية مباشرة بالمسألة الكردية وبين اطراف عملية «بروفايديكونفورت» التي تقودها الولايات المتحدة. وثانياً، انعكاس «عملية فولاذ» على العلاقة التركية - الأوروبية، سيما اقتصادياً. فانقرة اليوم على المحك، ومنطقة الشرق الاوسط ستأثر بالتطورات التركية بشكل او بآخر.

ان فشل القوات التركية في الفتح، على قواعد حزب العمال الكردستاني وارهابه سريعاً يذكر بتورط القوات الروسية في الشيشان. فقد اضطرت انقرة الى زيادة عدد قواتها من ٢٥ إلى ٥٠ الفاً مما لا يوحي بنجاح العملية العسكرية اذا كانت اهدافها حقاً محدودة في ازالة القواعد الارهابية. اما اذا كانت اهدافها الحقيقية سد الفراغ القائم في شمال العراق، فقد تتورط تركيا على نسق نموذج الاسرائيليين في جنوب لبنان انما بأضعاف الكلفة السياسية وربما الاقتصادية.

رئيسة وزراء تركيا تانسو تشيلير وصفت «عملية فولاذ» بأنها احدي اهم «عمليات الدفاع عن النفس في تاريخ الجمهورية»، واعتبرتها «نزاعاً مع الارهاب والارهابيين». وخاطبت تشيلير الحلفاء والاصدقاء قائلة «لا تقلقوا من العملية. انها ستنتهي حالما نحقق اهدافنا».

ما قالته تشيلير ايضاً هو ان «فراغ السلطة في شمال العراق ليس من صنع تركيا. انه احد الاضرارات المؤسفة لحرب الخليج. وهذا الوضع يؤثر على بلدنا اكثر من أي بلد آخر». نتيجة استفادة حزب العمال الكردستاني واستغلاله لفراغ السلطة في شمال العراق، وزادت «لا يمكننا غض النظر عن هذا الوضع». وبذلك ربطت رئيسة الوزراء بين الاهداف التركية من «عملية فولاذ» وبين ملء الفراغ في شمال العراق.

هنا يبدأ التقاطع على اكثر من مستوى وبين أكثر من طرف. وهنا يبرز التفاوت بين الموقف التركي والموقف الاميركي من شمال العراق، وكلاهما طرف في عملية «بروفايديكونفورت».

انقرة لا تمنع، بل تود، عودة سلطة الحكومة العراقية حتى الحدود وهي تدفع القيادة الكردية الممثلة بحزبي جلال طالباني ومسنعود بارزاني، (الاتحاد الوطني الكردستاني والحزب الديموقراطي الكردستاني)، الى التحاور مع بغداد للحصول على أكبر مقدار ممكن من الحكم الذاتي. وانقرة تفضل حدوداً مع العراق ذات سيادة واضحة وتود استئناف العراق وضعه الطبيعي وتصدير نطه حالما يمثل متطلبات اللجنة الخاصة التابعة للأمم المتحدة الكلفة ازالة الاسلحة العراقية المحظورة. والسبب ان تركيا تدفع ثمناً كبيراً لاستمرار الوضع

الجمعة ٣ آذار (مارس) ١٩٤٥ الموافق ٣٠ شوال ١٣٦٤ / العدد ١١٧٧

## ٦ أخبار

## شؤون عربية

# ويولوج باسبب عداد أنقرة من الاتحاد الجمهوري العراقي جوبيه يعارض بقاء القوات التركيات في العراق

## أطلعته اكيوس على نتائج مهمته في بغداد

باريس - من ردة تقي الدين:

■ صرح وزير الخارجية الفرنسي الان جوبيه بعد اجتماعه (مع مع رالف اكيوس رئيس اللجنة الخاصة التابعة للأمم المتحدة المكلفة ازالة الاسلحة العراقية المحظورة بان هناك مواقف مشجعة بالنسبة إلى الرقابة على التسليح العراقي بما في ذلك الاسلحة الكيماوية، فيما لا تزال قضية الاسلحة الجرثومية موضع تخوف لدى اللجنة.

وقال جوبيه ان ليس في امكانه الآن التوصل إلى أي استنتاج بالنسبة إلى مهمة اكيوس في بغداد هذا الاسبوع، وأنه ينتظر التقرير الذي سيقدمه رئيس اللجنة إلى مجلس الأمن في ١٠ نيسان (ابريل) المقبل. وژاد ان اكيوس توقف في باريس لإطلاعنا على نتائج اتصاله الأخيرة مع الجانب العراقي واعتقد ان موثقه مشجع في ما يتعلق بمدى من القضايا، ومنها ملاً الرقابة على التسليح العراقي والاسلحة الكيماوية، وان الخوف لا يزال قائماً بالنسبة إلى الاسلحة

الجرثومية. وأضاف: لا تزال هناك بعض القضايا التي ينبغي حلها، وأنا في انتظار صدور التقرير.

وعن مشروع القرار الفرنسي - الروسي الذي يجري العمل طرحه رسمياً للتصويت في مجلس الأمن، قال جوبيه انه يتوقف على ما سيتضمنه تقرير اكيوس في شأن كل القضايا ومنها الصواريخ والاسلحة الكيماوية والجرثومية.

ورداً على سؤال عن الوضع القائم بين تركيا والعراق، قال جوبيه: «في ما يتعلق بحقوق الانسان ينبغي الا تكون هناك موازين ومقاييس مختلفة، وأبلغنا السلطات التركية بوضوح شديد اننا نريد مساعدة القوى الديموقراطية التركية ولكن على هذه القوي ان تساعدها، وژاد ان القرار اتفق الوحده الجمهوريه بين تركيا والاتحاد الأوروبي ان يتم إذا لم تعتمد السلطات التركية بحلول أيلول (سبتمبر) المقبل اصلاحات دستورية وإدارية وتشريعية كانت أعلنتها بهدف تعزيز الديموقراطية لديها.

وعن توغل الجيش التركي في شمال العراق، أكد الوزير ان فرنسا ابليت تركيا انها «ان تغفل بنفس قوات تابعة لها مدة طويلة على أراضي دولة مجاورة ذات سيادة»، وأشار إلى ان درود الفعل التي سمعناها خلال الساعات الماضية مقلقة، لذلك دعوت نظرائي في الاتحاد الأوروبي إلى اصدار اعلان حازم.

يذكر ان اكيوس وصل إلى باريس أمس اتياً من الكويت التي زارها بعد بغداد، وقال انه عائد إلى نيويورك لإعداد التقرير الذي سيقدمه إلى مجلس الأمن. وأوضح انه عرض وجوبيه التقويم الذي أجرته اللجنة الخاصة في شأن تنفيذ العراق التزاماته المتعلقة بإزالة أسلحة الدمار الشامل. وأشار إلى ان المتاورات في هذا المجال تستمر على مستوى الوزراء والخبراء، وان هناك بعض التقدم الذي حققه الجانب العراقي في إطار قضايا «تقنية».

وكرر ان المعلومات التي قدمها العراق عن الاسلحة الكيماوية مهمة وذات صدقية وان المضلة التي لا تزال عالقة هي الاسلحة

الجرثومية لأن المعلومات المتوفرة لدى اللجنة تغير مخاوف كثيرة. وأكد ان الجانب العراقي لم يعط توضيحات لتجديد هذه المخاوف بطريقة مرضية، خصوصاً ان المعلومات تشير إلى ان العراقيين استوردوا كميات ضخمة من مواد تستخدم في صنع اسلحة جرثومية.

وعن احتمال إصدار مجلس الأمن قراراً بتطبيق الفقرة ٢٢ من القرار ٦٨٧ قال اكيوس ان اللجنة تكفي بعرض الوقائع على المجلس الذي يتولى تدوينها، وأطماعه ان الدول الاعضاء تخوف من قضية الاسلحة الجرثومية. وتابع ان اعمال اللجنة تستند إلى «معلومات علمية وإلى فريق واسع من الخبراء الدوليين، الذين يتحققون مما إذا كانت المواد المتوفرة لدى العراق صنعت أم هي مخزنة لديه فقط وهذه القضية يجري تناولها من الناحيتين العلمية والتقنية، ما يحول دون تمكن أي حكومة، سواء كانت الحكومة الأميركية أو غيرها، من ممارسة ضغوط على اللجنة».

AL HAYAT FRIDAY, 31 MARCH, 1995 ISSUE NO 11727

ALHAYAT 15  
OPINION

رأي

